



Publié par la Bibliothèque de  
Documentation Internationale  
Contemporaine et l'Association  
des Amis de la BDIC et du Musée

N°113-114 . Année 2014

# Matériaux

*pour l'histoire de notre temps*



# Mémoires de la Grande Guerre



1.



2.



3.

## Mémoires de la Grande Guerre

**Mémoires de la Grande Guerre** ..... **2**  
Benjamin Gilles et Nicolas Offenstadt

**Autriche** ..... **6**  
Cultures de la mémoire de la Première Guerre mondiale en Autriche. Le « Jubilé » 1914/2014  
Andrea Brait

**Tchécoslovaquie** ..... **15**  
La mémoire de la Grande Guerre en ex-Tchécoslovaquie  
Michal Ksinan, Juraj Babjak

**Allemagne** ..... **25**  
Le retour de la Grande Guerre. La mémoire de la Première Guerre mondiale en Allemagne de 1980 à nos jours  
Juliane Haubold-Stolle

**Turquie** ..... **32**  
La Turquie d'aujourd'hui et la Grande Guerre  
Alexandre Toumarkine

**Bulgarie** ..... **42**  
La commémoration de la Première Guerre en Bulgarie  
Oliver Schulz

**Pologne** ..... **52**  
La mémoire de la Première Guerre mondiale en Pologne  
Julia Eichenberg

**Lituanie** ..... **58**  
La Grande Guerre dans les mémoires historiques des Lituaniens  
Algimantas Kasparavicus

**Finlande** ..... **66**  
Une mémoire en évolution ?  
La place de la Grande Guerre en Finlande  
Maurice Carrez

<b>Russie</b> .....	<b>75</b>	<b>Australie</b> .....	<b>142</b>
« Il ne doit pas y avoir de terre inexplorée. » La mémoire de la Première Guerre mondiale en Russie depuis 1989-1991 <i>Kristiane Janeke</i>		The Anxious Anzac: suggestions for a metric moment in late modern Australia <i>Damien Williams, Bruno Scates, Laura James, Rebecca Wheatley</i>	
<b>Serbie</b> .....	<b>84</b>	<b>Afrique du Sud</b> .....	<b>156</b>
Ruptures et continuités de la mémoire serbe de la Grande Guerre, 1945-2014 <i>Stanislav Sretenovic</i>		World War I in South Africa's Memory <i>Bill Nasson</i>	
<b>France</b> .....	<b>91</b>	<b>Argentine</b> .....	<b>161</b>
Pratiques contemporaines de la Grande Guerre en France. Des années 1990 au Centenaire <i>Nicolas Offenstadt</i>		A Vanished Memory : Great War in Present Argentina <i>Ines Tato</i>	
<b>Belgique</b> .....	<b>100</b>	<b>Commemorating Catastrophe : Remembering the Great War 100 Years on (Vienna Conference)</b> .....	<b>166</b>
Les commémorations belges <i>Laurence van Ypersele</i>		<i>Jay Winter</i>	
<b>Italie</b> .....	<b>104</b>	<b>Mémoires nationales et projets internationaux dans le Centenaire de la Grande Guerre. Un premier bilan</b> .....	<b>175</b>
La mémoire de la Grande Guerre en Italie <i>Daniele Ceschin</i>		<i>Joseph Zimet</i>	
<b>Royaume Uni</b> .....	<b>110</b>		
Contemporary British memory of the First World War <i>Emma Hannah</i>			
<b>Irlande</b> .....	<b>118</b>		
Une mémoire en partage ? La Grande Guerre en Irlande <i>Laurent Colantonio</i>			
<b>Canada</b> .....	<b>125</b>		
Un centenaire pas si paisible. Le Canada face à la Grande Guerre <i>Mourad Djebabla</i>			
<b>Etats-Unis</b> .....	<b>132</b>		
Forgotten, but less so: World War I in recent American Memory <i>Mark Levitch</i>			

## VARIA

<b>Identifier, légitimer, stigmatiser - Les matériaux de la Délégation ukrainienne à la Conférence de la Paix de Paris (1918-1920)</b> .....	<b>180</b>
<i>Thomas Chopard</i>	

<b>Résumés / Abstracts</b> .....	<b>186</b>
----------------------------------	------------

<b>La réussite du « centenaire d'en bas » : la Grande Collecte à la BDIC</b> .....	<b>198</b>
<i>Benjamin Gilles</i>	

### LÉGENDES DES PHOTOS :

**Couverture.** L'Anneau de la Mémoire, Notre-Dame- de-Lorette © Pascal Bonniere, *La Voix du Nord*. **Page de gauche.** 1. *Montgobert, Tchèques de la Légion, 1916*, Coll. BDIC. 2. **Monument** à la mémoire des soldats et officiers du Corps expéditionnaire russe, Paris, DR. 3. *Charles Cure, Que cette perdrix amène mon retour parmi vous*, Fonds Charles Cure – Grande Collecte 2013

# Mémoires de la Grande Guerre

BENJAMIN GILLES, BDIC

NICOLAS OFFENSTADT, PARIS 1 PANTHÉON – SORBONNE

C'est un monument unique et qui interroge autant le passé que le présent. Inauguré par le Président de la République française le 11 novembre 2014, l'Anneau de la Mémoire du site de combats de la colline de Lorette assemble en effet les noms de tous les morts dans la région Nord-Pas-de-Calais – Népalais, Français ou Allemands - pendant le premier conflit mondial, environ 580 000. Jamais auparavant alliés et ennemis n'avaient ainsi figuré sur un monument de dimension internationale d'aussi grande ampleur. En outre, cette œuvre de l'architecte Philippe Prost a été financée pour la majeure partie par une collectivité territoriale, la Région. C'est une œuvre très parlante. L'ampleur de l'architecture souligne d'abord la force du souvenir, des souvenirs dans les régions du front en France en particulier, grossissant, en quelque sorte, un souvenir aussi très fort ailleurs sur le territoire. Elle montre également que l'Etat central n'est plus qu'un acteur parmi d'autres des mémoires de la Grande Guerre tant celles-ci sont, en France, foisonnantes et multiples. Enfin, l'Anneau prend explicitement position sur la nécessité, non seulement d'une mémoire internationale du conflit, mais plus encore d'une *mise à égalité symbolique* des expériences combattantes de chacun, quel que soit son camp. Ce faisant, il affirme une perspective nouvelle dont il n'est certes pas la seule incarnation mais dont il demeure une des voix les plus fortes<sup>1</sup>. A peine inauguré, le monument connaît un succès public remarquable, dont la signification conduit à s'interroger - ce qui est le cœur de cette livraison de *Matériaux pour l'histoire de notre temps* - dans une perspective large sur les formes et les objets mémoriels de 14-18, un siècle après son déclenchement.

L'inauguration du mémorial de Lorette par François Hollande constitue l'acte le plus officiel de la commémoration de la Grande Guerre en France. Mais l'implication des plus hautes autorités de l'Etat n'est qu'une dimension des manifestations qui se déroulent dans le cadre du centenaire. Une commémoration dont Joseph Zimet, directeur de la Mission du Centenaire, dresse ici un premier bilan au niveau national et européen. Plusieurs milliers de projets, soutenus institutionnellement ou non, se sont concrétisés

en 2014 sur l'ensemble du territoire et à l'étranger. Les médias ne sont pas en reste, comme en témoignent les dizaines de documentaires inédits, ou pas, diffusés au cours de l'année sur les chaînes de télévision, les émissions spéciales à la radio ou l'intense vague de publications s'étendant de la littérature jeunesse à l'édition académique. Des logiques économiques et médiatiques liées à la fabrication de l'événement expliquent bien sûr, pour partie, cette production. Mais cette intense présence de 14-18 dans la société reflète aussi la vivacité de la mémoire et l'intérêt porté au conflit. L'espace social, culturel et politique occupé aujourd'hui par cette guerre traduit, en France du moins, et dans une certaine mesure, dans le monde, l'échelle de l'engagement de la société entre 1914 et 1918. Reste à placer cette mémoire dans une appréhension d'ensemble. En 1914, ce sont toutes les nations européennes insérées dans le système des alliances diplomatiques et militaires et leurs colonies qui se retrouvent prises dans la guerre. Soit plus des deux tiers de la population européenne d'alors. De ce fait, les hostilités prennent très rapidement une dimension mondiale et n'épargnent aucun continent. Soit que les combats se déroulent en Afrique ou en Asie dans une forme de prolongement des luttes coloniales. Soit que les neutres, notamment sur le continent américain, se trouvent au cœur d'une lutte d'influence économique, stratégique ou encore culturelle et politique engagée par les belligérants ou les communautés européennes émigrées. Soit enfin, que des troupes du monde entier viennent se battre sur les champs de bataille européens à Gallipoli ou à Vimy, par exemple.

Les peuples en guerre ne furent donc pas seulement les citoyens des Etats-nations mais aussi des sujets, des indigènes ou encore des nationalités intégrées à des Empires et des Etats. Dans les frontières de 2014, ce sont environ 80 nationalités qui ont directement participé à la Première Guerre mondiale et qui portent - ou pas - aujourd'hui sa mémoire. Il est de ce fait difficile de penser le centenaire sans prendre en compte cette dimension internationale, aux résonances multiples et aux enjeux mémoriels différenciés et singuliers pour les Etats actuels. Cent ans après, la guerre a laissé de nombreuses traces, visibles sur les anciennes lignes de front ou plus ou moins discernables au sein des sociétés. C'est la pluralité de ces réalités que *Mémoires de la Grande Guerre* entend mettre au jour sous le prisme national et faire dialoguer. Vingt pays ont ainsi

servi de laboratoire pour mesurer l'influence contemporaine de la Grande Guerre. Ce numéro de *Matériaux*, issu de la collaboration entre un chercheur spécialiste de la mémoire de 14-18 et la BDIC, ne prétend pas à l'exhaustivité. Il cherche à interroger la place actuelle du conflit, à comprendre son héritage et ses répercussions contemporaines dans une perspective géographique large, internationale.

Afin de poser les fondements d'une analyse comparative permettant de faire émerger les singularités nationales et de dégager des convergences mémorielles, de mesurer des écarts et des divergences, entre pays, chaque auteur s'est concentré en priorité sur la perception de la Grande Guerre au cours des trente dernières années et dans le contexte du centenaire. Dans ce contexte sont abordées dans chaque article, en proportion variée, les dimensions historiographiques, culturelles, sociales et politiques. Le croisement de ces problématiques permet de questionner des manifestations aussi diverses que la production littéraire et cinématographique, le tourisme des lieux de mémoire (champs de bataille, monuments commémoratifs, cimetières), les débats dans l'arène politique comme le renouvellement de la recherche universitaire. La largeur du spectre d'investigation et la chronologie de la commémoration – certains Etats comme l'Italie ou l'Australie ne débute véritablement leur centenaire qu'au printemps 2015 – rendent illusoire toute entreprise mesurant avec finesse pour chaque pays, et dans une perspective comparative, tous les effets et toutes les formes de mémoire que la Grande Guerre fait émerger ou façonne depuis une génération. Mais ces axes de recherche fournissent un observatoire unique et inédit, à l'échelle internationale, sur la place actuelle de 1914-1918.

Fille documentaire de la Première Guerre mondiale, investie très largement dans la commémoration du centenaire avec l'exposition *Vu du front. Représenter la Grande Guerre*, co-produite avec le musée de l'Armée, qui a attiré 40 000 visiteurs, la BDIC a été présente en 2014 dans plus de 200 projets d'exposition, de documentaires ou d'édition. Avec des historiens de l'Université de Nanterre, elle a produit un MOOC<sup>2</sup>, *La Grande Guerre à travers ses archives*, ainsi qu'un cartable numérique destiné aux collèves. C'est une institution pivot pour l'écriture et la valorisation de l'histoire de la période. Dans ce contexte, le comité de lecture de *Matériaux* a souhaité à nouveau s'intéresser au conflit, après avoir publié, en 2008, un numéro sur les Français dans la Grande Guerre privilégiant le questionnement et l'approche sociale<sup>3</sup>. Plutôt que d'interroger une nouvelle fois le conflit à l'aune du renouvellement historiographique et de ses apports, le comité de lecture a choisi de poser la question de la mémoire de la Grande Guerre dans les sociétés contemporaines, une problématique peu abordée en France<sup>4</sup> et très rarement dans une perspective internationale. La présente publication est un écho, en quelque sorte, de la singularité des collections de la BDIC.

Dès août 1914, la politique d'acquisition menée par les Leblanc, couple de collectionneurs à l'origine de la bibliothèque, et leurs successeurs, a clairement pour intention de dépasser le cadre national et de donner la vision la plus large et la plus mondiale possible du conflit. En s'appuyant sur le concept de documentation<sup>5</sup> et en lui donnant une dimension internationale, il s'agissait de permettre aux chercheurs d'écrire une histoire de la guerre appuyée sur les sources des différents belligérants mais aussi des puissances neutres.

Ayant le sentiment de vivre un moment exceptionnel et marqués par l'ambition de collecter toutes les pièces pouvant servir à écrire l'histoire, les époux Leblanc entament leur travail en août 1914 au moment où la France bascule dans la guerre. Cette tâche est poursuivie en 1918-1919 par les deux conservateurs qui président aux destinées de la Bibliothèque-Musée de la Guerre, Camille Bloch et Pierre Renouvin. Tous deux oeuvrent à l'enrichissement et au classement des collections et mettent en place un fichier thématique des fonds imprimés et d'archives qui se clôt avec les collections relatives à la paix de Versailles. La constitution de ce fichier reflète une perception de la chronologie de la Grande Guerre marquée du sceau de l'histoire militaire et diplomatique. Or, on constate, aujourd'hui, que les historiens tendent à privilégier parfois d'autres scissions. Cette livraison de *Matériaux* met en effet au jour l'existence d'autres temporalités, moins liées à l'évolution des relations internationales que rattachées aux problématiques nationales. L'Irlande abordée par Laurent Colantonio peut sembler à cet égard exemplaire. Le plan de commémoration irlandais déborde largement le cadre de 14-18 pour embrasser la décennie 1912-1923. La guerre n'est alors qu'un épisode depuis le soulèvement de 1916 jusqu'à la fin de la guerre d'indépendance en 1922. Le cas de la Bulgarie développé par Oliver Schulz est sensiblement identique. L'entrée de la monarchie dans le conflit au côté de l'Alliance en 1915 n'est qu'un prolongement des luttes entamées en 1912 contre ses voisins et qui se poursuivent au-delà de 1918. Cette question de la Première Guerre mondiale considérée comme un épisode inscrit dans une temporalité plus longue s'applique également à la Turquie, comme le rappelle Alexandre Toumarkine. La mémoire collective et l'historiographie turques tendent en effet à enserrer les hostilités mondiales dans un conflit de onze ans (1911-1922). La fin de la guerre civile s'imposant à la fois comme borne finale du conflit et comme temps mémoriel. Pour des Etats nés de la Grande Guerre, mais dont les populations ont été touchées par le conflit ou y ont participé parfois dans des camps opposés comme les Tchèques ou les Polonais, c'est moins le souvenir de celle-ci qui est entretenu que l'accès à l'indépendance. La guerre s'inscrit avant tout dans la construction de récits nationaux. Maurice Carrez montre ainsi que, en Finlande, la fin de l'union avec la Russie en 1917 et la guerre civile qui s'en suit se sont imposées dans la mémoire collective. 14-18 en tant que

••• telle occupe, de ce fait, peu de place dans l'histoire du pays. L'opposition rouge-blanc reste en revanche un enjeu de mémoire avec ses tensions et scissions propres. Julia Eichenberg dresse un constat assez proche pour la Pologne. Ses soldats se retrouvant dans les deux alliances belligérantes, la guerre est une lutte fratricide pour la nation et donc difficile à évoquer. Le pouvoir mémoriel fédérateur de l'accession à l'indépendance nationale en 1918 et les guerres frontalières qui suivent ont permis d'englober les différents engagements et de leur donner un sens commun. Dès lors depuis l'indépendance, la Première Guerre n'est pas, dans le discours politique et culturel, un événement central mais seulement un élément de contexte. Algimantas Kasparavicius parvient à conclusion très proche au sujet de la Lituanie. Si l'acte d'indépendance du 16 février 1918 est célébré aujourd'hui dans le pays comme la fête nationale, cette célébration s'effectue presque en dehors de tout lien avec la Grande Guerre, comme si celle-ci n'avait eu que peu d'influence sur l'histoire de l'Etat lituanien. La construction de la mémoire du conflit est donc loin de toujours suivre la chronologie des années 1914-1918, mais oscille suivant les histoires nationales entre une temporalité propre ou une mise en retrait, plus ou moins marquée.

En effet, l'ensemble des contributions montre combien l'intensité du souvenir varie selon les pays et les époques. Il y a toute une gradation dans la manière dont les sociétés investissent le souvenir de la Grande Guerre, en lien bien sûr avec leur degré d'implication, de l'Argentine éloignée comme l'écrit Maria Inès Tato, en passant par une mémoire collective inconstante aux Etats-Unis évoquée par Mark Levitch, à la France. Mais on lira aussi des variations plus subtiles, provoquées par les politiques mémorielles, ou leur absence et d'autres facteurs encore. Le cas de l'Afrique du Sud est exemplaire, quand le gouvernement d'Apartheid ravive le souvenir à des fins de politique internationale. Un des intérêts des articles ici présentés tient dans la mesure du degré de conflictualité des mémoires de guerre. Bien sûr, il y a des querelles et des débats en France ou en Angleterre, mais les oppositions peuvent être bien plus clivantes, dans les Balkans, au Québec, en Belgique, comme en Irlande, ainsi que le montrent les contributions correspondantes.

Pour comprendre les mémoires de 14-18, il faut alors un regard large sur les mises en scènes du passé et les conflits politiques présents. On mesurera aussi combien les mémoires ont une histoire. En effet, les mises en forme du souvenir connaissent d'amples variations selon les époques, en lien avec d'autres conflits mais aussi avec la succession des régimes politiques, les enjeux de constructions identitaires du pays. Ces derniers sont particulièrement visibles dans la préparation de la commémoration australienne. Damien Williams, Bruce Scates, Rebecca Wheatley et Laura James montrent ainsi, à travers les projets reçus par la Commission nationale de commémora-

tion du centenaire Anzac (Australian and New Zeland Army Corps), comment se constituent depuis quelques années des communautés émotionnelles marquées par la peur de l'oubli.

C'est un des points forts de ce numéro de montrer comment le monde communiste d'après 1945 a procédé dans la construction de multiples silences sur la Grande Guerre, à de nombreux choix aussi. Les exemples de la Bulgarie, de la Lituanie, de la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie permettent de riches comparaisons. On en verra aussi les conséquences dans la Russie contemporaine. Les effets du centenaire en Autriche et en Allemagne, dont la profondeur ne peut être complètement mesurée aujourd'hui, contrastent avec des temps de faible intensité mémorielle. *Mémoires de la Grande Guerre* invite encore à ne pas saisir les nations comme un bloc homogène. En effet, les mémoires ont aussi des ancrages spatiaux. Les pays qui ont connu la ligne de front portent souvent des traces mémorielles particulières, non pas seulement physiques mais encore dans la mise en scène de la guerre (avec de multiples enjeux, politiques ou économiques), qu'il s'agisse de la France, de l'Italie, de la Turquie, ou plus récemment sans doute de la Russie. De même qu'il faut être attentif à l'ancrage territorial des mémoires, aux effets que ces ancrages produisent, il convient aussi de distinguer, dans chaque nation, et parfois de manière transnationale, des « communautés de mémoire », c'est-à-dire des groupes sociaux, aux fondements multiples, qui développent ou entretiennent des formes mémorielles particulières, avec leurs discours et leurs émotions propres : selon des logiques de communautés culturelles (Afro-américains aux Etats-Unis, Ukrainiens du Canada), socio-professionnelles (les historiens militaires et conservateurs en Angleterre), politiques (activistes anti-guerres, en France ou au Royaume-Uni) ou géo-topographiques (localités des anciens fronts).

Malgré l'éventail d'études très larges sur le plan géographique que le numéro propose et qui permettent d'élaborer une typologie de mise en mémoires contemporaines de 14-18, plusieurs espaces restent à expertiser et des compléments seront apportés progressivement sur le site de l'Observatoire du centenaire de l'Université de Paris I<sup>6</sup>. Si la question des mémoires coloniales est évoquée par Bill Nasson pour l'empire britannique à travers l'Afrique du Sud, *Mémoires de la Grande Guerre* n'aborde pas la question pour l'Inde, et du côté des anciennes colonies françaises, pour les pays du Maghreb. Malgré l'existence des commémorations en Tunisie (journée d'études aux Archives nationales en novembre 2014), la mémoire du conflit semble largement « oubliée »<sup>7</sup> en Afrique du Nord et aucun spécialiste n'a pu être, de ce fait, aisément identifié. Ce silence qui existe aussi dans des pays comme le Sénégal ou encore le Mali – pays ayant pourtant fourni d'importants contingents militaires – s'explique par une recherche en histoire dominée par d'autres questionnements et par un discours politique et mémoriel focalisé

sur d'autres périodes de la construction nationale. Nous aurions aimé reprendre la question de la place de la Grande Guerre au Portugal, qui envoya des soldats se battre aussi bien dans ses colonies africaines que sur le front occidental. L'historiographie de la période s'y enrichit et l'espace public, entre expositions et suppléments de presse a donné un écho au centenaire qui offre de nouveaux matériaux<sup>8</sup>. En Asie également, le centenaire est l'occasion d'interrogations renouvelées sur les enjeux du conflit. Il y a bien sûr des questions internes, en particulier pour la Chine et le Japon, qu'il s'agisse de la guerre en Asie ou de la main d'œuvre « exportée »<sup>9</sup>. Ces deux pays, en particulier ont organisé un certain nombre de colloques et rencontres d'importance. Mais les acteurs publics usent aussi de 2014 pour mettre en scène les rapports de forces d'alors entre les deux pays, dans un climat contemporain de tensions<sup>10</sup>. Il reste ainsi des enjeux de mémoire à mieux connaître. A ces zones peu explorées dans l'historiographie s'ajoutent les neutres, Suisse, Espagne ou encore Pays-Bas. Peu de travaux s'intéressaient jusque récemment à ces Etats durant les hostilités<sup>11</sup>, et encore moins à la question de la mémoire. Il reste à mesurer les renouveaux d'intérêts pour la période comme tendent à le montrer, par exemple, les séries sur « La Suisse pendant la Grande Guerre » et « La guerre de 14-18 en archives synchrones » diffusées sur le site internet du *Temps* en juillet et août 2014.

Mais cette livraison en donnant différents aperçus sur les rôles de l'historiographie et des historiens dans la thématization de la Grande Guerre invite aussi à s'interroger sur le fameux « rôle social » de l'historien. Au-delà du travail savant, l'ampleur des enjeux, l'intérêt large pour le sujet, les commémorations conduisent à des interactions et des croisements importants entre la sphère académique et la « popular » history, entre la production historique et les usages publics et politiques de la Grande Guerre, comme le montre par exemple l'énorme succès en Allemagne des *Sommambules* de l'historien universitaire Christopher Clark vendu à plus de 300 000 exemplaires. Les historiens ne sont pas en dehors des mémoires ici évoqués, même s'ils s'efforcent de les objectiver ou de faire preuve de réflexivité. Ils y sont inscrits, contribuent aussi à les façonner. On les verra ici dans différents rôles, de la posture critique à l'expertise. Le Centenaire est à ce égard un bon observatoire, quand les commissions officielles, les comités scientifiques, les interventions multiples des historiens leur offrent une prise tout aussi directe qu'incertaine sur des discours qui sortent de leur communauté. Il y aura sans doute une grande enquête à mener sur ces historiens dans l'arène, avec le recul du temps.

Cette question des usages de la mémoire et de l'histoire de la Première Guerre mondiale est également au cœur de l'implication de la BDIC dans le Labex *Les Passés dans le présent : histoire, patrimoine, mémoire*, porté par l'Université de Paris Ouest Nanterre. Le « laboratoire d'excellence » s'attache à comprendre les médiations de l'histoire à l'ère du

numérique, les politiques de la mémoire, les appropriations sociales du passé. L'utilisation et la dissémination sur le web des albums de la Section photographique de l'Armée numérisés et accessibles par le biais de la bibliothèque numérique de la BDIC, *l'Argonnautte*, et les enquêtes de réception par le public des expositions organisées dans le cadre du centenaire, dont l'exposition *Vu du front*, constituent dans ce cadre d'autres terrains complémentaires d'observation des pratiques autour de la Grande Guerre. L'analyse des politiques publiques et de la diversité des dispositifs mémoriels, entreprise par l'Observatoire mis en place par l'Université de Paris I, pourront ainsi être mises en regard avec l'analyse des pratiques sociales par le biais de ces enquêtes, contribuant à une meilleure connaissance de la mise en mémoire et de l'historicisation contemporaine de la Grande Guerre. Une prochaine livraison de *Matériaux* rendra compte de ces programmes encore en cours. A suivre... ■

## Notes

1. « Politique de mémoires de la Grande Guerre au temps du Centenaire dans le Nord-Pas-de-Calais. Entretien avec Yves Le Maner, directeur de la Mission histoire, mémoire et commémorations de la région Nord-Pas-de-Calais, propos recueillis par Anne-Sophie Anglaret et Nicolas Offenstadt, à Lille, le 20 octobre 2014 », Université de Paris I, *Observatoire du Centenaire*, < [http://www.univ-paris1.fr/fileadmin/IGPS/Texte\\_Nicolas\\_05\\_Pas\\_de\\_Calais.pdf](http://www.univ-paris1.fr/fileadmin/IGPS/Texte_Nicolas_05_Pas_de_Calais.pdf) >
2. Massive online open course
3. « Les Français dans la Grande Guerre : nouvelles approches, nouvelles questions », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°91, Juillet-septembre 2008.
4. Nicolas Offenstadt, *14-18 aujourd'hui : La Grande Guerre dans la France contemporaine*, Paris, Odile Jacob, 2010.
5. Valérie Tesnière, « La BDIC dans le moment documentaire », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°100, 4/2010, p.7-13.
6. < <http://www.univ-paris1.fr/autres-structures-de-recherche/observatoire-du-centenaire/> >
7. < <http://www.realites.com.tn/2014/11/14/les-tunisiens-dans-la-grande-guerre-1914-1918-une-memoire-centenaire-oubliee-3/> > Consulté le 29 décembre 2014.
8. Par exemple les publications des deux grands quotidiens portugais, *Publico* (supplément du 22 août 2014 et portail dédié : <http://www.publico.pt/primeira-grande-guerra/temas>) et le *Diário de Notícias* (notamment le 26 avril 2014).
9. Sur la Chine, voir H. Tertrais, « Chine dans la Grande Guerre » in *Historiens & Géographes, revue de l'APHG*, Abécédaire de la Grande Guerre, n° 427, juillet-août 2014.
10. « La Chine et la Grande Guerre aujourd'hui, sur un colloque à Pékin (juillet 2014) », Observatoire du Centenaire, Université de Paris I, < [http://www.univ-paris1.fr/fileadmin/IGPS/Offenstadt\\_Chine.pdf](http://www.univ-paris1.fr/fileadmin/IGPS/Offenstadt_Chine.pdf) >
11. *Relations Internationales*, « Etats neutres et neutralités dans la Première guerre mondiale », 2014/4 et 2015 à paraître, et signalons pour les Pays-Bas notamment, l'étude de Suzanne Wolf, *Guarded neutrality : diplomacy and internment in the Netherlands during the First World war*, Leyde, Brill, 2013 et pour l'Espagne l'ouvrage de Maximiliano Fuentes Codera, *España en la Primera Guerra Mundial. Una movilización cultural*, Madrid, Akal, 2014, voir aussi l'important catalogue d'exposition 14-18, *La Suisse et la Grande Guerre*, Baden, Hier + jetzt, 2014, qui traite aussi des enjeux de mémoire.

# Cultures de la mémoire de la Première Guerre mondiale en Autriche. Le « Jubilé » 1914/2014<sup>1</sup>

ANDREA BRAIT, INSTITUT D'HISTOIRE, UNIVERSITÉ DE VIENNE  
TRADUIT DE L'ALLEMAND (AUTRICHE) PAR DOMINIQUE BOUCHERY

**E**n général, les guerres prennent une place singulière dans la culture de la mémoire. Elle marquent à de multiples égards une solution de continuité et une césure aussi bien au niveau individuel que collectif.<sup>2</sup> La Première Guerre mondiale en particulier a de par sa « dimension « totale » exercé un effet traumatique qui dépassait le souvenir laissé de toute éternité par les autres guerres ». De ce fait, la guerre « continue d'exister pour beaucoup en temps de paix par-delà de nombreuses décennies »<sup>3</sup>.

Depuis quelques années cependant, une rupture se dessine. Du fait du caractère fini de l'existence humaine, cent ans après le début des combats de la Première Guerre, il n'y a quasiment plus de témoins vivants en capacité de se *souvenir* activement. Les derniers à avoir combattu en tant que soldats lors de la Première Guerre sont morts il y a quelques années<sup>4</sup> et rares sont aussi ceux qui peuvent se prévaloir d'avoir vécu une enfance à Vienne sous le règne d'un empereur. Ceci conduit aujourd'hui à l'établissement d'une culture de la mémoire détachée des souvenirs personnels, qui explicite la signification de cette guerre, volontiers décrite comme « la catastrophe inaugurale du XXe siècle » et comme le préalable aux affrontements et crimes de guerre à venir. Pour la science historique, ce recul de cent ans signifie que l'on ne doit plus considérer cette guerre comme appartenant à l'« histoire du temps présent », définie comme l'histoire des contemporains, et que par conséquent l'on étudie à travers l'histoire orale. La définition de la discipline forgée par Rothfels en 1953 se trouve dépassée par l'histoire contemporaine.<sup>5</sup> Toutefois le « boom mémoriel » émanant des lieux de mémoire reste ininterrompu. Tels que Pierre Nora les a définis, ils

s'adosent à des identités nationales et s'étendent également aux guerres et à la violence collective. En regardant le programme des présentations d'ouvrage, des conférences et des expositions prévus pour l'année 2014 ou pour partie déjà passés ces premiers mois<sup>6</sup>, on pourrait penser que la Première Guerre est le thème principal qui mobilise la recherche historique en Autriche et celui qui occupe le terrain de la culture de mémoire. Rares sont les spécialistes d'histoire moderne et contemporaine qui peuvent se soustraire à l'événement cette année. Les quelques spécialistes de la Première Guerre ont bien du mal à maîtriser la masse de colloques, d'expositions, de publications. Le regard sur cette guerre s'en trouve automatiquement un peu élargi. En cette année commémorative 2014 ou de jubilé, les différents courants de la recherche éclairent celle-ci avec des sujets aussi différents que la place de la femme dans la guerre<sup>7</sup> ou le développement de l'armement<sup>8</sup>. L'art n'est pas en reste non plus avec les expositions « Totentanz. Albin Egger-Lienz und der Krieg » [ Danse macabre. Albin Egger-Lienz et la guerre ] (Belvédère, Vienne), « Trotzdem Kunst! » [Et pourtant ils créaient !] (Leopold Museum de Vienne) et « Krieg, Trauma, Kunst » [Guerre, Trauma, Art] (Musée de Salzbourg). Même les théâtres représentent un point fort notable<sup>9</sup> : dans le cadre d'une coproduction avec le Burgtheater de Vienne, *Les derniers jours de l'humanité* de Karl Kraus est mis en scène pour le Festival de Salzbourg<sup>10</sup>. L'auteure serbe Biljana Srbljanović a composé une œuvre de commande pour le théâtre de Vienne *Princip. (Dieses Grab ist mir zu klein)* [Princip (cette tombe est trop petite pour moi)], dans laquelle le nationalisme est présenté comme un problème historique et contemporain, depuis le meurtre de l'année 1914 jusqu'à l'assassinat du premier chef de gouvernement démocratiquement élu de Serbie Zoran Đinđić en 2003<sup>11</sup>. Dans la pièce de Herbert Föttinger mise en scène au théâtre Josefstadt de Vienne, *Die Schüsse von Sarajewo* [Les coups de feu de Sarajevo], d'après le

roman *Der letzte Sonntag* [Le dernier dimanche] de Milo Dor, ce n'est pas l'attentat lui-même qui est au centre de l'action, mais les motivations des meurtriers et le nationalisme européen. Le fonctionnaire de justice de la double monarchie Leo Pfeffer, joué par Erwin Steinhauer, lié à une Serbe (jouée par Julia Stemberger), en charge de l'enquête sur l'attentat tente de se débattre contre les argumentations nationalistes et les théories conspirationnistes belliqueuses, mais finit par échouer entre autre à cause de son destin personnel. A cela s'ajoute en 2014 bien d'autres prises de position artistiques qui attirent l'attention sur la guerre et ses conséquences.

Ce qui ressort particulièrement dans la plupart de ces considérations sur la guerre est l'accent mis sur les conséquences à long terme de la guerre. Le concours d'histoire de la Présidence fédérale présente aussi cette particularité : sous l'intitulé « Années en 4 : 1914 / 1934 / 1994 / 2014 / », les élèves du collège (degré secondaire II, à partir de la troisième) sont incités à : « examiner en profondeur les évolutions de la société autrichienne – partant des causes, des conséquences et des répercussions de la Première Guerre mondiale en 1914 sur la vie de tous les jours, en passant par les soubassements des affrontements de la guerre civile autrichienne du 12 février 1934, la tentative de putsch des nationaux-socialistes illégaux la même année en juillet, jusqu'à la prise de conscience salutaire de la nécessité d'une intégration européenne et d'une politique de paix qui conduisit finalement à l'entrée de l'Autriche dans l'Union européenne par référendum avec une majorité de 66,6 % »<sup>12</sup>. Les diverses publications scientifiques traitent de façon plus claire et directe la guerre. La nouvelle édition de l'ouvrage de Manfred Rauchensteiner, parue dès la fin 2013 sous le titre *Der Erste Weltkrieg und das Ende der Habsburgermonarchie 1914-1918*<sup>13</sup> [La Première Guerre mondiale et la fin de la monarchie des Habsbourg 1914-1918] est sans doute avec ses 1222 pages la plus importante contribution. Parallèlement aux nombreux ouvrages scientifiques qui s'adressent plutôt à un public de spécialistes, un coffret DVD mérite d'être mentionné : il s'agit de *Krieg der Bilder. Der Erste Weltkrieg im Film* [Guerre des images. La Première Guerre mondiale filmée] édité par les Archives cinématographiques autrichiennes. Cette édition offre à l'aide de sources encore inédites un nouveau regard sur l'histoire des médias dans la guerre.<sup>14</sup>

Les musées se saisissent tout particulièrement des commémorations et quasiment toutes les institutions proposent une exposition qui, selon les cas, tente de proposer une représentation d'ensemble, ou éclaire des aspects particuliers du conflit. La principale exposition est celle qui a démarré à la Schallaburg, lieu tradition-

nel des expositions de jubilé, sous le titre « Jubeln & Elend. Leben mit dem Großen Krieg 1914-1918 » [Exultation et Misère. Vivre avec la Grande Guerre 1914-1918] : le déroulé du conflit incluant un regard sur la période d'avant-guerre est présenté à travers 24 salles d'exposition sur une surface totalisant 1 300 m<sup>2</sup>.<sup>15</sup> Avec plus d'un millier de pièces exposées, l'exposition se présente comme une véritable « bataille d'objets », qui éclaire la guerre non pas selon un ordre chronologique, mais sous l'angle thématique<sup>16</sup>. Ce parti pris permet d'évoquer à côté de thèmes classiques, comme par exemple la mort de l'empereur François Joseph, d'autres aspects qui jusqu'à présent avaient été assez négligés en Autriche dans les expositions, comme par exemple l'arrière [Heimatfront], les mutineries, ou encore la commercialisation des souvenirs des témoins après la guerre. Une des spécificités de cette exposition est par ailleurs de donner à voir le déroulement de la guerre en suivant le destin personnel de 15 protagonistes. La présentation utilise ce faisant un moyen didactique que le Musée de l'Holocauste de Washington a grandement contribué à populariser<sup>17</sup>.

La Bibliothèque nationale autrichienne propose également dans le salon d'honneur une vue d'ensemble qui présente une spécificité à côté de laquelle on peut facilement passer : « An Meine Völker ! » [A mes peuples], dont le commissariat a été assuré par M. Rauchensteiner, est constitué – à l'exception de quelques rares prêts extérieurs – de la collection de guerre de la bibliothèque, qui va bien au-delà d'une simple collection de livres et comprend 52 000 documents et 38 000 photographies. Comme le souligne M. Rauchensteiner dans un entretien, il n'était pas possible de concevoir une narration chronologique globale, c'est pourquoi il a fait le choix de développer 16 champs thématiques qui sont « souvent abordés de façon trop réductrice en présentations chronologiques »<sup>18</sup> ; la femme dans la guerre ou les restrictions alimentaires à l'arrière trouvent ainsi une représentation muséographique.

À côté des expositions, les médias de grande écoute s'adressent aussi à une large audience et consacrent des séries à la guerre. La télévision publique ORF propose un temps fort avec le programme « 100 Jahre nach dem Ersten Weltkrieg » [100 ans après la Première Guerre] qui a débuté le 7 janvier 2014 par un reportage du magazine *Report* intitulé « Sichtbare Narben der großen Katastrophe » [Cicatrices visibles de la grande catastrophe]<sup>19</sup>. Le film coproduit avec la deuxième chaîne de la télévision publique allemande (ZDF) *Das Attentat Sarajevo 1914* d'Andreas Prochaska et le documentaire de l'ORF de la série *Menschen & Mächte, Der Weg in den Untergang* [La Voie dans le précipice] qui ont été annoncés comme les émissions phare<sup>20</sup> risquent toutefois de disparaître dans la masse des programmes proposés. ●●●

- Les quotidiens proposent également des retours sur l'événement sous forme de feuilletons : c'est le cas par exemple d'une édition spéciale du journal *Die Presse am Sonntag* dans laquelle de nombreux aspects ont été abordés : questions économiques, sport etc<sup>21</sup>. Dans leur course à l'audience, les médias sont visiblement confrontés au problème que « l'histoire se rapportant malheureusement au passé, il est devenu assez rare de dénicher de l'inédit ». C'est pourquoi il est de bon ton « d'accommoder l'ancien de telle sorte qu'il ait au moins l'air neuf »<sup>22</sup>. C'est dans cet esprit que le magazine *News* a par exemple fait un de ses gros titres avec « Das Attentat auf Franz Ferdinand. Mein Onkel erschoss Österreichs Thronfolger. News fand den Erben des Mörders ». [L'attentat de François Ferdinand. Mon oncle a abattu l'héritier du trône. *News* a trouvé l'héritier de l'assassin]<sup>23</sup>. L'histoire sensationnelle du petit neveu homonyme de Gavrilo Princip<sup>24</sup> perdit rapidement de son intérêt en se révélant connue de longue date.<sup>25</sup>

Les ministères fédéraux soutiennent nombre de manifestations programmées pour 2014. Cependant aucune cérémonie officielle n'a été prévue. Le département de la culture du Ministère des affaires étrangères organise plutôt des expositions itinérantes ainsi qu'un concert de la Philharmonie de Vienne le 28 juin à Sarajevo. Des manifestations sont aussi prévues à Belgrade et Bruxelles, ce qui devrait sans doute mettre l'accent sur le modèle européen de paix d'aujourd'hui. En vertu de quoi, « l'Autriche ne commémore pas officiellement », comme le précise Wolfgang Maderthaner, directeur des archives nationales autrichiennes et chargé par la Chancellerie de la coordination de l'ensemble des activités.<sup>26</sup>

### LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE DANS L'ESPACE PUBLIC AVANT 2014

La comparaison avec l'année 2004, autrement dit avec le 90<sup>e</sup> anniversaire montre bien que 2014, eu égard à la masse (et aussi à la qualité) des projets ayant trait à la Première Guerre, est une exception et en aucun cas la règle. Les présentations de livres, expositions et reportages dans les médias ont été clairement plus sporadiques<sup>27</sup>. Pour les années qui ne sont pas jubilaires, il est impossible de relever une préoccupation particulière pour cette guerre, que ce soit dans la recherche, dans la vulgarisation scientifique ou dans les médias. Pour preuve de l'impossibilité de lancer une production autrichienne ces dernières années, il est utile de mentionner le cas de la série britannique « Downtown Abbey », dont la deuxième saison traite de la guerre et de ses effets. Celle-ci a été diffusée par la chaîne privée ATV et suivie en moyenne par 190 000 téléspectateurs<sup>28</sup>, certes un succès pour la chaîne, mais un tout petit chiffre en comparaison avec les autres pays<sup>29</sup>.

### RECHERCHES SUR LA PREMIÈRE GUERRE

En Autriche tout comme en Allemagne, le regard sur la Première Guerre « a longtemps été obstrué par la démesure de l'ombre portée par la Seconde Guerre mondiale »<sup>30</sup>, comme Helmut Konrad le souligne. L'historien explique le nouvel engouement pour la première des deux guerres ces dernières années de la part de quelques chercheurs par le mouvement d'intégration européenne qui a suivi les révolutions de 1989, et les préjugés qui ont émergé à sa suite et dont les racines sont à chercher dans le 20<sup>e</sup> siècle commençant.

A cela s'ajoute l'influence de nouvelles traditions de recherche sur l'historiographie des guerres mondiales. « De nouvelles entrées et l'élargissement du spectre méthodologique historique ont conduit à un changement de paradigme dans la recherche historique sur la guerre : c'en est fini avec les approches classiques de la grande histoire militaire et de l'histoire des opérations, fini aussi avec les structures socio-économiques de l'histoire sociale allemande des années 70. Sont mises en avant les expériences de guerre, la vie de tous les jours, l'histoire culturelle et des mentalités en temps de guerre »<sup>31</sup> Comme Oswald Überegger le montre, la recherche autrichienne sur la guerre mondiale marchait bien péniblement, loin derrière les tendances internationales<sup>32</sup>. Parmi les efforts entrepris dans le processus de « rattrapage », le « Forum Erster Weltkrieg »,<sup>33</sup> issu d'un groupe de jeunes chercheurs en réseau conseillés par des historiens plus chevronnés, est particulièrement remarquable. Quoi qu'il en soit, le contexte en Autriche semble difficile aujourd'hui comme hier, comme Christa Ehrmann-Hämmerle le précise dans un entretien :

« En Autriche... le principe d'une écriture de l'histoire militaire n'a aucun ancrage dans les universités. La recherche sur la guerre et la paix ne s'inscrit pas dans le cadre de chaires d'enseignement et de groupes de travail spécialisés, l'histoire militaire est encore souvent mise sur le même plan que l'histoire appliquée du fait militaire ou de la tradition militaire qui sont étudiées dans des instances extra-universitaires. Le fait que le champ militaire soit de plus en plus touché par les conflits d'interprétation scientifiques et les élargissements est chose récente. »<sup>34</sup>

### EXPOSITIONS PERMANENTES SUR LA GUERRE EN AUTRICHE

Dans le domaine muséographique aussi, on trouve des manques systémiques. A la différence de nombreux pays, il n'y pas de musée national en Autriche. Par conséquent, il n'est pas possible de faire une présentation muséographique qui montrerait l'insertion de la Première Guerre dans son contexte historique. Un

Smartphone gefunden!  
1914

Smartphone gefunden!  
1934

Smartphone gefunden!  
1994

2500,- Preisgeld  
Einreichfrist: 15. März 2014  
www.theodorkoernerfonds.at

**GESCHICHTSWETTBEWERB DES BUNDESPRÄSIDENTEN**  
Die vierer Jahre – 1914/1934/1994/2014

« musée de la guerre mondiale », programmé dans l'entre-deux-guerres dans la Hofburg de Vienne, ne fut jamais réalisé, suite à la prise du pouvoir par les nazis en 1938.<sup>35</sup> Les expositions permanentes qui actuellement se consacrent exhaustivement à ce sujet se comptent sur les doigts d'une main. Qui plus est, ce sont bien davantage les thèmes de l'histoire militaire classique, tels que les armes, les uniformes, les grades, le déroulé de la guerre, les innovations dans la technique militaire ainsi que la représentation des événements par les artistes qui tiennent, aujourd'hui comme hier, le devant de la scène. Une histoire culturelle de la guerre n'en est qu'à ses prémises dans la muséographie autrichienne<sup>36</sup>. L'ensemble des salles « Première Guerre mondiale » du Musée d'histoire militaire de Vienne (HGM)<sup>37</sup> est resté aménagé dans cette veine de longues années durant, jusqu'à la réouverture à la mi-2014 dans une toute nouvelle configuration. Dans la salle dite « de la Marine », on trouve aussi quelques objets des années de guerre. Le Kaiserjägermuseum d'Innsbruck et le Kaiserschützenmuseum traitent également de la Première Guerre, mais seulement sous l'aspect de ces unités militaires. On trouve aussi mention de la guerre dans les collections

d'anatomie pathologique qui documentent l'assistance apportée aux blessés ainsi qu'à la Médiathèque autrichienne qui conserve des sources sonores d'importance et dont quelques-unes sont accessibles au grand public par le biais d'une exposition virtuelle<sup>38</sup>. Dans le château d'Artstetten (Basse Autriche), on trouve à côté d'une exposition sur l'héritier François Ferdinand son tombeau et par là même une trace directe renvoyant au commencement de la Première Guerre<sup>39</sup>.

Le musée 1915-1918 « Von Ortler bis zur Adria » à Kötschach-Mauthen (Carinthie), relié à un grand musée en plein air, est le seul établissement de type musée qui renvoie directement aux lieux des combats. Il a pour objectif de montrer « l'absurdité d'une guerre en restituant le destin de simples soldats et de la population civile dans la Première Guerre, des deux côtés du front Sud-Ouest ». Il veut aussi être une « invocation à la paix »<sup>40</sup>. L'exposition permanente documente sur plus de 600 m<sup>2</sup> à l'aide de nombreuses photographies d'époque, de documents et de pièces d'archives, le front de haute montagne. L'expérience de guerre des simples soldats des deux côtés du front occupe une place centrale, et quelques installations ainsi que les reconstitutions

*Geschichtswettbewerb des Bundespräsidenten, Die vierer Jahre – 1914/1934/1994/2014, Bundesministerium für Unterricht, Kunst und Kultur, Österreich, 2013.*



*Jubel & Elend. Leben mit dem Grossen Krieg 1914-1918, Schallaburg, 2014*

d'une casemate de soldat et d'un refuge essaient de rendre la chose plus tangible pour les visiteurs. L'exposition se présente en cela en opposition avec toute représentation héroïque de la guerre. Ce parti pris se trouve renforcé par le fait que ce sont essentiellement des objets d'époque qui sont exposés au détriment des pièces récentes. Quoi qu'il en soit, on se retrouve souvent devant des vitrines présentant un amas d'objets assez semblables et la contextualisation historique est fort succincte.

### LIEUX DE MÉMOIRE DE LA GUERRE EN AUTRICHE<sup>41</sup>

Lorsque l'on est à la recherche de lieux de mémoire liés à un événement, il est d'usage de commencer par chercher sur le terrain même de l'action. Pour la Première Guerre mondiale, on peut par exemple penser au bâtiment de l'ancien ministère de la guerre. Si ce bâtiment a conservé jusqu'à aujourd'hui une fonction ministé-

rielle, il n'est toutefois plus possible de voir la manière dont les bureaux étaient distribués dans les années 14-18. Il en va de même pour la chancellerie qui était à l'époque le siège du Ministère des affaires étrangères : on n'y trouve aucune information sur le rôle du ministre pendant la guerre. La salle de réunion du Reichsrat dans le parlement paraît tout aussi peu appropriée pour tenir le rang de lieu de mémoire « classique » : d'une part parce que le Reichsrat a été suspendu jusqu'en mai 1917, d'autre part parce que la salle sert aujourd'hui encore de siège à l'assemblée. La Hofburg, la villa impériale de Bad Ischl (où fut signée la déclaration de guerre en 1914) et le château de Schönbrunn constituent trois autres points stratégiques. Les mœurs impériales et la personnalité des souverains Marie-Thérèse (avec François-Stéphane de Lorraine) et François-Joseph (avec Elisabeth) sont au centre du dispositif, répondant ainsi pleinement aux attentes du public touristique<sup>42</sup>. Les renvois à la Première Guerre sont fort rares. L'audioguide de la visite générale de Schönbrunn mentionne seulement que c'est dans le salon bleu chinois que se déroulèrent les négociations qui devaient mener à l'acte d'abdication de l'empereur Charles du 11 novembre 1918<sup>43</sup>.

Il existe cependant à côté de ces lieux d'exercice du pouvoir impérial, politique et diplomatique, de nombreux lieux de mémoire créés artificiellement après la guerre et supposés en conserver le souvenir. La rue Conrad-von-Hötzendorf à Graz – qui est devenue un sujet polémique<sup>44</sup> – en fait partie. En outre, on trouve encore aujourd'hui dans toute localité autrichienne de quelque importance un monument dédié aux morts de la Première Guerre, érigé le plus souvent dans l'entre-deux-guerres. La plupart de ces mémoriaux ont été transformés après 1945 en lieux du souvenir pour les morts des deux guerres, sans prendre en considération le changement de contexte. Des couronnes y sont déposées régulièrement et leur configuration ne fait guère débat. On peut d'ailleurs considérer que ces « objets qui relèvent de la formation d'une conscience nationale<sup>45</sup> », définis comme tels par Gerhard Schneider, « considérés pour eux-mêmes et de façon isolée, ne transmettent quasiment aucune information exploitable sur la constitution d'une mémoire collective ou d'une culture locale de la mémoire<sup>46</sup> ». Ils ne constituent qu'un indice supplémentaire du parasitage de la mémoire de la Seconde Guerre sur celle de la Première Guerre. On perçoit ce phénomène de façon très explicite à Vienne : parallèlement aux nombreuses marques locales du souvenir, a été ouvert à l'emplacement de la *Äußeres Burgtor* en 1934 un « mémorial des héros » pour commémorer dans un lieu dédié le souvenir des membres de l'armée d'Autriche-Hongrie morts à la guerre. Au centre de ce dernier repose encore de nos jours la « tombe du soldat inconnu » située

dans la crypte<sup>47</sup>. L'épithète qui figure un soldat mort en taille réelle est l'œuvre du sculpteur Wilhelm Frass (1886-1968). Ce dernier était « membre illégal » du NSDAP depuis 1933 et avait affirmé dans le *Völkischer Beobachter* avoir dissimulé dans le socle de la sculpture une douille de métal contenant un texte de propagande national socialiste<sup>48</sup>. Au cours de la Seconde République, alors que le monument est aussi devenu un lieu de mémoire pour les morts de la Seconde Guerre mondiale, le lieu est devenu l'objet de plus en plus de critiques. Tandis que le dépôt de couronne du Président de la République le jour de la fête nationale est encore perçu comme un geste officiel, la cérémonie connue sous le nom de « souvenir des morts » menée par les vétérans du cercle de la corporation de Vienne en date du 8 mai rencontre en particulier une large désapprobation. C'est dans ce contexte que l'historienne Heidemarie Uhl fit mention en mai 2012 de la supposée capsule de Frass et sollicita une vérification<sup>49</sup>. Norbert Darabos, ministre de la défense, dont dépend le monument, prit rapidement l'affaire en mains et annonça le 8 mai 2012 un éclaircissement de l'affaire<sup>50</sup>. En mars 2012 déjà, le député vert du Conseil national Harald Walser avait fait part dans une question écrite au ministre fédéral de la défense nationale et des sports du fait que dans la crypte « se trouvent aussi conservés neuf « livres des morts » contenant les noms de « soldats du devoir » de la Wehrmacht et de la SS. Une page étant tournée quotidiennement, de telle sorte que chaque nom revienne régulièrement à la première place et qu'ainsi les personnes ne puissent tomber dans l'oubli<sup>51</sup> » Le ministère de la défense demanda que le monument soit examiné, la capsule recherchée<sup>52</sup> et que tout objet relatif à un culte militaire soit éloigné<sup>53</sup>. Après la découverte et le retrait de la capsule de Frass en juillet<sup>54</sup>, le projet de recherche « Crypte et espace sacrée. Le mémorial du monument autrichien aux héros de la *Äußeres Burgtor* de la Hofburg. Documentation et analyse de la culture de mémoire militaire d'Etat » a été lancé en vue de la nouvelle conception du monument<sup>55</sup>. Les résultats de cette recherche, attendus pour l'automne 2014, permettront de définir dans quelle mesure à l'avenir la mémoire de la Première Guerre sera différenciée de celle de la Seconde<sup>56</sup>.

On constate de façon analogue une « interférence historique » ayant trait à un monument à propos de la « Tête de Siegfried » de l'université de Vienne. Ce monument est une œuvre de Josef Müllner qui représente une « tête de Siegfried vaincu » et porte sur son socle les inscriptions « Honneur, liberté, patrie », « 1914-1918, aux héros de notre université tombés au champ d'honneur » et « érigé par les étudiants et leurs professeurs ». Elle a été élevée sur l'initiative de la corporation, antisémite, des étudiants allemands et exposée dans la salle des fêtes de l'université. La figure renvoie à la mythologie

des Nibelungen (le meurtre du frère) ainsi qu'à la légende du « coup de poignard dans le dos » ; le monument devint très vite un symbole des étudiants combattants et de leur mort héroïque et entre en résonance avec divers monuments consacrés aux soldats tombés (de nombreux « jeunes étudiants » comme on les dénomma plus tard) à la bataille de Langemarck en Flandre occidentale le 10 novembre 1914. Après l'Anschluss de 1938, le monument s'est retrouvé au centre des festivités connues sous le nom de Langemarckfeier organisées par la Fédération des étudiants allemands nationaux-socialistes le 11 novembre 1938 et objet de polémique après 1945<sup>57</sup>. Tandis que les membres des corporations étudiantes qui s'y réunissaient de façon hebdomadaire en faisaient un « monument aux héros tombés lors de la Première Guerre », leurs adversaires y voyaient un « symbole de l'héritage culturel d'extrême droite<sup>58</sup> ». Les vifs débats qui ont entouré la résolution du Sénat académique de l'université de Vienne, jamais mise en œuvre, de déplacer le monument de la salle des fêtes pour le mettre dans la cour des arcades, ainsi qu'un acte de vandalisme datant de mai 2012, par lequel le nez du « Siegfried » a été amputé, montrent à quel point les opinions s'affrontent. Ce n'est qu'en 2006, à l'occasion de travaux de rénovation de la salle des fêtes, des salles attenantes et de la cour des arcades que la tête de Siegfried a été déplacée en catimini et mise en contexte par le biais d'un projet artistique. Le monument est désormais entouré d'une coupole de verre qui reconstruit, à l'aide d'extraits et de fac-similés de journaux de 1923 à nos jours, le discours le concernant. On y trouve également un texte de Minna Lachs qui remet en mémoire les attaques antisémites des années 20 ainsi que le contexte dans lequel le monument est apparu<sup>59</sup>. Il est devenu un exemple de la culture du monument de l'entre-deux-guerres et a pour ainsi dire perdu toute fonction mémorielle vis-à-vis des soldats morts à la Première Guerre.

En Autriche, il faut donc chercher longtemps avant de trouver un « lieu de mémoire » de la Première Guerre. On en trouve au Musée d'histoire militaire, dans la Galerie des Illustres où sont déposées 43 plaques de marbre sur lesquelles sont inscrits les noms des généraux et colonels impériaux morts à la guerre entre 1618 et 1918<sup>60</sup>, ou encore au cimetière de Hietzinger où est enterré Franz Conrad von Hötzendorf. Le sol autrichien accueille de plus quelques cimetières militaires dont l'entretien est assuré par la Croix Noire autrichienne<sup>61</sup>. Les Archives nationales, institution de référence pour les chercheurs autrichiens travaillant sur cette guerre, peuvent aussi être considérées comme lieu de mémoire de celle-ci<sup>62</sup>. Aucun de ces lieux cependant n'est l'objet d'un « tourisme de mémoire » comme peuvent l'être certains sites situés dans les régions touchées par les combats. Contrairement aux régions qui ont été le

●●●

# AN MEINE VÖLKER!

DER ERSTE  
WELTKRIEG  
1914 – 1918

13.3. – 2.11.2014

PRUNKSAAL DER  
ÖSTERREICHISCHEN NATIONALBIBLIOTHEK  
JOSEFSPLATZ 1 · 1010 WIEN

ÖFFNUNGSZEITEN  
DI – SO 10 – 18 UHR, DO 10 – 21 UHR  
IM SOMMER (JUNI – SEPTEMBER)  
TÄGLICH 10 – 18 UHR, DO 10 – 21 UHR

[WWW.ONB.AC.AT](http://WWW.ONB.AC.AT)



ERSTE Stiftung



ORF  
1



WIENER STÄDTISCHE  
VERSICHERUNGSVEREIN



Österreichische  
Nationalbibliothek

théâtre d'affrontements, comme ce qui fut le front de l'Isonzo, pourvues avec maints musées et cimetières militaires<sup>63</sup>, pour beaucoup de régions autrichiennes, la Première Guerre semble une guerre *oubliée*.

## CONCLUSION

Les cultures de mémoire de la Première Guerre sont restées jusqu'à présent confinées dans les marges en Autriche, contrairement à ce qu'il en est pour l'espace anglo-saxon<sup>64</sup>. La Deuxième Guerre mondiale et ses conséquences ayant longtemps concentré l'intérêt de la recherche sur elles, la logique veut que malgré la vague des problématiques de mémoire, la plupart des projets autrichiens ne se soient pas attelés à la Première Guerre. Cette contribution ne pouvait donc que livrer quelques repères concernant les cultures de mémoire et peut-être éveiller l'intérêt pour des recherches plus approfondies.

Il semble clair que « la conscience historique des Autrichiens... se polarise très fortement sur la Deuxième République ». C'est ce que montrait nettement le sondage d'opinion mené en amont de la sortie de la série autrichienne consacrée aux lieux de mémoire « Memoria Austriae » : à peine 9% des sondés déclaraient être fiers de l'époque d'avant 1918<sup>65</sup>. Par conséquent, ce n'est pas 1918 mais bien 1945 qui compte en tant que césure décisive pour le développement de l'identité autrichienne, et c'est ce qui focalise aussi l'attention sur la Seconde Guerre au dépens de la Première. Le sondage montre clairement que dans le « récit fondateur » autour du moment 1945 voire 1955 qui clôt la Seconde Guerre mondiale avec le Traité d'Etat autrichien, « 1918 ne constitue qu'un décor d'arrière scène <sup>66</sup> », comme le souligne justement Uhl. Cela tient aussi sans doute au fait que les années 14-18 ne donnent pas lieu aux débats généralement considérées comme nécessaires à la construction d'un lieu de mémoire, comme l'exemple de la Place des héros en témoigne. Les débats allemands sur les responsabilités de la guerre, en particulier ceux déclenchés par la controverse Fischer dans les années 60-70 n'ont joué en Autriche qu'un rôle mineur. Toutefois la conclusion de Sabine A. Haring et Helmut Kuzmics, selon laquelle la Première Guerre mondiale « est pour l'Autriche *contemporaine*... presque autant oubliée que la guerre napoléonienne<sup>67</sup> » ne peut être confirmée. Qu'il existe encore en Autriche de nombreux fragments de mémoire familiale qui renvoient à la Première Guerre est un fait certain si l'on considère par exemple l'exposition « Erinnerungen – Bad Ischl im Ersten Weltkrieg », qui repose sur une campagne de collecte auprès de la population de la région<sup>68</sup>. De même pour la grande exposition de la Schallaburg, la collecte qui a été menée a ramené 4500 objets<sup>69</sup>. De plus l'année 2014 a montré, dès ses premiers mois, que l'intérêt pour

la Première Guerre et ses conséquences ne se limite pas aux cercles médiatique et publique, mais concerne aussi les nombreux chercheurs qui esquissent de nouvelles perspectives scientifiques sur cet événement et participent ce faisant au développement de la recherche sur les guerres mondiales. On verra si les années qui vont suivre cette année mémorielle confirment sur la durée l'engouement amorcé par le centenaire ou si, en raison d'une certaine saturation, ce n'est pas l'exact effet contraire qui se produit. ■

## Notes

1. La date limite de remise pour cette contribution était fixée à la mi-avril
2. Winfried Speitkamp, « Introduction », in Helmut Berding et Klaus Heller/ Winfried Speitkamp (dir.), *Krieg und Erinnerung. Fallstudien zum 19. und 20. Jahrhundert*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, (Formen der Erinnerung 4), 2000. p. 9-13, ici p. 9.
3. Gerd Krumeich, « Einleitung : Die Präsenz des Krieges im Frieden », in Jost Dülffer et Gerd Krumeich, *Der verlorene Frieden. Politik und Kriegskultur nach 1918*, Essen, Klartext, (Schriften der Bibliothek für Zeitgeschichte – Neue Folge 15), 2002, p. 7-17, ici p. 17.
4. Cf. « Der letzte Soldat des Kaisers ist tot ». Nouvelle imprimée de l'APA, in *Die Presse* du 31 mai 2008, p. 12 ; « Das große Gedanken », in *Wiener Zeitung* du 4 janvier 2014, p. 10.
5. Hans Rothfels, « Zeitgeschichte als Aufgabe », *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte* n°1, 1953, p. 1-8.
6. Voir entre autre : « Ausstellungen und Bücher zum Ersten Weltkrieg », in *Die Presse*, 22 février 2014, p. 7.
7. Cf. Christa Hämmerle, *Gender and the first world war*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2014.
8. Cf. Mario Christian Ortner, *Die k.u.k. Armee und ihr letzter Krieg*, Vienne, Carl Gerold's Sohn Verlagsbuchhandlung KG, 2013.
9. Cf. « Pinsel der Seligen », in *Profil*, 3 mars 2014, p. 100-103
10. Cf. <<http://www.salzburgerfestspiele.at/schauspiel/menschheit-2014>>. Consulté le 1e avril 2014.
11. Cf. <[http://www.schauspielhaus.at/princip\\_dieses\\_grab\\_ist\\_mir\\_zu\\_klein](http://www.schauspielhaus.at/princip_dieses_grab_ist_mir_zu_klein)>. Consulté le 1e avril 2014.
12. Cf. <<http://www.bmukk.gv.at/schulen/pwi/wb/geschichtswettbewerb2014.xml>>. Consulté le 1e décembre 2013; la remise des prix et la publication des projets a eu lieu après la date de remise de cette contribution.
13. Manfred Rauchensteiner, *Der Erste Weltkrieg und das Ende der Habsburgermonarchie*, Vienne/Cologne/Weimar, Böhlau Verlag, 2013.
14. Cf. <[http://filmarchiv.at/show\\_content.php?sid=493](http://filmarchiv.at/show_content.php?sid=493)>. Consulté le 1er avril 2014.
15. Cf. <<http://noe.orf.at/news/stories/2595060/>>. Consulté le 27 juillet 2013.
16. Cf. « Der Erste Weltkrieg, eine Materialschlacht », in *Der Standard*, 29 mars 2014, p. 26.
17. Cf. Peter Fritz (Red./)Schallaburg Kulturbetriebsges.m.b.H (Ed.): *Jubel & Elend. Leben mit dem Großen Krieg 1914 – 1918*, Schallaburg, Schallaburg Kulturbetriebsges. m.b.H, 2014.
18. Cf. « Die Urkatastrophe war nicht die Entfesselung des Krieges, sondern der aufkeimende Nationalismus », in *Der Standard*, 28 mars 2014, p. 32.
19. Cf. Emission „Report“ du 7 janvier 2014, ORF 2, 21.05 Uhr.
20. Cf. <<http://programm.orf.at/?story=29919>>. Consulté le 11 avril 2014.
21. Cf. *Die Presse* am Sonntag, 5 janvier 2014
22. Günter Traxler, « In den Tiefen der Geschichte », *Der Standard*, 18-19 janvier 2014, p. 16-21.
23. Page de titre de *News* 03/2014, 16 janvier 2014.
24. Cf. « Mein Onkel, der Attentäter », *News*, n°3, 2014 du 16 janvier 2014, p. 16-21.
25. Voir Günter Traxler, « In den Tiefen der Geschichte », *Der Standard*, 18-19 janvier 2014, p. 22.
26. « Das Große Gedenken », in *Wiener Zeitung*, 4 janvier 2014, p. 10. ●●●



27. Deux exceptions notables : le supplément du quotidien *Wiener Zeitung* du 30 juillet 2004, consacré à la guerre et un entretien avec l'historienne Brigitte Hamann publié dans le *Salzburger Nachrichten* du 28 juillet 2004 (p.3) ; à la date du 28 juin 2004, on trouve en outre quelques articles sur la déclaration de la guerre (entre autre Christian Böhmer, « Als die « Urkatastrophe des 20. Jahrhunderts » los brach », in *Kurier* du 28 juin 2004 p.6. Le musée Kaiserjäger présentait l'exposition « Schicksalsjahr 1914 – Ein Tiroler Rückblick », Cf. Schicksalsjahr 1914, *Echo* n°4/04 du 1er avril 2004, p. 100.
28. Cf. « "Downtown Abbey" im Finale », *Kurier*, 12 mai 2013.
29. Les Britanniques sont 10, 5 millions à avoir regardé la quatrième saison jusqu'au bout. « "Downtown Abbey" bat des records, nouvelle saison », *Der Standard*, 12 novembre 2013, p. 29.
30. Helmut Konrad, « Österreich und der Erste Weltkrieg », in Siegfried Mattl/Gerhard Botz/Stefan Karner/Helmut Konrad, *Krieg. Erinnerung. Geschichtswissenschaft*, Vienne/Cologne/Weimar, Böhlau Wien, (Veröffentlichungen des Clusters Geschichte der Ludwig Boltzmann Gesellschaft 1), 2009, p. 13–23, ici p. 13.
31. Oswald Überegger, « Einleitung », in: Oswald Überegger (Ed.), *Zwischen Nation und Region. Weltkriegsforschung im internationalen Vergleich. Ergebnisse und Perspektiven*, Innsbruck, Universitätsverlag Wagner, (Tirol im Ersten Weltkrieg. Politik, Wirtschaft und Gesellschaft 4), 2004, p. 11–15, ici p. 11.
32. Oswald Überegger, « Vom militärischen Paradigma zur Kulturgeschichte des Krieges? Entwicklungslinien der österreichischen Weltkriegsgeschichtsschreibung im Spannungsfeld militärisch-politischer Instrumentalisierung und universitärer Verwissenschaftlichung », in Oswald Überegger (dir.), *Zwischen Nation und Region. Weltkriegsforschung im internationalen Vergleich. Ergebnisse und Perspektiven*, Innsbruck, Universitätsverlag Wagner, (Tirol im Ersten Weltkrieg. Politik, Wirtschaft und Gesellschaft 4), 2004, p. 63–122, ici p. 63–116.
33. Cf. <<http://www.ersterwelkrieg.at/pages/startseite.php>>. Consulté le 13 avril 2014.
34. <[http://portal-militaergeschichte.de/Haemmerle\\_Interview](http://portal-militaergeschichte.de/Haemmerle_Interview)>. Consulté le 12 avril 2014.
35. Cf. Johann Christoph Allmayer-Beck, *Das Heeresgeschichtliche Museum Wien. Das Museum. Die Repräsentationsräume*, Salzburg, Kiesel, 1981, p. 15.
36. Cf. Andrea Brait, « Der Erste Weltkrieg in österreichischen und deutschen Historischen Museen », in Reinelde Motz-Linhart (Red.), *Tagungsbericht des 25. Österreichischen Historikertages*, St. Pölten, 16. bis 19. September 2008, St. Pölten, Veröffentlichungen des Verbandes Österreichischer Historiker und Geschichtsvereine 34 zugleich Studien und Forschungen aus dem Niederösterreichischen Institut für Landeskunde Sonderband 2010, p. 421–428.
37. Cf. Manfred Rauchensteiner, *Das Heeresgeschichtliche Museum in Wien*, Graz, Styria, 2000, p. 64–71.
38. Cf. <<http://www.akustische-chronik.at>>. Consulté le 10 avril 2014.
39. Cf. <<http://www.schloss-artistetten.at/index.php/de/sehenswertes/familiengruft>>. Consulté les 10 avril 2014.
40. <[http://www.dolomitenfreunde.at/index\\_d.htm](http://www.dolomitenfreunde.at/index_d.htm)>. Consulté le 10 avril 2014.
41. Le chapitre qui suit est basé sur les résultats du séminaire « Lieux de mémoire de la Première Guerre », que l'auteur a co-dirigé avec Manfred Rauchensteiner au semestre d'été 2013 à l'université de Vienne.
42. Cf. Andrea Brait, « Museale Einrichtungen als Wirtschaftsfaktor. Eine Analyse unter besonderer Berücksichtigung der Schloss Schönbrunn Kultur- und Betriebsgesellschaft », in Christoph Kühberger/ Andrea Pudlat (Eds.), *Vergangenheitsbewirtschaftung. Public History zwischen Wirtschaft und Wissenschaft*, Innsbruck/ Vienne/ Bozen, Studienverlag, 2012, p. 139–158.
43. [1] Cf. Fichier Mp3 de l'Audioguide dans la salle 28 – Salon bleu chinois, <<http://podcast.schoenbrunn.at/audioguide/DE/Schoenbrunn-DE-28.mp3>>, Visite du 22 janvier 2014.
44. Voir entre autre Gerald Winter-Pölsner, « So eine Figur darf man nicht ehren », in *Kleine Zeitung* vom 15. Dezember 2013, p. 30.
45. Gerhard Schneider, « Kriegstotenkult und Kriegerdenkmäler in der deutschen Kultur », in Ewa Kobylińska/Andreas Lawaty (dir.), *Erinnern, vergessen, verdrängen. Polnische und deutsche Erfahrungen*, Wiesbaden, Harrassowitz, (Veröffentlichungen des Deutschen Polen-Instituts Darmstadt 11) 1998, p. 331–350, ici p. 334.
46. Oswald Überegger, « „Erinnerungsorte“ oder nichtssagende Artefakte? Österreichische Kriegerdenkmäler und lokale Kriegserinnerung in der Zwischenkriegszeit », in Laurence Cole/Christa Hämmerle/ Martin Scheutz (dir.): *Glanz – Gewalt – Gehorsam. Militär und Gesellschaft in der Habsburgermonarchie (1800 bis 1918)*, Essen, Klartext, (Beiträge zur Historischen Friedensforschung 18), 2011, p. 293–310, ici p. 295.
47. A propos de l'histoire du monument, voir: Peter Stachel, *Mythos Heldenplatz*, Vienne, Pichler, 2002, p. 99–101; Peter Stachel, « Der Heldenplatz. Zur Semiotik eines österreichischen Gedächtnisortes », in Stefan Riesenfellner (Ed.), *Steinernes Bewusstsein 1. Die öffentliche Präsentation staatlicher und nationaler Identität Österreichs in seinen Denkmälern*, Vienne/Cologne/Weimar, Böhlau, 1998, p. 619–656, ici p. 645.
48. Cf. Alexia Weiss, « SS-Huldigung auf dem Wiener Heldenplatz? », in *Wiener Zeitung*, 8. mai 2012, p. 12.
49. « Kein Tag der Ewiggestrigen », in *Der Standard* du 3 mai 2012, p. 6.
50. Alexia Weiss, « SS-Huldigung auf dem Wiener Heldenplatz? », in *Wiener Zeitung*, 8 mai 2012, p. 12.
51. Question écrite des députés Harald Walser, Albert Steinhauser et de leurs ami(e)s au ministre fédéral de la défense nationale et des sports concernant « la tradition d'entretien de la crypte de la Heldentor par les autorités militaires » transmise en date du 2 mars 2012 (10908/ JXXIV. GP)
52. Cf. « Darabos stoppt Gedenken an SS-Angehörige auf Heldenplatz », *Die Presse*, 16 mai 2013, p. 6.
53. Cf. « Die denkwürdige Leere der Krypta », *Tiroler Tageszeitung*, 23 juin 2012, p. 35.
54. Cf. « Neues Gedenken in bereinigter Krypta », *Tiroler Tageszeitung* du 5 octobre 2012, p. 12 ; un fac-simile de l'objet est aujourd'hui exposé au Musée d'histoire militaire avec le texte pacifique de l'assistant de Frass, Alfons Riedel, trouvé au même endroit.
55. Cf. « Réponse du ministre de la défense nationale et du sport Norbert Darabos à la question écrite (13017/J) des députés Kurt List et collègues au ministre concernant les projets de modifications voire de destruction des installations de la Burgtor sur la place des héros à Vienne » (12732/ AB XXIV. GP).
56. Cf. <<http://www.oew.ac.at/ikt/forschungen/orte-des-gedaechnisses-erinnerungsräume/>>. Consulté le 8 avril 2014
57. Sur l'histoire du monument, voir : Ulrike Davy/ Thomas Vašek, *Der Siegfried-Kopf. Eine Auseinandersetzung um ein Denkmal in der Universität Wien*, Vienne, WUV-Universitätsverlag, 1990.
58. « Siegfriedskopf seit 1923 in der Aula der Uni Wien », <<http://derstandard.at/946351>>. Consulté le 9 avril 2014
59. Cf. <<https://www.univie.ac.at/universitaet/forum-zeitgeschichte/gedenkkultur/siegfriedskopf/>>. Consulté le 9 avril 2014.
60. Cf. Allmayer-Beck, *Das Heeresgeschichtliche Museum*, p. 27.
61. Le site internet de l'association offre un panorama sur l'ensemble des cimetières comportant des tombes militaires, voir à ce sujet <<http://osk.at>>. Consulté le 12 mars 2014.
62. Voir Rainer Egger, « Das Kriegsarchiv vom Ersten und Zweiten Weltkrieg », in *Mitteilungen des Österreichischen Staatsarchivs* 49, 2001, p. 13–39 ; Erich Hillbrand, « Das Kriegsarchiv von 1945 bis zur Jahrtausendwende », in *Mitteilungen des Österreichischen Staatsarchivs* 49, 2001, p. 41–58.
63. Voir à ce sujet : Andrea Brait, « Musealisierung von Krieg an der ehemaligen Italienfront. Österreichische, italienische und slowenische Sichtweisen rund 100 Jahre nach dem Ende der Kämpfe », in *Jahrbuch des Mitteleuropazentrums an der Andrassy Universität* (Themenschwerpunkt Gedenkjahr 2014), i.V. 2015.
64. Cf. Überegger, « Erinnerungsorte », p. 293.
65. Emil Brix/ Ernst Bruckmüller/ Hannes Stekl, « Das kulturelle Gedächtnis Österreichs. Eine Einführung », in Emil Brix/ Ernst Bruckmüller/ Hannes Stekl (Eds.), *Memoria Austriae I. Menschen, Mythen, Zeiten*, Vienne, Verl. für Geschichte und Politik, 2004, p.-9-25, ici p. 14.
66. Heidemarie Uhl, « Der Erste Weltkrieg im Gedächtnis Österreichs und (Zentral-)Europas – Gedächtnisstraditionen in (trans)nationaler Perspektive », in *1914/2014. Gedenken 1. Weltkrieg. Grundlagenpapier österreichischer Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler aus Anlass des Gedenkens des Ausbruchs des Ersten Weltkriegs vor 100 Jahren*, Vienne, Bundesministerium für europäische und internationale Angelegenheiten, p. 30–32, ici p. 30.
67. Sabine A.Haring/ Helmut Kuzmics, « Einleitung. Erster Weltkrieg und Moderne. Die kollektive Erinnerung an den „Großen Krieg“ bei Nachfolgestaaten und ehemaligen Feinden der Habsburger Monarchie », in Helmut Kuzmics/ Sabine A. Haring (dir.) : *Emotion, Habitus und Erster Weltkrieg. Soziologische Studien zum militärischen Untergang der Habsburger Monarchie*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2013, p. 13–56, ici p. 15.
68. Cf. <<http://www.bad-ischl.ooe.gv.at/system/web/news.aspx?bezirkonr=0&menuonr=218904008&detailonr=224644543>>. Consulté le 10 avril 2014.
69. Cf. « Erinnerungen für alle Generationen », in *Salzburger Nachrichten*, 31 mars 2014, p. 7.

# La mémoire de la Grande Guerre en ex-Tchécoslovaquie

MICHAL KŠIŇAN, INSTITUT D'HISTOIRE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE SLOVAQUIE  
JURAJ BABJÁK, CHERCHEUR ASSOCIÉ À L'UNIVERSITÉ COMENIUS À BRATISLAVA

**S**i la mémoire de la Grande Guerre dans l'ex-Tchécoslovaquie ne porte pas des enjeux aussi importants qu'en France, elle n'est occultée ni par les historiens, ni oubliée par le grand public. Elle soulève en effet des débats émotionnels et des polémiques politiques car le souvenir de la Première Guerre mondiale s'insère dans des questions nationales. Bien évidemment, cette mémoire est, en République tchèque et en Slovaquie, moins conflictuelle de nos jours que dans l'entre-deux-guerres. Mais elle n'en reste pas moins problématique.

La polémique autour de la reconstruction du mémorial aux soldats tombés dans la ville slovaque de Nové Zámky fournit un excellent observatoire pour appréhender les enjeux mémoriels posés par la Première Guerre mondiale. Mais on ne peut pleinement comprendre les questions actuelles sans revenir, au moins brièvement, sur l'évolution de la mémoire de la Grande Guerre depuis 1918. Dans les sociétés tchèque et slovaque, cette mémoire se cristallise aujourd'hui, et depuis une trentaine d'années, autour des monuments aux morts, des cimetières militaires, du cinéma, de la littérature et des clubs d'histoire militaire, lesquels incarnent les grandes tendances mémorielles. Ces cinq dimensions de la mémoire comportent toutes un enjeu officiel, où se reflètent les politiques mémorielles et les conceptions de l'État et des élites gouvernementales. Elles ont aussi une résonance populaire, montrant les prises de position et les perceptions de la société. Loin d'être étanches, ces deux niveaux mémoriels s'entrecroisent et se mêlent.

## LA GRANDE GUERRE ET LE CONFLIT DE MÉMOIRES DE NOVÉ ZÁMKY

Le mémorial des soldats tchécoslovaques tombés dans la lutte contre la République hongroise des Conseils a été inauguré le 28 octobre 1936. La pierre de fondation est solennellement posée en juillet 1934, à l'occasion du quinzième anniversaire des combats avec l'armée rouge hongroise. Le mémorial est dû à l'initiative du département des mémoriaux *d'Okresný osvetový zbor* de Nové Zámky (Comité du district pour l'éducation populaire). Le sculpteur académique slovaque Fraňo Štefunko, qui a remporté au début de l'année 1934 l'appel d'offres public pour la construction du mémorial, réalise un piédestal sur lequel s'appuie un groupe de sculptures représentant la figure d'une femme – symbole de la République – et d'un soldat portant les armoiries slovaques. Cet ensemble est détruit après l'Arbitrage de Vienne de 1938<sup>1</sup>.

Les Républiques slovaque et tchèque entretiennent d'excellentes relations depuis leur séparation en 1993. Mais, en mai 2013, les deux États se crispent brutalement suite à la protestation de la directrice de la section des anciens combattants du ministère de la Défense de la République tchèque. La décision de reconstruire le piédestal de l'ancien mémorial des légionnaires tchécoslovaques est justifiée par la municipalité de Nové Zámky par la volonté de rénover le monument des soldats tombés au combat et d'y installer des plaques commémoratives portant les noms des soldats enterrés. Le projet<sup>2</sup> provoque une réaction très vive de la part des autorités tchèques. Ces dernières accusent le voisin slovaque de ne pas avoir respecté l'accord intergouvernemental concernant l'entretien des tombes des soldats et la perpétuation de leur souvenir. Le porte-parole du ministère des anciens combattants tente vainement d'enrayer la polémique<sup>3</sup>, tout comme les autorités slovaques qui réagissent immédiatement et condamnent la ville de Nové Zámky à verser une amende de 17 000 euros. En signe de réconciliation, le ministère de la Défense de la République tchèque doit d'ailleurs prochainement donner à son



Montgobert,  
Tchèques de la  
Légion, 1916,  
Coll. BDIC.

homologue slovaque le plan du mémorial des légionnaires tchécoslovaques de 1936 afin de permettre sa reconstruction<sup>4</sup>. L'incident est révélateur de la vigueur de la mémoire de la Première Guerre mondiale.

La querelle de 2013 n'est toutefois pas la première à éclater. En 2005, une association civique *Slovenské hnutie obrody* (Mouvement de la renaissance slovaque) s'était déjà mobilisée en faveur de la reconstruction du mémorial et le projet avait retenu l'approbation des conseillers municipaux, à l'exception des membres du Parti de la coalition hongroise, *Strana maďarskej koalície*. Ces derniers rédigèrent et firent circuler une pétition s'opposant à la reconstruction. Le texte estimait qu'un tel projet « vexerait la fierté nationale des citoyens hongrois » et porterait atteinte à la cohabitation paisible entre Slovaques et Hongrois. Ce dernier argument est alors entendu par le maire, lequel n'accorde pas sa signature à la proposition des conseillers municipaux. Après des débats houleux, un compromis se dégage au sein du conseil qui décide d'installer une plaque commémorative aux légionnaires tchécoslovaques. Les représentants de la communauté hongroise s'opposent toujours à cette décision, estimant qu'il ne faut pas commémorer des événements sanglants qui divisent Slovaques et Hongrois. La controverse retarde l'inauguration de la plaque, prévue ini-

tialement le 28 octobre 2006, à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de la Tchécoslovaquie<sup>5</sup>. La plaque est finalement inaugurée en juin 2009<sup>6</sup>. Trois ans plus tard, en 2012, c'est au tour de la *Fondation de Milan Rastislav Štefánik* de proposer la reconstruction du mémorial, mais le maire de Nové Zámky s'y oppose.

Alors que le ministère de la Défense de la République tchèque, la *Fondation de Milan Rastislav Štefánik* et *Slovenské hnutie obrody* demandent la reconstruction du mémorial des légionnaires tchécoslovaques, la mairie, qui mène une politique de réconciliation entre les deux populations majoritaires, entend seulement procéder à la rénovation de la tombe. L'ensemble funéraire ne compte en effet pas seulement des soldats tchécoslovaques mais également russes, hongrois, allemands, italiens, serbes etc. et environ soixante-dix soldats non identifiés tombés entre 1914 et 1919. Ces dépouilles de soldats, provenant de tombes différentes, ont été regroupées dans ce caveau commun. Or, pour la communauté hongroise de Nové Zámky, la reconstruction de ce mémorial est interprétée avant tout comme un rappel douloureux de la défaite de ses compatriotes en 1919, dans l'affrontement entre la République des Conseils hongroise et la jeune République tchécoslovaque.

## QUELLE MÉMOIRE DE LA GRANDE GUERRE TCHÉCOSLOVAQUE ?

Afin de mieux comprendre ces enjeux mémoriels en ex-Tchécoslovaquie autour de la Grande Guerre, il faut rapidement rappeler ce qui se déroule entre 1914 et 1918/1919. Au début des hostilités, Tchèques et Slovaques vivent dans le cadre de l'Autriche-Hongrie. Des représentants de ces deux nations ne sont pas satisfaits du *statu quo* et créent un mouvement tchécoslovaque en dehors de l'empire. À leur tête se trouvent deux Tchèques, Tomáš G. Masaryk, Edvard Beneš et un Slovaque, Milan R. Štefánik. Ce mouvement travaille à la reconstitution de l'Europe centrale. Le démembrement de l'Autriche-Hongrie est une nécessité pour permettre la constitution d'États, tels la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Yougoslavie. Ce mouvement participe activement à la formation de légions tchécoslovaques qui luttent aux côtés de l'Entente contre les empires centraux surtout sur les fronts italien, français et russe. Les légionnaires sont des volontaires recrutés parmi les prisonniers de guerre ou déserteurs de l'armée austro-hongroise, ou bien des émigrés. Les combats en Russie contre les bolcheviks et la prise du Transsibérien donnent à ces troupes une notoriété internationale. Certes, une partie des Tchèques et des Slovaques s'engagent, sous l'influence de la propagande communiste, dans la guerre civile russe aux côtés des bolcheviks mais ils sont peu nombreux. Les légionnaires (mais aussi d'autres volontaires comme le Sokol<sup>7</sup> etc.) aident le nouveau gouvernement tchécoslovaque à s'emparer du territoire slovaque en 1918/1919. Ils luttent également en 1919 contre les forces du leader communiste hongrois Béla Kun. La prise du territoire slovaque par les forces hongroises communistes donne naissance à la République slovaque des Conseils, laquelle n'existe que quelques jours entre juin et juillet 1919. Les légionnaires luttent avec les Polonais en 1919 dans la guerre de Sept jours pour prendre le contrôle de Teschen (Cieszyn, Tešín). Ils participent enfin à la prise des régions allemandes de Bohême et Moravie.

L'expérience de guerre des soldats tchèques ou slovaques dépend du camp pour lequel ils se sont battus. De ce fait, la mémoire de la guerre d'un soldat de l'armée austro-hongroise est différente de celle d'un combattant des légions tchécoslovaques engagé aux côtés des Alliés, ou encore de celle des hommes qui ont choisi de rejoindre l'Armée rouge. Cette mémoire est d'autant plus complexe à gérer qu'un seul et même soldat a pu vivre ces trois expériences<sup>8</sup>. Des combats ont opposé, comme à Zborov<sup>9</sup> par exemple, des légionnaires tchécoslovaques du côté de l'armée russe du nouveau gouvernement Kerenski à leurs compatriotes mobilisés dans les armées austro-hongroises.

Parmi ces différentes mémoires de la guerre, l'État tchécoslovaque de l'entre-deux-guerres privilégie une vision, celle de la résistance extérieure et des légionnaires. Cette

construction mémorielle permet de poser des traditions étatiques et nationales, ainsi que l'écrit Antoine Marès : « La Première République tchécoslovaque a souvent été qualifiée de « République légionnaire », ayant à la fois récompensé et mis en avant quelques milliers d'hommes qui ont combattu en France, en Italie et en Russie dans le cadre de la résistance extérieure »<sup>10</sup>. Au cours de la guerre, déjà, on promet aux légionnaires une place privilégiée dans le nouvel État. Leur intégration et leur unification avec les restes de l'armée austro-hongroise créent beaucoup de problèmes avec ces derniers. Aux luttes d'influence, se mêlent des questions de promotion, de commandement mais aussi d'argent<sup>11</sup>. Dans ce combat d'après-guerre, les légionnaires disposent d'un très grand capital politique.

Le travail mémoriel des légionnaires alimente les commémorations militaires tchécoslovaques. La bataille de Zborov constitue le point central de cette commémoration. Depuis 1928, la date anniversaire de la bataille de Zborov, le 2 juillet, devient la fête de l'armée tchécoslovaque. Durant l'entre-deux-guerres, cette fête est, avec celle du 28 octobre, la plus célébrée. Dans la tombe du soldat inconnu reposent les restes d'un combattant tué lors de la bataille de Zborov. En adoptant la pratique des tombes aux soldats inconnus héritée des pays de l'Entente, la Tchécoslovaquie veut souligner de cette manière son appartenance au camp des Alliés. Cette tombe est supprimée peu après l'occupation allemande des Pays tchèques<sup>12</sup>. Les soldats tchécoslovaques qui luttent lors de la Deuxième Guerre mondiale contre l'Allemagne et les résistants qui se battent dans le protectorat se revendiqueront de cette mémoire de la Grande Guerre<sup>13</sup>.

L'importance de la fin de la Grande Guerre dans la naissance de la Tchécoslovaquie s'observe jusqu'à nos jours. Il est significatif que le 28 octobre en Slovaquie soit célébré comme jour de la Mémoire et qu'en République tchèque, ce soit la fête nationale. Cela montre que la naissance de la Tchécoslovaquie est, en Slovaquie, plutôt perçue comme une première étape vers la « libération complète » et la construction d'un État national. Ni la Tchécoslovaquie de l'entre-deux-guerres, ni la Tchécoslovaquie communiste, ne commémorent la fin de la Grande Guerre. Mais, en République tchèque, le 11 novembre devient en 2004 le jour dédié à la mémoire des anciens combattants. À l'image des exemples britannique, français ou américain, le jour des anciens combattants devient ces dernières années de plus en plus populaire en Slovaquie et en République tchèque.

Il faut aussi rappeler que la grande majorité des légionnaires est d'origine tchèque, sauf environ 7% (l'estimation varie de 2 à 12% selon les sources) de Slovaques. Par conséquent, la mémoire légionnaire est beaucoup plus forte parmi les Tchèques que parmi les Slovaques. En Slovaquie, c'est surtout le culte autour de Štefánik, l'une des figures des légionnaires, qui était et demeure toujours

●●●

Pays Tchéque  
Bohême Moravie  
Silésie et Slovaquie,  
Coll. BDIC



- très fort. Néanmoins, pour les Slovaques, Štefánik n'incarne pas uniquement la tradition légionnaire car sa mémoire est beaucoup plus complexe et dépasse le cadre de la Grande Guerre<sup>14</sup>.

Aujourd'hui, la fête de l'armée tchèque est le 30 juin, date-anniversaire du défilé militaire, du serment et de la remise du drapeau aux légionnaires tchécoslovaques à Darney en France en 1918. La fête de l'armée slovaque est, elle, le 22 septembre, date-anniversaire de la première bataille victorieuse des volontaires slovaques au cours de la révolution de 1848/1849<sup>15</sup>. La garde d'honneur slovaque porte d'ailleurs les uniformes de ces volontaires.

L'attitude des communistes vis-à-vis des légionnaires est d'abord assez hostile car ces derniers ont lutté contre les bolcheviks en Russie ainsi que contre l'armée communiste hongroise en 1919. Cependant, l'approche des communistes évolue. Pendant la Deuxième Guerre mondiale et peu après 1945, la mémoire légionnaire est plutôt respectée. En mettant en avant la bataille de Bachmač (Bakhmatch)<sup>16</sup>, les communistes créent une continuité entre les luttes de la Grande Guerre et celles du Ier Corps de l'armée tchécoslovaque en URSS aux côtés de l'Union soviétique en 1941-1945, contre l'Allemagne nazie. Les deux guerres sont présentées comme la lutte des Slaves contre les Allemands impérialistes. Mais, à partir de 1951 surtout, la Grande Guerre est vue

comme une guerre impérialiste. Les légionnaires et la première résistance étrangère tchécoslovaque sont présentés comme des « agents impérialistes ». De ce fait, leur mémoire fait l'objet d'un processus d'effacement. Pour l'historiographie communiste, installée au pouvoir depuis 1948, la Tchécoslovaquie naît de la Révolution d'Octobre 1917. La fête de l'armée n'est alors plus l'anniversaire de la bataille de Zborov, mais de celle de Dukla en 1944, donc le 6 octobre<sup>17</sup>. Dans la tombe du soldat inconnu, construite sur un autre lieu que le premier monument, reposent les restes d'un mort de la bataille de Dukla, et non plus de celle de Zborov. Le 28 octobre, anniversaire de la proclamation de l'indépendance de la Tchécoslovaquie est également commémoré comme le « jour de la nationalisation », célébrant la nationalisation de l'industrie et des mines en 1945, et n'est plus la fête nationale<sup>18</sup>. Les soldats tchécoslovaques de l'Armée rouge de l'époque 1919-1920 ou bien de l'éphémère République slovaque des Conseils de 1919 sont systématiquement mis en avant<sup>19</sup>. Évidemment, cette approche évolue au cours de la détente politique des années 1960. On peut alors constater la grande renaissance des commémorations négligées par les communistes. Comme le rappelle Ivan Šedivý, « le résultat de la propagande communiste fut médiocre : la création de la Tchécoslovaquie reste un fruit de la résistance de Masaryk et de sa lutte aux côtés des pays de l'Entente »<sup>20</sup>.

## ENJEUX MULTINATIONAUX ET MULTIETHNIQUES DANS LA CONSTRUCTION MÉMORIELLE

Dans l'entre-deux-guerres, l'enthousiasme pour le nouvel État ne fait pas oublier les souvenirs douloureux de la population. Comme le rappelle A. Marès, « ...d'après certaines estimations, les Tchèques auraient perdu plus de 138 000 hommes du côté de la monarchie et 5 405 hommes, soit 4%, du côté allié – on fait état, du côté slovaque, de 69 700 tués. Ces chiffres posent le problème de la gestion de la mémoire de cette guerre. Comment concilier l'importance respective de ces pertes avec la naissance du nouvel État tchécoslovaque ? »<sup>21</sup>. La population se mobilise afin de rendre hommage aux morts, surtout pour ceux tombés du côté de l'Autriche-Hongrie. Un monument aux morts est ainsi dressé dans presque chaque village. Ce symbole est le monument le plus fréquent dans l'ex-Tchécoslovaquie comme d'ailleurs partout en Europe. Cependant, comme ces hommes ont été tués sous l'uniforme de la double-monarchie, le nouvel État ne peut ni les présenter comme des héros (morts au champ d'honneur), ni proclamer qu'ils sont morts pour la patrie, ou pour la nation, en remplissant leur devoir. Ils sont simplement des soldats tombés au combat. Bien qu'il s'agisse de soldats de l'armée austro-hon-

groise, des gerbes sont déposées au pied de ces monuments qui sont, bien souvent, inaugurés à l'occasion de l'anniversaire de la fondation de la Tchécoslovaquie. La figure de Štefánik fait donc parfois office de pont entre les soldats morts dans l'armée austro-hongroise, les légions tchécoslovaques et la naissance de la Tchécoslovaquie. On voit ainsi comment s'imbriquent les deux mémoires de la Grande Guerre.

Pendant les quarante ans du communisme, on ne construit presque pas de monuments aux soldats tombés en 1914-1918, mais on ajoute des plaques avec les noms des soldats morts lors de la Deuxième Guerre mondiale. Les symboles de la République tchécoslovaque de l'entre-deux-guerres sont parfois remplacés par la symbolique communiste. De la sorte, le caractère du mémorial se modifie et devient plus acceptable pour le régime<sup>22</sup>. Cependant quelques petits mémoriaux voient le jour, mais ce genre de construction reste plutôt à la marge. La plaque commémorative du cimetière militaire de Košice, inaugurée en 1983 après la suppression des anciens tombeaux militaires, est un exemple de l'entretien de cette mémoire. Elle marque la place où les soldats avaient été enterrés. Mais durant ces années, la construction de mémoriaux pour les légionnaires n'est pas possible pour des raisons idéologiques.

Quelquefois, les symboles existants sont réinterprétés. Le monument funéraire de Ján Škapík et Martin Jurza du cimetière de Slávičie údolie à Bratislava fournit un exemple intéressant de cette relecture. Il s'agit du mémorial de deux soldats exécutés pour avoir initié une mutinerie à l'été 1918. Après la naissance de la Tchécoslovaquie, dans une Bratislava multinationale, des dissensions surgissent pour rendre honneur à ces soldats. Les nouvelles élites tchécoslovaques du conseil municipal les présentent comme les partisans de la naissance de la Tchécoslovaquie et de la liberté, tandis que les Allemands et Hongrois les voient surtout comme des mutins. Ces hommes sont enterrés avec les honneurs en 1925 et, deux ans plus tard, un mémorial est construit sur leur tombeau. Le régime communiste commémore également la mémoire de ces deux soldats. J. Škapík et M. Jurza sont néanmoins présentés comme les premiers combattants pour la paix<sup>23</sup>.

Comme la Tchécoslovaquie est la négation de l'Autriche-Hongrie, les importantes minorités hongroise et allemande (anciennement majoritaires) de l'ancien empire montrent très peu d'empressement à s'intégrer dans le nouvel État<sup>24</sup>. En détruisant les monuments et mémoriaux symboliquement hongrois et allemands (les statues de Joseph II, Marie-Thérèse, Lajos Kossuth<sup>25</sup> etc.), les légionnaires ne facilitent pas l'intégration de ces nationalités. Les Hongrois se comportent en héritiers de l'ancien Royaume de Hongrie et considèrent les Tchèques comme des ennemis qui « trompent et exploitent » les Slovaques<sup>26</sup>. De ce fait, ces deux minorités refusent la

tradition légionnaire et célèbrent plutôt leurs soldats tombés au sein de l'armée austro-hongroise.

Après la chute du communisme en 1989, la construction de monuments aux soldats morts lors de la Grande Guerre connaît un nouvel élan. Le mouvement concerne d'abord des villages du sud de la Slovaquie dans lesquels les Hongrois sont majoritaires. Par ces monuments, la communauté entend rendre hommage à l'héroïsme des soldats morts pour la patrie hongroise. La construction, la rénovation ainsi que les festivités organisées autour de ces monuments témoignent alors de la montée générale du nationalisme en Europe centrale. On inaugure ainsi un nouveau mémorial dans le village de Podaň en 1991, ou bien à Medvedov en 1999. La dynamique se poursuit au XXI<sup>e</sup> siècle, à Horný Bar en 2005 ou à Orechová Potôň en 2006. Dans ces derniers cas, les monuments sont dédiés aux soldats morts lors des deux guerres mondiales. Les nouveaux monuments ainsi que ceux qui existent déjà deviennent des lieux de rencontre importants pour la population hongroise. Des festivités ainsi que des dépôts de gerbes et de couronnes sont également organisés à l'occasion de la fête nationale hongroise, le 15 mars, date-anniversaire de la révolution hongroise de 1848.

Dans l'entre-deux-guerres, les Allemands des Sudètes ainsi que ceux des Carpates ont plus ou moins la même approche mémorielle. Comme la grande majorité des Allemands de Tchécoslovaquie est expulsée après 1945 vers l'Allemagne, la construction de nouveaux monuments « allemands » est très exceptionnelle à partir de 1989. Les monuments existants se dégradent après l'expulsion et quelques-uns sont même détruits. Mais les amateurs d'histoire et les historiens entretiennent la mémoire de ces lieux, particulièrement dans la région de Karlovy Vary, où une carte de ces monuments a été dressée. Ce travail, mené en coopération avec le Fichtelgebirgsmuseum de Wunsiedel en Allemagne, a abouti à la publication d'un livre sur les monuments dans les régions nord-ouest de la République tchèque<sup>27</sup>. La reconstruction fait aussi l'objet d'un soutien financier par le biais du Fonds tchéco-allemand pour l'avenir.

Dans les territoires peuplés par les Slovaques, la construction de nouveaux monuments est plutôt exceptionnelle. En 2009, un nouveau mémorial est ainsi inauguré à Babin, dans le nord de la Slovaquie<sup>28</sup>. Généralement, la construction d'un tel édifice dans un village ou une ville concrétise un projet de longue date qui n'a pas été réalisé. Ces dernières années, plusieurs monuments ont aussi été rénovés. Dans le cadre du développement touristique, les monographies, les guides de voyage ou les brochures d'information sur les communautés contiennent des renseignements sur ces monuments. Les commémorations sont sur- ●●●

- tout l'œuvre de descendants de soldats tombés, ce qui atteste de la force des initiatives individuelles, cent ans après les événements. La Toussaint est le moment de ces célébrations.

Après la division de la Tchécoslovaquie, la République tchèque suit une évolution comparable. La différence la plus importante entre les deux nouveaux États concerne les monuments à la mémoire de légionnaires. Plusieurs d'entre eux, détruits surtout par les nazis, sont reconstruits. Le cas le plus significatif est celui de Prague réalisé par le sculpteur Josef Mařatka. Sa reconstruction est déjà demandée en 1989, mais son inauguration n'a lieu que le 28 octobre 1998, à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de la naissance de la Tchécoslovaquie. Aujourd'hui, des cérémonies de commémoration y sont organisées. D'autres monuments destinés à cultiver le souvenir des légionnaires sont également reconstruits, comme celui de Nové Sýrovce en 2012, financé par le ministère de la Défense<sup>29</sup>.

Mais les cimetières militaires sont très certainement les lieux de mémoire les plus spécifiques de la Grande Guerre. Dans l'ex-Tchécoslovaquie, relativement nombreux sont ceux qui apparaissent durant les hostilités. La proximité du front oriental explique que le plus grand nombre de cimetières se trouve en Slovaquie orientale. Après la fin de la guerre, la nouvelle République tchécoslovaque les prend en charge. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, lorsque les combats en Slovaquie orientale sont extrêmement durs, quelques cimetières sont détruits. L'arrivée des communistes au pouvoir se traduit par une glorification des soldats de l'Armée rouge tombés et, de ce fait, l'entretien des cimetières militaires de la Grande Guerre se dégrade. Depuis les années 1960, la plupart des tombeaux militaires dans les cimetières civils sont détruits. Ici encore, la situation change après la chute du communisme. L'implication des organisations allemandes entretenant les cimetières militaires, comme le *Volksbund der Deutschen Kriegsgräberfürsorge* (VDK), est décisive. Grâce à l'aide financière étrangère, plusieurs cimetières sont rénovés en Slovaquie orientale, comme celui du village de Nižná Polianka, réaménagé entre 2001 et 2004. La rénovation est assurée par quelques unités de la Bundeswehr du Schleswig-Holstein en coopération avec le 2<sup>e</sup> bataillon de reconnaissance de Michal Strank de l'armée de terre slovaque. L'action est placée sous le mandat du VDK. Avec l'aide du gouvernement italien, un monument aux soldats italiens morts au combat est érigé en 1998 dans le cimetière de Šamorín au sud de la Slovaquie où ils reposent<sup>30</sup>. Dans la ville de Milovce en République tchèque, le cimetière militaire italien est rénové. Des commémorations y sont organisées annuellement. Le cas le plus connu en Slovaquie est celui du cimetière de Kopčany - Petružalka, un quartier de Bratislava. Après le démembrement de

l'Autriche-Hongrie, les lieux se trouvent sur la frontière et dans la zone de défense de la ville abondamment fortifiée. Très détérioré, le cimetière est réimplanté par la ville entre 2005 et 2009<sup>31</sup>. La législation évolue également. En Slovaquie, la loi sur l'entretien des tombeaux militaires et des lieux de piété, qui entre en vigueur en 2003 (loi slovaque n°411/2002), définit les compétences en matière d'entretien des lieux de piété ainsi que les subventions de l'État pour la conservation des tombeaux. Une loi semblable est adoptée en République tchèque en 2004 (loi tchèque n°122/2004).

## GRANDE GUERRE, CINÉMA ET LITTÉRATURE

La Grande Guerre ne constitue pas un centre d'intérêt pour la cinématographie tchécoslovaque, à l'exception de la période de l'entre-deux-guerres où les films sur les légions tchécoslovaques sont nombreux. Comme les communistes considèrent ces films anti-soviétiques et anti-bolcheviques, ils ne sont pas diffusés à la télévision ou au cinéma<sup>32</sup>. La Grande Guerre est présente dans le film satirique, anti-militariste et très populaire *Le brave soldat Chvëik* tourné en deux parties (1954 et 1956). En 1957, le metteur en scène slovaque Paľo Bielik tourne le film *Quarante-quatre*<sup>33</sup> sur la mutinerie des soldats slovaques de Kragujevac. Ces deux films sont marqués par l'idéologie communiste.

La Grande Guerre revient dans le cinéma des années 1980. Le film *Signum Laudis*, du nom de la plus haute décoration militaire pour les officiers de l'armée austro-hongroise s'étant distingués par leur bravoure et leur héroïsme, traite de l'histoire du caporal Hoferik, soldat de l'armée austro-hongroise, se battant sur le front oriental à la fin de la guerre. Hoferik veut à tout prix maintenir la ligne de front et exécuter les ordres reçus. Il envoie ses soldats dans une attaque à la baïonnette, qui se solde par un massacre. Malgré le fait qu'il ne soit pas officier, Hoferik est décoré du *Signum Laudis* pour son action. Son comportement l'isole des soldats ordinaires mais aussi des officiers qui ne l'acceptent pas non plus comme un des leurs. L'intensité dramaturgique du film s'accroît avec la scène de soldats russes attaquant un domaine agricole où se reposent des soldats austro-hongrois. Un petit groupe d'officiers tente de fuir l'encerclement. Mais ils se rendent compte que la fuite n'est pas possible et envisagent de se rendre. Hoferik, zélé, s'y oppose. Les officiers décident alors de le tuer après un simulacre de procès. Hoferik est accusé de haute trahison, la décoration lui est retirée avant son exécution.

L'image des combats montrée dans le film respecte plus ou moins la réalité du front oriental. La réalité historique est en arrière-plan. L'accent est mis sur le conflit entre les hommes dans le temps et l'espace de la



28. října 1918. Ať žije Československá republika, [28 octobre 1918. Vive la République tchèque !] Coll. BDIC

guerre. En prenant le cadre de la Grande Guerre, le film entend démontrer l'absurdité des guerres en général. L'objectif n'est pas d'entretenir la mémoire de la Première Guerre mondiale, mais plutôt de soutenir une forme d'antimilitarisme, encouragée par l'État, que l'on retrouve durant les années 1980 et qui s'incarne dans d'autres lieux de mémoire. Mis en scène par Martin Hollý et adapté d'un roman, *Signum Laudis*, première vraie coproduction tchéco-slovaque, est projeté pour la première fois au printemps 1980. Le film *Větrná setba* (Semaines de vent, 1983) développe aussi les idées anti-guerrières. Son action se déroule à la fin de la Grande Guerre à Prague. L'histoire raconte le destin d'étudiants au lycée devant passer leur baccalauréat le plus rapidement possible afin de pouvoir partir combattre.

Il faut mentionner encore le film en deux parties *Tisícročná včela* (L'abeille millénaire) réalisé en 1983. Le metteur en scène slovaque Juraj Jakubisko<sup>34</sup> adapte ici le livre de Peter Jaroš. Le film aborde une période relativement longue (1887-1917), divers événements et fait intervenir différents personnages. La famille Pichanda qui vit dans la région de Liptov en Slovaquie est au centre de l'intrigue. La première partie traite surtout du grand-père Martin Pichanda et des voyages des maçons dans le sud du Royaume de Hongrie. La deuxième partie s'intéresse au destin opposé des deux fils de Pichanda. Valent devient l'un des hommes les plus riches de la région tandis que Samo travaille dans les chemins de fer et devient révolutionnaire-anarchiste.

La Grande Guerre est présentée comme la raison du désastre familial et elle revient plusieurs fois dans le scénario. Le personnage du facteur est particulièrement intéressant. Le village entier le craint car il est celui qui annonce la mort des soldats sur le front. Les deux fils de Samo sont mobilisés et envoyés sur le front italien. Karol, le plus jeune des deux fils, meurt. Samo prend ensuite la décision de dynamiter le train des officiers militaires, ce qu'il parvient à faire avant d'être tué par un soldat hongrois.

Le film reflète le parti pris idéologique de l'époque. Tout ce qui est bourgeois et capitaliste est présenté de façon négative. À l'opposé, les attitudes et les discours incarnant le socialisme ou les idées révolutionnaires sont montrés positivement. Malgré ce schéma binaire, l'opposition idéologique est traduite avec beaucoup de finesse. Le film aborde aussi les problèmes nationaux par exemple lorsqu'il expose le conflit slovaque-hongrois. Les personnages hongrois y sont ridiculisés. Généralement, *Tisícročná včela*<sup>35</sup> propose une vision mythique des origines plébéiennes de la nation slovaque. Le spectateur qui ne s'attache pas aux aspects idéologiques peut facilement s'identifier au processus d'achèvement de la nation slovaque moderne qui s'opère au début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>36</sup>. L'approche idéologique des événements de la Première Guerre mondiale est en particulier visible lorsque les soldats désertent avec plaisir et rejoignent l'Armée rouge. Cette présentation n'empêche pas de respecter la réalité historique de l'expérience des soldats ordinaires slovaques dans

●●●

- l'armée austro-hongroise. C'est le cas, par exemple, des souvenirs sur le front italien montrés comme plus douloureux. Le film *Tisícročná včela* n'est pas un film historique mais plutôt un récit avec plusieurs détours. Mais, très populaire auprès des spectateurs slovaques, il forge pour une génération le regard sur l'histoire slovaque du début du XX<sup>e</sup> siècle.

Après la chute du communisme et la division de la Tchécoslovaquie, la Grande Guerre reste marginale dans la production cinématographique. La première coopération tchéco-slovaque après la division du pays a lieu pour le tournage du drame de guerre *Anjel milosrdenstva* [L'ange de la miséricorde], 1994. Mis en scène par le Slovaque Miloslav Luther, le film se déroule en Galicie. Le personnage principal, Anežka Brunová, découvre que son mari, commandant de l'armée austro-hongroise, est un assassin sadique de civils innocents. Cela l'amène à se détourner de lui. Le commandant est mortellement blessé peu de temps après et Anežka prend la décision de laver l'affront moral de son mari. Elle devient infirmière dans un lazaret de l'arrière-front et tombe amoureuse de Krištof, un prisonnier aux talents médicaux exceptionnels. L'atmosphère même du lazaret et des alentours ainsi que les personnages secondaires donnent à voir les horreurs de l'arrière-front. L'histoire amoureuse finit tragiquement car Krištof meurt. La trame mélodramatique n'empêche pas les reconstitutions du film de se démarquer par leur réalisme historique.

On peut aussi mentionner le film tchèque *Hlídač č.47* [Gardien n°47], 2008 mais la place de la Première Guerre mondiale y est marginale. Le personnage principal est habité par les cauchemars de scènes de combat horribles mais l'histoire se déroule dans l'entre-deux-guerres. Il s'agit de l'adaptation du livre du même nom de Josef Kopta. Hormis ces films de fiction, plusieurs documentaires sont tournés, surtout après 1989. Par exemple, le film en deux parties *Tenkrát byl Bůh příliš vysoko* [Cette fois-ci, Dieu était trop haut], 2008, traite des légionnaires tchécoslovaques de Russie.

La littérature et les belles-lettres traitent aussi de la situation sur le front, à l'arrière et des légions. Le livre « culte » sur la Grande Guerre, *Osudy dobrého vojáka Švejka za světové války* [Le brave soldat Chvéik], 1921, 1923, est l'œuvre de Jaroslav Hašek, un légionnaire tchécoslovaque qui passe en 1918 chez les bolcheviks. Ce roman satirique, traduit en plusieurs langues, raille l'engagement tchèque du côté autrichien dans la guerre, image d'ailleurs très éloignée de la réalité<sup>37</sup>. Dans l'entre-deux-guerres, beaucoup d'écrivains de la génération du feu viennent de la Légion et sont surtout tchèques. L'un des plus connus est Josef Kopta, ancien légionnaire en Russie. Parmi son œuvre, il faut retenir le roman *Třetí rota* (La troisième compagnie, 1924) qui décrit la naissance des légions tchécoslovaques en Russie, et *Hlídač*

č.47 (1926) déjà évoqué pour son adaptation au cinéma. En Slovaquie, Božena Slančíková Timrava décrit de manière très critique, dans sa nouvelle *Hrdinovia* [Les Héros], 1918, l'influence de la guerre sur l'arrière. La trilogie de Milo Urban, *Živý bič* [Fléau vivant], 1927-1940, parle, surtout dans sa première partie, des difficultés de la vie quotidienne d'un petit village slovaque causées par la guerre.

Après l'arrivée des communistes au pouvoir, la Deuxième Guerre mondiale, la lutte contre le fascisme et le pacifisme dominant le paysage littéraire. En Slovaquie, l'édition est surtout dominée par des sagas familiales sur plusieurs générations où la Première Guerre mondiale n'est qu'une étape vers le moment présent. *Hromový* [Tonitruant], 1964, d'Alfonz Bednár ou *Volanie vetra* [L'appel du vent], 1974, de Hana Zelinová sont deux exemples de ce mouvement. Dans l'espace slovaque, l'expérience de l'arrière est en général beaucoup plus abordée que celle du front. La Première Guerre mondiale est aussi marginale dans la littérature tchèque. Les publications prenant pour sujet la période sont rares, et le roman de Miloš Václav Kratochvíl *Evropa v zákopech* [L'Europe dans les tranchées] édité en 1977 fait ainsi figure de cas exceptionnel. La réédition du roman en 1982 de l'auteur tchèque Václav Kaplický sur les légions tchécoslovaques en Russie, *Gornostaj* (1936), est tout aussi inhabituelle. Durant les trois dernières décennies, aucun livre important sur la Grande Guerre n'est publié. Les écrivains évoquent plutôt le présent. Cette absence est partiellement comblée par la traduction d'œuvres étrangères. Mais, après 1989, un renversement de tendance s'observe. Plusieurs livres écrits par des légionnaires sont réédités. Le mouvement s'est amplifié ces dix dernières années avec la publication d'un grand nombre de journaux personnels et de mémoires de légionnaires.

Ce regard sur la place de la Grande Guerre en ex-Tchécoslovaquie ne serait pas complet sans évoquer l'existence de plusieurs associations bénévoles qui participent à l'entretien et à la mémoire du conflit. En République tchèque, plusieurs clubs d'histoire militaire sont spécialisés dans la Première Guerre mondiale, à l'image du 33<sup>e</sup> régiment tchécoslovaque des tirailleurs « Doss alto<sup>38</sup> » de Plzeň. Un autre, le *Club des amis du lieutenant-colonel Karel Vašátko*, s'intéresse aux unités des légions tchécoslovaques en France, en Russie et en Italie. Ces associations publient des livres sur le sujet, collectionnent des objets concernant les légions, mais aussi reconstituent les combats de la Grande Guerre. Pour l'occasion du centième anniversaire de la naissance des légions, l'association *Československá obec legionářská*<sup>39</sup> crée en 2009 le projet *Legie 100* en coopération avec les ministères de la Défense de la République tchèque et slovaque et avec le ministère de l'Intérieur de la République slovaque. Des conférences sont organisées, des tombes et d'autres



Darney, Remise du drapeau offert par la Ville de Paris au 21<sup>e</sup> R.I tchécoslovaque. Sur la place. Présentation du drapeau aux troupes rassemblées, 30 Juin 1918, Coll. BDIC

lieux de piété sont restaurés et des répliques d'unités sont fabriquées. Le tournage d'un film à grand spectacle sur la naissance de la République tchécoslovaque, la création d'un musée du légionnaire ainsi que la construction de la réplique du train engagé en Sibérie sont prévus. En Slovaquie, le club d'histoire militaire *Beskydy* est l'association la plus active. Ses activités, comme la rénovation de cimetières militaires en Slovaquie orientale, sont très proches de celles de ses voisins tchèques. Une autre association, *Tatrančí*, appelé du nom du 7<sup>e</sup> régiment des tirailleurs des Tatras, œuvre à la mémoire des légions tchécoslovaques.

L'ex-Tchécoslovaquie abrite plusieurs mémoires de la Grande Guerre. Pour les deux nationalités dominantes, la naissance de la Tchécoslovaquie domine la mémoire de la Première Guerre mondiale. En République tchèque, elle s'incarne dans la figure de Masaryk et des légionnaires tandis qu'en Slovaquie, elle prend plutôt corps autour de Štefánik. Si la naissance du pays est communément célébrée par les Tchèques et les Slovaques, ses symboles diffèrent néanmoins. En Slovaquie, les mémoires liées à la Légion et à la naissance de la Tchécoslovaquie cèdent progressivement la place à des symboles plus « slovaques », comme celui des volontaires de 1848/1849, alors qu'en même temps la mémoire reste, en République tchèque, sur cet événement fondateur de la nation. À l'opposé de cette construction identitaire se trouvent les communautés hongroises et allemandes qui rejettent les mémoires construites par les Tchèques

et les Slovaques. Les deux minorités honorent en héros les soldats tombés dans l'armée austro-hongroise. Ainsi, c'est autour de la naissance de la Tchécoslovaquie que se cristallisent les mémoires de la Première Guerre mondiale. Pour les communistes, cette dernière était perçue sous l'angle de la lutte des classes et comme une guerre impérialiste. Jusqu'en 1989, elle passe au second plan au profit de l'engagement communiste et soviétique dans la Deuxième Guerre mondiale et devient en parallèle l'un des instruments de la propagande antimilitariste. Ces trois dernières décennies, la Grande Guerre n'occupe pas une place centrale dans l'ex-Tchécoslovaquie. Sa présence dans la vie quotidienne est plutôt accidentelle. Après la chute du communisme a débuté un vaste mouvement de restauration des monuments dédiés aux soldats tombés au combat et des cimetières militaires. La Grande Guerre tend à devenir de plus en plus l'affaire d'amateurs d'histoire affiliés à des associations d'histoire militaire, ce qui contribue à populariser le conflit auprès du grand public. Mais c'est surtout grâce à la popularité de l'histoire militaire que la Première Guerre mondiale bénéficie d'un regain d'intérêt. Comme les familles touchées par le conflit sont nombreuses, la mémoire de la guerre fait souvent partie des mémoires familiales. On parle des grands-pères, grands-oncles etc. tombés à la guerre et on les commémore. A l'occasion du centième anniversaire de la Grande Guerre, cette mémoire retient désormais l'attention du grand public. ■

● ● ●

## Notes

Ce travail est soutenu par *Agentúra na podporu výskumu a vývoja* [l'agence pour le soutien de la recherche et du développement] convention n° APVV-0628-11 de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences de Slovaquie et par le projet VEGA 2/0127/12, « La biographie comme problème historiographique ».

- Après les Accords de Munich de 1938, la Tchécoslovaquie, sous la pression allemande et italienne, se voit obligée de satisfaire les exigences territoriales hongroises ainsi que polonaises. La Hongrie récupère la lisière méridionale de la Slovaquie, y compris Nové Zámky, et une partie de la Ruthénie subcarpatique. Ces conditions ont été négociées à Vienne d'où le nom « Arbitrage de Vienne ».
- Nové Zámky est une ville d'environ 40 000 habitants, située au sud-ouest de la Slovaquie avec une forte minorité hongroise d'environ 30%.
- <<http://novezamky.sme.sk/c/6815643/cesi-sa-ostro-pytaju-co-robime-s-pamatnikom-legionarom.html> (28. 5. 2013); consulté le 11.7.2013>
- <<http://aktualne.centrum.cz/domaci/kauzy/clanek.phtml?id=784404>> (4.7.2013); consulté le 16. 7. 2013.
- Michaela Ferencová, « Pomníky v slovensko-maďarských vzťahoch: etnické zápas a ich regulácia na južnom Slovensku », [Les monuments dans les relations slovaque-hongroises : les luttes ethniques et leur régulation dans le sud de la Slovaquie], *Národopisná revue* 1/2009, disponible en ligne <<http://revue.nulk.cz/pdf/r1-2009.pdf>>
- Michaela Ferencová, « Pomníky ako prostriedok legitimizácie režimov a transformácie spoločnosti. Prípady mesta Nové Zámky », [Les monuments comme moyen de légitimation des régimes et de la transformation de la société], Michaela Ferencová, Jana Nosková (dir.), *Pamät' mesta. Obraz mesta, verejné komemorácie a historické zlomy v 19. – 21. storočí (La mémoire de la ville. L'image de la ville, les commémorations publiques et les ruptures historiques du 19<sup>e</sup> au 21<sup>e</sup> siècle)*, Brno, Etnologický ústav Akademie věd České republiky, 2009, p. 345.
- Les membres du mouvement gymnastique patriotique tchèque.
- Karel Pichlík, « První světová válka v paměti Čechů, zvláště po listopadu 1989 », [La Première Guerre mondiale dans la mémoire des Tchèques, notamment après 1989], *Historický časopis* 2/1995, p. 349-354.
- La bataille des légionnaires tchécoslovaques en Russie (aujourd'hui en Pologne) en juillet 1917, dans le cadre de l'offensive de Kerenski, pendant laquelle ils luttent avec grand succès contre l'armée austro-hongroise, à la différence des forces russes. Après ce succès, Alexander Kerenski, le premier ministre russe depuis juillet 1917, abroge toutes les restrictions du recrutement pour les légions tchécoslovaques et ces forces deviennent de plus en plus nombreuses.
- Antoine Marès, « La Tchécoslovaquie : la sortie de la guerre d'un État nouveau », Stéphane Audoin-Rouzeau, Christophe Prochasson (dir.), *Sortir de la Grande Guerre. Le monde et l'après, 1918*, Paris, Tallandier, 2008, p. 108.
- Ivan Šedivý, Marie Koldinská, *Válka a armáda v českých dějinách*, [La guerre et l'armée dans l'histoire tchèque], Lidové noviny, Praha, 2008, p. 151-164.
- Jan Galandauer, *2.7.1917. Bitva u Zborova. Česká legenda*, [Le 2 juillet 1917. La bataille de Zborov. La légende tchèque], Havran, 2002. La Tchécoslovaquie cesse d'exister en mars 1939. Le Protectorat de Bohême-Moravie est créé dans les régions tchèques et occupé et contrôlé par les Nazis. La Slovaquie devient indépendante et satellite de l'Allemagne nazie.
- Dans la Deuxième Guerre mondiale, dans le cadre de la résistance extérieure, les Tchèques et les Slovaques luttent aux côtés des Alliés contre l'Allemagne. Il y a une continuité personnelle entre ces unités et les légionnaires.
- Boumila Ferencuhová (dir.), *Milan Rastislav Štefánik*, Association pour l'histoire de la culture de l'Europe centrale et orientale, Bratislava, 1999.
- Pendant la révolution en 1848/49, le Conseil national slovaque a déclaré l'autonomie vis-à-vis du Royaume de Hongrie. Les volontaires constituaient la force armée du Conseil. La mission militaire des volontaires a été très courte et d'une importance militaire négligeable, cependant elle est célébrée comme la première campagne militaire des Slovaques dans l'histoire moderne.
- Les légionnaires tchécoslovaques y combattent en mars 1918 contre les Allemands qui occupent l'Ukraine après le traité de Brest-Litovsk. Après ce bref épisode, les légionnaires sont évacués via Vladivostok.
- La bataille du col de Dukla est l'un des plus sanglants et importants combats pour la libération de la Slovaquie. Elle commence en octobre 1944, et le premier corps d'armée tchécoslovaque en URSS y lutte aux côtés de l'Armée rouge.
- Jan Galandauer, « Československé legie a jejich komemorace », [Les légions tchécoslovaques et leur commémoration], Jan Gebhart, Ivan Šedivý (eds.), *Česká společnost za velkých válek 20. století – pokus o komparaci*, [La société tchèque pendant les grandes guerres du 20<sup>e</sup> siècle – essai de comparaison], Karolinum, Praha, 2003.
- Dušan Kováč, *O historiografii a spoločnosti*, [De l'historiographie et de la société], Historický ústav SAV, Vydavateľstvo, 2010, p. 204-205.
- Ivan Šedivý, Vydavateľstvo, « La mémoire de la Grande Guerre et la société tchèque », Sarah Flock, Jiří Kocian, Jan Rubeš, Oldřich Tůma (dir.), *Les Tchèques et les Belges : une histoire en miroir*, Institut de l'Histoire contemporaine de l'Académie des Sciences de la République tchèque et Centre d'Études tchèques de l'Université libre de Bruxelles, Bruxelles, 2008, p. 80.
- Antoine Marès, *op. cit.*, p. 106.
- La mémoire de la Deuxième Guerre mondiale est pour les communistes, qui célèbrent leur engagement dans la libération de la Tchécoslovaquie et le soulèvement national slovaque de 1944, beaucoup plus importante que celle du premier conflit mondial.
- Lehotský Vladimír, « 70 rokov od vzbury vo vodných kasárňach », [70 ans depuis la mutinerie de Vodné kasárne], *Bratislava: časopis Národného výboru hlavného mesta SSR*, 15, 2/1988, p. 5.
- Nancy Wingfield, « The Battle of Zborov and the Politics of Commemoration in Czechoslovakia », *East European Politics & Societies*, 4/2013, vol. 17, p. 654-681.
- Les deux premiers sont souverains de la monarchie des Habsbourg et le dernier est un révolutionnaire de 1848/49 et une figure patriotique hongroise.
- Miroslav Michela, « Percepcia svätého Štefana na Slovensku v medzivojnovom období », [La perception de saint Stéphane en Slovaquie dans l'entre-deux-guerres], Milan Hlavačka, Antoine Marès, Magdaléna Pokorná (et alii), *Pamät' miest, udalostí a osobností: historie jako identita a manipulace*, [Mémoire des lieux, des événements et des figures : l'histoire comme identité et manipulation], Historický ústav AV ČR, Praha, 2011.
- Zbyněk Černý, Tomáš Dostál, *Bolest v kameni: Pomníky vojákům z chebských jednotek padlým v první světové válce*, [La douleur dans la pierre : Les monuments aux soldats tombés lors de la Première Guerre mondiale dans la région de Cheb], Krajské muzeum Karlovarského kraje, p.o., Muzeum Cheb, 2007.
- <<http://orava.sme.sk/c/4968252/pomnik-padlym-odhalili-po-91-rokoch.html>> (16. 8. 2009); consulté le 15. 11. 2013.
- <[http://jihlava.idnes.cz/do-novych-syrovic-se-vraci-socha-legionare-fjr-jihlava-zpravy.aspx?c=A121115\\_1854312\\_jihlava-zpravy\\_mv](http://jihlava.idnes.cz/do-novych-syrovic-se-vraci-socha-legionare-fjr-jihlava-zpravy.aspx?c=A121115_1854312_jihlava-zpravy_mv)> (16. 11. 2012); consulté le 15. 11. 2013.
- Jozef Žiak, « Hľadanie pokoja a dôstojnosti » [A la recherche de la paix et de la dignité], *Obrana*, 4, n° 48, 28. 11. 1998, p. 6.
- <<http://bratislava.sme.sk/c/4828205/vojenicky-cintorin-sa-vyslobodil-z-lesa.html>> (5. 5. 2009); consulté le 15. 11. 2013.
- Jan Michl, *Legionáři a Československo*, [Les légionnaires et la Tchécoslovaquie], Naše vojsko, 2009, p. 160.
- Le 3 juin 1918, les soldats slovaques du 71<sup>e</sup> régiment d'infanterie royal de Trenčín de l'armée austro-hongroise se mutinent dans la ville de Kragujevac. La mutinerie est écrasée et quarante-quatre soldats sont exécutés.
- Juraj Jakubisko est le metteur en scène slovaque le plus connu. Le régime communiste lui interdit de tourner des films dans les années 1970 à cause de son film *Zbehovia a pútnici* [Déserteurs et pèlerins] de 1968 qui parle aussi un peu de la Grande Guerre. La projection de ce film est interdite. *Tisícročná včela* est son premier long-métrage après l'abrogation de l'interdiction de tourner.
- Le titre du film est symbolique. L'abeille représente le travail dur et anonyme des gens ordinaires car l'histoire nationale slovaque « manque » des grands héros. Millénaire car la « naissance » des Slovaques est daté depuis environ l'an 1000. Les communistes soutiennent cette représentation parce qu'elle donne un caractère prolétaire à l'histoire slovaque.
- Václav Macek, « Tisícročná včela », [Abeille millénaire], *Film a divadlo*, 28, 2/1984, p. 22.
- Ivan Šedivý, Marie Koldinská, *Op. cit.*, p. 296.
- La bataille sur le front italien en 1918 où les soldats tchécoslovaques se font connaître.
- Československá obec legionářská*, née en 1921, est la plus importante association des légionnaires tchécoslovaques. Après plusieurs interdictions de la part des Nazis et communistes, elle renaît en 1991 comme la partie de l'Association tchèque des combattants pour la liberté. Elle reprend son indépendance en 2001.

# Le retour de la Grande Guerre. Mémoire de la Première Guerre mondiale en Allemagne de 1980 à nos jours

JULIANE HAUBOLD-STOLLE, MUSÉE HISTORIQUE ALLEMAND (DHM)  
TRADUIT DE L'ALLEMAND PAR DOMINIQUE BOUCHERY

Avec le centenaire du déclenchement de la Grande Guerre, l'Allemagne connaît une gigantesque vague de manifestations, d'expositions, de films et de livres ayant trait à la Première Guerre mondiale. La mémoire de la Guerre de 14-18 expérimente une situation conjoncturelle inédite depuis l'entre-deux-guerres. Le Musée historique de Berlin (DHM) n'est pas le seul à proposer cette année une grande exposition temporaire sur le sujet. En fait, tous les musées, régional ou municipal, auxquels s'ajoutent les grands musées d'art et plusieurs fédérations de musées ont préparé des expositions ou des séries complètes d'expositions pour l'année 2014. L'éventail est extrêmement large.<sup>1</sup> Le bal a été ouvert dès l'automne 2013 avec le lancement dans la région du Rhin des premières expositions du Grand Projet de la Communauté des Pays du Rhin (LVR) « 1914 – Mitten in Europa », [1914 – Au centre de l'Europe], suivi par l'ouverture de la rétrospective que consacre la Kunsthalle de Bonn aux « Avant-gardes au combat ». Le marché éditorial n'est pas en reste : la version traduite du livre de l'historien australien Christopher Clark *Les Somnambules*, devenue un best seller en Allemagne, a été suivie par toute une série d'études d'ensemble et de recherches thématiques sur la Première Guerre, livrées à point nommé pour la Foire du livre de Francfort en octobre. Il s'agit aussi bien de monographies spécialisées d'historiens réputés que d'ouvrages de vulgarisation illustrés s'adressant à un public de curieux non spécialistes.<sup>2</sup> Il faut encore mentionner les documentaires audiovisuels pour la télévision, les films, les romans et les revues spécialisées qui sont dédiées à la Première Guerre mondiale. La raison de cette puissante vague commémorative tient pour une part à l'intérêt global du marché pour les thèmes historiques - à titre d'exemple la bataille des nations de Leipzig, dont on a

commémoré le bicentenaire en 2013 a fait elle-même l'objet d'une petite vague, quoique significative tout de même. Elle représente aussi et surtout l'acmé provisoire d'un retour de mémoire sur la Première Guerre, qui a longtemps été peu présente dans l'espace public allemand.

Depuis 1945, la Première Guerre ne jouait plus de rôle décisif dans la conscience historique allemande. Dans l'Allemagne d'après-guerre, la dictature national-socialiste, l'holocauste, la Seconde Guerre mondiale et la partition de l'Allemagne émergent comme points d'ancrage de la mémoire collective. La Seconde Guerre mondiale a pris la place de la Première comme événement central dans la biographie des Allemands ; les expériences des années 39-45 ont recouvert celles des années 14-18. A cela s'ajoute le fait que la confrontation avec le national-socialisme, commencée à contrecœur sous l'oeil et la conduite des vainqueurs, est devenue un sujet phare dans la recherche historique allemande et la conscience collective. La question du pourquoi de l'échec de la démocratie allemande de l'entre-deux-guerres et du comment les Allemands en sont arrivés à pratiquer des assassinats de masse a fait reculer la Première Guerre mondiale à l'arrière-plan.

La Guerre de 1914-1918 a été réduite dans la perception du public à une pré-histoire de la dictature national-socialiste et de la Seconde Guerre mondiale. L'exploitation de la mémoire de la Première Guerre mondiale à des fins propagandistes par les nationaux-socialistes a aussi contribué au fait que, dans l'après 45, cette mémoire ne puisse être réinvestie sans rupture. Dans les décennies d'après guerre, la Première Guerre mondiale est un sujet de recherche plutôt peu exploré et à peine présent dans les débats publics. On accorde peu d'intérêt à l'expérience des témoins.

Ce n'est qu'avec la querelle déclenchée par le livre de Fritz Fischer *Griff nach der Weltmacht. Die Kriegszielpolitik des kaiserlichen Deutschland 1914/1918* [ Les buts de guerre de l'Allemagne impériale ] en 1961, que la Pre-

- mière Guerre mondiale refait surface dans la conscience des Allemands. Le débat sur la faute ou la responsabilité de l'empire allemand, sur une soif allemande de conquêtes qui aurait marqué tout le XXe siècle, change de façon fondamentale le point de vue allemand sur la Première Guerre. Il déclenche une nouvelle vague de recherches sur la guerre de 14-18. La controverse prend un tour virulent avec la thèse du « *Sonderweg* » [ou voie particulière] qui attribue aux Allemands une erreur de construction politique dès le début de l'époque moderne. Une voie qui de façon quasi inéluctable devait les mener au National-socialisme. Le débat sur les buts de guerre du Reich impérial de 1914 se mêle à la question de la structure de l'histoire allemande en son ensemble. De ce fait la discussion porte bien moins sur l'événement « Première Guerre » que sur son ordonnancement dans le cadre de l'histoire allemande des XIXe et XXe siècles. La controverse Fischer a le mérite de stimuler une nouvelle vague de recherches sur l'histoire politique de la Première Guerre. L'histoire de la guerre elle-même, du vécu des soldats et des femmes à l'arrière reste ignorée dans un premier temps.

L'imaginaire de la guerre est essentiellement nourri par les films américains : *African Queen* (1951), *Les sentiers de la gloire* de Stanley Kubrick (1957), *Lawrence d'Arabie* (1962) et la nouvelle version de *A l'ouest rien de nouveau* de 1979. Si avec *African Queen* et *Lawrence d'Arabie* le conflit n'est guère plus que la coulisse exotique d'un film d'aventure, dans *Les sentiers de la gloire* et *A l'ouest rien de nouveau*, il s'agit davantage de bouleverser le spectateur en montrant l'horreur de la guerre. En RDA, ce sont deux films tirés de romans de Arnold Zweig (le téléfilm *Junge Frau von 1914* [Jeune femme de 1914] et *Erziehung vor Verdun. Der große Krieg der weißen Männer* [Education héroïque devant Verdun, La Grande Guerre des hommes blancs], 1979) qui vulgarisent l'image que l'on a de la guerre. Dans les deux Etats allemands, c'est donc avant tout le cinéma qui arrache, sur un mode émotionnel, la guerre à l'oubli.

Le mouvement pacifiste ouest-allemand en revivance au début des années 80 remet les chansons anti-guerre de l'époque de la Première Guerre au goût du jour : « *Zogen einst fünf wilde Schwäne* » [Jadis filaient cinq cygnes sauvages], originaire des pays baltes ou le « *Soldatenlied* » [chant du soldat] de Erich Mühsam. De nouvelles chansons qui deviennent rapidement emblématiques du mouvement pacifiste, telles que « *Es ist an der Zeit* » [Il est temps] de Hannes Wader remettent en mémoire les nombreuses victimes de la Première Guerre. Aux yeux du mouvement pacifiste, la Première Guerre est l'exemple même d'une guerre que personne n'a voulu, dont l'horreur est incommensurable et que plus personne n'est en

mesure d'arrêter. La menace que représente l'armement nucléaire des grandes puissances au moment de la Guerre froide ressuscite la peur d'un début de conflit semblable à 1914 et de la guerre qui s'en suivrait, à l'issue encore plus fatale.

Ainsi la première exposition d'histoire qui se consacre à la Première Guerre dans l'Allemagne d'après 45 est la présentation du Musée historique de Francfort de 1977 intitulée « *Ein Krieg wird ausgestellt* » [L'exposition d'une guerre], également d'inspiration pacifiste. Cette exposition constitue dans le même temps un prolongement de la lente redécouverte de la guerre mondiale par l'histoire sociale, qu'atteste l'étude de Jürgen Kocka<sup>3</sup> sur la société de classes en guerre. Puis se développe en démarquage de l'histoire sociale une « histoire quotidienne de la guerre » qui met davantage l'accent sur les expériences des individus dans la guerre. Les historiens allemands, aiguillonnés par les travaux de leurs confrères anglo-saxons et français se mettent à raconter dans les années 80 l'histoire de la guerre par en-bas, du point de vue des individus et des sous-groupes.<sup>4</sup>

La réunification de l'Europe et la chute du mur a représenté un tournant important pour le souvenir de la Première Guerre en Allemagne. D'un côté la fin de la partition en Europe a remis la Première Guerre ou plutôt ses résultats à l'ordre du jour de l'agenda politique. C'est comme si les questions des Etats et de l'ordre politique, mises en sommeil pendant la période de la Guerre froide (1945-1989), se posaient à nouveau. Le meilleur exemple de ce phénomène a d'abord été la situation dans les Balkans et les guerres balkaniques. Avec la réunification, l'Europe a vu réapparaître en son centre une grande Allemagne, dont la force économique posait aussi la question de sa puissance politique. C'est peut-être cette similitude de situation avec la carte politique de 1914 qui a renouvelé l'intérêt pour la Première Guerre.

La fin de la Guerre froide en 1989 marque le début de la redécouverte de la Première Guerre dans les pays de l'Europe orientale tout comme en Allemagne et en Autriche. Jusqu'alors recouverte et parasitée par la Révolution, par la guerre civile russe, par l'occupation et la guerre d'extermination menée par les Allemands dans la quasi totalité des pays d'Europe orientale et ensuite par les dictatures communistes, la mémoire du conflit est revisitée aussi bien par le biais de l'écriture officielle de l'histoire que par celui de la mémoire personnelle des individus. En Union soviétique la « Grande Guerre patriotique » (à savoir la Seconde Guerre mondiale) est érigée en événement fondateur, créateur de l'identité du pays. De la même manière, en Union soviétique comme dans les Etats satellites, la



Fritz Fischer, *Griff nach der Weltmacht, Die Kriegszielpolitik des kaiserlichen Deutschland 1914/1918*, Droste, 1961, Coll. BDIC.



*Ein Krieg wird ausgestellt, Die Weltkriegssammlung des Historischen Museums (1914-1918), Historisches Museum, Frankfurt-am-Main, 1976.*

Première Guerre est pour des raisons idéologiques, principalement présentée à l'école comme un prélude à la Révolution d'octobre de 1917.

La chute du mur et la réunification ont ranimé en Allemagne le débat sur la question d'un monument central consacré aux victimes de guerre, avant tout celles de la Seconde Guerre. Dans l'entre-deux-guerres, le monument commémoratif de la *Neue Wache* avait mis fin à la controverse sur le Memorial impérial en l'honneur des soldats de la Guerre mondiale. En 1969, la RDA avait procédé à la reconstruction de la *Wache*, durement endommagée au moment de la Seconde Guerre. Une « flamme éternelle » brûlait à cet endroit, rappelant le souvenir des soldats inconnus de la Wehrmacht et de la victime inconnue de la déportation, inhumés sous le monument. Après la chute du mur et la réunification, la *Wache* a été remodelée. Le chancelier Kohl décide, malgré l'opposition publique, de maintenir un « monument du souvenir et de

mise en garde de l'Allemagne fédérale ». Une *Pieta* en très grand format de Käthe Kollwitz réunit désormais le souvenir de tous les morts de la Seconde Guerre mondiale, victimes et responsables des crimes nazis, civils et soldats, dans un « culte victimaire brouillé »<sup>5</sup>.

Il existe néanmoins de manière surprenante un grand nombre de monuments qui rappellent la Première Guerre, quoiqu'ils soient rarement présents dans l'esprit des gens. Beaucoup de monuments érigés à la mémoire de la Première Guerre dans l'entre-deux-guerres ont été détruits par les nazis ou par la guerre. En revanche les petits monuments et les plaques commémoratives que l'on trouve dans les cimetières, en centre ville et dans les églises ont été conservés. Ils sont souvent complétés par les noms des morts de la Seconde Guerre, qui sont de la sorte commémorés, un peu comme si ces derniers étaient tombés pour la même guerre que les autres. L'influent mouvement pacifiste des années 80 a modifié la manière dont ces monuments sont appréhendés par la société. S'ils font au moins l'objet de cérémonies publiques de deuil (Jour de deuil populaire) à travers des dépôts de couronne et des manifestations du souvenir dans les années 50 et 60, le travail sur les crimes des nazis et de la Wehrmacht a également changé le point de vue sur ces soldats. Commémorer les soldats de 14-18 comme des « héros » devient de moins en moins possible, même s'ils ont combattu dans une toute autre guerre. Après le « tournant », il y eut plusieurs grandes expositions (« Die letzten Tage der Menschheit », [Les derniers jours de l'humanité], Berlin 1994, « Der Tod als Machinist », [La mort machine], Osnabrück, 1998, « Der erste Weltkrieg », exposition permanente du Musée de l'armée d'Ingolstadt, 1994).

C'est toutefois à l'occasion du 90<sup>e</sup> anniversaire de son commencement que la Première Guerre mondiale connut en Allemagne une réelle resurgance mémorielle. Ceci se concrétisa entre autres par la grande exposition du Musée historique de Berlin « Ereignis und Gedächtnis. Der Erste Weltkrieg », [Événement et Mémoire. La Première Guerre mondiale], 2004. Cette exposition n'essayait pas seulement de représenter la Première Guerre en tant qu'événement, mais aussi de donner à voir un panorama de la mémoire européenne de la guerre. A la fois reflet de ce qui, à l'époque encore, était une nouvelle tendance de la recherche et des médias, la politique de mémoire, mais aussi ouverture de point de vue sur les voisins européens : à cette occasion, les historiens allemands reconnurent – en cela fortement influencés par les recherches équivalentes menées en France et dans les pays anglo-saxons – que la mémoire des événements était pour le présent au moins aussi importante que les événements eux-mêmes. La connaissance de la culture de mémoire des autres pays fut identifiée comme un préalable fondamental à la possibilité d'une concorde européenne.

L'attention portée à l'Est a constitué un élargissement important du spectre de la recherche. Le front Est et les années d'immédiat après-guerre, marquées par les guerres, les conflits de frontière et les guerres civiles qui avaient engendré une souffrance incommensurable, étaient jusqu'alors à peine connus en Europe occidentale. Alors que dans de nombreux pays d'Europe de l'Est, il s'agit d'abord de documenter et d'explorer les expériences de l'arrière grand-père, le propos diffère légèrement en Autriche et en Allemagne. Ici – comme en témoigne l'éventail de manifestations organisées localement – la mémoire de la Première Guerre est de nouveau très présente. Nombreuses sont les personnes qui redécouvrent ou redécouvraient leur histoire familiale. Le déluge d'albums photos, de lettres du front et d'objets-souvenirs individuels que les musées ont reçu et continuent de recevoir par don de personnes privées en vue de l'année commémorative 2014 le montre: la Première Guerre mondiale effectue un lent retour dans la conscience allemande via l'histoire familiale. Dans la recherche également, on note un intérêt croissant depuis ces vingt dernières années<sup>6</sup>. Ce faisant l'Allemagne rattrape dans une certaine mesure ses voisins occidentaux, pour lesquels la Première Guerre se classe depuis longtemps parmi les sujets de recherche les plus prisés.

Cet intérêt se manifeste aussi au niveau régional par les manifestations que suscitent villes et communes sur le sujet. Il convient toutefois de reconnaître qu'une certaine retenue est toujours à l'ordre du jour sur le plan politique. Cela tient peut-être au fait que l'on considère que le point de vue sur la Première Guerre reste polémique en Allemagne. On ne parvient pas à s'en tenir à la conception d'une Allemagne seule responsable, on n'arrive pas non plus à relativiser la co-responsabilité allemande en établissant la responsabilité des autres belligérants.

Une cause plus profonde de ce malaise allemand est peut-être aussi que le souvenir de la Première Guerre est, dès la fin de la guerre, plus compliqué à établir que chez les voisins de l'Ouest. En premier lieu, l'Allemagne a perdu la guerre. De ce fait, dans l'immédiat après-guerre, l'absurdité de la mort de millions de personnes, non seulement des soldats mais aussi des femmes et des enfants ayant péri par la faim, apparaît dans tout son éclat. Ce qui avait commencé comme une guerre de défense dans l'esprit des Allemands et s'était poursuivi par d'ambitieux plans de conquêtes dans le cerveau des politiques et des entrepreneurs, avait perdu toute justification avec la défaite.

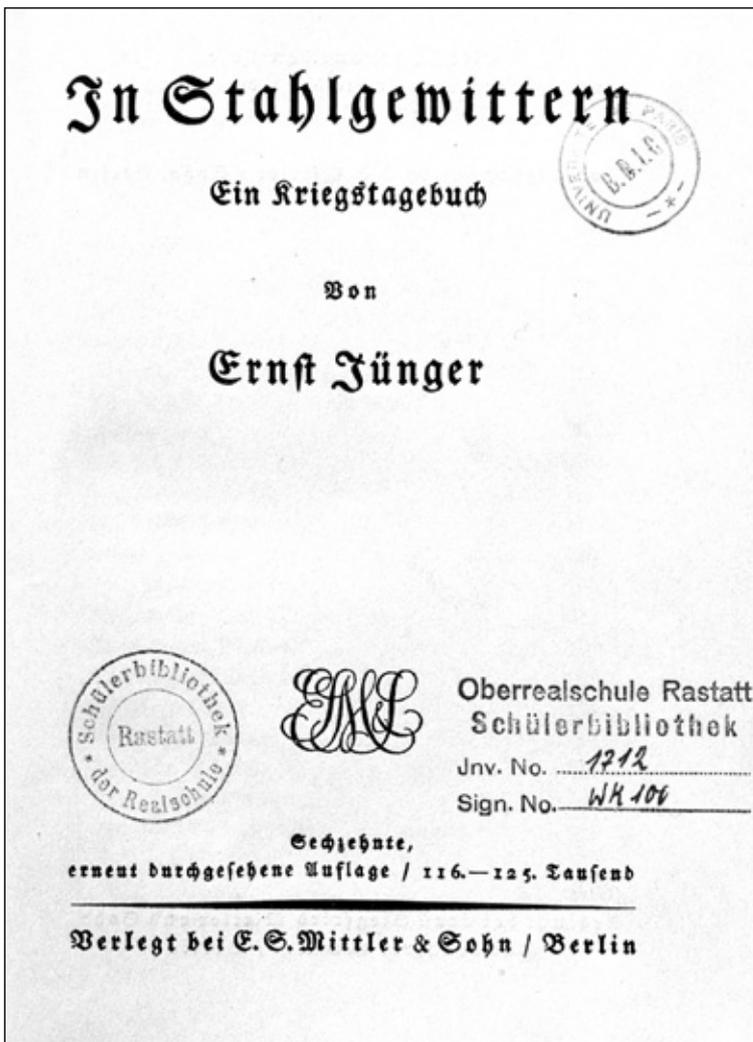
Le fait que la guerre, menée avec moult sacrifices et fondée jusqu'à la fin sur une prétendue supériorité, ait été perdue, était chose totalement insupportable. La société dans son ensemble était trop occupée par le changement de régime, la nouvelle forme de gouvernement, le traité

de paix de Versailles ; la population par les questions de survie dans ces temps très incertains. Même l'ouvrage d'Ernst Jünger *In Stahlgewittern* [Orages d'acier], une des œuvres qui jusqu'à aujourd'hui influence le plus profondément notre perception de la guerre, ne trouva personne pour l'éditer en 1920. Ce n'est qu'à compter de 1924 qu'il devint le grand récit national de la Première Guerre qu'il est encore aujourd'hui. La représentation de l'expérience guerrière, à la fois horrible et magnifiée, permet d'en inscrire le souvenir atroce mais aussi de lui conférer un sens. Ce faisant, Jünger trouve dans les années 20 un ton qui devait devenir caractéristique de l'un des deux grands courants de souvenirs politiques en rapport avec la guerre mondiale. Car contrairement à la France, la Grande-Bretagne ou la Belgique, où le souvenir de la guerre comportait dès l'origine une composante nationale et unificatrice, où la guerre (dès avant mais surtout

● ● ●



100 Jahre Erster Weltkrieg, Bayerisches Armeemuseum, Stadt Ingolstadt, 2014.



Ernst Jünger, *In Stahlgewittern, Ein Kriegstagebuch*, E.-S. Mittler, Berlin, 1926, Coll. BDIC.

après la victoire sur les Allemands) pouvait même tendre jusqu'à une forme de mythe national, ce souvenir de la guerre restait clivant en Allemagne. Et ce pas uniquement à propos des responsabilités de la guerre. La façon dont celle-ci avait été conduite, vécue faisait aussi l'objet de violentes polémiques. Chaque camp déniait à l'autre le droit d'exister. C'est ainsi qu'à partir de la moitié des années 20, la guerre devint un sujet qui divisait la société allemande. D'une part on trouvait les artistes, écrivains et hommes politiques qui mettaient en lumière l'absurdité, l'atrocité et la brutalité de la guerre et mettaient en garde dans leurs œuvres et discours contre l'éternel retour de la militarisation et d'une nouvelle guerre. D'autre part, aux côtés des politiques et des lobbystes des associations combattantes, on trouvait aussi des artistes, qui représentaient certes la guerre comme une expérience horrible, mais salutaire et en fin de compte ciment de la Nation. Dans cette entreprise, il était nécessaire d'attribuer la défaite à la perfidie des ennemis, intérieurs aussi bien qu'extérieurs, qui avaient mené les

soldats allemands à la victoire perdue. Les droites d'obédience *völkisch* et parmi elles *primus inter pares* les Nationaux-socialistes réussirent à utiliser cette mémoire de guerre militarisée – l'expérience du combattant – pour donner plus de résonance à leur idéologie et en dernier ressort pour préparer une nouvelle guerre. Les démocrates, hommes politiques et citoyens de la République de Weimar ne parvinrent pas à y opposer une mémoire de guerre démocratique. Le fait qu'aucun des monuments dédiés à la guerre et à ses victimes ne devienne lieu de mémoire national commun est symptomatique de cette fracture. En revanche, les œuvres pacifistes telles que le musée de l'Anti-guerre de Ernst Friedrich à Berlin ou le roman de Erich Maria Remarque *Im Westen nichts Neues*, ainsi que son adaptation cinématographique de 1931, furent rejetées par les milieux conservateurs, nationalistes et nationaux-socialistes en tant qu'expressions défaitistes et antinationales. Dès 1933, on essaie d'écraser la mémoire par la violence.

L'insertion d'une mémoire de guerre héroïque dans l'idéologie national-socialiste conféra aux nazis une « crédibilité émotionnelle »<sup>7</sup> aux yeux de la société allemande. La glorification des combattants fut largement mise en scène après 33 à des fins propagandistes. Une croix de fer pouvait même, pour un temps, prémunir les juifs allemands d'une déportation en camp d'extermination, répit de courte durée, non à l'égard des juifs, mais de l'opinion publique et en particulier de celle des vétérans. Finalement, les héros juifs de la Première Guerre bardés de décorations, furent eux aussi assassinés sans ménagement, de même que leurs camarades de guerre qui, juifs ou pas, avaient le malheur de pâtir d'un trouble psychique en asile. Ils furent tués au cours de la célèbre action T4.

Enfin, la question de l'attribution de la responsabilité de la guerre continue à faire discussion en Allemagne. Certes le livre de Christopher Clark a convaincu en partie les Allemands qu'ils étaient bien en droit de se sentir à nouveau exonérés d'une responsabilité principale dans la guerre. Cependant, il subsiste ici aussi des voix qui tirent d'autres conclusions à partir des sources de la crise de juillet. Voici peut-être encore la raison pour laquelle le gouvernement fédéral a eu si longtemps du mal à adopter une position officielle vis-à-vis de la Première Guerre : d'un côté, il y a des preuves claires d'une responsabilité allemande dans le déclenchement du conflit et les atrocités commises en Belgique, Pologne, Ukraine et Russie pendant la Première Guerre. D'un autre côté, il y a aussi une histoire commune de souffrance, un vécu dans lequel les combattants peuvent se retrouver dans une communauté de pensée. La guerre, qu'il

s'agisse de la guerre de position à l'ouest ou en partie de la guerre de mouvement à l'est de l'Europe, amena son lot de souffrances communes de la même manière aux Allemands et aux autres peuples. C'est peut-être aussi pour cela qu'il n'est pas surprenant que l'expérience de guerre individuelle et collective constitue en 2014 un des points d'accroche majeurs pour les auteurs de livres et de films et les organisateurs d'exposition. La communion dans la douleur dispense d'aborder les questions de responsabilité et de justification.

La réserve du gouvernement fédéral sur les questions de politique mémorielle tient aussi au fait que la culture, et presque toutes questions de politique éducative, sont, selon la Loi fondamentale de la République fédérale, du ressort des *Länder*. La politique culturelle est à côté de la politique éducative, le domaine dans lequel le fédéralisme de la République fédérale est le plus prononcé. La culture est ainsi pour les *Länder* un des deux domaines centraux qui fonde leur souveraineté politique. Les domaines de contiguïté, comme par exemple la politique culturelle extérieure, continuent à être débattus. Cette répartition explique d'une certaine manière les réticences du gouvernement fédéral à organiser de façon centralisée la politique culturelle intérieure. C'est pourquoi une organisation comparable à la « Mission du centenaire » ne peut exister en République fédérale. Le chargé de coordination pour la mémoire du ministère des affaires étrangères lui-même ne peut que répertorier les manifestations, et non pas les susciter ou même les financer : ce serait faire immixtion dans le domaine de la souveraineté des *Länder*. Le fait qu'entre-temps l'appareil fédéral subventionne directement quelques institutions culturelles, entre autre le Musée historique allemand (DHM), a constitué un pas de côté par rapport à cette répartition et a été pour cette raison pendant longtemps vu d'un œil très critique par les *Länder*. Toutefois, une orchestration plus appuyée des différentes initiatives prises au niveau communale et régionale bien en amont de l'année commémorative 2014 eut été pensable.

Il était possible d'anticiper assez en avance la vaste multitude de manifestations commémoratives et d'expositions ayant trait à la Première Guerre organisées dans les villes et régions. Un exemple parlant, déjà mentionné, est celui de la Communauté des Pays du Rhin et son grand projet « 1914 – Au cœur de l'Europe », qui fédère plus de dix expositions distinctes ainsi qu'un grand nombre d'autres manifestations. L'engouement pour la Première Guerre était à vrai dire palpable dans quasiment toutes les régions. Ainsi à l'occasion d'un premier workshop organisé en 2012 au DHM, ce sont plus d'une vingtaine de musées ayant

une programmation ferme d'exposition sur la Première Guerre qui s'étaient réunis. La région du Rhin mise à part, c'est le Sud-Est qui a tendance à représenter le point fort, une région géographiquement plus proche du front et qui a sans doute, notamment du fait d'une coopération inter-régionale établie depuis des années, subi l'influence des initiatives commémoratives françaises pour 2014. La Première Guerre mondiale est redécouverte dans les villes et communes : le Musée de la marine de Wilhelmshaven s'intéresse à la marine dans la Première Guerre et à la mutinerie de 1918 qui mena l'Allemagne à la révolution, le Musée municipal de Rostock prend pour sujet « La Première Guerre à Rostock », les musées de Osnabrück et Braunschweig font de même – à chaque fois, l'événement est vu à travers l'histoire de la ville. Par-là même, la Première Guerre réinvestit sur une grande échelle la mémoire collective. D'une certaine façon, on peut parler d'une redécouverte « par en-bas » des années 1914-1918. ■

## Notes

1. On peut lister en Allemagne une cinquantaine d'expositions qui sont consacrées au thème de la Première Guerre.
2. Gerhard Hirschfeld et Gerd Krumeich, *Deutschland im Ersten Weltkrieg*, Francfort, S. Fischer, 2013 ; Heiner Münkler, *Der große Krieg. Die Welt 1914-1918*, Berlin, Bundeszentrale für politische Bildung, 2013 ; Oliver Janz, *Der Große Krieg*, Francfort, Campus, 2013 ; Gerd Krumeich, *Juli 1914. Eine Bilanz*, Paderborn, Schöningh, 2014 ; Jörn Leonard, *Die Büchse der Pandora*, Munich, C.H. Beck, 2014.
3. Jürgen Kokcka, *Klassengesellschaft im Krieg : deutsche Sozialgeschichte 1914-1918*, Göttingen, Fischer Taschenbuch-Verlag, 1988.
4. Gerd Krumeich fut une des rares exceptions, *Aufrüstung und Innenpolitik in Frankreich vor dem Ersten Weltkrieg : d. Einf. d. 3. j.ähr. Dienstpflicht 1913-1914*, Wiesbaden, Steiner, 1980. Klaus-Peter Müller, *Politik und Gesellschaft im Krieg : der Legitimitätsverlust des badischen Staates 1914-1918*, Stuttgart, Kollhammer 1988. Ute Daniel, *Arbeiterfrauen in der Kriegsgesellschaft*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1989. Gudrun Fiedler, *Jugend im Krieg : bürgerliche Jugendbewegung, Erster Weltkrieg und sozialer Wandel*, Cologne, Verlag Wiss. Und Politik, 1989. Anne Roerkohl, *Hungerblockade und Heimatfront : die kommunale Lebensmittelversorgung in Westfalen während des Ersten Weltkrieges*, Stuttgart, Steiner, 1991.
5. Christian Saehrendt, *Der Stellungskrieg der Denkmäler. Kriegerdenkmäler in Berlin der Zwischenkriegszeit 1919-1939*, Bonn, Dietz, 2004, 82.
6. Les années 90 voient paraître une série de monographies sur ce sujet. Les plus importantes étaient : Christoph Jahr, *Gewöhnliche Soldaten : Desertion und Deserteure im deutschen und britischen Heer 1914-1918*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1998. Wolfgang J. Mommsen (dir.), *Kultur und Krieg : die Rolle der Intellektuellen, Künstler und Schriftsteller im Ersten Weltkrieg*, Munich, Oldenburg, 1996. Gerhard Hirschfeld et Gerd Krumeich (dir.), *Kriegserfahrungen : Studien zur Sozial- und Mentalitätsgeschichte des Ersten Weltkrieges*, Essen, Klartext, 1997. Gerhard Hirschfeld et Gerd Krumeich (dir.), *Kriegserfahrungen : Studien zur Sozial- und Mentalitätsgeschichte des Ersten Weltkrieges*, Essen, Klartext, 1997. Gerhard Hirschfeld (dir.), *Keiner fühlt sich hier mehr als Mensch : Erlebnis und Wirkung des Ersten Weltkrieges*, Essen, Klartext 1993. Wolfgang Michalka (dir.), *Der Erste Weltkrieg : Wirkung, Wahrnehmung, Analyse*, Munich, Piper, 1994.
7. Gerhard Hirschfeld et Gerd Krumeich, *op. cit.*, p.235.

# La Turquie d'aujourd'hui et la Grande Guerre

ALEXANDRE TOUMARKINE, ORIENT-INSTITUT, ISTANBUL

## A. Toumarkine répond à quatre questions sur les usages et les formes de la mémoire de la Grande Guerre en Turquie.

Interview de Benjamin Gilles

### 1. QUELS SONT LES USAGES POLITIQUES DE LA GRANDE GUERRE DEPUIS 2002 ?

#### *L'AKP propose-t-il une autre vision de la Grande Guerre ?*

Lorsqu'il est arrivé au pouvoir en 2002, le parti de la Justice et du Développement (AKP) - dernier avatar des partis islamistes apparus en Turquie depuis la fin des années 1960 - était porteur d'une conception alternative de la bataille des Dardanelles (avril 1915-janvier 1916), et au-delà de la Grande Guerre. Celle-ci était héritée du parti islamiste de la Prospérité (*Refah*) au pouvoir dans la seconde moitié des années 1990 au niveau local (depuis 1994) et national (dans un gouvernement de coalition de 1995 à 1997). Cette conception se démarquait sur de nombreux points du récit kémaliste, qu'il émane des civils ou des militaires. Elle minorait ainsi le rôle de Mustafa Kemal, présenté auparavant comme le grand - si ce n'est l'unique - stratège de la défense de la péninsule de Gallipoli, mais aussi celui des officiers supérieurs ottomans, mettant au contraire en avant la valeur, la ténacité et le sens du sacrifice des soldats du rang. Elle considérait aussi que ceux-ci avaient été essentiellement motivés par leur foi musulmane et donnait donc à leur patriotisme une forte tonalité religieuse. Ce patriotisme ottoman était défini par la commune appartenance à l'Islam, alors que la vulgate kémaliste définissait celui-ci - de manière anachronique - comme un patriotisme turc, minorant au passage la contribution des musulmans non turcs (Arabes, Kurdes...). La référence majeure mobilisée par le récit islamiste était le long poème sur « les Martyrs des Dardanelles » publié en 1924 et composé par Mehmet Akif

[Ersoy] (1873-1936), auteur de l'hymne national (1921). Islamo-nationaliste en délicatesse avec l'idéologie laïque de la jeune république turque fondée en 1923, Mehmet Akif avait alors préféré l'exil volontaire en Egypte. Les récits islamiste et kémaliste de la Grande Guerre se rejoignent pourtant sur trois points : tout d'abord l'idée que l'Empire ottoman, attiré dans la guerre par l'Allemagne, a été entraîné dans une guerre de défense de son territoire contre les visées impérialistes des Alliés. Le deuxième correspond à l'exclusion de fait des soldats et plus largement des communautés non-musulmanes (minorités chrétiennes - principalement grecque orthodoxe et arménienne - et juive), considérées, par définition, comme susceptibles de trahison. Le troisième point implique l'occultation ou la critique de la contribution des nombreux officiers et techniciens allemands et - à moindre titre - austro-hongrois encadrant l'armée ottomane.

#### *L'instrumentalisation de la bataille des Dardanelles par les national-souverainistes*

De 2002 à 2004, l'AKP est engagé dans un double processus de négociation concernant l'intégration européenne et le statut de l'île de Chypre dont la partie septentrionale est occupée par l'armée turque depuis 1974. Face à ce processus se cristallise une opposition national-souverainiste [*ulusalci*] qui dénonce une politique d'abandon. Cette opposition est soutenue et instrumentalisée par l'Etat-major turc. La référence à la Grande Guerre - plus qu'à la guerre d'Indépendance (1919-1922) - est brandie à titre de mise en garde : la parcellisation de l'Empire ottoman, consécutive à la défaite de 1918 et traduite par le Traité de Sèvres (1920), est le sort qui menace la République turque dont l'unité nationale est fissurée par les ennemis intérieurs (kurdistes, islamistes, etc.) et extérieurs (les Etats-Unis, l'Union Européenne et la diaspora arménienne). Un sursaut national est nécessaire. La révolte anatolienne conduite par Mustafa Kemal à partir du printemps 1919 est bien sûr convoquée, mais ce sont surtout deux grandes batailles

On lui fera subir le supplice du pal



Qui commence si bien. . . et qui finit si mal.

de la guerre, la victoire des Dardanelles (mars 1915 - janvier 1916) et dans une bien moindre mesure - la débâcle de Sarıkamış (décembre 1914-janvier 1915) que les nationaux-souverainistes invoquent. Ils mettent en avant le courage et le sens du sacrifice des martyrs, l'«esprit» [ruh] qui les aurait animé et qui ferait tant défaut aux générations actuelles. Le détroit des Dardanelles, présenté comme infranchissable, devient la métaphore d'une résistance à des visées impérialistes dont la permanence et/ou la résurgence sont dénoncées.

Ces campagnes ont commencé en 2004 et se sont poursuivies jusqu'en 2008 pour décliner ensuite pour des raisons sur lesquelles nous reviendrons ultérieurement. Les exemples suivants en donneront une idée :

En 2004, Tolga Örnek, documentariste turc, fils de l'amiral qui commande la marine turque, fustige dans une interview donnée à un quotidien turc le développement du tourisme religieux dans la péninsule, développement qu'il aurait observé lors la préparation d'un documentaire sur la bataille des Dardanelles<sup>1</sup>. Il accuse les islamistes de vouloir substituer, comme lieu central de pèlerinage national, les Dardanelles - où le nom de Mustafa Kemal ne serait plus évoqué, alors qu'il en est le héros principal - au mausolée [Anıtkabir] d'Atatürk, situé à Ankara. Dans la foulée, en août 2004, plusieurs titres de la presse laïque<sup>2</sup> attaquent violemment le tourisme islamiste aux Dardanelles, présenté comme un ramassis de superstitions [hurafe]. Une association nationale kémaliste, une autre rassemblant des officiers et sous-officiers à la retraite, une association nationale de tourisme et une association locale à la mémoire des martyrs de l'armée emboîtent le pas à la presse<sup>3</sup>. Les deux premières jouent un rôle important dans la mobilisation national-souverainiste et dans l'organisation des « meetings républicains » de 2007.

En décembre 2005, est organisé un symposium portant sur les relations Turquie-Europe par l'« association pour le tourisme » - en présence du président de la République turque de Chypre Nord et de nombreuses personnalités du mouvement national-souverainiste. Le général à la retraite qui dirige celle-ci récuse l'expression « foyer du prophète » [peygamber ocağı], expression traditionnellement utilisée par les islamistes, mais aussi une large partie de la droite turque pour désigner l'armée ottomane et l'armée turque et souligner la continuité entre les deux institutions.

En février 2008, une cinquantaine d'associations kémalistes se retrouvent au mausolée d'Atatürk pour y dénoncer la politique du gouvernement islamiste ; parmi les banderoles certaines portent le slogan *Çanak-kale geçilmez!* [«Ils ne passeront pas les Dardanelles!»].

En septembre 2008, un général à la retraite, qui s'est illustré lors de la seconde moitié des années 1990 dans la guerre contre le séparatisme kurde, critique avec virulence à la télévision l'idée que les Dardanelles aient

été un moment d'unanimité au sein des populations musulmanes de l'Empire en stigmatisant l'absence des Kurdes sur le champ de bataille<sup>4</sup>.

2008 est enfin l'année de la sortie d'un ouvrage intitulé *Résurrection. Dardanelles 1915* [Diriliş. Çanakkale 1915]. Il est écrit par Turgut Özkaman qui, après une carrière de fonctionnaire dans la culture, est devenu sur le tard auteur de romans historiques kémalistes sur la guerre d'Indépendance et la République, devenus des *best sellers* et qui font de lui le héraut de la cause national-souverainiste. Dans la préface de son livre sur les Dardanelles, il affirme s'opposer à ceux qui nient ou minorent la contribution de Mustafa Kemal à la bataille et à ceux qui en défendent une vision enchantée peuplée de miracles et d'interventions divines, au détriment de la contribution des soldats et officiers. La bataille est pour lui un combat anti-impérialiste, préambule à la Guerre d'Indépendance.

Les acteurs civils qui ont contribué, en collaboration avec les militaires, au développement des commémorations de la bataille de Sarıkamış à partir de 2003 (cf. question 3), étaient souvent proches de la mouvance national-souverainiste. Cependant, à la différence de celle des Dardanelles, cette bataille n'a pas été explicitement convoquée pour symboliser des enjeux politiques de la Turquie d'aujourd'hui.

Extrait de *Notes de M. le Conseiller Fritz Klick sur la guerre en Turquie*, traduites, annotées et illustrées par S. Petitnicolas, Monnoyer, Le Mans, 1916, Coll. BDIC.

...

- L'intensification récente des pratiques commémoratives de ces deux batailles, jusque-là plutôt réservées aux militaires, témoigne de leur instrumentalisation politique. Le courant national-souverainiste, dont la montée culmine en 2007 avec une série de manifestations de masse en vue de sauver la république décrétée en danger, s'effondre ensuite alors qu'une série de procès (dits « procès Ergenekon ») défère devant les tribunaux et condamne acteurs civils et militaires d'une mobilisation dont le caractère planifié est dévoilé. Cet épisode central du conflit entre parti islamiste et armée turque se solde par la victoire du premier et le retrait des militaires du champ politique. Politiquement vaincu, le courant national-souverainiste s'impose pourtant idéologiquement dans la seconde moitié des années 2000. En effet, sans renoncer à sa vision propre, l'AKP semble avoir intégré cette rhétorique et fait sienne sa vision de la guerre.

***Peut-on parler d'une surévaluation des divergences entre version kémaliste et islamiste de la bataille ?***

Les détracteurs de la conception de la Grande Guerre telle qu'élaborée par les islamistes ont souvent stigmatisé et moqué l'insistance de celle-ci à souligner le caractère quasi supranaturel de certains épisodes de la bataille des Dardanelles, une victoire que seule l'intervention d'Allah, du prophète Mahomet, des anges et des saints de l'Islam pourrait expliquer<sup>5</sup>. A bien y regarder, le récit kémaliste a aussi accordé de la valeur aux éléments légendaires : on peut citer l'exploit surhumain du caporal Seyit qui aurait porté à lui seul trois obus de 275 kg à une pièce d'artillerie lors de l'attaque navale du 18 mars 1915 ; ou encore la montre à gousset qui aurait miraculeusement sauvé Mustafa Kemal d'une mort certaine en arrêtant un éclat d'obus qui pénétrait dans sa poitrine.

En réalité, la conception de la Grande Guerre véhiculée par les islamistes, héritée des synthèses historiques islamo-nationalistes de la droite turque depuis les années 1960, est probablement moins originale que ne le postulent leurs adversaires et a probablement été caricaturée à des fins politiques. Par ailleurs le récit de l'Etat-major a lui-même évolué au cours des dernières années dans la même direction, comme le montre son intégration plus grande du passé ottoman et le recours à une rhétorique compassionnelle<sup>6</sup>.

***Une dimension religieuse, mais surtout anti-impérialiste de la bataille des Dardanelles***

En l'honneur des martyrs [shhit] tombés aux Dardanelles, la présidence des affaires religieuses [Diyanet], relayée localement par les muftis et les imams, diligente désormais chaque année, à l'approche des commémorations de la victoire navale du 18 mars 1915, des récitations complètes du Coran et les prêches du vendredi dans les mosquées du pays. Hors période commémora-

tive, pendant le mois du ramadan, des repas de rupture du jeûne sont dédiés à la mémoire des martyrs. Pour le reste, l'AKP a intégré, dans une nouvelle synthèse, les élans anti-impérialistes de ses adversaires d'hier, comme en témoigne la relecture par le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan, de l'engagement des tirailleurs sénégalais au sein du Corps expéditionnaire français des Dardanelles.

Lors d'une visite officielle effectuée au Sénégal en janvier 2013, il explique ainsi devant un parterre d'hommes d'affaires turcs et africains que les Sénégalais ont été dupés par leurs chefs militaires français qui leur ont caché qu'ils allaient combattre une puissance musulmane. Engagés dans les combats terrestres à partir du 25 avril 1915, ceux-ci auraient entendu l'appel à la prière, et auraient cessé de combattre, refusant d'affronter des frères de religion. Et c'est pour cette raison, qu'ils auraient été rapatriés en Afrique<sup>7</sup>. Au-delà de sa coloration religieuse, ce discours est en phase avec la vision anti-impérialiste que kémalistes, militaires, puis national-souverainistes ont déployé auparavant et continuent à cultiver. Les cérémonies des Dardanelles sont en effet conçues, côté turc, et cela de longue date comme un dialogue quasi exclusif entre Turcs et ANZAC (*Australian and New Zealand Army Corps*), présentés comme les acteurs, malgré eux, d'une volonté impériale britannique.

Enfin il est un usage politique des batailles des Dardanelles qui se profile à l'horizon pour les commémorations du centenaire en 2015 et qui fait la quasi-unanimité parmi les acteurs politiques : contrer les commémorations du centenaire du génocide arménien (cf. question 4).

**2. QUELLE EST LA MÉMOIRE POPULAIRE DE LA GRANDE GUERRE AUJOURD'HUI ?**

***Une chronologie différente du conflit***

Les termes de « Guerre mondiale » et « Grande Guerre » existent en turc et en ottoman, et renvoient à la guerre de 1914-1918. Pourtant, dans la mémoire populaire comme dans l'historiographie, c'est la notion de « guerre de dix ans » qui s'est imposée. Celle-ci couvre la décennie des deux guerres des Balkans (1912-1913), le conflit mondial et, de 1919 à 1922, la guerre gréco-turque (qualifiée en Turquie de « Guerre de Libération » et en Grèce de « Grande catastrophe »), un affrontement imbriqué avec la guerre civile opposant les partisans du soulèvement kémaliste et ceux du Sultan. Par ailleurs l'histoire locale de la Grande Guerre est traditionnellement éclipsée par celle, fondatrice, de la Guerre de Libération (1919-1922). On est donc sommé de lire à rebours, en cherchant dans la première les racines de la seconde.

### Les chants populaires

Cependant, il est des batailles qui ont plus frappé les esprits que d'autres. La prestigieuse victoire des Dardanelles, très chèrement acquise, et la déroute de Sarıkamış ont marqué les mémoires : la première, seule victoire d'envergure avec celle de Kut-Al-Amara en Irak ottoman, a éclipsé les autres théâtres et moments forts de la guerre ; la seconde, traumatisante, vit l'armée ottomane décimée par les terribles conditions climatiques de l'hiver 1914-1915, plus que par l'armée russe.

Ces deux batailles, ont inspiré plusieurs des chants populaires [*türkü*], souvent élégiaques (de type *ağıt*), du folklore local et national turc relatif à la Grande Guerre. La *türkü* de Çanakkale, dont l'origine et la maturation sont encore discutées, est la plus célèbre. Très loin des tirades patriotiques et autres rodomontades chauvines, elle dit la douleur du départ qui arrache les jeunes conscrits à leurs proches, leur fiancée et leur « pays » ; elle chante avec sobriété leur jeunesse perdue, mais aussi la violence de la guerre, le spectacle affreux de la mort de masse, et enfin le deuil inconsolable de ceux qui ont survécu.

### Les témoignages de guerre

De la Galicie aux déserts d'Arabie, en passant par la presqu'île de Gallipoli ou les monts enneigés d'Anatolie orientale et du Caucase, les combattants « turcs » de la Grande Guerre ont souvent combiné des expériences de guerre variées, vécues sur ces fronts, dans des environnements géographiques et des configurations militaires très différentes. Les mémoires publiés rendent compte de cette combinaison<sup>8</sup>.

Si les soldats ottomans ont beaucoup moins écrit que ceux des grandes armées occidentales, c'est d'abord parce que le taux d'alphabétisation de l'Empire ottoman était comparativement très faible<sup>9</sup>. Les mémoires, très souvent rédigés par des officiers ou des sous-officiers appartenant à des formations techniques, renvoient ainsi à des éduqués, et ne laissent donc quasiment aucun espace pour faire remonter une perception de la guerre venant des classes populaires et du monde rural ottoman, largement majoritaire en 1914. Les rares textes disponibles laissent pourtant entrevoir un vécu et une perception de la guerre et de la sortie de guerre qui diffèrent du récit national sur de nombreux points. Ainsi le retour du front des centaines de milliers de conscrits en 1918-1919 fut-il une longue odyssée, pédestre dans la plupart des cas. Pour en avoir une idée, il faut interroger les mémoires locales, communautaires, villageoises et familiales<sup>10</sup>. Ce travail est souvent très récent (à partir des années 1990), et peine à pallier une mémoire populaire déclinant au profit du récit national sur la bataille des Dardanelles et sa surmédiatisation, comme le montre la multiplication des livres, films, CD, etc...

### Une histoire locale de la guerre en chantier

L'histoire locale, qui se limitait jadis le plus souvent à la mention de la date de la libération du chef-lieu<sup>11</sup>, peine à produire un récit qui se distingue de la production nationale. Ainsi les universités de province et les autres acteurs locaux (municipalités, chambres de commerce et d'industrie, entreprises, etc.) qui sponsorisent et parfois initient travaux et commémorations, flattent-ils le plus souvent l'esprit de clocher et les petites patries, et surtout ne traitent pas de la violence intercommunautaire, ou alors de manière biaisée, omettant celle dirigée contre les populations locales chrétiennes (Arméniens, Grecs, mais aussi dans l'Est du pays Syriaques et Chaldéens). Pour la plupart, les historiens amateurs<sup>12</sup> ne dérogent pas à cette règle. Les travaux critiques sont le fait de chercheurs amateurs qui ont émigré à Istanbul ou Ankara, d'étudiants formés dans les plus libérales des grandes universités turques ou à l'étranger, ou encore de turcologues étrangers.

## 3. EXISTE-T-IL UN TOURISME DE MÉMOIRE ?

### Un phénomène récent

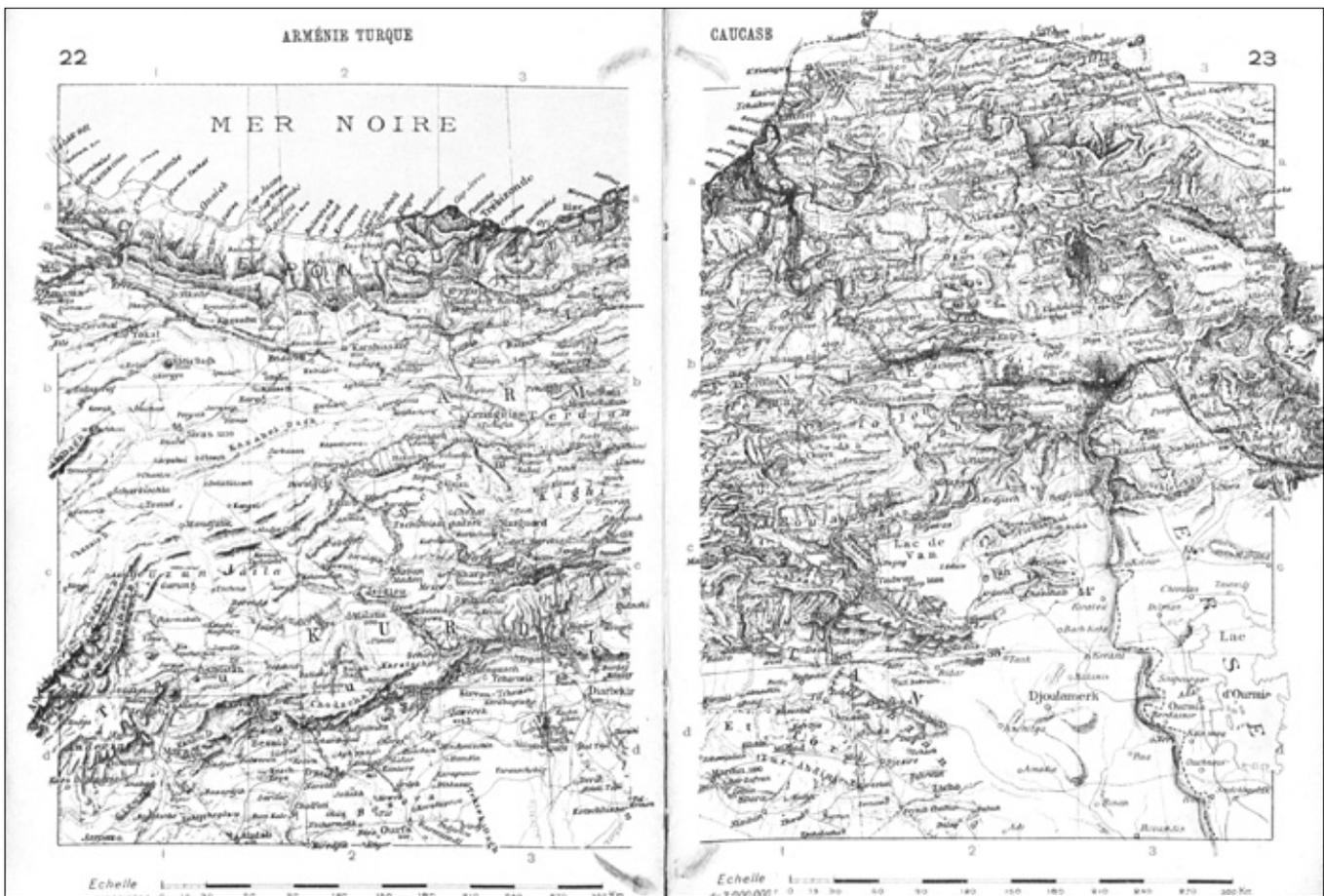
Le tourisme de mémoire a connu un développement tardif et timide, ce qui s'explique par plusieurs raisons. La première tient probablement au fait que la géographie des fronts ottomans de la Grande Guerre dépasse largement celle de la République turque, limitée à la Thrace et l'Anatolie : Galicie, Macédoine, Roumanie, Caucase, Perse, Egypte, et provinces arabes de l'Empire (Irak, Syrie, Palestine, Yémen). On trouve aujourd'hui des cimetières militaires ottomans dans toutes ces régions et même au-delà, comme par exemple en Inde (Etats du Karnataka et du Rajasthan), au Myanmar ou en Sibérie où les prisonniers turcs furent envoyés. Tous ces lieux ne sont pourtant pas l'objet d'un tourisme de mémoire. Entretenus par l'armée turque, ils sont surtout visités lors des voyages officiels.

La seconde raison tient au développement et à la généralisation tardifs en Turquie de l'idée et des pratiques de patrimonialisation. Il a fallu pour cela attendre les années 1980-1990. Jusqu'à cette période, l'érection de monuments et les commémorations sur les sites de bataille sont surtout le fait de l'armée. Elles interviennent au niveau national, mais aussi régional et local.

### L'explosion d'un tourisme des martyrs dans la péninsule de Gallipoli

Les monuments commémoratifs turcs ont été construits dans la péninsule de Gallipoli depuis les années 1930<sup>13</sup>. On peut noter un effet d'entraînement initial après les constructions de monuments et cimetières par les Alliés dans les années 1920. Ensuite chaque

●●●



Extrait de *L'Atlas-Index de tous les théâtres de la guerre*, tome III (Italie, Autriche, Balkans, Turquie, Caucase), Berger-Levrault, Paris, 1915, Coll. BDIC.

décennie apporte son lot de nouveaux édifices : en 1992, on compte une trentaine de monuments et martyriums turcs dans les Dardanelles.

La victoire navale du 18 mars 1915 est célébrée en Turquie depuis 1925 et officiellement depuis 1934. Deux jours avant le *Anzac Day* qui donne lieu à des cérémonies dans la presqu'île de Gallipoli, le 23 avril, à l'occasion de la fête de l'enfance et celle de la souveraineté nationale, instituée en 1935, la bataille des Dardanelles est à nouveau honorée.

Le tourisme de mémoire ne commence véritablement qu'avec la transformation de la partie méridionale de la péninsule en un parc national historique en 1973. La fréquentation décolle à partir des années 1990, en parallèle avec le développement du tourisme intérieur. De 1993 à 1998, le nombre annuel de visiteurs des deux musées passe de 90 à 145 000 visiteurs. De 2003 jusqu'à 2005-2006, on constate un nouveau décollage : de 150 à 300 000 visiteurs annuels. Pour la période allant de 2007 à 2013, on estime qu'environ 7 millions de visiteurs se sont rendus dans la péninsule, soit environ 10% de la population du pays, chiffre auquel on peut ajouter 3 millions pour la période antérieure à 2007<sup>14</sup>.

Par ailleurs chaque année, de 60 à 80 000 touristes

étrangers visitent le parc historique. Ce sont essentiellement des Néo-Zélandais et des Australiens et leur venue correspond pour la plupart avec le *Anzac Day* du 25 avril. Auparavant fêté dans l'hémisphère sud, c'est à l'occasion du 75<sup>e</sup> anniversaire de la bataille en avril 1990 qu'il a été institué dans la péninsule. *L'Anzac Day* est une aubaine pour le tourisme local, mais la population de la ville de Çanakkale dit parfois être choquée par cette « invasion » étrangère, par la consommation d'alcool de ces visiteurs et les débordements qu'elle occasionne, une attitude jugée peu compatible avec le recueillement qui sied à ces pèlerinages. La population locale des Dardanelles est elle aussi parfois critiquée par la presse nationale turque et les visiteurs turcs qui lui reproche un intérêt purement prosaïque et mercantile pour les commémorations, loin de toute exaltation patriotique. Le tourisme de mémoire, comme le note avec pertinence Serdar Değirmencioğlu, est plus un tourisme de martyrs qu'un tourisme de champs de bataille. Ses organisateurs parlent volontiers de « mobilisation » [*seferberlik*] à son sujet. Paradoxalement ce tourisme re-militarise les esprits à un moment où les militaires quittent la scène politique et où le rituel kémaliste s'efface lentement. Les acteurs principaux des visites du parc histo-

rique ne sont pas des particuliers, mais des groupes. Au premier rang, on trouve les municipalités. Cela concerne les mairies de presque tous bords, à l'exception de celles des partis kurdistes. C'est l'amalgame opéré par l'armée - mais aussi parfois par les municipalités ou les autres partis - entre « martyrs » d'hier (ceux de la Grande Guerre) et d'aujourd'hui (soldats tombés depuis 1984 dans la lutte contre le séparatisme kurde) qui explique cette abstention. Les associations de parents de martyrs ou de blessés de guerre sont d'ailleurs l'objet d'une attention toute particulière. La gratuité des voyages organisés par les collectivités locales accroît très certainement leur attractivité. Après les mairies, viennent les écoles, incitées depuis 2005 par le ministère de l'Éducation à y envoyer les plus jeunes, du primaire au collège. Puis viennent les universités<sup>15</sup>, les administrations et enfin les entreprises. Le tourisme mémoriel a conduit les pouvoirs publics à rénover et à moderniser le parc historique en augmentant le nombre de monuments.

### **La bataille de Sarıkamış : un processus de patrimonialisation original**

Le processus récent, et beaucoup plus modeste, de patrimonialisation de la bataille de Sarıkamış, en Anatolie du Nord-Est, permet d'observer une série de questions récurrentes qui le différencient de celui des Dardanelles, avec lequel il partage néanmoins de nombreux points communs : le rôle initial des militaires, la création d'un parc national administré par le ministère de la forêt et celui du tourisme<sup>16</sup>, la prise de contrôle par le gouvernement et les collectivités locales AKP de la patrimonialisation et l'inclusion d'une dimension religieuse, l'expression d'un unanimisme national, la militarisation des esprits, l'expression d'une compassion pour la souffrance et le sacrifice des martyrs, et enfin les grandioses projets de commémoration du centenaire en 2015. Notons aussi que son dispositif commémoratif est marqué par une absence d'internationalisation : les Russes ne visitent pas le site de Sarıkamış. Les spécificités de Sarıkamış peuvent se résumer à la difficulté d'établir un inventaire, au rôle des acteurs « locaux », à la dimension doloriste, et enfin à un conflit autour des usages du site.

### **Un inventaire controversé**

Les lieux de pèlerinage alternatifs des islamistes dans les Dardanelles n'ont jamais concurrencé les monuments officiels. Dans le cas de Sarıkamış, en revanche, l'inventaire est problématique. La seule liste canonique des martyriums de la bataille a longtemps été celle élaborée par le ministère de la Défense<sup>17</sup>. Cette liste est constituée selon une logique administrative, par département, et non pas par conflit. Il convient donc pour faire apparaître la liste canonique pour la Grande Guerre de sélectionner dans deux départements/pro-

vinces - celui de Kars et à moindre titre celui d'Erzurum - que recouvre partiellement le théâtre de cette bataille<sup>18</sup>. Avant que le processus de patrimonialisation des années 2000 ne commence, la liste comportait six monuments dont l'érection s'était échelonnée entre les années 1950 et 1980. Comme aux Dardanelles, ces sites ne représentaient qu'une petite partie des martyriums et autres monuments souvent constitués pendant la guerre, « à chaud » dès 1915 même<sup>19</sup>. Un seul fut à l'initiative d'un particulier, les autres résultant logiquement d'une initiative militaire<sup>20</sup>. Les acteurs militaires n'étaient pas le ministère de la Défense ou l'État-major, mais des commandants d'unités locales ou régionales souhaitant établir une filiation, directe ou indirecte, avec les unités qui avaient pris part à la bataille. Ces sites étaient des lieux de mémoire et de pèlerinage pour les unités qui s'y rendaient depuis leur lieu de stationnement en longeant un itinéraire balisé.

### **Un nouvel acteur associatif**

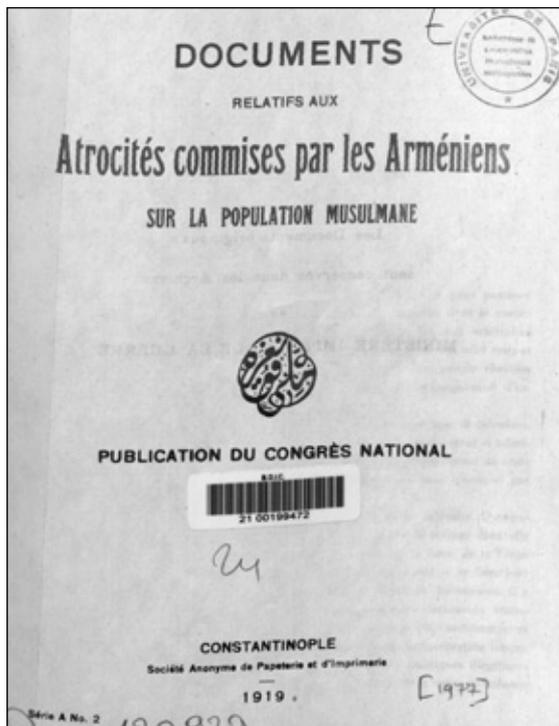
En 2003, apparaît au niveau local un nouvel acteur : le Groupe Solidarité Sarıkamış [*Sarıkamış Dayanışma Grubu*]. Sa création est suscitée par l'invitation à une cérémonie en hommage aux victimes de la bataille de plusieurs membres de professions libérales et de milieux d'affaires originaires de la région et résidant à Istanbul. Cette cérémonie est organisée en juillet par une fondation de « pays », un type d'association très répandue dans les grandes métropoles turques depuis les débuts des années 1960. Les participants sont invités à se rendre dans la région au sommet des monts Allahuekber pour y passer la nuit dans des tentes enroulées dans des duvets militaires. Sur proposition d'un alpiniste, président d'une célèbre association de secourisme<sup>21</sup>, le groupe se greffe en décembre à une marche militaire de 9 km organisée pour la commémoration du 89<sup>e</sup> anniversaire de la bataille, marche censée emprunter le parcours suivi par la 89<sup>e</sup> division en décembre 1914. Le support logistique est assuré par une autre fondation de « pays » basée à Istanbul. L'écho dans les media est quasi nul.

L'année suivante, le groupe, assuré cette fois du soutien du chef d'État-major, organise une marche où 2 000 civils accompagnent 2 000 militaires, avec un relais médiatique important. Le noyau à l'origine de l'initiative se constitue officiellement en association : le Groupe Entraide/Solidarité Sarıkamış [*Sarıkamış Dayanışma Grubu*], désormais SDG. Ses chefs<sup>22</sup> sont des amis d'enfance, originaires de la région et ayant fait carrière et réussi à Istanbul, auxquelles il faut ajouter un avocat, président d'une des associations de « pays » et actif depuis longtemps dans la politique régionale via les partis d'extrême-droite et de droite<sup>23</sup>.

Le rôle initial des associations « pays » saute ici aux yeux. Celles-ci, marginalisées après la création du

●●●

Documents relatifs aux Atrocités commises par les Arméniens sur la population musulmane, Publication du Congrès national, Constantinople, 1919, Coll. BDIC.



- SDG, continuent à jouer un rôle important dans la diffusion de cérémonies de commémoration dans d'autres régions de Turquie<sup>24</sup> où sont implantés des migrants originaires de cette région du Nord-Est de l'Anatolie. L'implication du gouvernement islamiste de l'AKP est au départ timide, limitée au ministre de la Défense, et à l'organisation d'une prière du vendredi par la présidence des affaires religieuses [Diyaret]. La sensibilité politique des organisateurs civils (associations, fédération d'alpinisme, étudiants, etc.) et militaires penche, elle, nettement du côté des national-souverainistes qui contestent le pouvoir de l'AKP (cf. question 1). Cependant, à partir de 2006, le parti islamiste au pouvoir s'investit largement dans ces commémorations et cela à tous les niveaux : gouvernement, bureaucratie d'Etat, fédérations du parti, mais aussi collectivités locales plus largement contrôlées par lui depuis les élections locales de 2004.

Si les politiques participent aux marches désormais rituelles de juillet et décembre, ils n'adhèrent pas réellement à la perspective doloriste choisie par le SDG, s'esquivant rapidement après quelques mètres au prétexte d'une quelconque réunion. Gouvernement et collectivités locales entendent par ailleurs souvent intégrer ces commémorations dans un dispositif de développement régional et local où d'autres aspects, parfois plus ludiques, perturbent l'atmosphère. L'armée, au contraire, y trouve son compte et s'inspire de cette logique : en janvier 2006, au musée militaire d'Harbiye (Istanbul), en marge de la présentation d'un film documentaire sur la

bataille, on a fait tomber de la neige artificielle et coupé le chauffage. Si les commémorations et le tourisme de mémoire autour de la bataille des Dardanelles s'appuient aussi sur une éthique de la compassion, fondée sur les affects, on ne demande pas aux visiteurs de vivre l'expérience des tranchées ou des assauts sur les falaises de la péninsule. En gravissant les sommets en été et en marchant dans la neige en hiver à Sarıkamış, les organisateurs entendent exécuter une performance, un exploit physique, seuls à même de faire ressentir et donc partager *mutatis mutandis* les conditions climatiques atroces de la bataille.

Dans la péninsule de Gallipoli, le dispositif des sites, cimetières et musées est balisé. Les islamistes, désormais au pouvoir, ont renoncé à la promotion de lieux alternatifs, et seuls les historiens locaux, engagés dans une entreprise d'archéologie « sauvage », exhument parfois de nouveaux vestiges du conflit. A Sarıkamış, au contraire, l'inventaire des objets de patrimonialisation a été poursuivi par le SDG qui, lors de reconnaissances de terrain, a défini de nouveaux parcours, reprenant ceux des unités engagées en 1915, et a exhumé de nouveaux martyriums, allant même jusqu'à ériger de modestes monuments. Ces initiatives, bien vues par les militaires, ont été parfois critiquées par les préfets et les édiles locaux, plus sensibles aux logiques de développement régional.

#### 4.COMMENT EST ABORDÉE LA QUESTION DU GÉNOCIDE DANS LA SOCIÉTÉ TURQUE ?

##### *Les effets du coup d'Etat de 1980*

Le coup d'Etat du 12 septembre 1980 a mis l'université turque sous contrôle, notamment grâce l'institution du Conseil de l'Enseignement Supérieur (YÖK) et fabriqué une institution idéologiquement docile. Plusieurs centaines d'enseignants de gauche ont été exclus ou poussés à la démission. Par conséquent, une recherche en sciences humaines et sociales s'est développée en dehors de l'institution universitaire, en lien avec les universités étrangères, mais surtout appuyée sur le mouvement associatif de la société civile, et sur des niches dans les media et l'édition en Turquie. Les maisons d'édition *Belge* et *İletişim* et la Fondation pour l'Histoire [Tarih Vakfı] - à la fois fondation de recherche, ONG et maison d'édition - ont joué à cet égard un rôle primordial. C'est cette dynamique qui explique l'éclosion en Turquie d'une histoire critique, engagée et désireuse de se confronter aux pages noires du passé national et, en particulier, au génocide arménien. Plus que la libéralisation politique, c'est l'ouverture de dizaines de nouvelles universités qui a permis à ces acteurs de réinvestir l'institution universitaire à partir des années 1990.



# Les Massacres d'Arméniens

## TROIS DOCUMENTS

### I

#### RAPPORT ADRESSÉ PAR LES PROFESSEURS DE L'ÉCOLE RÉALE ALLEMANDE D'ALEP (SYRIE) AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A BERLIN.

Alep, le 8 octobre 1915.

Nous nous permettons de faire connaître respectueusement ce qui suit au Ministère des affaires étrangères :

Nous estimons qu'il est de notre devoir d'attirer l'attention du Ministère des affaires étrangères sur ce fait, que notre enseignement sera privé désormais de toute base morale et cessera d'inspirer du respect aux indigènes, si le gouvernement allemand ne trouve pas les moyens d'atténuer la brutalité dont on fait preuve ici envers les femmes et les enfants exilés des Arméniens mis à mort.

En présence des scènes de terreur, qui se produisent quotidiennement près de notre école et sous nos yeux, notre enseignement n'est plus qu'une insulte aux sentiments d'humanité. Comment pouvons-nous, dans nos classes, lire avec nos élèves arméniens le conte de « Blanche-Neige et des sept nains », comment pouvons-nous apprendre des déclinaisons et des conjugaisons, quand dans les cours qui font face à notre école ou dans celles qui se trouvent à proximité, la mort moissonne des gens affamés qui sont les compatriotes de nos écoliers, quand on voit des filles, des garçons, des femmes, étendus presque nus sur le sol, et d'autres malheureux qui rendent le dernier soupir parmi des cadavres et des cercueils déjà tout préparés.

Toutes les fois que l'on amène ici 2.000 à 3.000 robustes paysannes, enlevées sur les hauts plateaux de l'Arménie, il ne reste bientôt plus que 40 à 50 squelettes vivants. Celles qui sont jolies sont victimes des convoitises lubriques de leurs gardiens. Celles qui sont laides succombent sous les coups de bâton, sont réduites à mourir de faim et de soif, car alors même que ces malheureuses sont étendues sur la rive du fleuve, on ne leur permet pas d'étancher la soif qui les torture. Des Européens qui voulaient distribuer du pain à de malheureux affamés, en ont été empêchés. On transporte chaque jour hors des murs d'Alep plus de 100 cadavres de gens morts de faim.

Et tout cela se passe sous les yeux de hauts fonctionnaires turcs. 40 à 50 de ces squelettes vivants sont étendus les uns près des autres dans une cour proche de notre école. Ils sont comme déments. Ils ont oublié la façon de manger. Quand on leur donne du pain, ils le posent d'un air indifférent à côté d'eux. Ils gémissent doucement et attendent la mort.

C'est là « Ta-à-lim el alman » (la doctrine des Allemands) disent les indigènes. Il est à craindre que l'honneur allemand ne soit terni de taches abominables dans le souvenir que garderont désormais de ce temps les peuples orientaux. Les Allemands, disent les plus cultivés des habitants d'Alep, ne veulent pas ces cruautés. Peut-être même le peuple allemand n'en est-il pas instruit. S'il en était autrement, comment serait-il possible que les Allemands, qui aiment la vérité, fissent paraître des articles de journaux où l'on parle de l'humanité du traitement auquel sont soumis des Arméniens coupables de haute trahison ! Mais peut-être le gouvernement allemand a-t-il les mains liées par certains traités fixant ses attributions et celles des Turcs ? Non, quand il s'agit de milliers de femmes et d'enfants sans soutien, inévitablement destinés à mourir de faim, les mots d'« opportunité » et de « traités réglant les attributions » perdent toute signification. Tout homme cultivé est compétent en pareil cas et a le droit sacré d'intervenir. C'est notre prestige en Orient qui est en jeu. Même des Turcs et des Arabes de sentiments raffinés secouent la tête d'un air de regret quand ils voient au moment du transport à travers les rues de la ville des soldats brutaux frapper à coups de trique des femmes près d'accoucher et incapables de se trainer.

9  
piece  
3922/1

9. piece 3922-1

- L'afflux de nombreux étudiants turcs en histoire dans plusieurs universités et centres de recherche étrangers a aussi renforcé ce processus<sup>25</sup>.

### **Discours négationniste d'Etat et inflexion tactique de la thèse officielle**

A partir du milieu des années 1980, on a assisté en Turquie à une légère inflexion du discours négationniste d'Etat qui a proposé que la « question arménienne » soit laissée aux historiens et non aux politiques. Ce changement, tactique, a été concomitant avec le développement systématique de centres de recherches universitaires turcs et le financement de chercheurs étrangers, chargés de relayer la thèse officielle. La confiance dans le contenu des archives civiles ottomanes, probablement épurées à plusieurs reprises, mais surtout censées relayer la vision de la bureaucratie ottomane en 1915, a même conduit à leur ouverture relative, permettant notamment à deux historiens étrangers reconnaissant le génocide d'y travailler jusqu'à 1995<sup>26</sup>. L'approche officielle n'a pas évolué par la suite et s'inscrit dans les protocoles signés entre la Turquie et l'Arménie le 10 octobre 2009<sup>27</sup>.

### **Le rôle de Taner Akçam**

La dynamique enclenchée dans les années 1990 a permis la traduction en turc d'ouvrages sur le génocide, notamment ceux de Taner Akçam. Militant d'extrême-gauche réfugié politique en Allemagne en 1977-1978, il a suivi une formation en sciences sociales, puis a étudié la torture et la violence politique dans l'Empire ottoman et la Turquie moderne avant de se spécialiser sur la question arménienne. Il a d'abord privilégié une approche juridique, avec un travail sur les procès des dirigeants du Comité Union et Progrès et de la bureaucratie d'Etat impliqués dans l'extermination des Arméniens de 1919 à 1922<sup>28</sup>, avant d'étendre le spectre de ses investigations<sup>29</sup>. La poursuite de sa carrière universitaire aux États-Unis lui a permis d'acquérir la reconnaissance de la diaspora arménienne et des chercheurs qui en étaient issus, une première pour un universitaire turc, mais aussi d'obtenir une notoriété internationale qui le protégeait.

### **La Conférence de 2005**

L'articulation du travail d'Akçam avec la transformation du champ universitaire turc s'est indéniablement déroulée en marge d'un colloque auquel Akçam participa à Istanbul à la fin septembre 2005 et qui avait pour cible un public turc. Le colloque, co-organisé par trois des plus prestigieuses et indépendantes universités turques s'intitulait « Les Arméniens dans la dernière période impériale : responsabilité scientifique et questions relatives à la démocratie »<sup>30</sup>. Ce colloque, qui s'efforçait de contextualiser 1915 dans l'histoire de la guerre, mais surtout dans celle, aussi tumultueuse, des rela-

ons entre les Arméniens et l'État ottoman finissant, fut aussi un exercice mémoriel cathartique pour de nombreux universitaires et intellectuels, par ailleurs rarement convaincus de l'existence d'un génocide. Parmi ces participants, il comptait le journaliste et activiste des droits de l'homme Hrant Dink, qui y défendit la nécessité d'une approche compassionnelle à partir du traumatisme des victimes et des dimensions locale et familiale du drame.

### **L'assassinat de Hrant Dink (2007) et ses conséquences**

Cet assassinat, le 19 janvier 2007, déclencha une vague d'indignation et une manifestation de masse à Istanbul aux cris de « Nous sommes tous des Arméniens ». Censé faire taire une des voix les plus fortes et originales de la lutte pour la reconnaissance du génocide en Turquie, l'assassinat provoqua au contraire une mobilisation sur la durée et poussa à un engagement encore plus déterminé de nombreux acteurs<sup>31</sup>. Celui-ci se traduisit par le lancement le mi-décembre 2008 d'une pétition d'excuses aux Arméniens qui recueillit plus de 30 000 signatures<sup>32</sup>. Ce succès a montré que la mouvance kurdiste en Turquie, largement représentée parmi les signataires, avait entamé un aggiornamento sur la question du génocide et de la responsabilité des Kurdes dans celui-ci. A partir de 2010 ont été organisés chaque 24 avril, le jour de la commémoration du génocide arménien, des rassemblements et sit-in à Istanbul et dans quelques villes de Turquie<sup>33</sup>.

### **Une influence sur l'attitude du gouvernement ?**

Le gouvernement de l'AKP et l'Etat turc, tout en réprouvant la mobilisation lancée depuis 2005, n'y font pas vraiment obstacle. Il existe donc désormais en Turquie une contestation du négationnisme, autrefois objet de consensus national, et la brèche va lentement mais sûrement en s'élargissant. Elle a indéniablement poussé le gouvernement turc à bouger sur la question, comme en témoigne les « condoléances » pour les événements de 1915 présentées aux Arméniens par le Premier Ministre turc le 23 avril 2014. Ce même mois d'avril 2014, neuf ans après la conférence historique tenue dans ses murs, l'université Bilgi, a organisé pendant une semaine un colloque international sur l'Empire ottoman dans la Première Guerre mondiale, en collaboration avec la Fondation pour l'Histoire [Tarih vakfi] et l'Orient-Institut Istanbul, un institut de recherche allemand basé à Istanbul<sup>34</sup>. Cette manifestation a reçu notamment le soutien de plusieurs universités stanbouliotes, de la Fondation Hrant Dink, et de centres de recherche étrangers. Elle a réservé une place de choix au génocide et de manière plus large à la violence de guerre contre les populations civiles, et cela sans faire de vagues. Cela témoigne du chemin parcouru et augure une année 2015 riche en colloques et diverses manifestations. ■

## Notes

1. Tolga Örnek est le fils de l'amiral Özden Örnek qui sera un des accusés majeurs de la série de procès ouverts à partir de 2007 contre les national-souverainistes, et contre certains officiers supérieurs et membres de l'Etat-major pour tentative de renversement du gouvernement islamiste. Le documentaire de Tolga Örnek, intitulé *Gelibolu* [Gallipoli] sort en 2005.
2. Il s'agit des quotidiens *Hürriyet*, *Milliyet* et *Radikal* qui appartiennent au même holding médiatique, le groupe Doğan.
3. Il s'agit respectivement de *Atatürkçü Düşünce Derneği* [Association pour la pensée d'Atatürk], de *Emekli Subay ve Assubaylar Derneği*, de *Turizm ve Tanıtım Derneği* [Association de tourisme et de promotion] et enfin *Çanakkale Şehitlerini Tanıtma ve Araştırma Derneği* [Association de promotion et de recherche sur les martyrs de Çanakkale].
4. Il s'agit du général Osman Pamukoğlu, qui entrera en politique créant son propre parti en 2008, c'est-à-dire juste après l'échec de la mobilisation national-souverainiste, sans parvenir pour autant à capitaliser cet électorat. En 2013, Pamukoğlu stigmatise cette fois la « trahison » des Arabes ottomans pendant la guerre. Sans viser explicitement les nombreux contingents arabes qui ont combattu du côté ottoman à la bataille des Dardanelles, Pamukoğlu se contente de renvoyer à la révolte arabe de 1916 et, a contrario, au rôle héroïque des troupes turques dans la défense de Médine.
5. L'épisode emblématique fait référence à un mythe colporté après-guerre par l'historiographie britannique, qui narre la disparition mystérieuse de la compagnie Sandringham du 163<sup>e</sup> régiment (Norfolk) qui partit le 12 août 1915 à l'assaut d'une colline de la péninsule de Gallipoli avant d'être « emportée », à jamais, dans un épais nuage blanc. Les dépouilles des soldats volatilisés ont, elles aussi, disparu. Sur l'épisode, cf. le documentaire de la BBC, *All the King's men* (1999).
6. Pour le recours au passé ottoman, cf. l'analyse du musée militaire de Harbiye de *Loubna Lamrhari*, « *La fabrique d'un récit kémalisé dans les musées militaires en Turquie* » in Julien Mary et Frédéric Rousseau (dir.), *Entre Histories et Mémoires. La guerre au musée. Essais de Muséohistoire*, Paris, Michel Houdiard, 2013, p.110-122.
7. Ce récit est réitéré par le premier ministre dans un discours prononcé le 18 mars 2013 à Çanakkale, lors des cérémonies du 98<sup>e</sup> anniversaire de la bataille navale.
8. Depuis les années 2000, on assiste à une explosion du nombre des publications de mémoires sur la guerre (émanant surtout des officiers).
9. L'historien François Georgeon estime qu'en 1914 entre 10% et 15% des Ottomans savent lire et écrire, ce chiffre étant à moduler selon les communautés confessionnelles. A titre de comparaison, on estime que le taux de poilus analphabètes ou illetrés en France oscille en 1914 entre 3 et 4%.
10. Les quelques monuments locaux à la mémoire des morts de la guerre comportent très rarement une liste des hommes morts à la guerre. Ils n'ont pas joué de rôle dans l'entretien de la mémoire locale de la guerre.
11. Cela concerne les régions qui avaient été occupées par des armées étrangères dans l'intervalle allant de 1914 à 1922 et non pas seulement jusqu'à 1918.
12. Il n'existe pas de sociétés savantes locales, et ces historiens, désignés par l'expression « chercheur-écrivain » [*araştırmacı-yazar*], travaillent le plus souvent seuls pour déchiffrer les sources ou sont aidés par une personne capable de lire l'ottoman, écrit en caractères arabes.
13. En préalable, il faudrait mentionner les monuments construits in situ par les commandants ottomans durant la guerre.
14. Serdar Değirmenciöğlü, « *Sehit Turizmi : Kitlelerin Çanakkale Seferberliği* » [le tourisme des martyrs : une mobilisation de masse aux Dardanelles], in *ibidem* (ed.), *Öl dediler öldüm. Türkiye'de şehitlik mitleri*, [Ils ont dit meurs, je suis mort : les mythes des martyrs en Turquie], Istanbul, İletişim, 2014, p.373.
15. Cela concerne à la fois les étudiants, les enseignants et le personnel administratif.
16. La création du « parc de Sarıkamış et des monts Allahuekber » remonte à 2004. C'est à la fois un parc naturel et un parc national historique. Il fait 22 000 hectares, alors que celui de péninsule de Gallipoli s'étend sur 33 000 hectares.
17. La liste apparaît sur le site web du ministère dans la catégorie « nos martyriums dans le pays et à l'étranger » [yurt içi ve yurt dışı şehitliklerimiz].  
< <http://www.msb.gov.tr/Birimler/personel/arsivmd/html/Sehitlikler/sehitlikler.html> >
18. De plus, la région est riche en lieux de mémoire et martyriums renvoyant à d'autres phases de la Grande Guerre ou à un autre conflit, antérieur, celui de la guerre russo-ottomane de 1877-1878 (dans ce dernier cas surtout dans la province d'Erzurum).
19. Pour la période 1915-1917, ces territoires sont occupés par l'armée russe et les milices arméniennes. Un des six sites indexés est ainsi utilisé comme camp de prisonniers ottomans.
20. Par ailleurs certains sites ne sont pas recensés par le ministère de la Défense, alors qu'ils font l'objet d'une patrimonialisation militaire au niveau local.
21. Il s'agit de Nasuhi Maruki, révélé à l'opinion publique en 1999, lorsque le rôle de l'ONG de secourisme qu'il préside, AKUT, est médiatisée lors du tremblement de terre.
22. Ce sont le très médiatique chirurgien et cardiologue, Birgün Sönmez, et l'homme d'affaires Ahmet Günay.
23. Necati Bölükbaşı, président de la fondation Erzurum de 2001 à 2004.
24. En particulier le Nord-ouest de l'Anatolie (Bursa, Izmit).
25. En particulier aux Etats-Unis, en France, aux Pays-Bas, en Allemagne, en Suède et en Suisse.
26. L'historien allemand Hilmar Kaiser, mais aussi Ara Sarafian, le directeur de l'Institut Gomitas, basé à Londres.
27. « Implement a dialogue on the historical dimension with the aim to restore mutual confidence between the two nations, including an impartial and scientific examination of the historical records and archives to define existing problems and formulate recommendations ». Le processus de ratification des protocoles a été stoppé en 2010.
28. C'est sur ce sujet que porte sa thèse de doctorat soutenue en 1995 à l'université de Hanovre (*Armenien und der Völkermord. Die Istanbul Prozesse und die türkische Nationalbewegung*, Hamburger Edition, 2004)
29. Son principal ouvrage est *A Shameful Act : the Armenian Genocide and the Question of Turkish Responsibility* (2006), traduit en français en 2008 et publié aux éditions Denoël sous le titre *Un acte honteux. Le génocide arménien et la question de la responsabilité turque* ; édition de poche chez Gallimard/ Folio Histoire en 2012.
30. Le colloque s'est tenu à l'université Bilgi, avec le soutien des universités Boğaziçi et Sabancı.
31. Une des formes prises par la pérennisation de cette mobilisation fut la création en 2011 de la Fondation Hrant Dink. Surtout engagée dans les projets de sensibilisation de la société civile, elle soutient les recherches sur les « Justes » qui se sont opposés en 1915 à l'extermination des Arméniens. Elle a par ailleurs organisé en novembre 2013 un colloque sur les Arménien(ne)s islamisé(e)s de force pendant et après le génocide.
32. Le court texte de la pétition, qui ne mentionnait pas le mot « génocide » disait : « Ma conscience ne peut accepter que l'on reste indifférent à la Grande Catastrophe que les Arméniens ottomans ont subie en 1915, et qu'on la nie. Je rejette cette injustice et, pour ma part, je partage les sentiments et les peines de mes sœurs et frères arméniens et je leur demande pardon ».
33. Ceux d'Istanbul commémorent la rafle de 2 345 notables arméniens d'Istanbul, parmi eux de nombreux intellectuels et artistes.
34. Le colloque était intitulé « Not All Quiet on the Ottoman Fronts. Neglected Perspectives on a Global War, 1914-1918 ».

# Commémorer une guerre oubliée ? Mémoires de la Première Guerre mondiale en Bulgarie

OLIVER SCHULZ DOCTEUR EN HISTOIRE (UNIVERSITÉ DE DÜSSELDORF, ALLEMAGNE)

**L**e chercheur étranger qui veut étudier l'histoire de la Bulgarie pendant et après la Première Guerre mondiale est confronté à toute une série de difficultés. En général, il y a peu d'études spécialisées sur l'histoire du pays par des chercheurs non-bulgares. Ceci est d'autant plus vrai en ce qui concerne la Première Guerre mondiale et ses conséquences<sup>1</sup>. Des questions qui occupent le débat historiographique international comme la mémoire et les représentations de la guerre sont également sous-représentées<sup>2</sup>. La meilleure synthèse sur la mémoire de la Première Guerre mondiale en Bulgarie a été publiée en français par l'un des plus éminents spécialistes de l'histoire bulgare, Bernard Lory. Celle-ci couvre l'ensemble de la période de 1918 jusqu'à l'époque postcommuniste et servira de point de départ au présent article<sup>3</sup>.

Le fait que les chercheurs étrangers soient peu investis dans l'étude de l'histoire de la Bulgarie – des problèmes linguistiques ainsi que l'isolement géographique du pays y contribuent certainement – coïncide avec une attitude dominante parmi les historiens bulgares dont une grande partie ne s'est pas ouverte aux courants de l'historiographie internationale et à ses débats théorique et méthodologique. Les publications sur la Première Guerre mondiale, depuis la fin du communisme, restent souvent fidèles aux interprétations nationalistes traditionnelles et défendent la cause nationale bulgare, à savoir une « Grande Bulgarie » dans les frontières définies par le Traité de San Stefano de 1878<sup>4</sup>. Des aspects intéressants tels que la participation des minorités du pays à la Première Guerre mondiale ou la perception des alliances de l'époque, qui allaient à l'encontre des préférences d'une majorité des Bulgares – alliance avec l'Empire ottoman détesté contre les libérateurs russes d'il y avait presque quarante ans – restent encore à approfondir<sup>5</sup>. Bernard Lory mentionne toute une série

de raisons pour lesquelles la mémoire de la Première Guerre mondiale est restée en quelque sorte occultée en Bulgarie. Un premier problème est d'ordre terminologique, car la « Grande Guerre » des Français ou Anglais, ou la « Première Guerre mondiale » des Allemands, est perçue en Bulgarie surtout comme une guerre des autres à laquelle la Bulgarie participa pour réaliser son projet national. Le terme « Velikata Vojna » ne s'imposa donc pas dans le discours, et ce furent plutôt des expressions comme « Obštoevropejskata vojna » [Guerre pan-Européenne], « Vseobštata vojna » [Guerre généralisée], ou le terme populaire « Evropejskata vojna » [Guerre européenne] qui exprimaient une certaine distance des Bulgares par rapport au conflit mondial, ce qui peut étonner l'observateur occidental<sup>6</sup>. En outre, les lieux de mémoire de cette guerre se trouvaient majoritairement dans des pays voisins hostiles à l'époque (Serbie, Grèce, Roumanie) du fait des combats hors des frontières bulgares. L'histoire nationale se trouva extrêmement politisée sous le régime communiste qui préférait retenir des événements emblématiques de l'histoire du mouvement ouvrier bulgare, telle que la rébellion de soldats en 1918 et la « République de Radomir » qui s'inscrivaient parfaitement dans le récit historique communiste<sup>7</sup>. Les problèmes idéologiques que la Première Guerre mondiale posait aux dirigeants communistes bulgares peuvent être repérés dans beaucoup d'ouvrages publiés entre 1944 et 1989 : il n'était pas possible par exemple de mentionner ouvertement le fait que la Russie et la Roumanie étaient des pays ennemis de la Bulgarie pendant cette guerre<sup>8</sup>.

Étant donné l'état actuel de la recherche et l'impossibilité de se livrer ici à une étude approfondie sur la mémoire de la Première Guerre mondiale en Bulgarie, la présente contribution ne pourra qu'esquisser quelques pistes. Il s'agira de problématiser la spécificité du cas bulgare ainsi que les perspectives de recherche. L'article présentera les mutations de la mémoire de guerre depuis la période de l'entre-deux-guerres, quand l'État et la société bulgares se sont trouvés obligés de gérer la mémoire

d'une guerre perdue ainsi que les problèmes qui y étaient associés (perte de territoires, réfugiés, réparations imposées par les vainqueurs, guerre irrégulière de bandes armées, etc.), en passant par l'époque communiste et l'éclipse de la Première Guerre mondiale jusqu'à la période post-communiste, marquée par le retour de cette guerre sur la scène mémorielle<sup>9</sup>. L'article a pour objectif de montrer comment la Première Guerre mondiale a été intégrée dans la commémoration de l'histoire bulgare en général et alimenta le révisionnisme bulgare avec pour but la révision du traité de Neuilly et la création de la « Grande Bulgarie », qui allait connaître un ultime et éphémère avatar pendant la Seconde Guerre mondiale. Après l'amnésie relative des années communistes, certains traits de la pensée commémorative de l'entre-deux-guerres sont à nouveau au rendez-vous dans un contexte de transition très difficile.

## UN PAYS EN GUERRE – LA BULGARIE DE 1912 À 1918 ET AU-DELÀ

Une particularité de la Bulgarie et des autres pays balkaniques – l'Empire ottoman inclus – est le fait que la chronologie de la Grande Guerre, telle qu'on la connaît en Occident, ne se limite pas aux années 1914-1918. Les dates de l'entrée dans la guerre varient : la Serbie, le Monténégro et l'Empire ottoman en 1914, la Bulgarie en 1915, la Roumanie en 1916 et la Grèce en 1917. D'autres conflits précèdent la Première Guerre mondiale (Guerres balkaniques en 1912-1913) ou la suivent et la prolongent (Guerre gréco-turque, 1919-1922) de façon que l'on peut parler d'une période de guerre continue de 1912 à 1922 dans cette partie de l'Europe<sup>10</sup>.

Le phénomène du combat irrégulier de bandes armées avec des revendications irrédentistes représente une autre particularité. En Bulgarie, ce fut le cas de l'« Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne » (ORIM) qui continua le combat après la fin de la Grande Guerre et qui constituait un « Etat dans l'Etat » dans la région du Pirin d'où elle organisait ses incursions sur tout dans le territoire yougoslave<sup>11</sup>.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue qu'au moment où la Bulgarie entre en guerre en 1915, il s'agit d'un pays et d'une nation qui n'existent que depuis peu. La guerre russo-turque de 1877-1878, qui a mis fin à la domination ottomane en Bulgarie, l'unification de la Principauté de Bulgarie et de la Roumélie Orientale en 1885, la guerre entre la Bulgarie et la Serbie la même année et l'indépendance formelle du pays en 1908 sont des événements récents du point de vue des contemporains en 1915. Il faut donc tenir compte du fait que la Première Guerre mondiale constitue une étape parmi d'autres dans le processus de prise de conscience nationale en Bulgarie<sup>12</sup>. La ferveur de l'agitation nationaliste bulgare en faveur d'une « Grande Bulgarie » dans les frontières définies

par le traité de San Stefano en 1878 s'explique donc facilement. La prise de conscience nationale bulgare est récente et les choix politiques des dirigeants bulgares pendant les Guerres balkaniques et la Première Guerre mondiale sont motivés par les desseins irrédentistes à l'œuvre dans la société bulgare, qui espère récupérer des territoires considérés comme bulgares d'un point de vue historique et ethnique. Ce climat nationaliste renforcé par l'influence des Macédoniens sur les milieux dirigeants à Sofia explique également le choix de Boris III en 1941 : la Bulgarie rejoint le Pacte tripartite et devient à nouveau l'allié de l'Allemagne en vue de récupérer ces territoires.<sup>13</sup>

A l'agitation nationaliste s'ajoute un autre élément important qui domine l'entre-deux-guerres : l'instabilité du système politique ébranlé par des coups d'état militaires en 1923, 1934 et 1944<sup>14</sup>. Le système parlementaire bulgare est marqué par un dysfonctionnement, et pour contrer la fracture partisane sont tentées des expériences autoritaires censées renforcer l'influence de l'Etat. Ces expériences ont également des influences profondes sur la commémoration de la Première Guerre mondiale, dont l'Etat essaie de s'emparer de plus en plus<sup>15</sup>.

## MÉMOIRE DE GUERRE I : LA COMMÉMORATION DE GUERRE ET LA CONSTRUCTION DE MONUMENTS

S'agissant de la mémoire de la Première Guerre mondiale en Bulgarie, il est plutôt approprié de parler de « mémoires », car il y a eu des acteurs et des perceptions successifs (monuments, cimetières, défilés militaires, manifestations, publications commémoratives et/ou révisionnistes, etc.). La commémoration commence déjà pendant la guerre elle-même, comme le montre la décision de l'état-major du 4 juillet 1916 de faire construire un musée de la guerre<sup>16</sup>. Bernard Lory, qui parle d'une « autocommémoration », donne l'exemple du premier anniversaire de la bataille de Tutrakan célébré en 1917 avec un service religieux<sup>17</sup>.

Claudia Weber montre les changements de la commémoration en Bulgarie après 1918, changements qui ne concernent d'ailleurs pas seulement la mémoire de la Première Guerre mondiale. En effet, avant les années 1930, on trouve une multitude d'acteurs – souvent à l'échelle locale – qui s'investissent dans la commémoration, tels que des officiers de réserve, des instituteurs, l'Eglise etc., ainsi que des associations d'anciens combattants créées par le Ministère de la Guerre qui vendent des brochures, des magazines, des feuilles commémoratives, etc.<sup>18</sup> Pour ce qui est de la construction de monuments, les grandes villes accueillent des monuments personnalisés tandis que les villages ont recours à deux formules stéréotypées dans la représentation : « L'attaque à la baïonnette » ou « L'arme au pied ». En 1928, le

●●●

- Service des Armées publie même « un règlement pour encadrer l'expression artistique de ces monuments »<sup>19</sup>. Le projet du gouvernement agrarien d'Alexandre Stamboliyski de faire construire un « monument du soldat inconnu » provoque un débat intense et est finalement rejeté. L'autorisation de construire un tel monument aurait pu être interprétée comme « oubli, abandon et dépersonnalisation » de ceux qui s'étaient battus pour le pays. On s'efforce de trouver une approche individuelle en mentionnant les noms de tous les soldats et officiers morts pendant la guerre sur les plaques commémoratives en ajoutant parfois des informations biographiques. En outre, la construction de monuments n'est pas exclusivement confiée au département du Ministère de la Guerre chargé des monuments et des cimetières militaires, mais les communes doivent être directement consultées elles aussi, ce que Snežana Dimitrova interprète comme l'indice de l'émergence d'une nouvelle forme d'individualisme parmi ceux qui ont vécu la guerre. On y voit aussi une source de tensions entre la mémoire individuelle d'un ancien combattant marquée par la brutalité du combat et la souffrance dans les tranchées, et la mémoire officielle faisant l'éloge pour le bien de la nation, tant des faits d'armes que de grandes épopées<sup>20</sup>. Une innovation intéressante réside dans le fait que ces monuments se trouvaient souvent au centre du village et non au cimetière. La ligne de division entre les vivants et les morts de la communauté est donc franchie et l'emplacement des monuments au milieu de la communauté villageoise ressemble ainsi à une « revendication de reconnaissance particulière de la part de ces morts-là »<sup>21</sup>. Or, il ne faut pas perdre de vue que la commémoration de la Première Guerre mondiale se place dans une situation de concurrence avec d'autres commémorations de la jeune nation bulgare<sup>22</sup>. Sous le régime agrarien, par exemple, le Ministre de l'Education, Stojan Omarčevski, qui était partisan d'un nationalisme culturel bulgare conçut le projet de commémorer de grandes personnalités de l'histoire de la Bulgarie dans un parc à Sofia. Pour différentes raisons, ce projet ne fut mené à terme qu'en 1928 quand le régime agrarien était déjà entré dans l'histoire, mais il est un témoignage clair de la continuité entre les régimes politiques successifs dans le domaine culturel. La concurrence entre les différentes mémoires est également évidente dans un autre projet commémoratif initié par des anciens combattants de la guerre de libération (1877-1878). Ces derniers présentèrent au début des années 1920 un projet pour la construction d'un grand monument national au Col de Šipka, et la première pierre put être posée en 1922. Pourtant, l'Etat voulut s'approprier cette initiative et appela de ses vœux la construction d'un monument pour toutes les grandes figures qui avaient contribué à la libération de la Bul-

garie de la domination ottomane. Après la chute et l'assassinat de Stamboliyski en 1923, l'Etat se retira et confia l'affaire à nouveau aux anciens combattants. Le concours lancé en 1924 se limita donc à un monument pour les morts du Col de Šipka. Le monument fut inauguré dix ans plus tard dans une conjoncture politique qui avait de nouveau changé, et le roi Boris III, pour lequel le monument représentait « un symbole pour la nation ressuscitée », y vit un « monument de la liberté »<sup>23</sup>. Ceci démontre les continuités dans la politique mémorielle malgré des clivages politiques souvent violents. Cet aspect est également souligné par le fait que les sculptures des monuments de soldats de l'entre-deux-guerres reflétaient toutes le même idéal classique d'un homme censé être « fort, moral et capable de supprimer ses angoisses et ses peines »<sup>24</sup>. La mémoire de la Première Guerre mondiale ne parvint pas à occuper une place privilégiée dans la mémoire collective du pays pour d'autres raisons encore. Outre le manque de héros militaires au sens classique constaté par Bernard Lory, d'autres obstacles apparaissent, dont celui de l'emplacement des lieux de mémoire, situés à l'étranger, là où l'armée bulgare s'était battue entre 1915 et 1918. Du fait par exemple que la Dobroudja du Sud fut annexée par la Roumanie en vertu du Traité de Neuilly, la bataille de Tutrakan devait être commémorée dans les villes bulgares faute de pouvoir le faire sur place<sup>25</sup>. A partir de 1940, date de la signature du Traité de Craiova, cette commémoration fut à nouveau possible à Tutrakan même. En 1941, à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de la bataille, celle-ci coïncida avec le premier anniversaire du retour de la Dobroudja du Sud à la Bulgarie qui fut célébré à Tutrakan et au village Dajdār (aujourd'hui : Šumenci) aux alentours de Tutrakan où se trouve aujourd'hui le cimetière militaire actuellement<sup>26</sup>. Pourtant, cette mémoire devint un problème politique après le 9 septembre 1944, parce que la Roumanie était devenue socialiste également et donc un pays-frère. Les communistes bulgares interdirent donc la commémoration de la bataille de Tutrakan : plus généralement, la mémoire de la Première Guerre mondiale en Bulgarie s'éclipsa et on ne conserva que quelques points de repère chers au régime, comme par exemple la rébellion de soldats de 1918<sup>27</sup>.

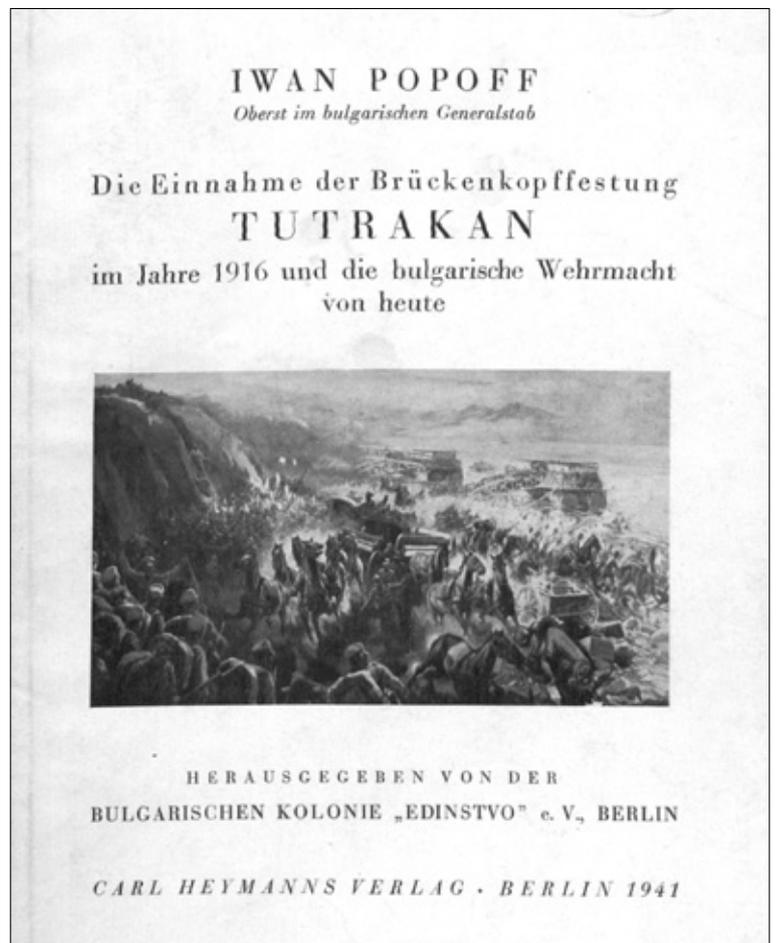
## **MÉMOIRES DE GUERRE II : MÉMOIRE DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE ET CONJONCTURES POLITIQUES PENDANT L'ENTRE-DEUX-GUERRES**

A côté des arts, l'édition constitue un foyer d'expression important pour la commémoration de la Première Guerre mondiale<sup>28</sup>. Il n'est donc pas surprenant de constater que toute une série d'ouvrages furent publiés

après la guerre par des soldats, hommes politiques et diplomates ainsi que des recueils de documents censés montrer la responsabilité des dirigeants bulgares impliqués dans la guerre. Leur mode narratif suit un « récit normatif », et une figure typique en est l'opposition entre le soldat bulgare qui s'est résolument battu pour son pays et les politiciens responsables de la défaite<sup>29</sup>. Ce récit mythique appelant à la revanche contre les ennemis intérieurs et extérieurs a eu pour conséquence l'instabilité politique de l'entre-deux-guerres, un degré de violence politique élevé et une atmosphère de règlement de comptes permanent<sup>30</sup>. L'armée, particulièrement touchée par les clauses du Traité de Neuilly et qui se voyait comme un acteur politique au-dessus des partis, joua un rôle primordial dans cette évolution, ne fût-ce que par la participation active de membres de la « Ligue militaire » aux coups d'Etat de 1923, 1934 et 1944<sup>31</sup>.

Les Archives militaires bulgares à Veliko Tărnovo contiennent un fonds de mémoires d'officiers des différentes guerres auxquelles la Bulgarie a participé. Ce fonds, qui comprend aussi des monographies publiées pendant l'entre-deux-guerres, mériterait d'être étudié systématiquement et d'être mis en relation avec les mémoires des Guerres balkaniques, encore toutes récentes en 1915, au moment où la Bulgarie entre dans le conflit du côté des Puissances Centrales<sup>32</sup>. Les anciens combattants ne publient pas seulement des mémoires de guerre ou les leçons personnelles qu'ils ont pu en tirer, tel le général Tošev déjà mentionné, mais se positionnent également sur l'échiquier politique. L'ancien commandant en chef de l'armée bulgare au cours de la Première Guerre mondiale, Nikola Žekov, en constitue un très bon exemple<sup>33</sup>. Pendant l'entre-deux-guerres, il publie des ouvrages inspirés par sa carrière militaire, l'expérience de la guerre et la situation politique du pays<sup>34</sup>. Il se rapproche des milieux de la droite autoritaire et fasciste et devient plus tard président des « Légionnaires nationaux ». Il avait tiré une leçon de la Première Guerre mondiale et de l'évolution du pays pendant l'entre-deux-guerres : la revendication d'un Etat fort et d'une nouvelle alliance de la Bulgarie et de l'Allemagne<sup>35</sup>. Etant donné le grand nombre de réfugiés de Macédoine, de Thrace et de la Dobroudja, les pertes territoriales, les réparations et les autres clauses du Traité de Neuilly, la révision de ce traité, qui était très sévère et ressenti comme un « diktat » (autre parallèle avec l'Allemagne), occupait une place importante dans les ouvrages de l'entre-deux-guerres et donna lieu également à des manifestations dans certaines villes et villages contre le traité de Neuilly<sup>36</sup>.

L'occasion de la revanche s'est présentée dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale, que l'on peut qualifier de « Quatrième Guerre balkanique », pour reprendre la formule de Bernard Lory<sup>37</sup>. Après le retour facile de la



Dobroudja du Sud dans les frontières bulgares en 1940 à la suite du Traité de Craïova, l'alliance avec l'Allemagne et l'adhésion de la Bulgarie au Pacte tripartite permettent à cette dernière d'occuper la Macédoine et la Thrace occidentale<sup>38</sup>. L'idéal de la « Grande Bulgarie » du Traité de San Stefano fut donc atteint à peu près, et pour les contemporains, Boris III avait réussi là où son père Ferdinand avait échoué deux fois, en 1913 et 1918. L'expansion bulgare sous l'égide de l'Allemagne nazie entraîna une politique de bulgarisation des territoires occupés dans laquelle la commémoration historique jouait un rôle central. Là encore, celle-ci n'était pas exclusivement liée à la mémoire de la Première Guerre mondiale, mais à l'histoire de la Bulgarie dans son ensemble. Les commémorations à Tutrakan en 1941 le montrent, car le 25<sup>e</sup> anniversaire coïncida avec le premier anniversaire du retour de la Dobroudja du Sud. Dans le cadre de ces célébrations, on fit également nettoyer les tombes mal entretenues des héros de la « Renaissance bulgare » au cimetière de Rousse. En Macédoine et dans les territoires serbes occupés, de nouveaux lieux de mémoire furent construits et ceux de l'époque yougoslave détruits : à Štip en Macédoine,

Iwan Popoff, *Die Einnahme der Brückenkopffestung Tutrakan im Jahre 1916 und die bulgarische Wehrmacht von heute*, Carl Heymanns Verlag, Berlin, 1941, Coll. BDIC.

●●●

- on fit construire un monument pour un héros local du combat de libération mort en 1907, tandis qu'à Surdulica en Serbie, le monument aux morts de la Première Guerre mondiale fut « systématiquement détruit »<sup>39</sup>.

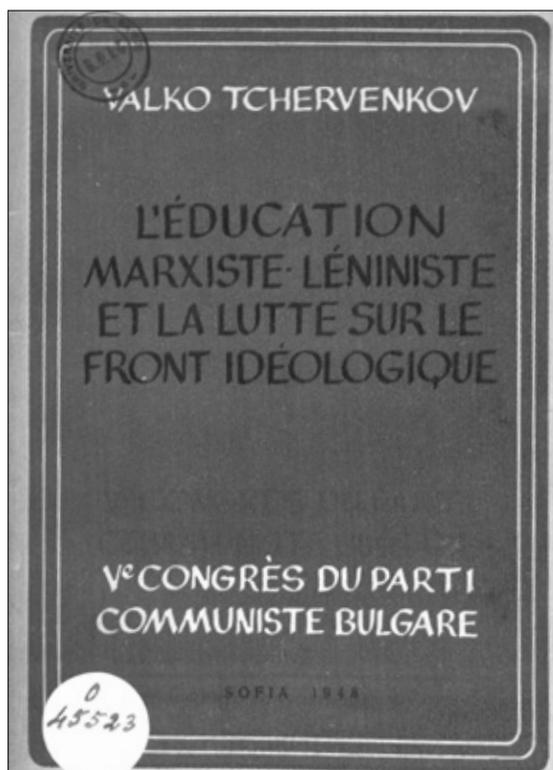
### MÉMOIRES DE GUERRE III : LE SILENCE DES COMMUNISTES BULGARES

La période pendant laquelle la Bulgarie put se sentir victorieuse en ayant réalisé ses ambitions nationales ne fut que de courte durée. Une « troisième catastrophe nationale » était imminente. Avec la prise du pouvoir par les communistes le 9 septembre 1944, la Bulgarie changea de camp et devint un allié infaillible de l'Union soviétique. Les territoires occupés furent perdus à nouveau, et la Première Guerre mondiale disparut de l'historiographie, ce qui n'empêcha pas l'instrumentalisation nationaliste de l'histoire par le régime de Sofia. Les controverses bulgares-yougoslaves sur la Macédoine après la rupture entre Tito et Staline, illustrent cette évolution et furent idéologiquement plus faciles à exploiter dans la mesure où Tito était considéré comme traître par Moscou et ses alliés. Comme par ailleurs la Russie et la Bulgarie avaient s'étaient opposés à l'époque, la Première Guerre mondiale était devenue un sujet délicat<sup>40</sup>. La prise du pouvoir par les communistes en septembre 1944 eut des conséquences importantes pour la gestion de la mémoire de la Première Guerre mondiale en Bulgarie. L'historiographie bulgare suivait l'orientation de l'histo-

riographie soviétique et le régime communiste s'efforça de réécrire l'histoire nationale<sup>41</sup>. En pleine période stalinienne, Valko Červenkov, ministre de la culture sous G. Dimitrov, et plus tard secrétaire général du Parti, entama une discussion sur l'historiographie bulgare, et la rédaction d'une histoire marxiste de la Bulgarie utilisable par les enseignants. Le travail idéologique apparut comme la tâche la plus urgente par le Cinquième Congrès du Parti communiste bulgare<sup>42</sup>. L'histoire nationale et les « problèmes nationaux » furent négligés dans cette conception de l'histoire, ce qui explique en quelque sorte l'abandon de la « Première Guerre impérialiste mondiale » comme sujet d'étude historique<sup>43</sup>. Ce furent l'histoire du mouvement révolutionnaire et de la lutte des classes qui allaient dominer le discours historiographique, et il est symptomatique que l'histoire de la participation de la Bulgarie à la Seconde Guerre mondiale produite par le département d'histoire militaire au Ministère de la Défense se limite à la période de la « Guerre patriotique » contre l'Allemagne après le basculement du 9 septembre 1944<sup>44</sup>.

Selon la vision communiste de l'histoire de la Première Guerre mondiale, c'est la bourgeoisie bulgare qui porte la responsabilité de l'entrée en guerre du pays qui allait s'avérer désastreuse. Le roi Ferdinand est souvent présenté comme un agent de l'Autriche-Hongrie « aspirant à atteler la Bulgarie au char de l'impérialisme allemand ». Le verdict sur la bourgeoisie bulgare est tout aussi négatif : « Mais la bourgeoisie bulgare qui abandonne les traditions progressistes de la révolution de libération nationale et se transforme en une classe réactionnaire, s'avère incapable de résoudre les problèmes nationaux du pays. Ses intérêts étroits de classe, ses engagements avec tel ou tel pays ou gouvernement impérialistes coûtent à la Bulgarie les deux catastrophes nationales (de 1913 et de 1918), alors que pendant la Seconde Guerre mondiale, ils la placent devant la perspective d'une défaite encore plus ruineuse »<sup>45</sup>.

Pourtant, dès la fin des années 1950, il y eut un retour progressif vers des courants nationaux de l'histoire de la Bulgarie. La participation du pays à la Première Guerre mondiale continuait d'être considérée comme le résultat de la politique d'une bourgeoisie réactionnaire, certes, mais qui avait tout de même servi la cause nationale bulgare : « La participation de la Bulgarie dans la Première Guerre mondiale est le prolongement de la guerre interalliée, car alors la Bulgarie se bat seule trois années entières contre l'Entente et ses alliés balkaniques pour la défense de ses idéaux [!] nationaux, pour ces mêmes territoires arrachés et qui ont toujours, à cette époque-là, leur population d'ascendance bulgare. Mais de cette manière, ne justifions-nous pas et n'innocentons-nous pas la politique de la bourgeoisie bulgare ? Le verdict de l'histoire prononcé contre elle sur ces questions est absolument indiscutable, car non seulement



Valko Tchervenkov, *L'éducation marxiste-léniniste et la lutte sur le front idéologique*, Ve Congrès du Parti Communiste Bulgare, Sofia, 1948, Coll. BDIC

elle fut incapable de réaliser la réunification nationale, mais encore elle est responsable de la nouvelle catastrophe nationale que la Bulgarie subit au cours de cette période »<sup>46</sup>.

Cette tendance national-communiste présente sous Todor Živkov, qui autorisait le patriotisme pour autant que ses formes d'expression soient compatibles avec le régime communiste, se renforça encore quand sa fille, Liudmila Živkova, historienne elle-même, fut nommée Présidente du Comité de l'Art et de la Culture. Qui plus est, cette nomination entraîna une augmentation du prestige du métier d'historien en Bulgarie<sup>47</sup>. Le retour du régime communiste vers le nationalisme, qui correspond d'ailleurs à ce qui se passait dans la Roumanie voisine notamment sous Nicolae Ceaușescu, confirme que « le socialisme d'Etat était pendant la Guerre froide beaucoup plus national que bien des observateurs contemporains à l'Ouest et à l'Est ne l'imaginaient »<sup>48</sup>. En choisissant cette approche pour consolider le régime, les communistes contribuèrent à un renforcement du nationalisme populaire. Cette question mériterait d'être approfondie en termes de recherches et de publications de sources, d'autant plus que ces phénomènes continuent à jouer un rôle prégnant pendant la phase post-communiste.

Une dernière remarque à propos de l'époque communiste concerne la création littéraire et artistique. Malgré la rigueur idéologique et les contraintes imposées par le régime, la mémoire de la Première Guerre mondiale put prendre une forme presque poétique avec le très beau film de Vălo Radev, « Le voleur de pêches » (*Kradecăt na praskovi*) de 1964, inspiré du roman d'Emilian Stanev, qui est en outre un des chefs d'œuvre de la cinématographie bulgare. On peut se demander si ce film, qui raconte les amours d'un prisonnier de guerre serbe et de la femme d'un officier bulgare dans les décors de la ville de Veliko Tărnovo vers la fin de la guerre, tout en abordant des thèmes chers au régime communiste, n'influença pas la mémoire collective en Bulgarie beaucoup plus que l'historiographie ou les discours officiels<sup>49</sup>.

## MÉMOIRES DE GUERRE IV : L'ÉPOQUE POSTCOMMUNISTE ET LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE RETROUVÉE

Avec la fin du régime communiste bulgare en 1989, de nouveaux horizons s'ouvraient à la commémoration d'une guerre tombée dans l'oubli pour des raisons idéologiques. Or, l'évolution depuis 1989 témoigne de deux mouvements opposés. D'un côté, un intérêt renouvelé pour des personnages et des périodes escamotés sous le communisme entraîna la publication de sources et la réimpression d'ouvrages comme celui du général Nikola Nedev sur les combats à Doïran, ou les mémoires de Georgi Georgiev publiées pour la première fois dans les

années 1930. L'historiographie bulgare en général se trouva confrontée à une situation instable et à la crise qui dominait tout le pays au cours d'une transition extrêmement compliquée. Les historiens bulgares durent faire face à un contexte qui n'était pas propice à un véritable renouveau historiographique, phénomène qui ne concernait d'ailleurs pas seulement le domaine des études portant sur la Première Guerre mondiale<sup>50</sup>. Parallèlement, il y a plusieurs autres problèmes qui entravent en quelque sorte une nouvelle approche de l'histoire de la Première Guerre mondiale et de bien d'autres thématiques. En premier lieu, bien que la recherche historique ait retrouvé liberté d'expression et indépendance, on constate, du point de vue méthodologique, une continuité considérable par rapport à l'avant-1989. La recherche historique reste concentrée sur les « grands hommes », des événements emblématiques et des questions importantes pour l'histoire nationale. Le fait que des propos nationalistes étaient déjà autorisés dans une certaine mesure sous Todor Živkov, donne une impression de continuité d'autant plus que l'historiographie bulgare ne s'est guère ouverte à la discussion méthodologique internationale<sup>51</sup>. Wolfgang Höpken constate que la « Renaissance nationale » bulgare continue à occuper une place prépondérante dans l'identité historique de la Bulgarie. L'intérêt pour la période présocialiste s'accroît depuis les années 1980, ce qui pourrait être une chance pour les recherches sur la Première Guerre mondiale, tandis que le communisme n'attire que peu de chercheurs<sup>52</sup>. Un nouveau regard sur la Première Guerre mondiale est d'autant plus nécessaire que les recherches sur la période de l'après Première Guerre et plus encore celles sur la période de l'après Seconde Guerre étaient dominées par des directives du Parti communiste bulgare, ce qui eut pour résultat une image brouillée de l'histoire<sup>53</sup>. Il faut pourtant reconnaître que, notamment dans la revue d'histoire militaire « Voenoistoričeski Sbornik », de nombreux articles furent publiés qui peuvent encore servir de base solide pour une étude approfondie de la Bulgarie pendant la Première Guerre mondiale<sup>54</sup>.

Par ailleurs, deux phénomènes restreignent la portée possible de recherches historiques proprement dites. Rumiana Prešlenova ironise, non sans raison, sur « la société actuelle dans laquelle depuis l'époque de la Renaissance nationale bulgare, pratiquement tout le monde a des connaissances en histoire et en politique, ou peut au moins exprimer son opinion. » Comme j'ai pu le constater moi-même dans des villages bulgares, à partir du moment où on manifeste un intérêt pour l'histoire, nombre d'habitants se voient dans la nécessité d'« expliquer » l'histoire bulgare à des étrangers, que ceux-ci soient des historiens ou non. Le récit historique populaire est marqué par des légendes, des mythes et

●●●

- des interprétations nationalistes. Cette mémoire populaire solidement ancrée constitue une concurrence sérieuse et rend le travail des historiens bulgares, qui ne veulent pas étudier et écrire l'histoire de leur pays avec une volonté de pédagogie orientée, encore plus difficile. L'influence de l'enseignement scolaire à l'époque communiste sur la permanence des interprétations nationalistes devrait être étudiée en détail. De même, la recherche de la grandeur passée de la Bulgarie dans une situation économique et politique difficile, se présente comme un échappatoire<sup>55</sup>. Une autre concurrence, plus sérieuse, pour les historiens bulgares est constituée par la vulgarisation de l'histoire par des journalistes et des historiens, qui cherchent un moyen de faire des ventes<sup>56</sup>. Un très bon exemple est un ouvrage sur les Guerres balkaniques de Božidar Dimitrov, historien et directeur du Musée historique national à Sofia, publié avec le concours du tabloïd *24 časa*. La question déjà soulevée dans le paragraphe précédent, sur le fait de savoir si un film comme « Le voleur de pêches » n'influença pas plus profondément l'image de la Première Guerre mondiale en Bulgarie que l'historiographie officielle, peut également se poser aujourd'hui avec les émissions historiques de la télévision bulgare. « Pamet bălgarska » [Mémoire bulgare] animé par Božidar Dimitrov et diffusé sur la première chaîne de la télévision nationale bulgare BNT en est un exemple, « Čas po Bălgarija » [Leçon sur la Bulgarie] avec l'historien Plamen Pavlov sur la chaîne nationaliste SKAT en est un autre. Pourtant, dans les deux cas, la Première Guerre mondiale n'y joue aucun rôle primordial, et ce sont plutôt des sujets traditionnellement dominants dans l'historiographie bulgare comme le Moyen-Âge, la « Renaissance nationale », la question macédonienne ou les héros de la lutte contre les Ottomans qui y sont traités<sup>57</sup>.

On retrouvait ces sujets de prédilection dans l'émission « Site Bălgari zaedno » sur la chaîne Nova, qui n'est plus diffusée. L'émission était animée par Nikola Grigorov et portait le même nom qu'un restaurant de Sofia, évoqué sur le site internet de l'émission. Elle combinait des sujets historiques et politiques – notamment sur la question macédonienne – avec de la musique folklorique jouée en direct. L'émission se terminait par une chanson dansée pendant laquelle le présentateur tenait un drapeau bulgare à la main. Puis un texte invoquant la « Grande Bulgarie » était chantée<sup>58</sup>. En relation avec cette émission, on pouvait voir sur le site internet des vidéos sur des sujets historiques qu'accompagnaient des publications de livres. Il n'est pas surprenant de voir sur le site la réimpression d'un livre comme celui du général Nikola Nedev sur les batailles de Doïran publié pour la première fois en 1921<sup>59</sup>. Le contexte de la période postcommuniste avec ses difficultés économiques et sociales ressemble par bien des aspects à celui de l'entre-deux-guerres. Snežana Dimitrova souligne que ce n'est

pas un hasard que les mémoires d'un soldat de la Première division bulgare pendant la Première Guerre mondiale soient devenus un best-seller lors de leur réédition dans les années 1990<sup>60</sup>. La vision de l'histoire présente dans ces vulgarisations de l'histoire et dans les émissions décrites, et notamment la combinaison de la musique folklorique promue par l'Etat à l'époque communiste avec les thèmes historiques, répond à certaines attentes populaires, en particulier celles des générations marquées par la période communiste. En effet, on retrouve des traces de ce nationalisme dans la vie quotidienne, par exemple sous forme de T-shirts montrant la « Bulgarie des trois mers » du Moyen-Age ou des calendriers montrant les revendications irrédentistes de la « Grande Bulgarie » incluant la Macédoine, la Thrace occidentale et orientale, la Dobroudja du Nord et des territoires serbes<sup>61</sup>.

Une dernière remarque à propos de la gestion mémorielle des monuments aux morts et des cimetières militaires. Même s'il est encore trop tôt pour se prononcer sur cet aspect faute d'études spécialisées, on peut toutefois relever quelques tendances générales. La ville de Tutrakan semble être un exemple éloquent. Le cimetière militaire fut aménagé dès les années 1980, et après la période communiste, une chapelle et un monument furent construits à l'endroit où se déroule la commémoration de la bataille de Tutrakan avec la participation de personnalités politiques, de représentants de l'Eglise etc. Ces commémorations sont accompagnées de publications et d'activités du Musée historique de la ville<sup>62</sup>. Dans la ville de Tutrakan, un monument commémorant le général Pantelei Kiselov, qui a joué un rôle décisif dans la bataille de 1916, fut érigé en 1997. Une copie identique de ce monument se trouve au village General Kiselovo dans la province de Varna, qui tire son nom du héros de Tutrakan (les anciens noms du village étaient Emirovo et Emirköy). Le site internet du musée montre la volonté de mettre en valeur le cimetière militaire, qui ne se trouve qu'à quelques kilomètres de la ville, près du village de Šumenci. L'obélisque du cimetière portant une inscription en bulgare, roumain, allemand et turc date certes de 1922, mais l'aménagement du terrain a surtout été l'affaire de l'époque postcommuniste. En 1996, une campagne fut lancée pour faire construire une « allée de la gloire » où seraient mentionnés tous les noms des soldats morts dans la bataille. En 2002, le mémorial « Cimetière militaire – 1916 » fut élargi en faisant construire un parc et une tribune pour des commémorations et deux canons Krupp furent installés à l'entrée. En 2007, la chapelle « Sv. Georgi Pobedonosec » fut consacrée. L'endroit est utilisé pour des commémorations le 6 mai (*Gergovden*, la Saint Georges, qui est la journée de la bravoure et de l'armée bulgare célébrée par un défilé militaire à Sofia) et le premier dimanche du mois de septembre. Des représentants de l'Eglise y par-

ticipient tout comme des personnalités politiques, par exemple les anciens Présidents de la Bulgarie Georgi Pärvanov et Petăr Stoianov. La commémoration a donné l'occasion à des associations bulgares et roumaines de reconstituer la bataille de Tutrakan en uniformes d'époque<sup>63</sup>. A Šumen, un nouveau monument aux morts a été construit depuis 1989 censé remplacer un monument détruit après 1944 par les communistes<sup>64</sup>.

## CONCLUSION

Même si cet article ne présente qu'une infime partie d'un vaste sujet encore à étudier, les grandes lignes de la mémoire de la Première Guerre mondiale et de la gestion mémorielle en Bulgarie entre 1918 et 1944 ont probablement été tracées. Avec la commémoration de cette guerre, il ne s'agissait pas seulement d'aider les familles des morts à faire leur deuil, mais aussi d'établir un programme politique révisionniste. La question des territoires perdus et des réfugiés se posait dans le contexte de la mémoire de la guerre qui servait ainsi de préparation mentale à la revanche contre les ennemis voisins. Cependant, il faudrait également se demander si des discours contre la guerre existaient et à quel point ils étaient présents dans la société bulgare. Les travaux sur les prises de position de Georgi Dimitrov et du Parti Communiste bulgare contre la Première Guerre mondiale fournissent de premiers indices, et dans de futures études, il faudrait analyser les discours sur la guerre après 1918, notamment dans les milieux socialiste et agrarien. Enfin, la mémoire de la Première Guerre mondiale n'avait pas un caractère d'exclusivité mais s'intégrait dans l'histoire bulgare en général. Les anciens combattants de la Grande Guerre se trouvaient ainsi en concurrence avec des saints médiévaux, des haidouks et des prophètes de la « Renaissance bulgare » au XIXe siècle<sup>65</sup>.

Néanmoins, la mémoire de cette guerre a connu une périodisation qui lui est spécifique et a été bien plus visible pendant l'entre-deux-guerres qu'à l'époque communiste. La fin du régime de Todor Živkov en 1989 et le processus de transition extrêmement difficile provoquèrent le retour de certains traits du nationalisme bulgare qui s'étaient exprimés avant 1944<sup>66</sup>. Il y a un nouvel intérêt pour la Première Guerre mondiale et ses conséquences, comme le démontrent, entre autres, les commémorations au cimetière de Tutrakan et des publications sur cette bataille et d'autres lieux de mémoire bulgares liés à ce conflit. Le « récit normatif » dans une optique grand-bulgare reste toujours dominant, et la Première Guerre mondiale est présentée comme faisant partie d'une chaîne de guerres pour l'unification des terres bulgares<sup>67</sup>. Il reste à espérer que des études plus nuancées sur la Première Guerre mondiale et sur les courants et registres mémoriels bulgares dans la longue durée vont suivre. ■

## Notes

1. Cf. cependant Richard C. Hall, *Bulgaria's Road to the First World War*, New York, Columbia Univ. Press (East European Monographs – Social Science Monographs, 460), 1996 ; *id.*, « The Enemy is Behind Us : The Morale Crisis in the Bulgarian Army during the Summer of 1918 », *War in History*, t. 11, n° 2, 2004, p. 209-219 ; *id.*, « Bulgaria in the First World War », *The Historian*, t. 73, n° 2, 2011, p. 300-315.
2. Il est très révélateur qu'une monographie sur la mémoire en Bulgarie entre 1878 et 1944 soit publiée par une historienne allemande. Cf. Claudia Weber, *Auf der Suche nach der Nation. Erinnerungskultur in Bulgarien von 1878-1944*, Münster [et al.], LIT-Verlag, 2006. Il faut pourtant signaler deux articles importants de Snežana Dimitrova de l'Université « Neofit Rilski » à Blagoevgrad qui traitent de la mémoire de la guerre. Cf. Snežhana Dimitrova, « My War is not Your War : the Bulgarian Debate on the Great War. 'The experienced war' and Bulgarian modernization in the inter-war years », *Rethinking History*, t. 6, n° 1, 2002, p. 15-34 et « Taming the death : the culture of death (1915-18) and its remembering and commemorating through First World War soldier monuments in Bulgaria (1917-44) », *Social History*, t. 30, n° 2, 2005, p. 175-194.
3. Cf. Bernard Lory, « Une guerre invisible ? La mémoire de la Première Guerre mondiale en Bulgarie », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°228, 2007/4, p. 37-49.
4. Comme par exemple les travaux de l'historien et académicien Georgi Markov de l'Université de Sofia. Bernard Lory donne une liste de ces ouvrages publiés après 1989. Cf. *ibid.*, p. 48-49, note 38. En rapport avec San Stefano, qui était l'idéal à atteindre pour des générations d'hommes politiques bulgares, il parle également d'une « obsession des frontières ». *Id.*, « Quelques aspects du nationalisme en Bulgarie, 1878-1918 », *Revue des études slaves* t. 60, n° 2, 1988, p. 500.
5. Grâce à l'alliance avec l'Empire ottoman, la Bulgarie put mobiliser les musulmans pour la guerre. Lory, « Guerre invisible », p. 40, note 8. Dans son article sur les Turcs en Bulgarie entre 1878 et 1944, Richard Crampton mentionne la participation de volontaires turcs à la guerre contre la Serbie en 1885 et très brièvement la Première Guerre mondiale. Cf. Richard J. Crampton, « The Turks in Bulgaria, 1878-1944 », *International Journal of Turkish Studies*, t. 4, n° 2, 1989, p. 58-60.
6. Lory, « Guerre invisible », p. 38.
7. *Ibid.*, p. 46-47. Pourtant, même un événement emblématique comme la rébellion de soldats en 1918 commémoré avec faste par le Parti communiste en 1978 en présence de Todor Živkov n'était pas sans ambiguïtés du fait du rôle dominant des Agrariens dans la rébellion. Hans-Joachim Hoppe, « Politik und Geschichtswissenschaft in Bulgarien 1968-1978 », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas* t. 28, n° 1, 1980, p. 264. Pour des photos de la commémoration de 1978 à Radomir cf. DA Pernik f. 1133, op. 1, a.e. 46, l. 2, disponible sur < <http://archives.bg/photoarchives/srch> > (terme de recherche « Радомир », visité le 29 avril 2014). Cf. également Liubomir Ognianov, « Der Soldatenaufstand von 1918 », *Revue d'histoire militaire* t. 60, 1984, p. 147-161.
8. Ces difficultés politiques sont visibles dans les mémoires de Bojan Mihnev, militant communiste de la Dobroudja du Sud, région qui était sous domination roumaine de 1913 à 1916 et de 1918 à 1940. L'auteur, né en 1906, évoque les guerres en 1913 et en 1916, « la lutte pour la liberté de la Dobroudja », le « banditisme » après la Première Guerre mondiale, la frontière etc., mais ne parle pratiquement pas de la Roumanie et du différend roumano-bulgare au sujet de la Dobroudja du Sud. Cf. Bojan Mihnev, *Strašnite no slavni pātišta*, Sofija, Dāržavno voenno izdatelstvo, 1974, p. 12-30.
9. Pour un aperçu de cette période cf. Richard J. Crampton, *Bulgaria*, Oxford [et al.], University of Washington Press, Oxford University Press (Oxford History of Modern Europe) 2007, p. 220-281 et Joseph Rothschild, *East Central Europe between the Two World Wars*, Seattle [et al.] (A history of East Central Europe, 9) 1977, p. 323-355 (Première édition : Seattle WA [et al.] 1974).
10. Pour cette période de guerre dans les Balkans cf. Jean-Jacques Becker, « La guerre dans les Balkans (1912-1919) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, t. 71, n° 1, 2003, p. 4-16 et Charles Jelavich/Barbara Jelavich, *The Establishment of the Balkan National States, 1804-1920*, Seattle WA [et al.] (A History of East Central Europe, 8), University of Washington Press, 1977, p. 311-316.

●●●



11. Pour un point de vue bulgare cf. Kostadin Palešutski, *Makedonskoto osvoboditelno dvizhenie sled Pärvata Svetovna Vojna 1918-1924*, Sofija, Izdatelstvo na Bälgarskata Akademija na Naukite, 1993 et *Makedonskoto osvoboditelno dvizhenie 1924-1934*, Sofija Akademično izdatelstvo « Marin Drinov », 1998. Le contexte de la politique internationale est étudié dans Stefan Troebst, *Mussolini, Makedonien und die Mächte 1922-1930 : die « Innere Makedonische Revolutionäre Organisation » in der Südosteuropapolitik des faschistischen Italien*, Cologne [et al.], Böhlau (Dissertationen zur neueren Geschichte, 19), 1987.
12. Cf. Crampton, *Bulgaria*, p. 96-188 et Jelavich/Jelavich, p. 158-169, 192-196.
13. Cf. Rothschild, p. 323-326.
14. Cf. Richard J. Crampton, « The historical legacy. The problem of political stability in Bulgaria before 1944 » in Wolfgang Höpken (éd.), *Revolution auf Raten: Bulgariens Weg zur Demokratie*, Munich, Oldenbourg (Untersuchungen zur Gegenwartskunde Südosteuropas, 32), 1996, p. 9-26; Georgi Markov, *Parola « sabja »*. *Zagovorite i prevratite na Voennija säjuz 1919-1936*, Sofija, Voennozdat. Kompleks Sv. Georgi Pobedonosec [et al.], 1992.
15. Cf. Nikolaj Poppetrov, « Flucht aus der Demokratie: Autoritarismus und autoritäres Regime in Bulgarien 1919-1944 », in Erwin Oberländer (éd.), *Autoritäre Regime in Ostmittel- und Südosteuropa 1919-1944*, Paderborn [et al.], Schöningh, 2001, p. 379-401.
16. Weber, p. 185. En 1917, un département en charge de l'arrangement et de la décoration des cimetières militaires bulgares fut créé. Dimitrova, « Taming the death », p. 187.
17. Lory, « Guerre invisible », p. 43.
18. Weber, pp. 241-243. En l'occurrence, il s'agissait d'un fonds de la cavalerie bulgare. *Ibid.*, p. 238.
19. Lory, « Guerre invisible », p. 44-45, citation p. 45.
20. Dimitrova, « My War », p. 24. Le décalage entre les expériences personnelles des soldats et les attentes de l'Etat, l'armée et le public est évoqué *ibid.*, p. 16. Il est intéressant de noter que la ligne du refus du « monument du soldat inconnu », ne fut apparemment pas suivie systématiquement comme le « Monument du soldat inconnu » à Haskovo le montre. Le « Monument du soldat inconnu » à Sofia est de date plus récente.
21. Lory, « Guerre invisible », p. 45.
22. Elle n'était pas non plus séparée de la mémoire d'autres guerres, notamment des Guerres balkaniques. Cf. *ibid.*, p. 44.
23. Weber, p. 224-231, citations p. 231. Les projets de monument consacré d'une part à Hadži Dimităr et à d'autres personnalités historiques dans la ville de Sliven, et d'autre part au poète Hristo Botev à Kalofer dans les années 1920 et 1930 offrent d'autres exemples de l'engouement pour la « Renaissance bulgare » au XIXe siècle. Cf. *ibid.*, pp. 251-254.
24. Dimitrova, « Taming the death », p. 193.
25. Les autorités roumaines interdirent la construction d'une chapelle bulgare à Tutrakan et n'autorisèrent qu'une plaque commémorative en plusieurs langues. Deniza Petrova, « Der Rumänienfeldzug 1916/17 in der bulgarischen Kriegserinnerungskultur », in Jürgen Angelow (éd.), *Der Erste Weltkrieg auf dem Balkan. Perspektiven der Forschung*, Berlin, bebra wissenschaft verlag GmbH Berlin-Brandenburg, 2011, p. 264 ; Lory, « Guerre invisible », p. 42. Sur la politique des autorités roumaines à l'égard des lieux de mémoires bulgares en Dobroudja du Nord et leur mauvais état cf. Petăr Bojčev/Radoslav Simeonov, « Bälgarski voenni grobišta i pametnici v Severna Dobrudža ot vremeto na Pärvata Svetovna Vojna (1916-1918) », in Petăr Bojčev (et al.) (éds.), *Pärvata Svetovna Vojna i säbitijata na dobrudžanskija front. Sbornik s isleduvanija*, Tutrakan, Istoričeski Muzej Tutrakan et Voenna Akademija G. S. Rakovski, Voennioistoričeska komisija, 2011, p. 245-256.
26. Vălčo Radev, « Pärvite čestvanija na mirmoto vräštane na Južna Dobrudža v Silistra », in Milen Kumanov (éd.), *60 godini Krajovsija dogovor*, Tutrakan, Istoričeski Muzej Tutrakan, 2001, p. 137. Le nom de « Šumenci » rappelle un autre aspect de la gestion mémorielle en Bulgarie, celle du changement de nom de villes et de villages. En l'occurrence, des villages aux environs de Tutrakan furent renommés en 1942 en l'honneur des régiments bulgares qui avaient participé à la bataille. Petrova, p. 264. Le régime du 19 mai 1934 avait déjà forcé le changement de toponymes pour extirper l'héritage ottoman présent dans ces noms. Cf. Crampton, *Turks*, p. 62.
27. Radev, p. 144 ; Lory, *Guerre invisible*, p. 46-47 ; Dimitrova, « My war », p. 29. Un exemple typique pour l'historiographie communiste, qui mettait l'accent sur l'insurrection à la fin de la guerre, est l'article suivant : Dimităr Tišev, « Po väprosja za charaktera i značienieto na vojniškoto västanie 1918 godina », *Voennioistoričeski Sbornik* t. 57, n° 5, 1988, p. 27-42.
28. Sur les peintres, qui étaient en partie déjà impliqués pendant la guerre, cf. Lory, « Guerre invisible », p. 43-44. Sur la littérature et la peinture comme « médias et supports de la mémoire de la guerre » pendant l'entre-deux-guerres cf. Petrova, p. 263, des ouvrages sont mentionnés *ibid.*, note 27.
29. Lory, « Guerre invisible », p. 44. Cette opposition rappelle en quelque sorte la légende du « poignard dans le dos » en Allemagne. D'autres problèmes comme les relations entre l'armée bulgare et le commandement allemand pendant la guerre sont également évoqués par les contemporains, comme dans l'ouvrage du général Stefan Tošev, qui avait eu sous ses ordres la Troisième Armée bulgare pendant la campagne victorieuse en Dobroudja. Le titre de son ouvrage fait la différence entre « vaincu » et « battu ». Cf. Stefan Tošev, *Pobedeni bez da bädem biti*, Sofija, Pečatnica « Stopansko razvitie », 1924.
30. Pour la situation politique en Bulgarie de l'entre-deux-guerres cf. Nikolaj Poppetrov, « Avtoritarizäm-fašizäm: käm modela na poličeskokoto razvitie na Bälgarija, 1918-1944 », *Istoričeski Pregled*, t. 53, n° 2, 1997, p. 25-48.
31. L'armée bulgare était comme un « point de ralliement psychologique » pour les Bulgares après la Première Guerre mondiale. B. J. Whetstine, « Bulgarian interwar politics and the military solution. The Coup d'Etats [!] of 1923 and 1934 », *Bulgarian Historical Review* t. 16, n° 3, 1988, p. 82.
32. Cf. DVIA, f. Inv, op. 17472, ll. 8-15.
33. Pour sa biographie cf. Svetozar Nedev, « General ot pechotata Nikola Žekov », *Voennioistoričeski sbornik* t. 63, n° 4, 1994, p. 90-104., notamment p. 99-104.
34. Cf. Nikola T. Žekov, *Bälgarskoto vojnstvo 1876-1928 g. Voenni-političeski pogled värchu razvitieto i bojnite dela na našite väoräzeni sili ot osvoboždenieto do sega i tehnoto bädete*, Sofija, Pečatnica « Bratja Miladinovi » [1928] et *id.*, *Poličeskiyat život na Bälgarija i vojnstvoto. Mnenie värchu pričinite za segašnoto ni položenie*, Sofija, Bäcevarov, 1924.
35. Sur l'histoire des légionnaires cf. l'étude de Nikola Altänkov, qui a ses mérites malgré sa tendance apologétique : Nikola Altänkov, *Narekočha gi fašisti. Legioneri – Otepašievci – Ratnici – Brantnici – Rodnožaštници – Kubratisti*, Sofija, TANGRA TanNakRa IK, 2004, pp. 127-259. Le fonds d'archives de Nikola Žekov aux archives militaires à Veliko Tärnovo contient une partie des textes du général comme son livre *Germanija i Bälgarija* publié en 1943. Cf. DVIA, f. o8, op. I, d. 6.
36. Cf. par exemple Georgi Genov, *Njojskiyat dogovor i Bälgarija*, Sofija, Nkgoizdatelstvo Hr. G. Danov, 1935. Le désir de révision du traité et le courant nationaliste et irrédentiste constituent un énorme « poids de la guerre » en Bulgarie de l'après-guerre, pour reprendre une expression utilisée par Gerd Krumeich pour l'Allemagne entre 1918 et 1933. Cf. Gerd Krumeich, « La République de Weimar et le poids de la Grande Guerre », *Histoire, économie et société* t. 23, n° 2, 2004, p. 173-180.
37. Cf. Bernard Lory, « La Bulgarie dans la " Quatrième Guerre Balkanique" », *Matériaux pour l'histoire de notre temps* t. 71, n° 1, 2003, p. 17-23. Sur la Bulgarie pendant la Seconde Guerre Mondiale cf. également Hans-Joachim Hoppe, *Bulgarien – Hitlers eigenwilliger Verbündeter. Eine Fallstudie zur nationalsozialistischen Südosteuropapolitik*, Stuttgart, Oldenbourg Wissenschaftsverlag, 1979.
38. Cf. Crampton, *Bulgaria*, p. 258-281.
39. Weber, p. 375-376.
40. Pour la période communiste cf. Crampton, *Bulgaria*, p. 308-388. Pour la controverse bulgare-yougoslave sur la Macédoine cf. Stefan Troebst, *Die Bulgarisch-jugoslawische Kontroverse um Makedonien, 1967-1982*, München, Oldenbourg (Untersuchungen zur Gegenwartskunde Südosteuropas, 23), 1983.
41. Marin Pundeff, « Bulgarian Historiography, 1942-1958 », *The American Historical Review* t. 66, n° 3, 1961, p. 682-683.
42. *Ibid.*, p. 683. Dans cette optique, il n'est pas du tout étonnant de voir que les fraternisations entre soldats bulgares et russes pendant la Première Guerre mondiale et leur apport au mouvement anti-guerre soient soulignées. Cf. D. Kossev/Ch. Christov/D. Angelov, *Précis d'histoire de Bulgarie*, Sofia, Ed. en langues étrangères, 1963, p. 303-304 (p. 304 : photo montrant des soldats fraternisant sur le Danube).
43. Hoppe, *Politik*, p. 246. La citation est tirée de Kossev/Christov/Angelov, p. 297.
44. Pundeff, *op. cit.* p. 686. Pour les sujets préférés des communistes bulgares cf. par exemple Elena Evstatieva, « Georgi Dimitrov v zaštita na voennoplenниците v Bälgarija po vreme na Pärvata Svetovna Vojna », *Izvestija na Institutata po Istoriya na BKP* t. 28, 1972, p. 71-93 ou Ljubomir Ognjanov, « Oktomvri i revoljuzionizirane na bälgarskata armija », *Voennioistoričeski Sbornik* t. 57, n° 1, 1988, p. 26-44. L'historiographie bulgare reprend les sujets de prédilection de l'historiographie soviétique, qui travaillait également sur l'histoire de Bulgarie pendant la Première Guerre mondiale. Cf. par exemple A. M. Koren'ko, « Internacionalistskaja pozicija bolgarskich tesnych socialistov v period mirovoj imperialističeskoj vojny 1914-1918 gg. », *Učenyje zapiski Instituta Slavjanovedenija* no. 10, 1954, p. 351-388 ou V. I. Vladimirskaia, « Bor'ba bolgarskoj rabočej social-demokratičeskoj

- partii (tesnych socialistov) protiv imperialističeskoj vojny (1914-1918 gg.) », *Učenyje zapiski Instituta Slavjanovedenija* no. 14, 1956, p. 3-55.
45. Kossev/Christov/Anguelov, *op. cit.* p. 298 ; Anguel Mladenov/Peter Petrov, « 1300<sup>e</sup> anniversaire de l'Etat bulgare », *Revue internationale d'histoire militaire* n° 60, 1984, p. 11-12.
  46. Ivan Alexandrov/Dimitre Gotsev, « Les luttes du peuple bulgare pour la réunification (1878-1918) », *ibid.*, p. 119.
  47. Thomas Meininger, « A Troubled Transition: Bulgarian Historiography, 1989-1994 », *Contemporary European History* t. 5, n° 1, 1996, p. 104.
  48. Hannes Grandits/Ulf Brunnbauer, « The Ambiguous Nation. Socialist and Post-Socialist Nation-Building in Southeastern Europe in Perspective », in Hannes Grandits/Ulf Brunnbauer (éds.), *The Ambiguous Nation. Case Studies from Southeastern Europe in the 20th Century*, München, Oldenbourg, 2013, p. 19. Sur la situation en Roumanie à partir des années 1960 cf. Katherine Verdery, *National ideology under socialism. Identity and cultural politics in Ceausescu's Romania*, Berkeley CA [et al.], University of California Press, 1991.
  49. Lory, « Guerre invisible », p. 49. Cela soulève également la question du décalage entre la mémoire officielle et la mémoire privée, entre ce que le régime voulait qu'on voie et ce que les individus voulaient voir. Cf. Grandits/Brunnbauer, *op. cit.* p. 28.
  50. Cf. les notes 57 et 59 du présent article. Les conditions difficiles dans laquelle l'historiographie bulgare doit travailler depuis la fin du communisme sont évoquées par Thomas Meininger. Cf. note 47 du présent article.
  51. Pour les continuités entre communisme et postcommunisme dans le Sud-Est européen cf. Brunnbauer/Grandits, p. 14. L'Etat et la nation restent les deux acteurs les plus importants dans l'historiographie bulgare marquée par un « conservatisme historique ». Rumjana Prešlenova, « Freiheit als Verantwortung. Die Historiographie in Bulgarien nach dem Umbruch », in Alojz Ivanišević [et al.] (éds.), *Klio ohne Fesseln? Historiographie im östlichen Europa nach dem Zusammenbruch des Kommunismus*, Vienne [et al.], Lang, 2002, p. 483. Le constat de Maria Todorova est également assez pessimiste : « The ideological screen has been lifted, but the expected revolution in the profession is not taking place. » Maria Todorova, « Bulgaria », *The American Historical Review* t. 97, n° 4, 1992, p. 1113.
  52. Wolfgang Höpken, « Continuität im Wandel : Historiographie in Bulgarien seit der Wende », in Ivanišević [et al.] (éds.), p. 491.
  53. Daniela Koleva/Ivan Elenkov, « Did "the Change" Happen? Post-socialist Historiography in Bulgaria », in Ulf Brunnbauer (éd.), *(Re) Writing History – Historiography in Southeast Europe after Socialism*, Münster [et al.], LIT-Verlag, 2004, p. 104-105.
  54. Cf. par exemple Boris Cholpanov, « Atakata i ovladjaneto na Tutraskanskata krestop prez Părva Svetojna Vojna », *Voennoistoričeski Sbornik*, t. 59, n° 3, 1990, p. 103-133 et Jordan Milanov, « Bălgarskata armija prez Părva Svetojna Vojna (1915-1918 g.) », *ibid.* t. 59, n° 4, 1990, p. 88-118.
  55. Prešlenova, p. 479. Cette mémoire populaire se donne à sentir même dans le plus petit village où les habitants ont des idées bien figées sur l'histoire de la Bulgarie, ce qui favorise légendes et mythes. La même attitude peut être observée dans des commentaires sur des sites internet, quand il est par exemple question de « l'armée bulgare invaincue » ou quand des extraits de films et donc relevant de la fiction sont utilisés comme s'il s'agissait de sources historiques. La pratique est à ce point répandue que des documentaires historiques à la télévision nationale utilisent des extraits de films de cette manière. Enfin, il y a ce que l'historienne Vera Mutafčieva qualifie de « syndrome de Balkandži Jovo ». Cf. Velinov.
  56. Cf. Božidar Dimitrov, *Istinskata istorija na balkanskata vojna*, Sofija, « 168 časa » EOOD, 2007. Dimitrov représente un courant qui se sert de l'historiographie pour justifier des revendications politiques et pour défendre une cause nationale. Ceci est évident dans l'épilogue intitulé « La Bulgarie pouvait être une Bulgarie des deux mers » dans lequel il développe une stratégie grâce à laquelle la Bulgarie aurait pu conserver une partie de la Macédoine au moins et son accès à la Mer Egée perdu à la suite du Traité de Neuilly. Cf. *ibid.*, p. 80-86. Cette vision de l'histoire devient également évidente dans le titre d'un autre livre de Dimitrov dans lequel il interprète les guerres menées par la Bulgarie entre 1885 et 1944 comme des guerres « d'unification nationale ». Cf. note 67 du présent article. Pour la fonction politique et sociétale de l'historiographie bulgare censée façonner la conscience nationale cf. Todorova, p. 117.
  57. Cf. Sur le site de la chaîne SKAT <www.skat.bg> une émission consacrée au front macédonien pendant la Première Guerre mondiale (22 février 2013). Malheureusement, la concurrence entre historiens et journalistes ainsi que la publication de vulgarisations de l'histoire sont susceptibles de renforcer des idées nationalistes et des théories de complot. Ulf Brunnbauer, « Kontinuitäten und Wandel. Aktuelle Trends in den postsocialistischen Historiographien Südosteuropas », *Südostforschungen* t. 61-62, 2002-2003, p. 376. Les théories de complot peuvent servir des intérêts politiques comme le montre le scandale autour de l'exposition sur le massacre de Batak (1876) en 2007. Le projet de Martina Baleva et d'Ulf Brunnbauer d'étudier le rôle du massacre de Batak dans la narration historique bulgare et de le présenter dans une exposition ainsi que le fait que celui-ci fut présenté comme un « mythe » provoquèrent un scandale et une effervescence publique énormes en Bulgarie. Celle-ci fut surtout alimentée par le parti politique nationaliste « Ataka » et des personnalités politiques bulgares telles que le Président Georgi Părvanov commentèrent le projet scientifique et la provocation contre la mémoire historique bulgare qu'ils y voyaient. Pour le catalogue de l'exposition cf. Martina Baleva/Ulf Brunnbauer (éds.), *Batak ein bulgarischer Erinnerungsort – Batak kato mjesto na pametta*, Sofija, Izток – Zapad, 2007. Sur les réactions en Bulgarie cf. Doroteja Dobrev, « Historisches Gedächtnis und Identitätskonstruktionen im bulgarischen uropäisierungsdiskurs. Das Fallbeispiel „Batak“ », *Zeitschrift für Balkanologie*, t. 46, 2010, n° 1, p. 1-25.
  58. Assez ironiquement, cette chanson intitulée « Kăda da i odiš » (« Où que tu ailles ») existe aussi dans une version macédonienne dans laquelle les références à la Macédoine remplacent celles à la Bulgarie. La question de son attribution, macédonienne ou bulgare, donna lieu à une querelle bulgare-macédonienne sur différents sites internet.
  59. Cf. Nikola Nedev, *Dojranskata epopeja*, Sofija, Izdat. Aniko, 2009, disponible sur le site < [http://www.sitebulgarizadno.com/index.php?option=com\\_content&view=article&id=396:2012-03-22-20-52-55&catid=34:2010-04-24-13-08-01&Itemid=55](http://www.sitebulgarizadno.com/index.php?option=com_content&view=article&id=396:2012-03-22-20-52-55&catid=34:2010-04-24-13-08-01&Itemid=55) > (consulté le 3 mai 2014).
  60. Il s'agit du livre suivant: Georgi Georgiev, *Edin ot Părva Divizija. Spomeni na učastnik*, Sofija, 1943 (1<sup>re</sup> édition : Sofija, 1935). L'écrivain Georgiev était officier de réserve et surnommé le « Remarque bulgare ». Le livre en question, qui s'inscrit dans une série de publications par des anciens combattants et des histoires de régiments parues depuis la fin de la Première Guerre mondiale, fut publié vingt ans après l'entrée en guerre de la Bulgarie, au moment où le pays se trouvait dans un contexte politique tendu après le coup d'Etat militaire du 19 mai 1934 et la mise en place de la dictature royale. *Ibid.*, p. 365 et Dimitrova, « My war », p. 15. Snežana Dimitrova souligne le fait que beaucoup d'ouvrages comparables furent publiés par des réservistes après la Première Guerre mondiale, ouvrages qui mettaient l'accent sur l'héroïsme des soldats bulgares dans des conditions difficiles sur le front et honnoraient ainsi la mémoire de cette guerre perdue selon eux par les hommes politiques à Sofia. Le patriotisme apparaît comme une valeur centrale dans les récits de guerre des réservistes. *Ibid.*, p. 18 et p. 22-23.
  61. Une telle carte, qu'on peut parfois même trouver dans des bâtiments officiels, faisait partie de la décoration de l'émission de Nikola Grigorov également.
  62. Cf. l'ouvrage du directeur du Musée historique de Tutrakan, Petăr Bojčev, *Tutraskanskata epopeja*, Tutrakan, Istoričeski Muzej Tutrakan, 2<sup>e</sup> édition, 2010 (cf. < <http://tutrakanmuseum.com/publications.php?id=19> > ; consulté le 5 mai 2014).
  63. Je remercie Mme Deniza Petrova (Potsdam) de m'avoir fourni ces renseignements. Des informations sur l'aménagement du cimetière à Sumenci se trouvent également sur < <http://tutrakanmuseum.com/expositions.php?id=5> > (consulté le 5 mai 2014).
  64. Information de Mme Deniza Petrova (Potsdam).
  65. Cf. note 22.
  66. Snežana Dimitrova y voit des ressemblances avec l'entre-deux-guerres et mentionne la réimpression de mémoires de guerre de cette époque, qui se vendaient très bien dans les deux périodes. Cf. Dimitrova, « My war », p. 15-16.
  67. Comme par exemple les publications d'histoire populaire de Božidar Dimitrov. Cf. Božidar Dimitrov, *Vojnite za nacionalno obedinenie 1885, 1912-1913, 1915-1918, 1939-1945*, Sofija, Fondacija KOM, 2006. Une exception notable est la publication d'Ivan Elenkov, *Rodno i djasno. Prinos kăm istorijata na nesbădnatija desen proekt v Bălgarija ot vremeto među dvete svetovni vojni*, Sofija, Lik, 1998, notamment l'article « Vojnite i cennostniete transformacii v bălgarskata kultura », *ibid.*, p. 31-43.

# La mémoire de la Première Guerre Mondiale en Pologne

JULIA EICHENBERG, HUMBOLDT UNIVERSITÄT / CENTRE MARC BLOCH, BERLIN

Dans un de ses ouvrages, en 1931, Winston Churchill désignait la Première Guerre mondiale à l'Est comme une « guerre mal connue ».<sup>1</sup> Aujourd'hui, avec l'attention publique pour le centenaire de 1914 et la nouvelle vague commémorative, il est difficile d'imaginer que la mémoire de la « Grande Guerre » ne soit pas tout à fait européenne ou même globale. Pourtant, même en 2014, la mémoire polonaise de ce conflit reste encore parfaitement caractérisée par l'expression de Churchill. L'historien polonais Robert Traba parlait ainsi au début des années 2000 encore d'une « guerre oubliée », bien loin de la notion de « Grande Guerre » qui prévaut en Grande Bretagne et en France.<sup>2</sup>

Un exemple suffira à rendre compte de ce décalage : pour les commémorations et la célébration du centenaire, le gouvernement de la Grande Bretagne a prévu un budget de 60 millions de livres sterling et la France un budget de 50 millions d'euros. Alors que même la Nouvelle Zélande est parvenue à réunir un budget de 10 millions de dollars, le gouvernement allemand n'a prévu que 4 millions d'euros. La Pologne, quant à elle, n'a prévu aucun budget spécifique.

Cet intérêt comparativement faible pour la commémoration de la guerre ne signifie pas qu'elle ait été qu'un épisode négligeable de l'histoire du pays. En réalité, la faiblesse relative de la mémoire de la guerre est en décalage avec l'intensité de l'expérience de guerre et les souffrances subies par la population durant la guerre. Même si l'Etat polonais n'existait pas en tant qu'unité politique souveraine durant ces années-là, la guerre a dévasté le territoire polonais et soumis les populations civiles comme militaires à rude épreuve.

## L'ÉTAT DE GUERRE SANS ETAT

La Grande Guerre des Nations, rêvée par les poètes romantiques du 19<sup>e</sup> siècle (à l'instar d'Adam Mickiewicz) comme le seul moyen de regagner l'Indépendance du pays, s'est avérée en réalité être une malédiction pour la population polonaise.<sup>3</sup> Depuis la partition du territoire à la fin du 18<sup>e</sup> siècle, la Pologne était restée divisée entre les trois pouvoirs d'Ancien Régime : la Russie, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. Les batailles du front de l'Est entre les puissances centrales et l'Empire russe ravagèrent le pays. La population civile, éprouvée par les combats, a dû accueillir les réfugiés de passage et, dans de nombreux cas, prendre elle-même la fuite. Lorsque les hommes de 18 à 45 ans furent forcés par la conscription de rejoindre l'armée russe, leurs familles ont suivi la retraite de l'armée afin de rester près de leurs pères, maris et fils. D'autres ont suivi par peur d'être enrôlés de force par les puissances centrales, ou parce que la politique russe de la « terre brûlée » ne laissait que des ruines. Sur les ordres du haut commandement russe, tout ce qui pouvait profiter à l'ennemi était détruit. Infrastructures et villages entiers ont été anéantis et les champs systématiquement brûlés. La victoire des puissances centrales termina temporairement les combats sur le sol polonais, mais les conditions de vie de la plupart des habitants ne s'améliorèrent pas pour autant. L'occupation allemande et autrichienne s'accompagna d'une précarisation de la situation alimentaire. Nourriture et matières premières furent confisquées et exportées par le gouvernement allemand et l'Empire autrichien.<sup>4</sup>

Le destin des soldats n'était pas plus enviable. Au cours de la Première Guerre mondiale, les Polonais ont combattu soit comme conscrits, soit comme soldats professionnels, dans les armées des puissances occupantes, l'Allemagne, la Russie et l'Autriche-Hongrie. Les chiffres exacts des combattants polonais sont difficiles à établir, et ceux cités dans la littérature varient. Le chiffre le plus fréquemment cité est de 1,5 millions de soldats polonais



ayant combattu durant la grande guerre. Cependant, les recherches les plus récentes ont donné un plus grand nombre encore, estimant à environ de 2 à 3 millions le nombre de soldats polonais dans les armées des empires.<sup>5</sup> Outre les Polonais servant dans les armées d'occupation, il y avait la fameuse Armée polonaise en France, qui ne fut ni très nombreuse, ni d'une grande importance stratégique (entrée dans la guerre seulement au printemps 1918), mais qui allait jouer un rôle crucial dans la mémoire de la guerre. En effet, l'Armée polonaise en France fut l'argument mis en avant par l'Etat polonais après la guerre pour obtenir le statut honorifique d'Allié. Il y eut probablement entre 500 000 et 800 000 soldats polonais morts pendant la Première Guerre mondiale, et d'innombrables blessés.

En dépit de cette ponction démographique importante, ces soldats n'ont pas pris une place importante dans la mémoire nationale polonaise. En effet, la mémoire publique tout comme l'historiographie ont surtout insisté sur les guerres frontalières qui ont suivi la Première guerre, et qui seules ont été considérées comme de véritables guerres d'Indépendance. En dépit du

nombre inférieur de Polonais ayant servi durant les guerres frontalières de 1918 à 1922 (environ 800 000 soldats ont servi la Pologne dans les guerres frontalières, soit moins que durant la Première guerre), leur poids dans la mémoire nationale a été bien supérieur.<sup>6</sup>

### LES PHASES DE LA MÉMOIRE DE GUERRE

On peut distinguer à grands traits quatre phases dans la commémoration et l'historiographie de la Première Guerre mondiale en Pologne: La première fut celle de l'entre-deux-guerres, lorsque l'expérience de 1914-1918 (ou, mieux, de 1914-1922) était encore très présente, puisque les postes clefs dans les secteurs politiques, culturels et économiques étaient pour l'essentiel tenus par des vétérans. Cette période fut celle de la construction d'un récit mémoriel spécifique. Celui-ci s'articula sur une hiérarchie très prononcée entre les différentes unités combattantes : étaient privilégiées les réussites des formations exclusivement polonaises, comme les Légions Polonaises et l'armée Polonaise en France

*Armée polonaise, Troupes polonaises au front, Signal Corps AEF, US Army, communiqué par Chusseau-Flaviens, s.d., Coll BDIC.*

●●●

A l'Ambassade de Pologne, le commandant Ludwig Zafert verse dans l'urne qui doit être déposée sur le tumulus du maréchal Pilsudski à Cracovie, la terre recueillie près d'Arras, de Reims et dans les Vosges où ont combattu les vétérans polonais, s.d., Coll. BDIC.



- (appelée aussi « Haller-Armée »), au dépens de la grande majorité des soldats conscrits dans les armées de la Russie, de l'Allemagne et de l'Autriche.<sup>7</sup> Progressivement, le récit de la lutte pour l'Indépendance et des guerres frontalières recouvra la mémoire de la Première guerre. Le coup d'Etat de Pilsudski et la consolidation du régime de Sanacja cimentèrent ce récit national. Avec l'invasion allemande de la Pologne en 1939 et le début de la Deuxième Guerre mondiale, la commémoration de la Première Guerre perdit en actualité. Ce fut la deuxième phase, de 1939 à 1990, celle de l'éclipse de la mémoire de la Première Guerre mondiale par la Seconde Guerre. Durant les premières années de la guerre, les élites polonaises essayèrent pour une part, notamment celles qui se trouvaient en exil à Londres, de réactiver le souvenir des alliances de la Première Guerre pour obtenir des soutiens politiques extérieurs face à l'Allemagne. Malgré cette réactualisation temporaire de la mémoire de guerre, l'attention se focalisa sur la Deuxième Guerre mondiale. Cela se fit bien sûr en raison du coût démographique particulier infligé au pays durant le Second conflit mondial, mais aussi en raison de l'influence politique –notamment soviétique– sur la sphère de la commémoration. La troisième phase, de 1990 à environ 2010, libéra la mémoire de guerre du grand récit de guerre froide, tout en renouvelant le roman de l'Indépendance. L'historiographie se concentra sur des thèmes nationaux qu'il

n'était pas possible de discuter pendant la guerre froide et s'attela à de nouvelles questions comme celle de la place de la Pologne en Europe et ses relations avec la Russie et les Etats-Unis. Encore une fois, bien que pour des raisons tout à fait différentes, la Première Guerre mondiale resta un objet secondaire de la mémoire nationale comme de l'historiographie. Ce n'est que depuis quelques années que commence une nouvelle phase mémorielle –qui n'en est encore probablement qu'à ses tout débuts.

L'impact matériel et humain de la Première Guerre mondiale dans l'Europe centrale et orientale fut immense. Le fait que l'historiographie de la guerre ait été encore si longtemps négligée reste surprenant si on la compare à la place accordée à la Grande Guerre dans la recherche occidentale et au discours politique dès l'entre-deux-guerres.

La mémoire de la Première Guerre mondiale resta toujours reléguée au second rang par rapport à la période suivante de lutte pour l'indépendance. Les guerres de frontières que les Polonais ont conduites immédiatement après la Première Guerre mondiale détiennent dans la culture publique du souvenir et de la construction de la nation un statut spécifique. Cela est dû au caractère purement « polonaises » de ces guerres, combattues au nom de la Seconde République Polonaise et, de ce fait, perçues comme des

guerres de défense du territoire national menacé.<sup>8</sup> A l'inverse, le fait que les soldats polonais aient participé à la Première Guerre sous des uniformes étrangers a été un sérieux frein à l'identification nationale. Le caractère fratricide de la guerre sur le front Est a rendu toute évocation délicate. Certes, des chansons et des poèmes ont décrit ce conflit comme une expérience positive renouvelant la nation, fondant l'Etat polonais dans le sacrifice national. Mais d'une façon générale, l'évènement resta essentiellement un traumatisme pour la jeune nation qui tenta rapidement de l'oublier.

Les horreurs de la Seconde Guerre mondiale, ensuite, ont surclassé la mémoire de la Première Guerre. L'invasion du territoire et la perte d'une souveraineté fraîchement acquise furent des expériences brutales, touchant aux fondements mêmes de l'existence de l'Etat. La destruction des campagnes et des villes sur le front de l'est, l'Holocauste et la politique orientale inhumaine des nazis ont distancé, dans le récit de la nation, les conflits précédents. Parmi les évènements traumatiques qui ont marqué la mémoire nationale figurent en particulier les soulèvements de masse comme le soulèvement du ghetto de Varsovie en 1943 et l'insurrection de la capitale en 1944. Ces soulèvements furent brutalement réprimés par l'armée d'occupation allemande, tandis que, en 1944, l'armée rouge attendait patiemment sur l'autre rive de la Vistule que les nazis aient fini de décapiter l'élite polonaise. La guerre se termina ainsi une nouvelle fois sur un rendez-vous manqué avec la souveraineté nationale, la Pologne devenant de fait un satellite de l'empire soviétique. Dans les décennies suivantes, le poids de l'historiographie soviétique joua un rôle important. Dans un contexte de commémoration très idéologique et dominée par la politique extérieure, d'autres questions furent privilégiées, notamment l'histoire d'une Seconde Guerre mondiale dans laquelle la Russie jouait le rôle de libérateur.<sup>9</sup>

Au sortir de la guerre froide, la Pologne a privilégié la mémoire et la conservation des évènements et des expériences pouvant être clairement attribués à la nation polonaise. L'intérêt pour la Première Guerre mondiale resta faible, l'évènement étant difficile et complexe dans ses rapports à l'État nation. La demande publique pour une nouvelle historiographie et le développement d'une approche historique universitaire libérée de l'influence de Moscou débouchèrent sur une reconsidération de thèmes déjà abordés à l'époque antérieure mais sous un angle moins idéologique.

Le débat public se concentrait sur la consolidation de la Deuxième République de Pologne, et par là-même, sur les succès de Piłsudski et de ses légions polonaises dans les guerres de frontières. Par contre, le fait que jusqu'en 1917 Piłsudski ait continué sa coalition avec les puissances centrales a été minimisé.<sup>10</sup> La participation de la

Pologne dans la guerre aux côtés de l'armée française fait figure de trait saillant dans la mémoire nationale, puisque cet évènement a trouvé une place particulière dans la mémoire collective.

Plusieurs raisons sont classiquement invoquées pour expliquer l'oubli relatif de la Première Guerre mondiale en Pologne :

La première raison a trait à l'Etat-nation. Alors que les pays occidentaux disposaient en 1914 déjà d'un État nation, l'Europe de l'Est restait sous contrôle des empires allemand, russe, ottoman, et austro-hongrois. Ces trois Etats se sont effondrés au cours de la guerre, et l'empire allemand fut considérablement restreint sur son flanc est. En outre, tandis que les alliés triomphaient, les empires de l'Est étaient des Etats vaincus. Une mémoire collective de la guerre n'était donc pas possible. La deuxième explication, déjà mentionnée plus haut, est le poids de la commémoration de la Seconde Guerre mondiale, l'oubli de la Première Guerre mondiale étant lié à la suprématie de l'histoire soviétique. En Europe de l'Est, la « Grande Guerre patriotique », c'est la Seconde Guerre, commémorée dans les pays socialistes libérés grâce au grand frère soviétique. Or, l'Union soviétique ne tenait pas à entretenir le souvenir de la Première Guerre, celle-ci ayant été menée par l'empire tsariste et s'étant terminée dans la révolution. En outre, les pays d'Europe orientale avaient acquis leur indépendance au cours de la Première Guerre mondiale et l'avaient perdue dans la Seconde, ce qu'il aurait été déplacé de rappeler. Enfin dans un contexte de guerre froide, il était bon de rappeler le triomphe militaire de l'URSS et de dénoncer le fascisme de l'Allemagne et de ses alliés, utile rappel qu'une guerre contre l'URSS ne pouvait être gagnée.

Toutes ces raisons ont sans doute joué un rôle. Toutefois, il convient de nuancer quelque peu ces idées communément admises. L'argument selon lequel une « culture de défaite » expliquerait le peu d'intérêt pour la Première Guerre mondiale en Europe de l'Est est intéressant, mais il simplifie largement la situation complexe de l'Europe centrale et orientale. Plusieurs de ces pays, dont l'indépendance nationale fut le fruit de la guerre, se sont sentis à bon droit être victorieux. D'ailleurs, ils ont été également inclus par la suite, pour diverses raisons, dans le cercle des alliés. Dans le cas de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Serbie on peut donc, au moins pour la période de l'entre-deux guerres, parler d'une « culture alliée », sinon d'une « cultures de la victoire ».<sup>11</sup> Cette culture fut appropriée par les pays de l'Est pour des raisons politiques, même si la grande majorité de leurs soldats en Pologne, Tchécoslovaquie et en Yougoslavie avaient en réalité combattu pour les puissances centrales défaites.

En dépit de cela, on trouve dans la commémoration

●●●

Józef Wittlin,  
*Sól Ziemi*,  
[Le sel de la terre],  
Publishers,  
New York, 1954,  
Coll. BDIC



- publie quelques évocations des soldats conscrits par les armées des puissances centrales. Le roman de Józef Wittlin *Sól ziemi* [Le sel de la terre] de 1935 décrit la mobilisation des hommes polonais à la guerre par l'armée autrichienne en Galicie. Tandis que le livre de Wittlin traite le sujet d'une façon pacifiste et sombre, la version satirique du même thème par Jaroslav Hašek dans *Osudy dobrého vojáka Švejka za světové války* [Le brave soldat Chvéik] 1921-23 tint une place important dans la perception de la guerre. Dans les années 1980, une série télévisée populaire (« C.K. Dezerterzy », de Janusz Majewski) s'empara d'ailleurs du thème, jouant avec la figure du soldat polonais subversif et célébrant la mémoire des soldats polonais dans l'armée autrichienne comme un épisode humoristique.<sup>12</sup> Cette série véhiculait l'idée que les soldats polonais avaient déserté massivement des armées d'occupation, une idée largement entretenue d'ailleurs par l'historiographie – et qui ne fut réfutée que récemment.<sup>13</sup>

### UNE MÉMOIRE EUROPÉENNE ET LE CENTENAIRE

Il faut reconnaître l'existence des quelques études, certes rares mais excellentes, sur la Première Guerre en Russie et en Europe de l'Est, souvent centrées sur l'histoire sociale et économique, comme l'œuvre de Peter

Gatrell ou celle de Jan Molenda. Cette littérature cohabitait avec une littérature par ailleurs largement hagiographique portant sur les « héros de l'indépendance » (Pilsudski, Haller, etc). Malgré ces quelques exceptions, le livre de Liulevicius publié en 2000 constitua un tournant historiographique et le prélude à un nouvel intérêt pour le front Est.<sup>14</sup>

Alors que les études sur la guerre étaient jusque-là surtout concentrées sur la France et la Grande Bretagne, et parfois sur l'Allemagne, Liulevicius proposa une analyse de l'occupation allemande dans la région de l'« Ober-Ost » qui réorienta le regard sur l'est de l'Europe. Cela étant, le succès de l'ouvrage tient surtout au fait qu'il traite de la Première Guerre mondiale à l'Est comme origine de la violence allemande dans cette région durant la Seconde Guerre mondiale.

De la même façon, ce nouvel intérêt historiographique resta dans un premier temps encore limité, et surtout concentré sur les rapports entre l'Allemagne, l'Autriche et la Russie – avec quelques fois un intérêt spécifique pour la question des populations juives vivant sur le front Est. La Première Guerre n'était pas, me semble-t-il, considérée pour son impact propre, mais comme un simple prélude à la Deuxième Guerre. Comme l'intérêt historiographique était déjà tourné vers la Seconde Guerre, la redécouverte du front Est ne changea tout d'abord pas grand-chose pour la mémoire de la Première Guerre mondiale en Pologne. L'histoire de la guerre continuait d'être racontée comme l'histoire d'Etats en guerre – et la Pologne n'y figurait pas.

Au même moment, l'historiographie de la guerre dans d'autres pays européens gagna en importance. Au fur et à mesure que la connaissance du front Ouest s'affinait, l'expérience de la Pologne apparut de moins en moins comme une expérience unique. Au contraire, des comparaisons avec d'autres pays européens pouvaient être faites, dans le sens d'une vision paneuropéenne de la guerre : le service sous des uniformes étrangers fut après tout également une expérience partagée par les Irlandais ; l'expérience d'une guerre fratricide fut, par exemple, partagée par les Alsaciens. Dans ces territoires aussi, l'exploration de la Première Guerre mondiale était difficile, mais petit à petit, historiographie et commémorations publiques s'y sont attelées.<sup>15</sup>

Il reste à espérer que la Pologne va suivre le chemin de l'Irlande, qui a commencé de faire la paix avec son histoire et redécouvert l'importance de la Première Guerre mondiale – même si cela ne s'est fait que dans l'ombre de la vague commémorative en Angleterre. Les deux pays à la périphérie de l'Europe partagent plus de similarités que l'on ne croit. Tous deux n'étaient pas indépendants durant la période de 1914-1918, ont eu des hommes qui se sont battus pour l'empire régnant considéré comme puissance occupante (qui en outre était d'une autre confession). Ces deux pays gagnèrent leur indépen-

dance après la guerre, mais continuèrent d'être marqués par des conflits sanglants. Dans les deux cas, ces deux mêmes facteurs éclipsèrent la mémoire de la Première Guerre mondiale. Dans ces deux pays, l'expérience d'un autre conflit violent a masqué la mémoire de 1914-1918: la Deuxième Guerre mondiale en Pologne, les « troubles » en Irlande. Pourtant, étant donné que cette guerre fut aussi, dans les deux pays, le début de l'indépendance nationale, un renouveau historiographique pourrait contribuer à un renouveau plus large de l'histoire nationale – et européenne.

En 2014, l'expérience de la « Grande Guerre » reçoit, en France comme en Grande-Bretagne, plus d'attention que jamais. Un mot permet même de résumer, à lui seul, cette fièvre commémorative, « Le Centenaire ». Ce terme peut actuellement être utilisé parmi les historiens sans nécessiter plus d'explications, et être clairement lié à la Première Guerre mondiale. C'est loin d'être le cas en Europe de l'Est. Il serait facile et rapide d'expliquer cette opposition par un clivage

entre Ouest et Est. La mémoire du front Ouest comme « catastrophe fondatrice » du 20<sup>e</sup> siècle n'est pas présente à l'Est. En même temps, via les liens noués avec les pays dans lesquels le centenaire est au centre de la discussion publique, et par le biais des collaborations scientifiques transnationales, l'intérêt pour la Première Guerre mondiale grandit. Une mémoire européenne commune d'un côté, et des projets de recherche transfrontaliers financés par des pays voisins ou par l'Europe de l'autre, y contribuent de manière importante. Pourtant, il ne s'agit pas simplement d'un mouvement de haut en bas. Emergent aussi, en parallèle, de plus en plus de projets locaux et de tentatives de retrouver l'histoire propre de la guerre. De façon paradoxale, tandis que le récit national de l'Indépendance avait longtemps recouvert la mémoire de 1914-1918, c'est peut-être l'échelon local et l'échelon transnational qui permettent actuellement de redécouvrir cet événement, ouvrant ultérieurement la voie à une commémoration nationale. ■

## Notes

1. Winston S. Churchill, *The Unknown War: The Eastern Front*. New York, C. Scribner's Sons, 1931.
2. Robert Traba, « Zapomniana Wojna. Wydarzenia 1914–1918 w polskiej i niemieckiej pamięci zbiorowej », in *Kraina tysiąca granic. Szkice o historii i pamięci*. Olsztyn, Borussia, 2003, p. 155–162.
3. « O wojnę powszechną za wolność ludów, Prosimy Cię, Panie », Adam Mickiewicz 1832, « Księgi narodu polskiego i pielgrzymstwa polskiego ». In: Harold B. Segel, « Culture in Poland during World War I », in Aviel Roshwald / Richard Stites, (eds.), *European Culture in the Great War. The Arts, Entertainment, and Propaganda, 1914–1918*. Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 58–88, p. 61.
4. Joshua Sanborn, « Unsettling the Empire: Violent Migration and Social Disaster in Russia during World War I », in *J. M. H.*, Vol. 77, 2 (2005), p. 290–324. Peter Gatrell, *A Whole Empire Walking: Refugees in Russia during World War I*. Bloomington, Indiana University Press, 1999, chap. 1. Krzysztof Dunin-Wąsowicz, *Warszawa w czasie pierwszej wojny światowej*. Warszawa, Państwowy Instytut Wydawniczy, 1974.
5. Piotr Wandycz, « Se remobiliser pour renaître: Les voies polonaises de la sortie de la guerre », in: Stéphane Audoin-Rouzeau / Christophe Prochasson, *Sortir de la Grande Guerre. Le monde et l'après-1918*. Paris, Tallandier, 2008, p. 307–328, p. 314. Lesław Dudek, « Polish Military Formations in World War I », in Béla K. Király / Nándor F. Dreisziger, (eds.), *East-Central European Society in World War I*. New York, Brooklyn College Press, 1985, p. 454–470, p. 455. Kossewska et Rosen-Zawadzki parlent de 3, 5 millions: E. Kossewska, *Związek Legionistów Polskich 1922–1939*. Warszawa, Aspra-JR, 2003, p. 7. Jabłonowski parle de 3 millions. Marek Jabłonowski, *Sen o potęgę Polski*, Olsztyn, Ośrodek Badań Nauk. im. W. Kętrzyńskiego, 1998, p. 5. Alexander Watson estime à 850 000 le nombre de soldats polonais dans l'armée allemande uniquement (1914–1918). Alexander Watson, « Fighting for Another Fatherland: The Polish Minority in The German Army, 1914–1918 », in *English Historical Review* 2011; CXXXVI: 1137–1166. Aussi: Stanisław Czerep, « Straty polskie podczas I wojny światowej », in Daniel Grinberg, u. a. (eds.), *Lata Wielkiej Wojny. Dojrzwowanie do niepodległości 1914–1918*. Białystok, Wydawn, 2007.
6. Jabłonowski, *Sen o potęgę Polski*, p. 20.
7. István Deák, *Der k.u.k. Offizier 1848–1918*, Wien 1995. Jan Rydel, *W służbie cesarza i króla. Generalowie i admirałowie narodowości polskiej w siłach zbrojnych Austro-Węgier w latach 1868–1918*. Kraków, Księgarnia Akademicka, 2001. Boysen, *Preußische Armee und polnische Minderheit*, Marburg, Herder Institut, 2008.
8. Une vue d'ensemble de l'historiographie: Rüdiger Ritter, *Die Geschichtsschreibung über Abstimmungs-kämpfe und Volksabstimmung in Oberschlesien (1918–1921)*. Francfort, Peter Lang, 2009.
9. Marcin Kula, « Polska: narzucona I odrzucona komunistyczna wizja dziejów », in: *Borussia XIII* (2003) 30, p. 9–27, p. 10–12.
10. Heidi Hein, *Der Piłsudski-Kult und seine Bedeutung für den polnischen Staat 1926–1939*. Marburg, Helder Institut, 2002, p. 19–27. Garlicki, Andrzej, *Józef Piłsudski, 1867–1965*. Warszawa, Oficyna Wydawnicza Rytm, 2008.
11. John Horne, « Beyond Cultures of Victory and Cultures of Defeat? Inter-war Veterans' Internationalism ». In: Julia Eichenberg / John Paul Newman, *The Great War and Veterans' Internationalism*. Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013, p. 207–222.
12. Janusz Majewski, *C.K. Dezerterzy*, 1986 (Pologne).
13. Piotr Szlanta: « C.K. dezerterzy? Morale armii monarchii naddunaskiej podczas pierwszej wojny światowej », in: *Mowią Wiek*, Nr. 10/2005, p. 22–27. « Consent, Coercion and Endurance in Eastern Europe: Poland and the Fluidity of War Experiences », in Jochen Böhrer, Włodzimierz Borodziej / Joachim von Puttkamer (dir.), *Legacies of Violence. Eastern Europe's First World War*, [Europas Osten im 20. Jahrhundert. Schriften des Imre Kertész Kollegs Jena, vol. 4]. Munich, Oldenbourg Verlag 2014, p. 235–258.
14. Vejas Gabriel Liulevicius, *Kriegsland im Osten. Eroberung, Kolonisierung und Militärherrschaft im Ersten Weltkrieg*. Hamburg, Hamburger Verlag, 2002. Aussi: Julia Eichenberg, *Großer Krieg – Vergessener Krieg? Der 11. November als politischer Gedenktag in Polen und Großbritannien, 1919–1938*. Unveröff. Magisterarbeit, Tübingen, 2004.
15. Pour l'Irlande: Adrian Gregory et al. (eds.), *Ireland and the Great War 'A War to Unite Us All?'* Manchester / New York, Manchester University Press, 2002. Keith Jeffery, *Ireland and the Great War*, Cambridge, 2011. Horne, John (eds.), *Our War. Ireland and the Great War*. Dublin, Royal Irish Academy, 2008. Pour l'Alsace: Bruno Cabanes, *La Victoire équivoquée. La sortie de guerre des soldats français (1918–1920)*. Paris, Editions du Seuil, 2004, p. 99–109. Pour le débat sur le colonialisme en Europe de l'Est: Philipp Ther, « Deutsche Geschichte als Imperiale Geschichte. Polen, slawophone Minderheiten und das Kaiserreich als kontinentales Empire », in Conrad / Osterhammel (eds.), *Das Kaiserreich transnational*, p. 129–148. Johannes Feichtinger, et al. (eds.), *Habsburg postcolonial. Machtstrukturen und kollektives Gedächtnis*, Innsbruck, StudienVerlag, 2003.

# La Grande Guerre dans les mémoires historiques des Lituaniens

ALGIMANTAS KASPARAVIČIUS, INSTITUT D'HISTOIRE DE LA LITUANIE

**L**es positions en Lituanie vis-à-vis de la Grande Guerre de 1914-1918 sont ambiguës à plusieurs égards. D'une part, la Lituanie en tant qu'Etat n'existe pas au début du XXe siècle, et la notion géographique de « Lituanie » est appliquée à un territoire presque deux fois supérieur à l'actuelle République de Lituanie. Après la troisième division de l'état polono-lituanien effectuée en 1795 par la Russie et la Prusse, la majeure partie de la Lituanie est incorporée dans l'Empire russe et devient sa province occidentale. La partie occidentale de la Lituanie, dénommée « la Lituanie Mineure »<sup>1</sup>, est restée une partie de la Prusse (après l'unification de l'Allemagne au milieu du XIXe siècle, elle est devenue la partie orientale de la Prusse-Orientale). Or, la Lituanie en tant qu'Etat ayant son armée, sa politique et ses intérêts nationaux n'a pas participé à la Grande Guerre. Ces circonstances expliquent que, pendant presque tout le siècle passé, la Grande Guerre de 1914-1918 a été perçue dans la mémoire historique des Lituaniens comme un conflit global et sanglant entre les grands pouvoirs européens, « étranger » à la Lituanie et aux Lituaniens<sup>2</sup>. Il s'agissait d'une guerre entre la Russie et l'Allemagne dans laquelle « un frère était forcé de lutter contre l'autre, un Lituanien était forcé de tuer, contre sa volonté, un autre Lituanien »<sup>3</sup>. Il est logique qu'un tel mythe historique, solidement enraciné dans la mémoire historique des Lituaniens, ait déterminé une attitude assez froide, négligente et controversée des Lituaniens vis-à-vis de cette guerre.

## LA MÉMOIRE DE L'ÉPOQUE SOVIÉTIQUE : CONSTRUCTION RÉVOLUTIONNAIRE ET EFFACEMENT

La distance à l'égard de la Grande Guerre et de sa mémoire a été renforcée par l'occupation et l'annexion de la Lituanie par l'Union Soviétique à l'été 1940. Pendant la période de l'occupation soviétique (1940-1990), la Lituanie a vécu sous un régime totalitaire, et l'historiographie officielle du Kremlin qualifiait la Grande Guerre d'« impérialiste », « spoliatrice », « pillarde », « antipopulaire »<sup>4</sup>. L'historiographie soviétique lituanienne de l'époque reprenait quasiment cette position<sup>5</sup> à son compte, et le pouvoir communiste lituanien exécutait les instructions du Kremlin en contrôlant et en limitant strictement les recherches historiques sur ce sujet<sup>6</sup>. C'est pourquoi jusqu'à la fin des années 80 (approximativement 1989), l'historiographie lituanienne de l'époque soviétique décrivait la Grande Guerre d'une manière très partielle, fragmentaire et l'interprétait très tendancieusement. Les initiatives privées en la matière étaient interdites, et le pouvoir soviétique ne se souciait ni de la préservation des signes matériels commémoratifs de cette guerre, ni, encore moins, de leur création. Au contraire, pendant l'occupation soviétique, la majeure partie des matériaux commémoratifs de la Grande Guerre en Lituanie ont disparu à cause du manque d'entretien ou ont été consciemment détruits sous divers prétextes (la « construction de routes », l'« aménagement du paysage », l'« amélioration », la « création des parcs », etc.). A cause d'une telle « politique de la mémoire » pratiquée par le pouvoir soviétique, au lieu des 600 emplacements d'enterrement des victimes de la Grande guerre – des militaires russes ou allemands – enregistrés et signalés à l'aide de différents signes matériels commémoratifs (dans la plupart des cas, des croix) en 1919-1921<sup>7</sup> par le Département des religions du Ministère de l'Intérieur de la République de Lituanie, il n'en subsiste que 300 dans les années 80.

Par exemple, dans les années 40 et 50, un modeste monument au Soldat inconnu de l'armée impériale russe construit à la fin de 1914 dans la petite ville de Kudirkos Naumiestis, située dans la partie sud-ouest de la Lituanie, est détruit par ordre des représentants du pouvoir soviétique<sup>8</sup>. La légende de la construction de ce monument raconte que la première victime de la guerre russo-allemande fut un militaire lituanien de l'armée impériale russe qui, grièvement blessé pendant la première bataille, demanda à être enterré selon le rite catholique et à ce que ses parents soient informés de sa mort, sans avoir le temps de dire son nom ni son prénom. Presqu'en même temps, deux autres signes de mémoire liés à la Grande guerre sont détruits en catimini à Kaunas: le monument aux défenseurs de la forteresse de Kaunas, construit en 1923 à l'initiative de la communauté de l'église orthodoxe de Kaunas et la pierre tumulaire du premier commandant de la forteresse de Kaunas, le général Oskar Klemm. Le régime soviétique n'a même pas épargné le cimetière des victimes de la Grande Guerre au centre de la capitale lituanienne, Vilnius, avec le parc Vingio, doté d'un monument symbolique commémoratif impressionnant. Le gouvernement occupant allemand avait fondé ce cimetière à l'automne 1915, et en 1917, le monument commémoratif - le Lion dormant - était érigé selon le projet de l'architecte Georg Grasegger. Ce cimetière est le lieu de sépulture de 1300 militaires allemands et d'à peu près 900 militaires autrichiens, hongrois, russes, polonais morts en Lituanie pendant les années de la Grande Guerre. Sur ordre du pouvoir soviétique, en 1948, ce cimetière a été démantelé: le monument commémoratif a été abattu, et les croix de pierre sur les tombes ont été enfouies ou utilisées à d'autres fins<sup>9</sup>.

Le destin de la forteresse de Kaunas est également éloquent. Construite à la veille de la Grande Guerre<sup>10</sup>, la forteresse de Kaunas présentait d'excellentes fortifications modernes et comptait parmi les plus avancées d'Europe du point de vue technique. Néanmoins, en raison d'erreurs grossières de commandement (tactiques et stratégiques)<sup>11</sup>, elle n'a résisté aux assauts des Allemands que dix jours durant. Les fortifications de la forteresse n'ont été que peu endommagées, et dans les années postérieures ont pu devenir, quasiment sans discussion, le plus grand et le plus expressif monument de la mémoire de la Grande Guerre en Lituanie. Les événements tragiques de la Seconde Guerre mondiale ont entravé - si l'on peut s'exprimer ainsi - ce processus: en 1941-1944, la forteresse a été le lieu des massacres de masse organisés par les nazis: près de 30 000 juifs et plus de 20 000 autres personnes provenant de Lituanie, de Pologne, de France, d'Allemagne, d'Autriche, de Tchécoslovaquie, etc. y ont péri. En outre, sur décision des auto-

rités soviétiques, le « musée d'importance républicaine » (c'est-à-dire à l'échelon d'une République soviétique) a été fondé en 1958 dans la IXe fortification de Kaunas. Toutefois avant l'effondrement de l'URSS et le rétablissement de la République de Lituanie, il n'y a aucune exposition consacrée à la Grande Guerre. En 1959, la première exposition relative aux crimes de guerre commis par les nazis en Lituanie en 1941-1944 est installée dans ce musée. La deuxième exposition, installée en 1965, est consacrée au camp de travaux forcés qui fonctionnait dans cette fortification à l'époque de la République « bourgeoise » de Lituanie, en 1924-1940, et à la lutte des services spéciaux de la République de Lituanie contre les communistes clandestins en Lituanie<sup>12</sup>. En 1984, un musée est construit sur le terrain de la fortification (les expositions y sont transférées), et le lieu des massacres de masse est marqué par un monument de 32 mètres de haut comprenant trois groupes sculpturaux symbolisant la mort, la douleur et la mémoire éternelle de la « Grande guerre patriotique » (la dénomination de la Seconde guerre mondiale employée par l'URSS).

C'est la raison pour laquelle, pratiquement jusqu'à la dernière décennie du XXe siècle (1988-1990), la forteresse de Kaunas était enracinée dans la mémoire historique des Lituaniens, non comme un monument architectural (poliorcétique) de la Grande Guerre, mais comme un lieu de massacres de masse perpétrés par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale<sup>13</sup>. La situation n'a commencé à changer qu'après le rétablissement de la souveraineté de la République de Lituanie en 1990-1991. À côté des autres expositions qui évoquent des faits et des événements tragiques de l'histoire politique de la Lituanie au XXe siècle a été créée une exposition consacrée à l'histoire de la forteresse de Kaunas relative aux années de la Grande Guerre<sup>14</sup>. Cette exposition familiarise les visiteurs avec l'architecture originale des fortifications défensives de la forteresse de Kaunas, avec l'armement de l'époque et avec les détails des batailles qui ont eu lieu en 1915. Les armes (les canons), les munitions et les équipements des militaires russes et allemands de la Grande Guerre sont exposés dans les souterrains de la forteresse. Le musée propose aussi un programme éducatif destiné aux élèves, auxquels on présente l'exposition sur la Grande Guerre, la structure de la forteresse et de la IXe fortification, les souterrains, le mur défensif, certains aspects de l'histoire de la Grande Guerre importants pour la Lituanie et l'Europe.

En généralisant, on peut affirmer qu'à l'époque de l'occupation soviétique (1940-1990), la Grande Guerre ne tenait pratiquement aucune place dans l'opinion publique de la Lituanie et dans la politique officielle de

●●●

- mémoire soviétique. Aucun sens ne lui était donné, ni dans la mémoire matérielle, ni dans les pratiques commémoratives. Il n'y avait en Lituanie ni musée, ni exposition, ni monument, ni obélisque, pas plus que d'espace public officiel et de jour de commémoration de la Grande Guerre. Pendant les cinquante ans d'occupation soviétique, la Lituanie n'a organisé aucune exposition artistique et n'a édité aucun roman d'écrivain lituanien qui eussent été consacrés directement à la Grande Guerre. La volonté du système soviétique d'effacer la Grande Guerre de la mémoire historique et culturelle des citoyens était tellement forte qu'en Lituanie, dans les années 60-80, la censure soviétique avait même suspendu la publication des romans de l'écrivain allemand de renommée mondiale Erich Maria Remarque. Par exemple, malgré sa popularité, la deuxième édition du roman *Im Westen nichts Neues*<sup>15</sup> dans la Lituanie soviétique n'a vu le jour qu'en 1989. C'était déjà l'époque de la *Perestroïka* de Mikhaïl Gorbatchev<sup>16</sup> : le système soviétique s'était relâché et le climat politique de l'Union Soviétique devenu plus libéral.

Mais, malgré cette politique de l'oubli, la Grande Guerre (plus précisément – ses fragments) s'élaborait pour la plus grande partie dans la mémoire propre de différents groupes sociaux (surtout ceux opposés au régime soviétique) : dans les histoires non officielles locales (des villages et des bourgs) et dans les souvenirs individuels. Les récits privés des « événements des années de la Grande Guerre », les différentes histoires des bourgs, des villages, des familles liées à la guerre étaient assez populaires dans la Lituanie occupée par l'URSS<sup>17</sup>. En outre, la Lituanie catholique entretenait (ce qu'elle fait toujours) la tradition de commémorer les proches morts en allumant des bougies sur leurs tombes les 1er et 2 novembre de chaque année. Bien qu'à l'époque soviétique cette tradition était aussi chassée de la mémoire vive, les bougies commémoratives étaient allumées en secret ; non seulement sur les tombes des proches, mais aussi sur celles des victimes de la Grande Guerre et dans les lieux des batailles qui se déroulèrent dans le pays en 1914 et 1915. C'est surtout grâce à cette tradition qu'une partie importante des lieux d'inhumation des victimes de la Grande Guerre est restée présent jusqu'à nos jours et revient de nouveau dans la mémoire historique des Lituaniens.

### LES EXPÉRIENCES DE GUERRE DES LITUANIENS ET LEUR MISE EN MÉMOIRE

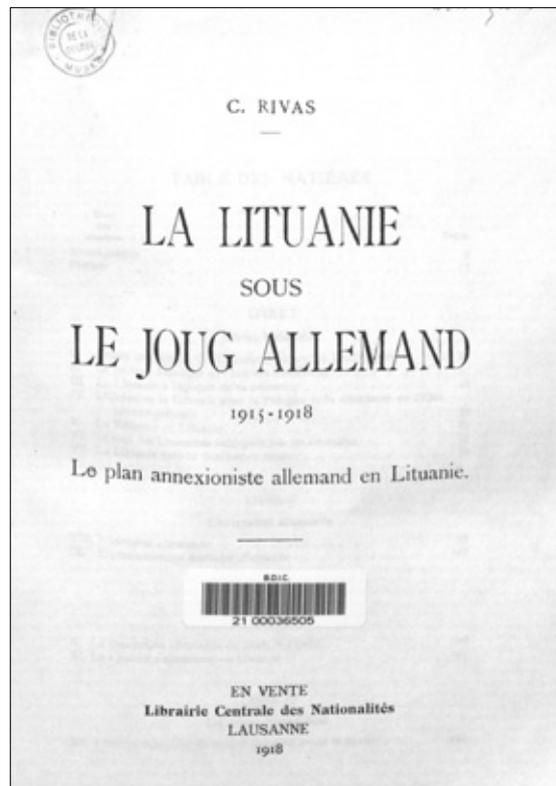
Par ailleurs, à cause de sa situation géopolitique, la Lituanie s'est trouvée pendant la Grande Guerre involontairement à l'épicentre d'une collision totale entre les empires russe et allemand. Ainsi, la Lituanie

en tant que province occidentale de l'Empire russe, a été touchée par la Grande guerre d'une façon rapide et radicale. Dès le 31 juillet 1914, l'état de guerre est déclaré dans les *gubernias* (gouvernorats) occidentales de l'Empire russe et la mobilisation de l'armée tsariste se met en marche. Il n'y a pas de données précises sur le nombre de Lituaniens recrutés dans l'armée tsariste pendant les années de la Première Guerre<sup>18</sup>. A cause de la conjoncture politique très défavorable à la Lituanie au XXe siècle, les recherches historiques à ce sujet n'ont pas été menées jusqu'à présent. Mais les sources historiques conservées, surtout les souvenirs des acteurs de la société de l'époque de la guerre et l'analyse des questions adjacentes, permettent d'évaluer le nombre de Lituaniens recrutés à approximativement 50 ou 60 000<sup>19</sup>. En outre, 2 000 Lituaniens se sont engagés volontairement dans l'armée tsariste, inspirés par le patriotisme impérial ou pour promouvoir leur carrière.

Les Lituaniens qui habitaient dans la Lituanie mineure (en Prusse-Orientale) ont été recrutés, à leur tour, dans l'armée allemande. On considère que, durant le conflit, de 8 à 15 000 Lituaniens ont porté l'uniforme allemand, dont presque un millier de volontaires. Ainsi, dans ces circonstances décisives, le territoire de la Lituanie est devenu un champ de bataille dès les premiers jours et les premières semaines de la Grande Guerre, et les Lituaniens sont incorporés dans des forces combattantes opposées. Du 3 au 5 août 1914, dans la partie sud-orientale de la Lituanie, à côté de Kybartai, les premières frictions entre les Russes et les Allemands ont lieu, et en l'espace de deux semaines – du 17 au 20 août, l'armée russe envahit pour une brève période la Prusse-Orientale allemande après les premières batailles non loin de Stalupėnai (Nesterov) et Gumbinė (Goussev)<sup>20</sup>. Cependant, la situation sur le front russo-allemand change très vite. Au milieu du mois de septembre, l'armée allemande repousse les Russes et pénètre 50 km au-delà de la frontière lituanienne. Au mois de septembre 1915, les Allemands occupent Vilnius et pratiquement tout le territoire du pays. Malgré la publication le 16 février 1918, par le Conseil du pays de Lituanie de la déclaration sur le rétablissement de l'Etat souverain de Lituanie, le gouvernement allemand ne reconnaît pas cet acte, et la Lituanie reste *de facto* occupée par les Allemands jusqu'au 11 novembre 1918. Une grande partie de la « mémoire historique lituanienne » est donc étroitement liée aux expériences de l'occupation allemande vécues en 1915–1918.

La Lituanie a donc d'abord constitué une zone d'actions militaires intenses, puis elle a subi l'occupation allemande, et de grands dommages économiques, démographiques et culturels. Au cours d'après batailles, quelques villes ont été détruites, plus de 50

bourgs et presque 1200 villages ont été endommagés ou brûlés. Lors du retrait de l'armée russe, environ 160 usines et entreprises des plus importantes, la totalité des archives, des musées, des biens de valeur, des écoles secondaires, des hôpitaux, des pharmacies, des bureaux d'avocats, etc. ont été évacués de la Lituanie vers les territoires intérieurs de l'empire. Fuyant l'occupation allemande et les atrocités de guerre ou poursuivis par les cosaques, ce sont à peu près 10% des habitants de la Lituanie (en particulier les Juifs et les habitants de la zone frontalière), c'est-à-dire plus de 300 000 personnes, qui se sont retirés avec l'armée russe vers l'intérieur de l'empire<sup>21</sup>. Après l'occupation de la Lituanie par l'armée allemande, le pays a été complètement assujéti à l'administration occupante et intégré dans une nouvelle entité administrative dénommée « *Der Oberbefehlshaber Ost.* » Le pouvoir occupant s'efforçait de tirer le plus grand profit des habitants sans prendre en considération la situation. Beaucoup d'ordonnances, de règlements et d'ordres spéciaux ont été émis à ce sujet. Ceux qui n'obéissaient pas aux ordres des autorités étaient punis d'amendes, d'emprisonnement et même de mort. Pratiquement toutes les récoltes, à l'exception des semences et d'une petite ration laissée à la famille du paysan étaient confisquées. Un monopole sur le sucre, les allumettes, le tabac et l'alcool fut introduit. Les habitants devaient payer de lourdes taxes, prestations et péages. Par exemple, un ordre interdisait aux habitants la libre vente de céréales, viande, légumes et fourrages, et un autre les obligeait à collecter et livrer au pouvoir occupant une certaine quantité d'œufs de corneilles et de vanneaux... En raison d'une telle politique d'occupation, dès le printemps 1916, Vilnius et certaines autres villes importantes de la Lituanie ont commencé à sentir le manque de produits alimentaires et la menace de famine. Le mécontentement des habitants envers le pouvoir occupant et la guerre ne fit que s'accroître. En même temps, le pays était colonisé, et toutes ses ressources économiques, en premier lieu le bois<sup>22</sup>, étaient exportées vers l'Allemagne. Pratiquement toute la presse lituanienne était interdite. Le mouvement à l'intérieur du pays et les départs pour l'étranger étaient limités. Après la guerre, les dommages matériels subis par la Lituanie pendant la Grande Guerre ont été évalués à 600 millions de dollars (selon le taux de change de 1914)<sup>23</sup>. Les pertes morales et les commotions spirituelles sont restées gravées dans la mémoire des Lituaniens. Il n'est donc pas étonnant que la politique très stricte et répressive du pouvoir occupant militaire allemand en Lituanie en 1915-1918 ait forgé une vision négative de l'Allemagne et surtout de sa « politique orientale » dans la mémoire historique des Lituaniens pour de longues années<sup>24</sup>.



Camille Rivas [pseud. Yvonne Pouvreau], *La Lituanie sous le joug allemand, 1915-1918*, Librairie centrale des Nationalités, Lausanne, 1918, Coll. BDIC.

Une telle mémoire de l'occupation n'a pas manqué d'influencer l'orientation géopolitique des Lituaniens des années postérieures et leurs sympathies politiques à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Au printemps 1939, dans les milieux diplomatiques de la Lituanie, et même au-delà dans la société, une discussion assez ambiguë est initiée, cherchant à savoir lequel des occupants potentiels – la Russie ou l'Allemagne – serait « meilleur » pour la Lituanie. Les sources historiques conservées et les résultats des recherches effectuées montrent que la majeure partie de la société et même de l'élite politique, en comparant le pouvoir de l'empire tsariste avec l'expérience de l'occupation allemande, étaient enclins à penser que l'occupation russe serait « meilleure », car l'administration russe était « mieux connue » par les Lituaniens : plus chaotique, moins efficace et disciplinée, plus corrompue pourtant, plus facile à saboter ou à vaincre<sup>25</sup>. Mais par la suite, l'occupation et l'annexion de la Lituanie par l'Union Soviétique à l'été 1940, les répressions massives postérieures et la destruction du style de vie traditionnel ont beaucoup changé les dispositions des Lituaniens envers la Russie et l'Allemagne. L'image de la Grande Guerre dans la mémoire historique des Lituaniens évolua parallèlement. Au cours des années de l'occupation soviétique, surtout pendant sa période tardive (les années 1960 et 1970), la société commence à penser que le rétablissement

●●●

- de la souveraineté nationale de la Lituanie pendant les années de la Grande Guerre a été rendu possible en grande partie seulement grâce aux victoires partielles de l'Allemagne contre la Russie et à l'occupation du territoire lituanien qui, *de facto*, a « soustrait » la Lituanie à la juridiction de l'empire russe et a créé certaines conditions internationales pour une émancipation politique plus rapide des Lituaniens et enfin pour la déclaration de l'indépendance<sup>26</sup>. Avec un tel discours, la Grande Guerre acquiert des traits plus positifs dans la mémoire des Lituaniens. Elle commence à fonctionner en tant que conflit global qui a détruit l'Empire russe et dont la Lituanie a profité avec succès pour rétablir son indépendance politique et sa souveraineté. Une telle image de la Grande Guerre dans la mémoire historique privée des Lituaniens est restée jusqu'à l'effondrement de l'URSS et le rétablissement de l'indépendance nationale. Il est évident que cette image de la Grande Guerre était en dissonance radicale avec la doctrine soviétique officielle et l'historiographie concernant la Grande Guerre. D'une certaine manière, elle peut être considérée comme une forme de résistance passive des Lituaniens à la domination soviétique.

### MÉMOIRES CONTEMPORAINES

L'Acte de rétablissement de l'indépendance et de l'Etat national proclamé le 11 mars 1990 par le Conseil Suprême de la Lituanie a radicalement changé la situation politique de la Lituanie et l'existence politique des Lituaniens. Libérée du joug soviétique, la Lituanie a pu développer une pensée politique indépendante, réfléchir et interpréter l'histoire. Le rétablissement de la souveraineté nationale a, dans un certain sens, influencé et transformé la mémoire historique des Lituaniens. Cela touche aussi la mémoire de la Grande Guerre. Il faut cependant noter que la Grande Guerre demeure dans l'ombre de la Deuxième Guerre mondiale. Au cours des années de la soi-disant « Révolution chantante », les Lituaniens se sont formé une conviction émotionnelle, mais assez forte, que la destruction de la République de Lituanie à l'été 1940 et l'occupation soviétique qui a duré pendant 50 ans étaient dues à un complot entre Hitler et Staline, le Pacte germano-soviétique signé le 23 août 1939. Pour cette raison, le *leitmotiv* dominant de la lutte nationale libératoire des Lituaniens des années 1988–1990 a été l'idée qu'il fallait « annuler les conséquences illégitimes du Pacte Molotov-Ribbentrop » et revenir à la situation politique et juridique d'avant juin 1940. Après le rétablissement de l'Etat de Lituanie, le 23 août a été proclamé le jour officiel de commémoration, la Journée du ruban noir qui est commémorée par les institutions gouvernementales,

scientifiques et sociales (le Parlement, le Gouvernement, les partis, les universités, les écoles, les municipalités, etc.) et par la presse. En outre, dans la mémoire historique contemporaine des Lituaniens, la Deuxième Guerre mondiale est « plus vive » à cause de deux événements historiques auxquels les Lituaniens s'identifient fortement : l'insurrection antisoviétique qui a eu lieu en Lituanie du 23 au 28 juin 1941 et la guérilla antisoviétique armée qui a duré de 1944 à 1953, pendant lesquelles de 25 à 30 000 combattants et presque la même quantité de civils ont péri. Dans ces circonstances, la Seconde Guerre mondiale est devenue un stigmate central et dominant de la mémoire historique des Lituaniens, car « elle ne s'est terminée que le 11 mars 1990 », et la Grande Guerre est pratiquement restée en marge ou au moins au second plan de leur mémoire.

Donc, bien que ce soient les résultats de la Grande Guerre (l'occupation allemande et la libération *de facto* par rapport à la souveraineté russe, l'effondrement de l'Empire russe et la défaite de l'Allemagne) qui aient largement déterminé le rétablissement de l'Etat national et la naissance de la République de Lituanie en 1918, 14-18 occupe une place modeste par comparaison avec la Seconde Guerre mondiale dans la mémoire historique contemporaine des Lituaniens (tant dans l'espace public, les politiques de mémoire, l'art, la littérature et même dans l'histoire publique). Jusqu'aux dernières années, ce sujet était presque oublié. Au mois de décembre 2013, le Seimas (Parlement) de la République de Lituanie proclame 2014 comme « l'année de la bataille d'Orcha » (1514) et prévoit un programme large et riche de commémoration de cet événement<sup>27</sup> ; néanmoins le jubilé de la Grande Guerre n'est pas inclus dans la politique officielle de mémoire. Ce fait révèle d'une manière assez éloquentes les priorités de la mémoire politique lituanienne. On doit ainsi souligner que la mémoire et la conscience historiques des Lituaniens des deux dernières décennies lient très faiblement et superficiellement deux faits très importants pour l'histoire politique de la Lituanie du XXe siècle : la Grande Guerre de 1914–1918 et l'Acte d'Indépendance de la Lituanie du 16 février 1918. Ici, l'espace public et même l'histoire publique de la Lituanie ne voient pas que la Grande Guerre ou, plus précisément, son évolution et ses résultats ambigus, ont non seulement formé fondamentalement le monde politique lituanien du début du XXe siècle et modernisé la philosophie politique, mais aussi *de facto* créé la conjoncture internationale et géopolitique pour que la Lituanie retrouve sa liberté. C'est paradoxal, mais même dans l'historiographie lituanienne la plus récente, l'évolution du rétablissement de la souveraineté de la Lituanie au début du XXe siècle n'est pas toujours dûment reliée

au déroulement et aux résultats de la Grande Guerre. Bien que le Jour de l'Indépendance célébré le 16 février soit la fête nationale principale et la plus importante de l'actuelle République de Lituanie, commémorée officiellement et solennellement chaque année depuis 1990, dans les nombreux événements et célébrations destinés à cette date et dans les discours des personnalités officielles, presque aucune attention n'est accordée au contexte et au discours politique de l'Acte de l'Indépendance du 16 février. On forme ainsi un récit historique assez paradoxal, quasiment un « grand récit » dans lequel une place importante est accordée au Conseil de Lituanie qui a proclamé l'Acte du 16 février (à l'institution et à ses membres), mais dans lequel le contexte international n'est presque pas mentionné. Il semblerait qu'une telle configuration de la mémoire historique lituanienne ne s'accorde guère avec les « standards » de la mémoire historique du XXe siècle propres à l'Europe occidentale.

### NOUVELLES SOURCES, NOUVEAUX ACCÈS, NOUVELLES LECTURES

Cela ne signifie pas, cependant, que la Grande Guerre ait complètement disparu de la mémoire historique des Lituaniens après le 11 mars 1990. La libération de la domination soviétique, la suppression de la censure communiste et le rétablissement de l'Etat de Lituanie ont offert aux Lituaniens d'excellentes possibilités pour retrouver leur histoire nationale et éliminer certaines « taches blanches » de leur mémoire historique. Tout d'abord, en 1990, les « fonds spéciaux » qui, pendant l'occupation soviétique, étaient ouverts exclusivement aux personnes considérées comme « fiables » par les autorités, ont été rendus accessibles dans toutes les archives et bibliothèques du pays. Dès lors, la société académique et le grand public ont obtenu l'accès aux fonds d'archives préservés des années de la Grande Guerre, à la presse de cette époque (livres, journaux et revues) et aux œuvres historiographiques éditées à l'étranger. En 1990-1995 (et postérieurement), après 50 ans de censure soviétique et de silence forcé en ce qui concerne la Grande Guerre, plusieurs mémoires et journaux intimes originaux des contemporains de la guerre ont vu le jour<sup>28</sup> en réveillant, d'une façon substantielle mais assez ambiguë, la mémoire historique lituanienne de 14-18.

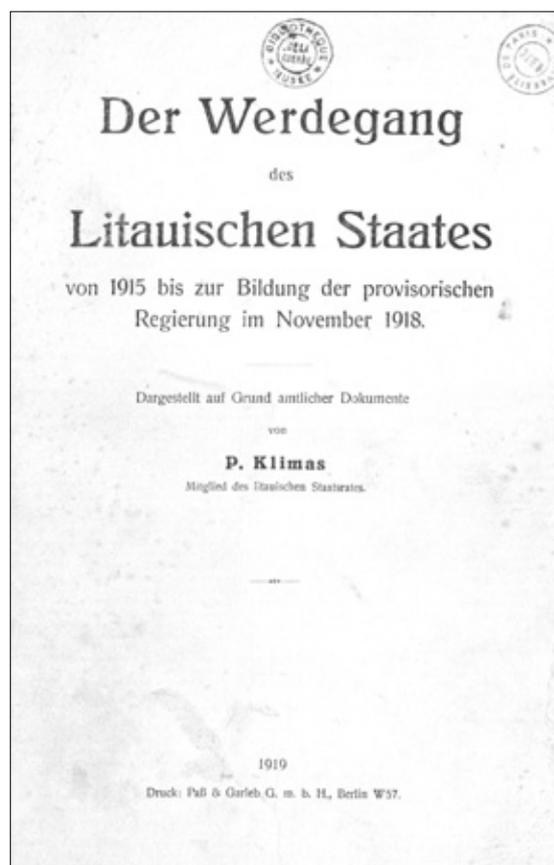
Les mémoires, les documents authentiques préservés et la presse de l'époque révèlent que le monde politique moderne lituanien naissant – la gauche et la droite (les radicaux et les conservateurs) – ne modelait pas le rapport de la Lituanie envers l'Empire russe d'une façon identique. Les représentants de droite (les conservateurs) étaient enclins à coopérer avec

l'Empire russe dans le but d'obtenir l'autonomie pour la Lituanie, et les gauches (les radicaux) avaient l'ambition de réformer l'empire tsariste politiquement, par principe, et de le libéraliser. Selon les sources conservées, une grande partie de la société lituanienne a accepté la Grande Guerre en tant que guerre de leur pays, a exprimé, pendant un certain temps, son patriotisme impérial, et a supporté la Russie dans cette guerre contre l'Allemagne.

Un témoignage important de l'attitude des Lituaniens par rapport à la guerre et à l'Empire russe à l'été et à l'automne 1914 sont les mémoires d'un acteur militaire célèbre de la Lituanie d'entre-deux-guerres, du commandant-en-chef de l'armée lituanienne en 1934-1940, le général Stasys Raštikis. Une image plus raffinée du début de la Grande Guerre est peinte dans les mémoires d'un autre acteur important de la Lituanie d'entre-deux-guerres – Petras Klimas, signataire de l'Acte du 16 février et envoyé de la Lituanie à Paris en 1925-1940. La Grande Guerre a surpris Klimas à l'âge de 23 ans, il était alors étudiant de droit à l'Université de Moscou.

Mais le document qui reflète probablement le mieux le monde politique, les attentes et l'attitude envers l'Empire russe et la Grande Guerre des Lituaniens est la « Déclaration d'ambre » adoptée et publiée à Vil-

...



Petras Klimas, *Der Werdegang des litauischen Staates von 1915 bis zur Bildung der provisorischen Regierung im November 1918*, Paß & Garleb, Berlin, 1919, Coll. BDIC

••• nius au mois de septembre 1914<sup>29</sup>. Le document a été signé par trois acteurs parmi les plus célèbres de la société lituanienne de l'époque : Jonas Basanavičius, le seigneur foncier Donatas Malinauskas et le baron Stasys Šilingis. Cette déclaration a été transmise immédiatement aux autorités impériales. Dans son essence, cette déclaration constituait un programme politique des Lituaniens pour les années à venir. Elle contient aussi certaines manifestations idéologiques de la doctrine du panslavisme russe. Mais l'aspect le plus important du contenu de la « Déclaration d'ambre » est le fait qu'elle reflète la pensée politique lituanienne et les objectifs de l'époque. Ses assertions essentielles sont les suivantes : les Lituaniens ne sont pas des Slaves, c'est une nation historique balte avec sa propre culture et sa longue tradition de souveraineté depuis le royaume de Mindaugas (1ère moitié du XIIIe siècle) jusqu'à la fin du XVIIIe siècle ; les compatriotes sont encouragés à supporter et soutenir la Russie dans la Grande Guerre; il y a une référence à la bataille de Žalgiris (Grunwald) de 1410 et à la lutte commune « des Baltes et des Slaves contre les Germains » ; on exprimait l'espoir qu'après une guerre victorieuse contre l'Allemagne, l'Empire russe conquerrait la Prusse-Orientale et, en prenant en considération la loyauté des Lituaniens, rattacherait enfin la Lituanie Mineure à la Lituanie Majeure, et une autonomie politique et culturelle serait conférée à la Lituanie dans l'Empire russe<sup>30</sup>.

Pendant les dernières années, un grand nombre de témoignages et l'émergence de nouvelles connaissances ont sensiblement élargi et corrigé l'horizon historique des Lituaniens et leur mémoire historique sur la Grande Guerre. Le retour graduel de la Grande Guerre dans la mémoire historique des Lituaniens a incité partiellement le Gouvernement, les municipalités et les autres institutions officielles à s'intéresser à cet événement. En 2000–2001, le Cimetière des soldats allemands dans le territoire du parc Vingio à Vilnius, détruit par les autorités soviétiques en 1948, a été enfin restauré. La majeure partie du financement a été octroyé par le secteur privé, mais le Gouvernement y a contribué aussi. Depuis 2001, les victimes de la Grande Guerre qui y sont ensevelies sont commémorées officiellement chaque année le 18 novembre – le Jour de deuil national de l'Allemagne. Par exemple, la cérémonie de commémoration de 2012 a accueilli la participation du vice-ministre de la Protection du pays de la République de Lituanie Vytautas Umbrasas, l'ambassadeur d'Allemagne en Lituanie Matthias Mülmenstädt, la délégation du Parlement lituanien et la Compagnie de la garde d'honneur de l'Armée lituanienne<sup>31</sup>. L'orchestre d'honneur de l'Armée lituanienne a renforcé le caractère solennel de la commémoration en jouant les hymnes natio-

naux de la Lituanie et de l'Allemagne. Plusieurs ambassadeurs de différents pays à Vilnius ont aussi participé à la cérémonie.

A l'automne 2011, un monument aux défenseurs de la forteresse de Kaunas – militaires de l'armée impériale russe – a été ouvert dans le village de Ramučiai dans les environs de Kaunas avec la participation du vice-ministre de l'Intérieur Evaldas Ignatavičius, du vice-ministre de la Culture Stanislavas Vidtmanas, du commandant des forces armées aériennes de l'Armée lituanienne, le général-major Edvardas Mažeikis, de certains députés du Parlement et de certains membres du corps diplomatique local. Dans son discours, le vice-ministre Ignatavičius a souligné que la Grande Guerre constituait une expérience particulièrement tragique de la Lituanie et de toute l'Europe, et donc que sa mémoire devait être préservée<sup>32</sup>. Le cimetière des soldats allemands à Vilnius, aussi bien que le cimetière des soldats russes à Kaunas (Ramučiai) sont inclus dans les itinéraires touristiques des deux villes. Ils sont visités par des milliers de personnes chaque année. De cette façon, la Grande Guerre revient peu à peu dans la politique officielle de mémoire de la Lituanie et dans la conscience des Lituaniens. Elle devient une partie toujours plus importante de l'identité culturelle lituanienne.

Récapitulons pour finir, les grandes étapes de la mémoire de la Grande Guerre : on a essayé de l'entretenir et de la créer (1920–1940), de l'altérer voire de l'éliminer (1940–1988) et enfin de la récupérer (1988/90–2014). Le rétablissement de l'Etat national de Lituanie dans les années 90 a ramené la Lituanie à un état historique plus ou moins « normal », si l'on peut dire, dans lequel les conditions d'une recherche scientifique plus objective de la mémoire de la Grande Guerre sont réunies, de même pour son retour dans l'espace public, la politique de mémoire, l'art, la littérature, etc. Cependant, influencées par les perturbations politiques, idéologiques et éthiques complexes subies pendant les décennies antérieures, les mémoires historiques des Lituaniens restent, pour le moment assez fragmentaires et sujettes à controverses. ■

## Notes

- Avant le début du XX<sup>e</sup> siècle, celle-ci est habitée par les Lituaniens. Au XIII<sup>e</sup> et au début du XV<sup>e</sup> siècle, elle fut conquise par les chevaliers allemands, intégrée dans l'Etat de l'Ordre Teutonique et ensuite s'intègre au Royaume de Prusse et à l'Allemagne unifiée. Après la défaite de l'Allemagne dans la Grande Guerre, par décision de la Conférence de paix de Paris, une partie du territoire de la Lituanie Mineure – le pays de Klaipėda – est soustrait à la juridiction de l'Allemagne, et son administration provisoire est confiée à la France. Après de longues négociations entre le gouvernement lituanien d'une part et la France, la Grande Bretagne, l'Italie et le Japon de l'autre, en mai 1924, la *Conférence des ambassadeurs* attribue le pays de Klaipėda, doté d'un statut autonome, à la République de Lituanie.
- Adolfas Šapoka, *Lietuvos istorija*, Kaunas: Šviesa, 1936, p. 532.; Alfonsas Eidintas, Antanas Smetona: *politinės biografijos bruožai*, Vilnius. Mintis, 1990, p. 30–31.; Alfonsas Eidintas, Vytautas Žalys, Alfred Erich Senn., *Lithuania in European Politics - The Years of the First Republic, 1918-1940*, New York. St. Martin's Press, 1998, p. 22.
- Aldona Gaigalaitė, *Apie Tėvų*, Vilnius, UAB Sapnų sala, 2000, p. 24–25.
- Karen Petrone, *The Great War in Russian Memory*, Bloomington, Indiana University Press, 2011, p. 5–6.
- Lietuvos TSR istorija. Nuo seniausių laikų iki 1917 metų* [Éd. Bronius Vaitkevičius, Mečislovas Jučas, Vytautas Merkys], Vilnius. Mokslas, 1986, vol. I, p. 350–351.
- Alfonsas Eidintas, *Istorija kaip politika. Įvykių raidos apžvalgos*. Vilnius. Versus Aureus, 2008, p. 9–34.
- Bilan des lieux d'enterrement des victimes de la Grande guerre (des militaires russes et allemands) en Lituanie du 22/12/1921, Département de religions du ministère de l'Intérieur de la République de Lituanie/ Les Archives centrales de Lituanie, vol. 377, invent. 9, dos. 92.
- < <http://www.drg.lt/kultura/7297-kudirkos-naumiestyje-paminklas-neinomam-kariui> >  
< <http://www.delfi.lt/pilietis/naujienos/rusijos-imperijos-kariams-paminklas-lietuvoje.d?id=63260108> >
- < <http://kvr.kpd.lt/heritage/Pages/KVRDetail.aspx?lang=lt&MC=12870> >
- Le décret relatif à la construction de la forteresse de Kaunas a été signé le 7 juillet 1879 par le Tsar Alexandre II. Des matériaux pionniers pour l'époque ont été utilisés pour sa construction : le béton et le béton armé. A la veille de la Grande Guerre, Kaunas était ceinturé de neuf fortifications, de batteries installées entre les fortifications, de tours de garde blindées et d'autres retranchements défensifs modernes. La garnison de la forteresse était munie d'armes modernes. En 1913, l'empire tsariste a élevé la forteresse de Kaunas au rang de « forteresse de première classe».
- Арвидас Поцонас, *Ад войны у Ковнской крепости. 1915 год. Историческая реконструкция событий*, Vilnius. Petro ofsetas, 2012, c. 163, 167. [Arvidas Pocūnas, *Ad vojny u Kovnskoj kreposti. 1915 god. Istoriceskaa rekonstrukcia sobytij*, Vilnius: Petro ofsetas]. < <http://www.9fortomuziejus.lt/ekspozicijos/> >
- Boleslovas Baranauskas, Eusiejus Rozauskas, *Masinės žudynės Lietuvoje 1941–1944 metais*, Vilnius. Mintis, 1965.
- < <http://www.9fortomuziejus.lt/ekspozicijos/> >
- Pour la première fois, ce roman d'E.M. Remarque a été traduit et publié en Lituanie en 1929. Pendant l'époque soviétique, la première traduction de ce roman a été éditée en 1960: après la mort de J. Staline et pendant « l'époque du réchauffement khrouchtchévien ».
- Erichas Marija Remarkas, *Vakarų fronte nieko naujo*, Kaunas. Šviesa, 1989.
- Un exemple assez typique d'un tel récit est l'« histoire familiale » orale de l'auteur de ces lignes qui est originaire de la Lituanie occidentale (la Samogitie). La majeure partie des récits de ma mère concernant « l'histoire de la famille » que j'écoutais avec plaisir dans mon enfance était liée, d'une façon ou d'autre, aux « histoires » de son père (mon grand-père) Kazimieras Vainauskas durant les années de la Grande Guerre qu'il a passées dans l'armée tsariste en participant à la campagne d'invasion dans la Prusse-Orientale au début de l'an 1915 et sur ses expériences vécues en captivité chez les Allemands plus tard – en 1915 – 1918. En vérité, ce sont ces « histoires » suggestives et étoffées, et non pas les manuels officiels de l'école secondaire soviétique qui ont formé mes premières représentations et ma « mémoire historique » de la Grande guerre ...
- Danutė Blažytė-Baužienė, Edmundas Gimžauskas, Česlovas Laurinavičius. Dangiras Mačiulis, Gediminas Rudis, Artūras Svareuskas, Jonas Vaičėnė, *Lietuvos istorija. Nepriklausomybė (1918–1940 m.)*, Vilnius. Baltos lankos, 2013, vol. X, partie I, p. 23.
- Algirdas Pociūnas, « Tragiški lietuvių karių likimai Pirmajame pasauliniame kare », in *Karys*, 2001, vol. 3, p. 24–25.
- Danutė Blažytė-Baužienė, Edmundas Gimžauskas, Česlovas Laurinavičius. Dangiras Mačiulis, Gediminas Rudis, Artūras Svareuskas, Jonas Vaičėnė, *Lietuvos istorija. Nepriklausomybė (1918–1940 m.)*, Vilnius: Baltos lankos, 2013, vol. X, partie I, p. 25.
- Mečislovas Jučas, Ingė Lukšaitė, Vytautas Merkys, *Lietuvos istorija. Nuo seniausių laikų iki 1917 metų*, Vilnius. Mokslas, 1988, p. 176.
- Pendant approximativement trois ans d'occupation, plus de 60% des forêts du pays ont été abattues.
- Mečislovas Jučas, Ingė Lukšaitė, Vytautas Merkys, *Lietuvos istorija. Nuo seniausių laikų iki 1917 metų*, Vilnius. Mokslas, 1988, p. 176–177.
- Vėjas Gabriėlius Liulevičius, *War Land on the Eastern Front: Culture, National Identity and German Occupation in World War I*, Cambridge. Cambridge University Press, 2000; Marija Urbšienė, *Vokiečių okupacijos ūkis Lietuvoje*, Kaunas, 1939.
- Algimantas Kasparavičius, *Lietuva 1938–1939 metais. Neutraliteto iliuzijos*, Vilnius. Baltos lankos, 2010, p.168–172.
- Julius Sasnauskas, Antanas Terleckas, *Jei esame čia. Laiškai*, Vilnius. Lietuvių rašytojų sąjungos leidykla, 2000.
- Le communiqué de presse officiel du Parlement de la République de Lituanie stipule que « Le 8 septembre 2014 est la date du 500<sup>e</sup> anniversaire de la victoire de l'armée du Grand-duché de Lituanie dans la bataille d'Orcha et a sauvegardé l'intégrité du territoire de la Lituanie. [...] Cette victoire dans la bataille d'Orcha, conquise pour préserver l'intégrité territoriale de la Lituanie en luttant contre l'armée de l'ennemi considérablement (presque 3 fois) plus grande, a permis à la Lituanie de signer un armistice qui a assuré la paix dans l'Etat pendant 40 années. Cette paix a permis à la Lituanie de se redresser et se renforcer, et cette période est marquée par l'édition du Premier Statut de Lituanie, par la construction du Palais des Souverains de style Renaissance, l'impression des premiers livres et la diffusion des idées de Renaissance et du progrès. La bataille d'Orcha est un lien historique important avec la Biélorussie et l'Ukraine : l'armée du GDL était multinationale, le lieu de la bataille se trouve sur le territoire actuel de la Biélorussie, et le commandant en chef de l'armée du GDL a été Constantin Ostrogski». < [http://www3.lrs.lt/pls/inter/w5\\_show?p\\_r=4445&p\\_k=1&p\\_d=143589](http://www3.lrs.lt/pls/inter/w5_show?p_r=4445&p_k=1&p_d=143589) >
- Martynas Yčas, *Atsiminimai. Nepriklausomybės kelias*, Kaunas, 1936, vol. 2.; Generolas Povilas Plechavičius, *Autobiografija*, Brooklyn. Leidykla Karys, 1978.
- L'épithète « d'ambre » est dû au fait que le texte de la déclaration parle de l'amitié historique entre les Lituaniens et les Slaves dans le cadre de laquelle « les Lituaniens sont comme une ambre dans la mer des Slaves ». Cela signifie approximativement que les Lituaniens connaissent parfaitement les Slaves, ne sont pas opposés aux Slaves et peuvent s'entendre avec eux.
- Raimundas Lopata, « Lietuvos valstybingumo raida 1914-1918 metais » in *Lietuvių atgimimo istorijos studijos*, Vilnius. LII leidykla, 1996, p. 30.
- < <http://www.balsas.lt/naujiena/631591/vilniuje-pagerbti-karuose-zuve-vokieciu-kariai> >
- Арвидас Поцонас, *Ад войны у Ковнской крепости. 1915 год. Историческая реконструкция событий*, Vilnius. Petro ofsetas, 2012, c. 209. [Arvidas Pocūnas, *Ad vojny u Kovnskoj kreposti. 1915 god. Istoriceskaa rekonstrukcia sobytij*, Vilnius: Petro ofsetas].

# Une mémoire en évolution ? La place de la Grande Guerre en Finlande

MAURICE CARREZ, INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE STRASBOURG

L'expérience de la guerre dans le Grand-Duché de Finlande entre 1914 et 1918 présente des traits originaux par rapport au reste de l'Empire tsariste et aux autres pays belligérants. En effet, bien qu'appartenant à un État directement impliqué dans le conflit, les ressortissants finlandais ne sont pas soumis à la conscription obligatoire ; en dehors de quelques milliers d'hommes, la masse de la population masculine échappe donc aux conditions atroces du front. Ce n'est qu'en 1918, lors de la guerre civile, qu'une majorité de jeunes gens est mobilisée dans l'un ou l'autre des camps pour une période ne dépassant pas quelques mois.

Cette période est néanmoins cruciale pour le pays puisqu'en décembre 1917, il devient indépendant pour la première fois de son histoire. En outre, le conflit interne que nous venons d'évoquer crée un traumatisme durable au sein de la société en raison non seulement des combats très durs qu'il entraîne, mais aussi de la répression cruelle exercée par les vainqueurs. De nos jours, plusieurs centaines de monuments dédiés aux victimes rappellent partout sur le territoire cet épisode sanglant<sup>1</sup>. En fonction du camp auquel les acteurs et leurs familles (y compris leurs descendants) appartenaient, sont donc nées des mémoires concurrentes du conflit qui chacune interprète à sa façon le cours des événements du début de la guerre jusqu'à sa conclusion.

Cependant, et sans doute à cause du caractère assez peu glorieux de cette arrivée au sein des nations, c'est plutôt la Deuxième Guerre mondiale, spécialement sa première phase, la Guerre d'Hiver (novembre 1939-mars 1940) contre l'URSS, qui sert de référence majeure

à la conscience collective<sup>2</sup>. Le mythe d'un pays uni dans un juste combat contre l'envahisseur tend à placer au second rang la période initiale de l'indépendance. Il serait toutefois très exagéré de dire que la mémoire de la Première Guerre mondiale est totalement occultée. En réalité, depuis les années 1980, la recherche historique s'est beaucoup intéressée à la Guerre civile et aux conditions de naissance de l'indépendance, avec parfois des aides publiques considérables<sup>3</sup>. Ces épisodes suscitent un intérêt constant qui se manifeste à la fois par la production sans cesse renouvelée d'ouvrages<sup>4</sup> et par des chiffres de ventes fort honorables. De surcroît, depuis quelques années, dans le sillage de quelques livres importants<sup>5</sup>, le regard se tourne de plus en plus vers des thèmes tels que la vie quotidienne durant le conflit<sup>6</sup>, les « oubliés de l'histoire » (par exemple les engagés volontaires dans l'armée russe)<sup>7</sup> ou l'activité économique au service de la production de guerre<sup>8</sup>. Même si ces études sont destinées à un public choisi, elles témoignent d'interrogations nouvelles susceptibles d'avoir à terme une influence sur la mémoire collective.

À vrai dire, le regard porté par un peuple sur son histoire se modifie selon le climat sociopolitique et culturel. Tout le problème est de dégager le sens des changements qui se dessinent et qui sont le reflet des rapports de force au sein de la société. Nous essaierons donc ici de voir comment se développent et s'articulent les différentes mémoires de la Première Guerre mondiale en Finlande depuis une trentaine d'années. Pour simplifier l'approche, nous analyserons d'abord l'évolution des représentations de la guerre civile, puis nous nous intéresserons aux nouvelles questions que se posent aujourd'hui les Finlandais à propos de la période 1914-1918 prise dans son ensemble.

## LA MÉMOIRE DE LA GUERRE CIVILE : RENOUVELLEMENTS ET PERMANENCES

La mémoire des vainqueurs se construit après 1918 autour d'une vision manichéenne de la guerre civile et des événements qui l'ont précédée<sup>9</sup>. Il s'agit de démontrer que les « rouges » sont des traîtres à la cause nationale et que le combat contre les révolutionnaires a été fondamentalement une lutte de libération (le Bien) contre l'oppression étrangère (le Mal). Le vrai patriotisme est symbolisé par les jeunes gens qui se sont engagés dès 1915 dans le bataillon de chasseurs (*Jäger*, en finnois *jääkärit*) et ont contribué de manière importante à la victoire sur l'ennemi ; il trouve son prolongement dans l'action des Gardes civiques et de l'organisation féminine Lotta Svärd qui prend elle-même le relais de l'armée blanche de 1918 dirigée par le futur maréchal Mannerheim. Il ne nous appartient pas ici de montrer en quoi cette version prend de grandes libertés avec la vérité<sup>10</sup>, ni d'en analyser les différentes nuances liées à la plus ou moins grande modération de ceux qui la colportent. Il suffit de souligner que les autorités de l'entre-deux-guerres l'ont largement utilisée et ont tenté d'empêcher l'expression d'une mémoire concurrente jusqu'en 1944<sup>11</sup>. Enseignée à l'école et à l'université, elle a naturellement influencé le regard qu'ont porté les générations suivantes sur les événements de 1917-1918, et ce d'autant mieux qu'elle visait à renforcer le sentiment unitaire de la jeune nation. Il est à noter qu'elle a été colportée à l'étranger non seulement par les diplomates finlandais, mais par toute une série de visiteurs, de journalistes et d'intellectuels, parfois stipendiés, qui se sont empressés de développer le mythe d'un petit pays sympathiquement anticommuniste, citadelle avancée du monde occidental face à l'ogre soviétique<sup>12</sup>. Dans le monde francophone, une personnalité très connue dans l'entre-deux-guerres a beaucoup contribué à entretenir cette vision des choses : Jean-Louis Perret ; citoyen suisse, employé par l'ambassade de France, lecteur de français à l'université de Helsinki, traducteur émérite d'œuvres littéraires et idéologue historien à ses heures, il a convaincu des milliers et des milliers de personnes que la version officielle de la guerre civile et de ses suites était la bonne<sup>13</sup>.

Dès l'origine, les vaincus ont contesté cette façon de présenter les choses, surtout à gauche de la gauche. Les organisations ouvrières ont tenté d'entretenir le souvenir de leurs morts en luttant pied à pied avec la police et l'administration. Après la défaite de 1944, elles ont au demeurant pesé de tout leur poids pour avoir le droit d'honorer leurs morts et obtenir (tardivement) réparation du mal fait aux familles<sup>14</sup>. La mémoire ouvrière des événements a gagné en influence, en particulier au sein de la jeune génération intellectuelle des années 1960-1970. Le grand roman de Väinö Linna,

*Ici sous l'Étoile polaire*, a beaucoup contribué aussi à mettre à mal la vision autosatisfaite des vainqueurs en donnant une image positive, bien que réaliste, des vaincus<sup>15</sup>. Le mouvement a été suffisamment fort pour imposer alors, au sein des plus hautes autorités civiles et religieuses, une sorte de virage vers une version œcuménique et lénifiante des événements. Le président Kekkonen en personne s'est même rendu à Lahti le 28 mai 1978 à l'inauguration du grand monument dédié aux combattants rouges<sup>16</sup>. Cette nouvelle mémoire officielle, tout en continuant à magnifier le combat pour l'indépendance nationale, reconnaît aux vaincus de l'autre bord le statut de victimes. Sans aller jusqu'à une autocritique pouvant lui aliéner son propre camp, elle prend donc en compte les souffrances subies ainsi que certaines des injustices alors commises. Cette version humanitariste a surtout l'avantage de ne pas remettre en cause le dogme de l'unité nationale ; elle laisse aussi en suspens la question de la responsabilité de l'État finlandais dans la répression. En fait, avec la disparition des derniers combattants et l'affaiblissement du mouvement ouvrier dans les années 1980-1990, cette repentance à demi avouée et cette dépolitisation rampante de la question semble satisfaire une majorité de l'opinion publique, un peu lasse des anciennes querelles et comprenant mal la radicalité des oppositions de l'époque. Cette situation d'entre-deux a sans doute favorisé la recherche historique. Libérés (au moins partiellement) du poids de l'affrontement mémoriel et surtout de la pression des autorités, les historiens finlandais, mais aussi quelques sociologues<sup>17</sup>, ont entamé un vaste travail de fond<sup>18</sup>. Ils ont ainsi prolongé les études pionnières réalisées par Jaakko Pavolainen<sup>19</sup> et quelques spécialistes étrangers<sup>20</sup>. Il s'est agi dans un premier temps de préciser les faits et de proposer des analyses plus ou moins dépassionnées. Puis sont apparues dans les années 1990-2000 les premières études sur la mémoire partisane<sup>21</sup>. Depuis quelques temps, les ouvrages critiques concernant la répression blanche de 1918 se multiplient<sup>22</sup>, signe d'une curiosité croissante (et de bon aloi ?) pour les silences officiels.

Cette approche savante, bien qu'elle soit significative d'un nouvel état d'esprit, n'est cependant pas en parfaite adéquation avec la mémoire dominante, toujours proche de la mémoire officielle. En effet, la majorité des Finlandais est désormais prête à abandonner le manichéisme qui prévalait avant guerre tout en restant influencée par une vision assez nationaliste de l'histoire. Pour elle, les événements de la guerre civile sont certes malheureux, mais l'essentiel reste d'avoir mis un terme en 1917-18 à l'union avec la Russie. Cette manière de voir les choses est ambiguë car elle laisse le champ libre à certains sentiments xénophobes et se

●●●

- refuse à analyser le nationalisme de l'époque en termes de classe. Elle préfère se contenter d'explications superficielles sur la soi-disant « culture de violence » et les « excès » commis par les uns et les autres. Au demeurant, la recherche académique n'est pas toujours très claire quant aux conclusions générales qu'elle doit tirer de ce qu'elle observe ; au nom de « l'objectivité », elle préfère s'en tenir à une position d'observateur au-dessus de la mêlée, ce qui est, selon nous, une posture de facilité, car derrière les massacres et les pseudo-procès, il y avait une claire volonté de donner à la vie politique un cachet bien particulier : pour certains celui d'un régime autoritaire, pour d'autres celui d'une démocratie libérale où les forces de contestation potentielles seraient placées sous surveillance.

### L'APPARITION D'AUTRES QUESTIONNEMENTS ET LEUR SENS

Au tournant du millénaire, une vaste enquête a été lancée, sous la direction de Lars Westerlund<sup>23</sup>, afin de recenser l'ensemble des morts finlandais de la période 1914-1922<sup>24</sup>. Ce projet peut être interprété de diverses manières. On peut y lire la volonté de régler, une bonne fois pour toutes, la question controversée du nombre de victimes directes de la guerre civile. Il est possible d'y voir aussi une sorte de rattachement implicite de la Finlande, tout juste alors entrée dans l'UE, à la grande famille des peuples européens par le biais d'un des événements les plus marquants de sa longue histoire. La prise en compte des Finlandais tombés au combat après l'armistice de 1918 est pour sa part très intéressante car elle semble indiquer que les conflits de 1919 à 1922 sont la conséquence directe de la Grande Guerre, à savoir un prolongement des événements de 1917-18, une sorte de règlement *a posteriori* des séquelles de la guerre civile, malgré les traités de paix de 1920. Ce point de vue est tout à fait recevable et il peut contribuer à démontrer que l'indépendance et sa défense ne constituaient pas la seule question en suspens à cette époque. De ce fait, il pourrait renouveler en partie la mémoire de la période en question, comprise comme le résultat d'un entrelacs de facteurs à la fois nationaux et internationaux. Au demeurant, cette approche a inspiré le projet fondateur du *Finish Center of Excellence in Historical Research*<sup>25</sup> qui veut explorer les voies d'un renouvellement de l'histoire finlandaise dans une perspective globalisante, éloignée de l'étroitesse du point de vue nationaliste. Bien que ce type d'analyse intéresse surtout les professionnels des sciences humaines, il prouve qu'il existe des interrogations croissantes quant à la pertinence d'un regard autocentré.

Le mythe d'une nation symbolisée par des héros formatés est donc logiquement mis à mal aujourd'hui.

Le livre de Heikki Ylikangas sur la bataille de Tampere en 1918<sup>26</sup> a suscité lors de sa parution (1993) un vif débat dans la presse car il soulignait de façon très nette la brutalité de l'armée blanche et le caractère impitoyable de la répression. Certains ont accusé son auteur de partialité, allant jusqu'à rechercher dans ses antécédents familiaux des liens inavoués avec les rouges ! Il est évident que pour une partie de l'opinion, écorner l'image des « libérateurs » et de leur général, le « grand » Mannerheim, reste une source de scandale. La voie ouverte par Heikki Ylikangas ne s'est cependant pas refermée sous la pression de ces ennemis de la pensée critique. Un autre chercheur, Matti Lackmann, a jeté à son tour une pierre dans le jardin des gardiens du Saint des Saints, le 27<sup>ème</sup> bataillon de chasseurs de l'armée allemande, les fameux *jääkärit*. Grâce à une enquête minutieuse<sup>27</sup>, il a mis à jour d'une part la composition très hétéroclite de ce bataillon de patriotes, qui comprenait par exemple un nombre non négligeable de « rouges », mais également sa prédisposition à certaines formes d'indiscipline, élément inacceptable pour les admirateurs de l'ordre militaire. Il a reçu à son tour une volée de bois vert venue du même horizon que précédemment. Cela n'a pas empêché son ouvrage d'avoir lui aussi du retentissement dans la presse et dans l'opinion. Dans un style différent et également plus consensuel, Tuomas Hoppu s'est intéressé quant à lui à ces Finlandais tombés dans les oubliettes de l'histoire du fait de leur engagement volontaire dans l'armée russe durant les premiers mois de la guerre<sup>28</sup>. Selon lui, les autorités russes auraient été elles-mêmes surprises par l'ampleur du mouvement et auraient quelque peu hésité avant de donner leur feu vert. Plus surprenant encore, une partie de la presse finlandaise de l'époque aurait soutenu cette vague d'enrôlements, en particulier *Uusi Suometar*, l'organe du Parti vieux-finnois. Certains volontaires étaient mus par le désir de faire carrière ou par l'esprit d'aventure, mais beaucoup cherchaient à échapper tout simplement au spectre du chômage, alors très important dans le pays<sup>29</sup>. Toujours est-il que la majorité de l'opinion ne les aurait pas condamnés sur le moment. Par contre, à la fin du conflit, elle aurait préféré les oublier car ils ne correspondaient visiblement pas aux canons de la saga des guerriers blancs... L'ouvrage a fait l'objet d'un accueil dans l'ensemble favorable, preuve que le champ de curiosité du public est en train de s'élargir et que la mémoire de la Première Guerre mondiale est moins sélective que par le passé. Une autre tendance se dessine aussi depuis deux décennies : la compassion au moins implicite, le plus souvent explicite, pour les femmes<sup>30</sup> et les enfants<sup>31</sup> victimes de la guerre civile ou y ayant participé. Ces considérations sont en phase avec la progression

# SUOMETAR

Keskiviikkona Tammiukuun 24 p.

Keskiviikkona Tammiukuun 24 p.

Talvikuun 40 vuorokautta

<b>TOIMISTO</b> Höfnäs, Antons 4 Keskiviikkona Tammiukuun 24 p. Keskiviikkona Tammiukuun 24 p. Keskiviikkona Tammiukuun 24 p.	<b>Maailman</b> Toukokuun 10 p. Jäsen 12 p. määrittely joulukuun 20 p. joulukuun alku. Päätt. Toukokuun 10 p. m. Valtion 20 p. m. Keskiviikkona Tammiukuun 24 p. Keskiviikkona Tammiukuun 24 p.	<b>Valtuusto ja pitkätuotto</b> P. J. NYKINEN Toukokuun 10 p. m. Keskiviikkona Tammiukuun 24 p. Keskiviikkona Tammiukuun 24 p.	<b>Määritys</b> Keskiviikkona Tammiukuun 24 p. Keskiviikkona Tammiukuun 24 p. Keskiviikkona Tammiukuun 24 p.	<b>Maailman</b> Keskiviikkona Tammiukuun 24 p. Keskiviikkona Tammiukuun 24 p. Keskiviikkona Tammiukuun 24 p.	<b>Keskiviikkona Tammiukuun 24 p.</b>
---	--	--	---	---	---------------------------------------

**Varuamari**  
**Ulfred Fors'sin Lakiasiain-toimisto,**  
Keskiviikkona Tammiukuun 24 p.

**Arakka & Puustinen** Asianajotoimisto  
Helsinki, Höfnäs, 23 (Antons) 4  
Keskiviikkona Tammiukuun 24 p.

**Karjalaiset!**  
Toukokuun 10 p. Jäsen 12 p. määrittely joulukuun 20 p. joulukuun alku. Päätt. Toukokuun 10 p. m. Valtion 20 p. m. Keskiviikkona Tammiukuun 24 p. Keskiviikkona Tammiukuun 24 p.

**Hannula & Orraeus**  
**Väinö Hakkilan**  
**TOIVO WAINIO**  
**TITANIA** Siltasaarek. 6  
Helsinki, Est. Espinlahti, 4.  
Anki 10-4.

**Asianajotoimisto Helsingissä, Hallitusk. 15 B.**  
Helsinki, Höfnäs, 23 (Antons) 4.  
Anki 10-2 ja 5-7.

**Ilmoitus**  
Lundens Smedstjärnan  
Keskiviikkona Tammiukuun 24 p.

**Kuolleita**  
+  
**Jaakko Essman**  
Helsinki, Höfnäs, 23 (Antons) 4.  
Anki 10-4.

**Ylimääräinen Yhtiökokous.**  
K. J. Gammelin Oulussa  
Helsinki, Höfnäs, 23 (Antons) 4.  
Anki 10-4.

**Ulosajetut Paratiisista**  
Tiikerittären sydän.  
Helsinki, Höfnäs, 23 (Antons) 4.  
Anki 10-4.

**GEROISKIJA PAPEROSIA**  
A. LILIUS.  
Helsinki, Höfnäs, 23 (Antons) 4.  
Anki 10-4.

**S. E. Lundsten**  
Porl.  
Helsinki, Höfnäs, 23 (Antons) 4.  
Anki 10-4.

**Ole Armas**  
Helsinki, Höfnäs, 23 (Antons) 4.  
Anki 10-4.

**Y. V.**  
Helsinki, Höfnäs, 23 (Antons) 4.  
Anki 10-4.

**Kansallis-Osake-Pankki**  
**Kallion konttori**  
Siltasaarek. 6-10. Puh. 1066.  
Anki 10-4.

**Sjöholm Westerlund**  
Keskiviikkona Tammiukuun 24 p.

**Varastosta:**  
Keskiviikkona Tammiukuun 24 p.

**G. A. Laaksonen**  
Helsinki, Höfnäs, 23 (Antons) 4.  
Anki 10-4.

**Kirkkoviiniämme SACHRISTIAA,**  
Helsinki, Höfnäs, 23 (Antons) 4.  
Anki 10-4.

**Kemistit Huom.!**  
Helsinki, Höfnäs, 23 (Antons) 4.  
Anki 10-4.

**Kirkkain muttereita**  
Helsinki, Höfnäs, 23 (Antons) 4.  
Anki 10-4.

**Kokouksia**  
**Seurakuntalaiset!**  
Helsinki, Höfnäs, 23 (Antons) 4.  
Anki 10-4.

**Sarkaa**  
A. LILIUS.  
Helsinki, Höfnäs, 23 (Antons) 4.  
Anki 10-4.

**Tiedonanto.**  
Helsinki, Höfnäs, 23 (Antons) 4.  
Anki 10-4.

**Maatila**  
myytävänä  
Helsinki, Höfnäs, 23 (Antons) 4.  
Anki 10-4.

Kyösti Wilkuna,  
*Kun Kansa nousse:*  
*Muistelmia ja*  
*kokemuksia Suomen*  
*vapaussodasta*  
 [Soulèvement du  
 peuple: Souvenirs  
 et expériences de  
 la guerre civile  
 finlandaise],  
 Kustannusosakeyhtiö  
 Kirja, Helsinki, 1918



- importante des études sur le genre, mais également avec la sensibilité plus forte de l'opinion au discours humanitariste. Ainsi, le terme de « traumatisme » est de plus en plus utilisé dans l'historiographie et la presse finlandaise lorsqu'est évoquée l'expérience de guerre<sup>32</sup>. Le cas des orphelins<sup>33</sup> arrachés à leur famille (jugée inapte à les éduquer en raison de son engagement du mauvais côté en 1918) a suscité une certaine émotion de même que celui des femmes condamnées à mort ou à l'enfermement, et de ce fait séparées de force de leurs enfants<sup>34</sup>. Les soldats russes massacrés par les blancs sont également devenu un thème d'étude et de discussion<sup>35</sup>. Manifestement, la société finlandaise d'aujourd'hui se veut plus ouverte à la souffrance d'autrui et il est probable que ce sentiment puisse modifier à terme son regard sur la Première Guerre mondiale. Enfin, la vie quotidienne durant les années de guerre s'est constituée peu à peu en un objet de curiosité, comme si le destin des gens ordinaires était finalement tout aussi passionnant que celui des combattants et des héros. À la fin des années 1970, une thèse pionnière sur le rationnement et l'organisation du ravitaillement en période de conflit avait vu le jour<sup>36</sup>. Malgré sa valeur scientifique, elle n'avait pas entraîné de débat public notable. Depuis, il semble que ce

champ soit de plus en plus exploré. Récemment l'ouvrage de Samu Nyström sur la vie dans la capitale entre 1914 et 1918<sup>37</sup> a reçu un bon accueil. Il traite de questions très concrètes comme la crainte d'être mobilisé, la peur de voir l'ennemi débarquer, l'obsession de se procurer de l'argent ayant une réelle valeur, ou bien la recherche de travail, de logement, de nourriture et de bois de chauffage ; il évoque en outre la hantise de la sécurité des biens des personnes ainsi que les frustrations croissantes des salariés et des petites classes moyennes. Ce regard ne se limite pas à la seule capitale finlandaise : l'auteur multiplie les références à la situation régnant en Finlande et dans d'autres pays. Ainsi le cas de Helsinki n'est pas conçu comme un isolat, mais comme un exemple de ce que la Première Guerre mondiale a fait subir aux civils des différents pays européens, belligérants ou non. Si le travail en question engage avant tout son auteur, nous pouvons cependant le tenir pour le reflet d'une évolution plus générale des mentalités finlandaises : celles-ci s'ouvrent davantage au vaste monde et tiennent à ce que leur pays participe à la marche commune de l'humanité, ne serait-ce qu'au travers de son histoire.

Au travers de ces innovations, nous pouvons ainsi constater que la mémoire du premier conflit mondial, quel que soit le point de vue adopté, n'est pas fixée une fois pour toutes. La production de connaissances et les attentes nouvelles de la société sont des moteurs de changement non négligeables. Il ne faut cependant pas en exagérer l'efficacité. Dans sa masse, le grand public n'a qu'un accès limité à la production scientifique. Il est donc davantage influencé par la tradition familiale (rouge ou blanche selon les cas) ou le discours officiel sur la guerre (voir *supra*) que par les travaux savants. Sa vision reste donc très dépendante de ce qu'il a pu entendre ici ou là des événements, de manière souvent assez vague ; la troisième génération sait d'ailleurs tout juste que tel ou tel arrière grand-père ou arrière grand-oncle est tombé au combat, a été abattu ou a été interné dans les camps lorsqu'il était rouge. Par ailleurs, la presse et l'édition donnent encore la primeur aux interprétations traditionnelles, confirmant ainsi que les vainqueurs finissent le plus souvent par faire considérer comme naturelle leur interprétation du passé. De ce fait, il paraît encore beaucoup d'ouvrages qui s'intéressent en priorité aux aspects strictement militaires du conflit, à « l'histoire bataille » en quelque sorte. Une lecture rapide de la page littéraire des principaux journaux ou bien une visite à la grande librairie *Akateeminen kirja-kauppa* de Helsinki suffisent pour s'en persuader<sup>38</sup> : les *militaria* (au sens strict du terme) ont encore de

beaux jours devant eux, même si la part d'ouvrages consacrés à d'autres thèmes tend à augmenter. Ceci n'est pas dû au hasard, mais au fait que la demande sociale est encore avide de récits héroïques.

## CONCLUSION

Bien que le regard porté par les Finlandais sur la Première Guerre mondiale ait évolué en un siècle, il reste toujours marqué par les traits du passé. La mémoire du plus grand nombre est sans doute moins intolérante et plus pacifique, mais elle est toujours imprégnée de nationalisme conservateur, la révolte de 1918 restant pour elle une sorte d'anomalie ; elle profite de la fin lamentable de l'URSS et du discrédit de son régime pour s'autocélébrer. La contre-mémoire « rouge », plutôt en recul à cause de l'affaiblissement du mouvement ouvrier, n'a pas pour autant disparu ; elle est en fait moins militante qu'auparavant, plus critique vis-à-vis d'elle-même et à l'évidence demandeuse d'interprétations nouvelles ; en tant que mémoire minoritaire, elle a moins d'arrogance et se contente en général d'avoir droit aujourd'hui à l'expression et au souvenir.

Le changement le plus important depuis les années 1960 reste en effet l'attitude beaucoup plus ouverte de l'État et des institutions académiques et religieuses à l'égard de cette question. Il a permis l'ouverture de recherches beaucoup plus approfondies que par le passé et le débat public s'est en partie apaisé, bien que des polémiques assez dures puissent, nous l'avons vu, ressurgir ici ou là. Parmi les jeunes générations, cela a suscité généralement une volonté d'examiner la Première Guerre mondiale et la guerre civile avec des yeux neufs : plus de compassion pour les victimes, surtout celles considérées comme les plus vulnérables, et moins de révérence pour les théories établies. Couvés par leurs aînés, pionniers des années 1960-1980, les nouveaux chercheurs sont très représentatifs de cet état d'esprit. Ils sont d'une certaine manière plus curieux et parfois plus audacieux sur le plan méthodologique. Ils n'hésitent pas à ouvrir des pistes jusque là peu explorées et à remettre en cause une partie des anciennes certitudes.

Mais en parallèle, la conjoncture politique et internationale du moment semble donner un regain de vigueur aux interprétations nationalistes et xénophobes de l'histoire. Cette tendance est peu sensible dans les milieux les mieux informés, mais se révèle dans certains articles de presse, dans les déclarations intempestives de leaders populistes ou dans certains libres propos de brasserie. Le repli sur une vision étroite de la nation est de toute façon le propre des périodes incertaines.

Pour autant, ce retour en arrière nous semble être seulement conjoncturel. Il se heurte aux réalités d'un

monde en mouvement, à l'exigence de justice et aux avancées de la connaissance. À terme, nous restons persuadés que l'interprétation nationaliste de la période 1914-1918 ne pourra plus entretenir ses mythes. Son bateau prend l'eau de toute part et son équipage aura beau pomper, il ne pourra empêcher l'inéluctable. Cela dit, les représentations construites par les vainqueurs de la guerre civile ont toujours la vie dure et il n'est pas certain que le naufrage soit pour demain. ■

## Notes

1. Site < punamuistomerkit sur tyovaenmuseo.fi > qui détaille avec soin, commune par commune, les emplacements des tombes dédiés aux « rouges » tombés au combat, massacrés, condamnés à mort et décédés dans les camps de concentration ou de leurs séquelles. Les monuments « blancs » sont encore plus nombreux.
2. Il n'est besoin pour s'en persuader que de faire un tour dans les grandes librairies. Le rayon consacré à l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale est de loin le plus fourni et chaque année paraissent de nombreux ouvrages consacrés à cette question. Par ailleurs, les collectes en faveur des vétérans connaissent toujours un grand succès.
3. C'est le cas pour des projets ambitieux comme l'histoire de la Finlande rouge [*Punaisen Suomen historia 1918*] parue dans les années 1980, pour l'œuvre collective sur la Finlande entre 1917 et 1920, éditée par les Archives nationales au milieu des années 1990 ou pour le magnifique site internet *Suomen sotaturmat 1914-1922* [Les décès de guerre en Finlande 1914-1922], < <http://vesta.narc.fi/cgi-bin/dbzwww/sotaturmaetusivu/stat2> > qui résulte d'une minutieuse enquête réalisée par un groupe de spécialistes confirmés.
4. Nous en avons personnellement recensé une vingtaine pour les deux dernières années et cela n'est sans doute que la partie émergée de l'iceberg.
5. Par exemple, Pertti Haapala, *Kun yhteiskunta hajosi. Suomi 1914-1920* [Quand la société se déchira. La Finlande 1914-1920], Helsinki, Painatuskeskus, 1995.
6. Samu Nyström, *Helsinki 1914-1918. Toivon, pelon ja sekasorron vuodet* [Helsinki 1914-1918. Les années d'espoir, de peur et de confusion], Helsinki, Minerva, 2013.
7. Tuomas Hoppu, *Historian unohtamat. Suomalaiset vapaaehtoiset Venäjän armeijassa 1. Maailmansodassa 1914-1918* [Les oubliés de l'histoire. Les volontaires finlandais dans l'armée russe lors de la guerre mondiale de 1914-1918], Helsinki, SKS, Bibliotheca Historica 100, 2005.
8. Markku Kuisma, *Sodasta syntynyt. Itsenäisen Suomen synty Sarajevon laukauksista Tarton rauhaan 1914-1920* [Née de la guerre. La naissance de la Finlande indépendante de l'attentat de Sarajevo à la paix de Tartu], Helsinki, WSOY, 2010 ; en français, Pertti Haapala, « Été 1914-été 1915 : les répercussions de la Première Guerre mondiale sur l'économie et la société finlandaises », *Revue d'histoire nordique/Nordic Historical Review* n°15, 2012, p. 144.
9. Aapo Roselius, *Isänmaallinen kevät : vapaussotamyynnin alkulähteillä* [Le printemps patriotique : les débuts du mythe de la Guerre de libération], Helsinki, Tammi, 2013.
10. Nous avons tenté de le faire dans deux articles en français : « La révolution finlandaise de 1918 », *Cahiers du mouvement ouvrier* n° 23, 2004, p. 53-72 ; « Première Guerre mondiale et identité nationale en Finlande », in François Bouloc, Rémy Cazals et André Loez (dir.), *Identités troublées 1914-1918. Les appartenances sociales et nationales à l'épreuve de la guerre*, Toulouse, Privat, 2011, p. 299-312.





11. Tauno Saarela, « Luokkataistelua hautausmaalla » [Lutte de classe au cimetière], *Ajankohta-Poliittisen historian vuosikirja* 1992, Helsinki, p. 103-112 ; Riita Kormanen, « Punaisten hautamuistomerkit – vaiettuja kiviä » [Les stèles tombales des rouges – des pierres ignorées], *Taidehistoriallisia tutkimuksia (Études d'histoire de l'Art)* n°23, Helsinki, Taidehistorian seura, 2001 ; Maurice Carrez, « Les lieux de massacre des vaincus de la guerre civile finlandaise : un enjeu de mémoire sans cesse renouvelé », in François-Xavier Nérard et David El Kenz (dir.), *Les lieux de mémoire victimes en Europe XVI<sup>e</sup> - XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Champ Vallon, 2011, p. 163-182.
12. Jean-Nicolas Buatois, *La guerre civile de Finlande et sa réception en France*, mémoire de mastère 1<sup>er</sup> année, Université de Bourgogne, 2006.
13. Alexandre Pineau, *Les représentations de Mannerheim en France de la Première Guerre mondiale à nos jours : de l'instrumentalisation au mythe*, mémoire de mastère 1<sup>er</sup> année, Université de Bourgogne, 2006 ; Alexandre Pineau, Jean-Louis Perret, un lettré suisse au service de la diplomatie finlandaise : 1919-1945, mémoire de mastère 2<sup>ème</sup> année, septembre 2007. Des éléments aussi dans Louis Clerc, *La Finlande dans la diplomatie française : représentations, forces organisationnelles et intérêt national dans les considérations finlandaises des diplomates et des militaires français 1918-1940*, thèse soutenue le 15 juin 2007 à l'Université de Strasbourg III. Perret a fait récemment aussi l'objet d'une belle thèse en finnois : Elina Seppälä, *Ranskalainen Eurooppa ja suomalainen Suomi : Jean-Louis Perret kulttuurinvälittäjänä ja verkoistoitujana [Europe française et Finlande finlandaise : Jean-Louis Perret passeur culturel et homme de réseaux]*, Université de Helsinki, avril 2014.
14. Voir note n°11.
15. Väinö Linna, *Pohjantähden alla* ; il en existe une traduction française de Jean-Jacques Fol, parue chez Laffont, mais qui ne porte que sur deux des trois volumes.
16. Kansan Arkisto [Archives du Peuple], photo n°105505, 28 mai 1978 où l'on voit le président de la République finlandaise féliciter le concepteur du monument, le sculpteur Erkki Kannosto.
17. Par exemple Risto Alapuro, *State and Revolution in Finland*, Berkeley, University of California Press, 1988 ; *Suomen synty paikallisenä ilmiönä 1890-1933* [La naissance de la Finlande comme phénomène local 1890-1933], Helsinki, Hanki ja jää, 1994.
18. Une liste exhaustive est impossible à établir. Outre les travaux déjà cités, on peut retenir quelques titres importants : Eino Ketola, *Kansalliseen kansanvaltaan. Suomen itsenäisyys, sosialdemokraatit ja Venäjän vallankumous 1917* [Vers la démocratie nationale. L'indépendance finlandaise, les sociaux-démocrates et la révolution russe en 1917], Helsinki, Tammi, 1987 ; Heikki Ylikangas, *Tie Tampereelle* [La route vers Tampere], Helsinki, WSOY, 1993 ; Marko Tikka et Antti Arponen, *Koston kevät* [Le printemps de la vengeance], Helsinki, WSOY, 1999 ; Marko Tikka, *Terrorin aika. Suomen levottomat vuodet 1917-1921* [Le temps de la terreur. Les années d'agitation en Finlande 1917-1921], Jyväskylä, Gummerus, 2008 ; Pertti Haapala et Tuomas Hoppu (dir.), *Suomen sisällissodan pikkujättiläinen* [Le Petit géant de la guerre civile finlandaise], Helsinki, WSOY, 2010 (Le terme *Petit géant* est en fait le titre d'une collection d'ouvrages historiques dont le but est de faire le point scientifique sur une question).
19. Jaakko Paavolainen, *Poliittiset väkivaltaisuuudet Suomessa 1918* [Les violences politiques en Finlande en 1918], Tammi, Helsinki, 1966. Tome 1 : *Punainen terrori* [La terreur rouge], tome 2 : *Valkoinen terrori* [La terreur blanche].
20. Jean-Jacques Fol, *L'accession de la Finlande à l'indépendance*, Paris, 1977 ; Viktor Holodkovski, *Suomen työväen vallankumous 1918* [La révolution prolétarienne finlandaise de 1918], Moscou, Éditions du Progrès, 1978 ; Anthony Upton, *Vallankumous Suomessa 1917-1918* [La révolution finlandaise 1917-1918], Helsinki, Kirjayhtymä, 1981 (traduction d'un ouvrage en anglais de 1980).
21. Ulla-Maija Peltonen, *Punakapinan muistot. Tutkimus työväen muistelu-kerronnan muotoutumisesta vuoden 1918 jälkeen* [Les souvenirs du soulèvement rouge. Étude sur la formation du récit mémoriel ouvrier après 1918], Helsinki, SKS, 1997 ; Ulla-Maija Peltonen, *Muistin paikat. Vuoden 1918 sisällissodan muistamisesta ja unohtamisesta* [Les lieux de mémoire. À propos du souvenir et de l'oubli de la guerre civile de 1918], Helsinki, SKS, 2003 ; Aapo Roselius, *op. cit.*
22. Marko Tikka, *op. cit.* ; Jukka Kekkonen, *Laillisuuden haaksirikko. Rikosoikeudenkäyttö Suomessa 1918* [Le naufrage de la légalité. La pratique des tribunaux criminel dans la Finlande de 1918], Helsinki, 1991 ; Antero Jyränki, *Kansa kahtia, henki halpaa. Oikeus sisällissodassa Suomessa ?* [Peuple coupé en deux, état d'esprit de peu. Et le droit dans la Finlande en guerre civile ?] Helsinki, Art House, 2014 – l'auteur est l'ancien dirigeant de la chancellerie présidentielle entre 1970 et 1973 ainsi que professeur de droit ; Olli Korjus, *Kuusi kuolemaan tuomittua* [Six condamné à mort], Jyväskylä, Atena, 2014.
23. Lars Westerlund (dir.), *Suomalaiset ensimmäisessä maailmansodassa. Venäjän, Saksan, Ison Britannian, Ranskan, Australian, Uuden Seelannin, Etälä-Afrikan, Yhdysvaltain, Kanadan ja Neuvosto-venäjän armeijoissa vuosina 1914-1922 menehtyneet suomalaiset sekä sotaoloissa surmansa saaneet merimiehet*. [Les Finlandais dans la Première Guerre mondiale. Les Finlandais décédés dans les armées russe, allemande, britannique, française, australienne, néo-zélandaise, sud-africaine, américaine, canadienne et soviétique entre 1914 et 1922 ainsi que les marins ayant perdu la vie en raison des conditions de guerre], Helsinki, Valtioneuvoston kanslian julkaisusarja, 6/2004.
24. La date de 1922 a été choisie pour prendre en compte les dites « Guerres tribales » [Heimosodat] que les activistes ont menées contre le pouvoir soviétique au nom de la création d'une « Grande Finlande ».
25. Ce projet regroupe trois universités : celle de Tampere, celle de Jyväskylä et l'Åbo Akademi de Turku. Il est dirigé par le professeur Pertti Haapala (université de Tampere). Il vise à déconstruire l'histoire nationale dans une perspective « globale » et interdisciplinaire, tant sur le plan théorique que méthodologique. Il souhaite développer un modèle d'analyse historique combinant des approches structurelles et herméneutiques.
26. Voir note n° 18.
27. Matti Lackmann, *Jääkärideiden tuntematon historia. Suomen vai Saksan puolesta ? Jääkärimiekkien ja Jääkäripataljoona 27:n (1915-1918) synt, luonne, mielialojen vaihteluita ja sisäisiä kriisejä sekä niiden heijastuksia itsenäisen Suomen ensivuosiin saakka*, Keuruu, 2000.
28. Voir note n°7.
29. Pertti Haapala, *Kun yhteiskunta ..., op. cit.* ; Maurice Carrez, « Les débuts de la Première Guerre mondiale dans l'espace baltique : la fin des illusions ? », *Revue d'histoire nordique [Nordic Historical Review]*, n°15, décembre 2012, p. 59-115.
30. Marja Piironen-Houkanen, *Punakaartin aseelliset naiskomppaniat Suomen sisällissodassa 1918* [Les compagnies armées de femmes dans la guerre civile finlandaise de 1918], Helsinki, Kirja kerrallaan, 2006 ; Anu Hakala, *Housukaartin naiset : Maarian punakaartin naiskomppania Suomen sisällissodassa* [Gardes en pantalon : la compagnie féminine de la garde rouge de Maaria dans la guerre civile], Helsinki, Suomen rauhanpuolustajat, 2006 ; Mirva Ilvonen, *Varustajia, lipuntekijöitä, ruumiinpesijöitä : valkoset naiset Suomen sisällissodassa 1918* [Fourrières, couturières de drapeaux, laveuses de cadavres : les femmes blanches dans la guerre civile de 1918], Helsinki, Helsingin Yliopisto, 2002.
31. Mervi Kaarninen, « Kirkko, lapset ja sisällissota » [L'Église, les enfants et la guerre civile] in Ilkka Huhta (dir.), *Sisällissota ja kirkko* [La guerre civile et l'Église], Helsinki, Suomen Kirkkohistoriallisen seuran julkaisuja 212, 2009, p. 86 sq ; Marianne Junila & Seija Jalagin, « Lapset ja sota » [Les enfants et la guerre] in Pertti Haapala et Tuomas Hoppu, *op. cit.*, 2010, p. 322 sq ; Tuulikki Pekkalainen, *Lapset sodassa 1918*, Helsinki, Tammi, 2014.
32. Au point d'agacer certains collègues enseignants-chercheurs qui nous l'ont confié en aparté.
33. Mervi Kaarninen, *Punaorvot 1918* [Les orphelins rouges de 1918], Helsinki, Minerva, 2008.
34. *Ibidem* et livres mentionnés à la note n°30.
35. Lars Westerlund (dir.), *Venäläisurmat Suomessa 1914-1922* [Les morts russes en Finlande 1914-1922], Helsinki, Valtioneuvoston kanslian julkaisusarja, 2004 (3 volumes).
36. Heikki Rantatupa, *Elintarvikehuolto ja säännöstely Suomessa vuosina 1914-1921* [Réglementation et prise en charge du ravitaillement en Finlande dans les années 1914-1921], Jyväskylä, Studia Historica Jyväskylälensia 17, 1979.
37. Voir note 6.
38. Début août 2014, la part des ouvrages militaires dans cet établissement, le plus important de son genre en Finlande, reste très considérable au sein du rayon histoire, sans doute près du quart.

# La Grande Guerre et la Finlande à la BDIC : petite exploration dans les marges des collections

DOMINIQUE BOUCHERY, BDIC

On peut fréquenter une bibliothèque patrimoniale d'étude et de recherche pour ce qui se situe à la périphérie de son objet principal. Les pays nordiques (Scandinavie et Finlande) ne constituent pas à proprement parler une aire géographique pour laquelle la BDIC est identifiée comme pôle d'excellence. Dans son organisation des collections, ce groupe de pays s'insère dans l'ensemble plus vaste de l'Europe de l'ouest et du nord. En France, c'est la Bibliothèque Sainte-Geneviève qui, depuis les XVIII<sup>e</sup>/XIX<sup>e</sup> siècles, joue le rôle de d'établissement phare en la matière par le biais de sa Bibliothèque Nordique (fonds fenno-scandinave)<sup>1</sup>.

Il est ainsi intéressant de constater que sur le segment de collection qu'il est communément admis d'appeler le « moment fondateur »<sup>2</sup> - la Grande Guerre - la BDIC détient des fonds documentaires qui doublent et parfois complètent ceux de la BSG. Ceci prouve, s'il en était encore besoin, sa grande richesse sur la période 1914-1918. Ce constat se révèle d'autant plus exact dans le cas de la Finlande, prise politiquement dans l'orbite de son « grand voisin » russe à partir de 1812<sup>3</sup>. La Guerre civile de 1917 - 1918, à la fois épisode en insert dans la Première Guerre, corolaire de la Révolution russe de 1917 et événement traumatique majeur de l'histoire de la Finlande moderne, est donc bien documentée dans les collections de l'institution.

Si l'on prend empiriquement pour point de départ l'article de Maurice Carrez et qu'on le prolonge d'un sondage dans les catalogues (fiches papier et informatique) en utilisant les termes de recherche « Finlande - Révolution 1917-1918/ 1922 », « Finlande - Indépendance et guerre civile », on verra tout le bénéfice que le chercheur travaillant sur la Finlande de cette période pourra retirer d'une fréquentation de la BDIC.

Un tel bénéfice implique toutefois une polyvalence linguistique (russe, français, anglais, allemand), et surtout pose le problème de la rareté des « langues source » concernées (suédois, finnois), avec dans certains cas de très minces possibilités de recours<sup>4</sup>. En contre-exemple, la mention du corps des « jääkärit » renvoie à deux titres, disponibles en finnois seulement<sup>5</sup>. Jean-Louis Perret, assez longuement évoqué par M. Carrez dans son article et défini à la fois comme « introducteur » de la culture et des lettres nordiques en France et « idéologue historien<sup>6</sup> » est



Rödgolustrypen.

protest. Det gick naturligtvis an att protestera, liksom det efter upproret gick an att tala om shanktjuvens Edv. Gylling och de rödas sinbrottsstödd. Men banken förblev i fiendens händer. Med hjälp av en vaktmästare vid banken och sedan en skara läsmesmeder tillkallats, uppbrot man det kassaskåp, där reservnycklarna förvarades, och åtkom ej blott bankens sedelförråd, men även dess sedelpressar och stämpel. Vaktmästaren belönades med överkassörens ämbete.

Folkkommisariatet sökte även komma åt Finlands Banks tillgodobavanden i utlandet och avbryta vasaregeringens finansiella förbindelser därstädes. Den 16 februari telegraferade Edv. Gylling på Finlands lantdags bankfullmäktiges vägnar till banker i New-York, London, Liverpool, Turin etc, att emedan »Finlands Banks tjänstemän och direktion lämnat sina befattningar och deras nuvarande uppehållsort är okänd, sälla order av herrar v. Collan, Järnefelt, Basilier, Brobergs annulleras och deras verkställande förbjödes. Dessa ansträngningar voro emellertid fåfänga. Ingen utländsk makt -- förutom »den goda vännen» Lenin --

Extrait de Ernst Estländer, *Elva Årtionden ur Finlands historia V* [Onze décennies de l'histoire de la Finlande]. 1917-1918, Söderström, Helsingfors, 1930, [gardes rouges], Coll. BDIC

également présent au catalogue, à la fois en tant que traducteur et auteur<sup>7</sup>. Ce qui peut être considéré comme le roman fleuve sur la période 1880-1950, *Täällä Pohjantähden alla* [Ici sous l'étoile polaire] de Väinö Linna<sup>8</sup>, apparaît sous la forme de sa traduction française (incomplète par rapport à l'œuvre originale). Enfin, clôturons ce petit exercice avec un dernier exemple, qui concerne les périodiques, dont il est toujours stupéfiant de constater l'exubérante richesse à la BDIC : l'organe du Parti vieux-finnois *Uusi Suometar* est présent dans les fonds, certes pour les années 1916-1918 seulement ; il s'agit là de l'unique signalement pour ce titre dans le SUDOC.

En élargissant un peu notre propos, une interrogation rapide des catalogues donnera au lecteur une soixantaine



•••

de références en utilisant toujours les mêmes termes de recherche (pour le Fichier papier Renouvin voir surtout la rubrique 5 / « Politique intérieure » du fichier national « Finlande »). Parmi celles-ci, plus de la moitié concerne des ouvrages parus dans la dizaine d'années suivant la guerre, ouvrages d'histoire généraux relatant ou synthétisant les événements ou, plus intéressants sans doute pour le chercheur et marque de fabrique de l'institution, récits personnels de protagonistes et/ou de témoins, traduits ou pas. Dans cette dernière catégorie, on trouve certains titres introuvables ailleurs en France, pas même à la BSG<sup>9</sup>.

Aujourd'hui, le finnois, pas plus que les langues scandinaves, ne fait partie des langues couramment « traitées » à la BDIC. Les collections historiques dans ces langues rares ou semi-rares subsistent toutefois, et retracer la généalogie de leur constitution dans le cadre plus global de l'histoire de l'institution serait sans doute d'un grand intérêt.

#### **Peter von Bagh (1943–2014), archiviste en images de l'histoire finlandaise. *Muisto [Memory]*, 1987**

Peter von Bagh, totalement inconnu en France en tant que réalisateur et à peine mieux identifié comme critique et historien du cinéma<sup>10</sup>, est pourtant l'un des meilleurs artisans de la « culture de mémoire » en Finlande.

En plus d'être un cinéophile totalement accompli, il a été éditeur de livres et de musique, enseignant et fondateur du légendaire Midnight Sun Festival de Sodankylä. Il est surtout l'auteur d'une soixantaine de films documentaires, échelonnés des années 70 jusqu'à nos jours, surtout réalisés pour la télévision, ce qui a sans doute nui à leur diffusion internationale.

Les pays de langue allemande constituent traditionnellement, entre autres pour des raisons géographiques, un terrain d'exportation propice pour le cinéma nordique, aussi bien de fiction que documentaire. C'est par ce biais qu'il nous a été permis de découvrir l'œuvre de Peter von Bagh. En partenariat avec la Bundesstiftung zur Aufarbeitung der SED-Diktatur, l'historien du cinéma Olaf Möller a ainsi saisi l'occasion des 60 ans de l'insurrection de 1953 en RDA pour proposer une rétrospective intitulée *STURM! Durch das kurze 20. Jahrhundert in acht Massenbewegungen*<sup>11</sup>. Le premier film montré dans cette série était *Muisto [Memory/Mémoire]* de Peter von Bagh, qui a pour sujet la guerre civile finlandaise de 1917-1918.

Comme l'explique fort bien le texte de présentation du film dans le catalogue du festival, cette guerre demeure jusqu'à aujourd'hui une sorte de « trauma collectif<sup>12</sup> » pour la société finlandaise. Une chape de silence s'est posée sur les événements. Le parti pris filmique de Peter von Bagh,

suivant en partie le modèle lanzmannien, consiste à faire parler les acteurs et témoins de l'époque, 70 ans après les événements, c'est-à-dire au moment ultime où le recueil de témoignages est encore possible. Mais il s'agit aussi sans doute tout autant pour les interviewés du seul moment où il devient possible de parler. Filmé en « caméra objective », sans aucune manifestation de la présence du réalisateur (la voix de l'interviewer n'est jamais audible), le film impressionne par sa sobriété formelle qui contraste avec l'énormité des faits relatés<sup>13</sup>. C'est un film de vieillards qui se souviennent très bien, un film de visages<sup>14</sup>. En fin de film, un montage de documents d'archives photographiques privées reprend les protagonistes dans le fil des événements passés : il s'agit alors de très jeunes gens...

Le film (en VO finnoise sous-titré anglaise) dont il n'existe à notre connaissance pas de copie commerciale connue sous format dvd à l'heure actuelle, trouverait toute sa place dans les collections d'archives audiovisuelles de la BDIC.

## Notes

1. < <http://www-bsguniv-paris1.fr/nordique/infos.htm> >
2. Valérie Tesnière, *BBF* 2014/3 « 1914 : Mémoires vives », p. 136 et *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°100, 2010, p. 7.
3. Seppo Hentilä, Osmo Jussila, Jukka Nevakivi, *Histoire politique de la Finlande - XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, éditions Fayard, 1999.
4. A titre d'exemple l'organisation militaire *Lotta Svärd* (citée par M. Carrez) renvoie à une référence présente en deux langues, le finnois et le suédois, ce dernier étant seconde langue officielle du pays. Le livre concerne le district d'Åbo/ Turku, à forte minorité suédophone.
5. W. E Tuompo, *Suomen jääkärit*, Jyväskylä, 1918 ; Jaakko Suomalainen, *Suomen jääkärit elämä ja toiminta sanoin ja kuvin*. 1. Osa, Kuopio, 1918-1919.
6. Article de M. Carrez.
7. Cf. notamment J.-L. Perret, *La Finlande*, Préface de A de La Pradelle, Rieder, Paris, 1930 et *La guerre d'indépendance de la Finlande, 1918* [trad] de J.O Hannula, Payot, Paris, 1938.
8. Ce dernier est essentiellement connu pour être l'auteur de *Tuntematon sotilas* [Soldats inconnus], le grand roman patriotique finlandais de la Seconde Guerre, dont l'adaptation est devenue un classique de cinéma.
9. C'est le cas semble-t-il du récit de l'écrivain Wilkuna Kyösti, *Kun kansa noussee*, Helsinki, 1918.
10. En France, il est essentiellement connu pour être un « passeur » de l'œuvre d'Aki Kaurismäki, *Aki Kaurismäki*, Cahiers du Cinéma, 2006 et dans une moindre mesure du cinéma finlandais en général *Nuages dans le paradis : un guide du cinéma finlandais*, Otava, 2000.
11. Cette rétrospective était présentée dans le cadre du 56. DOK-Filmfest de Leipzig en novembre 2013. Le détail de la programmation est visible ici : < [http://www.dok-leipzig.de/festival/festival-news?startint=118#content\\_578524](http://www.dok-leipzig.de/festival/festival-news?startint=118#content_578524) >
12. 56. Internationales Leipziger Festival für Dokumentar- und Animationsfilm, *Festivalkatalog*, p. 138.
13. Un des sujets les plus douloureux abordé par le film est en particulier celui des camps de concentration installés par les « Blancs » en 1918.
14. Dans son introduction au film, P. von Bagh, présent à la séance dit : « The human face is the most fascinating subject, and there was no other way to do a film like this »

# « Il ne doit pas y avoir de terre inexplorée ».

## La mémoire de la Première Guerre mondiale en Russie depuis 1989-1991

KRISTIANE JANEKE, DOCTEURE EN HISTOIRE  
TRADUIT DE L'ALLEMAND PAR CLAIRE ASLANGUL

Récemment, sur un forum internet russe, à la question « quelles sont selon vous les trois conséquences les plus importantes de la révolution d'Octobre ? », on trouvait la réponse suivante : « Premièrement le génocide de la population du pays, deuxièmement la défaite dans la Première Guerre mondiale, troisièmement la formation d'un Etat totalitaire, politiquement et économiquement inefficace »<sup>1</sup>. Cette réponse d'un Moscovite de 38 ans est intéressante à plus d'un titre : elle est lapidaire, elle s'oppose à la vision encore largement dominante selon laquelle la révolution d'Octobre aurait été l'événement le plus important pour la Russie au 20<sup>e</sup> siècle, et elle convoque le souvenir de la Première Guerre mondiale. Cette guerre longtemps oubliée, qui selon les périodes fut nommée en Russie et en Union soviétique la « Grande Guerre », la « Guerre impérialiste », la « Guerre européenne », la « Deuxième Guerre patriotique » ou encore la « Guerre allemande », est en ce moment très tendance : dans le contexte du 100<sup>e</sup> anniversaire du début de la guerre, on lui accorde une attention toute nouvelle par le biais de commissions gouvernementales, de conférences, de publications, d'expositions, de fondation de musées et d'érection de monuments. Cela suscite l'étonnement, dans la mesure où la Première Guerre mondiale, en Union soviétique, a d'abord été marginalisée et vue seulement comme un « catalyseur » de la « grande révolution socialiste d'Octobre », puis a sombré de plus en plus dans l'oubli. Et même si une mémoire parallèle, au niveau individuel et social, n'a jamais pu être complètement effacée<sup>2</sup>, c'est seulement progressivement que cette mémoire refoulée revient et se montre aujourd'hui dans de nombreux domaines que nous allons évoquer ici.

### POLITIQUE

Le gouvernement russe a fait du centenaire de 2014 une affaire prioritaire. Dès 2012, le Président Poutine prit de nombreuses mesures<sup>3</sup> : il décréta le 1<sup>er</sup> août « Jour du souvenir des soldats tombés pendant la Première Guerre mondiale » et mit sur pied un comité d'organisation pour planifier et coordonner toutes les manifestations pour le Centenaire. De plus, une Société d'Histoire militaire composée de personnalités de tout premier ordre fut créée. Les projets principaux sont l'ouverture d'un musée, l'érection de monuments à Moscou et dans d'autres villes, l'édification d'un « pôle de réflexion d'histoire militaire » à Goussev (Gumbinnen) et la reconstitution de batailles sur des théâtres d'opérations historiques dans la région de Kaliningrad, la production d'un film documentaire ainsi que la mise en ligne d'archives sur Internet, avec des lettres et des documents de soldats.

Le monument principal à Moscou dévoilé le 1<sup>er</sup> août 2014, après que le vainqueur du concours a été élu, à l'été 2013, grâce aux votes en ligne sur le site de la Société d'Histoire militaire. A l'échelle régionale aussi, la mémoire doit être réactivée. Pour la région de Yaroslavl, par exemple, à l'initiative d'Anatoly Lisicyn, sénateur en charge du dossier au Conseil de la Fédération et membre du comité d'organisation, sont prévus la remise en état de tombes, l'érection d'un monument, l'introduction d'« heures de la mémoire » dans les établissements d'enseignement, ainsi que la réalisation d'expositions itinérantes et la publication de livres et de brochures d'information. L'entretien des sépultures de soldats est prévu également à l'extérieur du pays, en Ukraine, au Bélarus, en Moldavie, en Arménie, en Serbie, en Lituanie, en Lettonie, en Estonie, en Grèce et en Allemagne.

Une déclaration sur le site Web de la mission diplomatique de la Fédération de Russie à Berlin explique la politique officielle de l'histoire : la Russie se serait efforcée, jusqu'au dernier moment avant le déclenche-

Front de la Marne, secteur russe, entrée d'un observatoire, 1917, Coll. BDIC.



●●● ment de la guerre, de trouver une solution pacifique ; elle aurait finalement, par fidélité aux traités d'alliance, lutté courageusement et sacrifié deux millions de soldats, lesquels seraient injustement oubliés et mériteraient désormais d'être honorés comme il se doit. Le soutien apporté à la France par les troupes russes, qui aurait permis à l'allié d'éviter l'effondrement au début de la guerre, est particulièrement souligné. En mémoire de ces faits a été inauguré en 2010 à Reims le tout premier monument à la mémoire du corps expéditionnaire russe. En 2011, Poutine a assisté à l'inauguration d'un mémorial à Paris, ce qui en retour a été l'occasion pour les émigrés qui y vivaient de proposer à Poutine l'érection d'un monument en Russie même.

Les activités politiques sont accompagnées d'éléments de morale religieuse, en raison de l'influence de l'Eglise orthodoxe. Bon nombre des manifestations prévues se déroulent avec la participation de représentants des églises, des monuments sont flanqués de chapelles, les cérémonies des jours anniversaires sont accompagnées d'offices religieux. Au vu de l'ensemble des activités de la Russie pour le 100<sup>e</sup> anniversaire, on remarque une certaine fébrilité, ce qui, au regard de la marginalisation de la guerre pendant des décennies, apparaît comme un véritable tournant. Tout est fait pour éliminer les « terres inexplorées de l'Histoire », ainsi que Lisicyn, qui promeut lui-même plusieurs projets mémoriels avec sa fondation, l'a exprimé.

## SOCIÉTÉ

Sans aucun doute, la Première Guerre mondiale revient aussi davantage au premier plan dans la conscience historique générale ; néanmoins, il est exagéré d'y voir un mouvement de large ampleur à l'échelle de la société. Jusque dans les années 1990, un très petit nombre de Russes se souvenaient de la Première Guerre mondiale comme de l'une des guerres les plus dévastatrices dans l'histoire du pays. Des initiatives isolées de la société civile, qui ont convergé bien avant toute prise en charge politique de la mémoire, ont été plutôt entravées qu'encouragées par les autorités, comme le montre l'exemple du Cimetière fraternel de Moscou<sup>4</sup>. Les membres d'une initiative citoyenne ont d'abord réclamé en vain pendant quelques années un signe visible du souvenir. En 1994, ils ont de leur propre initiative posé une première pierre commémorative sur le site historique du cimetière, d'autres ont suivi. Chaque fois, elles ont été détruites ou enlevées par l'administration du district. Il a fallu attendre le 90<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre pour qu'un espace mémoriel soit créé. Aujourd'hui, il existe à côté d'une chapelle diverses pierres et des panneaux commémoratifs, en souvenir des soldats et des combattants de différents pays et de différentes confessions. Pour le centenaire, les appels à la remise en état du site se multiplient.

Car aujourd'hui, la Guerre mondiale est bien davantage présente dans la mémoire collective et indivi-

duelle<sup>5</sup>. La « Société de Commémoration de la Première Guerre mondiale », créée en 2010, ou les nombreux sites privés et les forums sur Internet<sup>6</sup> en sont l'expression. La littérature de vulgarisation scientifique, qui a considérablement augmenté ces dernières années, répond à cet intérêt croissant. On y trouve des mémoires de membres de l'armée russe, des traductions, principalement du domaine anglo-saxon, et des contributions journalistiques telles que l'ouvrage *Héros de la Première Guerre mondiale* du journaliste et historien Vyacheslav Bondarenko (Moscou, 2013). Cette publication est typique en ce qu'elle est un mélange de présentation de faits jusque-là peu connus, de commentaires moralisateurs sur les circonstances historiques<sup>7</sup> et d'appel à honorer les héros injustement oubliés. Ailleurs, Bondarenko exprime même la conviction que la mémoire que l'on a aujourd'hui, en 2014, de la guerre serait directement liée à la « véritable signification de la Grande Guerre », à savoir l'objectif des puissances occidentales de « détruire la Russie ». Le fait que les trois grandes nations russes (Russie, Ukraine, Bélarus) aient permis une division sous la pression du monde occidental montrerait l'actualité de la situation de 1914, et serait une cause de préoccupation essentielle. C'est précisément pour cette raison qu'il serait aussi crucial, dans le monde russe, de se souvenir de la Première Guerre mondiale<sup>8</sup>.

Dans les manuels scolaires également, la Première Guerre mondiale a fait son retour, après avoir été pendant des décennies mentionnée seulement comme une guerre impérialiste. Comme il existe maintenant un grand nombre de manuels, la place réservée à la présentation de la guerre et la manière de le faire sont très variables<sup>9</sup>. L'objectif déclaré de tous les ouvrages est l'« éducation patriotique » des élèves, ainsi que la promotion de la fierté russe, ce en quoi la conception de la Première Guerre mondiale véhiculée par les manuels scolaires s'intègre parfaitement dans la politique officielle de l'histoire.

A mesure que l'intérêt pour la Première Guerre mondiale se réveille en Russie même, il s'estompe parmi les émigrés. Jusqu'en 1991, les Russes émigrés après la Révolution d'octobre, qui avaient en partie eux-mêmes pris part à la guerre et étaient partisans des « Blancs », avaient maintenu vivant le souvenir de l'armée tsariste et les traditions de l'Empire russe. Des anciens combattants se réunissaient lors des commémorations, publiaient des mémoires et fondaient associations et musées<sup>10</sup>. Ces présentations s'appuyaient et s'appuient encore sur des objets porteurs de mémoire, des archives et autres militaria, sorties du pays après la Révolution. La nouvelle situation politique a souvent conduit à un retour des collections en Russie, comme dans le cas de pièces d'une collection du New Jersey, versées dès les années 90 aux fonds du Musée central des Forces

armées à Moscou. Les frontières entre les différentes cultures mémorielles s'estompent de plus en plus, ainsi que le montrent en maints endroits les préparatifs au centenaire organisés par la diaspora russe.

Avec l'installation de monuments, on cherche à rendre visible dans l'espace public la nouvelle mémoire. Parce que la guerre a été rejetée à l'arrière-plan par la Révolution, la guerre civile et la Seconde Guerre mondiale, mais aussi en raison des emplacements des lignes de front historiques, on ne trouve sur le territoire de l'actuelle Fédération de Russie quasiment aucun monument. A titre de comparaison, on remarque qu'en Allemagne, où de manière similaire la Première Guerre mondiale ne fait pas partie des points de référence centraux de la mémoire nationale, on trouve pourtant dans presque chaque village une pierre commémorative en hommage aux habitants tombés à la guerre. Ces mémoriaux et cimetières militaires ont été réalisés pendant la guerre dans ce qui était alors la Prusse orientale allemande, aujourd'hui Kaliningrad, et certains existent encore aujourd'hui. Dans le sillage de l'intérêt croissant pour le passé allemand de la région en général, mais aussi en particulier en vue du centenaire, l'administration régionale profite de l'occasion pour intégrer activement dans le programme de 2014 les seuls théâtres d'opérations historiques de la guerre situés sur le territoire russe, à travers la création de ses propres monuments et par des reconstitutions historiques. Depuis 2009 existe un projet à l'Université de Kaliningrad pour l'entretien des sépultures de guerre en Russie et à l'étranger, à travers une fondation créée spécialement à cette fin<sup>11</sup>. En outre, l'université participe au projet de coopération germano-polono-russe *Dialog*, qui, entre autres choses, a également fait du soin de ces tombes l'une de ses missions. Et même dans la région éloignée de l'Altaï, les cimetières et monuments sont, dans un projet de grande ampleur, répertoriés et remis en état.

En résumé, on peut dire que malgré les initiatives politiques et l'engagement civique, la Première Guerre mondiale n'est toujours pas installée dans la mémoire collective. Dans la population, la mémoire, quand elle existe, est toujours liée à des événements marquants (l'offensive Broussilov) ou à des personnalités (la famille du tsar, la grande-duchesse Elisabeth, fondatrice du cimetière fraternel de Moscou). Le souvenir des soldats tombés au combat en tant que victimes et les souffrances de la population civile pendant la guerre restent encore des aspects nouveaux.

## LES MUSÉES

Avec la nouvelle liberté de conception consécutive à 1991, ce sont au début seulement quelques musées qui se sont tournés vers la Première Guerre mondiale. Il

●●●

- s'agissait là d'abord de donner une nouvelle interprétation de toute l'époque de la Guerre mondiale, de la Révolution et de la guerre civile. Cette nouvelle approche eut de lourdes conséquences sur les expositions permanentes, réaménagées les années suivantes dans la plupart des musées.

Très tôt (1991), le Musée d'Histoire politique de la Russie à Saint-Petersbourg s'est emparé du sujet et a établi un lien entre la période historique 1914-1922 et l'effondrement de l'Union soviétique. Le visiteur devait être encouragé à repenser la vision héritée de l'histoire qui lui était familière, et à faire le lien avec la situation de bouleversement qu'il avait lui-même vécue en 1991. Le Musée central de l'Armée à Moscou a également traité tôt de la Première Guerre mondiale, un fait d'autant plus remarquable que les musées militaires, qui relèvent du ministère de la Défense et non de celui de la Culture, sont souvent plus marqués par les schémas de pensée traditionnels. À Moscou en 1992, on a pu voir l'exposition « *La Russie dans deux guerres* », articulée autour de pièces issues de la collection susmentionnée d'émigrés établis aux Etats-Unis (New Jersey, Lakewood). Dans l'ensemble, la Première Guerre mondiale était dans les années 1990 très peu présente, et même pour le 80<sup>e</sup> anniversaire de 1914, il n'y a eu que quelques expositions spéciales, et peu de publications sur les fonds<sup>12</sup>. Ceci peut être aussi expliqué par le fait que pour des raisons idéologiques, la Guerre mondiale en Union soviétique ne faisait pas partie des domaines de collections des musées : il y a donc jusqu'à aujourd'hui très peu de fonds à partir desquels on peut concevoir des expositions. Même le 90<sup>e</sup> anniversaire en 2004 n'a pas permis que le sujet soit sérieusement au centre de l'attention. Le Musée d'Histoire politique a montré une petite exposition qui plaçait le souvenir de la guerre dans le contexte interprétatif en vigueur jusque-là uniquement en Europe occidentale, à savoir comme « prologue du 20<sup>e</sup> siècle », et le Musée d'Histoire contemporaine a alors publié un catalogue des collections<sup>13</sup>.

Ce qui frappe aujourd'hui, c'est la diversité des expositions qui coexistent. Ainsi, le Musée d'Histoire politique de Saint-Petersbourg, après sa refonte de 2013, montre la guerre encore et toujours non pas comme un thème à part entière, mais dans des espaces différents et dans le contexte des deux révolutions de l'année 1917. L'accent est mis ici non pas tant sur les événements de la guerre que sur les bouleversements politiques. La boutique du musée vend cependant des souvenirs – affiches et cartes postales – de la Première Guerre mondiale. En revanche, le Musée d'Histoire contemporaine de Moscou consacre à la guerre une section distincte dans l'exposition permanente.

Pour 2014, de nombreux musées prévoient des expositions spéciales et des manifestations, y compris le Musée historique d'Etat. Dans le Musée central de l'Ar-

mée, la section sur la Première Guerre mondiale, fermée depuis cinq ans, est rouverte. L'Ermitage édite un album sur l'utilisation du Palais d'Hiver comme hôpital pendant la Première Guerre mondiale, montre plusieurs expositions et organise une conférence. Avec le *Journal Diletant*, le musée présente chaque mois une pièce de la Première Guerre mondiale.

A l'occasion des festivités, un nouveau musée spécialement dédié à la Première Guerre mondiale ouvrira ses portes à Tsarskoïe Selo près de Saint-Petersbourg [ancienne résidence impériale], dans un bâtiment construit au début des années 1920 pour ce qui devait alors être le « Musée en l'honneur des forces russes »<sup>14</sup>. L'ouverture initialement prévue pour septembre 2014 a cependant été repoussée par le ministère de la Culture en janvier 2015. A Tsarskoïe Selo, on trouvait pendant la guerre des hôpitaux et des casernes. Le cimetière militaire qui y était situé autrefois a été restauré, et un obélisque érigé en 2008. Le musée envisagé là-bas dès la période de guerre ne fut finalement pas réalisé en raison des changements politiques. Pour les collections, de nombreux artistes furent spécialement envoyés sur le front pour saisir sur le vif les opérations. Les quelque 1 200 œuvres de cette brigade d'artistes ont été remises dans les années 1930 au Musée de l'Artillerie à Saint-Petersbourg, où elles sont encore aujourd'hui. Des moyens publics importants en vue de la constitution d'une collection sont prévus pour le nouveau musée. Il serait le premier et seul musée consacré à la Première Guerre mondiale, si l'on excepte les expositions d'armes entre 1914 et 1918, ainsi que l'existence du Musée d'Histoire militaire de Moscou entre 1923 à 1927<sup>15</sup>. Un autre musée à Moscou doit être réalisé plus tard.

## SCIENCE HISTORIQUE

L'historiographie s'est saisie de la Première guerre mondiale après 1991 avec autant d'hésitations que la société en général. Dans ce domaine aussi, il s'agissait d'interroger les anciens modèles idéologiques. Cela se fit d'abord par la reprise de traditions nationales de l'empire russe, à travers lesquelles la guerre mondiale revint elle aussi dans le champ d'intérêt des historiens. Cela alla de pair avec l'ouverture de fonds d'archives auparavant inconsultables et le nouvel accès à la littérature occidentale.

Un des premiers sujets abordés fut celui du cimetière fraternel de Moscou<sup>16</sup>. Des conférences et publications abordèrent d'abord l'histoire du déroulement de la guerre dans une perspective d'histoire événementielle, puis s'ajoutèrent des thèmes nouveaux comme, entre autres, les prisonniers de guerre, les migrations, les mises en formes littéraires, les mémoires de guerre. L'inscription dans les tendances de la recherche occi-



Monument à la mémoire des soldats et officiers du Corps expéditionnaire russe, Paris, 2010. DR

dentale se fit dans le cadre de deux conférences à Pétersbourg en 1999 et Tcheliabinsk en 2000<sup>17</sup>, qui prirent en considération de nouveaux questionnements sur la vie quotidienne des soldats, le front de l'arrière, ou l'expérience individuelle de la guerre, avec donc pour la première fois une approche en terme d'histoire culturelle de la guerre.

Depuis 2000, d'autres publications sur divers aspects de la guerre ont vu le jour. On s'y intéresse à un spectre de plus en plus large d'aspects d'histoire culturelle, d'histoire militaire et des mentalités, ainsi qu'à la corrélation entre guerre, révolution et guerre civile<sup>18</sup> – même si les travaux sont d'ambition et de qualité diverses.

Créée dès 1992, l'« Association des Historiens de la Première Guerre mondiale » propose sur son site Internet des informations et un aperçu des publications actuelles, des événements et conférences ; parallèlement, le site d'un « Club historique » et de la Chaire pour l'Histoire nationale et mondiale de l'Institut d'Etat de Moscou pour les Relations étrangères s'est donné quant à lui comme objectif d'honorer les héros de la Guerre mondiale<sup>19</sup>.

En prévision du centenaire, de nombreuses communications reflètent des problématiques de plus en plus différenciées. A l'occasion de la Conférence de Kaliningrad en 2013, un numéro spécial de la revue d'histoire

militaire *Novy Časovoj* intitulé « *Les cents ans de la Première guerre mondiale* » a été édité. Pour 2014, d'autres conférences et publications sont prévues. Parmi elles, il faut signaler une monographie de l'Université Lomonossov à Moscou, une autre conférence à Kaliningrad, la publication de photos par les Archives du Film et des Documents photographiques de Krasnogorsk, ainsi que l'édition conjointe de documents d'archives par l'Institut historique allemand à Moscou et les Archives du ministère russe de la Défense.

## LITTÉRATURE, CINÉMA ET ART

Après 1991, la Première Guerre mondiale n'a fait qu'une timide entrée dans le monde de la littérature. Il faut citer ici la série de romans de l'auteur populaire Boris Akounine, sous le titre *Mort pour la fraternité* [Smert 'na bruderšaft], 2007-2011. L'arrière-plan du récit est la Première Guerre mondiale en général, le conflit entre la Russie et l'Allemagne en particulier. Les romans historiques *Les derniers soldats de l'Empire* [Poslednye soldaty imperii], 2010, de Evgenij Avdienko et *Général-Amiral. La guerre* [General-Admiral. Vojna], 2012, de Roman Zlotnikov se déroulent eux aussi sur fond de guerre. Ce sont en revanche plutôt aux questions transversales de l'identité et de l'idéologie que se consacre le roman

●●●

Musée d'histoire  
contemporaine de  
Moscou, 2010, DR



- Flâneur de l'écrivain maintes fois primé Nikolai Kononov, dont le cadre temporel s'étend de l'avant-guerre jusqu'aux années 1930-1940.

Le traitement cinématographique de la Première Guerre mondiale comprend entretemps d'innombrables documentaires, qui sont le plus souvent librement accessibles sur Internet. Ils prétendent tous apporter la lumière sur les événements, présenter un nouveau matériau filmique et archivistique, mais aussi, toujours, honorer les « héros oubliés ». Encore une fois, on observe la tendance à établir de manière volontariste une certaine culture mémorielle. Natalja Naročnickaja, professeur d'histoire, membre de l'Académie, qui fut députée de la Douma et jusqu'en 2012 membre de la « Commission contre la falsification de l'histoire au détriment de la Russie », évoque ouvertement : dans une série de débats télévisés sur le canal de la culture russe en 2011, elle plaidait pour la renaissance des traditions du grand empire russe et le souvenir des héros. La chaîne de télévision *Zvezda* a produit spécialement pour le centenaire une série en six épisodes de films documentaires sous le titre *La guerre oubliée* (2012). Aux productions russes s'ajoutent les films allemands et américains traduits.

Dans le secteur du long métrage, il faut d'abord citer la production soviétique *Mousson* [Moozund] de 1987, d'après un roman de Valentin Pikul. Pour le 70<sup>e</sup> anni-

versaire de la Révolution d'Octobre, le film décrit la dernière période de la flotte russe pendant la Première Guerre mondiale (1915-1917). Malgré quelques inexactitudes historiques, la présentation – une réussite – a un caractère plutôt anti-révolutionnaire ; elle place l'armée du tsar sous une lumière favorable, sans que cela ait pénétré la conscience publique. Plus récemment, on citera la série télévisuelle *La chute de l'empire* (2005). Le film *L'Amiral* (2008) met en scène la biographie du général « blanc » Aleksandr Kolcak, et commence avec la Première Guerre mondiale. En 2012, le film *La couleur rouge flamboyant des chutes de neige* [De snegopada Bargovyj de cvet] est sorti dans les salles de cinéma. Actuellement, Igor Ugolnikov, auteur du film *La forteresse de Brest* (2010), travaille sur un long métrage consacré au « bataillon de la mort », un bataillon de femmes pendant la Première Guerre mondiale. La première est prévue pour le 1<sup>er</sup> août 2014, et le budget de 5,5 millions € du film est financé par le ministère russe de la Culture, qui a ici aussi en tête la mise en œuvre de la nouvelle culture mémorielle, ainsi que l'atteste une citation de Ugolnikov : « *'Le Bataillon de la mort'* est un film véritablement patriotique, qui va provoquer chez les Russes un sentiment de fierté à l'égard de leur propre pays »<sup>20</sup>.

Parmi les artistes contemporains se distinguent le peintre de Saint-Petersbourg Andrej Romasjukov (né en

1976), qui consacre de nombreuses œuvres à la Première Guerre mondiale, ainsi que le peintre Pavel V. Ryzenko (né en 1970). L'artiste Denis Bazuev, de Krasnogorsk (né en 1975), travaille actuellement à une série de tableaux dédiés à la Première Guerre mondiale. Et même chez les peintres plus âgés, la « guerre oubliée » est de nouveau un sujet, comme dans les toiles du peintre de batailles Aleksandr Averjanov (né en 1950) et dans celles de Boris M. Olšanskij (né en 1956). Le studio Grekov de Moscou, qui possède une longue tradition de peinture de batailles et de peinture militaire, montre les œuvres que ce dernier a consacrées à la guerre mondiale cette année, dans le cadre d'une exposition co-organisée avec le ministère de la Défense.

## TOURISME

Depuis quelques années, les visites obligatoires de musées militaires et de complexes commémoratifs de l'époque soviétique ont laissé la place à une nouvelle branche de l'industrie du tourisme. Sous l'étiquette du tourisme militaire, on propose de tirer avec des armes actuelles et historiques, des cours de pilotage et des vols accompagnés dans des avions militaires, ainsi que des excursions en char. Il y a aussi des circuits de visites organisées dans les musées militaires. Pas de référence historique concrète dans les programmes, le matériel disponible provenant principalement de la Seconde Guerre mondiale. Des excursions sur les théâtres d'opération, comme le propose le tourisme en Europe occidentale, au Canada et en Australie, sont en Russie plutôt rares jusqu'à maintenant<sup>21</sup>. C'est seulement dans la région de Kaliningrad qu'il est prévu de développer des itinéraires le long de théâtres de batailles originaux. Mais même ici, dans la région des seuls théâtres d'opération historiques sur le territoire de la Russie actuelle, ce sont des agences de voyage polonaises qui ont développé cette idée et élaboré différents circuits sur les traces de la Première Guerre mondiale dans l'ancienne Prusse orientale<sup>22</sup>. Ce sont ces initiatives qui ont poussé les Russes à réfléchir au développement de leurs propres excursions dans la région<sup>23</sup>.

En complément se développe, avec les reconstitutions historiques (qu'on appelle « *Re-Enactment* »), un autre segment susceptible d'attirer les touristes. Dès les années 1990, des « Clubs militaires et historiques » s'emploient au rappel de la Première Guerre mondiale. Grâce à la reconstitution de batailles, ils veulent renouveler la mémoire des « héros oubliés ». Ces clubs, en nombre désormais important, ont en commun la recherche de la plus grande exactitude possible dans l'équipement, les uniformes et l'armement. A titre d'exemple, on citera la reconstitution de combats sur le front de l'Est de 1915 par les associations de Saint-

Pétersbourg et de Moscou en décembre 2012, sur le site Musée de Littérature et d'Art Prijutino dans la région de Leningrad, ou la restitution de la bataille de Gumbinnen (août 1914) à Goussev en 2012 et en 2013 dans le cadre de grands festivals.

## LA MÉMOIRE DANS D'AUTRES ETATS POST-SOVIÉTIQUES

En raison du déroulement de la guerre, qui a touché aussi particulièrement les pays baltes, l'Ukraine et le Bélarus, mais également à cause de la composition multi-ethnique de l'Empire russe et de l'Union soviétique, il faut aborder la mémoire de la guerre dans ces Etats aujourd'hui indépendants. Ils commémorent eux aussi cette année la guerre mondiale.

En Ukraine, comme en Russie, on a prévu tôt une série de commémorations officielles. Davantage qu'en Russie, on observe en Ukraine l'instrumentalisation en politique intérieure de la mémoire de la Première Guerre mondiale ; ici s'affrontent d'un côté les tenants d'une orientation vers l'Ouest, et de l'autre côté les forces qui regardent vers la Russie<sup>24</sup>. Les nationalistes ont à cœur de souligner la participation spécifique de l'Ukraine à la Première Guerre mondiale, et de mettre l'accent en particulier sur le rôle des forces anti-russes. C'est de ce camp que vient la proposition de déclarer 2014 « année de commémoration des victimes de la Première Guerre mondiale ». Dès 2010, le président de l'époque Victor Iouchtchenko avait fait la promotion de l'hommage aux troupes de l'armée ukrainienne galicienne (*Ukrayins'ka Halys'ka Armiya, UHA*), qui avaient combattu aux côtés de l'Autriche-Hongrie pour l'indépendance nationale. La brève période d'indépendance nationale entre 1918 et 1921, liée à l'issue du conflit, est un point de référence important pour le mouvement national du pays. Les groupes proches de la Russie à l'inverse mettent l'accent sur l'hommage aux soldats et aux régiments ukrainiens ayant combattu dans l'armée de l'empire tsariste<sup>25</sup>. C'est ainsi qu'à Ternopil en 2013, à l'initiative de l'Association « la Russie galicienne », deux pierres commémoratives en hommage aux soldats de la Russie et de l'armée austro-hongroise ont été dévoilées, après avoir été remises en état, sur le site d'un cimetière historique. En 2011 a été organisé à l'occasion du 95<sup>e</sup> anniversaire de l'offensive Broussilov le festival « Echo de la Grande Guerre », soutenu par la Fondation Lisicyń déjà mentionnée. Parmi les événements on trouvait une conférence, le dévoilement d'une plaque commémorative, ainsi que l'ouverture d'un musée sur l'histoire de la Première Guerre mondiale<sup>26</sup>.

Cette division de la mémoire n'est pas née seulement avec le conflit russo-ukrainien, mais elle s'est fortement accentuée avec les évolutions récentes. Tandis

●●●

- que la Russie et les forces pro-russes en Ukraine soulignent l'unité des deux pays dans le souvenir de la Première Guerre mondiale<sup>27</sup>, les nationalistes se distancient de plus en plus de cette forme de mémoire qui est à leurs yeux une mémoire impériale. Cela s'exprime dans la symbolique du souvenir de la guerre, modifiée pour la première fois cette année. Le mélange de la Première et de la Seconde Guerres mondiales d'une part et de symboles mémoriels régionaux d'autre part montre ici qu'il s'agit plus d'une forme de souvenir motivée par la politique dans le contexte actuel, que d'une culture du souvenir façonnée de longue date. Pour les festivités célébrant la fin de la Seconde Guerre mondiale le 9 mai, on a pour la première fois introduit, à la place du ruban de l'ordre de Saint-Georges, une fleur de coquelicot rouge. Le ruban de Saint-Georges, originaire de Russie, qui dans ce pays même (à l'encontre de l'origine historique de l'ordre de Saint-Georges comme plus haute distinction militaire de l'Empire russe depuis le 18<sup>e</sup> siècle) est devenu depuis les années 1940 un symbole du souvenir de la Seconde Guerre mondiale et de la « grande guerre patriotique », a donc été remplacé par un signe mémoriel associé à l'Occident et à l'Europe, le coquelicot (« poppy »). Dans l'espace régionalement limité à la Grande-Bretagne et aux pays de l'ancien Commonwealth, cette fleur renvoie originellement, sur le plan symbolique, aux soldats tombés lors de la Première Guerre mondiale. Il s'agit donc, avec le choix de ce symbole par l'Ukraine, de signaler l'orientation vers l'Ouest. Mais en même temps, cela montre qu'elle ne dispose pas de références qui lui seraient propres pour la mémoire de la Première Guerre mondiale.

Comme en Ukraine, la mémoire de la Première Guerre mondiale et la lutte pour l'indépendance nationale sont, dans les pays baltes, indissolublement liées. Dans ce contexte, il y a des mémoires parallèles, d'une part anti-russe et nationale, d'autre part pro-russe, soutenue par des citoyens ou des organisations russes. La Capitale européenne de la Culture 2014, Riga en Lettonie, prend cette situation de conflit comme point de départ pour débattre sur les questions de l'identité européenne commune dans une exposition d'art de et sur la Première Guerre mondiale, ainsi que lors d'une conférence<sup>28</sup>.

Enfin, il convient de présenter comme autre exemple de pays post-soviétique fortement affecté par la Première Guerre mondiale le Bélarus. Dans un contexte où le pays est lié avec la Russie par le Gouvernement de l'Union se développe ici une culture mémorielle tout à fait particulière, entre coloration russe-impériale et nationale biélorusse. Au milieu des années 1960, c'est ici que les premiers monuments à la Première Guerre mondiale ont été érigés sur le territoire de l'ex-URSS. En 2010 est parue une publication germano-russe sur

« *Les tombes de soldats de la Première guerre mondiale en Biélorussie* ». En 2011 ont été construits sur un ancien cimetière à Minsk un parc commémoratif et une chapelle. Depuis de nombreuses années, le sculpteur Vladimir Slobodčikov prévoit un mémorial sur l'un des anciens théâtres d'opérations, qui n'a cependant pas encore été réalisé. A Smorgon, un grand complexe mémorial doit ouvrir cette année. Le journaliste Vjacheslav Bondarenko est l'auteur de la première publication de vulgarisation scientifique sur les « *Événements de la Première Guerre mondiale sur le sol biélorusse* » (Minsk, 2010), cette année complétée par un ouvrage de V. N. Beljavina sur « *La Biélorussie dans les années de la Première Guerre mondiale* » (Minsk, 2013). Une importante collection de timbres et de cartes postales sur la guerre mondiale se trouve entre des mains privées ; l'Académie des sciences envisage un projet pour développer un circuit touristique sur les traces de la Guerre mondiale en Biélorussie ; à côté d'un musée privé sur l'histoire de la Guerre mondiale, un autre, public cette fois, doit aussi être créé<sup>29</sup>. La chaîne de télévision *Voën-TV* a produit un documentaire sur l'infirmerie Rimma Ivanova (« *Svjataja Rimma* », 2013), qui a perdu la vie sur le territoire biélorusse en 1915. Pour la coordination des manifestations officielles il y a ici, comme en Russie, une commission de hautes personnalités. On prévoit l'introduction d'un insigne « *En souvenir de la Première Guerre mondiale 1914-1918* », des conférences, la remise en état des tombes militaires et une célébration du souvenir en présence du Président à Smorgon.

## CONCLUSION

Si l'on se penche sur le développement de la culture mémorielle en Russie au cours des 30 dernières années, le tableau est le suivant : après une période où la Première Guerre mondiale, pendant le régime soviétique, a été largement oubliée et interprétée sous un angle idéologique, on relève dans les années 90 une réappropriation d'abord très hésitante et seulement quelques publications scientifiques. Ces deux éléments se développent depuis le tournant du millénaire et couvrent maintenant un large éventail de problématiques, ainsi que le traitement et la prise en compte croissants de documents d'archives. En vue du Centenaire, depuis environ trois ou quatre ans, on remarque un regain d'intérêt à la fois dans la communauté historique et dans la société, sans toutefois qu'on puisse parler d'un changement profond de la mémoire collective. Les événements et les publications que l'on observe dans tout le pays sous la forme de conférences, de livres, de films, de sites Internet, de projets commémoratifs, d'initiatives pour la remise en état des sépultures militaires, etc., sont

l'expression d'une culture mémorielle souvent fort pompeuse, décrétée d'en haut, c'est-à-dire pilotée par le gouvernement. Cette politique poursuit un objectif clair, à savoir le souvenir imposé des « héros oubliés » et la « puissance historique de l'Empire russe », ainsi que « l'éducation patriotique des citoyens ». De la sorte, la politique de l'histoire reprend de vieux schémas familiers de commémoration, à savoir ceux appliqués à la mémoire de la « Grande Guerre patriotique » [c'est-à-dire de la Seconde Guerre mondiale]. Il s'agit, avec cette mémoire ravivée de la Première comme de la Deuxième guerres mondiales, de héros et de personnalités de premier plan, pas des victimes

de la guerre, de la population civile ou du destin des individus ; on ne peut donc pas parler d'un traitement sur des bases scientifiques et à une large échelle. Il s'agit délibérément de construire une mémoire faisant le parallèle entre les deux conflits mondiaux, ainsi qu'en témoigne par exemple le site choisi pour le nouveau monument national sur le Mont Poklonnaïa à Moscou, sur le parvis du Musée de la Grande Guerre patriotique. En fin de compte, cela correspond à la remarque de Vladimir Poutine selon laquelle la Russie n'aurait nullement perdu la Première Guerre mondiale, elle s'en serait juste retirée. Ce serait une situation unique dans l'histoire du monde. ■

## Notes

- < <http://www.rg.ru/2012/11/07/avrora.html> > (consulté le 3/2/2014). Tous les liens cités dans la suite de cette contribution étaient accessibles à cette même date sur Internet.
- Voir à ce sujet Karen Petrone : *The Great War in Russian Memory*, Bloomington, Indiana University Press, 2011.
- Voir Itogovaâ informacii (24 avril 2013), « Vsemirnyj koordinacionnyj sovet rossijskikh sootečestvennikov, 18<sup>e</sup> séance », Moscou, 8-9 avril, n° 9, p. 41-50, < <http://www.bfro.be/documents/vks/2013-vks-01.pdf> > Rešenje kolegii Ministerstva kul'tury RF, 19/12/2012, < <http://mkrf.ru/dokumenty/college/detail.php?ID=270353> >, « Senator rasskazal o podgotovke k ŭbileŭ Pervoj mirovoj vojny », Rossijskaâ blagotvoritel'nost' v zerkale SMI, n° 64 (448), 9/4/2013, p. 88-89, ainsi que : < <http://1914.histfr.ru/> >
- Voir Kristiane Janek : « Die verdrängte Erinnerung. Zur Geschichte des Moskauer Brüderfriedhofs », in : Gerhard P. Groß, im Auftrag des Militärgeschichtlichen Forschungsamtes (éd.) : *Die vergessene Front - der Osten 1914/15. Ereignis, Wirkung, Nachwirkung*, Beiträge der 46. Internationalen Tagung für Militärgeschichte, Paderborn, Schoeningh Ferdinand GmbH, 2006, p. 335-352, ainsi que plus récemment : Petrone (2011), p. 1 et suiv. et < <http://www.cofe.ru/blagovest/ubb/noncgi/Forum1/HTML/001825.html> >
- Le journal *Diletant* donne un aperçu des manifestations et activités diverses sur son site internet : < <http://www.diletant.ru/search/index.php?q=%D0%BF%D0%B5%D1%80%D0%B2%D0%B0%D1%8F+%D0%BC%D0%B8%D1%80%D0%BE%D0%B2%D0%B0%D1%8F+%D0%B2%D0%BE%D0%B9%D0%BD%D0%Bo> >
- Une sélection : < <http://heroes-nm1914.ru/>, [www.grwar.ru/](http://www.grwar.ru/), <http://1914ww.ru/>, <http://1914.borda.ru/> > < <http://august-1914.ru/index.html>, <http://1-mirovaya.livejournal.com/>, <http://akosinovjimdo.com/> >
- Voir la note p. 7 : « Si la politique au début du 20<sup>e</sup> siècle, avait montré un peu plus de sagesse, cette guerre aurait été absolument évitable » (traduction KJ/CA).
- V.V. Bondarenko : « Neusvoennye uroki Velikoj vojny : Nasledie pervoj mirovoj i sovremennââ geopolitičeskaâ real'nost' », in : *Pervaâ mirovaâ vojna v istorii Belarusi, Rossii i mira : Mateialy meždunarodnoj konferencii 28-29 aprêlâ 2011*, Mogel'ev, Moscou 2011, p. 34-40.
- Voir par exemple Zagladin, N.V. : *Vsemirnaâ istoriâ : le 20<sup>e</sup> siècle, livre d'étude pour les écoliers de lycée*, Moscou, 2000 ; Volobceev, O.V. : *Istoriâ Rossii i mira II*, Moscou 2013, p. 41-89 et Levandovskij, A.A. : *Istoriâ Rossii II*, Moscou 2013, p. 50-59. Le point central de l'enseignement en cours d'histoire reste cependant comme auparavant la Grande Guerre patriotique. Voir à ce sujet : Moskovskij gosudarstvennyj gumanitarnyj universitet im. M.A. Solohova : *Prepodavanie novejšej istorii Rossii v škole. Učebnoe posobie dlâ studentov pedagogičeskich vuzov* [...], Moscou 2012 et < <http://www.urokiistorii.ru/learning/manual/2009/09/uchebniki-analiz-1> >
- < [http://www.armymuseum.ru/vetww1\\_e.html](http://www.armymuseum.ru/vetww1_e.html) > (San Francisco), < [http://www.rodinahome.org/application/museum/museum\\_r.html](http://www.rodinahome.org/application/museum/museum_r.html) > (New Jersey). Voir aussi Popov, A. V. : *Rossijskie I slavânskie issledovaniâ : naučnyj sbornik*, Minsk, 2007, p. 115-126. Voir aussi les collections russes de la Hoover Institution.
- Novyj Časovoj : *100 let Velikoj vojny 1914-1918 godov*, St. Pétersbourg, Kaliningrad 2013, p. 161-164.
- Par exemple Lebedeva, I.V. : *Russkij voennyj lubok : Iz kollekcii Otdela Redkih Knig*, Moscou, Gos. Publ. Ist. Bibl. Rossii 1994.
- Museum für Zeitgenössische Geschichte Moskau (éd.) : *Lubocnaâ kartinka i plakat perioda pervoj mirovoj vojny 1914-1918 g.*, 2 volumes, Moscou, 2004.
- < [http://www.tzar.ru/museums/palaces/alexander\\_park/landscape\\_park/martial\\_chamber](http://www.tzar.ru/museums/palaces/alexander_park/landscape_park/martial_chamber) >
- Voir à ce sujet Petrone, p. 208-214.
- Voir les publications de Mariâ Katagošina.
- Rossia I pervaâ mirovaâ vojna : *materiale meždunarodnogo naučnogo kollokviuma*, St. Pétersbourg 1999 ; Narskij, I.V., Nikonova, O.Ū (éd.) : *Čelovek i vojna. Vojna kak âvlenie kul'tury*, Moscou, 2001.
- Voir les bibliographies disponibles sur le site de l'Association des historiens de la Première Guerre mondiale, l'Institut de l'Histoire russe de l'Académie des Sciences, et des universités de Moscou, Saint-Pétersbourg et Kaliningrad. Il faut remarquer l'importance de ce sujet de recherche à l'université de Samara, où Ekaterina Semenova a présenté depuis 2001 de nombreuses publications sur le quotidien, les conditions de vie, la vision et la culture de la guerre.
- < <http://rusaswvj.ru> > et < <http://hero1914.com/o-nas/> >
- < <http://www.rg.ru/2013/08/08/ugolnikov.html> >
- Un exemple : < <http://magput.ru/?id=10&viewprog=8774> > Au Bélarus et en Ukraine aussi de telles offres seront bientôt proposées : < <http://news.tut.by/society/215741.html> >, < <http://www.krasia.info/russian/active-rest-plan-3.html> >
- < [http://kenig.org/v-polshe-sozdaetsya-turisticheskiy-marshrut-po-frontu-pervoy-mirovoj-voyny\\_news/](http://kenig.org/v-polshe-sozdaetsya-turisticheskiy-marshrut-po-frontu-pervoy-mirovoj-voyny_news/) und < [http://rus.ruvr.ru/2012\\_11\\_04/V-Polshe-pojavitsja-turisticheskiy-marshrut-po-mestam-srazhenij-Pervoj-mirovoj-vojni/](http://rus.ruvr.ru/2012_11_04/V-Polshe-pojavitsja-turisticheskiy-marshrut-po-mestam-srazhenij-Pervoj-mirovoj-vojni/) >
- < <http://www.amberclub.org/analytics/15/5679/> > Jusqu'à présent la Première Guerre apparaissait de toute façon dans des excursions militaires généralistes : < <http://5stars-kaliningrad.ru/vojna-i-mir/> >
- Voir à ce sujet notamment < <http://newsland.com/news/detail/id/1190935/> > et < <http://www.ia-centr.ru/publications/4677/> >
- < [www.unm.org.ua/B-Тернопольской-области-открыли](http://www.unm.org.ua/B-Тернопольской-области-открыли) >
- < <http://www.edinaya-odessa.org/ksors/30766-na-volyni-otkryt-pervyj-na-postsovetskom.html> >
- < <http://www.pnp.ru/news/detail/58937> >
- < <http://office.riga2014.org/ru/2012/10/10/top-verieniga-makslas-izstade-par-pirma-pasaules-kara-tematiku/> >
- < <http://realt.onliner.by/2012/11/12/zabrodze> >, < <http://www.stratig.by/articles/obschestvennaya-organizatsiya-belorusskii-zelenyi-krest-obvyavlyat-mezhdunarodnyi-kulturno-prosvetit/> >, < [http://naviny.by/rubrics/society/2013/06/28/ic\\_news\\_116\\_420074/](http://naviny.by/rubrics/society/2013/06/28/ic_news_116_420074/) >

# Ruptures et continuités de la mémoire serbe de la Grande Guerre, 1945-2014

STANISLAV SRETENOVIC, INSTITUT NATIONAL D'HISTOIRE CONTEMPORAINE BELGRADE, SERBIE  
TRADUIT PARTIELLEMENT DE L'ANGLAIS PAR GUERSHOM LE BOËTTÉ

La Grande Guerre marque profondément l'esprit des Serbes. La Serbie a lourdement payé sa participation et subi des destructions matérielles et morales considérables lors de l'occupation de son territoire national. A la suite des victoires de son armée et des armées alliées sur le Front de Salonique et grâce à l'activité de sa diplomatie, elle contribua de manière essentielle à la formation de l'Etat des Slaves du Sud dont le régime prit la forme d'une monarchie (1918-1941), puis d'une république (1945-1991). En 1918, pour la première fois, les Serbes du Royaume de Serbie se retrouvèrent dans le même Etat que les Serbes de l'Empire des Habsbourg et que leurs concitoyens croates et slovènes. Le problème principal de la politique intérieure de ce nouvel et incertain Etat était sa cohésion nationale. La mémoire de la Grande Guerre pouvait servir à le légitimer et à soutenir idéologiquement le discours et la symbolique de l'unité nationale qu'on voulait diffuser dans la société.

Dans l'immédiat après-guerre, dans un contexte où l'Etat naissant n'avait ni Constitution ni frontières fixes, les Serbes exprimèrent des sentiments populaires liés aux pertes et aux souffrances subies pendant le conflit. D'une manière spontanée, simple et dépourvue de symboles étatiques officiels, des monuments furent érigés à l'initiative des familles de soldats morts au combat, de l'administration locale ou du prince régent Alexandre Karageorgévitch. Après 1921, l'Etat s'empara progressivement de la mémoire de la Grande Guerre. A travers des monuments, des célébrations régulières de l'Armistice du 11 novembre, des cérémonies commémoratives des batailles de Cer (août 1914), de Kolubara (décembre 1914) et du Front de Salonique (1916-1918), il tenta de forger une culture spécifique du « symbolisme syncrétique », - religieux-laïque et orthodoxe-catholique - fondée sur le rôle des paysans-

soldats qui constituaient près de quatre-vingt-dix pour cent de l'armée serbe, puis de l'armée du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

En 1929, avec l'installation de la dictature du roi Alexandre et le changement du nom du pays en Yougoslavie, l'implication de l'Etat dans l'interprétation de la mémoire de la Grande Guerre se renforça. Celle-ci fut imposée d'en haut, le roi s'investissant personnellement dans sa promotion. Elle devait désormais refléter le message fort du « yougoslavisme intégral », un concept qui sous-entendait l'existence d'un Etat-Nation yougoslave supplantant la théorie des trois branches d'une même nation (Serbes, Croates et Slovènes) qui avait prévalu jusqu'alors. En 1934, sur la montagne Avala près de Belgrade, le roi Alexandre consacra la première pierre d'un monument somptueux dédié à la symbolique yougoslave et au Soldat inconnu, monument inauguré en 1938<sup>1</sup>. Le roi ordonna la destruction du monument modeste existant depuis 1922 au même endroit. Jusqu'en 1941 et avec la disparition du Royaume de Yougoslavie sous l'attaque de l'Allemagne nazie et de ses alliés, le « yougoslavisme » officiel resta l'élément majeur de la mémoire serbe de la Grande Guerre. Celle-ci fut ensuite profondément transformée par la Deuxième Guerre mondiale et l'arrivée du communisme au pouvoir en Yougoslavie.

## L'UTILISATION DE LA MÉMOIRE PENDANT LA PÉRIODE COMMUNISTE ET L'ÉCLATEMENT YOUGOSLAVE (1945-1991)

La Seconde Guerre mondiale relégua dans l'ombre la mémoire de la Première Guerre mondiale. Pendant l'occupation allemande de la Serbie et sous la férule collaborationniste du gouvernement de Milan Nedić, les monuments dédiés à la Grande Guerre ne furent pas détruits, mais les références à la victoire serbe dans la guerre proscrites.

La mémoire de la Grande Guerre ne profita pas de la

victoire de 1945 et de l'accession au pouvoir de Josip Broz Tito et du parti communiste de Yougoslavie. Pour les communistes yougoslaves, leur accession au pouvoir trouvait sa légitimité dans leur lutte héroïque pendant la « guerre de libération nationale et la révolution » et la « lutte contre les envahisseurs étrangers et les traîtres de l'intérieur ». La Seconde Guerre mondiale devint le point exclusif de référence pour les nouveaux gouvernants et la mémoire des temps précédents était reléguée à son service.

Le nouveau régime communiste renonça à l'héritage de la « bourgeoisie serbe » vaincue dans tous ses aspects, sauf lorsqu'il s'agissait de la mémoire de la lutte contre les envahisseurs étrangers pendant la Première Guerre mondiale. Le récit communiste faisait du soldat serbe une personne ordinaire, paysan ou travailleur, qui avait un sens naturel, intrinsèque pour la liberté et l'indépendance dont les envahisseurs étrangers avaient tenté de le priver au cours des siècles. Cette image était également projetée sans aucun sens critique sur les autres peuples slaves du sud. Cela servait les buts idéologiques du nouveau régime, à la fois en termes de politique extérieure et intérieure. En politique extérieure, de tels récits assuraient les prétentions des communistes yougoslaves sur les territoires de l'Italie (Trieste, Istrie et Zara) et de l'Autriche (Klagenfurt, Villach). Avec la rupture Tito-Staline de 1948, cela devint aussi un des principaux arguments dans la lutte idéologique contre « l'impérialisme soviétique ». En ce qui concerne la politique intérieure, cela servait de preuve que l'indépendance de la Yougoslavie n'était possible qu'avec le parti communiste.

Le 13 mai 1945, quelques jours après la capitulation allemande, le Maréchal Tito côtoya de près avec l'académicien soviétique Nikolai Sevastianovič Deržavin (1877-1953), philologue et historien, spécialiste de la Bulgarie et partisan du panslavisme soviétique, visita le Monument du mont Avala. A cette occasion, le monument au héros inconnu de la Grande Guerre servit à la fois à impressionner le visiteur étranger et à intégrer symboliquement les Bulgares dans ce qui pourrait être appelé le « panslavisme sudiste » de Tito. Néanmoins, il possédait aussi une fonction interne. Même si la visite fut présentée comme spontanée, la date fut choisie avec beaucoup de soin. Le jour de la visite tombait une semaine après la Pâque orthodoxe. Traditionnellement, c'était le jour où les Serbes se regroupaient dans les cimetières pour se souvenir de leurs défunts. Les communistes choisirent ce jour pour imposer symboliquement leur présence auprès des paysans serbes du mont Avala qui avaient, pendant la guerre, en majorité soutenu le mouvement de résistance monarchiste du Général Mihailović. Dans un bref discours, Tito déclara que le monument était dédié aux « héros des peuples serbes et à leur lutte pour la libération de 1912



En rade de Corfu.  
Embarquement de  
troupes serbes, 30  
juin 1916, Coll. BDIC

à 1918 ». Puis il ajouta que le monument était devenu un symbole de la lutte et de l'héroïsme des peuples de Croatie, Slovénie, Monténégro et Macédoine également, ainsi que de tous les autres peuples de Yougoslavie, et même de « l'humanité entière qui aime la liberté ». L'agence de presse qui couvrit l'événement relayait le culte du chef autour de Tito : le soldat inconnu contrastait avec le « héros du peuple » - le Maréchal Tito<sup>2</sup>. Une mesure symbolique similaire pour la mémoire de la Grande Guerre fut l'inhumation au cimetière militaire serbe de *Zejtinlik* près de Salonique de 126 partisans yougoslaves exécutés par les fascistes pendant la Seconde Guerre mondiale. De même, à l'occasion de sa visite en Grèce en 1954, pendant les négociations concernant le pacte balkanique entre la Yougoslavie, la Grèce et la Turquie, Tito visita l'île de Vido près de Corfu et plaça une guirlande dans la « crypte bleue » - la mer où les soldats serbes décédés furent jetés pendant la guerre - immortalisée dans la poésie ●●●

- de Milutin Bojić. A travers ce geste, suivant son intention de construire une alliance avec la Grèce, il chercha à rendre hommage à la continuation de l'alliance serbo-grecque de la Grande Guerre. La mémoire de la Grande Guerre était condamnée à être oubliée par le régime communiste. Dans le domaine de la littérature, la Seconde Guerre mondiale devint l'unique source d'inspiration. Les œuvres littéraires d'« ennemis de classe » comme Dragiša Vasić, exécuté par les partisans de Tito en 1945 en tant que membre du mouvement monarchiste, furent interdites. Les communistes yougoslaves entendaient la littérature comme partie de la lutte idéologique dans la construction d'une société socialiste au sein du pays. La vision officielle de la littérature était que l'art est un résultat de la vision des artistes sur le monde et de leur idéologie. En conséquence, tout art était perçu comme idéologie, politique et extension de la lutte politique. Si l'art était conforme à l'idéologie du régime, alors il devait être soutenu. À l'inverse, si l'art était l'émanation d'adversaires idéologiques, alors il devait être détruit. Avec la détente idéologique des années 60, la mémoire de la Première Guerre mondiale commença à émerger à nouveau. En 1964, la célébration du cinquantième anniversaire de la bataille de Kolubara, victoire serbe contre l'Autriche-Hongrie en décembre 1914, fut l'occasion pour les vétérans de guerre de s'organiser. Les vétérans du bataillon des 1 300 jeunes caporaux qui changea la tournure de la bataille de Kolubara s'organisèrent en association. Ils souhaitaient obtenir les mêmes bénéfices que les partisans de Tito. Ils réussirent à obtenir la permission de réunir des fonds dans le but d'ériger un monument à leurs camarades sur la montagne de Rajac, à côté d'autres monuments de la Seconde Guerre mondiale qui avaient été construits après 1945. La même année, le film *Marche sur la Drina* réalisé par Žika Mitrović fut un énorme succès. Il devint l'hymne de la conscience nationale serbe dans la Yougoslavie communiste. Le titre de la mélodie de Binički fut changé de *Sur la Drina en Marche sur la Drina*, soulignant son aspect militaire. Les paroles de la musique de Binički furent composées par Miloje Popović, le directeur d'un ensemble musical et communiste local. Les paroles évoquaient l'héroïsme et le courage des soldats serbes pendant la bataille de Cer. Les Turcs étaient désignés explicitement en tant qu'ennemis et non pas les Austro-Hongrois, probablement par égard pour les Croates et les Slovènes dont beaucoup avaient combattu du côté de l'Autriche-Hongrie. En 1966, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la formation du front de Salonique après la retraite de l'armée serbe à travers les montagnes albanaises, un groupe de Serbes visita les « champs de bataille historiques et endroits sacrés » en Grèce : Corfou et l'île de Vido, le front de Salonique et le cimetière militaire de

*Zejtinlik*. Les vétérans de guerre commencèrent à s'organiser de façon institutionnelle : en 1967 l'Association des Titulaires de la Médaille d'Albanie fut officiellement installée à Belgrade. Sensible à son image à l'Ouest, le gouvernement yougoslave envoya un détachement de l'Armée du peuple yougoslave pour le défilé sur les Champs-Élysées à l'occasion du cinquantième de l'armistice signé à Rethondes, marchant ainsi sur les traces de l'armée serbe victorieuse de 1918<sup>3</sup>.

La réémergence de la mémoire de la Grande Guerre eut aussi des implications dans la littérature. Dans la seconde partie de son roman *Zastave* [Les Drapeaux], publié en 1967 (l'œuvre avait été publiée partiellement dans le magazine littéraire *Forum* à partir de 1962), l'écrivain croate Miroslav Krleža décrivait la période entre 1912 et 1922, où le seul espoir pour ses personnages résidait dans l'émergence du léninisme dans la Russie soviétique<sup>4</sup>. Ses personnages décrivait la Serbie comme un pays corrompu, militariste et primaire qui avait battu une armée austro-hongroise bien organisée au printemps 14. Le roman entraîna des réactions dans le milieu des vétérans serbes. Dans la même veine idéologique, l'expression littéraire servait à envoyer des messages politiques et était perçue par les lecteurs de manière offensante.

Dans le cadre de la préparation de la nouvelle Constitution adoptée en 1974, qui fédéralisa le pays, la question des sacrifices serbes dans le passé pour la construction de la Yougoslavie fut soulevée. Le roman de Dobica Ćosić – *Vreme smrti* [Le temps de la mort] – publié entre 1972 et 1979<sup>5</sup> fut entièrement dédié à l'histoire de la Serbie pendant la Seconde Guerre mondiale. Ćosić marchait sur les traces de Jakovljević, décrivant la tragédie nationale serbe pendant la Grande Guerre. Ses romans se focalisaient sur les deux premières années de la guerre, depuis le début jusqu'au retrait de l'armée à travers les montagnes albanaises et l'occupation de la Serbie. La description a quelque chose de l'atmosphère d'une tragédie grecque ancienne : la destruction du territoire, les épidémies, la souffrance, les pertes humaines énormes. D'après l'auteur, la création de la Yougoslavie à la fin de la guerre ne justifiait pas de tels pertes et sacrifices. Ce qu'exprimait le roman, le réveil de sentiments nationaux serbes, était, en un sens, une critique du communisme de la Yougoslavie des années 70. Ćosić était un membre déçu du Parti communiste de Yougoslavie, dont il fut exclu en 1968 en raison de son opposition à la ligne officielle concernant le nationalisme albanais. Dans son œuvre il soutenait un retour aux valeurs traditionnelles de la paysannerie serbe qui avaient assuré l'unité des Slaves du Sud et aussi un point de vue spécifique sur la Yougoslavie. L'œuvre de Ćosić eut un impact sur l'historiographie. Par la suite, le nombre de travaux soutenant la



Monument au Héros inconnu sur la montagne Avala, 2012, Wikimedia Commons

thèse que le seul but poursuivi par le gouvernement serbe pendant la guerre était l'unité yougoslave (plutôt que, par exemple, une paix séparée impliquant seulement la Serbie) augmenta considérablement.

A la même période, les autorités autorisèrent la construction, en septembre 1973, du Monument aux jeunes officiers (les 1 300 caporaux). Le monument fut donc érigé sur la montagne de Rajac près de Valjevo dans l'ouest de la Serbie<sup>6</sup>. Le symbolisme du monument, qui célébrait le courage et le dévouement de la jeunesse, un thème cher aux partisans yougoslaves, était fort similaire au symbolisme des monuments partisans de la Seconde Guerre mondiale.

Le motif de la souffrance pour un « futur meilleur » était caractéristique du livre intitulé *La route épineuse de la Serbie, 1914-1918*, publié en 1974 par l'Association des Vétérans de Guerre qui avaient traversé l'Albanie en 1915/16. Il consistait en des témoignages sur les actes héroïques d'une « génération prédestinée à des actes de grande bravoure » et s'adressait à la nouvelle génération. Dans son introduction, Kosta Todorović, professeur d'université et académicien, président de l'Association, soulignait qu'à côté de périodes héroïques, le peuple serbe avait aussi connu des périodes difficiles d'« esclavage », de lourdes pertes et d'agitation populaire.<sup>7</sup> Pour lui, l'histoire serbe avait une progression linéaire menant à la création de la Yougoslavie : l'« idée

de liberté » avait toujours « donné du cœur » et « renforcé l'esprit » de « notre peuple », non seulement pour rassembler leurs compatriotes asservis mais aussi pour réaliser la « mission historique » d'unification de tous les Slaves du Sud. Pour l'auteur de l'introduction, l'exemple de la Serbie dans la Grande Guerre confirmait la « loi historique » selon laquelle la réalisation de « grandes œuvres » requiert de grands sacrifices en vies humaines. C'était une critique légère de la Yougoslavie de plus en plus fédéralisée, dans laquelle la Serbie n'avait pas la place conforme à son investissement de départ. Le livre fut publié grâce à des donations et fut populaire parmi les Serbes. Les communistes désillusionnés commençaient à revenir aux origines de la création de la Yougoslavie. Il s'agissait d'une question idéologique. Le retour à la mémoire de la Grande Guerre représentait un désir de montrer ce à quoi la Yougoslavie aurait pu ressembler si une révolution avait éclaté en Serbie en 1917 comme en Russie. C'est pourquoi durant cette période les références à la paysannerie, à Lénine et aux pères fondateurs de la révolution apparaissent dans cette littérature. La publication en 1975 du livre de John Reed relatant des témoignages de la Serbie de 1916, où il officiait en tant que reporter de guerre, confirme cette tendance<sup>8</sup>. Reed était un journaliste américain aux orientations communistes qui soutint les Bolchéviques pendant la révolution en Russie. Il décrivait la Serbie de

●●●



Un jeune Serbe de 10 ans ayant accompli la retraite d'Albanie, 29 mai 1916, Coll. BDIC

1916 comme un pays de paysans-soldats simples, fiers et patriotes qui luttèrent pour leur liberté et une société meilleure. Le livre fut publié à Cetinje, Monténégro, par Vuk Dragović (1900- 1974), un des journalistes les plus éminents<sup>9</sup>. Il fut publié dans une édition populaire avec des *topoi* tels que les tournants historiques, les actes d'héroïsme individuels ou collectifs et les grandes figures de l'histoire. Les origines de la Yougoslavie furent aussi le sujet du livre mémoriel concernant le complexe commémoratif et le cimetière de guerre de *Zeitnik* près de Salonique, publié à l'occasion du soixantième anniversaire de la percée du front de Salonique en 1918 par l'Institution pour la préservation des monuments de la République Socialiste de Serbie à Belgrade<sup>10</sup>. Pour l'auteur de la préface du livre, le but de la publication était de « préserver le souvenir des énormes efforts et de l'exploit héroïque » des armées serbes et alliées mais aussi des soldats serbes et des volontaires yougoslaves qui « laissèrent leur vie dans toute l'aire des Balkans ». L'« héroïsme patriotique épris de liberté » des soldats serbes devient celui des volontaires yougoslaves également. Cette imagerie s'accordait avec les représentations officielles de la guerre qui soulignaient l'égalité des exploits de l'armée serbe, des volontaires yougoslaves et des autres forces alliées sur le front de Salonique. Dans cette vision teintée d'idéologie officielle, les victoires sur le front de Salonique avaient accéléré le processus de dislocation de l'Autriche-Hongrie et aidé la « lutte de libération nationale des peuples opprimés » et la création du premier Etat commun des

« peuples yougoslaves dans l'histoire ». Cependant, ce nouvel Etat yougoslave ne satisfait pas toutes les attentes « de ses partisans les plus progressistes » qui se retrouvent dans « la lutte de libération nationale et l'évolution de l'autogestion socialiste » d'après 1945. Par contraste, l'auteur du livre, l'historien de guerre Petar Opačić, mettait l'accent sur les efforts serbes pendant la percée du front de Salonique.

Après la mort de Josip Broz Tito, la boîte de Pandore des mémoires différentes, contradictoires, fut ouverte en Yougoslavie. La « guerre des mémoires » commença en même temps que l'aggravation de la situation politique et économique. Le sujet de cette lutte mémorielle était la Seconde Guerre mondiale et le nombre des pertes serbes pendant l'Etat indépendant de Croatie (1941-1945). Pour les Serbes, la mémoire de la Grande Guerre confirmait le lourd tribut payé pour l'Etat commun. Dans la prolifération de toutes sortes de mémoires, un livre est significatif, c'est celui de deux chercheurs locaux, le premier un historien et le second un écrivain, de Smederevska Palanka dans la région de Šumadija au cœur de la Serbie, intitulé *Trois pouvoirs ont opprimé la petite Serbie*<sup>11</sup>. Il s'agit d'un recueil de témoignages de vétérans de la retraite de l'armée serbe à travers l'Albanie et du front de Salonique presque soixante-dix ans après les faits. Les soldats étaient des paysans peu préoccupés par la politique et la diplomatie. Les témoignages regorgent d'émotion : le patriotisme, le courage et l'humanité remplaçaient la brutalité, la peur et la lâcheté. En fait, il s'agissait d'une dénonciation sous forme de témoignage, de l'absurdité de la guerre dans le contexte des tensions croissantes dans le pays au milieu des années 80.

La parole des paysans-soldats serbes de la Grande Guerre n'eut cependant aucun impact sur la société yougoslave en crise et menacée de désagrégation. En 1991, la Yougoslavie s'enfonça dans une nouvelle guerre meurtrière. Durant cette période, la mémoire de la Grande Guerre resta dans l'ombre de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale et fut utilisée à des fins propagandistes pour soutenir le maintien au pouvoir des apparatchiks communistes de l'Etat fédéral ou des différentes républiques qui se disputaient l'héritage de Tito. Pour la majeure partie des Serbes, la proclamation de l'indépendance de la Slovaquie et de la Croatie, soutenue diplomatiquement par l'Allemagne et le Saint-Siège faisait écho à la politique criminelle menée entre 1941 et 1945 par l'Etat indépendant croate des Oustachis dans l'orbite hitlérienne. Remontant plus en arrière dans le temps, les Serbes voyaient les racines de cette politique dans la politique impérialiste de l'Autriche-Hongrie soutenue par l'Allemagne pendant la Grande Guerre. Dans la même matrice idéologique de lutte contre l'impérialisme, pour la majeure partie des Croates et des Slaves musulmans de Bosnie, les Serbes

étaient des envahisseurs, des révolutionnaires de type stalinien ou des brigands monarchistes dont le but, depuis la Grande Guerre, était de substituer une Grande Serbie à la Yougoslavie, elle-même sous domination serbe. En 1992, dans la situation d'extrême violence de la guerre, les unités paramilitaires musulmanes à Sarajevo enlevèrent la plaque commémorative érigée après 1945 sur le lieu d'où Gavrilo Princip avait tiré le 28 juin 1914 contre l'héritier du trône austro-hongrois, l'archiduc François-Ferdinand, un acte symbolique anti-serbe. Les Serbes y virent une continuité symbolique avec le geste des unités allemandes nazies qui, au moment de leur entrée à Sarajevo en avril 1941, retirèrent au même endroit la plaque commémorant Gavrilo Princip érigée en 1930, pour l'offrir personnellement à Hitler pour son anniversaire<sup>12</sup>.

### LA MÉMOIRE PENDANT LA TRANSITION EN SERBIE (2000-2014)

Après les changements démocratiques de 2000 en Serbie, la Grande Guerre est commémorée dans un cadre intérieur et international renouvelé. Le premier visiteur officiel qui vint au Monument au Soldat Inconnu à Avala après 2000 fut le Prince Alexander Karadjordjević, petit-fils du roi Alexandre qui avait érigé le monument. L'événement marqua, symboliquement, le souhait du nouveau gouvernement de rompre avec la dictature qui avait existé en Yougoslavie pendant plus de soixante ans. Avec la transition démocratique du pays, une sorte de « guerre des mémoires » concernant le monument eut lieu. Néanmoins, les références au passé n'étaient pas celles de la Grande Guerre, mais de la Seconde Guerre mondiale et du premier soulèvement serbe de 1804. La mémoire de la Première Guerre mondiale réapparut à l'occasion de la célébration d'un événement mondial. Lors du neuvième anniversaire des attaques sur les tours jumelles du World Trade Center à New York, le 11 septembre 2010, une délégation de la Garde Nationale des États-Unis déposa une couronne sur le monument au soldat inconnu, rappelant à tous que « les soldats serbes avaient été des alliés dévoués des États-Unis pendant les Première et Seconde Guerres mondiales ». Comme pendant l'entre-deux-guerres, on accorda au soldat inconnu serbe de la Première Guerre une reconnaissance internationale dans le contexte d'un environnement intérieur et international instable.

La reconnaissance internationale fut également donnée au morceau *Sur la Drina* joué sous le titre *La Marche sur la Drina* à l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York en janvier 2013 à l'occasion du concert du Nouvel An. Cependant, cette musique issue de la Grande Guerre provoqua des controverses. L'Association des Bosniaques nord-américains, le lobby de la

population bosniaque musulmane vivant en Amérique, protesta en disant qu'il s'agissait d'une musique de guerre sur l'air de laquelle furent commis des « crimes de guerre et génocide » pendant la guerre de Bosnie-Herzégovine dans les années 90 et demanda le remplacement du président de la 67<sup>e</sup> session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, le Serbe Vuk Jeremić. Le cabinet de Jeremić argumenta que la marche populaire serbe de la Grande Guerre, souvent jouée par des artistes comme Cliff Richard et Chet Atkins, était transformée en message de paix, comme la « Marche de Radetzky » jouée lors des concerts du Nouvel An à Vienne. Une fois encore, la mémoire de la Grande Guerre dans les Balkans reflétait les controverses concernant d'autres périodes historiques.

À l'approche du centenaire du début de la Grande Guerre, sa mémoire se détache en effet progressivement de la référence à la Deuxième Guerre mondiale et se lie aux enjeux de l'héritage de la guerre en ex-Yougoslavie dans les années 1990. La réaction dans la Serbie d'aujourd'hui à deux événements touchant l'histoire et la mémoire de la Grande Guerre est significative : d'une part la publication du livre de Christopher Clark sur les origines de la Grande Guerre<sup>13</sup>, d'autre part le projet d'érection d'un monument à François-Ferdinand à Sarajevo, à l'occasion de la manifestation prévue dans la ville pour le centenaire du début de la guerre le 28 juin 2014<sup>14</sup>. Le livre de Clark et le monument sont perçus en Serbie comme des manifestations destinées à faire « retomber » sur le pays la responsabilité de la Grande Guerre, afin de montrer la continuité de sa politique agressive et de la stigmatiser comme responsable des guerres des années 1990. Ainsi, les « grandes puissances » d'aujourd'hui qui soutiennent la manifestation à Sarajevo serviraient les intérêts des Musulmans de la Bosnie, des Croates et des Albanais du Kosovo dans leurs revendications contre les Serbes « agresseurs ». Pour les Serbes, l'enjeu est la survie de la République serbe [*Republika srpska*] comme l'une des deux entités de Bosnie-Herzégovine et la reconnaissance internationale de l'intégrité du territoire national de la République de Serbie, contestée au sein de la communauté internationale depuis les bombardements de l'OTAN en 1999 et la proclamation de l'indépendance de la province du Kosovo en 2008. Ainsi les débats autour du centenaire en Serbie se focalisent sur la responsabilité de l'éclatement de la Grande Guerre.

C'est pourquoi le gouvernement serbe a décidé d'organiser les commémorations du centenaire indépendamment des célébrations de Sarajevo. Pendant l'été 2013, fut envisagé un premier Comité d'organisation du centenaire de la Première Guerre mondiale, placé sous le patronage du président de la République et composé de ministres et de représentants de l'Eglise

●●●

- orthodoxe serbe et des institutions publiques culturelles d'importance. La constitution de ce Comité ayant été retardée par un remaniement politique début septembre 2013, la décision fut prise d'en créer un nouveau constitué à la fois de représentants de la République de Serbie et de représentants de la République serbe de Bosnie-Herzégovine. En regroupant les Serbes de Serbie et de Bosnie-Herzégovine dans la célébration du centenaire, on veut montrer l'unité mémorielle et spirituelle du peuple serbe dispersé dans différents pays par les guerres des années 1990. Il s'agit aussi de marquer la distinction identitaire de la République serbe du pouvoir central à Sarajevo. En octobre 2013, le président de la République de Serbie constata cependant le retard du gouvernement dans la préparation du centenaire et chargea son cabinet de soutenir les initiatives pour la promotion, dans le monde et à l'intérieur du pays, du rôle de la Serbie pendant la Première Guerre mondiale<sup>5</sup>. A la même période, l'absence de coordination entre les différents ministères était manifeste. La presse imputa le retard pris au manque de moyens financiers, mais ce sont plutôt les luttes politiques internes en Serbie qui l'expliquent. En décembre 2013, lors du débat parlementaire sur le budget de 2014, la célébration du centenaire devint un sujet de polémique entre les députés de l'opposition et ceux de la majorité gouvernementale. Une fois de plus, l'enjeu était la mémoire des guerres en ex-Yougoslavie dans les années 1990. Les députés de l'opposition accusèrent le gouvernement de n'avoir pas la légitimité nécessaire pour organiser une célébration coûteuse : ses membres auraient en effet soutenu la politique de Slobodan Milošević dans les années 1990, une politique qui, selon l'opposition, aurait anéanti toute la réputation acquise par la Serbie pendant la Grande Guerre<sup>6</sup>. Les députés de la majorité gouvernementale répliquèrent en accusant certains membres de l'opposition d'avoir favorisé en 1999 les bombardements de l'OTAN en Serbie et son installation dans la province de Kosovo, permettant ainsi une nouvelle occupation étrangère du territoire national, comparable à celle des empires centraux pendant la Grande Guerre. Les élections législatives anticipées de mars 2014 et les consultations pour la formation du nouveau gouvernement mirent à nouveau la mémoire de la Grande Guerre en marge de l'intérêt officiel. Les initiatives privées et non gouvernementales pour la célébration du centenaire, telle celle du metteur en scène Emir Kusturica pour l'érection des monuments à Gavrilo Princip en Serbie et en *Republika srpska*, semblent avoir plus de capacités organisationnelles et d'efficacité de réalisation.

## CONCLUSION

La Grande Guerre n'est pas la seule matrice de la mémoire serbe. D'autres événements apparaissent plus importants mais aussi plus controversés, comme les guerres liées à l'éclatement de la Yougoslavie, la Seconde Guerre mondiale ou des événements plus anciens qui participent de l'« invention de la tradition » pour les identités des états nouvellement créés dans les Balkans dans les années 90. Cependant, la mémoire de la Grande Guerre a été amputée du concept de yougoslavisme pour devenir l'objet d'une mémoire dynamique et discutée dans des sociétés en voie de démocratisation. ■

## Notes

1. Stanislav Sretenovic, « Les enjeux politiques et mémoriels du soldat inconnu serbe », in F. Cochet, J.-N. Grandhomme, *Les soldats inconnus de la Grande Guerre. La mort, le deuil, la mémoire*, Paris, SOTECA 14-18 Editions, 2012, p. 207-239.
2. Stanislav Sretenovic, Artan Puto, « The Leader Cults in the Western Balkans (1945-90): Josip Broz Tito et Enver Hoxha » in B. Apor, J. Berends, P. Johns, E.A. Rees (Editors), *The Leader Cult in Communist Dictatorships. Stalin and Eastern Block*, Basingstoke, Palgrave Mc Millan, 2004, p. 208-223.
3. « The victorious defile of alliances » *Politika*, 13th November 1968, p. 4.
4. Miroslav Krleža, *Zastave, I-IV*, Zagreb, Zora, 1967.
5. Dobrica Ćosić, *Vreme smrti, I-IV*, Beograd, 1972-1979.
6. Mihailo Rašić, *Kolubarska bitka*, Beograd, BIGZ, 1978.
7. Kosta Todorović (Ed.), *Trnovit put Srbije, 1914-1918*, Beograd, BIGZ, 1974.
8. John Reed, *The War in Eastern Europe*, New York, Charles Scribner's Sons, 1916.
9. Džon Rid, *Rat u Srbiji 1915*, Cetinje, Obod, 1975.
10. Petar Opačić, *Solunski front. Zejtinlik*, Beograd, Jugoslovenska revija, 1978.
11. Dragutin Paunić, Milija Đorđević, *Tri sile pritisle Srbijicu*, Beograd, Narodna knjiga, 1985.
12. Muharem Bazdulj, « Srećan rodendan, gospodine Hitler » [Bon anniversaire, monsieur Hitler], *Vreme*, 31 octobre 2013, p. 42-49.
13. Christopher Clark, *The Sleepwalkers: how Europe went to war in 1914*, New York, Harper, 2013, 697 p.
14. Slobodan Kljakić, « La révision du passé sous la direction des grandes puissances », à la une de *Politika*, 9 juin 2013.
15. M. Galović, « Vlada ne odgovara na pismo Nikolića » [Le gouvernement ne répond pas à la lettre de Nikolić], *Politika*, 24 janvier 2014.
16. « Les députés discutent: faut-il dépenser l'argent pour les célébrations des anniversaires », *Blic*, 13 décembre 2013.

# Pratiques contemporaines de la Grande Guerre en France. Des années 1990 au centenaire

NICOLAS OFFENSTADT, PARIS 1 PANTHEON-SORBONNE

**L**e *Courrier picard*, un quotidien régional diffusé surtout dans l'Oise et la Somme, fait sa une le 11 novembre 2010 sur la Grande Guerre : « La Picardie pleurait ses morts ». De nombreux articles, de format varié, traitent des mémoires de la Grande Guerre tout autant que de son histoire. Le numéro n'a rien d'exceptionnel : depuis des décennies, la presse quotidienne régionale, dans les régions du front en particulier, accorde une grande importance au souvenir de 14-18, souvent autour du 11 novembre. Mais ce numéro a l'intérêt de présenter, sans dessein de cet ordre, l'ensemble des formes mémorielles de la Grande Guerre dans la France contemporaine. Sans surprise, le quotidien signale les aspects *officiels* de la commémoration le 11 novembre, le déploiement des pouvoirs nationaux et locaux à cette occasion, la cérémonie de Compiègne (où fut signé l'armistice) ou bien celles autour des monuments aux morts dans chaque commune. En lien, des activités *scolaires* de collégiens de Beauvais et du Ponthieu sont évoquées autour des commémorations. La page 2 du quotidien illustre l'importance contemporaine des *mémoires locales* du conflit à travers la redécouverte d'une plaque portant la photo de trois soldats d'Essigny-le-Petit « morts aux champ d'honneur ». L'article illustre l'investissement contemporain sur la figure du poilu, des poilus locaux. Car la redécouverte n'est pas de pur folklore : la mairie entend bien identifier les soldats présents sur la plaque et lance l'enquête. Dans les pages locales, d'autres activités 14-18 sont mentionnées comme une conférence à Eu, de Bruno Garraud, *historien amateur*, à partir des photographies de soldats, accompagnée par une troupe de chanteurs. Deux articles évoquent encore la question des fusillés dit « pour l'exemple », l'un à travers le *militantisme mémoriel* pour la réhabili-

tation de ces figures (ici les soldats Julien Lançon et Sylvestre Marchetti), à la fois autour du lieu d'inhumation (Sarcus au nord de Beauvais), à l'initiative d'un particulier, Jean-Claude Flament, et dans les régions d'origine d'un des soldats en Corse, et l'autre donne sous forme de tribune, le point de vue d'un lecteur, Daniel Lanvin de Roye-sur-Matz, qui va dans le même sens militant.

Si l'activisme mémoriel relève d'acteurs autonomes, comme Flament ou Garraud, il s'inscrit aussi dans le *monde associatif* ainsi qu'en témoigne un article qui annonce que l'association « Patrimoine de la Grande Guerre » - elle siège dans l'Oise - entend publier la traduction du témoignage d'un soldat allemand, Wilhelm Dieck, qui a servi en occupation dans le Noyonnais. C'est l'occasion de rappeler que depuis 2008 l'association a lancé une collecte de documents, dont elle a déjà tiré plusieurs publications.

*Le Courrier Picard* recense de plus un certain nombre d'expositions sur le thème de la Grande Guerre, non seulement dans des musées mais aussi dans des centres culturels plus modestes (foyer culturel de Lamorlaye, Salle polyvalente de Rethondes) et dans un collège. Il consacre une demi-page à rendre compte d'un spectacle (musique, théâtre, vidéo) qui restitue la Grande Guerre à travers le récit d'outre-tombe d'un poilu (*Le Soldat coquelicot*). Le quotidien donne les programmes nationaux de télévision et, à cette occasion, livre une interview de Jean-François Delassus, auteur de *14-18 le bruit et la fureur* diffusé sur France 2 à 22 h 50<sup>1</sup>. Le journal rappelle ainsi, combien la Grande Guerre, suscite de *productions culturelles* à différentes échelles.

*Le Courrier Picard* couvre des régions de l'ancien Front marquées par la Grande Guerre et fort attentives à son souvenir, mais la diversité des activités mentionnées, et leurs échos dans la Presse quotidienne générale, se retrouvent partout en France avec une intensité variée<sup>2</sup>. En effet depuis les années 1990, le souvenir de 14-18 tient d'une pratique sociale et culturelle

- en plein développement, ouvrant sans cesse de nouveaux champs<sup>3</sup>. Ce disant, il ne s'agit pas simplement de porter une appréciation intuitive d'ensemble : cette présence se mesure, par les productions culturelles et les créations institutionnelles et associatives : plusieurs courbes marquent une croissance convergente depuis lors, qu'il s'agisse des publications de romans ou des éditions pour la jeunesse, de films de fiction, ou encore de l'activisme associatif<sup>4</sup>. En ce sens, le centenaire ne constitue pas, en ses débuts, une rupture de pente. Il étend, formalise, encadre parfois, des mouvements antérieurs et profonds. C'est à dépeindre et analyser cette pratique du souvenir depuis une trentaine d'années que cet article sera consacré.

### 14-18, UNE PRATIQUE SOCIALE

En lisant ce numéro du *Courrier Picard*, on parcourt, donc, comme par un effet de loupe, l'activisme qui se déploie autour des mémoires du conflit, bien au-delà des départements du front, activisme que nous avons défini comme une attitude cherchant à la fois les réalisations et l'efficacité mémorielle. Cet activisme finit par composer une « communauté, 14-18 »<sup>5</sup>, entendue comme un ensemble d'acteurs régulièrement mobilisés dans des activités autour du souvenir du premier conflit mondial et composant entre eux de multiples réseaux. Mais, bien sûr, communauté ne veut pas dire unité ou uniformité, contrairement à des lectures simplistes du mot. Il entend souligner des relations durables fondées sur des références partagées (quitte à être discutées), la création de liens sociaux importants et sous-tend aussi la tendance à la délimitation de frontières, mouvantes, entre ceux qui en sont et n'en sont pas (les « passionnés », les « purs », et les autres, par exemple). Dans cette communauté se retrouvent en particulier les historiens et archéologues amateurs, parfois actifs dans les sociétés savantes, les « reconstituteurs » qui revêtent les uniformes de l'époque, les collectionneurs, les élus locaux des régions du front investis dans la mémoire de 14-18, les administrateurs professionnels des mémoires de guerre (dans les collectivités territoriales, dans les services d'anciens combattants, dans les offices du tourisme...), mais aussi les artistes et écrivains qui font de la Grande Guerre un terrain privilégié de leur œuvre et bénéficient souvent du soutien des collectivités territoriales, justement pour leur engagement mémoriel.

Les acteurs individuels qui se consacrent à restituer l'histoire de leur famille en 14-18, sous forme d'œuvre généalogique, de blog ou encore d'éditions de lettres ou carnets, à tirage limité ou sous forme de livres, participent aussi, souvent, de cette communauté. Cette activité s'inscrit dans les pratiques généalogiques au

sens technique du mot et les publications d'aide à la recherche des ancêtres en 14-18 se multiplient<sup>6</sup>. Le travail sur le poilu de la famille prend place, mais souvent une grande place, dans une quête ancestrale plus vaste. L'investissement généalogique contemporain, dans son sens élargi, passe par la médiation des objets pieusement conservés dans les familles, parfois dans de vieilles boîtes que les descendants aiment à évoquer : « Bien sûr, je savais que mon grand-père était mort au Chemin des Dames, mais j'ai découvert sa fiche militaire il y a quelques semaines, lors du décès d'une tante. Dans une boîte en fer, il y avait ses médailles, un papier avec la date de sa disparition. Retrouver ce document, ses décorations, sa plaque militaire, quelques objets fait resurgir beaucoup de souvenirs car son histoire m'avait profondément marquée »<sup>7</sup>. Ces objets trônent encore dans bien des appartements, en évidence : médailles au mur, artisanat de tranchées sur les meubles... Les lettres conservées amènent parfois à un investissement plus intense qui consiste à les valoriser : parfois simplement à les classer, à les saisir et, stade suivant, à les rendre publiques, avec un extension variée, de la simple édition manuelle faite pour la famille au livre publié chez un éditeur national<sup>8</sup>. Parfois l'entretien généalogique prend la forme du don patrimonial : le petit-fils d'un poilu a ainsi légué une large partie de ses biens à l'association Soissonnais 14-18 qui entretient le souvenir sur les lieux où le grand-père a combattu<sup>9</sup>. Cette dimension généalogique trouve aussi à s'incarner dans la fiction romanesque ou le récit littéraire quand l'écrivain se saisit de documents familiaux ou met en scène une généalogie plus ou plus moins travaillée, plus ou moins proche de la sienne, comme le font des auteurs aussi différents que Claude Duneton, Christophe Malavoy ou Véronique Olmi<sup>10</sup>.

Ce développement de pratiques multiples autour de la Grande Guerre tient d'un double mouvement. D'une part, le passé en général est une ressource aujourd'hui fortement mobilisée, de nombreux travaux en ont rendu compte. En ce sens, cet intérêt pour la Grande Guerre ne fait que s'inscrire dans une demande de passé, parfois qualifiée de « consommation de passé » qui relève du rapport au temps des contemporains, de l'articulation entre les horizons d'attentes (les futurs pensés), l'inscription dans le présent et le regard sur le passé. La Grande Guerre comme pratique doit alors être comprise selon les mêmes modes d'analyse que la multiplication des fêtes dites « médiévales », les investissements démultipliés autour du « patrimoine » ou le succès de la généalogie. Il convient de souligner que le passé est une réserve de sens, voire de réassurance quand les futurs semblent obscurcis par l'affaiblissement des grands récits porteurs d'émancipation (commu-



Au cimetière  
du Silberloch,  
Hartmannswillerkopf,  
juillet 2014  
© N. Offenstadt

nisme, social-démocratie, syndicalisme de combat, Eglise militante...).

Mais la Grande Guerre suscite aussi un intérêt qui lui est propre. Dans cette histoire « consommée », largement appropriée, 14-18 permet un investissement particulier de chacun ou presque. Les expériences combattantes ont touché des millions de soldats et donc de familles. Leurs descendants d'aujourd'hui peuvent, on l'a vu, se construire à travers le destin de l'aïeul, une « histoire à soi », par la médiation de l'écrit et de l'objet, ce que peu d'autres périodes permettent à ce point. D'autant plus que les « poilus » émergent aujourd'hui comme des figures éminemment « appropriables » et ecuméniques. C'est-à-dire qu'ils peuvent être investis de nombreuses valeurs différentes, d'un bout à l'autre de la sphère politique et sociale : patriotisme et pacifisme, ténacité et antimilitarisme, héroïsme et résistance à la guerre, avec toutes les nuances et les options de l'un à l'autre. Outre cette plasticité mémorielle, les poilus se déclinent en un grand nombre de figures : les derniers poilus, les premiers morts de la guerre, les derniers morts, les mutins, les fusillés, les héros locaux etc. Il y a là un réservoir d'icônes, presque sans limite, permettant d'assouvir des intérêts multiples, de renouveler sans cesse l'appréhension du conflit sous le mode individualisé. Ces différentes figures font en effet l'objet d'investissement personnel par des

acteurs de mémoire, sans relation de famille avec le soldat cette fois, parfois en partant d'un lien territorial et géographique, on l'a vu, qui leur consacrent des recherches ou organisent le culte<sup>11</sup>.

## LA GRANDE GUERRE EN CULTURES

Les pratiques culturelles forment un des puissants vecteurs des mémoires de guerre. Ce qui frappe d'abord c'est que 14-18 est thématiqué dans toutes les formes d'expression artistique ou littéraire, de la bande dessinée à la danse, en passant par la sculpture ou la poésie. Cela s'explique par les mêmes raisons que pour les autres activités sociales, d'autant que l'entremêlement est constant entre l'art et les pratiques sociales du souvenir : présence de chanteurs à des manifestations 14-18, d'œuvres d'art contemporaines dans les musées d'histoire, financement d'œuvres par les collectivités territoriales en lien avec leurs programmes mémoriels etc. (exemple à l'échelle très locale, *Le Soldat Coquelicot* évoqué est ainsi soutenu par le Pays du Santerre-Haute Somme)... 14-18 est ainsi une source de financement de nombreux projets culturels contemporains (de la chanson à la sculpture, encore une fois). Souvent, les artistes ou les écrivains se nourrissent d'ailleurs de documents et d'images de la Grande Guerre pour créer; certains de manière appuyée, comme par

●●●



Lazare Ponticelli  
par Didier Pazery  
dans l'Ossuaire  
de Douaumont  
(Verdun),  
© N. Offenstadt

exemple les auteurs de BD Kris et Maël, dont l'oeuvre peut être qualifiée de « fiction d'archive »<sup>12</sup>.

La littérature témoigne massivement de cette présence de 14-18 dans la société contemporaine. Le mouvement n'a pas cessé de s'affirmer, tant en termes quantitatifs qu'en matière de diversification. Des écrivains consacrés comme Jean Echenoz<sup>13</sup> se sont ainsi saisis du thème et le prix Goncourt 2013, a été attribué à un roman, *Au-revoir là-haut*, tout entier dédié à la guerre, ses traces, et les conséquences de la mort de masse (à travers des histoires de gestion des corps et de trafics sur les monuments aux morts). Son auteur, Pierre Lemaître, s'est ensuite inscrit dans le processus commémoratif du centenaire en s'exprimant sur ses enjeux, soulignant l'importance du dialogue avec les historiens. Le roman doit être adapté au cinéma par Albert Dupontel. Malgré la diversification des thèmes et des récits, l'expérience du poilu, les formes du deuil restent au coeur de l'écriture contemporaine de 14-18. De même, la bande dessinée 14-18 n'a cessé de prendre de l'importance, suscitant, au-delà

des oeuvres elles-mêmes, des expositions, des débats et des publications sur le thème<sup>14</sup>. Il faudrait encore montrer comme différents regards photographiques contemporains travaillent les traces de la Grande Guerre<sup>15</sup>.

Les musées 14-18 et les équipements voués à la culture inscrivent régulièrement ces productions culturelles contemporaines dans leurs programmations. Il n'y a pas de séparation stricte entre la mise en musée de l'histoire de la guerre et ses évocations contemporaines sous forme artistique. Certains font même le choix de co-constituer un équipement culturel sous le mode artistique. A Ors (Nord), tout un ensemble d'acteurs ancrés localement (élus, association Wilfred Owen, l'écrivain Xavier Hanotte dont l'oeuvre est largement inspirée de la Grande Guerre) a conduit à la transformation de la maison forestière dans laquelle le soldat et poète britannique Wilfred Owen (mort et inhumé à Ors en 1918) a écrit sa dernière lettre en une oeuvre d'art confiée à Simon Patterson selon la logique des « Nouveaux commanditaires », fondée sur l'interaction entre l'artiste et les acteurs locaux, les citoyens (inaugurée en 2011)<sup>16</sup>. La Maison a été réinventée de fond en comble tout en préservant la cave où fut écrite la lettre.

Le vieillissement des équipements inaugurés dans les années 1990, les évolutions de la muséographie et de l'historiographie, l'approche du centenaire ont conduit aussi à préparer le renouvellement ou la création de nouveaux musées ou lieux de mémoire 14-18. A l'heure où ces lignes sont écrites, l'Historial de la Grande Guerre à Péronne, la Caverne du Dragon au Chemin des Dames et le Mémorial de Verdun annoncent pour les années à venir un renouvellement d'ensemble de la présentation. Le Mémorial de Verdun s'est ainsi doté depuis 2006 d'un Comité scientifique qui scelle la transformation d'un projet issu de la « mémoire combattante » des années 1950-1960. De même, les villages détruits autour de Verdun se regroupent et s'affirment comme une des attractions du champ de bataille<sup>17</sup>. La concurrence s'aiguise aussi avec l'arrivée sur le marché du Musée de la Grande Guerre à Meaux (inauguré en novembre 2011) appuyé sur une stratégie politique (autour du maire Jean-François Copé aux prétentions alors nationales), d'un gros investissement financier (28 millions d'euros selon les données du musée) et une impressionnante collection privée d'objets 14-18. Mais, du coup, la muséographie est écrasée par la multitude d'objets non contextualisés et le goût prononcé pour l'*historicism* au détriment de l'explication<sup>18</sup>.

Avec la disparition des derniers poilus, l'importance contemporaine de la spectacularisation de la vie publique, la présence de « reconstituteurs » et le recours à la reconstitution de scènes d'époque se mul-

tiplient en effet, y compris dans les grandes cérémonies nationales : obsèques nationales du dernier poilu (2008), cérémonie du 14 juillet et rencontre des Présidents de la République allemande et française sur l'Hartmannswillerkopf (2014), cérémonies nationales du 11 novembre. Etc. Des contemporains défilent en costumes du temps, de différentes armées. Ils animent parfois des sites reconstitués pour les manifestations : bivouac, poste de secours... Souvent bien au fait du regard critique porté sur leurs activités - déguisement malvenu pour le sujet, militarisme, postures ridicules etc. - les « reconstituteurs », selon un terme indigène, insistent, non pas sur la dimension de loisir, le jeu ou encore le travestissement, mais sur la transmission de la mémoire, le « devoir de mémoire », des connaissances et de la « vérité »<sup>19</sup>. Ils soulignent aussi leur conscience de ne vouloir ni pouvoir singer la « réalité » du passé.

Qu'il s'agisse de l'art dans les musées d'histoire, des scènes de reconstitution ou de roman, la Grande Guerre s'affirme donc comme une pratique culturelle d'ampleur qui traverse, sans les effacer bien sûr, les clivages sociaux, empruntant les genres les plus populaires comme les plus élitistes. Il reste à la recherche à produire des résultats plus affinés selon les formes de pratiques.

## POLITIQUES DE MÉMOIRE

Cette pratique sociale et culturelle de 14-18 est, on l'a dit, particulièrement active dans les régions de l'ancien front où demeurent tant de traces physiques et mémorielles. Sur les lieux mêmes, plusieurs acteurs façonnent cette « communauté 14-18 » : les collectivités territoriales, des élus locaux « free lance », les associations patrimoniales. Avec la décentralisation et puis son ancrage institutionnel, les collectivités publiques se sont saisies du patrimoine 14-18. D'autant plus que les enjeux économiques dans des régions souvent profondément atteintes par les crises du tissu économique et la désindustrialisation tiennent aussi, désormais, au « tourisme de mémoire ». Dans les années 2000, cet investissement s'institutionnalise plus encore avec la création d'organismes spécialisés dans la mémoire des guerres et de 14-18 en particulier : Mission du Chemin des Dames (2002), Mission histoire en Meuse (2008), Mission Histoire, Mémoire et Commémorations de la Région Nord-Pas-de-Calais (2011)<sup>20</sup>. Ces institutions publiques entremêlent leurs actions avec celles des associations d'histoire et de patrimoine qui prennent en charge une portion plus ou moins large de l'ancien front, parfois en une forme de « privatisation ». Les actions de ces associations sont notamment : organisation d'activités culturelles, entretien

du patrimoine, voire recréation des lieux du front comme à Massiges<sup>21</sup>, mise en cérémonies des mémoires de guerre<sup>22</sup>... Si les institutions territoriales disposent de la légitimité bureaucratique, plusieurs acteurs locaux, souvent des élus de petites communes se sont bâtis une légitimité charismatique, de situation, en « combattant » pour la mémoire locale de la Grande Guerre : Noël Genteur à Craonne (Aisne), Michel Godin à Souain (Marne), Jean Letaille à Bullecourt (Pas-de-Calais), pour ne citer que ces exemples.

Une autre tendance récente tient à l'accélération des mises en réseau de sites et musées, à des politiques transfrontalières de 14-18 composées à l'échelle régionale. Depuis 2008, dans le cadre INTERREG IV du programme transfrontalier franco-belge de « coopération territoriale européenne », un programme France-Wallonie-Flandres, « Mémoire de la Grande Guerre 14-18/de grote oorlog. Herdacht 14-18 » (Aisne/Somme/Nord/Pas-de-Calais/ Flandre Occidentale) a été monté pour la mise en réseau et la valorisation des sites de mémoire. Il édite et diffuse notamment un carte des sites franco-belges 2009-2012 : « L'Europe a permis le rapprochement des divers partenaires autour de ce projet et leur mise en réseau... » (de la ville de Poperinge au Conseil général de la Somme en passant par les musées). Le programme INTERREG IV A<sup>23</sup> des 2 mers, regroupant la France, l'Angleterre, les Pays-Bas et la Belgique comprend aussi un volet « Great War ». Ces coopérations transfrontalières n'empêchent pas des stratégies différenciées, avec par exemple une autonomie très affirmée des acteurs britanniques<sup>24</sup>. L'approche du centenaire conduit aussi à un projet d'ambition fédératrice : la proposition de classement des sites du front occidental au patrimoine mondial de l'UNESCO. Une association est fondée en 2011, notamment autour de Serge Barcellini, acteur clé des politiques de mémoire institutionnelles depuis les années 1980<sup>25</sup>. L'affaire s'inscrit dans plusieurs temporalités. Il y a d'abord des luttes présentes entre les institutions de mémoire : c'est ainsi que le projet se développe en parallèle de la création de la Mission pour le centenaire, permettant à ses promoteurs de garder un levier de pouvoir dans le champ 14-18. Il y aussi l'objectif de s'inscrire dans la dynamique du centenaire, visant selon certains documents une « décision finale de l'UNESCO » en 2018<sup>26</sup>. Il y a encore, selon les propos de Serge Barcellini, un enjeu de temps long, quelle que soit l'issue de la demande de classement<sup>27</sup>. En effet, l'association qui le promeut, « Paysages et sites de Mémoire de la Grande Guerre », pourrait constituer le noyau d'une Fédération des sites 14-18 à l'issue du processus, et d'ailleurs pendant son déroulement déjà. De même, tout le travail d'inventaire se

●●●

- justifie par un usage de temps long, déconnecté du processus de classement. Depuis des années, l'association cherche les bons formats, à la fois d'organisation interne et de présentation et choix des sites (type de sélection, critères à prendre en compte...). Son activité est aussi rythmée par des temporalités de politiques institutionnelles. La conduite d'ensemble apparaît heurtée. Chaque département impliqué joue également des enjeux propres, notamment la concurrence avec d'autres sites classés ou à classer (bassin minier, Champagne). En 2014, notamment à la suite de l'expertise du Ministère de la culture, le dossier est ré-orienté vers les seuls nécropoles et mémoriaux.

On voit donc combien les collectivités territoriales sont un acteur majeur des politiques du souvenir de la Grande Guerre, de plus en plus. Ce n'est pas dire que l'Etat en soit absent, même si, comparativement, sa présence constante n'a plus le même poids. Le 11 novembre reste en effet un moment d'affirmation de la fonction d'incarnation nationale du chef de l'Etat. La création et le développement de la Mission du Centenaire à partir de 2011-2012 témoigne encore, malgré les aléas politiques, de cette centralité du souvenir de la Grande Guerre. Ceci dit, avec l'éloignement de l'événement, la singularisation de la Grande Guerre perd en intensité. A la suite de différents débats, dépassant les enjeux propres à la mémoire de la Grande Guerre, inscrits dans de multiples temporalités, le Président de la République, Nicolas Sarkozy a fait voter une réforme de la commémoration du 11 novembre. La loi du 28 février 2012 qui la scelle, tient en trois articles, dont le premier stipule que le 11 novembre : « il est rendu hommage à tous les morts pour la France. Cet hommage ne se substitue pas aux autres journées de commémoration nationale ». Le premier enjeu ici est de répondre aux débats et discussions appelant à une « rationalisation » ou une diminution du nombre des commémorations en France. Nous n'y reviendrons pas ici car il dépasse le cadre des mémoires de la Grande Guerre et appelle d'amples développements. Ce qu'il convient de souligner cependant est que la loi dissout la spécificité 14-18 du 11 novembre. En particulier, elle permet de mettre l'accent sur les soldats morts pour la France dans les opérations extérieures de la France les plus contemporaines. En ce sens, elle ouvre à une actualisation, au sens fort du mot, de la journée commémorative, ce qu'a accompli, depuis lors, le nouveau Président de la République en faisant une large place dans ses interventions et dans la mise en scène rituelle aux guerres en Asie et en Afrique, avec la présence d'orphelins de ces théâtres d'opérations.

La *politique* de 14-18 ne se réduit cependant pas à celles des acteurs publics, l'Etat, les collectivités territoriales ou les institutions centrales. En effet, la gauche radicale s'est aussi saisie des mémoires de 14-18 pour por-

ter des offensives pacifistes, antimilitaristes ou critiques dans l'espace public. C'est ainsi que dans les années 1990, en particulier autour de militants d'extrême-gauche au sein de la Libre Pensée, 14-18 devient un objet de luttes présentes au moyen de deux lieux principaux, lieux dans le double sens de monumental et symbolique. En effet, bien en phase avec 14-18 comme pratique sociale, ces militants valorisent et entretiennent les monuments aux morts de la Grande Guerre à orientation anti-guerre ou pacifiste. Deux d'entre eux, Danielle et Pierre Roy en ont publié une recension complète régulièrement mise à jour et actualisée. L'autre site est celui de la mémoire des soldats fusillés. Ces militants ont bâti une véritable campagne de réhabilitation, à l'instar de ce qui se passa pour certains de ces fusillés dans la France de l'entre-deux guerres ou dans l'Angleterre des dernières décennies. Le mouvement s'est étendu progressivement, en particulier dans les années 2000 à la Ligue des Droits de l'Homme (qui retrouve la légitimité de ce combat des années de guerre et d'après-guerre) et a su agréger différents acteurs locaux, comme on l'a vu<sup>28</sup>. Les Verts ont de leur côté aussi, plus occasionnellement, participé à faire de 14-18 une « contre-mémoire », rappelant les mutineries, critiquant les généraux considérés comme massacreurs, en particulier lors de cérémonies du 11 novembre devant l'Ecole militaire, face au mur de la paix. Le Centenaire de la Grande Guerre, événement-monde, se pose donc sur un ensemble de pratiques vivaces, ancrées et polymorphes.

### QUE FAIT LE CENTENAIRE AUX PRATIQUES DE LA GRANDE GUERRE ?

En France, c'est une Mission spécifique qui met en scène l'ensemble de la programmation en proposant des choix aux pouvoirs publics, et en apportant son soutien à de multiples initiatives partout dans le pays. Animée par Joseph Zimet, acteur confirmé des politiques mémorielles<sup>29</sup>, elle prend aussi l'initiative de nombreux partenariats avec les médias, comme avec les institutions culturelles. Elle s'appuie sur une organisation territoriale dense soit des comités départementaux, plus ou moins actifs, sous l'égide des préfets et des comités académiques pour l'éducation nationale. Au moyen du réseau des ambassades et des Instituts français, elle rayonne aussi à l'étranger. Le calendrier commémoratif reprend, en gros, les propositions que Zimet avait dessinées dans un rapport remis en 2011 au Président de la République<sup>30</sup>. Il avait fait le choix, marqué, de concentrer les commémorations d'Etat avant tout sur l'année 2014, reprenant le modèle du bicentenaire de la Révolution française polarisé sur l'année 1989.

Après une période incertaine, la nouvelle équipe pré-



Rassemblement pacifiste d'Aniane pour la "Réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre 1914-1918", 17 novembre 2013 © N. Offenstadt

sidentielle issue des élections de 2012, tout en gardant les axes centraux, entend changer le cadre d'ensemble par la création d'un comité des deux commémorations de 1914 et 1944. Cette décision du nouveau pouvoir n'est pas sans susciter des interrogations. En effet, la mise en continuité des deux guerres tend à renforcer le « roman national » où tous les combats « pour la France » se valent, plus qu'une appréhension critique de la spécificité des enjeux. Dans la pratique, cependant, les organisations de deux célébrations resteront assez autonomes, chacune avec un comité scientifique propre.

Le calendrier de la Mission et de l'Etat s'articule autour de plusieurs grands moments<sup>31</sup>. Le premier, un peu à part, car en dehors du territoire français, devait être la commémoration européenne de l'assassinat du 28 juin 1914 à Sarajevo où la France a beaucoup investi par le biais d'une Fondation. En réalité, seul Harlem Désir, secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes y a représenté le gouvernement et les divisions des pays européens ont empêché d'en

faire un grand événement commun. En lien avec la chronologie des tensions de l'été 14, puis du déclenchement du conflit, toute la période estivale 2014 a été ponctuée de commémorations et de nombreuses manifestations à l'échelle locale. Le 2e temps fort prévu est le 14 juillet mais il ne revêt pas le lustre attendu. D'une part l'ambitieux défilé envisagé par Joseph Zimet avec la troupe nantaise Royale de Luxe est remplacé par un bien plus modeste spectacle avec des jeunes. D'autre part, la présence de représentants en uniforme de l'ensemble des nations belligérantes de 14-18 prolonge l'ouverture internationale du 14 juillet, déjà engagée depuis des années, plus qu'elle ne produit un événement-rupture, ou un rituel marquant<sup>32</sup>. Le 1er août, sous l'impulsion de l'Etat mais aussi avec des initiatives locales, la célébration doit couvrir cette fois l'ensemble du territoire national par le son du tocsin qui rappelle celui de l'annonce de la mobilisation le 1er août 1914 (pour le lendemain). De nombreuses communes organisent le rituel, mais il se répartit inégalement sur tout le territoire. Le 3

•••

••• août, jour où, en 1914, l'Allemagne déclare la guerre à la France, c'est un ample rituel franco-allemand qui est organisé sur un champ de bataille alsacien actif surtout en 1915, le Vieil-Armand ou Hartmannswilkerkopf. Le Président de la République François Hollande et le Président de la République Fédérale allemande Joachim Gauck s'y rencontrent en particulier pour sceller la première pierre d'un futur historial franco-allemand de la Grande Guerre. Outre leurs discours, ils y multiplient les gestes d'amitié et de solidarité (jusqu'à un entremêlement à quatre mains), un peu comme si, depuis le symbole de la poignée de main de Kohl et Mitterrand à Verdun en 1984, il fallait compenser la banalisation du geste par sa multiplication. Le lendemain, 4 août, les rites se déplacent cette fois en Belgique, à Liège, pour rappeler l'invasion de la Belgique. C'est à la fois une marque internationale du centenaire (avec de nombreux chefs ou représentants d'Etat) et une cérémonie bilatérale franco-belge dans un second temps de la journée. D'autres célébrations pendant le mois d'août rappellent des épisodes de 1944, mais pour la Grande Guerre, le centenaire d'Etat reprend début septembre, 3e temps fort du calendrier officiel, prévu de longue après le 14 juillet et le 3 août : la commémoration de la bataille de la Marne de 1914. La cérémonie a lieu à Mondement le 12, cette fois avec le Premier Ministre Manuel Valls, François Hollande s'étant finalement décommandé pour un voyage en Irak. Soupçonné de « boulimie mémorielle », dans un contexte par ailleurs difficile, après tant de commémorations estivales, le Président a aussi, sans doute, marqué un pas de côté. La cérémonie de Mondement, précédée par une visite de Manuel Valls au Musée 14-18 de Meaux (accueilli par son initiateur, Jean-François Copé), se veut fort traditionnelle, dominée par la présence militaire et un discours du Premier ministre dans la lignée d'une Marne « sursaut » patriotique qui sauve le pays. Ici, ni envergure internationale, ni réconciliation franco-allemande.

Aucune innovation rituelle non plus. On voit donc combien, pour le gouvernement, les commémorations de la Grande Guerre, malléables par la variation d'intensité, permettent aussi de jouer de plusieurs échelles, selon les enjeux et les choix du moment : internationale, franco-allemande, patriotique, voire patriotarde... L'apothéose de l'ensemble commémoratif d'Etat se déroule le 11 novembre 2014 avec l'inauguration d'un mémorial international à Notre-Dame de Lorette sur lequel figurent les noms des soldats de toutes les nations, amies et ennemies - c'est son sens

original et novateur - qui sont tombés dans le Nord-Pas-de-Calais en 14-18. A cette occasion, le Président de la République, dans son discours, présente une forme de bilan du centenaire. Car en effet, cet événement-monde ne peut se restreindre, encore une fois, à une affaire d'Etat.

A l'approche du centenaire, l'activisme évoqué (associations, militants, artistes et écrivains) a trouvé un espace public encore élargi. Partout, des milliers d'actions et de projets touchent à la Première Guerre mondiale. La Mission du Centenaire a donné son label à plus de 2000 d'entre eux - sans compter ceux qui ne l'ont pas sollicité- et deux gros catalogues témoignent de cet activisme local, communautaire et artistique autour du centenaire, qu'il s'agisse de pièces de théâtre, de spectacles en tous genre, d'expositions, d'animations de site web ou d'éditions de textes ou encore de valorisation patrimoniale<sup>33</sup>. Il faudra longtemps pour tirer un bilan économique, politique, critique et intellectuel de toutes ces activités, pour partie encore à venir.

Mais à notre sens, cet activisme est bien la prolongation, bénéficiant d'une multiplication de moyens, des pratiques décrites depuis le début des années 1990 plus qu'un « événement » produit par le temps commémoratif. Ainsi, la force du centenaire en France tient à ces mouvements décennaux que l'irruption de l'événement ne fait qu'activer, alimenter et démultiplier. Ces pratiques de la Grande Guerre comme activité sociale et culturelle ont en effet un ancrage profond. Pour autant, elles connaissent des variations d'intensité qui tiennent à la géographie mémorielle, aux politiques de mémoire dans leur ensemble, aux enjeux économiques et à d'autres facteurs encore, chacun, méritant des études approfondies qui manquent encore. Il y a bien sûr, aussi des facteurs générationnels. Ainsi la génération des petits-enfants, grosso modo, joue un rôle spécifique : il faudra le recul du temps pour en mesurer le poids exact. La Grande Guerre est devenue un enjeu d'importance pour de nombreuses collectivités territoriales, en particulier des régions de l'ancien front mais aussi pour différents créateurs et artistes qui l'investissent régulièrement. Dans les familles, elle conduit à de multiples pratiques de mémoires et de loisirs. Tout cela est acquis et bien cerné mais reste à mesurer comment ces pratiques vont s'articuler avec les nouvelles dynamiques en cours : concurrences accrues autour de l'offre 14-18 et surexposition avec le centenaire, recomposition des réseaux à l'échelle transnationale, sans compter les évolutions de politiques internationales et les violences sociales en France même. ■

## Notes

1. Sur ce documentaire, voir la note critique de Julien Mary sur le site du CRID1418 et sur <www.mediapart.fr>.
2. A titre de comparaison pour la même date, la surreprésentation de la Grande Guerre dans le journal est nette, mais relative : *La Voix du Nord*, en plein dans les régions du front, consacre aussi sa une à la Grande Guerre. Ailleurs la couverture est inégale mais parfois importante. *Le Dauphiné Libéré*, publié dans des régions très éloignées du front, fait lui encore sa une du 11 novembre « Pour ne pas oublier : Ils furent 18 millions à ne pas revenir de la guerre ». Comme dans *Le Courrier Picard* évoqué, les pages 2-3 sont consacrées à différents aspects de la guerre et de sa mémoire, à des enjeux locaux du souvenir, puis encore sa dernière page. Pas de une autour du 11/11 pour *La Montagne*, mais une présence forte du sujet. On retrouve différents articles sur les fusillés « pour l'exemple », annonçant les manifestations liées (le 9, puis une page entière le 10, sur un fusillé de l'Allier) et quatre pleines pages le 11 sur la Grande Guerre : sur les mutins, un aviateur, un monument aux morts, une consécration à l'écrivain Claude Duneton et à son village Lagleygeolle dont il dépeint le destin en guerre, et enfin à un témoignage dessiné. Par contraste, *Sud-Ouest* (éd. Bordeaux-Rive-Gauche) consacre une place plus modeste à la guerre le 11/11, un grand article (2 pages) sur un cimetière local. Dans le même ordre, *Ouest-France*, outre l'évocation des cérémonies et quelques brèves, livre deux articles sur la guerre, un récit de Verdun et une affaire de fusillé. Au même niveau, *La Provence*, outre l'évocation des cérémonies, ne consacre qu'un article à la guerre le 11/11 autour du maire de Louvemont (un village détruit à Verdun). *L'Indépendant* (quotidien des Pyrénées-Orientales), plus en retrait, rapporte pour l'essentiel des commémorations officielles et scolaires les 10-11-12 novembre et rend aussi compte d'une exposition locale « 14-18 et l'enfant » à Villeneuve-la-Rivière. *Paris-Normandie* ne consacre qu'une page aux commémorations sur le souvenir en général le 11/11 et s'en tient ensuite à rendre compte des commémorations locales.
3. Voir le point de vue de l'historien Etienne François, en regard d'une mémoire allemande bien moins intense : « Die Gegenwart des Vergangenen. Der Erste Weltkrieg in der zeitgenössischen französischen Literatur », in R. Böhm, S. Bung, A. Grewe dir., *Observatoire de l'extrême contemporain. Studien zur französischsprachigen Gegenwartsliteratur*, Tübingen, Gunter Narr, 2009, pp. 115-128.
4. Voir N. Offenstadt, *14-18 aujourd'hui. La Grande Guerre dans la France contemporaine*, Paris, Odile Jacob, 2010, p. 71, 154. Dans le domaine de la fiction télévisuelle, la chronologie semble plus complexe, mais Laurent Bihl et Ariane Beauvillard constate un vide de 1984 à 1994, et une croissance soutenue depuis les années 2000, *La Grande Guerre au petit écran. Les imaginaires télévisuels de la Première Guerre mondiale*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2014, p. 14, 63.
5. Nous reprenons ici le cadre analytique de notre *14-18 aujourd'hui. Ibid.* Voir aussi les travaux de Anne Hertzog et notamment : « Cultural Policy and the Promotion of World War I Heritage Sites in France : Emerging Professions and Hybrid Practices », in J. Paquette, *Cultural Policy, Work and Identity. The creation and renewal of professional identities*, Londres, Ashgate, 2012, p. 25-42.
6. En témoignage : Pierrick Bourgault, *Retrouvez vos ancêtres en 14-18*, Rennes, Ouest-France, 2014; *Revue française de généalogie*, « Recherchez vos ancêtres soldats et leur famille 1914-1918 » numéro spécial; *Généalogies*, 196, octobre-novembre 2011. « Morts pour la France ».
7. Témoignage de Françoise Vanbesien, qui se décide, dès lors, à se rendre sur le Chemin des Dames, in F. Pont « Je voulais connaître les lieux où il était tombé », *Que reste-il de la Grande Guerre ? La région en 1914-1918*. *Sud-Ouest* hors-série, 2014, p. 9. Voir encore le même type d'évocation p. 40.
8. Exemples, parmi tant d'autres, de ces différents investissements dans les familles, comme la retranscription des carnets de l'arrière-grand père pour une publication : « Le cadeau du soldat aux générations futures », *L'Aisne Nouvelle*, 10 novembre 2012, p. 6; ou encore dans *Que reste-il...*, op. cit., p. 42, 77, 84.
9. L. Bleuzé, « Legs d'un petit-fils de poilu », *L'Union*, 18 février 2010.
10. N. Offenstadt, *14-18 Aujourd'hui...*, op. cit., p. 71
11. Nombreux exemples dans *14-18 aujourd'hui*, op. cit. et N. Offenstadt, *Les Fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective, 1914-2009*, Paris, Odile Jacob, 2009, en particulier la postface.
12. Voir N. Offenstadt, « Notre Mère la Guerre. Fiction d'archive », préface à Maël et Kris, *Notre Mère la Guerre. Le récit complet*, Paris, Futuropolis, 2014.
13. Voir l'analyse de Pierre Schoentjes, « 14 de Jean Echenoz. Un dernier compte à régler avec la Grande Guerre », *Critique*, 786, novembre 2012, pp. 964-981, même si l'auteur nous semble conclure trop vite que le floc évoqué « semble se tarir » et que Echenoz serait, dès lors, un « contre-pied ».
14. Voir, parmi les publications les plus récentes, *La Grande Guerre en bande dessinée*, Beaux-Arts hors-série, 2014, un riche numéro mêlant analyses, entretiens et planches de BD.
15. Beaucoup ont été rassemblés dans la belle exposition d'Éléphant Paname, octobre 2014-janvier 2015. Voir le catalogue, *La Mémoire traversée. Paysages et visages de la Grande Guerre*, Issy-les-Moulineaux, Beaux-Arts édition/Hors-Série, 2014.
16. Cf. *La Maison forestière Wilfred Owen. Une oeuvre de Simon Patterson*, Art Connexion/Les Nouveaux commanditaires, Lille, Art Connexion, 2011, 64 p.
17. Sur ces questions, depuis la fondation du mémorial, voir Anne-Sophie Anglaret, « Le Mémorial de Verdun et les enjeux de la mémoire combattante, 1959-2011 », *Revue historique*, t. CCCXVI/1, 669, 2014, pp. 29-50.
18. Voir plus de détail dans notre compte-rendu de visite sur la revue en ligne *histoire@politique* : <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=1&rub=comptes-rendus&item=362>. Sur la définition et les enjeux de l'histoirainement, voir W. Hardtwig, *Verlust der Geschichte - oder wie unterhaltsam ist die Vergangenheit?*, Berlin, Vergangenheitsverlag, 2010; G. Hübinger, *Über die Aufgaben des Historikers*, Berlin, Vergangenheitsverlag, 2012.
19. Cf N. Offenstadt, *14-18 aujourd'hui...*, op. cit., p. 31-35, P. Cossart, M. Hainagiu, « Ethnographie d'une reconstitution d'un « bivouac du poilu » le jour de la fête nationale. Retour sur les productions profanes de narrations à visée historique », Université de Paris I, Observatoire du centenaire : <http://www.univ-paris1.fr/fileadmin/IGPS/Cossart-Hainagiu\_Bivouac.pdf>; « Hervé Gruson », in *Les Chemins de la Mémoire*, 219, octobre 2011, p. 5 (Président de l'Association « Mémoire de la Grande Guerre ») : « Les reconstitutions auxquelles nous participons sont destinées à perpétuer la mémoire de ce conflit, en donnant au grand public la possibilité de mieux comprendre ce qu'était la vie des poilus (...) La reconstitution ne prétend en aucun cas être fidèle à la réalité ».
20. Sur cette question, cf A. Hertzog, art. cit., et « Politique de mémoires de la Grande Guerre au temps du Centenaire. Entretien avec Yves Le Maner, directeur de la Mission histoire, mémoire et commémorations de la région Nord-Pas-de-Calais, propos recueillis par Anne-Sophie Anglaret et Nicolas Offenstadt, Lille, le 20 octobre 2014 », Université de Paris I, Observatoire du Centenaire, <http://www.univ-paris1.fr/fileadmin/IGPS/Texte\_Nicolas\_05\_Pas\_de\_Calais.pdf>
21. Voir le site de l'association : <http://www.lamaindemessages.com>
22. Plus de détails in N. Offenstadt, *14-18 aujourd'hui...*, op. cit., p. 21 et suiv.
23. Le A désigne les projets transfrontaliers pour zones contigües.
24. « Politique de mémoires... », entretien cité avec Yves Le Maner.
25. Voir les entretiens avec Serge Barcellini publiés dans les deux mémoires suivants: P.F. Raimond, *Un exemple de politique publique de la mémoire : La Délégation à la mémoire et à l'information historique*, Mémoire de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, 1994, et C.-L. Roseau-Vincenti, *La Mise en scène institutionnelle et politique de la Grande Guerre. Etude sur les enjeux civiques, politiques et institutionnels de la transmission du souvenir de 14-18 en France entre 1998 et 2008*, Mémoire de M2, CELSA, 2009.
26. « Ce dossier s'inscrit tout naturellement parmi les actions majeures menées dans le cadre du Centenaire de la Grande Guerre en France et en Europe », Dossier de présentation de l'association non daté, dépliant quadrichromie de l'association pour la chronologie. Voir aussi son site : <http://www.paysages-et-sites-de-memoire.fr>
27. « Même si on échoue, on aura bâti un collectif » dit-il au Rendez-vous de l'Histoire de Blois le 16 octobre 2011.
28. Sur ces questions, nous nous permettons de renvoyer à N. Offenstadt, *Les Fusillés...*, op. cit., en particulier la postface.
29. Voir son analyse dans ce numéro. On pourra lire aussi son « portrait » par Thomas Hofnung dans *Libération* du 9 novembre 2014, « Joseph Zimet, son champ de bataille » et plus anciennement par Daniel Bermond dans *L'Histoire*, 369, novembre 2011 : « Le centenaire de Joseph Zimet », p. 18-19.
30. Ce rapport est consultable en ligne : <http://centenaire.org/fr/> commémorer-la-grande-guerre-rapport-joseph-zimet-septembre-2011
31. Ce paragraphe s'appuie notamment sur les observations et travaux menés par l'Observatoire du Centenaire, en particulier ceux de Anne-Sophie Anglaret, Dimitri Chavaroché, Paula Cossart et Mihaela Hainagiu, ainsi que les nôtres, et que l'on peut consulter sur le site de l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne à : <http://www.univ-paris1.fr/autres-structures-de-recherche/observatoire-du-centenaire/>
32. Sur les évolutions récentes du 14 juillet, voir Vera Caroline Simon, *Gefeierte Nation. Erinnerungskultur und Nationalfeiertag in Deutschland und Frankreich seit 1990*, Frankfurt/New York, Campus Verlag, 2010, 416 p.
33. 2014. *Centenaire de la Première Guerre mondiale*, Paris, Mission du Centenaire, vol 1., 2013, 342 p., vol 2., 2014, 344 p.

# Les commémorations belges

LAURENCE VAN YPERSELE, PRÉSIDENTE DU GROUPE DE PILOTAGE « COMMÉMORER 14-18 »  
DE LA WALLONIE ET DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES. UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN, BELGIQUE.

## L. van Ypersele répond ici à quatre questions sur les usages et les formes de la mémoire de la Grande Guerre en Belgique

Interview de Benjamin Gilles

### 1) Quel est le discours du gouvernement fédéral à propos de la Grande Guerre ? Comment envisage-t-il les commémorations ?

Le gouvernement fédéral belge, laissant aux entités fédérées le soin d'assumer leur propre discours, a opté pour un discours minimaliste sur la Grande Guerre. Il veille d'abord à ce que l'on rappelle que c'est bien la Belgique (et non uniquement la Flandre) qui a été impliquée dans cette guerre. Il veille ensuite à ce que l'on commémore les souffrances de tous dans un esprit de tolérance et de paix.

En fait, le gouvernement fédéral est la dernière instance à s'être lancée, en 2012, dans les préparatifs du centenaire de la Grande Guerre, avec des moyens extrêmement limités. Son rôle principal est de mettre autour de la table les différentes entités pour qu'elles offrent un message cohérent à l'extérieur et éviter la cacophonie suscitée par la déclaration « *In Flanders Fields* » dès le 9 novembre 2011. Cette déclaration avait été envoyée par la Flandre à 50 pays dans le monde, mais pas au gouvernement wallon, ni au gouvernement bruxellois, ni même au gouvernement fédéral... Or, les pays invités à signer cette déclaration pacifiste dans laquelle le mot Belgique n'apparaissait pas ont été très embarrassés. L'Australie, suivie par les autres, exprima son embarras quant au contenu d'un pacifisme sans nuance et son refus de traiter avec une entité. La déclaration fut donc soumise au gouvernement fédéral et aux autres gouvernements. Immédiatement, les francophones, soutenus par le Gouvernement fédéral, ont demandé que le mot Belgique apparaisse. Ils ont également réclamé qu'à côté du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes évoqué dans le texte initial, on évoque aussi les droits des minorités, etc.

Finalement, on en est arrivé à un texte d'une banalité affligeante qui fit long feu. On le voit, au départ, le rôle de gouvernement fédéral n'était pas particulièrement ambitieux, mais tout à fait essentiel. Il a permis d'apaiser les tensions et même de faire travailler ensemble des communes wallonne et flamande (Ploegsteert et Mesen) autour du thème des « Trêves de Noël ».

Mais, par la suite, l'implication du gouvernement fédéral s'est renforcée, puisque c'est lui qui organise trois grands événements de portée internationale en Wallonie, en Flandre et à Bruxelles (équilibre belge oblige !) : le 4 août 2014 à Liège, le 28 octobre 2014 à Ypres et Nieuport et le 11 novembre 2018 à Bruxelles. En outre, le gouvernement fédéral, sans en être l'organisateur, apporte son appui à trois autres manifestations d'envergure où la présence de chefs d'Etat étrangers sera également requise : le 4 août 2014 à Mons (une cérémonie organisée à la demande des Britanniques), en avril 2015 à Ypres (pour commémorer la première attaque au gaz) et en 2017 à Passchendaele (pour commémorer la troisième bataille d'Ypres).

Au total, le gouvernement fédéral belge s'est impliqué par devers lui et tardivement, mais avec efficacité et de façon ciblée. Il est vrai qu'après 541 jours sans gouvernement en 2010-2011, les priorités étaient ailleurs...

### 2) Quels discours et quelles attitudes adoptent les provinces wallonnes et flamandes ?

#### Peut-on parler de mémoire de la Grande Guerre construite en opposition ? Sur quoi s'opposent-elles ou se rejoignent-elles ?

Les préparatifs pour les commémorations du centenaire de la Grande Guerre se sont déroulés de façon bien différente au Nord (en Flandre) et au Sud (en Wallonie) du pays. Sans doute, tant au Sud qu'au Nord, on trouve la volonté de valoriser le patrimoine mémoriel, de dynamiser le tourisme de mémoire et de profiter de l'occasion pour augmenter sa visibilité internationale. Mais la façon d'atteindre ces objectifs, comme les moyens mis en œuvre sont bien différents.

La Flandre s'est lancée la première dans les préparatifs du Centenaire : dès 2008, le ministre du Tourisme N-Va, Geert Bourgeois, a interpellé le Gouvernement Flamand. Sous sa houlette, un groupe dans lequel on ne trouve aucun historien universitaire, a préparé un plan présenté officiellement le 9 novembre 2011. Ce plan ambitieux, volontariste et impressionnant a choisi comme valeur centrale le pacifisme. La guerre des tranchées (l'essentiel de l'effort commémoratif devait être centré sur le Westhoek) y est dénoncée comme un mal absolu, dont les Etats et les gouvernants sont responsables et les peuples sont les victimes. Dans cette optique, il n'y a que des victimes à commémorer au nom de la paix : « Plus jamais ça ! ». Ce discours présent du côté des nationalistes flamands depuis les années 1920 prend toutefois une tournure nouvelle : si le mot Belgique n'apparaît pas dans ce rapport, l'exaltation d'une Flandre victime d'un Etat ingrat n'apparaît pas non plus. Le beau logo ne reprend aucun élément belge ou flamand, mais bien le *poppy*, symbole de la mémoire britannique. L'efficacité politique de ce choix est indéniable : la paix est une valeur consensuelle qui doit rendre la Flandre visible au plan international. Notons toutefois que ce plan n'a pas fait l'unanimité en Flandre. Le bourgmestre de Leuven, ville martyre d'août 1914, a immédiatement dénoncé l'occultation du vécu des civils en pays occupé. Un peu partout en Flandre, comme en Wallonie, des initiatives sont prises pour commémorer des mémoires locales. Aussi bien, la politique du « *top down* » a été complétée par une politique du « *bottom up* », assez proche de ce qui se passe en Wallonie, mais avec des moyens nettement plus importants.

Du côté francophone, la démarche a été pratiquement inverse. En décembre 2010, le Ministre-Président Rudi Demotte a exprimé le souhait qu'un groupe de travail se penche sur les commémorations de la Première Guerre mondiale en Belgique francophone. Ce groupe, fondé en mars 2011, devait rassembler des scientifiques, des membres des cabinets concernés et des représentants du monde associatif. La présidence devait revenir à un historien. Le professeur L. van Ypersele fut désignée pour présider ce groupe qui devait remettre un rapport remis trois mois plus tard. Ce rapport dégageait les grandes valeurs qui devaient sous-tendre les commémorations, les axes que l'on souhaitait porter, les types de projets à valoriser. D'emblée, il fallut constater un paradoxe : la Première Guerre mondiale est un événement qui a concerné l'ensemble de la Belgique, état unitaire à l'époque. C'est bien la neutralité belge qui a été violée, ce sont des villes et des villages wallons et flamands qui ont connu les massacres de civils, c'est l'armée belge qui a défendu le pays tant à Liège que sur l'Yser,

## Boerinnenlied

— meson —

Wijze : *De Vlaamsche Leeuw*.

I

Wij zijn de boerenvrouwen  
Van 't christen Vlaanderland ;  
Vereend door 't zelfde streven,  
Zoo gaan wij hand in hand.  
Wij willen neerstig werken  
Met moed en blijgezind,  
En zoeken ons genoegen  
In 't heil van man en kind.

REFREIN

Wij zijn de boerenvrouwen  
Van 't christen Vlaanderland ;  
Vereend door 't zelfde streven, } *bis*  
Zoo aan wij hand in hand. }

II

Wij doen ons huis beminnen  
Aan onzen echtgenoot  
Door onze trouwe liefde,  
Door onze zorgen groot.  
Wij willen hem bij 't werken  
En 't zwoegen voor 't bestaan  
Steeds helpen, steunen, troosten  
En trouw ter zijde staan.

REFREIN

Wij zijn, enz.

III

Wij leeren onze kinderen  
Den weg van eer en deugd ;  
Zoo vinden we in ons huisje  
Geluk en zoete vreugd.  
Wij bidden met betrouwen  
En werken welgemoed ;  
Zoo daalt op ons de zegen  
Van God oneindig goed.

REFREIN

Wij zijn, enz.

Boerinnenlied,  
Tract en Belgique  
occupée, s.d, Coll.  
BDIC

c'est la quasi totalité du territoire qui a vécu l'occupation. La Belgique francophone n'a donc aucun vécu particulier par rapport à la Flandre. Et c'est donc ce passé national qu'il s'agit de commémorer. Ensuite, le rapport propose des valeurs à mettre en avant lors des commémorations : le respect du droit des gens, le respect du droit international, la résistance à l'oppression, la solidarité face à la pénurie, l'attachement aux libertés, l'attachement au pays. Bref, la paix qui est au cœur des commémorations en Flandre n'est pas reprise comme telle par les francophones. Enfin, le groupe de travail se donnait pour mission d'organiser et d'insuffler une certaine cohérence aux multiples initiatives qui viendraient d'en bas (des provinces, des villes et de diverses associations). Il s'agissait

- aussi d'assurer une réelle historicité de la mémoire à travers la présence d'historiens spécialistes de la Grande Guerre et/ou de la mémoire. Dans cette optique, quelques projets ont été lancés par le gouvernement wallon ou certains ministères : deux grandes expositions sur la Belgique au sein de la Grande Guerre, un documentaire de la RTBF sur le même sujet, des dossiers pédagogiques pour les écoles et un projet de recherche fondamentale. Pour le reste, ce sont des appels à projet qui ont été lancés, d'une part à l'intention des communes et provinces, et d'autre part à l'intention des écoles et associations sans but lucratif.

*Le mémorial d'Ijseratoren (Tour de l'Yser), commémorant la mort des soldats belges, et surtout flamands, tués sur le front de l'Yser, Wikimedia Commons.*

Au total, si les méthodes et les buts politiques sont très dissemblables, le retour de la mémoire de 14-18 au plan local n'est pas vraiment différent au Nord et au Sud : la souffrance des soldats, les massacres d'août 1914 et le vécu des civils sous l'occupation sont au cœur de cette mémoire.



### **3) Pourquoi le tourisme mémoriel joue-t-il un aussi grand rôle ? Pourquoi est-il l'objet d'un tel développement ?**

Commémorer c'est choisir de se souvenir du passé pour donner du sens au présent et garantir un avenir. Autrement dit, les commémorations nouent plusieurs dimensions. D'abord, les commémorations impliquent des mises en scène d'une mémoire collective, un récit qui mérite d'être historicisé et transmis aux jeunes générations. Ensuite, les commémorations impliquent des choix politiques que les instances officielles devraient assumer publiquement, pour permettre des débats et éviter les abus de mémoire. Enfin, les commémorations ont un impact économique indéniable. Profitant de l'engouement du public pour l'événement commémoration, des expositions payantes sont mises sur pied, des livres grand public sont édités, des numéros spéciaux de revues aussi, les tour-opérateurs proposent des parcours intégrés avec nuit d'hôtel, etc. Au sein, de la multitude de manifestations que suscitent les commémorations, le tourisme de mémoire a une place de choix : soutenu par l'engouement du public, il est source de revenus et donne une visibilité internationale à certains lieux.

Il est clair que les commémorations de 1914-1918 suscitent aujourd'hui, en Belgique, un retour de la mémoire collective qui n'est pas seulement orchestré par un battage médiatique sans précédent. Les dossiers spéciaux de la presse sont achetés, les documentaires télévisuels sont regardés, les grandes expositions sont visitées, etc. Ce retour peut paraître inattendu, surtout du côté wallon, dans la mesure où la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale, de la résistance et de la Shoah avait largement occulté celle de la Première. Il peut également paraître inattendu dans la mesure où pour la première fois il n'y a plus un seul témoin de cette immense catastrophe. Mais, précisément, c'est sans doute là que se dénoue le paradoxe. En effet, la plupart des adultes d'aujourd'hui ont côtoyé, connu, aimé des personnes qui ont vécu ces sombres événements. Et la plupart de ces adultes auront eux-mêmes disparu dans cinquante ans. C'est dire que les commémorations du centenaire sont les dernières où les liens affectifs directs sont encore présents. Or, l'engouement du public s'enracine pour une large part, mais pas seulement, dans ces mémoires familiales. Soudain, on retrouve au fond d'un grenier ou d'une cave une correspondance de guerre, un carnet, des photos, un casque, toutes sortes de documents que l'on avait oubliés, mais qui disent les liens concrets et personnels avec ce passé douloureux. Un passé de plus en plus lointain sans doute, mais aussi un passé qui continue d'émouvoir et d'interpeller. Aussi bien, la demande du public est de pouvoir enraciner les histoires familiales ou locales dans un cadre plus général. A cet

égard, le tourisme est vu par les gens tantôt comme une façon de « réaliser la guerre » en expérimentant les sites « authentiques », tantôt comme une façon de rendre un dernier hommage aux ancêtres qui y ont laissé leur vie.

Mais l'engouement du public belge est redoublé par celui d'autres pays, comme les Britanniques, les Français, les Australiens, les Canadiens, etc. Dès lors, le tourisme est soutenu par les pouvoirs publics qui rénovent les sites, créent des centres d'interprétations et encouragent l'offre hôtelière, non seulement pour transmettre une mémoire locale, mais aussi pour s'affirmer au plan international. En effet, le tourisme est un moyen de valoriser son patrimoine, d'attirer des étrangers et donc se faire connaître. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, en Flandre, les commémorations sont pilotées par le ministère du Tourisme. L'enjeu politique est clair et affiché : mettre la Flandre au cœur de la carte du monde commémoratif. Si, du côté wallon, on ne va pas aussi loin, la volonté d'attirer l'attention des pays étrangers est tout de même bien présente.

L'histoire du 20<sup>e</sup> siècle restera aux mains des enseignants. Pour les encourager à aborder cet événement en profondeur, des appels à projets destinés aux écoles ont été lancés par la Fédération Wallonie-Bruxelles et seront encore lancés jusqu'à la fin des commémorations en 2018-2019. A l'heure actuelle, ce ne sont pas moins de 56 projets scolaires qui ont été acceptés. Ces différents projets couvrent des thématiques variées qui vont de la vie des soldats dans les tranchées à la condition de la femme en pays occupé, en passant par les massacres de civils, l'aide humanitaire et la présence de tombes étrangères près de chez eux. Ces projets prennent également des formes variées : visites de sites, adoption de tombes, réalisations artistiques, expositions préparées par les élèves, créations théâtrales, vidéos, etc. Vu l'engouement général, on peut s'attendre à ce que, durant la période des commémorations au moins, la Grande Guerre prenne une plus grande place qu'avant dans l'enseignement de l'histoire en Belgique francophone. ■

#### **4) Quelle est la place de la Grande Guerre dans les programmes scolaires du secondaire (collège) ? Comment est-elle enseignée ? Existe-t-il des différences régionales ?**

J'ignore ce qui se fait concrètement en Flandre, mais en Flandre la Première Guerre a toujours eu une place plus importante que du côté francophone... je n'évoque donc ici que le côté francophone.

En Belgique, l'enseignement est un domaine communautarisé. Du côté francophone, c'est donc la Fédération Wallonie-Bruxelles qui s'en occupe. Le cours d'histoire, tant pour le réseau officiel que pour le réseau libre (catholique), est de deux heures par semaine. Les programmes sont plus axés sur « les compétences » que sur les contenus. C'est dire que les professeurs du secondaire ont une certaine liberté quant au poids accordé à tel ou tel événement, mais aussi que les choix sont cornéliens.

Jusqu'ici, la plupart des enseignants francophones accordaient beaucoup plus de poids à la Deuxième Guerre mondiale et à la Shoah qu'à la Première Guerre que les manuels scolaires d'ailleurs développent nettement moins. C'est pourquoi, dans le cadre des commémorations, le ministère de l'enseignement a préparé un gros dossier pédagogique sur la Belgique dans la Première Guerre mondiale. Ce dossier replace l'expérience particulière de la Belgique dans le cadre mondial, offre un certain nombre de documents tantôt très locaux, tantôt internationaux. La volonté est clairement de transmettre à la fois des connaissances validées par les historiens et des valeurs conformes au plan d'action approuvé par le gouvernement de la Fédération. Cela étant, la place accordée à la Grande Guerre au sein de

# La mémoire de la Grande Guerre en Italie

DANIELE CESCHIN, UNIVERSITÉ CA' FOSCARI, VENISE  
TRADUIT DE L'ITALIEN PAR ELISA CHANIAL

## 1. LES NŒUDS HISTORIOGRAPHIQUES

Parler de la Grande Guerre italienne signifie se confronter à un panorama historiographique international très fécond et riche en *stimuli*, notamment sur l'aspect méthodologique<sup>1</sup>. Certains d'entre eux n'ont pas été suffisamment compris, comme par exemple, le thème de la « culture de guerre ». Seule Giovanna Procacci l'a fait de manière efficace, entre autres à l'occasion d'une des rares fois où il y a eu un écho du débat français en Italie<sup>2</sup>. Il faut signaler l'approche d'Angelo Ventrone et de son livre de 2003, *La séduction totalitaire*, qui porte sur la continuité entre l'interventionnisme et le fascisme des origines<sup>3</sup>. On y trouve des pages très éclairantes, non seulement sur l'action des interventionnistes et la mobilisation par le bas, mais aussi sur la diabolisation de l'ennemi intérieur, la théorisation et la mise en pratique de nouveaux instruments de la politique qui préfigurent les stratégies des escadrons fascistes. Ce sont des thèmes qui ont beaucoup à voir avec la modernité de la guerre, avec son langage, avec le patrimoine culturel, avec les attentes messianiques relatives à l'avènement de l'homme nouveau<sup>4</sup>.

Les dynamiques de l'implication sur le front interne – où sont engagés divers acteurs politiques et sociaux – sont particulièrement intéressantes dans la plaine du Pô et en Émilie<sup>5</sup>. À Bologne, par exemple, nous sommes en présence d'une double mobilisation, une « bourgeoise » s'appuyant sur l'action d'un Comité de préparation qui deviendra ensuite un Comité d'action civile, et une « socialiste », expression de la majorité qui dirige la ville<sup>6</sup>.

À la mobilisation de la société civile correspondent aussi la militarisation et la répression que l'on trouve à plusieurs niveaux. Il faut signaler à ce sujet les travaux de Giovanna Procacci qui a travaillé sur le tournant répressif dans l'Italie en guerre, mais qui le situe très justement dans un contexte qui va de la crise de la fin du siècle jusqu'au fascisme<sup>7</sup>.

Le cas italien voit d'un côté une « expropriation » du pouvoir législatif par le biais d'une série de délégations

au gouvernement qui réduisent les pouvoirs parlementaires à de simples exercices d'éloquence au moins jusqu'à la moitié de l'année 1917 ; de l'autre à une augmentation du pouvoir militaire qui est investi de compétences allant bien au-delà de la simple gestion de l'armée et des opérations de guerre : le contrôle de l'ordre public, la censure de la correspondance dans les zones de guerre, la militarisation de la production industrielle, la gestion des ouvriers civils au front<sup>8</sup>, la juridiction des territoires occupés.

La perspective à long terme est encore plus pertinente si on pense à la question de l'internement. Si Giovanna Procacci s'est occupée des normes ainsi que des conflits de compétences, Matteo Ermacora a approfondi celle des femmes internées en exploitant en particulier les écritures de guerre<sup>9</sup>. Il y a essentiellement trois types d'individus touchés par la mesure d'internement : les habitants des zones occupées<sup>10</sup>, les résidents des zones en guerre qui peuvent nuire à la sûreté militaire, et les personnes en dehors de la zone de guerre vis-à-vis desquelles il n'est pas possible d'intervenir par voie judiciaire, auquel cas la mesure d'internement est décidée par les autorités de la Sécurité publique.

Ces dernières années, on a prêté une attention de plus en plus accrue au thème de la population civile entraînée dans le conflit. La bibliographie sur les réfugiés et sur les populations occupées commence à être abondante et de bonne qualité. Je pense évidemment aux études de Bruna Bianchi et Matteo Ermacora, qui ont mis l'accent sur le rapport entre les civils et la violence, les civils et le travail, les civils et la politique ; mais aussi aux dizaines d'études à caractère local qui dans les toutes dernières années ont enrichi nos connaissances sur les conditions matérielles et sociales de la population en guerre<sup>11</sup>. Récemment l'accent a été mis sur l'expérience des réfugiés après Caporetto<sup>12</sup>. La retraite militaire d'octobre-novembre 1917 s'est accompagnée de la fuite de presque 250 000 civils du Frioul et des provinces vénitiennes par la suite occupées jusqu'à Vittorio Veneto, et au moins autant de villes comme Padoue, Tré-



Les frères Garibaldi,  
1914, Coll. BDIC

visé, Vicence et Venise. Il s'agit d'un exode considérable, qui continue aussi dans les mois qui suivent, au moins jusqu'au milieu du printemps de l'année 1918, et qui touche en particulier les classes dirigeantes du territoire envahi. Les carnets, les lettres, les mémoires, les écrits de guerre, en particulier ceux des soldats, ont toujours suscité l'intérêt des chercheurs, bien qu'ils n'aient jamais été, jusqu'à une période récente, envisagés de façon adéquate comme des sources crédibles ou tout du moins dignes de considération. Les raisons sont multiples, mais sont à rechercher surtout dans la méfiance habituelle envers des documents produits par les supposées classes subalternes et plus généralement envers la sphère de la subjectivité. En ce sens, la contribution majeure a été apportée par le livre de Fabio Caffarena, *Lettres de la Grande Guerre*, qui s'insère dans une veine d'études, qui, ces dernières années, ont eu le mérite de mettre en valeur – par le biais de la conservation, la réalisation, et la publication d'une série désormais importante de textes – ce genre de documentation<sup>13</sup>. Sur l'écriture populaire, il faut signaler le livre de Quinto Antonelli, *Les oubliés de la Grande Guerre*, qui exploite une centaine de textes de soldats de la région de Trente qui ont combattu du côté autrichien<sup>14</sup>.

Le rapport entre les jeunes et l'irrédentisme, entre la génération des volontaires du Trentin et ceux de la côte adriatique qui font la guerre pour l'Italie ainsi que leur

choix patriotique ne s'est constitué en thème que depuis récemment dans les études sur la Grande Guerre<sup>15</sup>. En fait, si les répertoires biographiques, les lettres et les mémoires recueillis dans l'immédiat après-guerre et dans les années vingt et trente rendent compte du patriotisme des irrédentistes et de leur sacrifice, les aspects liés aux dynamiques de groupe, aux intersections biographiques, aux réseaux qui se créent dans les années du conflit entre les volontaires, sont restés longtemps largement inexplorés, peut-être aussi à cause de l'attention portée aux icônes, à ces martyrs qui ont conditionné majoritairement la sédimentation des mémoires, et, en conséquence, les stratigraphies du vécu des soldats venus combattre de ce côté de la frontière italo-autrichienne.

Longtemps reléguée aux marges de l'historiographie, l'histoire de la fuite mentale de la guerre rencontre un regain d'intérêt grâce à la disponibilité de sources documentaires, et à une approche enfin multidisciplinaire. Les contributions sur la soi-disant « folie de guerre » sont nombreuses, du fait d'une série d'études qui s'insèrent dans une veine déjà très féconde, inaugurée par Antonio Gibelli et ultérieurement constituée en thème par Bruna Bianchi<sup>16</sup>. Cependant, en dépit de cet état de fait et des livres qui sont devenus d'une certaine façon des classiques, ces dernières années l'attention s'est déplacée d'un côté vers le débat psychiatrique des

•••

- années dix et vingt et, de l'autre, vers l'étude de certains hôpitaux psychiatriques actifs pendant la guerre. Le récit de la guerre passe à travers des paroles, des images, des monuments qui impliquent plusieurs sujets. À partir de 1916 c'est la classe dirigeante libérale qui prend en charge la création d'un laboratoire de la mémoire du conflit avec la création du Bureau historiographique de la mobilisation<sup>17</sup>. Quoi qu'il en soit, les acteurs sociaux de l'Italie d'après-guerre sont immédiatement appelés à construire un discours public de la guerre qui ne peut être ni imposé ni unanime, mais conflictuel et étroitement lié aux conditions matérielles et morales de très vastes couches de la population. Sur les décombres laissés par le conflit prennent forme – au début de façon spontanée – des rites, des célébrations, des hommages qui se placent sur un plan différent et alternatif par rapport à la mémoire patriotique de la guerre<sup>18</sup>. À l'occasion des élections politiques de novembre 1919, les socialistes trouvent qu'il est naturel d'apporter en dot leur neutralisme, leur antimilitarisme et leur pacifisme, en un mot, le refus des raisons de la guerre. Mais comme le démontrent les études d'Andrea Baravelli, les libéraux, les nationalistes et les démocrates eux aussi exploitent largement la « sémantique » de la guerre (et de la victoire), l'interventionnisme, la participation aux opérations militaires ou aux initiatives des comités d'assistance<sup>19</sup>. C'est une mémoire publique plurivoque – militaire, laïque et religieuse – avec des acteurs qui parlent des langages différents et à leur façon exclusifs, tous voulant imposer leurs codes rhétoriques et leurs liturgies de célébration. L'expérience et la mémoire du conflit sont véhiculées par les anciens combattants par le biais de leurs associations et de leurs mythes et rites martiaux. Le problème des rescapés est vu comme un problème de classe

dont la solution doit passer par leur « remobilisation » sociale dans le contexte de la démobilisation militaire, ou bien comme une question générationnelle, de groupe, capable de reproduire en temps de paix la camaraderie dans les tranchées. Et l'autre après-guerre – qui n'est pas celui de la mémoire des combattants et des monuments – celui de la crise de l'État libéral, du nouveau statut de l'armée et de ses officiers, de la déception par rapport aux attentes de la guerre et de la victoire militaire, jouera un rôle décisif dans l'avènement du fascisme<sup>20</sup>.

## 2. LA MÉMOIRE DE LA GRANDE GUERRE COMME QUERELLE POLITIQUE

La Grande Guerre n'est en aucune façon neutre, et avec cent ans de recul les historiens se divisent encore entre ceux qui attribuent un sens positif au patriotisme et à la mobilisation culturelle qui a amené l'Italie dans le conflit et ceux, qui, à l'inverse, mettent l'accent sur les victimes, sur les vaincus, sur la subjectivité des fantassins dans les tranchées et des civils. Ces positions sont-elles inconciliables ? Apparemment oui, à partir du moment où le cadre interprétatif qui en sort est bien différent, et qu'on ne pourrait pas comprendre les causes de Caporetto indépendamment des modalités de conduite de la guerre, ni les raisons de Vittorio Veneto sans la résistance sur le Piave qui a suivi la défaite. Sans parler de la complexité des conflits internes, des émeutes de rues, des mécanismes d'adhésion à la guerre et de son refus. Heureusement, *tertium non datur*, toujours ou patriotes ou défaitistes, ou avec l'État ou contre l'État.

Sans aucun doute, la Grande Guerre est un tournant dans l'histoire de l'Italie du XX<sup>e</sup> siècle, elle accélère les processus de modernisation politique et sociale, mais il serait erroné de ne considérer que les aspects étroite-

A l'occasion du 56<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Joseph Garibaldi, les Garibaldiens de l'Argonne ont ranimé la flamme du Soldat inconnu, 1918, Coll. BDIC



ment « humanitaires » ou qui renvoient à la philosophie de l'histoire. Certains historiens soulignent le risque d'une « commémoration anhistorique » incapable de saisir le lien entre le 4 novembre et le 24 mai, entre les modalités qui ont mené à la victoire et les raisons profondes de l'intervention, avec ses pulsions irrédentiste et démocratiques mais aussi avec les aspirations nationalistes et impérialistes.

Le débat public autour de la guerre est aujourd'hui très animé, y compris du point de vue politique. Les fêtes nationales du calendrier civil de l'Italie libérale, fasciste et républicaine n'ont jamais été neutres. Chaque changement institutionnel a amené l'introduction, la suppression ou le déclassement des dates symboliques de notre passé. L'exemple le plus évident nous est donné par le 25 avril et par les polémiques qui accompagnent inmanquablement chaque année la Fête de la Libération. En 1949 le ministre de la Défense Randolfo Pacciardi incita le gouvernement à interpréter le 4 novembre comme *Fête de l'Unité nationale* – avant c'était l'Anniversaire de la victoire de la guerre 1915-1918 ou *Fête de la victoire* – mais aussi *Fête des Forces armées*. Au-delà des raisons contingentes liées au rôle de l'Italie au sein de l'OTAN, aux blessures encore sensibles des frontières orientales, à la nécessité de rééquilibrer, même politiquement, la fête du 25 avril, le choix a été assumé aussi pour remotiver patriotiquement une institution perçue, à tort ou à raison, comme coresponsable, avec le régime fasciste, des défaites militaires de 1940-43.

Lorsqu'il était président de la République, Carlo Azeglio Ciampi a relancé le projet d'une religion civile de la nation, basée notamment sur la réhabilitation du 2 juin. Mais il a aussi attiré l'attention sur la Grande Guerre comme la « dernière pièce du Risorgimento », donc un événement qui fait partie d'une mémoire commune : aussi « commémorer le 4 novembre n'implique aucunement de glorifier la guerre ».

En 2008, à l'occasion du 90<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la Grande Guerre, le maître de cérémonie était le ministre de la Défense, Ignazio La Russa, qui a pris à cœur la célébration du 4 novembre et a mis en place une série d'initiatives liées à l'événement pour « célébrer la Victoire dans la Grande Guerre, et réveiller chez les Italiens les sentiments d'orgueil et d'unité nationale ». Le programme des manifestations se voulut immédiatement imposant. Il commençait par 200 écoles italiennes où, pour expliquer le sens de la Grande Guerre, furent envoyés non pas des historiens, mais des représentants des Forces armées.

Outre les cérémonies traditionnelles du 4 novembre, le week-end suivant étaient prévus des défilés, des expositions, des concerts et des démonstrations militaires et de carabiniers dans vingt-et-une villes italiennes. Trieste ne figurait pas parmi ces villes, alors qu'elle aurait pu avoir une signification patriotique, en revanche y figurait aussi bien Trente que Bolzano, où tous les ans les com-

mémorations créent des tensions avec leur composante germanophone. La Russa, en présentant ces initiatives, fit l'éloge de la *Légende du Piave*, et suggéra au ministre de l'Éducation nationale de l'enseigner et de la faire chanter dans les écoles. Une dépense globale de six millions d'euros fut envisagée, mais La Russa soutint que le montant ne dépassait pas 750 000 euros et que de toute façon ils auraient été demandés en partie aux fournisseurs du ministère sous forme « d'obole pour la Grande Guerre ». Un curieux mécanisme de financement, mais en réalité la Première Guerre mondiale n'était qu'un prétexte. Les militaires sont les premiers à ne pas être convaincus des initiatives du ministère et une petite minorité ne veut pas être instrumentalisée au service d'un dessein de propagande politique.

À cette époque, l'événement survenu dans une école de la province de Padoue qui vit les enseignants refuser de faire participer leurs élèves aux célébrations du 4 novembre organisées par la commune eut les honneurs de la chronique. La motivation officielle était que dans l'organisation était prévue en plus du lever du drapeau, de l'hymne national et des discours des autorités civiles, une messe à la mémoire des victimes, et donc ceux qui pensaient que la religion est un fait privé et qui croyaient que l'école publique doit rester, de par sa nature, laïque, n'auraient pas été respectés. Dans la presse locale la nouvelle circula que la décision de ne pas participer aux célébrations était due à la présence d'élèves immigrés qui n'auraient donc pas été sensibles aux sentiments patriotiques.

Les années suivantes, les cérémonies publiques et les commémorations du 4 novembre sont passées quasi inaperçues, se tenant sur un mode mineur, presque effacé, en réintégrant le rituel canonique des anniversaires. S'il n'y avait pas eu les publicités à la télévision et les couronnes de laurier posées sur des milliers de monuments à la mémoire des victimes, peu de personnes auraient su qu'elles avaient lieu. Les seuls faits notables furent les propositions visant à retirer de la toponymie les rues et les places portant le nom de Luigi Cadorna, premier responsable des massacres des tranchées et d'une conduite militaire imprudente.

Dans l'Italie septentrionale et en particulier dans le Nord-Est, la querelle de la mémoire apparaît aujourd'hui avant tout sur le plan politique dans le conflit avec la Ligue du Nord. Comment concilier le mythe national du Piave et les rites locaux de la Padanie et de la Vénétie qui alimentent le micro-nationalisme de la Ligue ? La contradiction est plus qu'évidente et sur les berges du Piave nous assistons à ce court-circuit entre le niveau national et le niveau local. Aujourd'hui, les patriotes du Piave et de la rhétorique de la Grande Guerre les plus assidus et les plus engagés sont précisément les membres de la Ligue. Les chasseurs alpins en permission qui affluent vers les rassemblements annuels pro-

●●●

- viennent en grande partie de la Padanie et agitent le drapeau tricolore au son de l'*Hymne de Mameli*. Il peut arriver, qu'un des mythes construit par la rhétorique fasciste des années vingt – celui de la «race Piave», qui à l'origine désignait tous les soldats italiens qui avaient résisté depuis Caporetto jusqu'à Vittorio Veneto – soit réinterprété aujourd'hui, par la Ligue et plus généralement par la droite, sous forme identitaire et « raciste ». S'approprier des mythes de la nation, de l'idée de patrie (d'Italie) et du drapeau, permet ensuite de les façonner et de les adapter.

Dans l'Italie méridionale ces distinctions ne sont pas présentes, puisque la Grande Guerre n'a pas eu des répercussions sur le territoire et n'a pas impliqué directement les civils. La querelle entre « local » et « national » est tout à fait absente, aussi parce que le « front interne » n'a pas produit des mémoires publiques dignes d'être relevées. Il est plus facile, en revanche, de trouver des renvois « néobourboniques », nostalgiques du Règne des Deux-Siciles, tant au niveau culturel que politique. Ce n'est pas un hasard qu'il puisse y avoir des accords électoraux étranges entre la Ligue du Nord et les mouvements séparatistes ou autonomistes des régions méridionales.

Au-delà de la marque politique d'un territoire et de son histoire – qui est une histoire nationale de toute façon – les abus de la mémoire publique du 4 novembre rentrent sciemment (et maladroitement) dans la catégorie plus large du révisionnisme. Avec l'avantage qu'ici il n'est pas même nécessaire de se positionner et de se salir les mains, d'être d'un côté ou de l'autre, avec les partisans de Garibaldi ou avec ceux des Bourbon, avec les fascistes ou avec les antifascistes. La victoire finale, mutilée autant qu'on veut, met tout le monde d'accord. À ce stade on en vient à penser à l'importance, *a posteriori*, d'une guerre gagnée, à sa capacité à alimenter la mémoire collective et les mythes nationaux, qui ne sont pas forcément négatifs s'ils vont dans le sens d'une identité italienne pourtant problématique. Lire et interpréter ces mythes n'est pas chose aisée, parce qu'on doit être prêt à les déconstruire, presque à les décomposer et à les sectionner physiquement et sémantiquement, à ne pas les confondre avec des lieux communs élevés au rang de vérités irréfutables.

### 3. VERS LE CENTENAIRE

Aujourd'hui, alors qu'on est en marche vers le Centenaire de la Grande Guerre, une série d'initiatives surtout locales voient le jour. L'histoire se mêle à la mémoire des lieux qui ont été les théâtres du conflit, mais surtout à celles des populations qui ont vécu la Grande Guerre chez elles. Par exemple, en 2004, deux petites communes sur les bords du Piave – Moriago della Battaglia et Nervesa della Battaglia – ont obtenu la médaille d'or

du mérite civil pour les événements de guerre des années 1917-1918. La première, sur la rive gauche, restée pendant un an sous l'occupation austro-hongroise, a connu le drame des réfugiés et de la famine, a été rasée au sol par l'artillerie italienne et une portion de son territoire – connue sous le nom d'« Île des Morts » – a ouvert aux combattants la voie de Vittorio Veneto. La deuxième, sur la rive droite, en juin 1918, a été prise et immédiatement perdue par l'armée impériale lors de la bataille du solstice, ainsi sur son territoire se dressent un immense monument aux morts, qui accueille les dépouilles des morts tombés sur le Piave lors de l'offensive finale, et le monument au héros de l'air Francesco Baracca. La même reconnaissance a été attribuée en 2009 à la commune de Sernaglia della Battaglia.

Le plateau d'Asiago, la zone du Monte Grappa, le Montello, et le Piave, constituent des réalités homogènes même du point de vue géographique, naturel et paysager. Aujourd'hui ces lieux disposent d'une offre diversifiée aux potentialités touristiques énormes, en pouvant compter sur des éléments historiques, paysagers et naturels concentrés sur un petit nombre de kilomètres carrés. Éléments qui peuvent facilement être mis en réseau par le biais de parcours à même de satisfaire des exigences culturelles, didactiques, récréatives et touristiques. Le thème de la Grande Guerre, en s'appuyant sur les objets encore présents, permet de mettre en place des réseaux uniques et de créer des itinéraires que l'histoire a dessinés et que maintenant nous pouvons tous parcourir avec des yeux nouveaux. Les ressources naturelles, unies aux historiques, peuvent alors offrir aux visiteurs une dimension émotionnelle de ces lieux.

Sur ces sites, des parcours didactiques en lien avec la Grande Guerre ont été identifiés, puis équipés, grâce à la mise en réseau, à la récupération et à la restauration des objets manufacturés de la guerre, et de ce qu'il en reste de nos jours, en les faisant dialoguer entre eux. En vue du Centenaire ces parcours représentent une tentative de rassembler l'histoire et la nature, faits de guerre et connaissance du territoire. Le plan de la recherche historique s'entrecroise avec celui de la didactique. Outre les propositions mises en avant par les enseignants et l'offre didactique proposée pour les écoles par les nombreux historiens locaux, le rapport d'interaction se fait avec d'autres organisations et institutions qui ces dernières années s'occupent du thème de la Grande Guerre. Les écoles en particulier tentent de dialoguer avec les musées présents sur le territoire, avec les écomusées sur la Grande Guerre qui sont en train de se constituer, avec les observatoires locaux du paysage qui se mettent en place. Tout cela afin d'élaborer une série de propositions et de parcours didactiques mis à jour et monnayables pour le Centenaire.

En Italie il existe en outre sous la poussière une bibliographie vaste, et sous-évaluée, souvent l'apanage d'édi-

teurs mineurs, sur des petits épisodes militaires et sur des thèmes en apparence à la marge de la Première Guerre mondiale. Il s'agit d'un sous-bois utile, pas tant pour l'organisation historiographique – presque toujours discutable – mais pour les données analytiques. Il faut espérer que ces travaux ne se limitent pas à la reconstruction détaillée des événements, mais qu'ils soient suivis de projets éditoriaux d'anthologies et de synthèses adéquates.

Enfin, pour témoigner du fait que les célébrations du Centenaire sont parties du mauvais pied, il faut citer le concours ouvert en avril 2014 par la région Vénétie et destiné aux écoles primaires et secondaires. En substance il est demandé aux élèves de participer, avec un devoir écrit pour approfondir le thème « 1914 : vers l'entrée en guerre de l'Italie ». Une façon d'approfondir les faits, les personnages, et les mouvements culturels qui ont emmené l'Italie à entrer dans la guerre. En préambule, on spécifie que la Première Guerre mondiale « pour la Vénétie et pour l'Italie a été l'accomplissement du Risorgimento, ainsi qu'un moment fondateur de l'Italie moderne » et que l'initiative a comme finalité de « consolider chez les nouvelles générations le sens de l'État et de l'appartenance à l'État, le concept de Patrie, le sens de la Valeur et de l'éternité des Valeurs authentiques ». Un chef-d'œuvre de rhétorique. Mis à part le fait que présenter la Grande Guerre comme accomplissement du Risorgimento est une violence tant historique qu'historiographique, on ne sait pas très bien quelles sont ces « Valeurs authentiques ». Toutefois, ces paroles ne sont pas surprenantes, puisque le concours a été voulu par un conseiller à l'éducation représentant d'un parti de droite qui a à cœur ces principes.

La présentation qui accompagne la délibération est très significative : « Une année 1914 riche de présences qui font autorité dans le cadre culturel italien et d'initiatives populaires, et donc pas seulement d'élites culturelles occupées à la sensibilisation pour ou contre l'entrée en guerre du jeune État unitaire. Cette période si riche et vivante mérite un approfondissement sur les personnalités qui marquent l'histoire politique, artistique, et culturelle de l'Italie pendant et après la Première Guerre mondiale ; un débat diffus dans tous les milieux et classes sociales italiennes qui contribua à la construction d'une sensibilité populaire commune et trouva un accomplissement immédiatement après la Guerre, quand du nord au sud, ce peuple aux profondes racines régionales, qui s'était connu dans les tranchées, commença à se sentir enfin « Italien ». »

Ce qui est curieux, c'est que le conseil régional qui a approuvé la délibération est présidé par Luca Zaia, un des leaders de la Ligue du Nord, qui en mars 2014 a appuyé un référendum en ligne pour l'indépendance de la Vénétie vis-à-vis de l'Italie. Une consultation pour laquelle – si on s'en tient à ce que disent les organisateurs – auraient voté presque deux millions et demi de Vénitiens, plus de la moitié de ceux qui sont sur les listes électorales. Bien que les données ne soient pas

vérifiables – en réalité un peu plus de 100 000 personnes auraient voté – tous les médias nationaux ont donné beaucoup d'importance à ce référendum et peu de jours après la région a approuvé deux projets de loi sur l'indépendance et l'autonomie de la Vénétie. ■

## Notes

1. *Gli Italiani in guerra. Conflitti, identità, memorie dal Risorgimento ai nostri giorni*, Mario Isnenghi (dir.), vol. III, *La Grande Guerra: dall'intervento alla « vittoria mutilata »*, Mario Isnenghi et Daniele Ceschin (dir.), Turin, Utet, 2008.
2. Giovanna Procacci, « Alcune recenti pubblicazioni in Francia sulla « cultura di guerra » e sulla percezione della morte nel Primo conflitto mondiale » in *Il soldato, la guerra e il rischio di morire*, Nicola Labanca et Giorgio Rochat (dir.), Milan, Unicopli, 2006, p. 107-124.
3. Angelo Ventrone, *La seduzione totalitaria. Guerra, modernità, violenza politica (1914-1918)*, Rome, Donzelli, 2003.
4. Emilio Gentile, *L'apocalisse della modernità. La Grande Guerra per l'uomo nuovo*, Milan, Mondadori, 2008.
5. *Fronti interni. Esperienze di guerra lontano della guerra 1914-1918*, a cura di Andrea Scartabellati, Matteo Ermacora, Felicità Ratti, Naples, Edizioni Scientifiche Italiane, 2014.
6. Fabio Degli Esposti, « Mobilitazione e militarizzazione della società civile durante la Prima Guerra mondiale : il caso di Bologna », in *Militarizzazione e nazionalizzazione nella storia d'Italia*, Piero Del Negro, Nicola Labanca, Alessandra Staderini (dir.), Milan, Unicopli, 2005, p. 135-166.
7. Giovanna Procacci, « La società come una caserma. La svolta repressiva nell'Italia della Grande Guerra », in *Contemporanea*, a. VIII (2005), n° 3, p. 423-445.
8. Matteo Ermacora, *Cantieri di guerra. Il lavoro dei civili nelle retrovie del fronte italiano (1915-1918)*, Bologne, Il Mulino, 2005.
9. Giovanna Procacci, « L'internamento di civili in Italia durante la Prima Guerra mondiale. Normativa e conflitti di competenza », in *DEP. Deportate, esuli, profughe. Rivista telematica di studi sulla memoria femminile*, 2006, n° 5-6, p. 33-66 ; Matteo Ermacora, « Le donne internate in Italia durante la Grande Guerra. Esperienze, scritture e memorie », *ibidem*, n° 7, p. 1-32.
10. Sara Milocco, Giorgio Milocco, « Fratelli d'Italia ». *Gli internamenti degli italiani nelle « terre liberate » durante la Grande Guerra*, Udine, Paolo Gaspari Editore, 2002.
11. Paolo Malni, Fuggiaschi. *Il campo profughi di Wagner 1915-1918*, San Zanizian d'Isenzo, Consorzio Culturale del Molfalconese, 1998 ; Antonio De Cillia, *I Friulani e la Grande Guerra. Dalla polemica sulla « porta aperta » all'intervento. Dall'invasione alle delusioni nel dopoguerra*, Padova, Cleup, 2001 ; Camillo Pavan, *In fuga dai tedeschi. L'invasione del 1917 nel racconto dei testimoni*, Trévise, Camillo Pavan Editore, 2004.
12. Daniele Ceschin, *Gli esuli di Caporetto. I profughi in Italia durante la Grande Guerra*, Rome-Bari, Laterza, 2006.
13. Fabio Caffarena, *Lettere dalla Grande Guerra. Scritture del quotidiano, monumenti della memoria, fonti per la storia. Il caso italiano*, Milan, Unicopli, 2005.
14. Quinto Antonelli, *I dimenticati della Grande Guerra. La memoria dei combattenti trentini (1914-1920)*, Trento, Il Margine, 2008.
15. Fabio Todero, *Morire per la patria. I volontari del « Litorale Austriaco » nella Grande Guerra*, Udine, Paolo Gaspari Editore, 2005.
16. Antonio Gibelli, *L'officina della guerra. La Grande Guerra e le trasformazioni del mondo mentale*, Torino, Bollati Boringhieri, 1991 ; Bruna Bianchi, *La follia e la fuga. Nevrosi di guerra, diserzione e disobbedienza nell'esercito (1915-1918)*, Rome, Bulzoni, 2001.
17. Barbara Bracco, *Memoria e identità dell'Italia della Grande Guerra. L'Ufficio Storiografico della mobilitazione (1916-1926)*, Milan, Unicopli, 2002.
18. Oliver Janz, « Lutto, famiglia e nazione nel culto dei caduti della Prima guerra mondiale in Italia » in *La morte per la patria. La celebrazione dei caduti dal Risorgimento alla Repubblica*, Oliver Janz et Lutz Klinkhammer (dir.), Rome, Donzelli, 2008, p. 63-79.
19. Andrea Baravelli, *La vittoria smarrita. Legittimità e rappresentazioni della Grande Guerra nella crisi del sistema liberale (1919-1924)*, Rome, Carocci, 2006.
20. Marco Mondini, *La politica delle armi. Il ruolo dell'esecuto nell'avvento del fascismo*, Rome-Bari, Laterza, 2006.

# Contemporary Britain and the Memory of the First World War

EMMA HANNA, UNIVERSITY OF GREENWICH, LONDON

In British modern memory the Western Front of 1914-18 has been widely accepted as a symbol for tragedy and suffering. This had a profound effect on the ways in which the First World War has been remembered, and Britain's memory of the conflict has always been contentious. However, as we enter the centenary period there are signs that Britain's contemporary memory of the First World War is beginning to change. At the turn of the millennium it was asserted that in British modern memory the First World War was a 'forgotten victory', and that there are two Western Fronts: the Western Front of literature and popular culture and the Western Front of history.<sup>1</sup> However, in 2014 these views do not reflect the multiplicity of ways in which the nation is commemorating the centenary of the conflict 2014-2018. Indeed, the centenary commemorations provide an ideal opportunity to reassess how the First World War is remembered in contemporary Britain. This article will outline some of the main developments at the start of Britain's centenary commemorations, and explore how elements of the war are being re-represented and re-remembered in contemporary Britain.

The most prominent war-related subject to reach government level in the contemporary period was the 'Shot at Dawn' campaign. In 1992, the Labour politician Andrew Mackinlay re-ignited a debate in the House of Commons which argued that the British Government should issue pardons to the 306 British men who were executed by Courts Martial during the First World War. This proved to be extremely contentious. In February 1993, the Conservative Prime Minister, John Major, rejected the request for pardons, saying that the sentences passed were based

on the values of the time and could not be overturned. However, in 1998, a year after Labour's general election victory under Tony Blair, the 'Shot at Dawn' campaign re-opened the debate in the hope that a Labour government would be more sympathetic to the cause. Indeed, Dr John Reid, Labour's Minister for the Armed Forces, said that 'those executed were as much victims of this war as the soldiers and airmen who were killed in action or died of wounds or disease'.<sup>2</sup> However, a blanket pardon was problematic. Dr Reid surmised that the government 'did not wish, addressing one perceived injustice, to create another [...] eighty years after the events [...] we cannot distinguish those who deliberately let down their country and their comrades in arms, and those who were not guilty of desertion or cowardice'.<sup>3</sup>

In the year 2000 the 'Shot at Dawn' campaign gathered momentum, encouraged by news that the New Zealand government had pardoned five of its soldiers executed between 1916 and 1918. In February a monument to the 306 executed soldiers was unveiled at the National Memorial Arboretum in Staffordshire, and in November campaigners took part in the official Remembrance Day march past London's Cenotaph for the first time. By 2005 the family of Private Harry Farr, who was executed for cowardice at the Somme in 1916, had taken their case against the government to the High Court. While the Ministry of Defence advised against issuing pardons to any executed soldier, in August 2006 the Defence Minister Des Browne cut short a review of the subject and announced that all 306 soldiers would receive a posthumous pardon. On 6 November 2006, members of parliament agreed to the motion, and conditional pardons were issued. In the National Archives, at the front of each available file of British soldiers executed during the conflict, an official certificate confirms that the soldier 'was one of the many victims of the First World War and that execution was not a fate he deserved'.

The emphasis on British soldiers as victims has remained strong in Britain's contemporary memory of 1914-1918. Alan Clark's *The Donkeys* (1961) was one of several published works in the post-1945 era which popularised the idea that the British Army was led by incompetent and out of date generals. Field Marshal Douglas Haig has commonly been portrayed as an inept commander who exhibited callous disregard for the lives of his soldiers, repeatedly ordering tens of thousands of them to supposedly useless deaths at offensives such as the Somme and Passchendaele. Haig's relatively premature death from a heart attack in 1928 meant he was unable to defend his reputation against his wartime detractors, particularly the former Prime Minister David Lloyd-George whose published memoirs launched blistering attacks on Haig. Nevertheless, a monument to Earl Haig was erected in Whitehall and unveiled on Armistice Day 1937.

In the wake of the Second World War, the memory of 1914-1918 began to change. The earlier conflict suffered by comparison to the second which was seen as a 'good' war which had defeated the tyranny of Nazism while suffering proportionately fewer British casualties. By the 1960s Field Marshal Haig had become the ultimate villain of 1914-1918, his character pilloried by a number of historians and also in the satirical 1963 stage play (and later film in 1969) *Oh! What a Lovely War*. At the eightieth anniversary of the Armistice, the *Daily Express* newspaper called for Earl Haig's statue to be removed from Whitehall. The historian Julian Putkowski, a prominent figure in the 'Shot at Dawn' campaign, said that he 'would like to see the statue melted down and the metal used to mint medals for the families of those executed as deserters and mutineers'. Niall Ferguson said 'There is nothing heroic about what Haig did - the heroes were the badly trained Tommies who carried out what were at times completely deranged orders.'<sup>4</sup> Haig's statue remains in place in London, but twelve years later his statue at Edinburgh Castle, once in full public view near the Castle entrance, was moved to a back courtyard at the entrance to the National War Museum.<sup>5</sup> This is perhaps emblematic of the ways in which the British High Command has taken a metaphorical back seat in Britain's modern memory of the First World War.

As Britain approached the centenary period, the British government announced its plans. At a press conference at the Imperial War Museum in October 2012, the British Prime Minister, David Cameron, announced a national programme of commemorative events to mark the anniversaries of the First World War. This programme was to receive £50 million in government funding, and the government

appointed an advisory board to be chaired by the Secretary of State for Culture. This body was tasked with overseeing that programme of national commemorations on specific anniversaries such as the outbreak of war, Armistice Day and major battles such as the Somme and Passchendaele. The facilities at the Imperial War Museum would be upgraded, and funds were allocated for education projects involving every school in England, in addition to a range of local heritage schemes. Making his announcement in front of Paul Nash's wartime painting 'The Menin Road', the Prime Minister underlined that the First World War is 'a fundamental part of [British] national consciousness' and that our duty is 'to ensure that the lessons learned live with us for ever'. He also expressed his hopes that the centenary of the First World War would be an event which unified the country and compared the commemorations with the spirit of the Queen's Diamond Jubilee.<sup>6</sup>

However, a number of First World War specialists were quick to criticise the government's centenary plans. Shortly after David Cameron's announcement, the Western Front Association, a prominent society for First World War study and remembrance, aired their concerns in the national press. While they welcomed the funding and the emphasis on education, the military historians leading the WFA were disappointed 'so little emphasis is placed on the events of the "Hundred Days" of August to November 1918. In that period, in concert with Allied forces, the British Expeditionary Force (which included Australian, Canadian, New Zealand and South African troops, as well as soldiers from other parts of the Empire) won what were, in terms of scale, the greatest military victories in our history.'<sup>7</sup> They underlined that while 'it is right and proper to remember the failures in the earlier part of the War, it is highly appropriate that in the centenary period the United Kingdom should commemorate the battles that won the war. This is not a call for triumphalism, but for proper recognition that the sacrifices of the dead of the First World War were not in vain.'<sup>8</sup>

In March 2013 the House of Lords debated the centenary commemorations. The debate was led by Labour's Lord Clark of Windermere, who said the war was "divisive then and it is divisive now" but that everyone agreed on "the bravery, the courage and the valour of the men who suffered the horror and the deprivations of that war". Lord Clark also warned against triumphalism, underlining that the focus of the government's plans to mark the centenary is on commemoration not celebration. Labour's culture spokesperson, Baroness Jones of Whitchurch, told peers that "we

●●●



*L'inauguration au cimetière de Tyne Cot du monument au mort de l'armée britannique, Meurisse, s.d., Coll. BDIC*

should not allow the commemoration to be commandeered” by associating it with the Queen’s Diamond Jubilee, since “this is about something much darker. We need to find a way to shine a light on the human judgments and failings without taking anything away from the bravery and the sacrifice of the million or more Britons that died.”<sup>9</sup> It is in this vein that anti-war activists and pacifists are challenging the narrative of the official programme marking the centenary of the First World War. The ‘No Glory’ campaign is backed by a number of high-profile supporters, such as the actors Jude Law and Alan Rickman, the musician Billy Bragg, the poet laureate Carol Ann Duffy and the artist Anthony Gormley.<sup>10</sup> The campaign’s supporters reacted against the government’s plans to spend so much money on the centenary, and that ‘Mr. Cameron has quite inappropriately compared these to the “Diamond Jubilee celebrations” and stated that their aim will be to stress our “national spirit”. That they will be run at least in part by former generals and ex-defence secretaries reveals just how misconceived these plans are. [...] In a time of international tension we call on everyone [...] to join with us to ensure that this anniversary is used to promote peace and international co-operation.’<sup>11</sup>

The leading British First World War historian, Professor Hew Strachan, a member of the British government’s centenary committee, also expressed his concerns.<sup>12</sup> Strachan asked ‘what is it we are going to “remember”?’ He emphasised that the centenary ‘must not be Remembrance Sunday writ large. [...] If it simply reworks the familiar themes of remembrance, it will be repetitive, sterile and possibly even boring. If we do not emerge at the end of the process in 2018 with fresh perspectives, we shall have failed.’<sup>13</sup> He called upon universities to provide the framework within which these debates enhance knowledge and understanding – both of the First World War and of war more generally, identifying that ‘the major challenge is to produce an educational legacy that lasts and is more pervasive, originating in the classroom and stimulated by big and new ideas.’ Overall he was worried that ‘the plans for the centenary are still conceptually empty.’<sup>14</sup> Perhaps in response to these concerns, in June 2013 a major call was issued by the Arts and Humanities Research Council (AHRC), in partnership with the Heritage Lottery Fund (HLF), for proposals from consortia of research organisations to support the extensive interest in exploring the World War One and its leg-

acy among communities across the UK. In February 2014 five Engagement Centres were announced, each hosted at the universities of Belfast, Birmingham, Kent, Hertfordshire and Nottingham. The centres will form a part of the First World War Centenary Partnership, led by Imperial War Museums, and will complement other AHRC activities related to the centenary, including its collaboration with the BBC's World War One at Home Project.<sup>15</sup>

The British Broadcasting Corporation (BBC) as national broadcaster is taking a leading role in Britain's centenary commemorations. In October 2013, the BBC announced an unprecedented broadcasting project in its commemoration of the First World War: 2500 hours of programming across all platforms, to be transmitted throughout 2014-18. Certainly 'it is pertinent to consider how commemoration of events key to national identity are [filtered] through broadcaster's preconceptions of audience preferences and their own institutional identities.'<sup>16</sup> One historian has asserted that 'this self-billed "4 year-season" is far more than the BBC's fulfilment of its Public Service Broadcasting charter in the Reithian<sup>17</sup> sense of informing, educating and entertaining. Coming as it does after a tumultuous period of crisis where trust in the BBC has been quantified as declining, and when the corporation remains under extended assault from the competing media that have proliferated in the digital era, the commemorative season is the BBC's attempt to bolster and secure its own place as a repository for public history and public memory.'<sup>18</sup>

It has been suggested that the BBC's four-year-long project is excessive, and that the commemoration will be longer than the war itself. But perhaps the BBC is comfortable doing what it does best because 'war [is] its safe zone'.<sup>19</sup> Nevertheless, television is still the site where the two Western Fronts – one of literature and popular culture, and the other of history – continue to clash. While new programmes are made it remains that televisual output about the First World War still refers back to images and ideas which resonate with the accepted stories of the conflict. Since the 1960s British television programmes about 1914-18 have largely been produced, broadcast and received as memorials, small screen alternatives to stone and bronze.<sup>20</sup> From the landmark epic series *The Great War* (BBC, 1964), British television programmes have continued to be made and broadcast to mark various anniversaries of the war, and the act of making and watching a programme about the conflict is an act of remembrance in its own right. This commemorative impulse - the visceral need to remember the war at

significant points in time - means that small screen representations of the conflict are expressions of grief and consolation which continue to utilise established tropes of remembrance in their visual, aural and historiographical design. The scale of the BBC's commemorative season represents the creation of a new archive of programmes. There are documentaries, debates, dramas, children's programmes, radio series, special editions, commemorative ceremonies and regional content.

The flagship series of the BBC's commemorative programme is *Britain's Great War*, a four part series presented by Jeremy Paxman, broadcast in a primetime slot in January 2014. A BBC press release in October 2013 underlined that the aim of the series was to explore 'how Britain and the lives of British people were transformed by the Great War.' It was designed to attract attention in its content and telling: the emphasis on Britain, *our* story, a story for all our ancestors. Most notably this series shows how television continues to be consumed as a form of public history.<sup>21</sup> The use of Paxman in presenter-mode delivers a 'knowledge brand' – where persona and authority converge to create a particular style of delivery and sense of authorship.<sup>22</sup> The occasional pronouncement from the cantankerous former *Newsnight* anchor, such as his assertion that conscientious objectors were 'cranks', gained for the series additional and predictable attention in the press, and one reviewer said that Paxman 'goes over the top more than the infantry' and described the series as 'a theatrical documentary'.<sup>23</sup> The series received largely positive reviews. The reviewer for the *Spectator* went further in her response, underlining that 'A retrospective of the first world war is not about these people a century ago, but about us. [...] I can't speak for everyone who'll watch this documentary, so I can only say how I felt – a complicated mixture of horror, sadness and... yes, some excitement. There was something galvanising in the air. Might this have been what at first stirred so many people to answer the call to arms? Surely this early exhilaration can't be a total mystery to us, even from our comfortable 21st-century perches?'<sup>24</sup>

In its title, *Britain's Great War* references the BBC's 1964 landmark series *The Great War*, and it is unsurprising that the BBC is once again showing the established national televisual memorial. As a precursor to this the BBC has released extended versions of the veterans' interviews filmed for the original series, titled *The Great War Interviews*. This asserts the veterans' testimonies as *the* oral history of the conflict, especially given that the last surviving veteran of the



- war, Harry Patch, died in 2009. This also places the BBC in the role as custodian of this valuable first-hand material: television has preserved the veterans for posterity, and the authority of the voices of what one historian called 'the nation's grandparents' is still a powerful force weighted with authority of men who witnessed the war first-hand.<sup>25</sup>

British history documentaries are different to those shown on the continent which are more likely feature a small group of historians sitting round a table in a studio discussing a subject. This historian-focused format was attempted by *The Pity Of War* (BBC, 2014) and presented by Professor Niall Ferguson. Ferguson argued that Britain's decision to enter the war was a tragic error, and during the final 30 minutes of the programme he debates these views with some leading First World War historians. Viewers then had the opportunity to interact with the debate via a live blog which ran before, during and after the broadcast, and the audience could join the conversation and voice their opinions on Twitter in real time. This demonstrated how television as public history has, with the help of contemporary social media, started to move towards a less demotic and more democratic model.

A significant number of television dramas and adaptations have already broadcast in the run up to the centenary. British television has produced a number of dramatic series such as *The Village* (ITV, 2012), *Downton Abbey* (ITV, 2011-present) and *Peaky Blinders* (BBC, 2013) which have all featured wartime storylines which resonated with the established themes of loss, futility and trauma. There have also been series which have focused on the war itself. The BBC's *37 Days* (BBC, 2014) was reviewed as 'a political thriller that grippingly uncovers the countdown to war'<sup>26</sup> and *The Wipers Times* (BBC, 2013) was described as 'funny, sad and peculiarly British'.<sup>27</sup> Literature has continued to take a leading role in televisual representations of the First World War. Dramatic adaptations of novels such as *Birdsong* (BBC, 2011) and *Parade's End* (BBC, 2012) have been well received, and *The Crimson Field* (ITV, 2014) a drama about VAD nurses in Belgium in 1915 brought a more female perspective to the foreground. However, with their emphasis on grief and trauma, these programmes continue to feed Britain's long-held modern memory of the First World War in terms of loss and futility.

The centenary has reignited older debates about how Britain remembers the First World War. In January 2014, the Education Secretary Michael Gove wrote an article about the history and memory of the First World War in which he made reference to the only British

comedy about the conflict, *Blackadder Goes Forth* (BBC, 1989). Gove asserted that the conflict was a 'just war' to combat aggression by a German elite bent on domination '[b]ut it's important that we don't succumb to some of the myths which have grown up about the conflict in the last 70 or so years. The conflict has, for many, been seen through the fictional prism of dramas such as *Oh! What a Lovely War*, *The Monocled Mutineer* and *Blackadder* as a misbegotten shambles – a series of catastrophic mistakes perpetrated by an out-of-touch elite.'<sup>28</sup> Mr Gove turned his fire on 'Left-wing academics all too happy to feed those myths by attacking Britain's role in the conflict' and that *Blackadder Goes Forth* shouldn't be shown in history lessons at school. This debate shows that the memory of the First World War is still contentious, and a situation-comedy from 1989 still finds itself in the thick of these arguments.

One of the most contentious centenary activities is Britain's plans to recreate a football match played against German troops to mark the Christmas truce. The alleged fraternisations between British and German troops at certain points along the Western Front at Christmas 1914 remains one of the most poignant memories of the conflict and it is unsurprising that this event catches the public's imagination. The minister in charge of overseeing the commemorations, Andrew Murrison, said he believed football had an important part to play in the centenary commemorations, and that children from the UK and Germany may be involved in any match, or tournament, staged in December 2014. Murrison confirmed that the government has been working with the Football Association and the National Children's Football Alliance and that staging a football match in Belgium on the battlefields where soldiers had briefly put down their weapons was 'a no-brainer in terms of an event that is going to reach part of the community that perhaps might not get terribly entrenched into this. [...] It is clear the Christmas truce is going to be commemorated in a very significant way. It had no real relevance to the outcome of the war but at that deeply, intensely, personal level, it is something that people really do latch on to.'<sup>29</sup> The use of football as a way into encouraging children to study the First World War has been supported by the British Council who have produced an educational resource based around the history of the so-called Christmas Truce.<sup>30</sup> 'Football Remembers', which has been endorsed by Prince William as Patron of the Football Association, has been distributed to many British schools and has been translated into a number of languages. However, some historians are uncomfortable with the ways in which the war is being remembered through the lens of football and have called for the 'brochure' to be withdrawn.<sup>31</sup>

Historians have been keen to publish their work as the centenary period heightens the British public's interest in the First World War. The online book retailer Amazon's website lists that the most popular books about 1914-1918 centre on the reasons why Britain went to war such as Christopher Clark's *The Sleepwalkers: How Britain Went to War in 1914* (2013) and Max Hastings' *Catastrophe: Europe Goes to War 1914* (2014). David Reynolds' *The Long Shadow: The Great War and the Twentieth Century* (2014) is among the most popular for sales which may be due in part to the fact that Professor Reynolds presented a television series of the same name on BBC2 in the autumn of 2014.

British schoolchildren continue to learn about 1914-1918 in both English Literature and History. The National Curriculum for History outlines that at Key Stage 1 (ages 5-7 years) pupils should learn about events which are being commemorated, and the executed British nurse Edith Cavell is featured on the list of 'significant individuals' suggested for study, in addition to people and events in their own localities. By Key Stage 3 (ages 11-14 years) all pupils can learn about the 'First World War and the Peace Settlement' in addition to the history of the Holocaust which is now compulsory.<sup>32</sup> Wilfred Owen's poetry has featured on British exam syllabi since the early 1960s, and Owen's poem 'Exposure' still features in one of the main exam board's syllabus for the General Certificate of Secondary Education (GCSE) which is taken by all 16 year olds in Britain. British school pupils continue to visit museums and the national institutions such as the Imperial War Museums and the National Army Museum ensure that school groups are well provided for with teacher's information packs and activity sheets to be completed during their visits.

The ways in which the First World War has been taught in British schools has for the first time been the subject of academic attention. In 2013, with funding from the AHRC, Catriona Pennell and Ann-Marie Einhaus sought to investigate if the long-held assumption that the First World War was being mis-taught in schools through a reliance on the canonical poetry of writers such as Wilfrid Owen and Siegfried Sassoon. However, Pennell and Einhaus did not find that teachers were peddling the dated view of the conflict which has been dominated by mud, blood and poetry. Nor are happy to show television sitcoms and present them as factual accounts of the war. Some materials, for example *Blackadder Goes Forth*, is being used as a window into deeper, more critical discussions. Overall they found that 'Teachers know how to use material.'<sup>33</sup> This study has shown that in many British schools the time of the

'Two Western Fronts' has passed and the war is now being taught in ways which appreciate the historical and representational complexities of the conflict.

The commemorative impulse is strong in contemporary Britain, and the war is being re-remembered in a number of different ways. The Royal British Legion organised a national 'Lights Out' suggesting that householders turn off their lights between 10pm and 11pm on 4<sup>th</sup> August 2014 – leaving only a single light or candle for a symbolic act of reflection and hope. There is also a greater interest in local histories of towns and villages during the war. A significant number of projects based around the lives of local soldiers are now at work in many areas of Great Britain, suggesting that the centenary is generating an increased interest in the wartime lives of local people and places.<sup>34</sup> Some of the events are re-remembering and recalling established rituals of remembrance, such as the unveiling of new war memorials. On 4<sup>th</sup> August 2014, a contemporary memorial was dedicated at Folkestone, Kent, at a ceremony attended by Prince Harry. Organised by the Folkestone-based educational charity Step Short, the town marked the centenary of the First World War and saw many servicemen and women, and veterans of subsequent wars, mark the occasion. The memorial takes the form of a metal arch which has been placed at the top of the Road of Remembrance, the route taken by the six million troops who passed through the town during the First World War on their way to the troop ship which would take them to France and Flanders. This traditional ceremony was also marked by 3000 red crochet poppies which were attached along the waterfront railings by a local craft group. As part of their centenary programme the Royal British Legion is planting a 'Flanders Field' of poppies by the Menin Gate memorial at Ypres. In a nation-wide mail campaign a cardboard poppy-shaped postcard has been sent to every British household to raise money for the charity. A copy of the wartime poem 'In Flanders Fields' by John McCrae, a verse which helped to establish the significance of the poppy in British culture, is also included.

Poppies are still the most powerful trope of Britain's memory of the First World War. At the Tower of London, an art installation called *Blood Swept Lands and Seas of Red* by ceramicist Paul Cummins offered members of the public to buy one of 888,236 ceramic poppies (for each British casualty) planted in the Tower's moat with the proceeds going to charity.<sup>35</sup> This public art work captured the imagination of the British public. By 11<sup>th</sup> November 2014 over 8 million people had visited what is now regarded as a contem-

●●●



*Les douves du château de Londres recouvertes de 888 200 coquelicots pour chaque soldat britannique mort, août 2014, Wikimedia Commons*

porary, albeit temporary, war memorial. The poppies took centre stage in the marking of the signing of the Armistice on Remembrance Day as the BBC broadcast live the last ceramic poppy being planted shortly before the playing of the Last Post and the two minute's silence at 11am. However, the poppies at the Tower have ignited a debate about nationalism, patriotism and the ways in which Britain should remember 1914-1918. Jonathan Jones, a left-wing art critic writing in *The Guardian* newspaper slated the memorial as 'a fake, inward-looking Ukip-type memorial'. Referring to the right-wing UK Independence Party, which made significant gains in the recent European elections as well as by-elections in Britain, Jones criticized the poppies' 'fake nobility' and asked why were only commemorating British dead and not mourning German, French or Russian casualties. He suggested that a far more fitting memorial would be for the moat of the Tower 'be filled with barbed wire and bones.' A *Daily Mail* journalist was astonished that 'anyone could politicize this magnificent project, any more than someone might quibble with the Cenotaph.'<sup>36</sup> The history of 1914-18 had already been utilised in political debates in the period prior to the referendum on Scottish independence from the United Kingdom, which was held in September 2014. The former Prime Minister John Major was just one of

the public figures who referred to the centenary in his arguments for keeping the Union: 'This year is the 100th anniversary of the First World War. As we honour those who fought together, then would it not be extraordinary if the SNP [Scottish National Party] broke up the most successful union and partnership in all history in any part of the world?'.<sup>37</sup>

British people continue to visit the battlefields of the former Western Front. They are drawn to the old front line in order to visit the last surviving witness to the conflict – the landscape itself. Approximately thirty battlefield tour companies operate from the UK, including Remembrance Travel, a subsidiary of the Royal British Legion, and more operatives are based in France and Belgium.<sup>38</sup> There are numerous published guidebooks, and organizations like the International Guild of Battlefield Guides have been formed to promote best practice in field. The value and importance of visiting the battlefields was certainly a factor in the First World War Centenary Battlefield Tours Programme – a key part of the Government's plans to commemorate the Centenary of the First World War by encouraging two pupils from every British school to visit the battlefields by 2018. Integral to this is the provision of tools to help secondary school pupils to actively engage in genuine

historical enquiries about different aspects of the War. Run by the Institute of Education, the scheme provides free face to face and online CPD sessions focused on teaching and learning about the First World War, which teachers access in the months leading up to their Battlefield Educational Visit to the Western Front.<sup>39</sup>

The centenary period has only just begun. The refurbishment of the First World War Galleries at the Imperial War Museum in London, which reopened in the summer of 2014, was completed at a cost of approximately £40 million. A further £5.3 million has been allocated

to fund two schoolchildren, plus a teacher, from each maintained school in England to visit First World War battlefields in France and Belgium, and to undertake research on local people who fought in the War.<sup>40</sup> In December 2014 there will be numerous events commemorating the Christmas Truce, and a major British supermarket will be basing its advertising campaign for Christmas 2014 around the Christmas Truce. The year 2015 will feature the Gallipoli campaign, the battles of Jutland and the Somme will receive a great of attention in 2016, as will the battle of Passchendaele in 2017. Only time will tell if, by the end of 2018, the British are still arguing over *Blackadder*. ■

## Notes

1. Gary Sheffield, *Forgotten Victory: The First World War, Myths & Realities*, (Headline: 2002); Stephen Badsey, 'Blackadder Goes Forth and the Two Western Fronts Debate', in Graham Roberts & Philip M. Taylor (ed), *The Historian, Television and Television History*, Luton, Luton University Press, 2001, pp.113-126.
2. *The Guardian*, 26<sup>th</sup> July 1998, p.5.
3. *The Guardian*, 26<sup>th</sup> July 1998, p.5.
4. *The Daily Express*, 6<sup>th</sup> November 1998.
5. Jenny Macleod, 'Memorials and Location: Local versus National Identity and the Scottish National War Memorial', *Scottish Historical Review*, Vol.LXXXIX, 1.No.227, April 2010, pp.73-95.
6. 'David Cameron Announces £50 million fund for First World War Commemorations', *The Guardian*, 11<sup>th</sup> October 2012 (<<http://www.theguardian.com/politics/2012/oct/11/david-cameron-fund-world-war-one-commemorations>> - accessed 1/10/14).
7. Press release by the Western Front Association, 2014 - 2018: The WFA responds to the announcement of the Great War commemoration', 20<sup>th</sup> October 2012, (<http://www.westernfrontassociation.com/news/newsflash/2700-2014-2018-the-wfa-responds-to-the-announcement-of-the-great-war-commemoration.html> - accessed 24/09/2014).
8. *Ibid.*
9. 'Peers Look Ahead to WW1 Centenary Plans', Democracy Live, BBC News, 4<sup>th</sup> March 2013.
10. Open Letter, 'No Glory' campaign website (<http://noglory.org/index.php/open-letter/no-glory-in-war-open-letter> - accessed 24/09/14).
11. *Ibid.*
12. Hew Strachan, 'We Must do More than Remember', *The Telegraph*, 11<sup>th</sup> Jan. 2013.
13. *Ibid.*
14. *Ibid.*
15. BBC World War One at Home: <<http://www.bbc.co.uk/programmes/p01nhwgx>> - accessed 24/09/2014.
16. Erin Bell & Ann Gray, *History on Television*, (Routledge, 2013), p.20.
17. John Reith was the BBC's first Director General and his influence on public service broadcasting was so large that his name has been used as an adjective.
18. Rowan Aust, 'The Presentation of the First World War: history, crisis and recovery at the BBC', CATH conference, De Montfort University, Leicester, 4<sup>th</sup> June 2014.
19. *Spectator*, 1<sup>st</sup> February 2014, <<http://www.spectator.co.uk/arts/television/9126702/is-war-the-bbcs-safe-zone/>>.
20. See Emma Hanna, 'A small screen alternative to stone and bronze: "The Great War" (BBC, 1964)', *European Journal of Cultural Studies*, 10.1, pp.89-111 (February 2007) and Emma Hanna, *The Great War on the Small Screen: Representing the First World War in Contemporary Britain*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2009.
21. Jerome de Groot, *Consuming History: Heritage and Historians in Contemporary Popular Culture*, (Routledge, 2009).
22. John Corner, 'Once Upon a Time...': Visual Design and Documentary Openings, pp.13-27 in Erin Bell & Ann Gray (ed), *Televising History: Mediating the Past in Postwar Europe*, Basingstoke, Palgrave, 2010 and Erin Bell & Ann Gray, *History on Television*, London, Routledge, 2013.
23. *Mirror*, 27<sup>th</sup> January 2014, <<http://www.mirror.co.uk/tv/tv-previews/jeremy-paxman-goes-over-top-3064145>>.
24. *Spectator*, 1<sup>st</sup> February 2014, <<http://www.spectator.co.uk/arts/television/9126702/is-war-the-bbcs-safe-zone/>>.
25. Toby Haggith, IAMHIST conference 'It's History but is it True?', Imperial War Museum, October 2004.
26. *Independent*, 6<sup>th</sup> March 2014, <<http://www.independent.co.uk/arts-entertainment/tv/reviews/37-days-tv-review-a-political-thriller-that-grippingly-uncovers-the-countdown-to-war-9174790.html>>.
27. *Guardian*, 12<sup>th</sup> September 2013, <<http://www.theguardian.com/tv-and-radio/2013/sep/12/the-wipers-times-tv-review>>.
28. Michael Gove, 'Why does the Left insist on belittling true British heroes?', *The Daily Mail*, 2nd January 2014.
29. WWI Christmas truce football matches 'to be replayed', 9<sup>th</sup> February 2013, BBC News (<<http://www.bbc.co.uk/news/uk-21393377>> - accessed 24/09/2014).
30. 'Football Remembers': <<https://schoolsonline.britishcouncil.org/content/football-remembers>>.
31. Tweet by Gary Sheffield, July 2014 (<<https://twitter.com/ProfGSheffield/status/485303272316891136>> - accessed 1/10/2014).
32. *National Curriculum in England: History programmes of study*, 11<sup>th</sup> September 2013, Department for Education: <<https://www.gov.uk/government/publications/national-curriculum-in-england-history-programmes-of-study>> (accessed 5/11/2014).
33. 'The First World War in the Classroom: Teaching and the Construction of Cultural Memory' was a study led by Dr Catriona Pennell (University of Exeter) and Dr Ann-Marie Einhaus (University of Northumbria) - <<http://www.intheclassroom.exeter.ac.uk/>> .
34. In the south east of England alone there are a number of projects and exhibitions focussing on local wartime histories. Many of these are being funded the by the Heritage Lottery Fund, for example Screen South's 'Kent in WW1' which is collecting wartime films. The Kent History and Library Centre's exhibition *In Their Own Words* uses soldiers' letters as a way into understanding the war, and a related exhibition of letters at Godinton House (near Ashford) also places the 'voices' of the soldiers at the heart of its wartime story.
35. Tower of London Remembers - <<http://poppies.hrp.org.uk/>>.
36. Robert Hardman, 'Why do the Left Despise Patriotism?', *The Daily Mail*, 30<sup>th</sup> October 2014, p.15.
37. John Major quoted in Simon Johnson, 'Scots have not thought through 'foreigner' independence implications', *The Telegraph*, 10<sup>th</sup> September 2014, (<<http://www.telegraph.co.uk/news/uknews/scottish-independence/11086452/John-Major-Scots-have-not-thought-through-foreigner-independence-implications.html>> - accessed 24/09/2014)
38. <<http://www.greatwar.co.uk/organizations/battlefield-tour-companies.htm#companies>> (accessed 5/11/2014).
39. Institute of Education Battlefield Tours: <<http://www.ioe.ac.uk/research/87073.html>> (accessed 5/11/2014).
40. The contract for the First World War Centenary Battlefield Tours Programme scheme was awarded to the Institute of Education. The programme provides free face to face and online CPD sessions focused on teaching and learning about the First World War, which teachers access in the months leading up to their Battlefield Educational Visit to the Western Front. See <<http://www.ioe.ac.uk/research/87073.html>>.

# Une mémoire en partage ? La Grande Guerre en Irlande

LAURENT COLANTONIO, UNIVERSITÉ DE POITIERS (CRIHAM, EA 4270)

**S**i la participation à la Grande Guerre fait figure d'acte fondateur de l'identité nationale en Australie et en Nouvelle-Zélande, il est moins connu que les soldats des antipodes ont combattu aux côtés d'Irlandais (notamment à Gallipoli), comme eux engagés dans les forces armées de l'Empire britannique. À la différence des Australiens et des Néo-Zélandais, la plupart de ces hommes ne sont pas devenus des héros nationaux. Sur le territoire de l'actuelle république d'Irlande, les combattants et les morts irlandais sont longtemps restés cantonnés aux marges de l'histoire nationale, au point que les écoliers des années 1950-1960 n'en entendaient pas parler en classe. Seuls les unionistes commémoraient avec fierté le sacrifice de leurs aînés de la 36<sup>e</sup> division d'Ulster. Aujourd'hui, à l'heure du centenaire mondialisé de la Première Guerre mondiale, et alors que l'Irlande est entrée dans un cycle de commémorations qui ne s'achèvera qu'en 2023<sup>1</sup>, la réalité est bien différente et le paysage mémoriel largement recomposé. Depuis trois décennies en effet, une profonde reconfiguration du sens donné à l'événement est à l'œuvre, qui doit être appréciée à l'aune des avancées chaotiques du processus de paix en Irlande du Nord.

## LA GRANDE GUERRE : UN FRAGMENT DU PASSÉ IRLANDAIS ?

Pour comprendre les enjeux et les ressorts du tournant des années 1980-2000, on ne peut faire l'économie d'un bref retour sur la participation irlandaise au premier conflit mondial et sur l'émergence, dès les années 1920, d'une mémoire insulaire fracturée et clivée.

En 1912, l'Irlande est au bord de la guerre civile. Les nationalistes, majoritaires, attendent avec impatience l'application du *Home Rule* – l'autonomie politique de

l'île – promise par Londres. Face à eux, les unionistes, concentrés au nord-est, sont farouchement opposés à toute forme d'émancipation vis-à-vis de la Couronne. À la veille de la Grande Guerre, les deux camps ont armé des milices, prêtes à en découdre. L'entrée en guerre désamorce pour un temps cette profonde crise intérieure. Entre 1914 et 1918, quelque 210 000 volontaires<sup>2</sup> – la conscription, instaurée en Grande-Bretagne à partir de février 1916, ne sera jamais étendue à l'Irlande – revêtent l'uniforme britannique. Un loyalisme affirmé tant par les unionistes, en témoignage de la ferveur loyaliste qui les anime, que par les *Home Rulers*, qui ont reçu des autorités britanniques la certitude d'obtenir satisfaction à l'issue du conflit. Ainsi, encouragés par leurs propres dirigeants politiques, les nationalistes fournissent près de 60 % des recrues originaires de l'île<sup>3</sup>. Trois unités irlandaises participent aux combats et subissent de lourdes pertes : la 10<sup>e</sup> division irlandaise, la 16<sup>e</sup> division irlandaise et la 36<sup>e</sup> division d'Ulster, cette dernière ayant pour caractéristique d'être quasi exclusivement composée de protestants unionistes. Au total, entre 25 000 et 35 000 soldats sont tombés au front<sup>4</sup>.

Un événement singulier, survenu en Irlande au printemps 1916, doit encore être rapporté, tant il a ensuite pesé sur le souvenir de la Grande Guerre. Dès l'été 1914, une minorité de nationalistes séparatistes et républicains refuse de participer à l'effort de guerre aux côtés de l'ennemi britannique. Le lundi de Pâques 1916, ces rebelles déclenchent un soulèvement armé à Dublin (*Easter Rising*) ; ils investissent le centre-ville et proclament l'indépendance de la République irlandaise. Écrasés par l'armée britannique et peu soutenus par la population restée fidèle aux promesses de *Home Rule*, les 1 600 insurgés capitulent en moins d'une semaine. Pourtant, en quelques années, les vaincus deviennent des héros. L'ampleur de la répression d'abord, puis le projet d'étendre la conscription à l'Irlande au printemps 1918, ont contribué à ce retournement de faveur à grande échelle. Au sortir de la guerre, l'Irlande est



*The Ulster Tower near the Thiepval Memorial for the missing, CC-BY-SA, Wikimedia Commons*

massivement convertie au séparatisme républicain et à la lutte armée<sup>5</sup>.

Depuis, de quoi a-t-on choisi de se souvenir ? Dès les années 1920, l'engagement irlandais dans la Grande Guerre a donné naissance à deux lectures antagonistes, qui n'ont cessé de se consolider et de se détourner l'une de l'autre, au moins jusqu'aux années 1960.

Dans la partie de l'île qui devient l'État Libre en 1921, la version radicalisée du roman national qui s'impose après la guerre d'indépendance et la guerre civile fait peu cas de la pluralité et de la complexité de la société. Dans ce dispositif patriotique sans nuances, le souvenir de la participation irlandaise à l'effort de guerre trouve difficilement sa place. De nombreux anciens combattants vivent dans une situation d'ostracisme social et d'inconfort, voire de précarité, économique. Ils se voient reprochés, *a posteriori* et hors de toute historicité, leur engagement jugé pro-britannique. Confrontés au dédain affiché d'une partie de leurs compatriotes et à la frilosité des autorités à reconnaître leur sacrifice – il n'y a pas de commémoration officielle des morts de la Grande Guerre dans l'État Libre –, les 100 000 vétérans irlandais se chargent eux-mêmes d'investir l'espace public, d'inventer ou de faire vivre des rituels commémoratifs à travers lesquels ils inscrivent leur histoire négligée dans celle de la lutte pour l'émancipation de l'Irlande<sup>6</sup>. Leur marginalisa-

tion atteint son apogée dans les décennies d'après la Seconde Guerre mondiale. La jeune République, instaurée en 1949, semble frappée d'amnésie collective. Les « poilus » irlandais, qui progressivement disparaissent, sont au mieux poliment ignorés. La « contre-histoire de l'identité irlandaise »<sup>7</sup> qu'ils incarnaient malgré tout ne résiste pas au discours dominant qui, plus que jamais, fait de la Grande Guerre un chapitre de l'histoire britannique, pas irlandaise.

De l'autre côté de la frontière, pour les unionistes d'Irlande du Nord, le sacrifice de la 36<sup>e</sup> division d'Ulster n'a pas cessé d'être commémoré. Engagée dans l'offensive sur la Somme, cette unité paya un lourd tribut en vies humaines ; en une journée, le 1<sup>er</sup> juillet 1916, elle perdit 5 500 hommes. Le martyr collectif de la 36<sup>e</sup> division comme envers du soulèvement de Pâques, le symbole est puissant chez les unionistes. Dès 1921, un mémorial en l'honneur de ses soldats est inauguré à Thiepval, non loin du lieu où s'étaient déroulés les combats. Le monument est la réplique d'une tour qui se trouvait sur un terrain d'entraînement de la 36<sup>e</sup> division, avant son départ pour le continent. La présence de cette tour d'Ulster sur le sol français marque l'« incorporation de ce champ de bataille étranger dans la géographie mentale d'une communauté toute entière »<sup>8</sup>. Depuis, de nombreux rituels, cérémonies, parades annuelles et monuments sont associés au souvenir de la Somme<sup>9</sup>. Pour les unio-

●●●

- nistes, ces commémorations sont l'occasion d'un puissant rechargement identitaire, un moment privilégié d'expression de leur indéfectible loyalisme à la Couronne britannique et à « l'État protestant » nord-irlandais, un temps de ressourcement collectif où le groupe met en scène son unité et sa solidarité.

Dans les années 1980, alors que le conflit armé ensanglante l'Ulster depuis 1968, les façades des quartiers unionistes et républicains de Belfast et Derry se couvrent de centaines de fresques (*murals*), peintes et repeintes, qui « marquent » le territoire. Par leur intermédiaire, les habitants prolongent l'affrontement physique et commémorent leurs histoires respectives. Jusqu'à aujourd'hui, les références à l'insurrection de Pâques 1916 sont très présentes sur les murs républicains, tandis que les unionistes convoquent volontiers la mémoire de la 36<sup>e</sup> division. Un *mural* récent de Belfast propose une intéressante mise en abîme commémorative, puisqu'il représente l'*Ulster Tower* de Thiepval, elle-même déjà érigée en souvenir de la bataille <sup>10</sup>.

### « OUR WAR »<sup>11</sup> : LE TEMPS DES MÉMOIRES RÉCONCILIÉES ?

Dans le même temps où elles charrient encore certaines interprétations en place depuis plusieurs décennies, les années 1980 et 1990 sont marquées par un progressif déplacement du regard porté sur la Grande Guerre, qui a conduit à une étonnante relecture contemporaine de l'événement et de ses acteurs irlandais.

À l'observateur attentif, un premier frémissement est perceptible dans l'espace public au tournant des années 1970-1980. Le destin et les choix des combattants irlandais, morts sur le champ de bataille ou depuis disparus dans un silence assourdissant, sont exhumés par des auteurs tel que le poète Seamus Heaney, qui rend en 1979 un vibrant hommage à l'un de ses prédécesseurs, Francis Ledwidge, à la fois homme de lettres, nationaliste militant et soldat – dans la 10<sup>e</sup> puis la 16<sup>e</sup> division irlandaise –, mort au front, près d'Ypres, le 31 juillet 1917<sup>12</sup>. Quelques années plus tard, la pièce de Frank McGuinness, *Observe the Sons of Ulster Marching Towards the Somme* (1985) connaît un grand succès, notamment à Dublin. Dans les années 1990, la réintégration de la Grande Guerre dans l'histoire et la mémoire nationale a aussi pu répondre à des enjeux européens : le rappel de l'engagement dans la tragédie du début du xx<sup>e</sup> siècle, témoignage d'un passé commun aux Irlandais et à leurs partenaires continentaux, vient renforcer l'ancrage communautaire du « tigre celtique ».

Mais pour les soldats de 14-18, la sortie du *no man's land* mémoriel dans lequel l'Irlande indépendante les avait consignés est d'abord le produit collatéral du processus de paix en Irlande du Nord, amorcé en 1985, relancé en

1994, confirmé quatre ans plus tard par la signature de l'Accord de Belfast (ou Accord du Vendredi Saint). Sans régler tous les problèmes, la fin du conflit armé a ouvert de nouveaux horizons. Si les lignes de front identitaires ne se déplacent que très lentement, la réconciliation est devenue un objectif majeur, affiché par les autorités. Dans cette perspective, à l'échelle de l'île, les soldats du début du xx<sup>e</sup> siècle ont fait l'objet de nouvelles attentions. Parmi les multiples reconfigurations du passé qui ont accompagné les mutations du présent, le souvenir de leur expérience commune au front a été convoqué à la fois pour panser les plaies et penser l'Irlande nouvelle, à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle.

En République d'Irlande, l'inauguration de l'*Irish National War Memorial* d'Islandbridge constitue l'un des premiers jalons du retour en grâce des Irlandais de la Grande Guerre dans l'espace public et politique. Le projet d'édifier un mémorial national en leur honneur avait été étudié dès juillet 1919, avant la partition de l'île, par une commission à majorité unioniste. Après maints rebondissements, le complexe situé aux abords du Phoenix Park, à l'écart du centre-ville de Dublin, ne fut achevé qu'en 1938. Puis, pendant plusieurs décennies, les jardins et les monuments d'Islandbridge ont été livrés aux herbes hautes et aux graffeurs... jusqu'en 1987, quand l'État a décidé la restauration du site, inauguré l'année suivante, soit 50 ans après la date initialement prévue et près de 70 ans après la première évocation officielle du projet. L'histoire de ce mémorial est symptomatique du rapport difficile entretenu par l'État d'Irlande du Sud avec la Première Guerre mondiale<sup>13</sup>. En 1993, autre balise symbolique, Mary Robinson, première femme élue à la Présidence de la République (entre 1990 et 1997), assiste à la messe du 11 novembre en la cathédrale anglicane St-Patrick de Dublin. Avant elle, aucun chef de l'État irlandais n'avait pris l'initiative de briser ce tabou. Elle participe ensuite chaque année à la cérémonie et son successeur, Mary McAleese, lui emboîte le pas à partir de 1997.

Le 11 novembre 1998, le monde commémore le 80<sup>e</sup> anniversaire de l'armistice ; en Irlande du Nord, la paix, encore fragile, a été signée quelques mois plus tôt. Ce jour-là, à Messines, près d'Ypres, non loin du lieu où les 16<sup>e</sup> et 36<sup>e</sup> divisions avaient combattu en 1917, la présidente Mary McAleese, la reine Élisabeth et le roi des Belges, Albert II, inaugurent ensemble la Tour de la Paix de l'île d'Irlande (*Island of Ireland Peace Tower*), dédiée à tous les Irlandais tombés au front. Plus que jamais, le lien est affirmé entre le sacrifice commun pendant la Grande Guerre et le processus de paix contemporain. Tout est pensé dans cette perspective, rien n'est laissé au hasard. La formule assez peu élégante, « *Island of Ireland* », permet de ne pas avoir à distinguer Nord et Sud. La haute tour monastique, emblématique de l'Irlande médiévale, a été choisie car elle a l'avantage de faire réfé-

rence à un héritage chrétien commun, bien antérieur à la Réforme, qui ne soulève les réticences ni des catholiques, ni des protestants. Le texte du *Peace Pledge* (Engagement pour la paix), gravé sur une tablette de bronze à proximité de la tour, entremêle lui aussi les temporalités – Première Guerre mondiale, conflit nord-irlandais, présent de la réconciliation :

« [...] Comme protestants et comme catholiques, nous demandons pardon pour les actes terribles que nous sommes infligés les uns aux autres. Depuis ce lieu sacré du souvenir, où des soldats de toutes nationalités, de toutes obédiences religieuses et politiques ont été réunis dans la mort, nous appelons tous les Irlandais à s'entraider pour bâtir une société de paix et de tolérance. Souvenons-nous de la solidarité et de la confiance qui se sont nouées entre les soldats protestants et catholiques quand ils servaient ensemble dans ces tranchées [...] ».

Ajoutons, enfin, que trois stèles identiques, à droite de la tour, rendent hommage aux trois divisions irlandaises (10<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup> et 36<sup>e</sup>) engagées dans le premier conflit mondial et à leurs morts. La commémoration des morts irlandais de la Grande Guerre, telle qu'elle est proposée au mémorial de Messines, traduit une triple intention : œuvrer au rapprochement et au dialogue entre le Nord et le Sud, accompagner le processus de paix en Ulster et témoigner de l'ampleur du tournant mémoriel en République. Pour l'ancien *Taoiseach* (chef du gouvernement irlandais) Garret FitzGerald, en reconnaissant qu'en ces temps troublés, entre 1914 et 1918, il était également respectable de défendre la cause de l'Irlande en combattant au front ou en participant à l'insurrection de Pâques 1916, l'État irlandais a franchi un cap, il « est arrivé à maturité »<sup>14</sup>.

Depuis 1998, d'autres verrous ont encore cédé. En 2006, la République d'Irlande commémore non seulement le 90<sup>e</sup> anniversaire du soulèvement de Pâques, mais aussi celui de la bataille de la Somme, au mémorial national d'Islandbridge, en présence de la Présidente de la République, du Lord Maire de Dublin et du *Taoiseach*. Un document officiel précise que l'événement « s'inscrit dans un programme d'ensemble qui reflète l'histoire et l'expérience partagées du peuple de cette île, issu de toute les traditions »<sup>15</sup>. Pour l'occasion, la poste irlandaise (*An Post*) émet un timbre reproduisant « la plus unioniste des images »<sup>16</sup> de la Grande Guerre, le tableau de James P. Beadle, souvent repris sur les *murals* protestants de Belfast, qui met en scène la charge de la 36<sup>e</sup> division d'Ulster aux premières heures de la bataille (*Battle of The Somme. The Attack of The Ulster Division, 1 July 1916*). Plus près de nous encore, la reine d'Angleterre participe à l'effort de reconnaissance mutuelle. Du 11 au 20 mai 2011, elle effectue une visite « historique » en Irlande, la première pour un souverain britannique sur le territoire de l'actuelle République depuis Georges V en 1911. Au cours de son voyage, Élisabeth II se recueille successivement



Island of Ireland  
Peace Tower,  
Messines, Belgium,  
Wikimedia  
Commons

au *Garden of Remembrance* (Jardin du Souvenir), espace aménagé à Dublin en 1966 en mémoire de « tous ceux qui ont donné leur vie pour la cause de la liberté de l'Irlande » – en particulier les martyrs de Pâques 1916... mais pas les morts de 14-18 –, puis à l'*Irish National War Memorial* d'Islandbridge. Cet hommage symétrique rendu tout à tour aux rebelles de 1916 et aux soldats de la Grande Guerre, plutôt bien reçu en Irlande, concrétise spectaculairement le principe de « parité d'estime » (*parity of esteem*) qui sous-tend les relectures du passé associées au processus de paix.

Jusqu'aux années 1980, l'historiographie avait également « oublié » l'engagement irlandais au front – hormis celui de la 36<sup>e</sup> division d'Ulster. En 1989, l'historien Roy Foster pouvait encore parler au conditionnel : « La Première Guerre mondiale devrait être envisagée comme l'un des événements décisifs dans l'histoire contemporaine de l'Irlande. »<sup>17</sup> Depuis, un nombre croissant d'études a accompagné la levée de l'amnésie nationale. Keith Jeffery en

● ● ●

- 2000, puis John Horne en 2008, ont souligné la « *révolution historiographique* » qui a bouleversé la donne, même si de vastes chantiers restent à défricher<sup>18</sup>. Hors du champ strictement académique, de solides travaux d'histoire militaire, nourris de précieux témoignages recueillis auprès des derniers survivants, ont assez tôt renouvelé les connaissances sur les trois régiments irlandais engagés au front<sup>19</sup>. À l'université, les études pionnières de David Fitzpatrick ont ouvert la voie aux recherches sur le recrutement des volontaires, les motivations des engagés, la propagande, les civils et l'arrière (notamment à l'échelle locale), etc<sup>20</sup>. Les connexions, longtemps minorées, entre Grande Guerre et *Easter Rising* ont été rétablies ; les deux événements sont désormais plus volontiers pensés comme les pièces différentes d'un même puzzle. Au total, nous disposons d'un tableau à la fois plus complet et plus nuancé, et l'impact général de la guerre sur la société irlandaise s'en est trouvé légitimement réévalué. L'intérêt s'est aussi porté sur les effets socio-culturels du conflit dans l'après-coup, au cours de la guerre d'indépendance, de la guerre civile et, au-delà, jusqu'à nos jours. Le sort réservé aux anciens combattants a

notamment fait l'objet de plusieurs études inédites<sup>21</sup>. Initiés par Keith Jeffery, les travaux portant sur les commémorations (cérémonies, monuments, etc.) et la mémoire de la Grande Guerre nous permettent aujourd'hui de mieux suivre l'histoire si particulière du souvenir de cet événement, en Irlande du Sud comme en Ulster<sup>22</sup>. Enfin, en résonance avec l'évolution générale des discours sur la Première Guerre mondiale, la plupart des ouvrages récents envisagent la période 1914-1918 non plus seulement comme un moment de confrontation binaire et de déchirement (Pâques 1916 *vs* bataille de la Somme), mais aussi comme le temps d'une expérience de souffrances partagées (par les soldats irlandais de toutes origines, par les anciens combattants ensuite), longtemps occultée par les lectures partisans et conflictuelles qui se sont ensuite imposées. Avec, sous-jacent, l'espoir de contribuer, par le renouvellement des savoirs et des interprétations, à la cause de la paix en Irlande du Nord<sup>23</sup>. L'intérêt suscité par la Grande Guerre ne se limite pas aux institutions et aux historiens. En marge des grandes démonstrations de volontarisme politique, certaines initiatives mémorielles plus modestes ou

*Memorial Rose Garden Pond, Irish National War Memorial, Islandbridge, Dublin, Wikimedia Commons*



plus ancrées localement ont rencontré un réel succès public, à l'image de l'exposition « Le comté de Clare et la Grande Guerre 1914-18 », d'abord présentée à Ennis en 1988, et dont les 37 panneaux ont ensuite circulé à travers le comté pendant plusieurs mois. Vingt ans plus tard, une nouvelle exposition a été inaugurée le 11 novembre 2008 pour marquer le 90<sup>e</sup> anniversaire de la fin du premier conflit mondial. Cette fois, une attention particulière a été portée aux objets et à la culture matérielle : on y découvre une baïonnette et son fourreau, des médailles militaires, des bannières de régiments ou encore une pioche ayant servi à creuser les tranchées<sup>24</sup>. De l'autre côté de la frontière, le Somme Heritage Centre a ouvert ses portes en 1994 à Newtownards, en présence de deux vétérans nord-irlandais encore en vie. Ce projet, en partie financé par des fonds locaux, revêt une triple dimension touristique, pédagogique – le visiteur est notamment convié à cheminer dans une tranchée reconstituée – et mémorielle. De ce point de vue, le Somme Heritage Centre est en rupture avec les pratiques commémoratives unionistes plus anciennes, à la seule gloire « protestante » de la 36<sup>e</sup> division d'Ulster, puisque le musée rend hommage à toutes les Irlandaises et tous les Irlandais qui ont participé à l'effort de guerre sur le continent, dans une perspective explicitement intercommunautaire<sup>25</sup>. Dans un cas comme dans l'autre, dans le comté de Clare ou en Ulster, ces événements culturels ont été marqués par le fort investissement des habitants de la région concernée, une implication qui s'est notamment traduite par la résurgence dans l'espace public de traces matérielles jusque-là demeurées très peu visibles, telles que les médailles militaires, prêtées ou données par les familles. Pour l'historien Jason Myers, « le fait que ces gens aient conservé ces médailles au sein de la famille pendant tant d'années illustre le fossé qui longtemps a séparé commémoration publique et commémoration intime [de la Grande Guerre]. Les familles d'anciens combattants honoraient et respectaient le sacrifice de leurs proches, mais pendant des décennies il leur a été impossible d'exprimer de tels sentiments hors de la sphère privée. »<sup>26</sup>

Entre 1914 et 1918, 306 soldats « britanniques », dont 26 irlandais, ont été fusillés au petit matin pour avoir déserté ou fait preuve de lâcheté face à l'ennemi<sup>27</sup>. En 2002, la branche irlandaise de la « Shot at Dawn Campaign » (« campagne pour les fusillés de l'aube ») a été créée dans le but de faire pression pour obtenir la réhabilitation des Irlandais exécutés. Cette mobilisation, tardive si on la compare à son équivalent britannique, issue d'une histoire différente, fournit un indice supplémentaire de la mutation récente des pratiques et des enjeux mémoriels relatifs à la Grande Guerre en Irlande. L'initiative, qui vient « d'en bas », de la société civile, est bien relayée, au Nord comme au Sud : une pétition transfrontalière est signée en 2004 et la cam-

pagne reçoit le soutien décisif du gouvernement de la République et des autorités nord-irlandaises. Londres, qui avait plusieurs fois refusé d'examiner la requête, notamment dans les années 1990, y accède en novembre 2006. Sur proposition du Cabinet, le Parlement britannique accorde une grâce collective, posthume et symbolique, aux 306 fusillés désormais officiellement reconnus comme des victimes du conflit<sup>28</sup>.

## À L'HEURE DU CENTENAIRE

« Commémorer », pour reprendre la définition de Patrick Garcia, « c'est, au nom du passé, s'adresser aux hommes du présent pour exalter ce qui les lie et esquisser leur devenir commun. »<sup>29</sup> En Irlande, la tonalité générale des commémorations à venir sera bien différente de celle qui avait prévalu à l'occasion du cinquantième de la Grande Guerre et du soulèvement de Pâques, marqué par d'autres enjeux et par la prééminence d'interprétations plus clivées<sup>30</sup>. À partir de 2014, il ne fait guère de doute que les principales manifestations s'inscriront dans la continuité des relectures privilégiées depuis le milieu des années 1990. Il n'en reste pas moins que les questions et les débats suscités par le centenaire qui se profile sont nombreux, ce qui n'est pas son moindre mérite<sup>31</sup>.

En Irlande – comme ailleurs ? – les enjeux nationaux continueront d'occuper le devant de la scène commémorative, mais saura-t-on apprécier les événements insulaires des années 1912-1923 à l'aune des réalités européennes, impériales, mondiales dans lesquelles inévitablement ils sont enchâssés, au risque de devoir relativiser certains aspects de « l'exceptionnalisme irlandais » ? À l'inverse, on peut se demander si la fièvre commémorative mondiale qui s'annonce rendra justice aux expériences irlandaises de la Grande Guerre, encore mal connues hors des îles Britanniques.

Par ailleurs, à beaucoup insister sur la remémoration des épreuves partagées par les nationalistes et les unionistes – les combats, les souffrances, la perte... – ne court-on pas le risque de minimiser l'autre face, beaucoup plus conflictuelle, de cette histoire « commune » ? En effet, si les motivations pour s'engager ont pu être multiples, les soldats irlandais n'ont pas délibérément pris le chemin du front pour tisser des liens avec « l'autre », unioniste ou nationaliste. Ils sont d'abord partis dans l'espoir de voir se concrétiser, à leur retour, la promesse faite à « leur » communauté – le *Home Rule* pour les uns, la garantie d'un traitement à part pour les autres. Et à l'issue du conflit, les divisions, les antagonismes entre les deux camps ont repris le dessus, dans des proportions peut-être plus fortes encore qu'avant le déclenchement de la Grande Guerre. Aujourd'hui, en réaction à

●●●

- un discours jugé trop lisse ou trop convergent, il n'est pas à exclure de voir reparaître certains usages nationalistes des commémorations qui pourraient se traduire, en Irlande du Nord, par la célébration de « nos morts » et le désintérêt pour « ceux des autres », comme ce fut largement le cas au moment du cinquantenaire.

Alors, où placer le curseur ? L'enjeu est de taille. Sans perdre de vue l'horizon de la paix et de la réconciliation, il y aurait sans doute fort à gagner à présenter et interroger, précisément et sans détours, à la fois ce qui longtemps a été occulté, dénié, et ce qui, dans le même temps au début du xx<sup>e</sup> siècle, a rendu pour longtemps impossible la construction d'un avenir commun. ■

## Notes

1. La « décennie des centenaires » (*decade of centenaries*) désigne en Irlande la période 2012-2023, jalonnée, chaque année ou presque, par un ou plusieurs centenaires d'importance. Elle s'est ouverte par ceux de la signature de l'*Ulster Covenant* (1912) et du *lockout* de Dublin (1913) ; elle s'achèvera avec celui de la guerre civile. Dans l'intervalle, seront notamment commémorés l'entrée en guerre, l'insurrection de Pâques 1916, la bataille de la Somme, la partition de l'île en 1920, la guerre d'indépendance (1919-21). Deux sites proposent un riche panorama des actions déjà conduites et de celles à venir : < <http://www.decadeofcentenaries.com> > et < <http://irelandwwi.org/> >. Consultés le 16 décembre 2013.
2. Selon l'estimation, soumise à débat mais la plus souvent retenue, de David Fitzpatrick, "Militarism in Ireland, 1900-1922", in Thomas Bartlett et Keith Jeffery (dir.), *A Military History of Ireland*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 379-406.
3. *Ibid.*
4. Keith Jeffery, *Ireland and the Great War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 35.
5. Sur l'insurrection de Pâques 1916, dans une vaste littérature, on retiendra : Charles Townshend, *Easter 1916: The Irish Rebellion*, Londres, Allen Lane, 2005 et Fearghal McGarry, *The Rising. Ireland: Easter 1916*, New York, Oxford University Press, 2010.
6. Jane Leonard, « Survivors », in John Horne (dir.), *Our War. Ireland and the Great War*, Dublin, Royal Irish Academy, 2008, p. 209-223.
7. Jason R. Myers, *A Land Fit for Heroes? The Great War, Memory, Popular Culture, and Politics in Ireland since 1914*, PhD, Chicago, Loyola University, 2010, p. 23 ; < [http://ecommons.luc.edu/luc\\_diss/159](http://ecommons.luc.edu/luc_diss/159) >. Consulté le 17 décembre 2013.
8. Wesley Hutchinson, *Espaces de l'imaginaire unioniste nord-irlandais*, Caen, Presses universitaires de Caen, 2000, p. 205.
9. Cf. Catherine Switzer, *Unionists and Great War. Commemoration in the North of Ireland, 1914-1939. People, Places and Politics*, Dublin, Irish Academic Press, 2007.
10. L'excellent blog d'Alain Miossec recense plus de 400 fresques murales. Plusieurs dizaines d'entre elles (anciennes ou plus récentes, effacées ou entretenues) évoquent soit l'*Easter Rising*, soit la 36<sup>e</sup> division d'Ulster et la bataille de la Somme : < <http://muralssirlandedunord.over-blog.com> >. Consulté le 17 décembre 2013.
11. « Notre guerre ». Pour reprendre le titre évocateur du livre suivant : John Horne (dir.), *Our War...*, op. cit.
12. Seamus Heaney, « In memoriam Francis Ledwidge », in Seamus Heaney, *Field Works*, Londres, Faber, 1979, p. 130-131.
13. Sur l'histoire, aujourd'hui bien documentée, de ce mémorial, cf. Fergus A. Darcy, *Remembering the War Dead: British Commonwealth and International War Graves in Ireland since 1914*, Dublin, Stationery Office, 2007, p. 172-193 ; Keith Jeffery, *Ireland and the Great War...*, op. cit., p. 109 et suiv. ; Jason R. Myers, *A Land Fit for Heroes?...*, op. cit., p. 94-102.
14. Garret FitzGerald, *The Irish Times*, 14 novembre 1998, cité par Keith Jeffery, *Ireland and the Great War...*, op. cit., p. 142.
15. *1916 Commemorations - Battle of the Somme*, < [http://www.taoiseach.gov.ie/attached\\_files/Pdf%20files/1916Commemorations-BattleOfTheSomme.pdf](http://www.taoiseach.gov.ie/attached_files/Pdf%20files/1916Commemorations-BattleOfTheSomme.pdf) > Consulté le 17 décembre 2013.
16. Catherine Switzer, *Unionists and Great War...*, op. cit., p. 155.
17. Roy F. Foster, *Modern Ireland, 1600-1972*, Londres, Allen Lane, 1988, p. 471.
18. Keith Jeffery, *Ireland and the Great War...*, op. cit., p. 1 et 155-156 ; John Horne (dir.), *Our War...*, op. cit., note 1, p. 278.
19. Philip Orr, *The Road to the Somme. Men of the Ulster Division Tell Their Story*, Belfast, Blackstaff Press, 1987 ; Terence Denman, *Ireland's Unknown Soldiers: the 16<sup>th</sup> (Irish) Division in the Great War, 1914-1918*, Dublin, Irish Academic Press, 1992 ; Tom Johnstone, *Orange, Green and Khaki: the Story of the Irish Regiments in the Great War, 1914-1918*, Dublin, Gill and Macmillan, 1992.
20. David Fitzpatrick (dir.), *Ireland and the First World War*, Dublin, Trinity History Workshop, 1986. Pour le reste, plutôt qu'une longue et fastidieuse énumération, je renvoie au panorama historiographique dressé par K. Jeffery (*Ireland and the Great War...*, op. cit., « Bibliographical essay », p. 144-156), lui-même avantageusement complété, notamment pour les années 2000-2013, par les bibliographies en ligne : < [http://www.firstworldwarstudies.org/?page\\_id=893](http://www.firstworldwarstudies.org/?page_id=893) > (site de l'International Society for First World War Studies) et < <http://www.irelandwwi.org/Reading.html> >. Consultés le 17 décembre 2013.
21. Sur ce thème, cf. en particulier les travaux de Jane Leonard.
22. Quelques jalons seulement : Keith Jeffery, « The Great War in modern Irish memory », in T.G. Fraser et Keith Jeffery (dir.), *Men, Women and War*, Dublin, Lilliput Press, 1993, p. 136-157 ; Nuala Johnson, *Ireland, the Great War and the Geography of Remembrance*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003 ; Catherine Switzer, *Unionists and Great War...*, op. cit. ; Jason R. Myers, *A Land Fit for Heroes?...*, op. cit.
23. Keith Jeffery, *Ireland and the Great War...*, op. cit. ; Adrian Gregory et Senia Pašeta (dir.), *Ireland and the Great War: A War to Unite Us All?*, Manchester, Manchester University Press, 2002 ; John Horne (dir.), *Our War...*, op. cit.
24. Jason R. Myers, *A Land Fit for Heroes?...*, op. cit., p. 271-272 ; « 90 Years On - County Clare and the Great War », < [http://www.aughty.org/pdf/clare\\_greatwar.pdf](http://www.aughty.org/pdf/clare_greatwar.pdf) >. Consulté le 14 avril 2014.
25. David Officer, « Re-presenting war: the Somme Heritage Centre », *History Ireland*, vol. 3, 1995, n° 1, p. 38-42. Sur le site de la Somme Association, qui gère le centre, on peut lire que l'accent est mis sur « le potentiel de cette histoire en partage comme vecteur de réconciliation, de meilleure compréhension mutuelle et d'amélioration des relations intercommunautaires et transfrontalières ». < <http://www.irishsoldier.org/museum.htm> >. Consulté le 14 avril 2014.
26. Jason R. Myers, *A Land Fit for Heroes?...*, op. cit., p. 275.
27. Stephen Walker, *Forgotten Soldiers: The Irishmen Shot at Dawn*, Dublin, Gill & Macmillan, 2007.
28. *Armed Force Act*, 2006, section 359 : « Pardons for servicemen executed for disciplinary offences: recognition as victims of the First World War », < [http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2006/52/pdfs/ukpga\\_20060052\\_en.pdf](http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2006/52/pdfs/ukpga_20060052_en.pdf) >. Consulté le 14 avril 2014.
29. Patrick Garcia, *Le Bicentenaire de la Révolution française. Pratiques sociales d'une commémoration*, Paris, CNRS, 2000, p. 23.
30. L'historiographie s'est récemment emparée du sujet : Mary Daly et Margaret O'Callaghan (dir.), *1916 in 1966: Commemorating the Easter Rising*, Dublin, Royal Irish Academy, 2007 ; Roisin Higgins, *Transforming 1916. Meaning, Memory and the Fiftieth Anniversary of the Easter Rising*, Cork, Cork University Press, 2012 ; Mark McCarthy, *Ireland's 1916 Rising. Explorations of History-Making, Commemoration and Heritage in Modern Times*, Londres, Ashgate, 2012.
31. John Horne et Edward Madigan (dir.), *Towards Commemoration. Ireland in War and Revolution, 1912-1923*, Dublin, Royal Irish Academy, 2013.

# Un centenaire pas si paisible. Le Canada face à la Grande Guerre

MOURAD DJEBABLA, COLLÈGE MILITAIRE DU CANADA (KINGSTON)

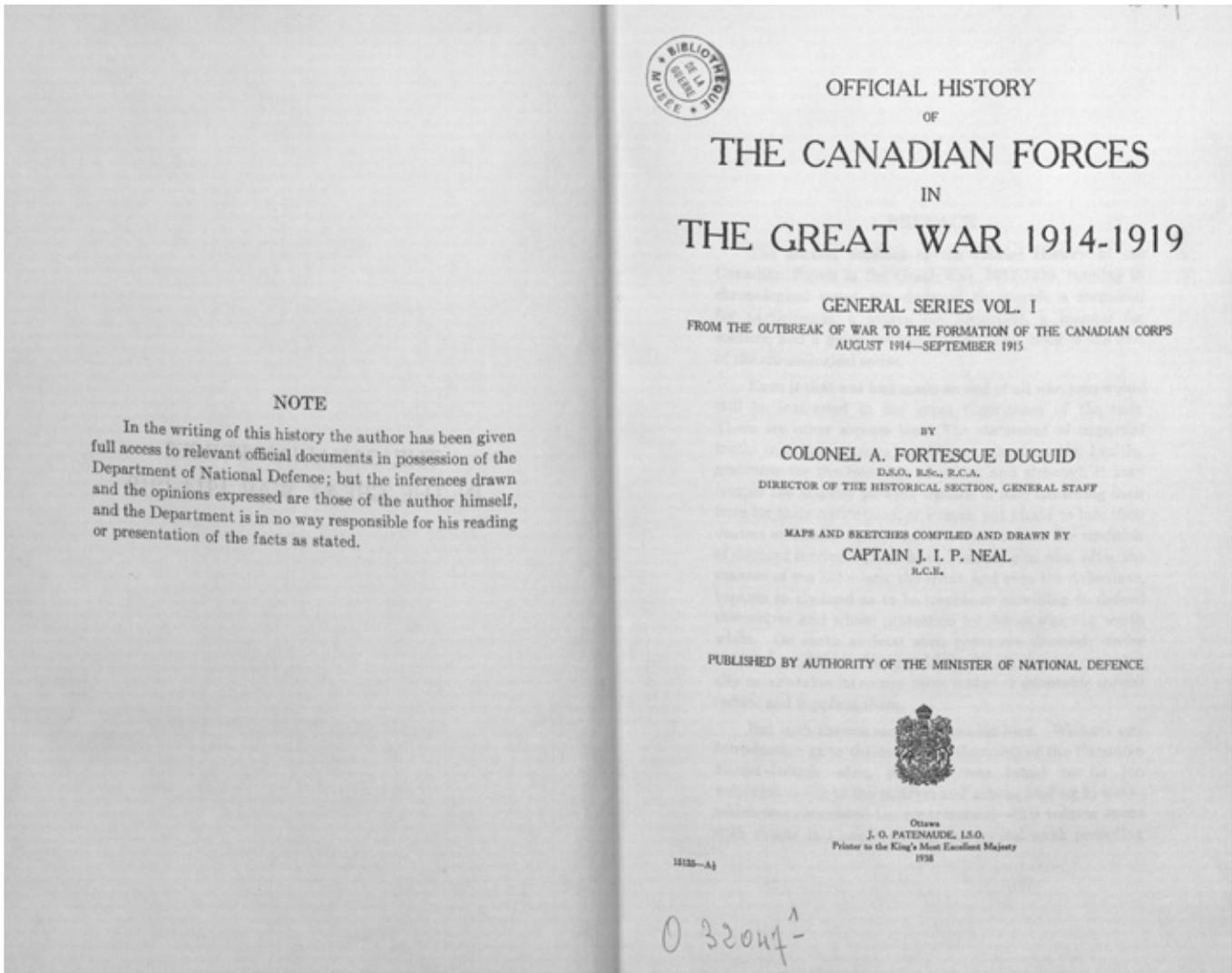
**L**e centenaire de la Grande Guerre est l'occasion, pour l'ensemble des anciens belligérants, de renouer avec un passé dont l'impact fut important au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Si, avant 1914, le Canada n'était qu'un *Dominion* de l'Empire britannique entraîné automatiquement dans le conflit par Londres, le 3 août 1914, après 1918 et l'expérience des tranchées, le Canada évolua vers le statut de Nation au sein d'un *Commonwealth* britannique. Événement politique central pour l'émergence d'un idéal national canadien, la Grande Guerre fournit au Canada sa bataille fondatrice avec Vimy, en avril 1917, première victoire du conflit proprement canadienne dans son exécution. Vimy... de ce jour et de ce lieu date une ère nouvelle pour le Canada : c'est en quelques mots ce que retient la mémoire canadienne promue par les élites. En d'autres termes, le Canada a su faire de la Première Guerre mondiale un fait fondateur ou un *Canadian Nation Building Event*.

Mais la Grande Guerre ne fut pas aussi unificatrice comme veut le laisser entendre la mémoire officielle canadienne définie dans les années 1920-1930. Avec la problématique culturelle, le conflit de 14-18 rappela toute la complexité de la société canadienne, que ce soit avec la donne canadienne-française, peu intéressée à un conflit d'abord vu comme « européen » et qui l'amena à se désintéresser du recrutement puis à s'opposer à la mise en place de la conscription en 1917-1918, ou avec la présence de Canadiens dits « étrangers d'origine ennemie » contre qui le gouvernement prit des mesures d'internement et de contrôle.<sup>1</sup> La guerre de 14-18 a laissé des traces bien complexes au Canada qui ont influencé l'évolution même du pays au cours du XX<sup>e</sup> siècle. De cette histoire vécue, la mémoire nationale canadienne unitaire du 11 novembre a tenté d'en gommer les aspects diviseurs.

## UNE COMMÉMORATION COMPLEXE À ABORDER

Le rapport des Canadiens à la Première Guerre mondiale est bien particulier parmi les anciens belligérants puisqu'au sein d'un même pays et d'une même population, l'événement peut être abordé différemment suivant le groupe qui se remémore les faits : il peut être vu comme un événement fondateur avec l'action des combattants outre-mer, mais il est aussi un événement responsable de divisions profondes au pays. Cette complexité pour aborder l'événement a influencé l'historiographie canadienne de la Grande Guerre : c'est d'abord en anglais que la Première Guerre mondiale s'écrit au Canada, tandis que les quelques études en français tendent à mettre en lumière la sempiternelle blessure du temps de guerre : la conscription.

Au-delà de l'histoire, c'est la mémoire du conflit aussi qui a été définie différemment suivant le groupe qui la porte. C'est très tôt que s'est posée la question de savoir comment définir la mémoire de ce conflit. Cela a été l'objet, dans les années 1920-1930, de la mise en place et de la définition de la mémoire officielle canadienne de 14-18 autour de la cérémonie du 11 novembre. Dans ce cas, c'est la figure de l'ancien combattant canadien qui a émergé, retenu comme l'artisan d'un fait canadien, celui qui, au-delà de ses origines culturelles ou communautaires, a su représenter le Canada aux côtés des grandes nations européennes face à un ennemi commun. Pour les groupes, comme les Canadiens français, qui ne s'y reconnaissaient pas en n'y retrouvant pas leur propre rapport tendu aux années 14-18, ce fut le choix de l'oubli. Si « je me souviens » est la devise du Québec, les anciens combattants canadiens-français ont longtemps été délaissés par les leurs. Il y a un élément précis de la guerre de 14-18 qui a été retenu par la mémoire nationale canadienne comme le fondement moderne de la Nation canadienne, c'est celui de ce qui devint la « mythique » bataille de Vimy. A travers les ans, l'interprétation nationale de Vimy s'est affirmée



NOTE

In the writing of this history the author has been given full access to relevant official documents in possession of the Department of National Defence; but the inferences drawn and the opinions expressed are those of the author himself, and the Department is in no way responsible for his reading or presentation of the facts as stated.



OFFICIAL HISTORY  
OF  
THE CANADIAN FORCES  
IN  
THE GREAT WAR 1914-1919

GENERAL SERIES VOL. I

FROM THE OUTBREAK OF WAR TO THE FORMATION OF THE CANADIAN CORPS  
AUGUST 1914—SEPTEMBER 1915

BY

COLONEL A. FORTESCUE DUGUID  
D.S.O., R.S.C., R.C.A.  
DIRECTOR OF THE HISTORICAL SECTION, GENERAL STAFF

MAPS AND SKETCHES COMPILED AND DRAWN BY

CAPTAIN J. I. P. NEAL  
R.C.E.

PUBLISHED BY AUTHORITY OF THE MINISTER OF NATIONAL DEFENCE



Ottawa  
J. O. PATENAUDE, L.S.G.  
Printer to the King's Most Excellent Majesty  
1938

1938-A4

0 32047

Fortescue A.  
Duguid, *Official  
History of the  
Canadian Forces  
in the Great War  
1914-1919*, Patenaude,  
Ottawa, 1938, Coll.  
BDIC

comme un exemple de fait fondateur canadien et en est venu à symboliser la participation du Canada à la Grande Guerre. Vimy est en quelque sorte aux Canadiens ce que Verdun est aux Français : une bataille d'où émergea un idéal national face à un même ennemi. Cependant, à la différence de Verdun dont il s'agissait pour les Français de défendre le sol menacé, Vimy est plutôt le théâtre de l'affirmation de la valeur du Canada à mener ses hommes pour l'obtention d'une victoire, un Canada accomplissant un grand fait quand ses hommes sont unis pour un même but.

Au regard néanmoins de l'expérience difficile de la Première Guerre mondiale pour les Québécois francophones, Vimy ne possède pas cette même aura symbolique et demeure méconnu, au contraire de la crise de la conscription qui les marqua plus profondément en 1917-1918. En cette période de centenaire de la Grande Guerre, plus que pour aucun autre pays, tous ces éléments vont permettre de démontrer combien les choix

faits par le Canada pour commémorer le premier conflit mondial vont être porteurs de sens et pourront être l'objet de critiques suivant le groupe culturel qui les interprétera au regard de sa propre expérience de l'histoire.

### L'HISTORIOGRAPHIE DE LA GRANDE GUERRE : UNE QUESTION COMMUNAUTAIRE ?

Du point de vue de l'historiographie canadienne, l'expérience « plurielle » de la Première Guerre mondiale a influencé la manière dont les historiens anglophones et francophones traitaient ou non de la guerre. De prime abord, ce qu'il faut noter, c'est qu'à l'exemple d'une armée canadienne qui fut en grande majorité anglophone, c'est en anglais que la Grande Guerre s'étudie et s'écrit d'abord. Peu avant la Deuxième Guerre mondiale, le colonel Fortescue Duguid, du Ser-

vice Historique de l'armée canadienne, voulut publier la première histoire officielle canadienne de la guerre de 14-18. Son but était alors de produire huit volumes. Seul le premier vit néanmoins le jour, en 1938. Publié en anglais, une traduction française fut faite en 1947. Le nouveau conflit qui éclate en 1939 interrompt ce projet.<sup>2</sup> Ce n'est qu'après 1945 que l'historien militaire Gerald Nicholson, également du Service Historique de l'armée canadienne, publia *Canadian Expeditionary Force : 1914-1919*.<sup>3</sup> Il s'agit pour le Canada de sa première histoire officielle complète et exhaustive de son engagement dans la Grande Guerre. Il fallut attendre 1963 pour disposer d'une traduction en français.<sup>4</sup>

Par la suite, les grands noms d'historiens canadiens de la Première Guerre mondiale sont des anglophones, que l'on pense à Desmond Morton, le principal, ou Jack Granatstein. Leurs études offrent une approche socio-militaire de l'engagement canadien dans le conflit de 1914-1918. C'est alors l'effort de guerre canadien et la vie du soldat, de son enrôlement jusqu'à sa vie au front, qui retiennent l'attention de ces historiens.<sup>5</sup>

C'est d'abord en anglais que l'histoire de la Grande Guerre s'est écrite au Canada face à ce qui semble être un désintérêt des chercheurs francophones canadiens pour la Grande Guerre et les conflits en général. La population francophone ne dispose ainsi pas de base pouvant lui permettre d'aborder le premier conflit mondial à partir de ses balises. L'année 1974 marque néanmoins un tournant dans l'histoire militaire canadienne avec la création de la section francophone au sein du Service historique de la Défense nationale, ce qui a donné les moyens aux chercheurs de mettre en lumière de manière plus spécifique la place du Canada français dans l'histoire militaire canadienne.<sup>6</sup> Serge Bernier a été le premier à entreprendre un travail de traduction visant à rendre accessible à la population francophone les ouvrages d'histoire militaire. Mais le fait demeure que la plupart des études de référence en français ne sont en général que des traductions de travaux en anglais.

La plupart des études sur la Première Guerre mondiale d'historiens francophones québécois ont suscité peu d'engouement dans les années 1970-1980, même si ces dernières se détachaient de la simple histoire militaire pour rendre compte de son impact sur la société civile. Certaines de ces études sont malheureusement aujourd'hui pratiquement oubliées car le relais vers la population demeurait difficile avec une mémoire québécoise se détournant du fait militaire d'où elle ne réussissait pas à s'individualiser d'un tout canadien. Parmi ces études des années 70-80, citons *Les Camps de détention au Québec durant la Première Guerre mondiale*, de Jean Laflamme<sup>7</sup>, qui soulève le problème de l'enfermement des « étrangers » allemands et austro-hongrois au Québec durant la guerre, ou encore *Le Québec, le*

*Canada et la guerre : 1914-1918* de Gérard Filteau.<sup>8</sup> Ce dernier s'intéresse à l'impact politique et ethnique de la Première Guerre mondiale au Canada avec le problème du recrutement chez les Canadiens français et la crise de la conscription. Ces problèmes sont abordés comme des preuves du désintérêt des francophones pour le conflit de 14-18 outre-mer. Il est intéressant de noter qu'au Québec, les études sur l'aspect purement militaire du conflit sont inexistantes de la part d'historiens québécois francophones et, plutôt que d'y voir une quelconque tradition antimilitariste comme Serge Mongeau a pu le prétendre<sup>9</sup>, c'est, comme le souligne Robert Comeau, « [...] parce que plusieurs historiens croient que faire de l'histoire militaire, ça serait faire la promotion de l'unité canadienne.<sup>10</sup> » Les historiens québécois francophones ont d'abord voulu retrouver le vécu canadien-français de la Grande Guerre. Cette approche historique, taxée de « communautariste », se concentre alors sur la conscription qui occupe une place importante dans la mémoire québécoise.

Depuis la fin des années 1980, alors qu'on en venait à se demander si les Canadiens français avaient porté l'uniforme kaki en Europe, une nouvelle génération d'historiens québécois, à l'exemple de Jean-Pierre Gagnon avec son étude sur le 22<sup>e</sup> bataillon canadien-français<sup>11</sup>, tente de se dégager de la sempiternelle question de la conscription en sortant de l'ombre la contribution militaire canadienne-française à la Grande Guerre. Ce travail a été encouragé par un groupe d'historiens québécois, autour de Robert Comeau et de Serge Bernier, qui ont promu l'histoire militaire au Québec dans les années 1990 et début 2000 afin de rappeler la place des francophones canadiens dans les conflits mondiaux. Cet exercice historique s'inscrit dans le contexte de la mondialisation où plusieurs groupes rappelèrent leurs spécificité face à un tout niveleur. Nous sommes au temps du travail des *Lieux de mémoire* de Pierre Nora. Au Québec, ce travail a été relégué par la mise en place, dans les années 2000, d'une maison d'édition québécoise se spécialisant dans l'histoire militaire : Athéna éditions. Outre une entreprise de traduction d'étude en anglais, l'éditeur propose également, depuis un peu moins d'une décennie, de publier des récits et témoignages de combattants canadiens-français de la guerre de 14-18, ce qui permet de « corriger » la perception populaire de francophones canadiens étrangers au premier conflit mondial.<sup>12</sup> Si les historiens canadiens francophones ont mis du temps à s'intéresser à la Grande Guerre, c'est qu'ils relèvent d'une société qui, même indirectement, les influence sur leurs choix d'études.

•••



Official Photographs taken on the Front in France. Original Members still serving with a Canadian Infantry Brigade, 1917, Coll. BDIC

## LA BATAILLE DE VIMY, L'ACTE DE FONDATION DE LA NATION CANADIENNE ?

Dès les années 1920-1930, la mémoire canadienne de la Première Guerre mondiale s'est définie autour de la figure de l'ancien combattant, l'artisan d'un fait canadien en Europe, dans une dialectique unitaire. L'expérience douloureuse des Canadiens français au pays avec la conscription étant censurée, seule est évoquée une expérience nationale canadienne unitaire qui s'est cristallisée très tôt autour de souffrances et de victoires communes lors de l'épisode de Vimy, en avril 1917.

Dans le cadre de la grande offensive Nivelle du printemps 1917, il fut confié aux seules divisions canadiennes de s'emparer de la crête de Vimy, dans la région d'Arras, chose qu'ils firent grâce à une préparation méticuleuse sous le commandement d'Arthur Currie, pendant que les Français échouaient au Chemin des Dames. Du 9 au 12 avril 1917, l'offensive canadienne est victorieuse, il s'agit d'ailleurs du seul succès de cette grande offensive alliée de 1917, même si, pour le général Nivelle, le secteur de Vimy n'occupait qu'une place mineure dans ses plans. Sur les quelques 81 000 soldats canadiens engagés, les pertes sont énormes.<sup>13</sup> Bien plus qu'une simple victoire militaire, la bataille de la crête Vimy est retenue comme un exemple de la bravoure et de l'effort du Canada dans le conflit. Vimy constitue l'an 0 d'une conscience nationale canadienne.

En juillet 1936, à l'occasion de l'inauguration du mémo-

rial de Vimy, Alexandre Ross, président de la Légion canadienne et ancien officier du 28<sup>e</sup> bataillon qui participa aux combats sur la crête, déclare : « c'était tout le Canada de l'Atlantique au Pacifique qui passait. J'ai pensé alors... que pendant ces quelques minutes, j'assistais à la naissance d'un pays.<sup>14</sup> » D'autres vétérans soutiennent à propos de la victoire de Vimy : « lorsque nous sommes montés à l'assaut de Vimy Ridge, nous l'avons fait comme Terre-Neuviens ou Néo-Ecossais, nous en sommes redescendus Canadiens.<sup>15</sup> » Nous retrouvons là des éléments qu'Ernest Renan prêtait à la Nation au cours de son discours prononcé à la Sorbonne en 1882 sur le thème « Qu'est-ce qu'une nation ? » : « Un passé héroïque, des grands hommes, de la gloire..., voilà le capital social sur lequel on assied une idée nationale. Avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent; avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà les conditions essentielles pour un peuple... Une nation est donc une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits... »<sup>16</sup> Cette dialectique nationale de la bataille de Vimy est encore soutenue aujourd'hui par les principaux historiens militaires canadiens tels que Jack Granatstein ou Desmond Morton. Ce dernier reconnaît d'ailleurs que « pour les Canadiens, la crête de Vimy fut l'une de ces expériences sur lesquelles s'identifie une nation.<sup>17</sup> » Quand ce mythe s'est-il mis en place?

En avril 1915, la deuxième bataille d'Ypres vint offrir



un premier fait d'armes canadien en stoppant l'avance allemande faite à la suite de la première utilisation des gaz sur le front occidental. C'est d'ailleurs dès la guerre qu'une commémoration se mit en place pour honorer en 1916-1917 cet exploit. Le conflit n'en était néanmoins qu'à ses débuts et Ypres fut par la suite dépassé par d'autres batailles et en particulier par celle de Vimy qui en vint à symboliser la place prise par le Canada dans la Grande Guerre.

Dans les années 1920, quand il s'est agi pour la Commission canadienne des mémoriaux de champs de bataille de mettre en place des cimetières sur les divers lieux d'affrontements en France et en Belgique, la question d'un monument commémoratif canadien pour l'ensemble des morts et disparus du conflit de 14-18 se posa. Le choix de Vimy s'imposa mais non sans des réserves de la part d'Arthur Currie. Dans la brochure-souvenir de la Commission, on pouvait lire : « [Vimy ne fut pas] le plus grand fait d'armes du Corps d'armée canadien, ni quant au résultat ni quant à l'importance stratégique, mais c'est là que le corps d'armée combattit pour la première fois en tant qu'unité et, comme ses éléments provenaient de toutes les régions du pays, on peut considérer que c'est à Vimy que notre jeune pays entra en guerre pour la première fois.<sup>18</sup> »

Plus que l'aspect victorieux, c'est l'élément œcuménique qui est retenu, celui de Canadiens venus d'un océan à l'autre combattre un même ennemi. A propos de la bataille de Verdun, Antoine Prost souligne que

« les grandes batailles demeurent dans la mémoire des peuples, et d'abord celles où s'affirme l'identité nationale...<sup>19</sup> » En tant qu'opération militaire, Vimy a été transformé au Canada en un symbole cristallisant la mémoire nationale canadienne en un lieu historique qui se rattache aux hauts faits d'armes des seules divisions canadiennes. A la différence de Verdun qui fut une volonté d'arrêter l'agresseur, Vimy, en tant qu'offensive de soldats canadiens, répond à une dialectique d'action, de dynamisme et d'héroïsme. Voilà des valeurs intéressantes pour un Canada qui, par l'entremise de la Première Guerre mondiale, voulut mettre en avant ses prétentions autonomistes à l'égard de la métropole anglaise.

L'historien Jonathan Vance souligne que durant les années 1920, pour le Canada anglais en tous cas, le thème de Vimy devint un sujet populaire dans la poésie canadienne avec notamment le thème de la « naissance d'une nation » : « with the provinces represented by battalions from across the country working together in a painstakingly planned and carefully executed operation, the Canadian Corps became a metaphor for the nation itself. This allowed the battles to be construed as a demonstration of Canada reaching maturity as it stood united in a common cause.<sup>20</sup> »

Dans la poésie canadienne des années 20-30, nous retrouvons alors l'idée que ce n'était pas seulement des bataillons qui combattirent à Vimy, mais bien la nation canadienne elle-même. Nous pouvons ici tenter le

●●●

- parallèle avec Valmy pour l'Europe. De Vimy se nourrit l'idée d'une nation canadienne capable d'occuper sa place parmi le concert des nations en ayant fait ses preuves aux côtés de ses deux métropoles fondatrices, la France et la Grande-Bretagne, contre un ennemi commun. Le mémorial de Vimy, inauguré en 1936, symbolise le sacrifice du Canada dans la Grande Guerre et témoigne de la part prise par la nation canadienne dans cet événement du XX<sup>e</sup> siècle. Mais si Vimy semble si présent comme symbole national, ce dernier n'est pas partagé pour autant. Par exemple, si la poésie anglophone est si fertile en compositions autour de ce thème, la littérature canadienne-française, voire même les manuels scolaires des années d'après-guerre, taisent ou ne font que mentionner Vimy comme un fait d'armes parmi les autres.<sup>21</sup> C'est en 1997 que Vimy a été désigné comme lieu historique national.<sup>22</sup> Dans le cadre des 70 ans de son inauguration en 2006, le gouvernement canadien avait entrepris en 2001 de le restaurer en gommant les outrages du temps qui ont pu effacer en partie quelques noms inscrits des 11 285 soldats canadiens disparus au cours de la Première Guerre mondiale.<sup>23</sup> Le monument fut ensuite le théâtre d'un véritable pèlerinage national en 2007 lors de la commémoration des 90 ans de la bataille de Vimy en présence de la Reine d'Angleterre et du Président de la République française. Dans les médias, nous retrouvons alors ce thème de Vimy, « fait fondateur national canadien ». Il n'est pas anodin non plus de noter que c'est à Vimy que le Canada est allé déterrer, en 2000, son soldat inconnu qui repose aujourd'hui à Ottawa. Depuis 1921, le soldat inconnu pour l'ensemble de l'Empire britannique reposait dans l'abbaye de Westminster, mais très tôt des voix s'élevèrent au Canada pour disposer d'un soldat inconnu canadien. Pour Annette Becker, par le « culte » du soldat inconnu, il s'agit d'offrir symboliquement des funérailles nationales à tous ceux que les champs de bataille avaient rendus sans nom.<sup>24</sup> C'est en grande pompe qu'il fut rapatrié en 2000 et sa dépouille déposée au pied du monument aux morts canadiens érigé en 1939 pour les disparus de la Grande Guerre. Le Canada tournait ainsi cette page du XX<sup>e</sup> siècle qui devait être « le siècle du Canada ». En 2013, avec l'introduction de nouveaux billets de 20 dollars, le monument de Vimy a été retenu comme illustration. Sa diffusion à l'échelle du Canada et auprès des touristes est alors un moyen de rappeler ce haut-lieu de mémoire du Canada.

## VIMY ET LA GRANDE GUERRE À L'AUNE DE LA COMMÉMORATION DU CENTENAIRE

A l'occasion du centenaire de la Grande Guerre, le gouvernement fédéral va raviver cette dialectique nationale du conflit. Nous en avons eu un aperçu lors de la disparition du dernier ancien combattant canadien de ce conflit en 2010. Le Premier ministre Steven Harper rappela à cette occasion que la Première Guerre mondiale avait été un événement fondateur de la Nation canadienne auquel contribuèrent les anciens combattants.<sup>25</sup> Par contre, plusieurs voix s'élèvent au sujet des événements prévus pour souligner le centenaire de la Première Guerre mondiale et nous retrouvons cette sempiternelle opposition entre francophones et anglophones. Du côté du Canada anglais, l'historien Jack Granatstein regrette que si peu de fonds ait été prévus par le gouvernement fédéral pour organiser des activités, à l'exemple de ce que l'on peut observer en France ou en Grande-Bretagne. Le contexte économique actuel étant ce qu'il est avec le poids du coût de la guerre en Afghanistan et la politique de rigueur budgétaire, Jack Granatstein regrette que le centenaire de la Grande Guerre en 2014 soit si peu marqué par le gouvernement : « We really must remember the Great War properly. It was when Canada stood proudly on the world stage for the first time, and it would be a disgrace for the government to shortchange it. »<sup>26</sup> Par contre, c'est vers 2017 que le gouvernement fédéral fixe son attention pour les 150 ans de la Confédération canadienne qui vont coïncider avec les 100 ans de la bataille de Vimy. Il va être intéressant de constater sans doute la fusion nationale de ces deux faits fondateurs. Si la confédération est née du jeu politique des dirigeants en 1867, Vimy est l'accomplissement de Canadiens qui ont payé par leur sang une victoire et donné un nom au Canada en 1917.

D'un autre côté, des voix s'élèvent du côté du Québec pour regretter l'attention portée sur l'aspect commémoratif du fait militaire dans la programmation à venir des expositions du Musée canadien de l'histoire à l'occasion du centenaire de la Première Guerre mondiale.<sup>27</sup> Nous pouvons déjà prévoir quelques divergences quant à savoir « quoi commémorer au juste » afin de pouvoir y inclure l'ensemble des composantes de la population canadienne et de rendre compte de toutes les expériences du conflit au pays et outre-mer. A l'occasion du centenaire de la Première Guerre mondiale au Canada qui va surtout se concentrer sur l'année 2017 et la « mythique » bataille de Vimy, l'ombre de la conscription demeure et viendra sans doute rappeler que la Grande Guerre, bien que retenue par la mémoire officielle comme un fait fondateur national, porte en elle les germes de divisions longtemps tues, mais que des groupes mettent au jour pour rappeler leur expé-

rience de la Première Guerre mondiale au Canada. Dans les années 1990, dans un contexte où le concept de mémoire était très développé et où les communautés voulaient (re)trouver leur place au sein de faits nationaux globalisant, nous retrouvons au Canada les démarches de la communauté ukrainienne qui obtient le pardon du gouvernement canadien pour la politique d'internement en 1914-1918 contre les « étrangers d'origine ennemie ».<sup>28</sup> Au Québec, des citoyens de la ville de Québec, malgré l'opposition des anciens combattants, érigèrent en 1998 un monument en mémoire des civils morts lors des émeutes de la conscription de 1918. La même année, un organisme nationaliste québécois, la Société-Saint-Jean-Baptiste de Montréal, instaurait une cérémonie du 11 novembre parallèle à celle officielle, mais en centrant son discours sur les combattants francophones et leur place pour des combats pour des idéaux tels que la liberté et la justice, valeurs alors parlantes pour ce groupe qui retrouve et redéfinit l'action des anciens-combattants francophones des guerres mondiales. Pendant ce temps, alors que 1998 marquait plutôt les 80 ans de l'armistice du 11 novembre, un sondage paru dans *La Presse* démontrait l'ignorance des Québécois sur les faits militaires de la Grande Guerre, dont la bataille de Vimy.<sup>29</sup>

Le centenaire de 14-18 va être l'occasion pour le Canada de valoriser son discours d'un fait national canadien pour répondre toujours à cette même volonté de rassembler tous les Canadiens en dépit de leurs différences. Comme nous l'avons vu le 9 mai 2014 avec la journée nationale de commémoration des combattants canadiens de la mission en Afghanistan, le fait militaire demeure une base d'affirmation d'une identité canadienne. Mais le Canada est prisonnier de sa caractéristique multiculturelle dans un monde où chaque communauté tend à affirmer sa place dans l'histoire. C'est là toute la difficulté du centenaire de la Première Guerre mondiale, à l'exemple de cette question qui talonne la mémoire du 11 novembre : se souvenir de quoi au regard de l'expérience complexe des années 14-18 au Canada ? ■

## Notes

1. Voir par exemple : Bohdan S. Kordan, Craig Mahovsky, *A Bare and Impolitic Right. Internment and Ukrainian-Canadian Redress*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 2004.
2. Fortescue A. Duguid, *Official History of the Canadian Forces in the Great War, 1914-1919*, Ottawa, King's Printer, 1938, 2 tomes. Cette étude a été traduite en français en 1947 : *Id.*, *Histoire officielle de l'Armée canadienne dans la Grande Guerre, 1914-1919*, Ottawa, imprimeur du Roi, 1947 (1938), 2 tomes.
3. Gerald W.L. Nicholson, *Canadian Expeditionary Force: 1914-1919, official history of the Canadian Army in the First World War*, Ottawa, Roger Duhamel, Queen's Printer and Controller of Stationery, 1962.
4. Gerald W.L. Nicholson, *Le Corps Expéditionnaire canadien, 1914-1919, histoire officielle de la participation de l'Armée canadienne à la Première Guerre mondiale*, Ottawa, Roger Duhamel imprimeur de la Reine, 1963 (1962).
5. Voir par exemple : Desmond Morton and J. L. Granatstein, *Marching to Armageddon: Canadians and the Great War, 1914-1919*, Toronto, Lester & Orpen Dennys, 1989; Desmond Morton, *A Military History of Canada*, Edmonton, Hurtig, 1985.
6. Ronald Haycock et Serge Bernier, *op.cit.*, p. 135.
7. Jean Laflamme, *Les Camps de détention au Québec durant la Première Guerre mondiale : 1914-1918*, Montréal, sans nom d'éd., 1973.
8. Gérard Filteau, *Le Québec, le Canada et la guerre : 1914-1918*, Montréal, Aurore, 1977.
9. Serge Mongeau, *Pour un pays sans armée ou Comment assurer la sécurité nationale sans armée*, Montréal, Ecosociété, 1993, p. 81-89.
10. André Pratte, « Vimy ? Dieppe ? Connais pas ! », *La Presse*, 11 novembre 1998, p. A 12.
11. Jean-Pierre Gagnon, *Le 22e Bataillon*, Québec, PUL, 1986.
12. Citons par exemple : Marcelle Cinq-Mars, *Journal de guerre (1915-1918)*, Thomas-Louis Tremblay, Montréal, Athéna éditions, 2006; Michel Litalien, *Témoignages de soldats canadiens-français (1914-1919)*, Montréal, Athéna éditions, 2011.
13. Serge Bernier, *Le patrimoine militaire canadien : D'hier à aujourd'hui, 1872-2000*, tome II, Montréal, Art Global, 2000, p. 106.
14. Canada, Gouvernement du Canada-Anciens combattants, *Le Canada pendant la Première Guerre mondiale et la route vers la crête de Vimy*, Canada, Ministère des Approvisionnement et Services Canada, 1992, p. 15.
15. Eric Labayle, *Les Canadiens à Vimy : 9 avril 1917*, France, Ysec, 2001, p. 52.
16. Ernest Renan, « Qu'est-ce qu'une nation? », in *Ernest Renan et l'Allemagne*, New York, Brentano's, 1945, p. 194-195.
17. Desmond Morton, *Une histoire militaire du Canada, 1608-1991*, Sillery, Septentrion, 1992, p. 211.
18. Jonathance Vance, *Mourir en héros. Mémoire et mythe de la Première Guerre mondiale*, Montréal, Athéna éditions, 2006 (1997), p. 81-82.
19. Antoine Prost, « Verdun », in *Les lieux de mémoire: La Nation*, tome II, Paris, Gallimard, 1986, p. 111.
20. Jonathan Vance, « Battle Verse. Poetry and Nationalism after Vimy Ridge », in *Vimy Ridge. A Canadian Reassessment*, G. Hayes, A. Iarocci, M. Bechthold (ed. by), Waterloo (Ontario), Wilfrid Laurier University Press, 2007, p. 271.
21. Voir : Mourad Djebabla-Brun, *Se Souvenir de la Grande Guerre. La mémoire plurielle de 14-18 au Québec*, Montréal, VLB, 2004.
22. Jean-Claude Soudagne, « Vimy, la mémoire canadienne », in *14-18, le magazine de la Grande Guerre*, n°12, fév.-mars 2003, p. 41.
23. André Duchesne, « Survivant d'un siècle de feu », *La Presse*, 11 novembre 2002, p. A1.
24. Annette Becker, « La Passion de commémorer », in *14-18 : la très grande guerre*, Paris, Le Monde, 1994, p. 246.
25. « Décès du dernier vétéran canadien de la Première Guerre mondiale », *La Presse*, 18 février 2010.
26. J. L. Granatstein, « Why is Canada Botching the Great War Centenary? », *The Globe and Mail*, 21 avril 2014.
27. Stéphanie Marin, « Au Musée de l'Histoire, une majorité d'événements célébreront la guerre », *La Presse*, 15 mai 2014.
28. Bohdan S. Kordan, Craig Mahovsky, *op. cit.*, p. 63-70.
29. André Pratte, « Vimy ? Dieppe ? Connais pas ! », *La Presse*, 11 novembre 1998, p. 12.

# Forgotten, but less so: World War I in Recent American Memory

MARK LEVITCH, NATIONAL GALLERY OF ART, WASHINGTON DC

By many standards, World War I's long-time status as a forgotten war has remained unchanged in the United States since the 1980s. Percentage-wise, few Americans would be able to name a single World War I battle, and the war's American heroes—once familiar, many still the namesakes of streets—are almost wholly unknown. Thousands of World War I memorials scattered across the country testify to the momentous significance once ascribed to the conflict but today go unrecognized. In France, breathtaking US World War I cemeteries are little visited by Americans who instead stampede in droves to the shores of Normandy.

The most salient marker of World War I's marginal status in the United States is the absence of national World War I memorial. In 1982, the United States erected the Vietnam Veterans Memorial, the first national war memorial on the mall in Washington, DC. National memorials were subsequently erected nearby to veterans of the Korean War (1995) and World War II (2004), leaving World War I as the only major twentieth-century conflict not to have a national memorial in the capital.

Similarly, while many European nations have dedicated years and substantial resources into planning their commemorations of the war's centennial, the United States did not pass legislation authorizing the establishment of a US World War I Centennial Commission until 2013—and that legislation provides no federal funds for the Commission to mark the centennial. Whatever plans are implemented will be contingent upon the support of private and corporate donors. Yet if the war has yet to permeate American public consciousness in anything like the degree to which the Civil War, World War II, and Vietnam have, it has

started to make at least modest inroads into the national psyche, especially in the last decade or so. While the war is still largely absent from American popular culture, a new National World War I Museum, serious discussions about a national World War I memorial, and the death of the last US veteran have all cast light on the conflict. The end of the Cold War and conflicts in the Balkans and the Middle East—including Syria's use of chemical weapons—have put World War I back in the news. Meanwhile, the internet has helped forge ties among a small but devoted group of US World War I enthusiasts and facilitated war research.<sup>1</sup>

The war and its commemoration are not the heated political issues that they are in many European countries. Scholars in recent decades have examined the conflict's complex impact on American society, exploring sensitive topics such as civil rights, female suffrage, civil liberties, and immigration, as well as the war's influence on the United States as an international actor.<sup>2</sup> But with knowledge of the war still so rudimentary, it seems unlikely that any potentially controversial subjects will be given a sizable public airing. Instead, to the extent that the centennial is able to raise the war's profile, it is likely to be through a triumphalist narrative laced with tributes to those who lost their lives.

## NATIONAL WORLD WAR I MUSEUM

The most significant development relating to the public memory of the war was the opening of a world-class World War I museum at the Liberty Memorial in Kansas City, Missouri, in 2006. Kansas City, which is in the center of the country, may seem an unlikely place for such a museum, but it fits because the Liberty Memorial is the country's foremost World War I memorial. Dedicated in 1926, the grandiose architectural complex embodies the patriotic fervor that immediately followed the Armistice; money for its construction was

raised in only ten days in 1919, with a quarter of the city's population contributing.<sup>3</sup>

The Liberty Memorial's fortunes sagged over time. In 1994 it was found to be structurally unstable and was closed to the public. Its future was in doubt until 1998, when city voters approved a temporary sales tax increase to pay for extensive renovations, as well as for the hollowing out of an immense underground space for a future museum. Further fundraising and a city bond issue led to the completion of the 30,000-square-foot museum that opened in December 2006. In 2008 it was officially designated the National World War I Museum.

The museum presents and interprets World War I artifacts from all combatant nations that the Memorial has been collecting since the war's end, a collection that is unparalleled in the United States. Perhaps surprisingly for a "national" museum, it intelligently emphasizes the comprehensive nature of the conflict rather than focusing particularly on US participation, and it also stresses the factors that led to the war and the disputes—many still unresolved—that followed in its wake.

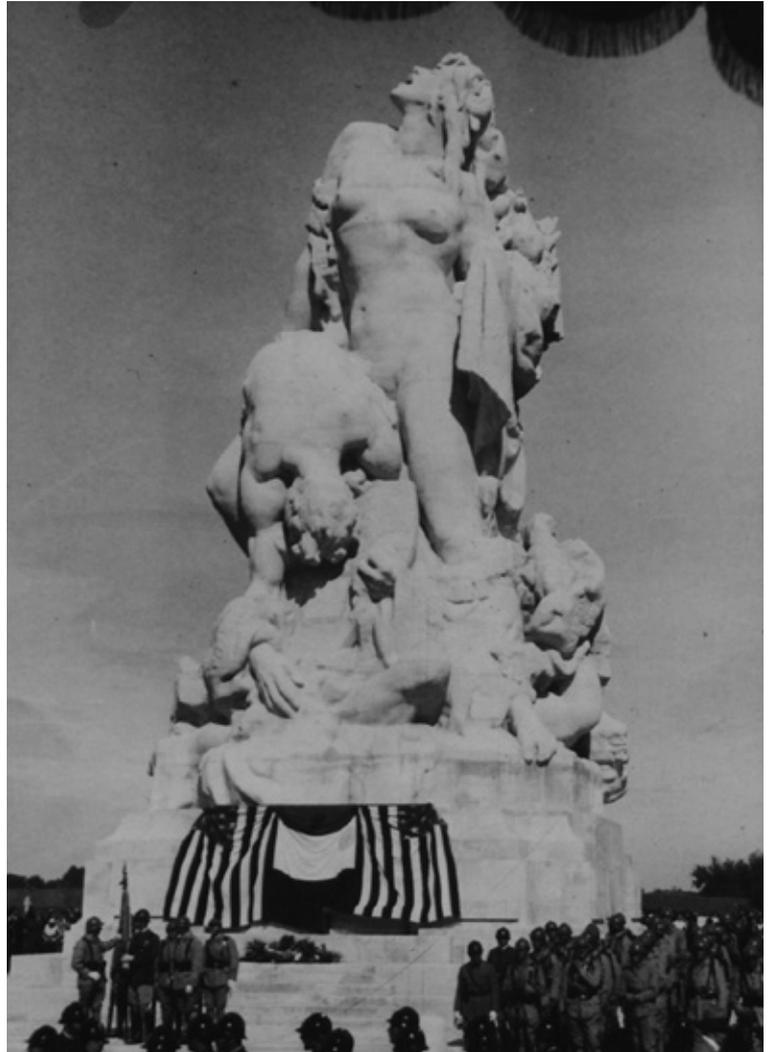
The museum is high-tech, interactive, and impeccably installed. Video, audio, and simulations aim to present historical situations as people saw them at the time. Temporary exhibitions examining different aspects of the war complement the permanent collection.

As part of its drive to become the nation's leading educational institution and resource on the First World War, the National World War I Museum is avidly reaching out to teachers, scholars, and the public. It has developed a First World War curriculum for middle-school students, offers summer teacher fellowships, and has hosted courses through local colleges. Extensive public programming includes lectures, book talks, scholarly debates, and the presentation of war-themed movies and plays. An impressive research center has started to attract Great War scholars, and the expanded facilities have made the memorial and museum the leading venue for World War I-related academic conferences.

Favorable press coverage of the new museum has helped raise the profile of World War I in the national imagination,<sup>4</sup> but it would be incorrect to assume that the museum owes its existence and popularity to a sudden groundswell of support across the United States for an institution dedicated to the war. Though the museum has national ambitions, its construction was essentially a local effort, and it was intended to put Kansas City on the map as much as World War I.

## NATIONAL MEMORIAL DEBATE

The country now has a national World War I Museum, but it does not have a national World War I memorial.<sup>5</sup> There was some discussion in the interwar years of



Le monument de Vareddes offert par l'Amérique à la France en commémoration de la victoire de la Marne. [1934], Coll. BDIC

erecting a national memorial in Washington, DC, but none of the projects came to fruition. Meanwhile, the Tomb of the Unknown Soldier, at nearby Arlington Cemetery, became a *de facto* national memorial to the war—though with the addition of crypts for unknown soldiers from World War II and the Korean and Vietnam wars, the tomb over time has lost its specific World War I association.

With the centennial approaching, attention again turned to the possibility of erecting a national World War I memorial, especially on the heels of national memorials having been erected between 1982 and 2004 to the veterans of the country's three other major twentieth-century conflicts. All three memorials were built in the same general vicinity, on the national mall west of the Washington Monument. But a significant hurdle to building a national World War I memorial in the same area is that there is already a First World War memorial nearby – not a national memorial, but a sizable, if often overlooked, local memorial dedicated

●●●

## LA PARTICIPATION DE L'AMERIQUE NOIRE A LA GUERRE

La coopération à la guerre sous toutes ses formes de la population de couleur des Etats-Unis a vivement préoccupé le Gouvernement Américain depuis plusieurs mois.

Les résultats obtenus méritent aujourd'hui d'être signalés car le problème qui se posait aux Etats Unis en 1917 était bien différent de celui que nous avons résolu nous même en employant nos contingents noirs sur le front d'Europe.

On sait que la population noire des Etats Unis compte 12.000.000 de sujets américains. Il s'agissait de tourner vers la guerre l'activité de cette fraction importante de la population et de la soustraire aux effets que recherchait la propagande allemande exploitant perfidement certains préjugés de race.

### EMPLOI DES TROUPES DE COULEUR AMERICAINES.

L'armée régulière comptait avant la guerre 2 régiments d'infanterie et 2 régiments de cavalerie, soit au total 10.000 hommes seulement.

Ces troupes servaient dans les possessions insulaires (Philippines - Hawaii) et s'étaient distinguées pendant la guerre hispano-américaine en 1898.

Certaines personnalités s'étaient même affirmées, telle que celle de Charles Young, citoyen de couleur diplômé de West Point et parvenu au grade de Colonel, celle de B.O. Davis, o'fi-

*Q. p. m. C. R. R.*

in 1931 to the residents of the District of Columbia (DC) who died in the conflict. The DC memorial was in deplorable physical condition, and local preservationists had long lobbied for funds to restore it. The head of the DC Preservation League, who had a strong interest in World War I and was vexed that there was no national World War I memorial, proposed not only that the memorial should be restored, but also that it should be renamed the National and District of Columbia World War I Memorial; this would raise its profile, help to guarantee its upkeep, and would ensure that World War I, too, would be recognized with a memorial on the mall. He suggested also that an additional commemorative element could be erected near the current memorial to represent the nation.<sup>6</sup>

This proposal, first raised in 2008, initially had the support of DC local government officials, who saw the renaming of the memorial as a promising way to attract federal funds for its badly needed restoration. But local DC civic organizations raised objections to what they viewed as a “nationalization” of the only local memorial on the mall, one whose genesis, moreover, was suffused with local political symbolism.<sup>7</sup> District residents have long complained of being treated as second-class citizens. Because it is a federal district and not a state, the District of Columbia has never had voting representation in Congress; until 1964 its residents could not even vote in presidential elections. The DC World War Memorial, which is inscribed with the names of 499 residents who died in the war, was intended, in part, to highlight this inequity. It gave tangible form to the argument that its residents had unstintingly fulfilled their patriotic obligations to the nation and were therefore deserving of full political representation.

The public outcry from DC residents defending “their” monument—combined with a moratorium on erecting new commemorative works on the already congested mall without special Congressional authorization—has greatly diminished the odds that a national World War I memorial will be erected on the mall. Many of the original proponents of the plan to rename the DC memorial continue to campaign doggedly for a mall location—they believe anything less would be demeaning to the veterans of World War I—but with the DC memorial no longer a viable option, they have suggested instead that a new memorial should be erected. The US World War I Centennial Commission, however, has made the politically pragmatic decision to support Congressional legislation that would enable the construction of a modest, privately funded national memorial at a park near the White House that is already dedicated to General Pershing, commander of the American Expeditionary Forces in World War I.<sup>8</sup> The legislation will likely be approved, but only time will tell whether supporters of the Pershing Park site will be able to raise the funds

needed to re-landscape the dated park and erect a monument. If they can, the selection of an appropriate form for the monument could trigger a debate over how the war should be remembered a century later.

## THE LAST DOUGHBOY

The ever-dwindling population of World War I veterans sporadically drew attention to the war starting in the 1990s. For the 75<sup>th</sup> anniversary of the Armistice in 1993, for instance, the Defense Department struck a new decoration and awarded it to the few thousand veterans still living. More dramatically, in 1998, France went to remarkable lengths to locate the roughly 3,000 surviving veterans who had served on French soil and conferred upon each, with appropriate ceremony, the Légion d’honneur. But it was really Frank Buckles, the last surviving doughboy, who catalyzed greatest public awareness of the war both in the last years of his life and, finally, in 2011, with his death at age 110.

Buckles was a remarkably active centenarian and was often in the news, especially after assuming the role of last surviving World War I veteran in 2008. That year he was received by President George W. Bush at the White House and toured the National World War I Museum in Kansas City. Most significantly, Buckles became the leading advocate for a national World War I memorial in Washington, DC. He became the honorary chairman of the organization that hoped to redub the DC World War I memorial a national memorial, and in 2009 he testified before Congress—the oldest person ever to do so—on behalf of the national memorial effort. Buckles’ activism frequently put him in the national spotlight, and when he died in 2011 there was a vigorous debate over how he should be honored. Arrangements for his burial with full military honors at Arlington Cemetery had already been made, but concurrent resolutions in the House of Representatives and the Senate proposed that in addition his casket should lie in honor in the rotunda of the US Capitol before the funeral—an extraordinary honor usually reserved for former presidents and distinguished members of Congress, though occasional exceptions have been made for outstanding citizens.<sup>9</sup>

In the end, despite public pressure from influential current and former lawmakers, the Congressional leadership refused to extend the honor to Buckles; though no reason was given, it seems clear that they feared setting a precedent that they saw as diluting this highest of national honors. Instead, Buckles’ casket lay in honor at Arlington Cemetery’s Memorial Amphitheater Chapel, where President Obama and Vice President Biden paid their respects before the funeral.

The attention that Frank Buckles garnered as the last doughboy, and then at his death, did more to shine a

●●●

William Allison Sweeney, *History of the American Negro in the Great World War: his splendid record in the battle zones of Europe*, Cuneo-Henneberry Co, Chicago, 1919, Coll. BDIC

light on World War I in the United States than any book, film, or event in the last 35 years. At the same time, his passing—as evidenced by the refusal to let him lie in honor in the Capitol—was not the momentous, pathos-filled national event that the deaths of the last veterans were in England and France.

### CULTURAL PRODUCTION

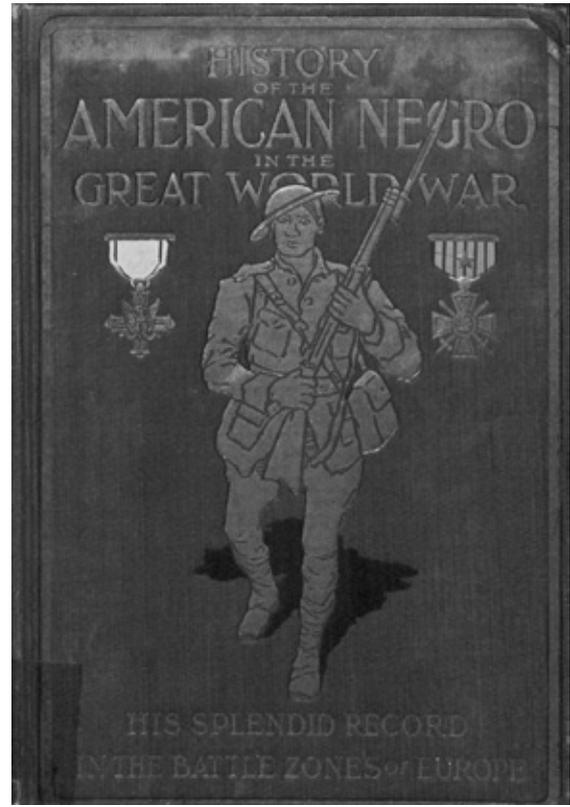
The war—and especially the US role in the war—has not been the subject of a major US bestselling novel, blockbuster film, or popular television series over the last several decades. First World War enthusiasts consistently harp that someone has to make a World War I equivalent to Steven Spielberg's World War II-focused film, *Saving Private Ryan*, to put the war on the popular culture map, but no one has. In fact, Spielberg's only World War I movie, *War Horse* (2011), a moderate commercial success in the United States, was based on a British children's novel and did not address the US war experience. Similarly, while there have been a handful of documentaries made about different aspects of the US experience in the war, the dean of popular American history documentaries, Ken Burns, has not evinced interest in the First World War (though he has produced definitive, multi-episode films about the Civil War and World War II).

To the degree that the war has entered American popular culture, it has done so largely through British productions. The television series *Downton Abbey* (2011–), for instance, is extremely popular in the United States (albeit by public television standards). The play *War Horse* enjoyed both a hugely successful Broadway run (2011–13) and national tour (2012–14), where more than one million people saw it. And on the literary side, Pat Barker's *Regeneration* trilogy has been critically acclaimed and widely read.

The almost complete absence of the war from US cultural production remains a serious barrier to attracting greater popular interest in the conflict. Of course the reason it has not been the subject of a major production is either that would-be producers are not sufficiently interested in the conflict, or do not think the public would be. The relative success of the British productions suggests the tide might be turning. In the meantime, US audiences have limited popular culture options to see viewpoints that are not UK-centric.

### REVISITING THE AFRICAN-AMERICAN EXPERIENCE

One recent graphic novel, Max Brooks' *The Harlem Hellfighters* (2014), is a notable exception to the absence of successful US-focused World War I stories. A fictionalized account of the famed African-American 369<sup>th</sup>



infantry regiment, which fought with distinction under French command in an era of racial segregation in the US Army, *The Harlem Hellfighters* cracked the *New York Times* best-seller list, received excellent reviews, and is being made into a film. It is also but the latest example of the increasing attention being paid to the African-American experience in World War I.

Another is the ongoing campaign to have the Medal of Honor—America's highest military decoration—awarded posthumously to Henry Johnson, one of the real Harlem Hellfighters. While on sentry duty in France in 1918 Johnson repelled an attacking 20-soldier German unit, despite being seriously wounded and eventually armed only with a knife and a jammed rifle that he swung as a club. Johnson became the first American soldier awarded the Croix de Guerre with golden palm by the French government. He was celebrated briefly after the war, but he was never awarded any US military decorations. Weakened by his injuries, he could not resume his pre-war job in Albany, New York, and he died an impoverished alcoholic in 1929.

Interest in obtaining fitting recognition for Johnson grew during the 1970s and 1980s, led principally by his family, veterans of the 369<sup>th</sup>, and African-American veterans in Albany.<sup>10</sup> In the 1990s, a monument was erected in his honor in Albany and a boulevard there was named for him. In 2003—as the result of extensive

lobbying—he was given the Distinguished Service Cross, the Army's second highest award. The secretary of the army recently approved the application for Johnson to receive the Medal of Honor, suggesting this highest of awards is now likely forthcoming.

World War I memorials to African-American veterans have also received renewed attention. Philadelphia's elaborate All Wars Memorial to Colored Soldiers and Sailors, erected in the aftermath of the war, was relocated in 1994 from a remote park location, where it was rarely seen, to its now central position across from the popular Franklin Institute.<sup>11</sup> Most significantly, the Kimball, West Virginia, World War I Memorial (1928)—the first building erected to honor African American veterans of World War I—was restored to its original splendor in 2006, after having been abandoned in 1971 and gutted by fire in 1991. The building is now a community center and hosts an expansive exhibition about African Americans in World War I.

The renewed attention to African Americans' role in the war has extended to how they were represented—or not represented—on memorials in the South. In Natchez, Mississippi, a researcher in the early 2000s discovered that World War I memorial plaques erected at the federal courthouse in 1924 excluded African Americans; on Veterans Day, 2011, the wrong was righted when new plaques with the names of 592 black veterans were unveiled.<sup>12</sup>

When African Americans were included in southern memorials, their names were often listed separately from those of whites. "Colored" veterans are usually recorded at the bottom or back of a marker, or on a separate plaque. A handful of communities, ashamed or angered by this public reminder of a racist past, have sought to redress this inequity. Grove Hill, Alabama, for instance, in the 1990s replaced a marker that segregated the names of the black and white soldiers with a new marker that listed all of the soldiers' names, in alphabetical order, on the same side.<sup>13</sup> The old marker was placed in the local history museum. Other communities that have debated the same issue, such as Lynchburg, Virginia, have decided instead to leave the segregated markers in place as potent reminders of a benighted past.<sup>14</sup>

## CONCLUSION

Outside a small circle of scholars and enthusiasts, the significance of the First World War is little recognized in the United States. It does not have the stature of other major conflicts in America's historical narrative, and when it does register it is usually as a prelude to World War II rather than as a momentous event in its own right. That said, it has sporadically in the last decades—and especially in the run-up to the centennial—

attracted wider public attention, a trend that seems certain to continue through the centennial period and, from a longer perspective, as World War II fades from living memory. If public attention to the war has been inconstant, scholarship focused around the conflict has increased markedly.<sup>15</sup> While some such books are priced only for libraries, others—British and American, many appealing to the general reader as well as the specialist—have made significant inroads on bookstore shelves previously dominated completely by books on World War II. This is a promising sign, indeed. ■

## Notes

1. The primary World War I historical associations are the World War I Historical Association, which has seven chapters across the country, and the Western Front Association-East Coast Branch. There are also more specialized groups, such as the League of World War I Aviation Historians. These groups bring together academics and non-professional historians interested in the war, especially through conferences. World War I specialist Mike Hanlon publishes several digital and print publications and oversees extensive online World War I resources (accessible via <<http://www.worldwar1.com/>>).
2. For an excellent roundup of the academic literature on the US in World War I, including recent titles, see Jennifer D. Keene, "What Did It All Mean? The United States and World War I," *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014.
3. For a history of the Liberty Memorial, see Derek Donovan, *Lest the Ages Forget: Kansas City's Liberty Memorial*, Kansas City. Kansas City Star Books, 2001.
4. See, for example, Edward Rothstein, "In the Midwest, Remembering Europe's Fields of Red," *New York Times*, December 2, 2006. The museum was recently ranked among Tripadvisor.com's top 25 museums in the US.
5. For a discussion of the national memorial debate, see Charles D. Eavenson II, "Remembering the 'Doughboys': American Memorials of the Great War," in *Beyond the Dead Horizon: Studies in Modern Conflict Archaeology*, ed. Nicholas J. Saunders, Oxford. Oxbow Books, 2012, 95-6.
6. This led to the formation of the National World War I Memorial Foundation. It continues to advocate for a national memorial on the mall, though now argues for a new memorial rather than one associated with the DC memorial.
7. Liz Farmer, "Group Fighting for WWI Memorial at Pershing Park," *Washington Examiner*, December 26, 2011. The controversy is the subject of extensive coverage on the website of the Association of the Oldest Inhabitants of the District of Columbia, the group that led the opposition to the renaming of the DC memorial: <<http://www.aoidc.org/the-dc-war-memorial-controversy--the-centennial-of-world-war-i.html>>
8. The World War I Memorial Act of 2014 calling for the redesignation of Pershing Park as the National World War I Memorial was introduced in the House of Representatives on April 28, 2014 (H.R. 4489) and in the Senate on July 23, 2014 (S. 2264).
9. Jennifer Steinhauer, "Rotunda Honor is Blocked for World War I Veteran," *New York Times*, March 8, 2011.
10. Paul Grondahl, "Sgt. Henry Johnson clears key Medal of Honor hurdle," *Albany Times-Union*, May 15, 2014.
11. Ilene D. Lieberman, "Race and Remembrance: Philadelphia's All Wars Memorial to Colored Soldiers and Sailors" and the Politics of Place," *American Art Journal* (1998): 19-51.
12. Lindsey Shelton, "WWI Plaque is a Wrong Righted," *Natchez Democrat*, November 11, 2011.
13. <[http://www.clarkecountyal.com/historical\\_markers.htm](http://www.clarkecountyal.com/historical_markers.htm)>.
14. Chris Dumond, "Historians: Monument Terrace WWI marker may be overlooking many locals' sacrifice," *The News and Advance* [Lynchburg], May 30, 2010.
15. See Keene, note 2.

# Memory and World War I: Embodied in the Liberty Memorial, Kansas City, Missouri

MATTHEW C NAYLOR, PRESIDENT AND CEO. DORAN CART, SENIOR CURATOR. LORA VOGT, CURATOR FOR EDUCATION.



Vue aérienne du Liberty Memorial, Kansas City, DR

In the tradition of people coming together for mutual purpose, a building block of the American experiences described by French historian Alexis de Tocqueville, remembering the Great War in the American experience is largely grass roots and locally led. This holds true for the response immediately after the War and for the commemoration of its centennial.

This paper will describe the response of people in the nation's heartland and make some general observations about the current climate and response.

## Liberty Memorial in Kansas City

The history of the Liberty Memorial began on the Western Front in Europe at the Armistice at 11 a.m. on the 11<sup>th</sup> day of November in 1918, when fighting there ceased. Just two weeks after the Armistice, a group of Kansas Citians gathered to put forth the idea of a lasting monument to those

who served and those who died in the World War. At first, meant only to honor those 441 Kansas Citians who died in the war, it soon gained momentum and became global in scope.

In 1919, in two weeks, 83,000 men, women and children donated more than two million dollars (equal to nearly forty million in the current economy) to create the fund to design and construct the Liberty Memorial. Everyone, from the city's leading lumberman, R.A. Long, to school children contributed. One third grader gave speeches on street corners telling passersby the memorial would be the place to honor and remember, as he garnered nickels and dimes for his passion and efforts.

At the Third Annual Convention of the American Legion in Kansas City, Mo., October 31 and November 1 and 2, 1921, the veterans and other participants heard bold words expressed that the noble Memorial would be an

enduring symbol of the lofty spirit of self-sacrifice that inspired those who gave their all in the world struggle for liberty – a perpetual challenge to loyalty and devotion.

On November 1, 1921, the Memorial's future site was dedicated. A crowd estimated between 100,000 and 150,000 people was on hand to witness the stirring patriotic ceremony. The five main Allied military leaders, General Jacques of Belgium, General Diaz of Italy, Marshal Foch of France, General Pershing of the United States and Admiral Lord Beatty of Great Britain, addressed the throngs of veterans and citizens.

A nation-wide architectural competition yielded the winning design by New York architect, H. van Buren Magonigle. Following construction between 1923 and 1926, the mostly completed Memorial's dedication on November 11, 1926, attracted a large crowd of over 150,000. President Calvin Coolidge and Queen Marie of Romania delivered addresses. Covering over four acres with its enormous tower; temple-like buildings; huge carved stone sphinxes, Memory and Future; and pyramidal stairways and massive courtyards, the Liberty Memorial was described as a "vision of patriotism to hail the future with loyal confidence in American Institutions."

The stone statues atop the memorial tower known as the Guardian Spirits represented those high ideals of Courage, Honor, Patriotism, and Sacrifice. But, realizing war could come again, the Guardian Spirits all held "Swords of Vigilance."

William Howard Taft, Chief Justice of the United States (also former President), wrote on January 29, 1927:

"We live so fast these days that a proper sense of proportion is not retained in the slight retrospect that is bestowed on even most important events. The purpose that the Liberty Memorial serves is to stir again in the hearts of the people the patriotism and lofty spirit of self-sacrifice that the Great War evoked. The sons and daughters of our Republic should rejoice that there were people of vision and courage and energy near the geographic center of the Union to give permanent material form to a Nation's tribute in this great work of art."

Work continued on the Memorial following the dedication. By the 1930s, the Great Frieze on the north wall depicting the progress from war to peace was completed by famed sculptor Edmond Amateis. The Site Dedication Wall at Pershing and Main memorialized that pivotal event. Under the title, WE ARE THE DEAD, and the decorative motif of poppies, the names in bronze on the west wall of Memory Hall remind us of the terrible loss of life in World War I. The names, four hundred forty one, are those of citizens of Kansas City, Mo., who died of disease and accident, were killed in action or later died of their battle wounds.

The names include the first American officer killed in the war, William T. Fitzsimons, and one of the last soldiers to die in action on November 11, 1918, Wayne Minor. Private Minor was one of the twenty-one African Americans listed here. They were regular people in extraordinary circumstances and the broad picture of the war is a mosaic of their individual courage, effort, and sacrifice. Memory Hall was originally intended by the architect, H. Van Buren Magonigle, as a hall for reflection and a gathering place for "patriotic societies." The building became much richer and more purposeful with additions of remembrance plaques, murals, maps, and exhibits. Above the doorway is the memorial to the American Legion. The south side of the alcove holds the names of the original Liberty Memorial Association and opposite is the plaque of area military units and their commanders. Around the alcove is the Allied Victory medal and battle names.

The earliest mural, "In Memoriam" by Jules Guerin, shows the figure of Victory, scenes of war's loss and destruction and the fields of poppies. The south side murals by Daniel MacMorris illustrate American women's service in World War I; the Blue Star Mother, for a loved one's service in the war; and the Gold Star Mother, for the ultimate sacrifice. The 1921 Liberty Memorial Site Dedication mural, above the door, is also by MacMorris. The war-time French mural, the Pantheon de la Guerre, on the north wall, was restored by MacMorris to fit the space. The maps of American action in the war are by D. Putnam Brinley.

## SOME REFLECTIONS ON THE CURRENT NATIONAL RESPONSE

### The National World War I Museum and Memorial

For the past 100 years, the non-profit organization that managed the memorial has continued to collect WWI-related objects and documents. In 2004, the National World War I Museum received its official designation by the U.S. Congress as the nation's official World War I Museum. The Museum was designed by the architecture firm of Ralph Appelbaum Associates, well-known for its artistry and prodigious work, including the Vietnam Veterans Memorial Museum, the United States Holocaust Memorial Museum, and others.

The National World War I Museum is the only American museum solely dedicated to preserving the objects, history and examining the experiences of the Great War. The Museum arguably holds the world's most diverse collection of World War I (1914-1919) objects and documents, is the second-oldest collecting institution in the world, and presents a comprehensive global interpretation of World War I and its enduring impact.





### A draw to Tourists

Close to 160,000 tourists visit the National World War I Museum in person annually and more 160,000 visit virtually. We find that people visit for a number of reasons:

- Intrigued by the physical structure (the Memorial proper)
- Heritage tourism
- Hear it is a great place (it is highly ranked within a variety of online tourism sites, such as (TripAdvisor, Frommers, Lonely Planet, etc.)
- Locals bring them — the citizens of Kansas City are very proud of the landmark
- Appeal of the structure; it draws people in
- The power of visuals — this is one of the few places where guests can see the objects of the World's War and experience the thread to our past thinking about all the people who had something to do with that object, enriching their own lives
- To learn more about what their ancestors went through, their place in society, the very basic “what happened”

The Great War has mixed perceptions from visitors. This is due, in part, because the American experience is far removed from that of the Europeans. As the war did not play out against countries with which the United States share contiguous boundaries, nor is its physical geography still scarred by battles, culturally the U.S. does not have the “drama” in its collective imagination. More specifically, there has not been a push in American cinema to create WWI themed movies/TV shows.

The absence of a cultural narrative about the Great War may be impacted by the fading oral tradition. Fewer stories were passed down – or at least seem to have survived – of the WWI era than that of WWII in the United States. However, the saving of “things” (physical artifacts, discharge records, souvenirs) has created the memories. In the United States, over 4 million actively served in the Great War, and millions more were involved in the war effort. The Museum has a vast bank of objects from which physical history can be extracted and archived, but it seems less so with the oral stories. Whether it was the culture of that American generation, the detachment of the children of that era, personal demands of time or the minimal availability of voice recording devices, some could wonder if the advent of TV, movies, etc., has decreased the oral tradition.

We see a portion of our responsibility as helping people interpret their physical artifacts, because many times the accompanying “lore” may be inaccurate or minimal.

Today's population is so far removed — almost like the age of the dinosaurs, some children might say. The

experience of visitors to the Museum triggers family and cultural memories and conversations. We help create a collective memory as guests see objects that they may have, which encourages them to tell stories.

Part of the work of the Museum and Memorial is to help the visitor to understand the complexity of the War itself and the enduring impact of its outcome.

### The Great War in American Education

World War One is required learning in the United States. Teachers are required to meet specific standards regarding the time period and how it relates to other events in the twentieth century. Both world history and American history classes include units about WWI. In many states, students can expect to answer questions about WWI on end-of-course exams or with other standardized tests.

The way in which the Great War is taught at the secondary level varies largely upon the type of classroom it is taught in. Public schools are required to meet curriculum expectations dictated by states, while addressing common core needs that focus on literacy. Almost all classrooms focus on the big ideas of militarism, colonialism, nationalism and imperialism. In general history classrooms, these ideas are usually followed by several lessons about alliances, types of warfare employed and the Treaty of Versailles. The use of primary documents, including maps, diplomatic communications and treaty details is frequent. Details about specific battles are limited in most cases and will highlight European events or battles involving the United States, depending upon a world history or American history focus. In a public school core history class, it is typical students will spend five class periods studying WWI.

While still responsible for meeting state exam requirements, private schools and home school environments have more leeway than public schools in their selection of topics and depth of knowledge offered across their curriculum. Often these types of students receive two weeks of instruction about WWI.

Advanced courses have the luxury of spending more time teaching WWI. Advanced placement and dual-credit classes often spend two or three full weeks on the topic. They delve more deeply into a pre-war European climate, examine the diplomacy process that occurred following Archduke Ferdinand's assassination, review military plans and determine how trench warfare was developed. Time is dedicated to learning details about specific battles. In addition, many advanced classes teach the Great War with an interdisciplinary approach, having students read soldier memoirs and poetry to enhance their understanding of the humanity of the war. International baccalaureate programs offer a two-year history course, wherein teachers



Le National War One Museum vu de l'extérieur, DR

are able to explore WWI in great detail. It is not uncommon for students in these programs to spend six weeks studying the causes of the war, European and American experiences, the Treaty of Versailles and the global aftermath.

### Reflection on the Great War and Political Environment

As commented earlier, the defining character of the United States is its civic life. Political leaders often look to citizen initiative to lead commemorative events. This is true even of the creation of memorials on the Washington Mall, where we can find remembrances to WWII, the Korean War, Vietnam War, but not to World War I. Each of those memorials were created with the engagement of those who served.

The national political response to the Great War has been, in-part, the creation of the Centennial Commission. This Commission, appointed by the 112<sup>th</sup> United States Congress, was signed into law by President Obama January 16, 2013. Its responsibilities include:

“Planning, developing, and executing programs, projects, and activities to commemorate the centennial of World War One; encouraging private organizations and state and local governments to organize and participate in activities commemorating the centennial of World War I; facilitating and coordinating activities throughout the

United States relating to the centennial of World War One; serving as a clearinghouse for the collection and dissemination of information about events and plans for the centennial of World War One; and developing recommendations for Congress and the President for commemorating the centennial of World War One.”

The Commissioners serve without pay, and no appropriated Federal funds may be used for any of the Commission's activities or expenses.

The National World War I Museum at Liberty Memorial is authorized by Congress as the nation's museum, we are neither federally funded nor an agency of the federal government.

### Conclusion

The history and popularity of the National World War I Museum at Liberty Memorial and the Memorial itself as testament to the importance of the Great War in the national experience. The Centennial gives the opportunity to the Museum to participate with other partners in learning lesson and remembering the enduring impact of the War. The centennial of the United States' entrance in 2017 presents the most opportune time for reflection and commemoration. We look forward to being a part of that great undertaking.

# The Anxious Anzac: suggestions for a metric moment in late modern Australia

DR. DAMIEN WILLIAMS, MONASH UNIVERSITY, AUSTRALIA. PROF. BRUCE SCATES, AUSTRALIAN RESEARCH COUNCIL (ARC)  
LAURA JAMES, PHD STUDENT. REBECCA WHEATLEY, PHD STUDENT

In July 2010 the Australian National Commission on the Commemoration of the Anzac Centenary began advertising for public submissions, which asked people to suggest how the nation should mark the centenary of the Gallipoli campaign. Over the following six months it received more than 600 responses from individuals and groups. Suggestions ranged from programs for repairing monuments, to ocean yacht races, sporting events, tree-planting ceremonies, medals for soldiers' next-of-kin and Tracy W.'s 'impressive show of sound, light and life with a military flavour' featuring one hundred cannon shots, one hundred doves and (possibly) one hundred paratroopers 'to represent a homecoming or ... invasion.'<sup>2</sup> Among submissions that focussed on re-enactments of battles and the building of new memorials, there were two discernible themes: the idea that war strengthens a nation and that to forget one aspect of the Anzac legend is to forget the whole. Then there are the uglier proposals: those that set their sights firmly on 'the media, academics and left wing comedians'; that call on the governor-general to deliver a speech that will 'soften up the sinews and summon up the blood'. We draw on these sources to offer some fresh conclusions on the role of testimony, re-enactment and the fear of forgetting in a settler society.

In the closing weeks of 2010, Ken K.<sup>3</sup> forwarded an eight-page submission to the National Commission on the Anzac Centenary, based in Canberra. There was much on his mind. Faced with the challenge of how Australia might mark the hundredth anniversary of the Gallipoli landing, his submission proposed a re-enactment of a First World War recruitment march, the commissio-

ning of new memorials commemorating all conflicts in which Australians have served and 'encourag[ing] Australians to visit battlefields on which Australians have fought while travelling overseas'. Ken went on: "Many veterans of recent conflicts don't march on ANZAC day because of the left wing attitudes popularised [sic] against ANZAC day and the military, by the media, academics and left wing comedians... For 2015 a muzzle needs to be put on them (preferably permanently). We will never again get the community engaged if we continue to allow university professors to claim ANZAC day and everything surrounding it is a myth. The likely hood [sic] of them picking up a rifle to fight for their country and find out what it might have been like is nil, so it needs to stop..."<sup>4</sup>

At the other end of the scale ten-year-old Daniel's response to the centenary was considerably more benign. Encouraged by his teacher, Daniel wrote to the National Commission on behalf of his classmates. 'Quite recently our teacher came across an article in the paper for the Anzac Day Centenary. Our Class was interested to enter ... our ideas. Then we discussed the Anzac topic in class ... in our letters. I have [some ideas] to enter into the competition and I would like to list a few. Firstly in every city in the country there should be an Anzac Day show with tours, movies, show bags and traditional customs. We could ... have a family picnic for old veterans and their families ... [I] hope all Australians can enjoy the Anzac Day Centenary.'<sup>5</sup>

A third submission – again very different in tone – came from an aging resident of Somerville, Victoria. Lola S. proudly announced herself a direct descendent of veterans of both world wars and what she called 'the pioneers of the District'. For her, the centenary of Anzac opened a floodgate of memory – and not just memories of the Great War either. Lola wrote with immense affection about her grandfather who lost a leg in bitter fighting along the River Jordan. 'He lay wounded on the



Partie du diorama de la bataille de Lone Pine de la galerie Gallipoli, Australian War Memorial, 2014, Wikimedia Commons

battlefield... a day or so', she told the Commissioners, 'by the time, [he was brought in] the wound was fly blown and crawling with maggots'. Lola's grandfather returned to 'civvy street' and despite an 'artificial leg' managed to work an orchard and raise a family of five, an exemplar – in Lola's mind – of the best of Anzac values. But that memory of one world war slipped easily into the conflict she herself had witnessed: "I remember families not knowing where their loved ones were being sent to fight or what was happening to them..."

I remember the Somerville mother who sat daily beside the wireless and telephone hoping for word of her missing son... [Years] later, she found he had died of as a prisoner of war. [I remember] the Somerville and Tyabb men who came home traumatised for life by their experiences – my first boyfriend, killed overseas – his brother, a pilot, shot down in Germany... I remember the daily newspapers with the lists of 'killed' 'wounded' and 'missing'... With so many, would there be any left to come home?"<sup>6</sup>

Anzac Day, for Lola, was an occasion centred on home and community. That one day of the year all the families in the district gathered around their war memorial, nursing stories of pain and loss that – she believed – bound them together. And all that, she warned the Commissioners, was soon to be lost: Somerville's memorial (or more correctly the ground on which it stood) was 'TO BE SOLD BY STRANGERS TO STRAN-

TERS', a consortium of business interests that the local council had granted permission to develop the site. This was an insult, she continued, 'to our dear revered... War Heroes' and to a generation that had suffered immeasurably. 'Those people did not expect today's Shire Council to sell out their memorial to commerce for the mighty dollar!'<sup>7</sup>

Lola's lament, Daniel's enthusiasms and Ken's polemic were three of some 600 submissions (many containing multiple proposals) forwarded to the Anzac Centenary Commission between July and December 2010. The Commission was established by Prime Minister Kevin Rudd on Anzac Day that same year and charged with a process of public consultation. Its members included former prime ministers Malcolm Fraser and Bob Hawke, the Returned & Services League national president, Rear Admiral Ken Doolan (Ret'd), former peacekeeper Major Matina Jewell (Ret'd), veterans' advocate Kylie Russell (whose husband was killed during the NATO-led war in Afghanistan) and cartoonist (and son of a World War II airman) Warren Brown.<sup>8</sup> The Commission called for 'ideas' to mark the Centenary of the Gallipoli Landings and in the course of its deliberations sifted through nearly 2,000 separate suggestions. Contributors were invited to organise their ideas around five headings: 'century of service', 'community engagement', 'infrastructure and capital works', 'education, public awareness and com-

...

- munity access' and 'international relations and cooperation'. It says much about the unruly democracy unleashed by the Anzac centenary that few respondents kept to a single category. Many, like Lola and Ken, ignored them altogether. Nor should such a self-selecting group be seen as representing public opinion. Anyone could write to the commission and many, like Ken and Lola, were motivated as much by personal grievance as civic-mindedness. Even so, the submissions range an extraordinary spectrum. They are drawn from across the country, emanating from both private individuals and community groups and straddle (as these three opening submissions) class, age and gender. Collectively and individually they offer a tantalising insight into a large and vocal group concerned enough to make its voice heard at the centre of government in Australia.

We have taken those submissions as evidence of an emotional community centred on the memory of the Great War. US historian Barbara Rosenwein, whose work deals primarily with medieval Europe, describes an emotional community as 'precisely the same as social communities – families, neighborhoods, parliaments, guilds, monasteries, parish church memberships – but the researcher looking at them seeks above all to uncover systems of feeling: what these communities (and the individuals within them) define and assess as valuable or harmful to them; the evaluations that they make about others' emotions; the nature of the affective bonds between people that they recognize; and the modes of emotional expression that they expect, encourage, tolerate and deplore'.<sup>9</sup> Of course, this is not a community in a physical sense. All share in a sense a common discourse, evoke similar themes and seek to influence the shape of the Centenary project. All are what scholars have called 'memory agents', consciously engaged in the work of remembering war.<sup>10</sup> What Rosenwein called the 'modes of emotional expression' may have varied – these three submissions alone range from outrage to excitement, pathos and celebration. But almost every submission presented to the National Commission expresses an intensely emotional investment in the past: Anzac, for Ken, Lola and hundreds of others is personal and the Centenary itself 'about the biggest nation building event in any of our lifetimes'.<sup>11</sup> This article will explore the contours of historical sensibility and ponder what is forgotten when we remember. Firstly, we will consider the character of commemoration, noting the deeply ahistorical nature of remembrance and the way certain memory agents (most notably veterans and descendants) claimed a special stakeholder status and custodianship over Anzac. We will also identify two recurrent themes in almost all the submissions: anxiety about Anzac and a fear that the past might

somehow be forgotten. The second part of this paper will deal with the mechanics of commemoration and how spectacle, education and ritual are mobilised to instil remembrance. This paper will conclude with a brief consideration of the centenary's dissenting voices – those whose submissions are at odds with this nation-building project.

## THE CONTEXT OF CENTENARY COMMEMORATION

Since closing decades of the twentieth century there has been a revival of interest in World War I in Australia and a reassessment of that war's place in popular memory. The reasons for this are many and complex. In the 1960s and 70s, Australia was embroiled in a deeply divisive war in Vietnam and Australian youth were being conscripted to fight that conflict. The emergence of the peace movement, a questioning of old imperial loyalties and a republican agenda pursued by a left-leaning Labor Government marginalised the memory of the Great War. It was seen as the cultural property of a small, aging and conservative cohort of veterans. In some ways, the recrudescence of war memory is a symptom of a more conservative political climate in Australia. The backpackers who make their 'pilgrimage' to Gallipoli today, are (after all) of the same age and social background as the anti-war protestors of a previous generation. But a growing interest in memory and war reflects something much more far reaching than Australian domestic politics. Although historians might debate the reasons for the 'memory boom' in Western society, few would underestimate its influence. It's fuelled in part by a deep nostalgia for the past, a search for traditions in a society without ritual, a longing for something fixed and familiar in a world where change tears old certainties asunder. In Europe, where the Holocaust generated a whole new field of memory studies, the end of the Cold War and collapse of the East/West divide is said to have 'unfrozen' memories formerly suppressed by ideology. New agendas of nation-building came to the fore and with them an interest in founding myths, minority identities and popular mythologies. In an Australian context, pilgrimages to war sites are a manifestation of this memory boom; as is the enthusiasm with which families trace the history of distant relatives who went to war, the proliferation of books on Australia's military history and growing attendances at Anzac Day services. Arguably the death of the last World War One veterans has added immeasurably to the allure of Anzac. 'Connecting' to the memory of war has been facilitated by technological innovation: the digitisation of war records has placed once obscure archives within reach of a computer key-

board. And making those archives more accessible was itself the product of substantial government investment, an instance of the state actively fostering war remembrance. In Australia today a special branch of the Department of Veterans Affairs deals with commemoration, sponsoring school texts, commissioning radio and television programs and organising Anzac Day Dawn Services in Gallipoli and France. That same branch of DVA was given carriage of the Anzac Centenary deliberations.<sup>12</sup>

The term 'Anzac' itself has an equally complex lineage. Ostensibly, the centenary of Anzac will mark a hundred years since the invasion of Gallipoli by Australian (and other imperial forces). By any objective criteria, the landing was a failure. Neither Australian and New Zealand troops (at Anzac) nor British and French forces (at Helles) achieved any of their objectives. Blocked by an impossible terrain and stiff resistance by Ottoman forces, they advanced no further than a narrow beachhead and 'dug in' for a gruelling and futile eight-month campaign. At no stage did allied forces break through the formidable defences of the Dardanelles. The invasion failed to live up to its aim of clearing a sea route to Russia, knocking Turkey out of the war and opening a new front in the Balkans. In short, Gallipoli merely recreated the deadlock on the Western Front – the static warfare strategists had sought to escape. By the time the Australian Imperial Force withdrew it had suffered 26,111 casualties, including 8,141 dead.<sup>13</sup> But this military fiasco has been rewritten as a triumph of Australian nationalism and every Anzac Day (marking the moment of the Landing) politicians, veteran groups and community leaders faithfully recite a litany of 'Anzac values': most often 'endurance', 'courage', 'ingenuity', 'good humour' and, of course, 'mateship'.<sup>14</sup> And the day itself has developed well beyond its original point of origin. Anzac Day now commemorates the 'service and sacrifice' of all military personnel in every conflict since the landing. An accolade once reserved for men who had fought on the Gallipoli Peninsula has been appropriated by subsequent generations of Australians in the military, and has even been extended to personnel in civilian emergency services, such as police and firefighters.<sup>15</sup>

In commemorating the Great War, mythology has always proved a stronger force than history. In the early days of its deliberations, the National Commission announced its intention to mark 'a century of service', not just the Great War, let alone the Gallipoli campaign. No historians were appointed to the National Commission and only two were invited to join the centenary board which followed it. As ahistoric as the commission's focus may have been, it nevertheless took its soundings from Australian citizens at a particular historic moment. Aligning with the theme of 'a

century of service', Australian military forces were still engaged in fighting alongside Afghan and NATO forces in Afghanistan, as they had been since 2001. But so were British and Canadian forces, and their countries had not put anywhere near the same emphasis on conflicts after the Great War to the extent that Australia did in marking the centenary. So what else was distinctive about this moment in time?

Culturally, early twenty-first century Australia was noticeable for the ease with which people talked about their emotions. They were willing to testify to grief, loss and hardship with an ease that would have seemed foreign to people living during the Great War itself. Describing one's self as a 'battler', for example, evoked no sense of public shame. Rather, the use of the term conjured an image of some who had battled and overcome the odds, cutting across class divisions to incorporate everyone from an amputee training for the Paralympics to a property owner who aspired to a bigger boat. This form of testimony extended to the relatives and friends of people who had endured hardship, especially in war. The availability of war service records helped people to flesh-out those details of a relative who may have predeceased them, providing details of enlistment, training, deployment, conduct and, in some cases, injury or death. Charting a sometimes-distant relative's war service is one facet of a flourishing family history industry, at once a cause and a symptom of the memory boom in recent years. Several historians have speculated on the need families feel to align themselves with Anzac. It offers the opportunity to insert a family story in a wider national narrative and connect with the events that shaped the modern world.<sup>16</sup> Furthermore, people were encouraged to witness stories of individuals who had prevailed over hardship. Programs such as the ABC's *Australian Story* became exemplary in this form of witnessing, as were official apologies to groups that had testified to being wronged, such as the 'Stolen Generations' and the 'Forgotten Australians'.<sup>17</sup>

But to talk more easily in public about one's suffering, or the suffering of a relative or friend, is not a solely Australian phenomenon. Something more is required to explain the depth of feeling evident in these submissions. On the one hand, it is easy to point to the fact that this was the first campaign that Australian military personnel had engaged in as a national force since Federation in 1901. It was fought on a sliver of land, where the various combatants lived and died in close proximity to one another. The defeat of the Anzac, British and French forces matters little in that regard: the shared suffering of those who fought there (including the Turks) has become its defining feature in this part of the world. For Australians, however, the

●●●

- Anzac centenary serves as much as a blockage as it does a mnemonic marker. Its prominence reduces other, earlier, aspects of Australian history to the status of a faded prelude. A point made by Marilyn Lake and others is that the attention given to war in Australia, particularly in educational materials produced by the Department of Veterans' Affairs, overshadows the equally worthy history of Australian achievement derived through parliamentary means, social and political activism and international cooperation. 'Why is one federal government department,' they ask, 'funded to produce history materials when other federal government departments are not?'<sup>18</sup> This includes the significant achievements of Australian parliamentary democracy, such as secret votes, suffrage for white men and women, the living wage and aged pensions, all instituted before 1915. But it also includes the bloody history of frontier violence that took place across the continent during colonisation.

The degree to which elites and ordinary people are willing to go in 'remembering' every aspect of Anzac stands in stark contrast with the way that Aboriginal and Islander resistance to colonialism is questioned, downplayed or ignored (the Australian War Memorial's refusal to depict frontier conflict exemplifies this approach to the nation's colonial past). To state this is not to question the sincerity with which individual mourners have marked Anzac Day in the past, and will continue to do so in the future. Rather, it seeks to explain the degree to which Australia is willing to invest in the moment that will be marked between 2014 and 2018 (especially 2015), far outstripping the per capita investment being made by other combatant nations. The submissions looked at here illustrate the mindset of a settler nation uneasy (and perhaps unwilling) to face the reality of a blood sacrifice that began years before the AIF invaded the Dardanelles.

So it was in this context that the National Commission's decision to mark a 'century of service' cut Anzac loose from its historical moorings. This gave license to the wide range of proposals we encounter in the submissions. It was not just that Lola S. rallied to the protection of a local memorial raised (by her father) to commemorate losses in World War Two: or that Ken K. and young Daniel clearly saw the centenary as an opportunity to fete current and returned service men and women. Around a third of the submissions forwarded to the National Commission were drafted by veterans' groups, including sub-branches of the Returned Services League (the largest and most vocal advocate of veterans' interests in Australia), battalion associations and more specific cohorts of veterans. All of these organisations pressed their claim to have inherited the mantle of Anzac; the 'service and sacrifice' of their generation, in their particular conflict a linear continuation of the 'ser-

vice and sacrifice' of 1914-1919. Positioning Anzac as the first among equals collapses Anzac into a singular tradition. It also means that the centenary was seen as an appropriate occasion to honour surviving veterans of World War II, initiate a search for the missing of Korea, raise a memorial to innumerable campaigns and recover the war dead of Vietnam.<sup>19</sup> Particular concern was expressed that Australians might 'forget' those who have served in recent years such as UN peacekeepers or as part of NATO forces.<sup>20</sup> Clearly 2015 was seen to stand as something much more than just the one hundredth anniversary of the Anglo-French assault on Gallipoli.

## CENTENARY SENTIMENTS

Many submissions, Lola's included, came from the direct descendants of Great War veterans who boasted forebears in numerous other conflicts as well. Alwynne K. declared herself 'an Australian veteran' with a son 'currently serving in the Army', a father who fought in World War Two and 'a proud family link' to Lt. Duncan Chapman (reputedly the first Australian ashore at Gallipoli).<sup>21</sup> Several submissions begin by stating their particular commemorative credentials: a grandfather awarded a Victoria Cross at Lone Pine; one of the first to be wounded at the landing; even the 'great, great, granddaughter of one of the Rats of Tobruk'.<sup>22</sup> The closer the blood link to Anzac the greater this claim to legitimacy. Mary M's father was one of the first to enlist. He had his twenty-first birthday in Egypt, 'spent many months in the trenches at Gallipoli and many more months in the dreadful conditions in France'. He was 'gassed very badly' and 'suffered the rest of his life'. Mary suggested a Torch of Remembrance (akin to the Olympic Flame) that descendants – and that other Anzac elite, 'our veterans' – might carry across the country 'a thank you message from all Australians for the freedoms they have now'.<sup>23</sup> Similarly, Jill F. described herself as part of 'a New South Wales fighting family'.<sup>24</sup> With a father who fought at Gallipoli and four other uncles who served, her submission had a pedigree few others could claim. Descendants pledged to keep 'alive' the - 'memory' of their forebears – men most had never met.<sup>25</sup> Some submissions (like Lola's) bulge with photographs and reminiscences, several (often with disarming intimacy) assert (in this age of celebrated victimhood) the lingering trauma of war.<sup>26</sup> Within these submissions there is an extraordinary emotional range, a spectrum stretching from pride to pity. What they all have in common is a claim to what Jill called a special 'role' in the work of remembering.<sup>27</sup> David G. ended his submission with a call to 'Please MARCH THE MEDALS'; asserting that descendants have a 'right to recognise their ancestor on Anzac Day'.<sup>28</sup>

# Anzac Bulletin

No. 27. (New Issue).

LONDON, JULY 11, 1917.

Issued to Members of the Australian  
Military and Naval Forces in Great  
Britain, France, and elsewhere.



Published by authority of  
the High Commissioner for Australia,  
Australia House, London, W.C.

**"KIWI"**  
THE QUALITY BOOT POLISH

Manufactured by THE  
**KIWI POLISH Co., Ltd.**  
(Incorporated in Australia)  
715-716, FULHAM ROAD,  
London, S.W. 6.

All Australians know there is nothing "just as good" as "Kiwi" for producing that rich velvety appearance so much desired by all wearers of Tan Footwear and Military Equipment. It's "Fair Dinkum."

"KIWI" Tan Stain-Polishes, in four correct shades, Light Tan, Brown, Dark Tan, and Ox Blood.

**TRY "KIWI" BLACK.** It gives a beautiful jet black lustre. Thoroughly water-proof. Sold everywhere.

- David's submission is important because it reminds us of the way memory agents profess the work of remembrance but it also highlights rifts within this self-appointed stakeholder community. Many veterans believe only a man or woman awarded a medal has the right to wear them. Descendants, on the other hand, crave this tangible and very public connection to their family's Anzac past.

A number of sentiments run through these stakeholder submissions, a pride in past and present servicemen and women foremost amongst them. But amidst the patriotic cliché and nostalgia for what some called an older and better Australia, was a deep-set anxiety that the *real* meaning of Anzac might somehow be lost. Veterans feared their particular war might be overshadowed by other conflicts in the (ever expanding) pantheon of Anzac; descendants worried that the next generation might not truly value their sacred inheritance. And there were corrosive forces at work that threatened to undermine values and ideals these self-professed memory agents held sacred: submissions railed against the 'pacifist polemics' of what they called 'chardonnay socialists' (a caste of privileged middle class intellectuals with no understanding of the lot of 'ordinary Australians'); they defended 'the Australian character' against the inroads of globalisation; feared 'our flag' (with its union jack signalling allegiance to Britain) might one day be lost.<sup>29</sup> 'Don't even consider touching ANZAC DAY', David A. warned, 'It is a day for all the people of Australia regardless of race, colour or creed... THE DAY WHEN WE ALL COME TOGETHER'. But not quite all it seems. David went on: "If some ethnic groups do not like it or cannot see the point of it, then it behoves us to educate them about ANZAC DAY and what in [sic] means to Australians. They need to understand and learn OUR HISTORY and why we continue to respect those who went before us and died for us and protected our way of life that they have come to this country and can now enjoy because of the sacrifices of those who went before us and them ... ANZAC DAY is our LIVING HISTORY do not touch it, just respect it for what it is..."<sup>30</sup> To some extent the commission tried to check the worst excesses of this vociferous minority. Committed to what was often called 'a narrative for a nation', the Anzac Centenary Board (successor to the Commission) appointed a multicultural and youth panel to advise it and made the usual gesture towards indigenous representation. Even so, one suspects that a body principally comprised of ageing veterans, service personnel, and captains of industry shared many of these values. The logo chosen by the Board is telling: a soldier resting on reversed arms. This functions metaphorically and literally as a symbol of mourning, lamenting not just the generations sacrificed to war but the passing of a world

that is lost. The logo's valorisation of a white, masculine and virile Australia reflects the exclusivity central to the mythology of Anzac. And many submissions reflect that same fortress mentality. The bellicose Kevin P. from Townsville in north Queensland called for the restoration of the town's ageing World War Two gun emplacements – a chance 'to develop fondness and appreciation of our [combatant] ancestors... and give due warning of intent and capability to those who do not wish well for our country'.<sup>31</sup> A retired Queensland brigadier thought the centenary might be the time to reintroduce compulsory military service for youth sorely in need of discipline. The irony that Australia fielded one of the few volunteer armies to fight the Great War entirely escaped him.<sup>32</sup>

## CENTENARY SPECTACLES

Winter and Sivan have argued that remembrance has a shelf-life. It is 'vulnerable to decay'; it can 'die out or ... be given a new lease of life'. While regular rehearsal, like the rituals David A defended, might help keep war remembrance alive, the passage of time and arrival of a new generation will inevitably pose challenges to commemorative rituals.<sup>33</sup> Submissions to the National Commission from 'stakeholders' and from the wider community set out to address that challenge.

Several submissions described Anzac Day as a form of 'living history' and many of those who wrote to the commission believed the best way to remember war was to somehow relive it. From the City of Frankston's proposal to 'appropriately' re-enact the landing in 2015, to the New South Wales Government's idea for a naval review on Sydney Harbour, submissions for larger historical performances of this sort tend to come from institutions that have the resources and the authority to host them. But not always. Determined to capture 'the soul of our Australian identity of comradeship and mateship' and promote 'the value of self-sacrifice in a self-seeking world', Elizabeth P. proposed the re-staging of Gallipoli's principle battles, 'performances running hourly on weekends and during school holidays'. 'Patrons' would be dressed in 'army gear', equipped with high tech 'helmets' simulating all five senses and ordered over the top by modern day members of the defence force.

Elizabeth wasn't sure where or when these war games might be staged – possibly Canberra's Floriade, an annual floral show hosted by the national capital.<sup>34</sup>

In some cases, re-enactment seeks to modify the past to a very different present. New South Wales's suggestions, for instance, focus heavily on ways that these activities might further official action on social inclusion.<sup>35</sup> Lavishly illustrated and based on its own consultation process, it contains no fewer than 40 sug-

gestions on the ways that New South Wales might mark the centenary, from a Light Horse re-enactment display to an Anzac memorial scholarships program. The committee saw the centenary not just as a moment for the community to express 'its lasting gratitude to those who served' but also as 'an opportunity to raise the awareness of those who contributed and suffered beyond the battlefields'.<sup>36</sup>

For community groups, re-enacting wartime marches and train journeys holds strong appeal. The Barossa Light Horse Association suggested a commemorative parade march through the city of Adelaide in September 2014 to mark the first contingent of men raised for the AIF in South Australia. Arranging for a reprint of the *Advertiser's* original front page announcing the parade 'would be an appropriate introduction to the public,' the submission states.<sup>37</sup>

A re-enacted recruitment march was also proposed by the NSW Government while, in Victoria, Ken K. – he with the muzzle in hand – thought that a mock World War I recruitment drive across Australia would be a great opportunity for the military to get fit, the public to have fun and the RSL to raise money.<sup>38</sup> Elsewhere Shane P., who had recently purchased a framed copy of the photograph depicting the 11<sup>th</sup> Battalion on the pyramid at Cheops, offered a related suggestion. He proposed 'that a series of railway carriages, say up to five or six, be set up with commemorative items relating to the First World War and then tour the country. The carriages,' he added, 'would need to handle the 3 different gauges of the Australian railways'.<sup>39</sup>

Matthew A.'s suggestions for ways that Australians might show their pride and gratitude are done on a much grander scale.<sup>40</sup> His proposal for a new edition of the *Anzac Book*, (originally published during the war) updated with entries by presently serving military personnel aims to 'highlight the common thread that [has] been woven through the Australian Defence Force from Gallipoli to Oruzgan'. His second proposal, for a field of 102,000 balloons, trees or poppies – representing the number of Australian war dead – to be put on public display is similarly upbeat. Matthew A. put that idea forward because, for him, 'it is important for the public to appreciate the magnitude of the Australian sacrifice'. But his ideas on how appreciation and gratitude for those killed ought to be shown do not stop there. He proposes that two figures should be carved into the cliffs at the entrance of Sydney Harbour: a rising sun badge on one headland, and on the other a reproduction of the words that greet visitors to Gallipoli: "Traveller Halt! The soil you tread once witnessed the end of an era. Listen, in this quiet mound there once beat the heart of a nation." 'Arguably,' he writes, 'the Turkish quote would resonate with the first Australians too'.<sup>41</sup>

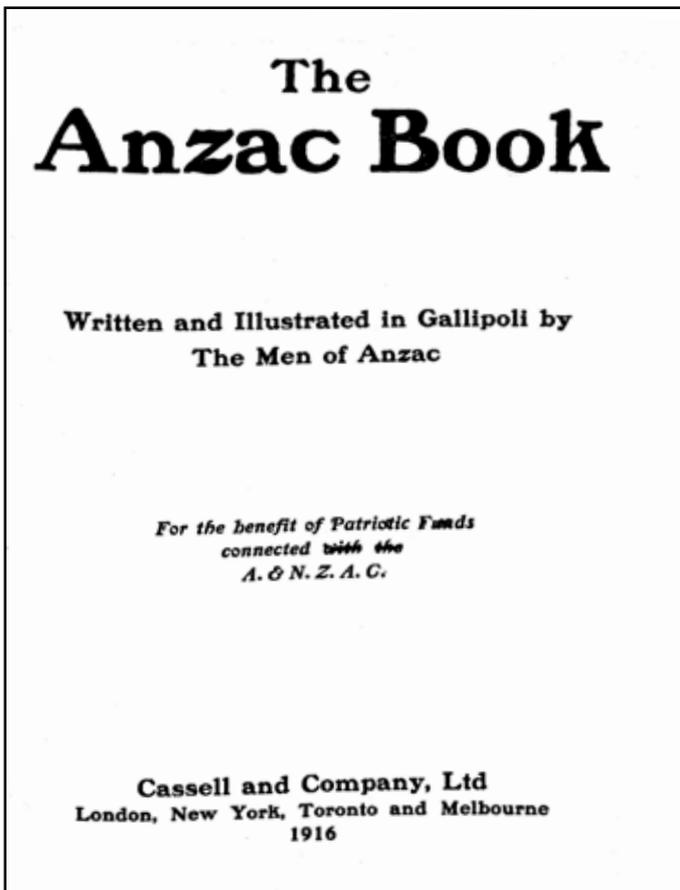
The involvement of more than one person in crafting submissions that focus on public memorials and spectacle does tend to temper their tone.<sup>42</sup> Most are keenly aware that there has already been an enormous effort made to memorialise Australians at war and their suggestions build on forms of remembrance that were prominent in the interwar period.<sup>43</sup> The detailed proposals put forward by the National Avenues of Honour Project, which is supported by the Brisbane City Council, include a plan for 'planting and dedicating new Avenues of Honour... to help celebrate the centenary of Anzac service'.<sup>44</sup> There is an implicit acknowledgment in this submission about how much mourning practices have changed since local communities planted the original avenues: the plan includes a public awareness campaign with a budget item set aside for advertising.

Likewise, the submissions put forward by schools and institutes of higher education rarely stray from well-established modes of remembrance. Some are centred on reinforcing an existing link between the student body and particular wars, while others take a more general approach in wanting to create new sites of commemoration. Many valorise the artefact, a 'relic' from Australia's wartime past facilitating a direct connection with the past. Ravenswood School for Girls, for instance, longed for the (imagined) authenticity of Anzac: 'We are looking for great resources to create a sense of feeling and empathy of days of remembrance', their submission declared, students would don heavy army boots, dress in coarse woollen uniforms and listen to 'snippets' of, gunfire, [and] songs the men would have sung.<sup>45</sup>

Devonport High School was founded in 1916, too early for any of its graduates to enlist in the first AIF. But 26 of its students who fought in the war of 1939-45 never came home. Having researched the stories of the 6 Devonport ex-students who won medals for bravery, the school expresses its wish to create a lasting memorial to the 26 killed in action. While it was still debating the merits (and presumably the cost) of memorial gates, a memorial walk or a sculpture, the school's proposal stressed a firm belief that each of the dead needs to be 'personalised' rather than remaining as simply a 'name'. Its aim is 'to provide a permanent and public memorial for these young men... so that we can show our ongoing pride'.<sup>46</sup>

Educational institutions such as St Francis Xavier's Regional Catholic School and Chullora Public School claim a less direct connection with the history of Australians at war. They do, nevertheless, make general statements about the need for greater 'awareness' amongst their school communities and beyond. Chullora's suggestions take several forms (which we suspect were made by the students themselves). Within the school, they propose conducting Anzac services

●●●



*The Anzac Book.*  
Written and illustrated in Gallipoli by the men of Anzac, London, Cassel, 1916, Coll. BDIC

and marches, perhaps with wreaths containing '100 poppies to mark 100 years'.<sup>47</sup> The Chullora students further suggest that a community walk over Sydney's Anzac Bridge could take place while people sell 'Anzac biscuits in the shape of soldiers'.<sup>48</sup> At St Francis Xavier's, the school plans to build a walled war memorial with flags, a plaque and a sundial. Besides its place as a venue for commemorative services, the memorial is designed 'to enable us to more respectfully and appropriately commemorate the tremendous efforts and sacrifice of the men and women who have served and continue to serve this great country Australia'.<sup>49</sup>

### CONCLUSION

It is easy to scoff at some of these ideas (it is hard to take a proposal for the Great Anzac Centenary Pigeon Race seriously)<sup>50</sup> but their value for us lies in the ways in which they function as markers of historical consciousness. Arguably they say more about contemporary Australia as a settler nation than they do about popular understandings or knowledge of the Great War. It must be said that amongst the entirety of the submissions there are a small number that take a dissenting line. The association of 'Women for an Australia

Republic' argues that rather than look back on Australia's odyssey adventure at Gallipoli as the birth of the nation, far better for 2015 to be grasped as the opportunity to cut the strings of imperial attachment and declare an Australian republic.<sup>51</sup> The association contends that '[a]ll commemorations that form part of this Centenary should be as "low-key" as possible, thoughtfully timed, respectful to the entire community and conducted with appropriate solemnity, as they deserve.' Comparable submissions were fielded by the Quaker Peace and Legislation Committee, the Medical Association for the Prevention of War Australia, and a small number of pacifist organisations. Such non-conformist suggestions are rare, however, and they sit awkwardly amongst those in which monumental history is a predominant theme.<sup>52</sup> Overwhelmingly, the submissions received by the National Commission on the Commemoration of the Anzac Centenary express feelings that are consistent with notions of anxiety. Appeals to family connection, proposals for re-enactment and the creation of education programs work to solidify a moment in history that, in turn, works to help the settler nation forget that a blood sacrifice was made on its own shores, well before the guns of August fired their first rounds. ■

## Notes

This article is part of an Australian Research Council funded project examining war and memory, LP110100264, *Anzac Day at Home and Abroad: A Centenary History of Australia's National Day*. The authors thank the other Chief Investigators, Raelene Frances, Keir Reeves, Tim Soutphommasane, Martin Crotty, Peter Stanley and Graham Seal, and the Partner Organisations association with the project: the Department of Veterans' Affairs, the Shrine of Remembrance, Legacy, the National Archives of Australia, the National Museum of Australia, King's College London, Çanakkale Onsekiz Mart University and Historial de la Grande Guerre. We also acknowledge the assistance of international advisers, Jay Winter, Annette Becker and Kevin Blackburn.

2. Department of Veterans' Affairs (DVA), submission by Tracy W. Submissions were available on the DVA website during the period of public consultation (2010-2 effectively). At the request of DVA, we have protected the anonymity of respondents, addressing submissions by first name and first letter of surname.
3. DVA, submission by Ken K.
4. *Ibid.*
5. DVA, submission by Daniel.
6. DVA, submission by Lola S.
7. Original emphasis.
8. "The National Commission," available at <<http://www.anzaccentenary.gov.au/commission.htm>>. Accessed 4 Feb. 2012.
9. Barbara H. Rosenwein, "Worrying About Emotions in History," *The American Historical Review* 107, no. 3 (June 1, 2002): 842. Rosenwein reflects on this term further in Jan Plamper, "The History of Emotions: An Interview with William Reddy, Barbara Rosenwein, and Peter Stearns," *History and Theory* 49, no. 2 (2010): 253-4.
10. Jay Winter, *Remembering War: The Great War Between Memory and History in the Twentieth Century*, New Haven and London. Yale University Press, 2006, 136.
11. DVA, submission by Bruce C.
12. Bruce Scates, 'Manufacturing Memory at Gallipoli', in Michael Keren & Holger H. Herwig (eds), *War Memory and Popular Culture: Essays on Modes of Remembrance and Commemoration* (Jefferson: McFarland, 2009), pp. 57-75; Geoff Eley, 'Foreword' to Martin Evans & Ken Lunn (eds), *War and Memory in the Twentieth Century* (Oxford: Berg, 1997); Tessa Morris-Suzuki, *The Past Within Us: Media, Memory, History*, London. Verso, 2005, p. 23.
13. Peter Dennis et al., *The Oxford Companion to Australian Military History* (Melbourne: OUP, 1995), 261.
14. Peter Stanley, "The Anzac spirit," available at <<http://www.awm.gov.au/encyclopedia/anzac/spirit.asp>>. Accessed 23 April 2014.
15. Interview with Joan Beaumont, "Why do Australians commemorate a battle we lost?", *ABC Fact Check*, available at <<http://www.abc.net.au/news/2014-04-24/why-do-australians-commemorate-a-battle-we-lost/5410644>>. Accessed 25 April 2014.
16. Winter, *Remembering War*, 6, 12; Bruce Scates, Alexandra McCosker, Keir Reeves, Rebecca Wheatley and Damien Williams, *Anzac Journeys: Returning to the Battlefields of World War II*, Cambridge. Cambridge University Press, 2013, 76-79.
17. These apologies followed official inquiries into the suffering of these two groups, namely the Human Rights and Equal Opportunity Commission, *Bringing Them Home: report of the national inquiry into the separation of Aboriginal and Torres Strait Islander children from their families* (1997) and The Senate Communities Affairs References Committee, *Forgotten Australians: a report on Australians who experienced institutional or out-of-home care as children* (2004).
18. Marilyn Lake and Henry Reynolds with Mark McKenna and Joy Damousi, *What's Wrong with Anzac?: the Militarisation of Australian History*, 1st ed. Sydney. New South, 2010, 155.
19. DVA, submissions by Brian C and Ian S.
20. DVA, submissions by Andrew C and Mary M.
21. DVA, submission by Alwynne K.
22. DVA, submission by James A.
23. DVA, submission by Mary M.
24. DVA, submission by Jill F.
25. Cf. Marianne Hirsch, "Surviving Images: Holocaust Photographs and the Work of Postmemory," *The Yale Journal of Criticism*, vol 14, no 1 (Spring 2001): 12; Marianne Hirsch and Leo Spitzer, *Ghosts of Home: The Afterlife of Czernowitz in Jewish Memory*, Berkeley. University of California Press, 2009.
26. Cf. Christina Twomey < "Trauma and the reinvigoration of Anzac," *History Australia* vol. 10, no. 3 (2013): 85-108.
27. Jill F, submission.
28. DVA, submission by David G.
29. DVA, submission by Mary M.
30. DVA, submission by David A.
31. DVA, submission by Kevin P.
32. DVA, submission by Former Parliamentary Members Association (Queensland).
33. Jay Winter and Emmanuel Sivan, 'Setting the Framework', in Winter and Sivan (eds), *War and Remembrance*, 16, 30-1
34. DVA, submission by Elizabeth P.
35. DVA, submissions by City of Frankston and NSW Government.
36. NSW Government, submission.
37. DVA, submission by Barossa Light Horse Association.
38. Ken K, submission.
39. DVA, submission by Shane P.
40. DVA, submission by Matthew A.
41. *Ibid.* Matthew's proposal faithfully replicated the striking memorial carved above the Narrows in the Dardanelles. Veronica B, by contrast, found inspiration closer to home. Her 'peoplescape' would plant life size, three dimensional figures of soldiers and nurses on the summit of parliament hill, akin to comparable figures raised to mark the centenary of Canberra. DVA, submission by Veronica B.
42. None of them use language as strong as individuals such as Kevin P, for example, who opines that 'has been a deliberate policy by all levels of government to minimise public awareness of the magnitude of public defence expenditure in the Townsville region'. Kevin P, submission.
43. See, for instance, submission 323 by the City of Ballarat and 372 by the Goulburn Mulwaree Council. By contrast, the Ballina Shire Council makes reference to its plans for a new town hall 'that will have a central theme based on the history of the ANZACs. Essentially this will be a memorial building similar to many swimming pools, town halls, etc. that were built in the 1950s and 1960s'. DVA, submissions by City of Ballarat, Goulburn Mulwaree Council and Ballina Shire Council.
44. DVA, submissions by National Avenues of Honour Project.
45. DVA, submission by Ravenswood School for Girls.
46. DVA, submission by Devonport High School.
47. DVA, submission by Chullora Public School.
48. *Ibid.*
49. DVA, submission by St Francis Xavier's Regional Catholic School.
50. DVA, submission by 11<sup>th</sup> Light Horse Caboolture Troop and Military Museum.
51. DVA submission by Women for an Australian Republic.
52. Cf. Graeme Davison, "The Use and Abuse of Australian History," *Making the Bicentenary (Australian Historical Studies)* vol. 23, no. 91 (October 1988): 55-76; an example of this genre is DVA, submission by Roger S and Garry G linking 'the glorification of military action' to 'domestic violence in our society and ... child abuse.'

# La Grande Guerre à l'*Australian War Memorial* ou l'élaboration d'un mythe national

ROMAIN FATHI, DOCTORANT AU CENTRE D'HISTOIRE DE SCIENCES PO

L'*Australian War Memorial* (AWM) de Canberra est le musée d'histoire le plus visité d'Australie. Plus qu'une institution muséale, il est devenu le temple de ce que l'historien australien Kenneth Inglis appelle la « religion civile » australienne, c'est-à-dire le culte des soldats australiens de la Grande Guerre et des valeurs qui y sont associées<sup>1</sup>. À l'origine de l'AWM se trouve une section créée en 1917 en charge de collecter et de consigner les traces de l'engagement australien dans la Grande Guerre. Écrits, photographies, ordres, archives cinématographiques ou trophées de guerre, la section accumula les matériaux<sup>2</sup>. Il s'agissait d'immortaliser ce moment dans l'histoire de l'Australie attendu et vécu par ses habitants, empreints d'un militarisme edwardien, comme la « naissance de la nation<sup>3</sup> ». Toutes ces « reliques », comme elles furent rapidement nommées, servirent à l'établissement de l'*Australian War Memorial*, à la fois musée et mémorial national pour commémorer le conflit.

Inauguré en 1941, l'AWM connut quelques expositions de préfiguration à Melbourne et à Sydney. Les aspects byzantins du bâtiment étaient là pour rappeler le premier engagement australien dans la Grande Guerre, à Gallipoli. Sa localisation, symbolique, atteste l'importance qui lui est accordée par les pouvoirs publics. Le Parlement, l'ancien Parlement et le Mémorial sont parfaitement alignés le long de l'imposante *Anzac Parade*, seulement interrompue par le lac Burley Griffin. Cette topographie témoigne du lien entre le Parlement qui émane du peuple et se consacre à l'avenir de la nation tout entière, et ceux qui se sont battus pour que cette dernière soit pérenne et libre. Placé sous l'égide du Ministère des Anciens Combattants, l'AWM est doté de statuts légaux clairs mais peu flexibles. Le musée a pour mission de « commémorer le sacrifice des Australiens morts à la guerre » et se doit d'assister les Australiens à se souvenir, interpréter et comprendre les engagements militaires australiens. Dès lors, à l'AWM, l'histoire australienne se confond avec l'histoire militaire du pays.

Dans le discours officiel national – et nationalisant – l'histoire véritablement australienne commence donc le 25 avril 1915, jour du débarquement de l'ANZAC [acronyme pour *Australian and New-Zealand Army Corps*] dans les Dardanelles. Cette affirmation se traduit dans le par-



Vue de la *Anzac Parade*, DR

cours muséographique de l'AWM. Dès l'entrée du musée, dans le hall d'accueil, une barque utilisée lors du débarquement à Gallipoli, avec des impacts de balles, trône dans la pénombre. Une citation de William Morris Hughes, Premier ministre de 1915 à 1923, est reproduite juste derrière la barque et informe le visiteur que « l'Australie est née sur le rivage de Gallipoli ». La première salle est consacrée au débarquement des Dardanelles et donne accès aux autres salles dédiées à la Première Guerre mondiale. C'est en 1986 seulement qu'une galerie évoquant l'histoire militaire australienne d'avant 1914 a été ouverte à l'*Australian War Memorial*. Cette galerie, s'appelle *Soldiers of the Queen* et traite de l'histoire militaire australienne jusqu'à la fin de la guerre des Boers. Difficile d'accès et hors du parcours muséal chronologique, elle attire très peu de visiteurs. Par ailleurs, le passé colonial est toujours douloureux en Australie.

L'AWM est composé de différents dispositifs commémoratifs comme le *Hall of Memory*, le *Roll of Honour* ou encore la *Pool of Reflection*. Pourtant, ce sont les galeries du musée, par des représentations héroïques de la corporalité combattante, qui remplissent au mieux la fonction de commémoration telle qu'elle est organisée par le Mémorial et qui révèlent la perception officielle de la guerre de 14-18 en Australie. Dans ses galeries dédiées à la Première Guerre mondiale, ce n'est pas l'histoire du conflit qui y est contée mais celle d'Australiens dans des engagements militaires australiens. Le *digger* (soldat australien de la Première Guerre mondiale) y est omniprésent. Il est représenté par des statues, dans des tableaux ou encore par des dispositifs muséographiques, mais aussi par les objets qui lui ont appartenu. Cette omniprésence du *digger* tient sans doute au traumatisme vécu par la nation australienne : tous ses combattants de la Grande Guerre, si ce n'est le général Bridges et le soldat inconnu inhumé en 1993, ont été enterrés en pays étrangers. Le mémorial

devait donc être ce lieu de substitution pour commémorer les morts dont les tombes étaient inaccessibles pour la majorité des australiens<sup>4</sup>.

À travers les commandes du musée, il est possible d'analyser la part que prennent les représentations du corps des Anzacs dans la muséographie de l'AWM et dans la construction de leur légende. Ceux-ci sont grands, forts, beaux et leur torse vaillant toujours exposé au danger, face à l'ennemi. Pour recruter des volontaires, justifier de l'engagement dans le conflit alors même que la nation se divisait, la propagande de guerre orchestra la fabrication d'un idéal type du soldat australien et, c'est cet idéal type qui est encore présenté à l'AWM – et même, plus que jamais – et constitue la légende des Anzacs<sup>5</sup>. La liste des qualités qui leur sont attribuées, souvent éloignées de la réalité comme l'historiographie l'a démontré, ne servit pas qu'à la mobilisation et au maintien du moral et de l'effort de guerre de la population<sup>6</sup>. En effet, la légende des Anzacs et leurs épiques batailles se muèrent

●●●

Vue du *Hall of Memory* et du *Pool of Reflection*, DR





Vue du Roll of Honour, DR

en récit national dominant dès le début du conflit.

La Grande Guerre était l'*Illiade* australienne et devait être représentée en respectant certains canons dignes de la fondation d'un récit national. Les qualités des Anzacs, inscrites sous les vitraux les représentant dans le *Hall of Memory*, sont corporifiées dans les représentations muséographiques du *digger*, transformant une certaine interprétation de cet imaginaire national en réalité physique – par des statues, sculptures, tableaux et autres expôts. Ces représentations muséales permettent d'identifier des caractéristiques et des valeurs présentées comme nationales, véritablement australiennes. L'avantage de la naturalisation de qualités, c'est qu'elle rejaillit par extension sur la nation toute entière, ce qu'ont bien compris certains gouvernements.

À l'AWM, la Première Guerre mondiale est avant tout une affaire d'hommes, de muscles. La modernité de 14-18, sa singularité même, est niée par des représentations archaïques et épiques du combat, héritées des nations européennes qui les ont elles-mêmes abandonnées avec la Grande Guerre. Le *digger*, littéralement celui qui creuse, surnom représentant de façon saisissante l'activité combattante de 14-18, au ras du sol, dans la boue, est

systématiquement représenté debout. C'est en quelque sorte le paradoxe du « *digger* vertical ». Le corps, lieu de l'héroïsation et de la glorification du *digger*, ne peut être défiguré, démembré ou en proie au *shell-shock*. Par conséquent les morts représentées sont propres et les blessures, légères. À Canberra nous sommes face à une déréalisation des effets corporels de la guerre. Que ce mode d'exposition soit choisi au sortir de la guerre, cela pourrait se comprendre dans un mémorial visité par des familles en deuil. Cependant, encore aujourd'hui, la collection n'est pas historicisée ni présentée comme étant une construction visant à établir un récit national alors même que les archives des comités du musée sont claires sur ce point.

Cette mythologie, développée autour du soldat australien de la Grande Guerre et les représentations qui en sont faites depuis près d'un siècle, est plus vivante que jamais à l'aube de ce centenaire et pourtant, elle faillit bien disparaître. Dans les années 1960 et 1970, la légende des Anzacs perdit de son aura, et d'aucuns en annoncèrent la fin<sup>7</sup>. Par ailleurs, la guerre du Vietnam et les féministes l'avaient largement dénoncée. Cependant, la légende évolua et se redéfini dès les années 1980, stimulée par un intérêt généalogique exprimé par certains australiens. L'identité nationale australienne s'était entre temps redéfinie, remodelant également la légende des Anzacs qui en redevint un des piliers<sup>8</sup>. Dès les années 1990, les politiciens s'en saisirent car elle avait également l'avantage de proposer une histoire nationale « positive » à l'inverse de l'histoire de la colonisation et de ce que la population aborigène avait subi<sup>9</sup>.

Depuis cette période, l'AWM s'est considérablement politisé. L'interprétation et la représentation de la Grande Guerre en Australie forment en réalité un enjeu identitaire. Le décalage entre l'historiographie universitaire et les représentations collectives demeure important. L'inflation mémorielle est grandement liée à la politisation de la mémoire dans une quête pour définir l'identité nationale qui trouve dans l'AWM un puissant adjuvant. Ainsi, professe-t-il aux jeunes générations par le biais de son centre éducatif un patriotisme décomplexé fondé sur la notion de sacrifice de soi illustrée par les Anzacs<sup>10</sup>. Les groupes scolaires représentent en effet une part importante des visiteurs du musée. Depuis 2007, les plus jeunes peuvent même jouer à la guerre dans la « zone découverte » où sont reconstitués des décors militaires pour les enfants. Quant aux adultes, l'engouement est aussi au rendez-vous, l'AWM étant le musée le plus visité d'Australie. Même pour ce public, le musée a renforcé l'aspect interactif et spectaculaire par de nombreuses installations telles qu'un show sons et lumières avec la



Les vitraux du Hall of Memory, DR

projection d'un film réalisé par Peter Jackson (le réalisateur de *Seigneurs des anneaux*) retraçant un engagement aérien australien sur le front Ouest.

Doté d'un centre de documentation remarquable, le mémorial s'est vu critiqué pour le tournant commercial qu'il a pris dans les années 2000 se dotant même d'un distributeur dans son magasin dans lequel les visiteurs peuvent acheter toute sorte de souvenirs ou de publications patriotiques<sup>11</sup>. Il faut dire que l'Anzac se vend en Australie, et même très bien. À l'occasion du centenaire, les seules galeries dédiées à la Grande Guerre profiteront d'une enveloppe gouvernementale de 32 millions de dollars pour être réaménagées<sup>12</sup>. Le contenu restera inchangé, la collection étant en grande partie patrimonialisée. Plus que jamais, ce musée d'histoire est un matériau vivant ne reflétant pas tant les vestiges du passé qu'il présente que la communauté qui les conserve.

## Notes

1. Kenneth Inglis, *Sacred Places. War Memorials in the Australian Landscape*, Melbourne, Melbourne University Press, 2008 [1998], 433 et passim.
2. Les archives de cette section (l'*Australian War Records Section*) sont conservées au mémorial sous la côte AWM224.
3. Martin Crotty, « 25 April 1915: Australians Troops Land at Gallipoli: Trial, Trauma and the "Birth of the Nation" », in *Turning Points in Australian History*, Martin Crotty et David Roberts (eds.), University of New South Wales Press, Sydney, 2009, p. 113 et, Henry Reynolds, « Are Nations Really Made at War? », *What's wrong with Anzac? The Militarisation of Australian History*, Marilyn Lake and Henry Reynolds (dir.), Sydney, University of New South Wales Press, 2010, p. 32-36.
4. Sur ce point, se référer à Bruce Scates, *Return to Gallipoli: Walking the Battlefields of the Great War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, p. 64. Sur la problématique du deuil et de la distance, voir: Bart Ziino, *A Distant Grief: Australians, War Graves and the Great War*, Crawley, W.A., UWA Press, 2007.
5. Sur cet idéal type, se référer à Graham Seal, *Inventing the Legend. The Digger and National Mythology*, Queensland, University of Queensland Press, 2004 et Dale Blair, *Dinkum Diggers: an Australian Battalion at War*, Melbourne, Melbourne University Press, 2001.
6. Voir, par exemple, Craig Stockings (ed.), *Zombie Myths of Australian Military History*, Sydney: University of New South Wales Press, 2010 ou, Craig Stockings (ed.), *Anzac's Dirty Dozen: 12 Myths of Australian Military History*, Kensington, N.S.W.: NewSouth Pub., 2012.
7. Craig Wilcox and Kenneth Inglis, *Observing Australia 1959-1999*, Carlton South, Vic: Melbourne University Press, 1999, p. 70.
8. Sur la crise d'identité australienne depuis les années 1960, se référer à James Curran, *The Power of Speech: Australian Prime Ministers Defining the National Image*, Carlton, Vic.: Melbourne University Press, 2004 et James Curran & Stuart Ward, *The Unknown Nation: Australia after Empire*, Carlton, Vic., Melbourne University Press, 2010.
9. Stuart Macintyre and Anna Clark (dir.) *The History Wars*, Carlton, Vic., Melbourne University Press, 2004.
10. Romain Fathi, *Représentations muséales du corps combattant de 14-18. L'Australian War Memorial de Canberra à travers le prisme de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne*, Paris, l'Harmattan, 2013, p.91-92, 116-117 et 154-155.
11. Kenneth Inglis, *Sacred Places*, voir la section: « Epilogue: Toward the Centenary of Anzac » p. 458-483.
12. « Public gets say on AWM makeover », *Canberra Times*, 1 décembre 2012.



Une statue à l'intérieur du Australian War Museum, DR

# World War I in South Africa's Memory

BILL NASSON, DEPARTMENT OF HISTORY, UNIVERSITY OF STELLENBOSCH, SOUTH AFRICA

The Great War erupted merely four years after the formation of the Union of South Africa as a white-ruled, self-governing Dominion of the British Empire. In 1914, it was still far from having achieved the cohesion of a mature national country. Union was also established only eight years after the end of the bitter Anglo-Boer War which Britain had fought to defeat the independent Boer republican nationalism of the Transvaal and the Orange Free State. That enormously destructive colonial war left a legacy of strong hostility from Afrikaner nationalists towards the country's British connection. This difficult political background meant that the Union was a union only in name or as a symbol of an undeveloped Anglo-Boer nationhood. For beneath the surface, within its ruling white minority, there were deep fractures based on language and political identity between English-speakers and Afrikaners. Alongside these, there were further divisions between dominant white citizens and subordinate black subjects who were denied common citizenship rights. Lastly, there was the fact that South Africa did not respond to the outbreak of the Great War as a popular cause. As an imperial dominion, it was given no choice in the matter, just informed by London that it would be at war because Britain was at war. That produced considerable discontent and opposition, especially among the majority of Afrikaners who were either anti-war or who were pro-German because of historic Boer ties with Germany in the nineteenth-century. Inevitably, 'these divisions bedevilled South Africa's participation in the war'.<sup>1</sup>

## WARTIME CONTROVERSY

As they were bound to do, profound national divisions were not only shown up by the Great War. They also complicated the nature of South Africa's involvement in hostilities. On the one hand, patriotic white and Coloured volunteers fought in German South West Africa and in East Africa, while white infantry served on the Western Front, distinguishing themselves at great cost at Delville Wood in the Battle of the Somme during July 1916. Elsewhere, Coloured Cape Corps infantry served with British imperial forces in Egypt and in Palestine, and engaged the Turkish army in a notable action at Square Hill in Palestine.

On the other hand, thousands of pro-republican Afrikaners participated in an armed rebellion against the government in 1914, in opposition to South Africa's participation in the conflict. Anti-war feeling made it impossible politically to introduce white conscription. At the same time, Africans recruited for the war were barred by racial legislation from being allowed to bear weapons. Restricted to labour service, several thousand were despatched to France as non-combatants to undertake heavy manual work in harbours, forests and camps.<sup>2</sup> Thus, with the issue of the war always in dispute, and with the terms and the nature of wartime service always unequal and contentious, South Africa was never able to construct a common national experience of the Great War, nor to create a shared popular understanding of its meaning. The obvious consequence after 1918 was that 'the fault lines of 1914 continued to plague South Africa for much of the 20<sup>th</sup> century'.<sup>3</sup>

## EARLIER REMEMBRANCE OF THE WAR

Beginning in the 1920s, with the establishment of a South African National War Memorial on the Somme, through annual Delville Day and Armistice Day pilgrimages, ceremonies and street processions, white English-speakers and Anglo-Afrikaner loyalists tried to

keep alive the memory of Delville Wood as an emblem of their sense of a European South African nationhood.<sup>4</sup> Republican Afrikaners, meanwhile, used poems, novels and newspapers to exploit memories of sacrifice and martyrdom in the radical rebellion of 1914 to mobilise nationalist sentiments well into the 1940s.

In the Cape, some rural Coloured communities would recall the courageous ordeal of the Cape Corps at the Battle of Square Hill in a small ritual every September. That also served as a reminder of how little wider recognition there was of the patriotic valour of the Cape Corps under fire, for which the democratic claims of Coloured subjects had gone unacknowledged. For Africans, remembrance and mythology focused on the loss of the troopship *Mendi* in the English Channel in 1917. The drowning of over 600 men of the South African Native Labour Contingent and the invented story of the men performing a disciplined dance of death, singing a song of African unity as the *Mendi* sank beneath the waves, raised consciousness of the black contribution to the South African war effort. In the interwar decades, it stimulated the rise of annual *Mendi* memorial days, religious ceremonies, poetry and war dances, and inspired the founding of *Mendi* clubs and *Mendi* educational scholarships in commemoration of the 1917 disaster. These voluntary initiatives helped to keep alive a black nationalist portrayal of it as a powerful moment of African bravery and sacrifice in the Allied cause of freedom and self-determination. The image of the *Mendi* remained a haunting Great War presence in African nationalist politics in the post-Second World War decades, a stark reminder of past patriotism that had gone unacknowledged and unrewarded by successive segregationist and apartheid governments.<sup>5</sup>

It can therefore be seen that for many decades after the end of the war, the divided nature of South African war experience produced a selective kind of war remembrance, in which versions of the war were memorialised by sections of the population which remained apart. It is equally not surprising that there were tensions and contradictions in how the country's military past in 1914-1918 was remembered. For they posed questions over which experiences were being given precedence, for example, the war in Europe over the war in Africa, whose memories were being expressed through public historical representation, and which of South Africa's war stories were being ignored or even repressed, kept away intentionally from the public eye.

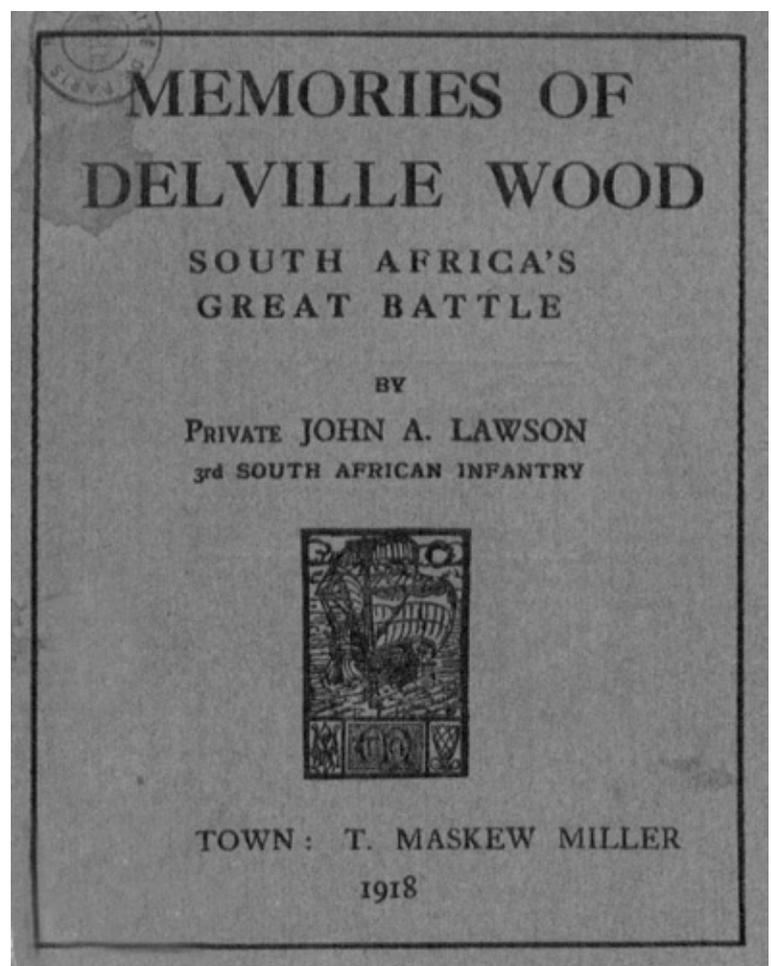
Nor were these the only matters for consideration. In more general terms, the rise to power of nationalist Afrikanerdom, with the election of the National Party in 1948, ensured a rapid decline in any official interest in, and support of, local remembrance of the Great War. Nationalist Afrikaners had no sense of identification with South Africa's role in *both* the First World War and

the Second World War, and in the 1950s, 1960s and 1970s preferred to bury remembrance of what they considered to have been unnecessary and distasteful international adventures in which South Africa had served British imperialism. The country's transition to a republic in the early 1960s and its withdrawal from a British Commonwealth hostile to its *apartheid* policies was symptomatic of an increasingly isolationist detachment from a wider world of shared commemoration of 1914-1918. Thus, on the fiftieth anniversary of the war in 1964, there was virtually no official commemoration. For the *apartheid* state, the Great War had disappeared into history.

### A BRIEF REVIVAL OF HISTORICAL REMEMBRANCE

In a most surprising way, the deepening crisis of the *apartheid* system after the 1976 Soweto Rebellion reawakened interest in the potential political use of South Africa's place in the Great War in the country's international efforts to regain its legitimacy. Through

John A. Lawson,  
*Memories of Delville  
Wood, South  
Africa's great battle*,  
Capetown, T.M  
Miller, 1918, Coll.  
BDIC





Amtsblatt des durch die Unions-Feldtruppen besetzten Gebietes Süd-West-Afrika, Windhuk, 30 septembre 1915 (édition allemande), Coll. BDIC

the later 1970s and into the early 1980s, South African diplomats in France, Belgium and Britain became increasingly concerned over the lack of public acknowledgment in Europe of their country's contribution to the Allied war effort on commemorative occasions such as Armistice Days and July events to mark the Battle of the Somme.<sup>6</sup> As Pretoria's ambassador to Paris complained in November 1978, it was 'undeserving' and 'distressing' to see South Africa being pushed out into the cold on the 70<sup>th</sup> anniversary of the end of the war. The fact that it was not being properly acknowledged as a loyal Western nation which had sacrificed in a world war for Western values of freedom and civilisation was nothing short of 'shameful'.<sup>7</sup> Some political double-think became strategically

necessary. In 1983, State President P.W. Botha launched an ambitious Delville Wood Commemorative project for completion by the seventieth anniversary of the Battle of the Somme. In Botha's imagination, when completed it would commemorate the heritage of a past war which continued to be cherished in the present, 'South Africa's united resolve to fight, to sacrifice, and to die for civilised traditions of the Free World... regardless of colour or creed'.<sup>8</sup> Inaugurated on the Somme in November 1986, the Delville Wood Commemorative Museum was placed within a replica of Cape Town's seventeenth-century Dutch East India Company castle, the first permanent European colonial fortification in Southern Africa.

Meanwhile, in George, Botha's home town in the southeastern Cape, a new *apartheid* housing development for Coloured people was named Delville Park, bringing an unexpected resonance of the Somme in 1916 to a segregated South African suburb seven decades later. It is hardly surprising that the local community was puzzled by the use of so utterly unfamiliar a name. Apart from anything else, South Africa's Coloured soldiers had not been sent to the Western Front. Of course, this did not matter to the authorities. Delville Park was a rare use – or misuse – of Great War remembrance for celebratory political purposes, late in the day.

Meanwhile, in French Picardy, South Africa's newly-expanded war memorial now incorporated documentary photography, figurative art and sculpture as well as museum artefacts in a clumsy effort to link together a previously narrow national memory of the Great War with South Africa's later campaigning in the Second World War, the Korean War and its defensive anti-Communist solidarity with the West in the Cold War. Its intention, according to the official museum guide, was to remind visitors of 'the full story of South African participation in Wars of the Free World', a story which started in 1914. As it struggled to adapt in order to try to survive its last years of worsening crisis, a reforming *apartheid* state now expanded the official national war memory of 1914-1918. In a late tribute to their auxiliary roles as guards, drivers, depot workers and medical orderlies, images of the South African Native Labour Corps and of the Cape Corps now joined the memorial roll of fighting white Springbok warriors at Delville Wood.

In a seamless horizon of twentieth-century war commemoration, South African sacrifice on the Somme was manipulated into an unconvincing parable of what P.W. Botha called, 'our common cause of liberty and democracy'. Devoted and passionate in defence of 'the civilised values' of their Western European ancestry, South Africa's armed patriots would continue to fight against aggression in the present.

Conscious of what had been transmitted by memory of the Great War, they would continue 'to uphold the values for which our brave men died here at Delville Wood'.<sup>9</sup>

Such rhetoric was rich in historical irony for an Afrikaner Nationalist leader who was hoping in vain that South Africa would continue to be South Africa as he knew it; conversion to the importance of a world war and reworking of its memory clearly appeared as one manipulative answer to that deep psychological need. But the end of white minority domination and its replacement by black majority rule was a dynamic that could not be stopped. Furthermore, before long the collapse of apartheid at the beginning of the 1990s would also have profound significance for how South Africa would compose remembrance of the Great War in the future.

## CHANGING CONTEMPORARY WAR REMEMBRANCE

The end of white rule in the country after 1994 coincided with the period in which the last surviving South African war veterans and witnesses to the experiences of 1914-1918 passed away. Joe Samuels, the sole living survivor from the 5<sup>th</sup> South African Infantry Brigade at Delville Wood died at the end of the 1990s.<sup>10</sup> There are now no known living South Africans who carry direct memories of the war, in Europe, in Africa, or in the Middle East. While Armistice Day rituals continue on an ever smaller scale, Delville Days have virtually faded as an act of public war memory.

Granted, post-1918 ex-servicemen's associations, such as the South African Legion and the Memorable Order of Tin Hats, along with elite English collegiate schools, continue as tiny repositories of an old white Anglophone and imperial Great War memory. But as a shared memorial universe of kinship and identity with the war brought by Europe, they have become marginal, their influence only inward and barely touching broader public consciousness. It is also notable in 2014 that some of the few educational institutions which have taken an interest in the Centenary have been making sense of the meaning of the war in fresh ways. Instead of following the traditional Remembrance Day path of honouring South Africa's war dead, there are high schools which have embraced more universal and satirical interpretations. In Cape Town in March 2014, for example, Westerford High School observed the one hundredth anniversary of the beginning of the Great War by staging 'a historical comedy-drama and musical'.<sup>11</sup> It was the famous anti-war British play, *Oh, What A Lovely War!*, by the pacifist writer, Joan Littlewood.

In a very recent study, one author has gone so far as to

suggest that in South Africa today, the Great War 'has fallen out of public remembrance', having become a conflict that 'is largely forgotten throughout the country'.<sup>12</sup> A stark illustration of that is the phenomenon of the life history of the 1924 Adderley Street War Memorial in Anglophone Cape Town. In the 1920s and 1930s, groups like the British Empire Service League were emotionally attached to it as a living memorial, complaining regularly to the municipal authorities if its appearance was seen to be deteriorating or if proper provision was not being made in advance for public Armistice Day parades past the Adderley Street monument. Well into the 1950s, the Cape Town War Memorial was still prominent in civic recognition, serving as a site of annual commemoration, with hundreds of local businesses displaying wreaths in mourning of the city's white volunteers who had fallen overseas in the world war.

Those remembrance impulses are now less than a distant memory, for they are gone. In 2012, the Cape Town authorities announced that they planned to shift the Adderley Street War Memorial from its original historic site near the city's harbour from which South African soldiers had boarded ships for Marseilles, Alexandria or Mombasa in 1915 and 1916. Its position had become a nuisance for urban transport expansion in 2013 and 2014, as it stood in the way of a proposed new bus route. It would be moved from its symbolically meaningful central place to a more secluded and less busy public spot in the city.

In reaction, one English-language newspaper anticipated a 'public outcry'.<sup>13</sup> Instead, apart from mild protests from a few individual members of groups of general war veterans, there was apathy and silence. Drained of meaning, having long ceased being a beacon of war memory and nostalgia, who cared about the fate of the Adderley Street War Memorial? In 2013, 'the vast majority of Capetonians continued with the hustle and bustle of their daily lives. World War One, whose hundredth anniversary was rapidly approaching, was well off the radar of public memory'.<sup>14</sup> Having virtually fallen out of public remembrance, like World War Two – but far more so – World War One has retreated from public remembering to private remembrance. There, its place is still affirmed in family histories, thus remaining important to a few scattered groups and individuals for whom it continues to inform a personal sense of their past in South Africa, and of the inheritance of a non-nationalist patriotic identity.

By way of conclusion, today we need to take account of the relationship between what remains of authorised public remembrance of the Great War, or official versions of war memory, the passing of white minority rule, and the dominance of black majority rule in a

●●●

- democratic South Africa. For the past twenty years, the attitude of successive ANC governments has certainly made the practices of conflict memory complicated and contested. The post-apartheid political agenda has placed enormous emphasis on remembrance of 'the freedom struggle', and on the anti-colonial liberation war, at the expense of other wars experienced by South Africans. Indeed, on the rare occasions that they have featured, the country's losses in the world wars have been woven into the rhetoric of 'selfless sacrifice' and 'fallen heroes' of the anti-apartheid freedom struggle.<sup>15</sup>

But at present there are signs of the emergence of a new South African narrative of Great War remembrance, drawing upon a re-discovery of the *Mendi* disaster of February 1917 and opening up the prospect of 'a Delville Wood counterpart for the black people of South Africa'.<sup>16</sup> Over a decade ago, the South African Navy named one of its new warships, *The Mendi*. In 2005, Britain's Queen Elizabeth II unveiled a *Mendi* memorial and garden of remembrance in Johannesburg's Soweto township. Around the same time, the government instituted the Order of *The Mendi* as one

the country's highest national awards for bravery. The long-standing *Mendi* tradition of African bravery and sacrifice and its accompanying mythologies and fabrications of stoic death have furnished the political present with a moral universe of past sacrificial struggle for justice and recognition.<sup>17</sup> Under an ANC government that is certain to be returned to office in South Africa's May 2014 general election, it is likely to loom large in any official centenary commemorations. As awakened memory, the drama of the *Mendi* will be utilized as a principal memorial channel through which a new South Africa will bear witness to the tragic cost of the Great War.

At the same time, the almost 20,000 local and international athletes who compete annually in the world's greatest ultra-marathon, The Comrades Marathon, run between Durban and Pietermaritzburg, will continue to do so in a race that has long ago lost its memory. It was first run in 1921, as a 'living memorial' to 'the soldiers of the Great War'.<sup>18</sup> Who among those in South Africa today who organise, watch or run in The Comrades, know that they form a tradition of Great War remembrance? ■

## Notes

1. Albert Grundlingh, 'Troopship Sinking Lives on in Memory', *The World Today*, vol.69, no.6, 2014, p.19.
2. Bill Nasson, *Springboks on the Somme: South Africa in the Great War, 1914-1918*, Johannesburg, Penguin, 2007, pp.63-157.
3. Grundlingh, 'Troopship Sinking', p.19.
4. Nasson, 'Delville Wood and South African Great War Commemoration', *The English Historical Review*, vol.119, no.480, 2004, pp.55-70.
5. Norman Clothier, *Black Valour: The South African Native Labour Contingent, 1916-1918*, Pietermaritzburg, University of Natal Press, 1987; Grundlingh, *Fighting Their Own War: South African Blacks and the First World War*, Johannesburg, Ravan Press, 1987.
6. *Die Burger*, 22 November 1979; *Rapport*, 8 August 1982.
7. *Johannesburg Sunday Times*, 12 November 1988.
8. *The Delville Wood Memorial Book*, Pretoria, Government Printer, 1991, p.21.
9. *South African Panorama*, No.2, April, 1986, p.8; Nasson, *Springboks on the Somme*, pp.239-40.
10. Nasson, 'A Springbok on the Somme: Joe Samuels, A South African Veteran of the Great War', *Oral History*, vol.25, no.2, 1997, pp.31-38.
11. *People's Post/Claremont & Rondebosch*, 3 April 2014.
12. Sarah-Jane Walton, *Locating Remembrance: World War Two and Memory in Cape Town*, MA Thesis, University of Cape Town, 2014, p.66.
13. *Cape Times*, 15 March 2013.
14. Walton, *Locating Remembrance*, p.1.
15. Nasson, 'The Memories and Mythologies of South Africa's Great War', *South African Journal of Science*, vol.105, nos.5-6, 2009, p.171.
16. Clothier, *Black Valour*, p.175.
17. Grundlingh, 'Mutating Memories and the Making of a Myth: Remembering the Mendi Disaster, 1917-2007', *South African Historical Journal*, vol.63, no.1, 2011, pp.46-48.
18. *Natal Witness*, 15 December 1921.

# A vanished memory: The Great War in present Argentina

MARÍA INÉS TATO, UNIVERSITY OF BUENOS AIRES (UBA-CONICET)

The First World War had a deep impact on its Argentine contemporaries. This country maintained solid economic, demographic, cultural and historical bonds with Europe; for all these reasons the outbreak of the war has not gone unnoticed at all. On the contrary, the war provoked an intense and sustained social mobilisation, and laid the foundations of a political and cultural polarisation and of an activism that would reappear with a new vigour during other great conflicts of the first half of the XX<sup>th</sup> century. How is this war reminded a century later? Which are the current social perceptions about it? This paper aims to examine the collective remembrance of the Great War in Argentina since the 1980s and to risk some explanatory hypothesis about the place that it takes up in the social memory.

## AN ARGENTINE WAR

While the Argentine government maintained an unaltered neutralist policy along the war, civil society showed a high level of commitment to one or another belligerent side through different modalities of mobilisation.<sup>1</sup> It is possible to distinguish two phases with defined profiles and different motivations in the involvement of Argentine society in the war, phases that recognised in 1917 a turning point. The United States entry into the war encouraged the abandonment of neutrality by most nations of Latin America, a decision stimulated by a campaign of diplomatic and economic pressures under the motto of Pan-Americanism.<sup>2</sup> In the Argentine case, it was added another issue: the effects of the submarine warfare declared by Germany. Until 1917 the war awakened a remarkable interest and was perceived as a distant spectacle that activated an emotional adhesion to the cause of the warring nations

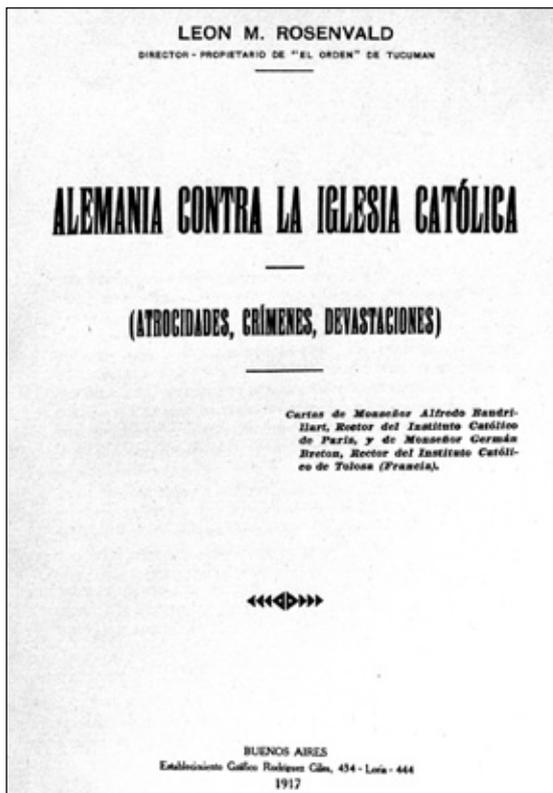
based on the aforementioned ties with the Old Continent.<sup>3</sup> But, ultimately, it was seen as a conflict that did not concern directly to Argentina. The “European war”, as it was called, was intensely discussed in the press and among some intellectuals, debating on the causes and responsibilities of its outbreak and taking sides explicitly in favour of one or other belligerent. In general terms, most of society supported the Allies, especially France, which since the previous century was the political and cultural model for the elites. On the contrary, Germanophiles were frankly a minority and should take care of the difficult mission of defending the German cause from a hostile public opinion.

Besides this cultural activism, the war caused an important economic and military mobilisation. The first protagonists of this movement were logically the immigrant communities residing in the country, which in 1914 constituted almost the 30% of the Argentine population and nearly the half of the inhabitants of the republic’s capital. Through their preexisting associative networks and also through patriotic committees organised at the beginning of the conflict, they channeled financial resources to their far Fatherland and responded in different degrees to the military call of their States.

But also the Argentines contributed to the cause of the warring nations through solidarity works. For example, German occupation of Belgium and the subsequent atrocities against civilians sensitised public opinion and led to the creation of the *Comité Argentino Pro Huérfanos Belgas* (*Argentine Committee Pro Belgian Orphans*), which, as well as other civil associations, collected funds throughout the country to help these victims. In addition to the material assistance to soldiers and civilian victims, Argentine society provided the European armies with many volunteer soldiers, doctors and nurses.

Nevertheless, in 1917 circumstances transformed radically the perception of the war and the objectives of the mobilisation. As stated before, Pan-Americanism

León M. Rosenvald,  
*Alemania contra  
la Iglesia Católica*  
[atrocidades,  
crímenes,  
devastaciones], Est.  
Gráf. Rodríguez  
Giles, Buenos Aires,  
1917, Coll. BDIC



●●● together with the effects of submarine warfare -which provoked the sinking of three merchant ships of Argentine flag- had a decisive influence to break the neutralist consensus dominant since 1914. The far-off war transmuted into a close conflict that affected Argentina. In consequence, it stirred nationalist passions that turned the cultural tensions registered previously into political ones. It started a symbolic fight for the appropriation of Argentine nationality that exacerbated the political and ideological polarisations and strengthened society mobilisation. In that way, the dichotomy between “Alliadophiles” and “Germanophiles”, which until 1917 described the public opinion’s elective affinities, received a denigratory semantic charge, being almost a political insult, respectively applied to the supporters of the breaking of diplomatic relations with Germany and the defenders of neutrality. In particular, the use of the term “Germanophile” was distorted and included not only the confessed admirers of Germany but also any supporter of neutrality, whatever the reasons of their position were. In this stage, the war intensified the activism of the press, the intellectuals and the associations, putting the international matter in the public agenda. The streets and squares of the main Argentine cities were transformed into the privileged scene of the dispute on the country’s external affairs. There were massive demonstrations organised by a multiplicity of neutralist and

rupturist associations, born in diverse social and geographical areas, which interacted with the press and the intellectuals, causing a political mobilisation of great proportions, which would have to last until the end of the war.

The Great War also left long-lasting legacies, such as the configuration of cultural and political antagonistic grounds, holding identities (“Alliadophiles” and “Germanophiles”) based on enduring ideological topics; the appeal to nationalism; and the use of a particular repertoire of modalities of collective mobilisation. This heritage experienced a revival during the Spanish civil war and the Second World War, conflicts that also shook Argentine society intensely.

## THE FORGOTTEN WAR

The memory of the Great War got weaker through the decades. Not only commemorative public policies and other modes of collective remembrance are almost nonexistent in Argentina. Even for historians, the Great War seems to be a conflict that never happened. Only in the last decade several works on this topic came out from the perspective of cultural and social history, exploring the intellectual circles, immigrant communities, press, associations, volunteer soldiers.<sup>4</sup> In some way, the growing field of First World War studies in Argentina is fighting a solitary struggle against forgetting.

At present the indicators of the social visibility of the Great War are scarce, feeble and isolated. The first of them belongs to the sphere of public policies. On April 15<sup>th</sup> 1994, a decree of the then President Carlos Saúl Menem gave to the presidential heliport in the city of Buenos Aires the name “Capitán Vicente Almandos Almonacid”. Among the reasons of that recognition to Almonacid, decree recitals mentioned the crossing of the Andes in a night flight for the first time (in 1920) and the establishment of the first air company that offered regular flights to Patagonia and Argentine northeast (Aeroposta Argentina S. A., created in 1927).<sup>5</sup> This personage had been one of the many Argentine volunteer soldiers in the service of France during the Great War. Almonacid stood out as an aviator, being profusely decorated and having paraded with the French Army in the Arc of Triumph in November 1918.<sup>6</sup> The feats of the so called “Riojan Condor” were remembered shortly after by the French president Jacques Chirac, who in his 1997 visit to Argentina delivered to Menem documentation confirming his participation in the Foreign Legion.<sup>7</sup> Nevertheless, even this indirect allusion to WWI was quite ephemeral. On June 14<sup>th</sup> 2011, President Cristina Fernández de Kirchner renamed the heliport after its remodeling as “Roberto Mario Fiorito”, in homage to the only helicopter pilot

dead in the Malvinas/Falklands war.<sup>8</sup> Another recent reference to WWI comes from the literature field, in the confluence of academic history and public history: Federico Lorenz's historical novel *Los muertos de nuestras guerras* (*The dead of our wars*), set in the aftermath of the Great War.<sup>9</sup> One of its characters, Captain Morris Llwyfen, from the Commonwealth War Graves Commission, in charge of the dead British soldiers' exhumation in Flanders to be buried in fallen cemeteries, is a Welsh born in Patagonia. He works as a peculiar link between WWI and Argentina, showing the identity question of the Anglo-Argentines.

Except these only two fleeting traces of the Great War, no memories remain from that past. On the contrary, most people are unaware of the significance that the conflagration had for their ancestors. In that sense, there is an undeniable divorce between history -the set of available evidences of the social place of this war in the past- and memory -the way in which that time is currently remembered-.<sup>10</sup>

Compared with the impact of later international conflicts, the Great War is in fact a forgotten experience. The Spanish Civil War has been an important landmark in social memory, with a relevant number of academic and historical dissemination texts, especially centred on Argentine volunteers in the International Brigades<sup>11</sup> or in the Republican exiles.<sup>12</sup> The presence of a strong Spanish community, deeply rooted in Argentine society, fostered the society's concern and allegiance. Furthermore, as it happened in belligerent nations as France, the Second World War exerted a fundamental role in the eclipse of the Great War, despite its centrality for its contemporaries.<sup>13</sup> The importance of the new war was reinforced by a plentiful academic production on Nazi and fascist infiltration in Argentina and the parallel action of antifascist activists.<sup>14</sup> But the significance of WWII for Argentine society was particularly nurtured by the prolific cultural productions of public history, which transmitted the image of Argentina as a haven for Third Reich's leaders, including a supposedly surviving Adolf Hitler,<sup>15</sup> or for survivors of the Holocaust.<sup>16</sup> At the end of the 1990s, the interest in this period gave room for the formulation of a public policy of memory institutionally expressed in the *Comisión para el Esclarecimiento de las Actividades del Nazismo en la Argentina* (Commission of Enquiry into the Activities of Nazism in Argentina), an agency under the Ministry of Foreign Affairs, International Trade and Worship.

Temporal proximity also helped to strengthen the remembrance of the 1936 and the 1939 wars. Witnesses, protagonists, familiar accounts, are still available to testify the wartime experience, something almost impossible to find in the case of WWI. All these factors explain that the Spanish civil war and

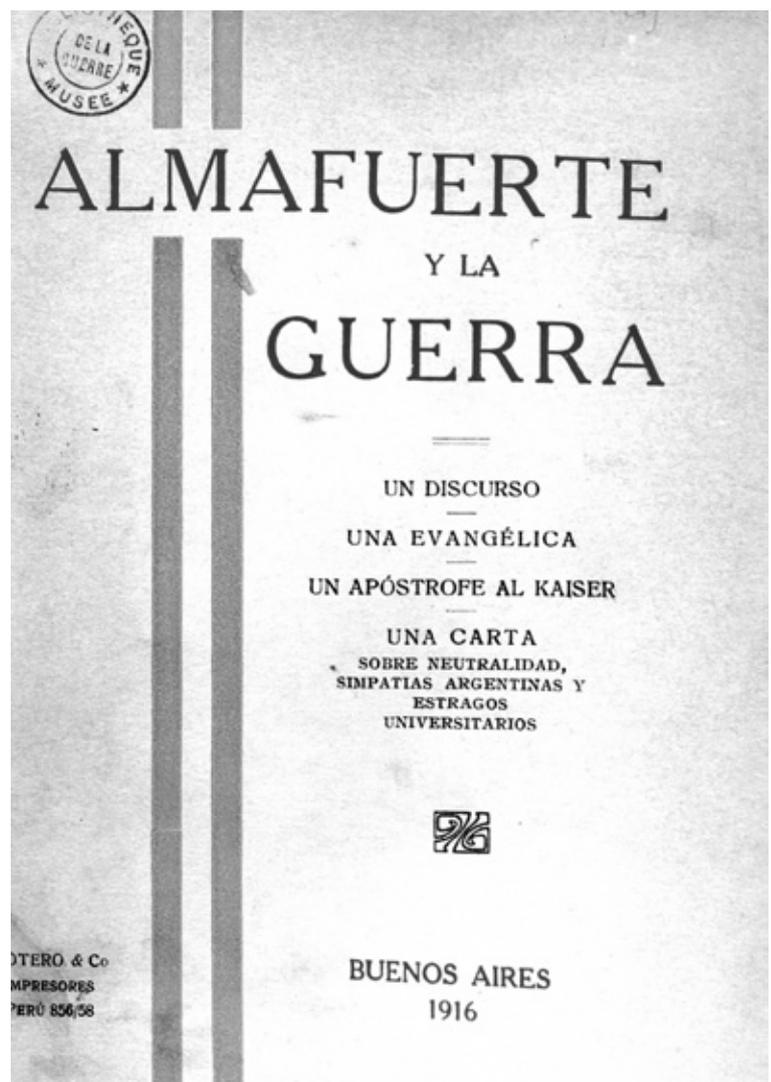
the Second World War contributed to overshadow the memories of WWI, perceived as a far-off conflict, unconnected to national past.

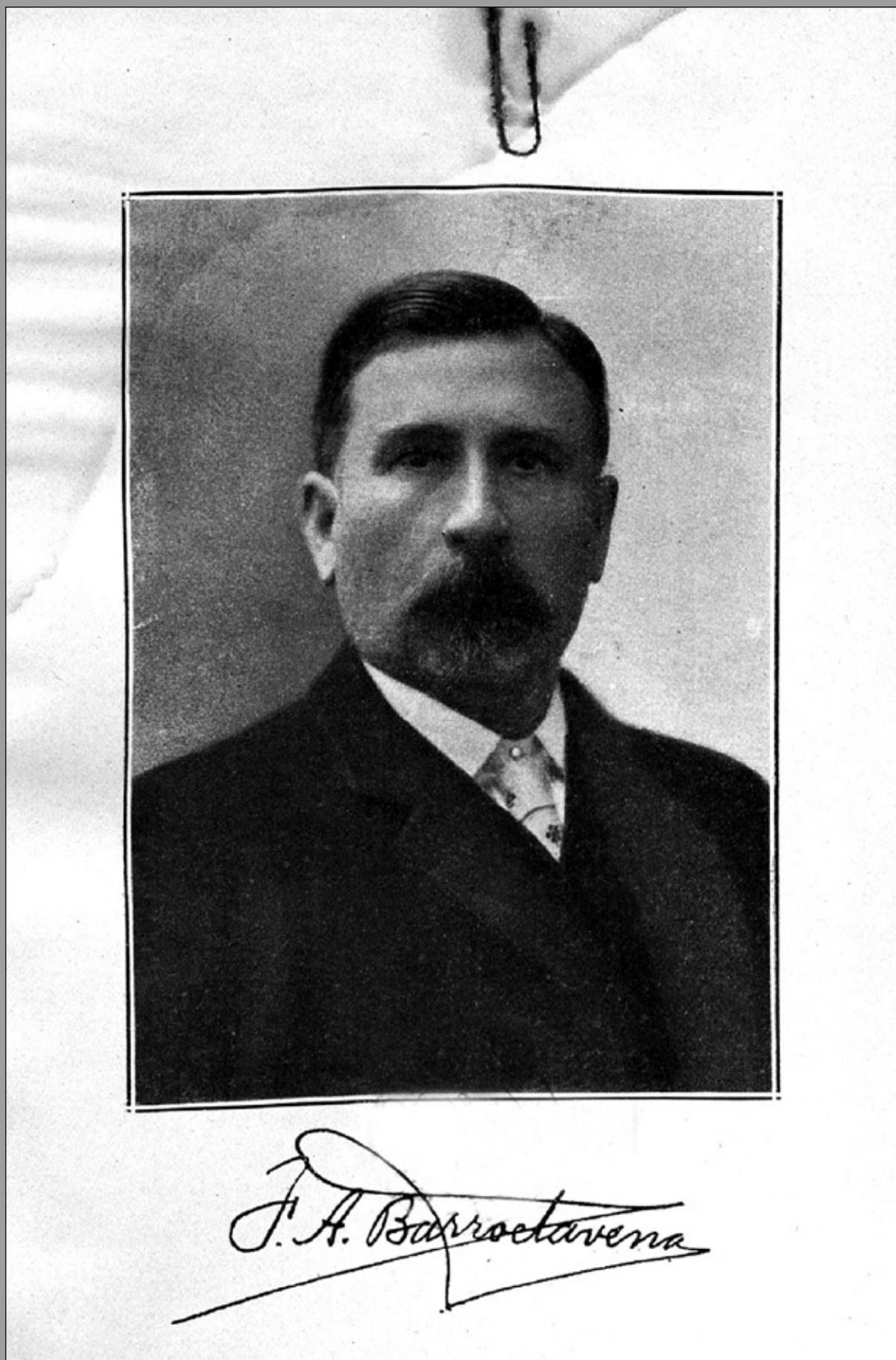
## SOME CONCLUSIONS

As we have seen, WWI was a meaningful experience for Argentine society, at least until the Second World War. It encouraged the activism and mobilisation of civil society, and in that sense it constituted a foundational experience, later recreated during other international conflicts. Nowadays the Great War was cast into oblivion. How to explain its forgetting? It is possible to indicate several factors that get together to clarify at least partially that fact.

On one side, the internal political dynamic had its influence. Argentine's convulsed political history during the XX<sup>th</sup> century led to the result that social interest in the past has been largely dominated by those periods that marked it deeply, such as per-

Pedro B. Palacios  
Almafuerte,  
*Almafuerte y la guerra. Un discurso. Una evangélica. Un Apóstrofe al Kaiser. Una carta sobre neutralidad, simpatías argentinas y estragos universitarios*, Otero, Buenos Aires, 1916, Coll. BDIC





Portrait de Francesco Barroetavena, extrait de *Alemania contra el mundo*, Otero, Buenos Aires, 1916, Coll. BDIC

onism -a phenomenon that has hegemonised the local political scene for the last seventy years- and 1970s' political violence. Likewise, at least since 1930 a cultural and radical nationalism has characterised Argentine political culture. This nationalist bias has favoured a self-referential approach to the past, frequently guided by an endogenous logic, far away from global determinations. Besides, radical nationalism, sometimes bordering on chauvinism, condemns universalist expressions, considered opposite to the primacy of the nation (like the consecration of WWI's volunteer soldiers to the cause of other countries) to be forgotten.

On the other side, probably the most important factor in the forgetting of WWI was the Malvinas/Falklands war, which affected Argentina in a direct and long lasting manner. This conflict, occurred between April and June 1982, was the only war in which this country was directly involved in the XX<sup>th</sup> century. This brief but intense armed conflict is still an open wound in Argentine society, for which it constitutes a traumatic experience hard to be assimilated.<sup>17</sup> It is possible to state that the memory of Malvinas finished burying into the shadows of oblivion the remembrance of WWI, a war that, by comparison, had hardly affected Argentina. ■

## Notes

1. On this concept, see John Horne, "Introduction: mobilizing for 'total war', 1914-1918", in John Horne (ed.), *State, Society, and Mobilization in Europe during the First World War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.
2. Olivier Compagnon, "Entrer en guerre ? Neutralité et engagement de l'Amérique latine entre 1914 et 1918", *Relations Internationales*, 137, 2009.
3. For the reactions of Argentine society to the war, see María Inés Tato, "La disputa por la argentinidad. Rupturistas y neutralistas durante la Primera Guerra Mundial", *Temas de Historia Argentina y Americana* n° 13, 2008.
4. For a historiographical panorama on this point, see María Inés Tato, «La Gran Guerra en la historiografía argentina. Balance y perspectivas de investigación», in Dossier "América Latina y la Primera Guerra Mundial", *Iberoamericana. América Latina - España - Portugal*, forthcoming.
5. «Decreto 538/94», en *Boletín Oficial de la República Argentina*, 22/4/1994.
6. There are only a few tracts on Almonacid, whose rich trajectory would deserve an exhaustive biography: Juan Aurelio Ortiz, *Los Vicente Almandos Almonacid. Descendientes de chuqueños, Chuquis (La Rioja)*, s/e., 2001; Nicolasa Amanda Suárez de Carrara, *Alas valientes*, La Rioja, Riojagraf, 2009.
7. Germán Sopena, «La globalización no sirve si fomenta la desigualdad», *La Nación*, 19/3/1997.
8. «Bautizan el helipuerto presidencial 'Roberto Fiorito' y la presidenta entregó DNI a un malvinense», <<http://www.infoplatense.com.ar/index.php/la-plata/aguafuertes/2383-bautizan-el-helipuerto-presidencial-roberto-fiorito-y-la-presidenta-entrego-dni-a-un-malvinense>>, 15/6/2011. Visited on January 18<sup>th</sup> 2013.
9. Federico Lorenz, *Los muertos de nuestras guerras*, Buenos Aires, Tusquets, 2013. The author is a professional historian and also frequents the historical dissemination, especially on the Malvinas/Falklands war.
10. For a discussion of the relationships between history and memory of WWI, see Jay Winter, *Remembering war. The Great War between memory and history in the twentieth century*, New Haven / London, Yale University Press, 2006.
11. For example, Graciela Mochkofsky, *Tío Boris: un héroe olvidado de la guerra civil española*, Buenos Aires, Sudamericana, 2006; Alicia Dujovne Ortiz, *El Camarada Carlos. Itinerario de un enviado secreto*, Buenos Aires, Aguilar-Alfaguara, 2007; Lucas González et al., *Voluntarios de Argentina en la Guerra Civil Española*, Buenos Aires, Centro Cultural de la Cooperación, 2008. In 2010 some relatives of victims of the Francoist regime asked the intervention of the Argentine judicial system under the principle of universal justice. This initiative, currently under way, updated the interest in the Spanish civil war and its legacies.
12. Among others, the pioneer works of Dora Schwarzstein, such as *Entre Franco y Perón. Memoria e identidad del exilio republicano español en la Argentina*, Barcelona, Crítica, 2001.
13. Nicolas Offenstadt, *14-18 aujourd'hui. La Grande Guerre dans la France contemporaine*, Paris, Odile Jacob, 2010, p. 9.
14. Such as Ronald C. Newton, *El cuarto lado del triángulo: la "amenaza nazi" en la Argentina, 1931-1947*, Buenos Aires, Sudamericana, 1995; Andrés Bisso, *Acción Argentina. Un antifascismo nacional en tiempos de guerra mundial*, Buenos Aires, Prometeo, 2005; Leticia Prislei, *Los orígenes del fascismo argentino*, Buenos Aires, Edhasa, 2008.
15. For instance, Jorge Camarasa, *Los nazis en la Argentina*, Buenos Aires, Legasa, 1992, and *Odessa al Sur. La Argentina como refugio de nazis y criminales de guerra*, Buenos Aires, Planeta, 1995; Uki Goñi, *La auténtica Odessa*, Buenos Aires, Paidós, 2002; Álvaro Abós, *Eichmann en Argentina*, Buenos Aires, Edhasa, 2007; Ariel Basti, *El exilio de Hitler*, Buenos Aires, Sudamericana, 2010; the documentary *Oro nazi* (2005); the film *Wakolda* (2013).
16. Among other modes of remembrance, the Museum of the Holocaust, in Buenos Aires, opened on 2000, and the Anna Frank Centre Argentina, opened on 2009; Diana Wang, *Los niños escondidos. Del Holocausto a Buenos Aires*, Buenos Aires, Marea Editorial, 2004; *Y le contarás a tus hijos... Testimonios de los/as sobrevivientes de la Shoá en Argentina*, Buenos Aires, INADI, 2008, and many other testimonies of survivors, largely disseminated on TV and the press.
17. On this topic, see Federico Lorenz, *Las guerras por Malvinas*, Buenos Aires, Edhasa, 2006.

# Commemorating catastrophe: Remembering the Great War 100 years on

---

JAY WINTER, YALE UNIVERSITY

In much of Western Europe, and in what used to be the outreach of the French and British empires, this is a season of commemoration of the outbreak of what we call the Great War. But that is not all. I can attest personally to our being subjected to an avalanche of events, more public than academic, which now is entirely global. From Tokyo to Beijing to Hong Kong to Singapore, to Santiago de Chile, to Quito, to Rio, public and academic groups have sought out Western scholars to help ignite interest in the Great War among their own populations. In part this is a fading of the screen memory of the Second World War, which occluded any recognition that the violence of the 1930s and 1940s had its direct and unmistakable origins in the war of 1914-18. The same occlusion marked Central European scholarship; the Second World War is what mattered. When I started studying the First World War nearly 50 years ago, I was well aware of the almighty fuss over Fritz Fischer's work on the similarity between German war aims in the two world wars, but aside from that, there was little of the huge interest that attended the 50<sup>th</sup> anniversary of the outbreak of the war in 1964. Fortunately, that imbalance between English and French scholarship on the one hand, and German scholarship, on the other, has been rectified. Particularly on the level of the *Land*, there has been a flurry of activity in Germany with an impressive level of scholarship attached to it. And in Innsbruck, Vienna, and Graz, there is work of the highest level underway on the Great War. Further east in Europe, there are signs of discovery of the Great War, but the legacy of communism is still an obstacle to a full recognition that 1914 was at least as important as 1917 in the history of the twentieth century. There is evidently work still to be done to present to a global public

a global history of the first fully global, industrialized war. That is one reason why I was delighted to accept your invitation to speak on the 1914-18 war here tonight.

Much of this global burst of activity is not only reflective but reflexive. That is, there is increasing attention by those engaged in commemoration in examining what they and millions of other men and women are doing when they remember in public the 1914-18 conflict. This is a very welcome development for many reasons. First, it enables us to treat remembrance as a cultural practice at the local level, open to ethnographic work linking kinship and politics. Families do the work of remembrance, and addressing the astonishingly varied initiatives emerging in civil society tells us much about the inability of states and national leaders to script the way people remember war and the victims of war. Reviewing these developments also reinforces the chastening view to us historians that we do not script the narrative of war broad populations accept about war in general and the Great War in particular. So if political leaders and academic scholars do not shape the story of the Great War, then who does?

My tentative answer to this question is that families do, and alongside broader associative networks, they use images – photographic, filmic, digital – as their fundamental point of reference. What people see matters much more than what they read. Of course 'seeing war' (in inverted commas) mediated in this way is not seeing war at all. But the visual comes as close as possible to providing a non-verbal lexicon and a grammar of war which has lasted an entire century.

One more caveat. Everywhere, remembrance is a business. It provides both pilgrimages and tourist packages; toys, replicas, and kitsch for all tastes; books for all ages, as well as films, museum exhibitions, and many radio and television series, talk shows, and documentaries. All require lots of money, and this

money comes from many sources, not only and not primarily from national funds. The memory boom will make a fortune out of the Great War and out of the conversion of the story of the war into light consumer durable goods. This is true world-wide and necessarily makes the story of commemoration a chapter in business history which we ignore at our peril. My guess is that selling the Great War is not much different in different parts of the world, trivializing a story transmitted in many different ways. I do not believe that commercialization necessarily distorts the meaning of commemoration; it provides 'stuff' to enable families to enter into the commemorative moment.

We must not be so sophisticated as to deny that commercial popular culture matters in the commemorative world. Let me use the example of the children's book/play/ film 'War Horse' to show that kitsch can pack a punch. It has power arising from an astonishing set of life-size puppets – men creating the uneven cadence of horses. The effect is amazing, much more realistic than Stephen Spielberg's living horses in his adaptation of the play, which now has been translated into 50 languages. Was the play pacifist? Was it trivializing? Yes to both. And what made it so powerful, especially on the stage was its use of puppets to associate terror with war in a way children and adults understood perfectly. No glory here, just pointless suffering. An equestrian turn away from war.

My talk today addresses the question as to what is happening today and will go on happening for at least the next five years. Who is doing the work of remembrance of the Great War and how do they do it? I can venture the beginnings of an answer to this question in part because I have been involved personally in three such enquiries in France, in Ireland, and in Australia. I have also been on the sidelines of another case, a very odd one, that of Belgium. This is, of course, a tiny sample of global commemorative activity, but it offers us a place to start.

## 1. FRANCE

First France. I have been fortunate to serve as a member of the French presidential commission to prepare the commemoration of the centenary of the Great War in France. Here fictive kinship really operates, since I am not French, but have written two books with the president of the commission, Antoine Prost. This commission has as its brief to coordinate the upsurge in public events marking the passage of 100 years from the day the Great War began. It has a budget of 20 million euros to start with and lots more to come.

Our brief included the scrutiny of more than 1200 local projects which aimed to secure the 'labelisation'

or imprimatur of the Centennial Commission, as projects worthy of public support (and later on, of public finance). Roughly 800 were approved. There are five features they shared in common. The first is that they came from local groups and individuals, not from political parties or national representatives. They spoke for civil society. Secondly, not a single one used the word 'martyrs' for the dead of the Great War; Catholics submitted dossiers for formal approval, but they did not use Catholic language in doing so. Thirdly, these projects bore virtually no trace at all of the scholarly publications of the last 30 years on all aspects of the Great War. It was as if historians were phantoms, just brushing past settled and stable stories about the past, which was both local and familial in character. This is what Maurice Halbwachs meant by collective memory – the memory of small groups of people who tell a story of the past which is stable and impervious to change. In the memory boom of 2014, we historians swim in a current we neither created nor control.

The fourth feature of the body of commemorative activity is its trans-national character. It is emphatically not limited to white, metropolitan France. There are substantial projects which show what Algerians and Moroccans did in the Great War, alongside exhibitions, theatrical performances and songs associated with *les Tirailleurs sénégalais*, the Vietnamese and even Polynesians. Here is the voice of imperial France now liquidated in history, but very much alive in the space of collective memory of people of all races who now make France their home and bring their family memories with them.

This cosmopolitan response is of considerable importance for the politics of multi-culturalism in France. In his last years in office, President Sarkozy, like Angela Merkel, announced the end of the politics of multiple identities, of what Hispanic activists call 'living on the hyphen'. Now a Socialist government under François Hollande has found a way to revive multi-culturalism through the commemoration of a war fought not only by white men, but also by yellow, black, and brown men in French uniforms. Commemoration is, in his hands, a politics of ethnic unification through the memory of a war which killed regardless of race, religion, or ethnicity.

Fifthly, this body of popular commemorative initiatives was both a reflection of the importance of *anciens combattants* in France, and of their pacifist traditions. The government took one decision which reflected its recognition of the electoral importance of veterans. It decided to braid together commemoration of 1914 with that of 1944, and make both moral narratives about the liberation of French soil from occupation armies. In the contested history of the Second World War in France, the only point on which everyone agrees is

●●●

- that 1944 saw the liberation of France from German occupation. Virtually everything else about the sorry history of France under occupation, and in particular about the war between collaborators and resisters, is highly contested terrain. Not so the theme of liberation. In this narrative 1914 saw the arrival of one million uninvited German guests on French soil, where they remained for four years, until they were forcibly ejected by armies from all parts of the world. The veterans of the Great War – now all gone – accomplished this feat of arms, at the cost of 1,400,000 men killed and twice that number injured. Half of the French army were casualties of war. The survivors created a powerful veterans movement, one of the very few which were pacifist in outlook. Their moral authority to talk about war and to demand its abolition was unquestioned, that is, until Hitler made their stance untenable. After the debacle of 1940 thousands of them joined the Resistance and went back to war despite the repugnance of having to do so. The political message of the Hollande government is that there was a unity in the war service of the men and women who fought for France in the two world wars. Here was a message Hollande's besieged government has seized to its advantage.

This embrace of the veterans' movement is also an embrace of the human rights movement in France, which came out of it. René Cassin, the primary (though by no means the only) drafter of the Universal Declaration of Human Rights, was severely wounded in 1914; his survival of a stomach wound was something of a miracle, though he never saw it that way himself. His commitment to human rights was the way a distinguished jurist expressed his pacifism, a pacifism borne of profound knowledge of the wrenching cruelties of war. Here is the link between remembering 1914 and reinforcing the public's recognition of the significance of European unification as a way of turning away from war. Honoring the victims of war in France is a very Euro-friendly matter.

## 2. IRELAND

The Irish case shows the way contemporary politics transform commemoration. The Good Friday agreement of 1998 both transformed the sectarian conflict in Northern Ireland and the shape of First World War commemoration in Ireland as a whole. In the space of 16 years, 1914 and 1916 have literally been fused together. Now it is no longer necessary to choose between them. Both the Irish and British governments have accepted the suggestion of joint working groups of people both north and south of the Irish border to mark in schools and public ceremonies the decade of conflict between 1912 and 1922 which tore

Ireland apart. Placing the four years of the Great War within what Irish historians now term the 'greater war' offers something for everyone. The growth of Catholic and Protestant armed groups through gun-running, the military service of over 100,000 Catholic Irishmen in the British army from 1914 on, and the bloody price these men paid especially in the Battle of the Somme alongside Protestants serving King and Country now form a seamless web. Superimposed on this story is the Catholic tale of the Rising on Easter Monday, with all the sacred language of martyrdom intact. But instead of barring the way to joint commemoration, now the 1916 rising is part of a wider story of suffering which disfigured Irish history for the rest of the century. The explosive material in the story of the Irish revolt has been defused through placing it in a new frame, a new form of what Jan Assmann terms cultural memory. More on that in a moment.

I have seen Gerry Adams, the President of Sinn Féin sitting alongside the Reverend Ian Paisley, former Protestant firebrand, at the Ulster tower on 1 July, marking the tragedy of the Battle of the Somme together. I must admit that I blinked several times at this sight, which would have been impossible 20 years ago. Making 1914 and 1916 two links in a longer chain of violence has made all the difference. This is the strongest case to date of Great War commemoration shifting from highlighting, even exacerbating conflict, to transcending it. In Ireland, 2014 and 2016 will be remembered as events requiring us to deepen and reinforce the recent turn away from civil war.

Note too that this change has occurred at a time that the Roman Catholic Church has lost much of its authority in Ireland north and south. Sexual abuse scandals have accelerated a move away from the Church which has happened all over Europe. Perhaps this has made it easier for Roman Catholics to bury the language of martyrdom and the sacredness of blood sacrifice imbedded in the rhetoric of the Irish revolution and the poetry of Patrick Pearse. The Protestant churches too have suffered a hemorrhage of the faithful, rendering the politics of No Surrender virtually untenable. Blind hatreds persist, but they no longer inform and deform much of political conflict and commemorative politics.

## 3. GALLIPOLI

The language of sacrifice and martyrdom are still very much alive in one special commemorative environment. I speak here of Gallipoli, which in 2015 will be the centre of remembrance for Turks, Australians, New Zealanders, -- and here's the rub -- Armenians. For nearly a century, a striking commemorative bond linked to Gallipoli has drawn together Turkish, Aus-

tralian and New Zealand sentiment expressed in a powerful and very unusual bond of solidarity, both national and shared at the local level. Have a look at this war memorial, on which is carved the words of Mustafa Kamel Atatürk about the sense of loss all three nations share: "Those heroes that shed their blood and lost their lives. You are now lying in the soil of a friendly country. Therefore rest in peace. There is no difference between the Johnnies and the Mehmets to us where they lie side by side here in this country of ours.... You, the mothers, who sent their sons from far away countries, wipe away your tears. Your sons are now lying in our bosom and are in peace after having lost their lives on this land. They have become our sons as well." This inscription is on a plaque in Gallipoli; it is also on a monument in Canberra, in front of the Australian War Memorial, and in Wellington, New Zealand, where it is inscribed on a stone looking out over the Tasman Sea towards Gallipoli, 8000 miles away.

There will be hundreds of commemorative events in all three of these countries in 1915. Until now, these acts of remembrance have bypassed or suppressed the problem that the Armenian genocide began to unfold at exactly the same time as the Allied amphibious landings at Gallipoli in 1915. Now political tensions are higher than ever before, in part because this is a concerted effort again on the local level to insert the Armenian genocide in the narrative of 1915 these nations share. This will not be done easily, but the fact that it is now possible is a development of considerable importance.

There are three ways in which the Armenian genocide is now part of the landscape of commemoration. The first is that the Parliament of the State of New South Wales voted in August 2013 to recognize the Armenian genocide.<sup>1</sup> Other legislatures have done so, particularly the French, but for Australians to join them was ominous to the Turkish Foreign Office, which immediately threatened to block the entry into Turkey of those Parliamentarians who voted for this recognition.

Secondly, Turkish historians are now joining Armenian and European historians in several international colloquia on 1915, including the Armenian genocide. Even though it is still against the law, supposedly to insult the Turkish nation, for a Turk to speak in public about the Armenian genocide, many do so today. That was not true even five years ago. I had an invitation from the Orient Institute in Istanbul then to speak on the Armenian genocide. This German-funded body's director received a phone call from a German diplomat who noticed that there were many journalists in the front row of the auditorium to hear my talk. He approached me and asked (virtually on his knees) if I

could please not talk about the Armenian genocide. Too politically sensitive, and so on, even though that title was the advertised one which we had agreed months before. I hesitated, but then did what he asked. I gave a lecture on the social construction of silence, the journalists were bored enough to leave after 10 minutes, and at the end of my talk, a stream of Turkish students congratulated me on the best lecture they had heard on the Armenian genocide.

My point is not to highlight my predicament on that day, nor the pressure to avoid controversy in academic discussion. It is to say that on 9 May 2014 I am going back to Istanbul to give the lecture I was unable to give five years ago. And my Turkish friends tell me that this incident is a small indication of a major shift, both in discussing Armenian history and Kurdish history, equally no go areas in the past.

Let me offer a best-case scenario. Suppose that the Turks and Armenians, pushed not by national political groups or diasporas, but from small groups of activists at the local level on both sides, take a leaf from the book of Irish commemoration. Suppose they place the loss of life of 600,000 men in the Ottoman army in the First World War alongside the loss of life of perhaps one million Armenians in the deportations of 1915 and after. Suppose they accept the framework that the Great War was a lethal conflict in which the collapse of four empires led to the deaths of millions of men and women, soldiers and innocents alike. Then Turkish opinion, high and low, just might admit that genocide happened in Turkey as part of a total war which destroyed not Turkey but another regime in power in another century. Using the commemorative framework of a turn away from war may be the only way that the Turkish government can bring together Islamist and Kemalist opinion in accepting a version of the past with room for a genocide that everyone in the world recognizes except Turkey.

I have seen the wave of patriotic tourism now enveloping Gallipoli. It incorporates thousands of veiled women and secular Turks alike. They are proud of Atatürk and the victory over which he presided in the Dardanelles. Australians and New Zealanders are justifiably proud of the war Anzac forces engaged with Turkish defenders there, establishing their national credentials in the service of a lost cause.

Pilgrimages to Gallipoli from the Antipodes have increased annually. Last year over 100,000 Australians made their way to Turkey, most below the age of 30. The Australian government has limited the number of pilgrims in 2015, simply because there is no room to put them all on the peninsula.

Why does it still matter in Australia and New Zealand, and why is the cult of Anzac greater and more powerful today than ever before? The answers are complex, ●●●

- and arise out of a study of contemporary opinion and practices conducted by Monash University in Melbourne under the direction of historian Bruce Scates. Their findings are still to come, but a preliminary report states that Anzac matters primarily for three reasons. The first is that it is part of family history. The second is that it symbolizes the making of the independent Australian and New Zealand nations, present at their birth as it were. Ordinary men did extraordinary things on Gallipoli; so did ordinary Turks; they both believe that each fashioned a nation that did not yet exist. The third is that perhaps more so among Australians than Turks, it is an expression of the strength of civil society, and not the state. Conscription never came to Australia, Hence thousands of war memorials have been constructed to honor those men who went out of conviction that they were defended their families, and in a way, the wider British family from which so many of them came. But standing up in Britain's cause they earned the right to go their own way. And so they have.

#### 4. FLANDERS

-Belgium is a country divided against itself. The French part of the Belgian State has been at odds with the Flemish (or Dutch) speaking part since the First World War itself. In the 1970s, the University of Leuven decided that its great Library would be divided between a Flemish-speaking university and a French-speaking university. In the opposite of a Solomonic decision, they divided the library in the following manner: one volume on a shelf went to Leuven, the next to the new French university library of Louvain-la-Neuve.

-In subsequent years, the cultural war has been extended to new fronts. There is now a representative of the non-existent Government of Flanders in 22 countries, including Germany. This political body, financed by the Flemish-speaking part of Belgium offers university or art academy scholarships to American students, and runs a full cultural programme highlighting the distinctiveness of Flemish culture. Two restaurants in Flanders, the website of what they call Flanders House tells us, have won a second Michelin star for *haute cuisine*, or whatever its Flemish equivalent is. There are Dutch courses for children in Flanders House, in London.

-Of great importance to this group of Flemish activists is the centenary of the Great War. 'Nearly one hundred years later, we remain firmly convinced that the events of the years '14-'18 continue to exert a fundamental influence on our society and that the victims of this horrendous war are deserving of a dignified commemoration. The Government of Flanders has

decided to frame the commemoration of the Great War Centenary within an overarching compass that embraces different themes. One is the creation of Flemish memorial gardens in many parts of the world, especially in Britain. Schools in Flanders and Wallonia will 'adopt' a Commonwealth War Graves Commission cemetery, together with a British school, and transport some soil from the battlefields of the First World War to specific civilian commemorative sites in Britain and elsewhere. The ties between Flanders and countries which sent men to fight there in the Great War will be strengthened through four years of commemorative events, including the creation of peace gardens mixing the soil of Flanders with the soil of England, under the sponsorship of the Guards Regiment, one which drew soldiers from all over Britain.

-This programme of economic, academic, cultural, and public diplomacy is at the heart of a broad offensive to achieve Flemish independence from Belgium. What is relevant here is the use of war commemoration for this purpose. The story of Flemish participation in both world wars is both mixed and murky. Hostility to French-language domination of Belgium led some Flamands to support the German occupiers of Belgium in both world wars. The way Flanders House bypasses this embarrassment is to claim that their approach to the Great War is a pacifist one. That is unobjectionable, but it does raise difficult questions about how to understand Flemish collaboration with the Nazis. In much of European history, the Second World War occludes the First, but not in Flanders. The horror of the Great War was shared by everyone, and commemorating the war as a site of suffering and mourning provides a shelter of respectability and common cause with many nations.

-The legal basis for much of this activity is clear. The Belgian state has delegated cultural politics to Flanders and to Wallonia. Consequently, 'Flanders pursues a foreign policy regarding all of its competences, using applicable international treaties that are concluded with other (federated) states and organisations. This competence results from the principle "in foro interno, in foro externo", which they interpret as meaning pertaining to both domestic and international matters. Consequently, Flanders directs the cultural programme associated with the centenary in a manner almost if not entirely independent of the Belgian state.

-It should be noted though that the official commemorative initiatives are separate from those of Flemish nationalists working outside of regional government offices. These individuals reflect more radical Catholic streams of thought which are not those of the Flemish regional administration. At times it is difficult to tell one from the other, but well-informed sources say that most academics are aligned with the Flemish admi-

nistration and not with the nationalist periphery. In separate ways, both are dedicated to making the commemorative moment a step on the way to independence from the Belgian state.

-At the same time, historians and museum workers in Flanders have been among the most successful in the field. The 'In Flanders Fields' Museum in Ypres attracts more than 300,000 visitors expected in 1914, according to its director, Piet Chiliens. He is a highly-respected scholar, and the pacifist tone of his museum is fully international in character. As always, commemorative activity is a house of many mansions, and 'In Flanders Fields' is one of the most impressive museums of the Great War in Europe. The use of funeral background music throughout the museum is not to everyone's taste, but the great strength of the representation of war is its emphatic setting in the Ypres region. Chiliens and his colleagues have shown well that among the injuries inflicted by the war were many to the land and environment of Ypres itself.

## 5. MEMORY REGIMES AND THE CENTENARY OF THE GREAT WAR

How can we evaluate these developments? The first way to do so is to suggest how geographically and culturally limited they are. Let me make the point in the following way. My claim is that there are three overlapping but distinctive memory regimes in operation in different parts of the world today. They are differentiated by their approach to war and martyrdom. The presence of the terms 'martyr' and 'martyrdom' and their correlates varies over time and space, increasing in frequency and significance the further east you go. In the first of the three, the Western European memory regime, the term 'martyr' largely has faded from use; its decline has been rapid and irreversible in the twentieth century; in Eastern Europe, where a second memory regime operates, the notion of 'martyrdom' is still alive and well, informing a host of national and religious monuments, most of which refer not to the 1914-18 war but to the Second World War and the Soviet period; and in the Middle East and beyond, there is a third memory regime in which the braiding together of war and martyrdom is not only palpable, but at times radioactive. Anti-colonial struggles adopted this framework, and more recently, Islamic radicals have done so, creating commemorative practices in parts of Asia and the Far East quite different from those in Europe.

From this distinction, follows my second argument. It is that the fading away of the lexicon of martyrdom in the Western European memory regime distinguishes the commemoration of 1914-18 there from commemoration of the Second World War, in which the subject

of the Holocaust has become more and more important over time. The theme of martyrdom is still present in Holocaust commemoration, but not in stable ways. During the war itself, indeed in the heart of the Warsaw ghetto, there was a shift in Jewish thought on the Holocaust which distinguishes between dying *al Kiddush Hashem*, to sanctify the name of the Lord, and living as sanctifying the Lord, *be Kiddush HaChaim*.

Still, some groups use the language of martyrdom to describe the Holocaust, but most do not. Primo Levi abjured the notion of martyrdom, which preserves a sacred framework in which to place the Holocaust. For him, there was a simple choice. Either Auschwitz existed, or God exists. Most people follow his lead in making commemoration of the Holocaust a non-religious act.

The screen memory of the Second World War has had major effects on how we remember the First. In Western Europe, commemorating both world wars has moved out of the register of martyrdom into the register of pacifism. In doing so, it has enhanced its popular appeal, especially to men and women in secularized societies. That is what will draw tens of thousands to pilgrimages and other commemorative gestures in the coming years. My central theme this evening is the slow development of attitudes to war over the twentieth century, not uninterrupted, and not without reversals, which turns the commemoration of the 1914-18 conflict into a turn away from war.

Let me reiterate the limits of this argument. In Eastern Europe, and even more so in the Middle East and parts of Asia, the centenary of the Great War in 2014 does not have the same echoes and reverberations, in part because a secularized religious language of martyrdom in the Second World War is still very much alive, and distorts discussions and commemorations of the First world war. I will omit the United States, which seems to me to have all three of these memory regimes in working order, understandable given the tide of immigration which still runs unabated from the deeply Catholic Hispanic world as well as from East Asia. Like a giant commercial bazaar, the United States has everything for sale in the memory business.

There is a second case which seems to me to be exceptional. I have already referred to Turkey, which, together with Australia and New Zealand, has created a variant on the theme of martyrdom which appeals to religious and secular alike. Theirs is the story of the birth of their nations, and their emergence as separate entities from the two empires they served in the Great War. In Turkey, this story has both a Kamelid form, with its secular nationalism uninflected by Islam, alongside an Islamic form, in which the Ottoman fallen are martyrs whose blood made the emergence of modern Turkey possible. This is part of the reason why

●●●

- admitting the Armenian genocide is so difficult. It compromises the story of martyrdom at Gallipoli by shifting the focus to other martyrs – Armenian martyrs – massacred or left to die of thirst in Anatolia and the Syrian desert. Conflicting stories of martyrdom compromise the story of the birth of the Turkish nation. It is only by seeing both Turkish soldiers and Armenian civilians as victims not martyrs that that gap can be bridged. The work of Bruce Scates's group with others at Cenakelai university and in Istanbul is a step in that direction; so is a joint working party on Turkish military archives of which I have taken part too. This is a long road, but it is one on which a large group of people have embarked.

Let me return to the implications of this contrast between memory regimes in Western and in Eastern Europe. First, in no sense will there be a European let alone a global commemoration of the global war of 1914-18. In Russia and Poland, 1914 is not a date in the calendar; in contrast, 1917 and 1918 are years of 'liberation' for the two countries, the first from the war and Tsardom, the second from domination by Poland's imperial neighbors. Consequently, commemoration of the centenary of the war's outbreak there is a non-event in Poland, Russia, Byelorussia, and the Ukraine, where so much of the war on the Eastern front was fought.

Further east in Asia, silence will greet the centenary, save for the voices of family members visiting the thousands of Commonwealth War Graves Commission cemeteries scattered across the globe. This contrast should not cause much surprise. Commemoration happens when groups of people agree on a specific meaning or moral value in a past event or events. With respect to the Great War, millions of men and women now give the Great War a pacifist meaning, one in which the family history of war is the family history of a lost generation of 10 million men. In Western Europe, the Great War was a tragedy, one shared by the people of both sides in ways quite distinctive from their experience or memory of the Second World War and the Holocaust.

Even if my claims are true in general, we must still attend to the differences in commemorative strategies within countries practicing what I have termed the Western European memory regime. In this the centenary season, German public events are numerous than ever before, but much more subdued than similar events in France, in Britain, and in the Anglo-Saxon world, including the Antipodes. But the thrust of events marking the centenary are almost always ecumenical, meaning that a German presence at 'Allied' events is now normal and necessary. Angela Merkel will be at Sarajevo on 28 June and again in Paris on 3 August for a set of public ceremonies marking the out-

break of the Great War 100 years before. She will also attend commemorative ceremonies marking the 70<sup>th</sup> anniversary of D-Day in Normandy. German diplomacy is now committed to joining in such ceremonies, and no longer as 'the enemy' but as the custodians of a shared memory of a common and disastrous path.

It is this notion that the Great War was a catastrophe, and that it symbolizes the disintegration of Europe in 1914 which makes it such a strong symbol of the integration of Europe 100 years later. We all know the fragility of this achievement, and its uneven quality, particularly in Britain. But many in Western Europe now takes it as given that there were no victors or vanquished in the Great War, only survivors, and this is a significant change in the way millions of people view their common past.

In Western Europe, our secularized commemorative language now has little room left in it for images of martyrdom. A turn away from war is a turn away from the glory of war and its association with both martyrdom and sacrifice. The two are not the same, though the sacralization of sacrifice is the essence of martyrdom. When the suffering on active military service and the loss of millions of lives in the Great War are no longer framed as matters of glory, but as matters of regret, then the nature and meaning of commemoration changes as well. That is one striking finding which each of these national and local initiatives shares.

## 6. WHY TODAY? CULTURAL MEMORY AND COMMUNICATIVE MEMORY

In conclusion, perhaps I may offer a few words on present and future possibilities. You may very well ask why now; why has this new commemorative moment, focusing on victims rather than martyrs, appeared now, and not 50 years ago? The distinguished Egyptologist Jan Assmann has developed an approach to what he terms 'cultural memory' which helps us understand the stakes of commemoration in different parts of the world today.

In our daily lives, we all listen to stories and tell them in turn. We engage in what Assmann calls 'communicative memory', in which we frame narratives about our past and that of our families in a social setting. We find out who we are by listening to stories about the group into which we were born – a family, a neighborhood, an ethnic group, a region, a nation. This storytelling has a freshness, an immediacy to it, reinforced by exchanges at the kitchen table or at a grandmother's knee. Gabriel Garcia Marquez said everything he knew about his family, he learned at his grandmother's knee. That direct exchange lasts about three generations, or the length of time which separates us

now from the outbreak of the Great War, Gallipoli, Verdun and the Somme, and the Easter Rising in Ireland.

After this three-generational period of first-person storytelling, we do not have access to direct witnesses, however accurate or fanciful they may have been. The group that framed our childhoods has vanished or mutated through death, migration, indifference or inter-marriage. First-person narrators are no longer there. 'I remember the day when...' is a thing of the past, when 1914 or 1916 are in question. At this precise moment, then, we have to resort to other kinds of storytelling, imbedded not in individual voices, but in documents, in historic sites, and in the rituals and ceremonies surrounding them. This Jan Assmann has termed 'cultural memory'. Here is his understanding of the term: 'Cultural memory has its fixed point; its horizon does not change with the passing of time. These fixed points are fateful events of the past, whose memory is maintained through cultural formation (texts, rites, monuments) and institutional communication (recitation, practice, observance). We call these "figures of memory."<sup>2</sup>

I want to draw your attention to the fact that we are at precisely that moment with respect to the Great War and the upheavals it occasioned. Let me be clear about this: I believe that 'cultural memory' is not immutable; we can shape it; we can give it a different inflection; we can move it in new directions. Who would have thought that the Ulster tower would be a site for the coming together on 1 July of men with completely different points of view, but with a common past? Now they can turn that recognition into a common narrative about war.

Many people are now in a position to shape cultural memory, to make it performative, and thereby to construct a different kind of story-telling and public recognition of the Great War as 'Our war', as the Irish historian John Horne had the courage to put it recently. The point is that 'our war' was everyone's war, a global disaster. National exceptionalism is a thing of the past, with a musty, past-the-sell-by date, aroma to it. The first way earlier narratives have changed is by making them global. That is certainly the case in the commemorative calendar already announced for 2014. To recall war and civil war at one and the same time also requires attention to very local perspectives, since it is at the local level that most commemorative projects are played out.

I want to close on this central point. The period separating divisive 'communicative memory', built on the bitterness of tales of comparative victimhood, on martyrdom and victimhood, and a creative and wide-open discussion of 'cultural memory', built on a commitment to move away from war in all its forms, is a limited one. Someone has to seize the microphone, or someone with

more nefarious motives will do so in our place. Silence or scholarly diffidence is not an option. In the years of commemoration of the Great War, many people are seizing the chance to construct a new narrative of war, one which shows to everyone, young and old alike, the abomination that it was and is. Now that the men and women who lived those bloody years are gone, it is up to us to tell the story. And to keep telling it as a tale of a monstrous and global catastrophe that need not blight the future in the way its shadow has blighted the past. One more point needs further attention. It is that we need to know much more about the visual images that these local commemorative projects share. Photography is the basis of this visual archive, and a comparison of photographic images of war in different cultural environments would be very instructive. But we need to add too that film, television, and the internet are active players in transmitting the visual archive of war, and a systematic comparison of such images is necessary for us to appreciate what people see when they say 'the Great War'. My guess is we 'see' victims' where earlier generations saw 'heroes' or 'martyrs'. But this is only a guess.

### « EN GUISE DE CONCLUSION »

My direct experience of commemorative projects is entirely within what may be described as Western European cultures. On the basis of this evidence, it is possible to argue that the language and imagery of Christian spirituality and sacrifice, still so present in Eastern European commemorative forms, has slowly vanished from Western European commemorative practices and art. That is what marks out our landscape of remembrance a century after the outbreak of the Great War, and separates it from other landscapes of memory.

Are these differences likely to remain? I think the answer is yes. The conceptual gap between East and West in Europe is deep and likely to deepen further. This distinction is unavoidable, and is bound to be part of our discussion of commemorative practices today. In particular there still looms the difficult matter of locating the Jewish tragedy of the Shoah within today's Eastern European story of war and suffering, of providing sufficient space for both ways of looking at history.

But even if we put aside the vexed problem of the Holocaust, there are very different cultural and political constraints on the commemoration of the Great War in Eastern Europe for which there are no simple remedies. There will be a museum of the War of Independence in Poland opening in a few years. This is a tribute to those who died in the creation of the Second Polish Republic in fighting primarily against Soviet



- forces, defeated in 1921. It will resemble the heavily Catholic iconography of the Museum of the 1944 rising in Warsaw, replete with its Catholic martyrology.

In post-Soviet Russia, the martyrs have grown in number. The Russian Orthodox Church has no bureaucratic constraints like those of the Vatican for considering those who died for the faith as martyrs. By 1995, the Orthodox Church had beatified over 1000 martyrs. In many cases, they took the mug shots of priests, nuns, or the faithful taken by the KGB, and simply surrounded them with gold leaf. Instant iconography. This context of the recognition of martyrdom comes directly out of a living community of the faithful. We in the West have nothing similar.

And perhaps that is our strength. I wonder if it is true to say that martyrdom today is a zero-sum game. My point is that there seems to be in the cultural structure of martyrdom and its recognition room only for those who die for the 'true' faith, that is to say, your own. There seems to be no room for others who died for other faiths at the very same time. A trivial way of making this point is to say that there is room for only one martyr on the head of a pin. Thus Polish martyrs occlude Jewish ones; Turkish martyrs occlude Armenians; Palestinian martyrs occlude Israelis, and so on. Could it be, therefore, that one of the preconditions of the turn away from war so evident in Western European commemorative practices is a loss of religious faith and practice in the majority of the population? Most sociologists locate this phenomenon as reaching the bulk of the population in Western Europe in the 1960s. Thereafter sacred practices in the traditional churches became the property of a shrinking minority. If this is so, then the distinction among the three memory regimes I sketched out ear-

lier may be permanent features of our global cultural life. Religious life outside of Western Europe shows no signs to my knowledge of going the way of the west. And until and unless it does, martyrs will still be proclaimed, and the way we look at war and violence in Western Europe, the way we commemorate events such as the Great War, will separate us from those who see sacrifice and the loss of life in warfare in very different ways.

As I have noted, commemoration is a very pliable art; it changes when ideas about war and loss of life in war change. Nothing is certain about what will be in two or three generations. All we can assert firmly is that we live now at an unusual turning point, separating the communicative memory of the Great War from the cultural memory of the Great War. Here is another good reason to keep an eye of the thousands of groups of memory activists at work today; they may be doing work more important than they know, for the narratives they describe may become the narratives we live with for the foreseeable future. Cultural memory matters and so does an understanding of how it comes to be. And here indeed is the place where historians, modestly might get back into the act again. ■

## Notes

1. < <http://www.abc.net.au/news/2013-08-21/turkey-threatens-nsw-parliament-over-armenian-genocide-vote/4903444>. >
2. Jan Assmann and John Czaplicka, 'Collective Memory and Cultural Identity', *New German Critique*, 65 (Spring - Summer, 1995), pp. 125-33.

# Mémoires nationales et projets internationaux dans le Centenaire de la Grande Guerre. Un premier bilan.

JOSEPH ZIMET, DIRECTEUR DE LA MISSION DU CENTENAIRE DE 14-18  
PROPOS RECUEILLIS PAR BENJAMIN GILLES ET NICOLAS OFFENSTADT

## **Avez-vous pu constater – animer – une dynamique véritablement internationale dans le Centenaire ? A défaut, quels ont été les axes forts multilatéraux voire simplement bilatéraux qui se démarquent ?**

Les rencontres et les échanges avec nos partenaires étrangers ont été au cœur du travail de préparation du programme commémoratif du Centenaire. Mais, paradoxalement, ces contacts répétés ont débouché sur un volume de coopération assez décevant en regard des efforts fournis de part et d'autre.

Les échanges internationaux ont débuté bien en amont de la commémoration, dès 2011. Les premiers *missi dominici* du Centenaire cherchaient alors tout simplement à établir des contacts entre pairs, chaque pays scrutant alors les efforts de l'autre dans la perspective du début des commémorations.

Très vite, un petit groupe de pays s'est distingué par sa volonté de préparer de façon précoce le cycle commémoratif du Centenaire. On peut citer l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Belgique – le gouvernement flamand en particulier – et la Grande Bretagne dans ce groupe de tête.

Dès le mois d'avril 2012, la France a organisé une rencontre internationale, à Paris, sur le thème de la commémoration de la Première Guerre mondiale. De nombreux ambassadeurs et un ministre, Steve Blaney, ministre canadien des anciens combattants, étaient présents. A cette date, la France était alors le seul pays à disposer d'une organisation dédiée, interministérielle, et dotée d'un budget pluriannuel pour préparer la commémoration. Cette rencontre a eu un effet catalyseur auprès de nombreux pays. Toutefois, il faudra attendre l'automne 2013, soit plus de quinze mois, pour voir à nouveau réunis les principaux pays partenaires du centenaire de la Grande Guerre.

C'est à nouveau à l'initiative de la France que des autorités ministérielles se réunissent pour évoquer l'agenda commémoratif du Centenaire et les messages poli-

tiques qu'il est susceptible de véhiculer. Trente pays ont fait le déplacement à l'invitation du ministre délégué chargé des anciens combattants, Kader Arif<sup>1</sup>. Un communiqué, sans portée juridique - ni véritable portée politique, il faut le reconnaître - est publié à la fin du séminaire<sup>2</sup>. Ce sera la dernière rencontre de travail de haut niveau sur le thème des commémorations du Centenaire. A compter de l'été 2014, les participants se retrouveront dans le cadre de cérémonies internationales principalement.

Dans le prolongement de la réunion des ministres du mois d'octobre 2013, j'avais réuni les directeurs et hauts-fonctionnaires qui accompagnaient leurs ministres respectifs afin d'identifier des thèmes possible de coopération dans le domaine de la culture ou des archives. Là encore, il est frappant de constater que malgré une présence de haut niveau et en dépit d'échanges réellement instructifs entre les délégations, aucune coopération internationale véritablement significative et aucun projet commun n'émergea à l'issue de la réunion de travail.

## **Comment expliquer ce résultat décevant ?**

En réalité, la priorité des responsables nationaux en charge des commémorations ne consiste pas à favoriser les échanges avec l'étranger. Leur ultime responsabilité est en effet de satisfaire des parties prenantes nationales : gouvernements, parlements, médias nationaux, associations, etc. La priorité opérationnelle des responsables nationaux des commémorations consiste ainsi à réussir le programme commémoratif officiel dont ils sont en charge dans leur propre pays. Leur indicateur de réussite n'est pas, malheureusement, le nombre de contacts et encore moins de projets développés avec l'étranger.

Ainsi, le Centenaire des « commémorateurs » est très différent de celui des historiens. Le Centenaire de ces derniers est en effet intrinsèquement international. Les historiens ont le privilège de pratiquer une commémo-

- ration internationale qui n'existe pas au niveau des responsables officiels. Depuis plus d'un an, les historiens voyagent en effet de colloque international en colloque international, sautent dans un avion pour aller prononcer une conférence sur un autre continent, puis repartent pour une nouvelle destination à un rythme effréné !

Cette itinérance des historiens pour diffuser le savoir sur la Grande Guerre correspond à une conviction intime, qu'ils expriment régulièrement : l'histoire de la Grande Guerre à l'heure du Centenaire doit s'écrire de façon internationale. Pour une très grande majorité de ces universitaires, les approches historiques nationales, ou binationales, n'ont plus de sens.

Le Centenaire des historiens, ou des universitaires, est d'une certaine façon proche de celui des directeurs de musées, qui commercent librement en faisant fi des frontières nationales, échangent des œuvres et des idées, accueillent des collègues du monde entier dans leurs conseils scientifiques et leurs commissariats d'expositions. Il y a donc bien une langue internationale que peuvent pratiquer les scientifiques du monde entier durant cette grande traversée que constitue le Centenaire.

Hélas, cet espéranto mémoriel n'existe pas pour les responsables nationaux en charge des commémorations. Je l'ai rappelé, ces derniers multiplient les échanges en amont de la commémoration, puis cessent soudain leurs échanges pour se concentrer sur l'exécution de leurs partitions nationales, qui demeurent leurs responsabilités ultimes.

Si je devais caricaturer un peu notre travail je dirais ainsi ceci : on se cherche en amont, dans le but de regarder un peu ce que fait le voisin, on multiplie les échanges d'information afin de bien vérifier que nous n'oublions rien, nous procédons à des ajustements et après, nous nous tournons le dos pour nous concentrer sur la mise en œuvre de nos programmes respectifs. Nous ne nous revoyons qu'à l'occasion des grands événements, des cérémonies principalement.

Pour finir sur une note un peu plus positive, je dirais toutefois que les échanges officiels entre responsables nationaux encouragent les coopérations internationales initiées par d'autres acteurs tels que les universités, les collectivités locales, les musées, les écoles ou les fédérations sportives. Les grandes expositions, les projets de recherche, les projets éducatifs bilatéraux ou internationaux ont été conçus et portés par ces acteurs. C'est à ce niveau-là, chez des opérateurs professionnels ou spécialisés, que les principales dynamiques internationales du Centenaire se sont *in fine* opérées.

Au plan bilatéral, ce sont les opérateurs culturels et scientifiques qui ont porté 90% des coopérations internationales. Pour sa part, la Mission du Centenaire a souhaité prolonger son action à l'étranger grâce au

réseau des ambassades et des Instituts Français. Dans plus de cinquante pays, nos équipes ont ainsi proposé des actions culturelles, scientifiques et pédagogiques sur le thème de la Grande Guerre en lien avec de très nombreux acteurs locaux. Ces actions ont permis de multiplier les échanges avec des universités et des institutions culturelles de premier rang. Le bilan de cette expérience est très satisfaisant. C'est de cette façon que la France, à travers la Mission du Centenaire, a ainsi structuré son « offre » internationale.

### **Quels sont à vos yeux les singularités du centenaire en France par rapport aux autres pays ?**

Plusieurs caractéristiques distinguent le centenaire en France vis-à-vis de ses partenaires étrangers.

En premier lieu, il faut souligner que la France a opté pour un modèle commémoratif différent de la plupart des autres pays.

En insistant sur l'entrée en commémoration, dès l'année d'ouverture du cycle, en 2014, la France s'est écartée d'un récit commémoratif centré trop exclusivement sur les événements militaires de la Grande Guerre.

Notre conseil scientifique, présidé par l'historien Antoine Prost, a bien identifié la nécessité de promouvoir un centenaire sociétal, porté par tous et porteur de la mémoire sociale de la guerre de 1914-1918.

L'acte I de la commémoration en France a consisté ainsi à rappeler le choc du basculement dans la guerre pour l'ensemble de la société française, militaire et civil, villes et campagnes, hommes et femmes, territoires du front et de l'arrière, etc. Le Centenaire en France a été porté par toute la société et c'est la raison pour laquelle Antoine Prost, qui a également présidé la commission de labellisation de la Mission du Centenaire, a estimé qu'il « venait d'en bas ».

J'ai proposé de résumer cela dans la notion de « modèle sociétal » de commémoration, en opposition aux récits commémoratifs adossés principalement sur les événements militaires des nations belligérantes. Si on ajoute à cela le fait que l'Allemagne a partagé très largement ce modèle commémoratif – décentralisé, sociétal et animé par des acteurs culturels – on pourrait aussi le qualifier de « continental », en opposition au modèle retenu par les pays du Commonwealth.

Ces derniers, après de réelles interrogations, ont en effet accepté de ne pas ignorer l'année 2014, mais ont néanmoins conçu majoritairement des récits commémoratifs organisés comme une progression vers la commémoration de la victoire finale, en 2018. En outre, les grandes dates qui jalonnent leur récit mémoriel sont principalement des batailles – défaites ou vic-

toires – ou des dates de départ de contingents de leurs pays d'origine<sup>3</sup>.

Si le centenaire allemand a mis du temps à émerger et surtout à être correctement déchiffré par ses exégètes, allemands et français, il comporte en définitive de très fortes affinités avec l'acte I du centenaire français en 2014. La première singularité du centenaire français a donc été de marquer fortement la première année du cycle commémoratif et de privilégier un récit multidimensionnel, porté par l'ensemble des acteurs sociaux. La deuxième caractéristique du centenaire français est d'avoir été porté et relayé par une multiplicité d'acteurs, et non pas seulement par l'Etat. Le centenaire de la Première Guerre mondiale est une commémoration où les médias ont joué un rôle déterminant, plus significatif encore que pour les précédents anniversaires décennaux. Les grands médias ont été producteurs de contenus culturels qui ont animé, toute l'année, la grande saison inaugurale du Centenaire.

C'est aussi la première commémoration à la faveur de laquelle les collectivités territoriales ont accepté, de façon aussi explicite, de prendre le relais de l'Etat : le mémorial international de Notre Dame de Lorette (l'anneau de la mémoire) inauguré par le Chef de l'Etat le 11 novembre 2014 était un ouvrage entièrement conçu et financé à plus de 80% par la Région Nord-pas de Calais. Dans leur très grande majorité, les projets labellisés et soutenus par la Mission du Centenaire étaient initiés ou soutenus par des collectivités territoriales.

Si les collectivités étaient naturellement très engagées dans leurs grands rendez-vous mémoriels par le passé, jamais elles n'avaient été aussi massivement et précocement engagées dans la préparation d'une commémoration. C'est en effet dès 2008 que la Région Nord Pas-de-Calais ou le Conseil général de la Meuse ont mis en place des structures administratives pour préparer le Centenaire, soit six ans avant le début officiel de la commémoration. Si on regarde enfin le niveau des investissements consentis par les collectivités locales pour préparer le Centenaire, force est de constater, là aussi, une évolution forte au regard de la situation qui prévalait lors des précédents anniversaires. Pour la seule année 2014, Atout France a répertorié près de 100 millions d'euros d'investissements des collectivités locales pour la remise à niveau ou la création d'infrastructures mémorielles en lien avec 14-18.

Enfin, le centenaire de la Première Guerre mondiale s'est organisé pour la première fois comme une grande saison culturelle. La somme d'événements culturels, scientifiques et pédagogiques proposés depuis la fin de l'année 2013, sur l'ensemble du territoire national, est sans équivalent à l'étranger. Le choix de proposer une concentration d'événements en 2014 a produit un « effet volume » significatif. C'est aussi un élément qui nous distingue de nos voisins et principaux partenaires.

### **Comment expliquer-vous l'absence ou la quasi-absence, le silence des institutions européennes sur ce centenaire de la Grande Guerre ?**

Je constate que les historiens et les intellectuels de façon plus générale ont été nombreux à critiquer l'absence de geste fort des institutions européennes en 2014. Afin d'être juste, il faut préciser de quelles institutions nous parlons. Peu d'observateurs ont en effet relevé la discrétion du Conseil de l'Europe, qui aurait pu jouer un rôle important. Cette institution comporte en effet parmi ses membres la Russie et la Turquie, ce qui est loin d'être négligeable lorsqu'on parle de commémoration européenne.

Toutefois, c'est sur l'Union européenne que sont concentrées les critiques, sans doute eu égard au rôle de « faiseur de paix » qui est attribué à cette organisation depuis sa création.

L'écrivain Pierre Lemaître, prix Goncourt 2013 avec son roman « Au revoir là-haut », a exprimé de façon très éloquente cette critique au mois de juin 2014 dans les colonnes du quotidien *Le Monde*<sup>4</sup>. Pour lui, l'Europe aurait dû être en capacité, malgré ses héritages pluriels et contradictoires, de commémorer la Grande Guerre. Cette absence traduit selon lui l'échec de l'Europe politique et le repli identitaire des peuples européens, parallèlement à une crise de l'idée européenne.

En réalité, l'Europe n'a pas été absente ni silencieuse durant le Centenaire. Elle a simplement été inaudible.

Le 16 avril 2014, le parlement européen a consacré, en session plénière, un débat à la commémoration de la Première Guerre mondiale<sup>5</sup>. Se sont exprimés à cette occasion Martin Schultz, président du Parlement européen, Evangelos Venizelos, ministre grec des affaires étrangères représentant le Conseil (la Grèce assure alors la présidence de l'UE), José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, et plusieurs ténors du Parlement tels que Guy Verhofstadt, Joseph Daul, Daniel Cohn-Bendit, Nigel Farage ou Gabriele Zimmer.

Le 26 juin 2014, sous la houlette de son président flamand, Herman Van Rompuy, le Conseil européen s'est exceptionnellement délocalisé pour un jour à Ypres, ville martyr de la Grande Guerre. Les chefs d'Etat et de Gouvernement participent à cette occasion à une cérémonie commune<sup>6</sup> et à un dîner à l'hôtel de Ville<sup>7</sup>. Cette initiative, emblématique et significative, passe totalement inaperçue en France.

Deux jours plus tard, à Sarajevo, le 28 juin 2014, se déroule une commémoration dont la France a été le moteur et dont l'Union européenne est un important bailleur de fonds. Le projet « Sarajevo cœur de l'Europe<sup>8</sup> » est en effet un projet devenu dès 2012 européen, financé par des crédits européens et qui aspire à réunir les responsables européens.

●●●

- Pour des raisons aussi triviales que complexes, aucun dirigeant politique européen de premier plan ne fait le déplacement à Sarajevo<sup>9</sup>. Sur place, la parole politique des responsables européens s'efface devant les notes de musique de l'orchestre philharmonique de Vienne qui donne un concert exceptionnel, le 28 juin, dans la bibliothèque reconstruite de Sarajevo. C'est l'image qui fait le tour de l'Europe.

On le voit à travers ces quelques exemples, l'Union européenne n'a pas été absente des commémorations de la Première Guerre mondiale. On peut également constater que les plus hautes instances de l'Union – Conseil, Commission, Parlement européen – ont été associées à ces commémorations.

Pourtant, le sentiment général est que l'Europe s'est tue durant les commémorations de l'année 2014, ratant par là-même une occasion de se faire entendre et de relayer un message politique important pour l'Europe. Il est difficile d'expliquer ce décalage entre les actes et la perception du grand public. Plusieurs facteurs peuvent-être avancés.

En premier lieu, le Parlement européen était en campagne au printemps 2014. Le 28 juin 2014, au moment de la date anniversaire de l'assassinat de François-Ferdinand, le nouveau parlement élu le 22 mai 2014 n'était pas encore officiellement en fonction.

On peut s'étonner de l'absence d'initiative forte de la part de la Grèce, pays belligérant de la Grande Guerre, qui assurait la présidence de l'Union européenne durant le premier semestre 2014. Sans doute, l'agenda domestique et les priorités diplomatiques de la Grèce se portaient ailleurs que sur les sentiers mémoriels de la Première Guerre mondiale.

Le Conseil européen aurait-il pu – dû ? – se réunir symboliquement à Sarajevo au lieu de se rendre à Ypres le 26 juin ? D'immenses difficultés logistiques se seraient dressées face à une telle initiative. En outre, des problèmes politiques beaucoup plus complexes auraient surgi si les questions matérielles avaient pu être surmontées : divisions politiques locales, absence de progrès de la Bosnie-Herzégovine dans sa marche vers l'adhésion à l'UE, fantômes européens des guerres en ex-Yougoslavie, etc.

Ces éléments rendaient impossible une présence politique au plus haut niveau de l'Europe à Sarajevo le 28 juin 2014. Pourtant, c'est sans doute ce geste impossible et paradoxal, déraisonnable et audacieux, qui aurait marqué la commémoration du Centenaire d'une empreinte européenne forte et indélébile. L'Europe a sans doute raté ici un rendez-vous historique avec elle-même.

### **Quels sont pour vous les axes forts du centenaire 2014 en France ?**

Je l'ai souligné, la force du Centenaire en France en 2014 a été son appropriation par les Français, qui ont souhaité être acteurs et non simplement spectateurs de la commémoration.

C'est à partir de leurs souvenirs personnels, familiaux, et de leurs ancrages territoriaux, que les Français ont participé à la commémoration. La vitalité commémorative que nous avons rencontrée, partout en France nous a surpris. Nous l'avons accompagné, parfois encouragé.

L'implication du monde culturel et des médias dans le Centenaire en 2014 a également été un axe fort. Je ne m'attendais pas à cette somme de publications, d'expositions, de productions audiovisuelles et de colloques scientifiques durant cette première année de commémoration.

Le Centenaire a eu également un réel écho au sein du monde scolaire. Nous en sommes très satisfaits.

### **Quels sont vos regrets pour cette année ?**

Il a manqué à cette année d'ouverture un geste artistique fort à l'image de l'installation de Tom Piper et Paul Cummings dans les douves de la Tour de Londres, en Grande-Bretagne.

Cette image, bouleversante et dérangeante, a fait le tour du monde. Plus de quatre millions de personnes se sont pressées pour la voir et les 888 246 coquelicots de céramique plantés depuis le mois de juillet 2014 (correspondant au nombre de tués britanniques dans la Grande Guerre) ont tous trouvé un acheteur, pour la modique somme de 25 livres sterling. Les sommes collectées financeront les associations d'anciens combattants. Tout est réussi dans ce projet.

En France, le ministère de la Culture et de la Communication s'est peut-être insuffisamment investi au plan de la création artistique dans le Centenaire, laissant les collectivités territoriales et les établissements publics dont il assure la tutelle jouer les premiers rôles. La Bibliothèque nationale de France, le Centre Pompidou-Metz, le Louvre-Lens ou la Cité de la Musique ont ainsi produits de superbes expositions et des cycles thématiques qui feront date. On peut citer, à titre d'exemple, les Rencontres de la photographie d'Arles, qui ont accueilli une exceptionnelle exposition de photographies sur les monuments aux morts, collectées auprès des particuliers<sup>10</sup>.

D'autre part, l'anneau de la mémoire de Notre Dame de Lorette, geste fort et emblématique du Centenaire, a été porté par la Région Nord-Pas de Calais. Le ministère de la Culture et de la Communication n'a pas été

associé à ce projet architectural majeur pour lequel l'architecte Philippe Prost, sélectionné à l'issue d'une consultation internationale, a pourtant été récemment primé<sup>11</sup>.

L'engagement de la rue de Valois dans le Centenaire a été unilatéralement tourné vers les archives<sup>12</sup>, alors qu'il est le ministère de tous les patrimoines et de la création artistique.

Il faut ainsi souhaiter que la France soit en mesure de proposer, en 2018, un acte créatif du même retentissement que celui de la Tour de Londres.

L'autre regret concerne l'ouverture européenne du Centenaire à Sarajevo. Je me suis déjà exprimé sur le rendez-vous en demi-teinte de Sarajevo, le 28 juin 2014<sup>13</sup>. J'ai pensé que la puissance du symbole viendrait à bout de toutes les difficultés et de toutes les résistances. Je me suis trompé. L'événement culturel européen que nous avons proposé n'a pas eu le rayonnement ni le soutien qu'il méritait. ■

## Notes

1. < <http://centenaire.org/fr/dans-le-monde/seminaire-ministeriel-international-sur-le-centenaire-de-la-premiere-guerre-mondiale> >
2. < [http://centenaire.org/sites/default/files/references-files/conclusions\\_de\\_la\\_presidence-sim-18\\_10\\_2013v2.pdf](http://centenaire.org/sites/default/files/references-files/conclusions_de_la_presidence-sim-18_10_2013v2.pdf) >
3. L'Australie a commémoré le 1<sup>er</sup> novembre 2014 le départ de ses premiers volontaires depuis Albany, sur la côte occidentale.
4. Voir la tribune de l'écrivain publiée dans le Monde du 1<sup>er</sup> juillet 2014 sur le site du Monde.fr : < [http://www.lemonde.fr/idees/article/2014/07/01/l-europe-en-ordre-disperse\\_4447304\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2014/07/01/l-europe-en-ordre-disperse_4447304_3232.html) >
5. < <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/content/20140415STO44548/html/Centenaire-de-la-Grande-Guerre-ne-tenez-jamais-la-paix-pour-acquise> >
6. Les chefs d'Etat et de Gouvernement européen ont participé à la cérémonie dite du *Last Post* à la porte de Menin, l'équivalent belge du ravivage de la flamme du soldat inconnu sous l'Arc de triomphe.
7. Voir détails sur le portail de l'UE : < <http://www.european-council.europa.eu/media/1406127/20140620-ypres-information-note.pdf> >
8. Voir le dossier consacré au projet : < <http://centenaire.org/fr/dans-le-monde/europe/bosnie-herzegovine/sarajevo-coeur-de-leurope> >
9. La France et l'Allemagne marquent leur solidarité en organisant un déplacement conjoint de leurs secrétaires d'Etat aux affaires européennes, M. Harlem Desir et M. Michael Roth.
10. Voir le site des Rencontres d'Arles : < [http://www.rencontresarles.com/C.aspx?VP3=CMS3&VF=ARLO62\\_3&VBID=2UN7RT2RNF&IID=2UN7A203QU&PN=1](http://www.rencontresarles.com/C.aspx?VP3=CMS3&VF=ARLO62_3&VBID=2UN7RT2RNF&IID=2UN7A203QU&PN=1) >
11. Philippe Prost a été récompensé le 28 novembre 2014 du prix équerre du groupe Moniteur, dans la catégorie culture, jeunesse et sports.
12. Le ministère de la Culture a porté le projet « Grand mémorial » à travers le service interministériel des archives de France (SIAF). Voir < <http://www.culture.fr/Genealogie/Grand-Memorial> >
13. Voir : < <http://www.lejdd.fr/Societe/Verdun-un-totem-et-un-tabou-699548> >

# Identifier, légitimer, stigmatiser : Les matériaux de la Délégation ukrainienne à la Conférence de la Paix de Paris (1918-1920)

THOMAS CHOPARD CERCEC

**F**in 1918, les pouvoirs soviétiques, nationalistes panrusses « Blancs » et indépendantistes ukrainiens s'affrontent sur le territoire ukrainien de l'ancien Empire russe, pour la réimposition et le contrôle de l'Etat. La région est un des terrains majeurs de cette guerre civile où violences, épidémies et famine déciment plus amplement la population que la guerre mondiale. La République populaire ukrainienne, indépendantiste et antibolchevique, partiellement reconnue internationalement, décide simultanément d'envoyer une délégation à la Conférence de la Paix de Paris où elle n'accède qu'au rang d'observateur. La conférence ouvre en janvier 1919 ; Alliés et vaincus y négocient les traités de paix et tentent de régler l'ensemble des litiges territoriaux. L'essentiel des activités de la Délégation tient dans la production de notes, brochures et matériaux, souvent caractérisés par une rhétorique scientifique, dans le dessein de faire reconnaître l'Ukraine indépendante au sein de la société des nations<sup>1</sup> : historiens, juristes, anthropologues et statisticiens se mettent ainsi au service d'un discours politique.

Au cours de la brève existence de la République populaire ukrainienne (1917-1920), la Conférence de la Paix marque donc un rare moment où les acteurs de l'indépendance et les participants à la lutte antibolchevique eux-mêmes explicitent leurs définitions de l'Ukraine et de ses populations. À travers ces matériaux, il ne s'agit pas de trancher sur la pertinence ou non des prétentions (à l'indépendance, à l'annexion de certains territoires, etc.) du pouvoir ukrainien. Le but est bien plutôt ici d'appréhender l'horizon cognitif des élites ukrainiennes indépendantistes et, au

travers des arguments avancés, ce qu'il traduit de leur *appréhension* de l'Ukraine ; et, dans un pays où cohabitent d'importantes minorités russe, juive et polonaise aux côtés des Ukrainiens, les populations légitimées ou, au contraire, stigmatisées.

## LES SAVANTS ET LES POLITIQUES

L'essentiel des arguments avancés par la Délégation ukrainienne afin de faire accepter l'idée d'une Ukraine indépendante, sont issus de travaux à prétention scientifique de l'avant 1917. La continuité des personnes et des cadres d'analyse des minorités de l'Empire russe, chez les scientifiques et les statisticiens, entre la période tsariste et la période soviétique, est bien connue<sup>2</sup>. Juliette Cadiot a notamment démontré comment ces travaux de description, de catégorisation et de recensement du « laboratoire impérial », ont participé d'une ethnicisation des populations, qui posait les bases d'une politique des nationalités particulièrement brutale pendant la période stalinienne<sup>3</sup>.

Les scientifiques et les arguments de la Délégation ukrainienne sont eux aussi issus de ce « laboratoire impérial ». Contrairement aux statisticiens russes, le travail d'étude des populations ukrainiennes avait, déjà avant 1917, sinon une visée, des conséquences politiques. Milieux politiques et scientifiques se superposaient, notamment lors de la Révolution de 1905 ou pendant la Grande Guerre<sup>4</sup>.

Mais contrairement aux experts occidentaux qui, à la faveur de la guerre, se sont mis au service des milieux militaires, puis des négociateurs internationaux après 1918, les nationalistes Ukrainiens sont restés exclus de l'appareil d'Etat en raison de leurs orientations politiques<sup>5</sup>. Ils n'accèdent au rang d'expert qu'à la faveur de cette Conférence de la paix où ils demeurent margi-

naux. Leur délégation est à peine audible et leur expertise n'est pas prise en compte ; elle s'oppose notamment aux impératifs politiques des vainqueurs qui cherchent à renforcer les pays confrontés à la menace bolchevique. Dans la commission chargée des questions territoriales et des frontières de la Pologne, seules les vues polonaises sont prises en compte, en raison aussi du fait que les représentants alliés passent systématiquement par la délégation polonaise pour obtenir informations et mémorandums, globalement défavorables à l'indépendance ukrainienne<sup>6</sup>.

Les notes et les productions des délégués ukrainiens constituent ainsi autant de protestations face au nouveau découpage de l'Europe orientale. Contrairement aux autres délégations qui cherchent à réviser le tracé des frontières (Hongrie, Bulgarie), l'Ukraine tente au premier chef de faire *exister* ses frontières. Dans cette optique, les cartes semblent avoir été un argument majeur : par la simple représentation sur papier, l'Ukraine tente de se présenter comme une évidence<sup>7</sup>. Bordé par des fleuves et la Mer noire, le pays apparaît d'une superficie et d'une population comparables à la France, à laquelle l'Ukraine est par ailleurs régulièrement comparée dans les textes comme pour forger le symétrique à l'est d'un Etat-nation indépendant.

Le Délégation se compose de scientifiques au service du politique mais aussi de politiques piochant explicitement dans les travaux scientifiques<sup>8</sup>. L'un de ses principaux membres, Aleksandr Shulgin est historien de formation et ancien Ministre des Affaires étrangères de l'Ukraine indépendante<sup>9</sup>. Son adjoint, Arnold Margolin, qui le rejoint au cours des négociations, est juriste et avocat (connu pour sa défense lors du procès Beilis)<sup>10</sup>. Tous deux prétendent appuyer leurs propos sur les travaux anthropologiques et géographiques dont deux représentants participent à la Délégation ; le plus important d'entre eux est Stepan Rudnitsky, professeur de géographie dans le Lemberg (Lviv) austro-hongrois et auteur de synthèses des travaux sur les populations largement édités et publicisés, notamment à la faveur de son combat pour l'unité ukrainienne pendant la Grande Guerre. Si son influence est importante, seules ses compétences cartographiques sont utilisées au cours de la Conférence. L'argumentaire le plus important est en effet laissé à Myron Kordouba dont on sait seulement qu'il était professeur, géographe et statisticien en Galicie avant 1917<sup>11</sup>.

Deux types d'acteurs se côtoient donc au sein de la Délégation : des scientifiques qui tentent de légitimer l'importance politique de leurs travaux, jusque-là entravés par le pouvoir tsariste. Et des politiques, qui cherchent, quant à eux, à légitimer leur discours par l'autorité scientifique ; leurs arguments se veulent

démontrés et indiscutables, bien qu'ils s'attachent à des sujets litigieux et discutés (en particulier le tracé des frontières).

## UN NATIONALISME RADICAL

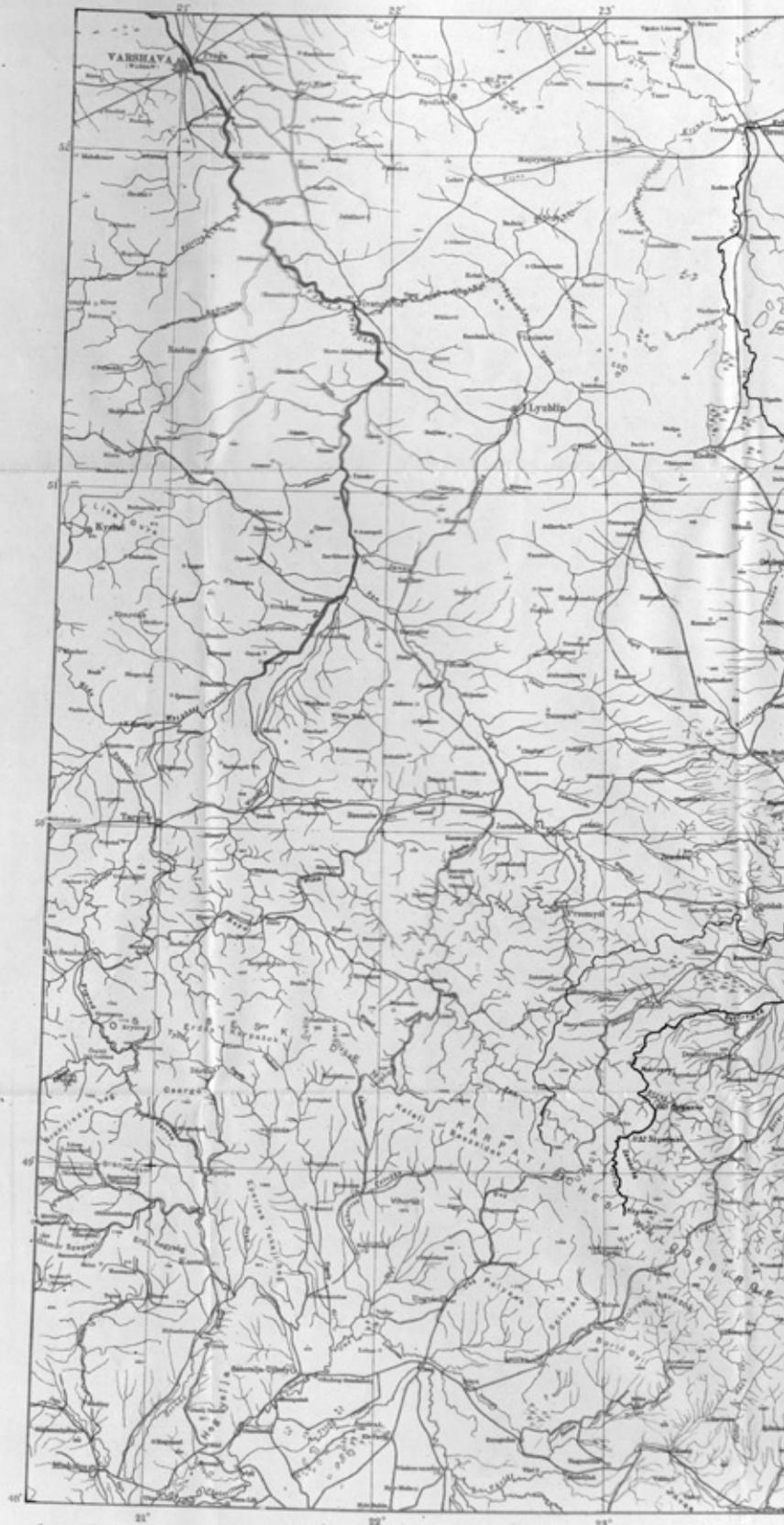
L'enjeu principal des écrits de la Délégation ukrainienne réside dans la définition de la nation ukrainienne et les critères qui la sous-tendent. L'ambition n'est pas seulement de faire accepter l'existence d'une nation ukrainienne, mais de le faire *selon les catégories* de la Délégation. Ces dernières sont notamment l'occasion d'inclure ou d'exclure des populations de la nation ukrainienne.

Les critères retenus par la Délégation afin de définir les Ukrainiens sont directement hérités du « laboratoire impérial » et de ses catégories. Tous ces critères sont allégués afin de radicaliser l'opposition avec les autres nationalités ; le peuple ukrainien est ainsi présenté comme « uni par la même langue, par la même tradition historique, par la même religion et par la même culture »<sup>12</sup>. Ainsi, les délégués ukrainiens s'opposent aux matériaux russes et préliminaires de la Conférence de la Paix, qui ne faisaient peser la différence entre les Ukrainiens et leurs voisins que sur la langue<sup>13</sup>. Non seulement les délégués ukrainiens tendent vers une nationalisation des populations ukrainiennes, mais cette nationalisation est rabattue sur une ethnicisation. Ainsi les modes de vie sont radicalement différenciés : l'Ukrainien est présenté comme un petit paysan dans un village gai, tandis que le Russe servile travaille dans de grandes exploitations et habite un village morne<sup>14</sup>. Mais plus encore, les différences physiques, passées au filtre de l'anthropologie, sont soulignées et durcies. La « frontière ethnique » n'est pas seulement culturelle, elle est biologique, raciale<sup>15</sup>. D'où une insistance sur l'endogamie des Ukrainiens, présentée comme une préservation<sup>16</sup>. Cette préservation est le signe d'une arrivée tardive des autres nationalités en Ukraine où seuls les Ukrainiens sont présentés comme de vrais autochtones. Cette autochtonie s'incarne tout particulièrement dans la figure du paysan ukrainien qui aime sa terre, les arbres et les fleurs, et représente ainsi le fondement de l'économie et de son mode de vie<sup>17</sup>. Non seulement le paysan ukrainien est attaché à la terre, mais qui plus est, il est le seul à l'avoir réellement mise en valeur.

À côté des autochtones, les voisins sont historiquement présentés comme lointains ; l'histoire de leurs relations avec les Ukrainiens est superficielle et récente. Russes et Ukrainiens n'ont eu que tardivement une frontière commune, bien après que les cultures réciproques se soient structurées<sup>18</sup>. De façon classique, l'histoire nationale est renvoyée à des temps immémoriaux, mais cette histoire s'écrit sur le mode



EASTERN

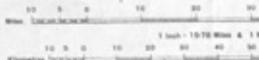


Geographical Section, Peace Congress, 1919.

REFERENCE

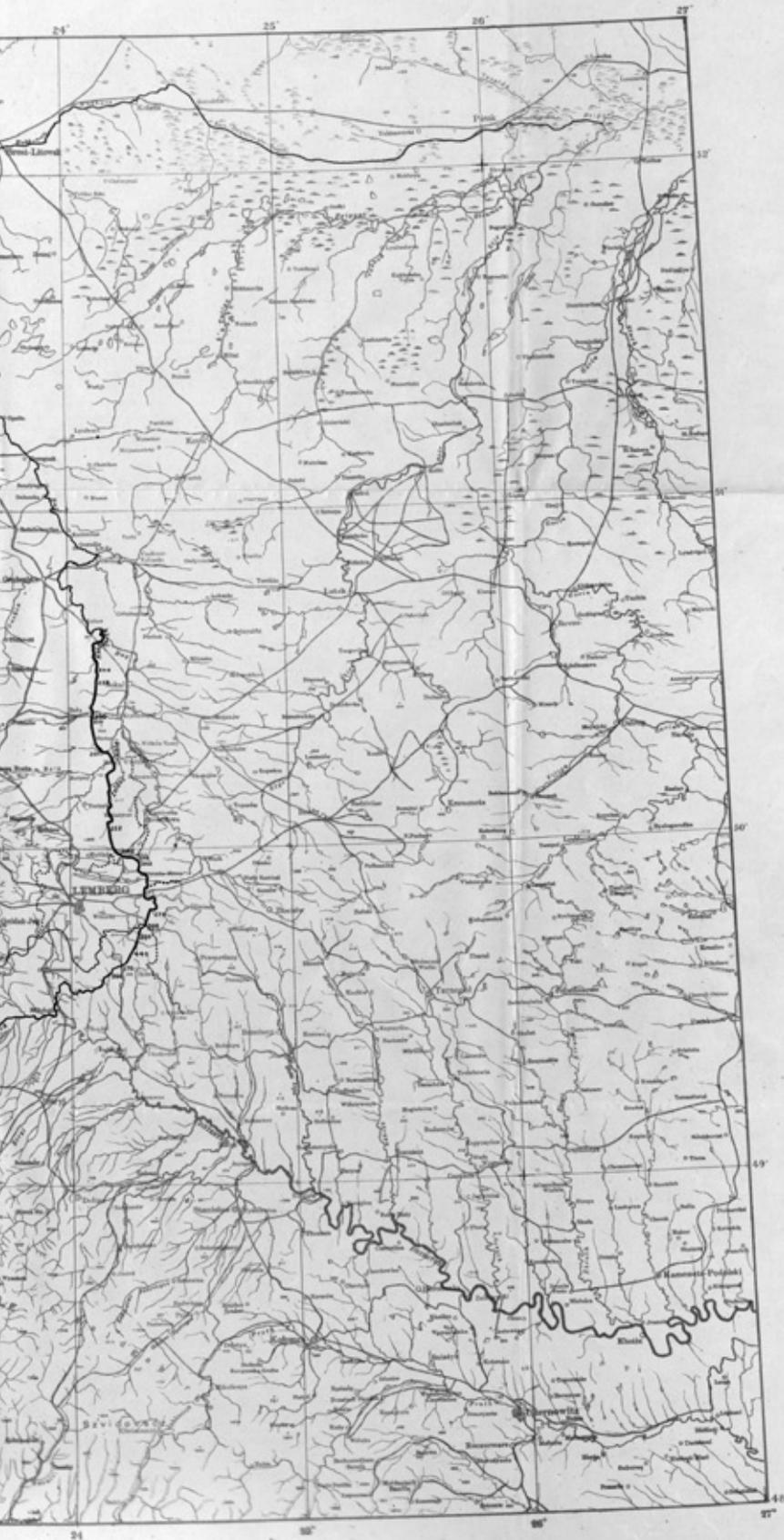
- Ligne d'Armistice proposée par la Commission* ———— *Line proposed by the Armistice Commission*
- Ligne proposée par les Ukrainiens* ———— *Line proposed by the Ukrainians*
- Ligne proposée par les Polonais pour l'établissement d'un front commun avec les forces Roumaines.* ———— *Line proposed by the Poles for the establishment of a common front with the Rumanian Forces*

Scale 1:100,000



Eastern Galicia, extrait du Fonds Lucien-Louis Klotz, Sous-commission chargée d'étudier les frontières orientales de la Pologne, 18<sup>e</sup> séance du 12 juin 1919. Sténographié, Coll. BDIC.

# GALICIA



- de la persécution par des voisins impérialistes<sup>19</sup>. Le nationalisme ukrainien radicalisé dans les termes de la Délégation se présente ainsi, au fil des textes, comme une réponse identitaire, la seule réponse valable afin d'assurer la survie de l'Ukraine mais aussi un rempart au bolchevisme<sup>20</sup>.

## ASSIGNATIONS, STIGMATISATIONS

La deuxième forme de radicalisation du nationalisme ukrainien s'opère à travers un usage particulièrement extensif de la nationalité ukrainienne. Le « laboratoire impérial » avait en effet construit une grille catégorielle particulièrement raffinée afin de différencier les populations des marges de l'Empire, recoupant notamment les frontières politiques avec le Royaume de Pologne et l'Autriche-Hongrie.

Ainsi de nombreuses minorités, malgré leurs nationalités autoproclamées héritées des Empires, sont-elles assignées à faire partie de la nation ukrainienne en dépit du fait qu'elles ne remplissent pas nécessairement tous les critères initialement allégués. Ainsi seul le critère religieux, orthodoxe, est retenu dans les régions auparavant hongroises ; mais l'orthodoxie est abandonnée lorsqu'il s'agit d'inclure les Galiciens catholiques où la langue est privilégiée. Dans le cas des Pynchtchouks vivant en Biélorussie, seule la plus grande proximité de leur langue et de leurs caractéristiques physiques avec celles des Ukrainiens plutôt qu'avec les « Blanc-Ruthènes » (Biélorusses), légitime leur inclusion dans la nation Ukrainienne<sup>21</sup>. Écrits au cours de la guerre entre l'Ukraine et la Pologne, la plupart des matériaux tentent notamment de durcir ces différences afin de contrer les prétentions polonaises sur ses confins orientaux.

En d'autres termes, la Délégation ukrainienne ne fait pas que décalquer les catégories héritées de l'Empire et d'une approche pragmatique et locale. Elle opère une homogénéisation de la grille complexe des nationalités pour n'en fabriquer qu'une, à la définition de plus en plus floue à mesure qu'elle devient plus extensive.

Si les Ukrainiens ukrainophones et paysans constituent les racines de l'Ukraine et incarnent sa légitimité, les Juifs en représentent l'antithèse. En pleine période de pogroms sans précédents<sup>22</sup>, on peut voir dans les développements de la Délégation ukrainienne un ensemble de représentations propres aux élites ukrainiennes, qui ont formé les conditions de possibilité d'un antisémitisme virulent qui confine, en 1919, à une série de grands massacres.

Dans tous les cas, les populations juives ne rentrent en aucune façon de manière décisive dans la définition de l'Ukraine, bien qu'ils s'avèrent quantitativement à peine inférieurs aux Russes (8,2% de la population contre 11,7%). Mais là où Ukrainiens et Russes sont différen-

ciés, le rapport avec les Juifs se construit dans l'opposition : la religion juive et le yiddish, notamment, n'ont rien de comparable avec l'orthodoxie et les langues slaves. Mais le rôle économique des Juifs, institué en trait de caractère universel, marque une différence radicale : les Juifs sont définis comme « commerçants » et « la population des villes par excellence »<sup>23</sup>, ce qui, en période révolutionnaire ne peut être porté que comme un stigmate. Deux coups de force symboliques sont ainsi opérés. La description dans un premier temps rabat le monde rural, où les Juifs sont pourtant nombreux, sur le monde paysan, où ils sont beaucoup plus rares. Elle tend aussi, dans le même coup, à présenter l'activité économique des Juifs, aussi souvent tournée vers l'artisanat que le commerce à proprement parler, comme contingente, voire parasite<sup>24</sup>. Confiner les Juifs dans les villes, c'est aussi insinuer que les Ukrainiens, paysans et ruraux, n'ont que peu de rapports avec eux : tout se passe comme si les populations juives ne s'étaient jamais installées en Ukraine ni ne vivaient en interdépendance avec les autres nationalités.

Nationalité contingente et surnuméraire, les Juifs sont aussi présentés comme hostiles par les publications de la Délégation ukrainienne. Le rôle historique assigné aux Juifs est en effet celui d'« instruments » des puissances impérialistes voisines, russe et polonaise, dont elles soutiennent les velléités sur l'Ukraine<sup>25</sup>. Stanislaus Dnistrianskyi accentue plus encore le trait puisque les Juifs ne veulent pas seulement inféoder politiquement les Ukrainiens, ils cherchent aussi à racheter les églises : thèmes antisémites classiques de la profanation et de la nature commerçante des Juifs se mêlent ici à l'illustration d'un prétendu travail de sape d'un des caractères structurels de l'identité nationale ukrainienne.

L'incarnation en 1919, dans le cadre de la guerre civile, de ce rôle historique d'instruments des agresseurs voisins, est le judéo-bolchevisme. M. Kouchnire est probablement celui qui formalise le mieux cette synthèse inédite. Dans sa brochure, il présente explicitement le bolchevisme comme étant « soutenu par l'armée russe bolcheviste et par les ouvriers, pour la plupart d'origine russe, israélite »<sup>26</sup>. Il partage en cela les vues de l'ensemble de la délégation et des responsables ukrainiens, y compris militaires, qui voient dans le bolchevisme une *importation* russe<sup>27</sup>. La différence tient à ce que les Juifs, ne vivant que peu en Russie, ne peuvent être considérés comme participant d'une force étrangère. On voit ainsi déjà se profiler l'idée selon laquelle les Juifs constituent le pendant d'un agresseur extérieur, en d'autres termes des ennemis intérieurs, des traîtres.

L'étude des matériaux de la Délégation ukrainienne à la Conférence de la Paix de Paris permet de poser les bases d'une analyse du bref Etat qu'est la République populaire ukrainienne. Celle-ci ne peut clairement pas

s'analyser comme le produit d'un destin *ex nihilo* ou comme l'aboutissement d'un processus immémorial. Dans ses acteurs, dans ses catégories, l'Ukraine indépendante de 1917 est le produit d'un héritage tsariste et illustre en cela l'échec d'un Empire qui n'a pas su maîtriser sa propre politique des nationalités.

Mais les délégués à Paris ne sont pas seulement déterminés par leur héritage. À travers leurs discours, ils politisent sur la scène internationale des problématiques qui ne relevaient jusqu'en 1917 que des revendications régionales. Cette inflexion tend à radicaliser plus encore un discours nationaliste que des accents scientifiques tentent de rendre indubitable. Cette radicalisation se fait tout à la fois sur la naturalisation des critères d'appartenance nationale et sur l'homogénéisation forcée de nationalités jusque-là nuancées. Le contexte politique et militaire omniprésent dans les textes de la Délégation tend aussi à surajouter, sur le discours scientifique, un discours guerrier qui stigmatise non pas des individus, mais des nationalités entières : Russes, Polonais et Juifs. Les experts de la délégation explicitent ainsi le lien entre les tensions politiques qui guident globalement le cours de la guerre qui ravage l'Ukraine, et leur nationalisme radical. Ces élites tendent ainsi à faire de la guerre civile une guerre entre les nationalités, ce qu'elle n'est pas. Nombre d'Ukrainiens se soustraient à la mobilisation nationaliste et indépendantiste voire prennent le parti de projets politiques concurrents, au premier rang desquels le bolchevisme. Les tensions sociales et politiques de la Révolution constituent une palette infiniment plus variée que le discours simplificateur de la délégation ukrainienne.

Les Juifs apparaissent toutefois comme la seule nationalité construite comme un ennemi intérieur, sorte de cinquième colonne des puissances étrangères. En ce sens, les élites ukrainiennes participent aussi de la production de la réalité sociale des populations qu'elles appréhendent. Les catégories, les descriptions employées, qui se revendiquent pourtant de la neutralité scientifique, dessinent les contours d'un Etat crispé sur un nationalisme exclusif, seul garant d'une survie de l'Ukraine indépendante, menacée de toute part, et qui considère tout un pan de sa population comme des traîtres. Toute action de terreur peut ainsi s'inscrire dans un cadre de représentations qui valorise toute violence comme proportionnelle au danger encouru et à la mémoire blessée des dominations passées. Cette dimension eschatologique, distillée jusque dans les rouages de l'Etat ukrainien s'incarne exemplairement dans ce cri qui scandera les centaines de pogroms de la guerre civile: « Sauvez l'Ukraine, battez les youpins ! ». ■

## Notes

1. Cet objectif central est affirmé dès la première note du 10/02/1919, envoyée par le Président de la Délégation au Président de la Conférence de la Paix : *Notes présentées par la Délégation de la République ukrainienne à la Conférence de la Paix à Paris*, Paris, 1919. p.5-8.
2. Alain Blum, *Naître, vivre et mourir en URSS*, Paris, Payot, 2004. p.37 et plus généralement, chap. I ; Martine Mespoulet, *Statistiques et révolution en Russie, un compromis impossible (1880-1930)*, Rennes, PUR, 2001.
3. Juliette Cadiot, *Le laboratoire impérial, Russie-URSS 1860-1940*, Paris, CNRS, 2007.
4. *Ibid.*, p.98-100.
5. Sur la question plus générale des experts dans le tracé des frontières lors de la Conférence : Taline Ter Minassian, « Les géographes français et la délimitation des frontières balkaniques à la Conférence de la Paix de 1919 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 44-2, avril-juin 1997, p.252-286.
6. BDIC, « Dossier Klotz », F 223 rés/30, Commission des affaires polonaises. Voir par exemple le procès-verbal n°7 du 12 mars 1919, et les éléments rapportés par des officiers français de retour de Pologne, ayant mandat pour l'ensemble des Alliés (BDIC, « Dossier Klotz », F 223 rés/30/8) :
7. Cf. les cartes de l'Ukraine contenues dans le dossier de Louis-Lucien Klotz, ministre français des finances, négociateur de fait de la France au cours de la Conférence : BDIC, « Dossier Klotz », F 223 rés.
8. Voir par exemple : BDIC, F 91, *Mémoire sur l'indépendance de l'Ukraine présenté à la Conférence de la Paix par la Délégation de la République Ukrainienne*, 1919. p.22.
9. Alexandre Choulguine, *L'Ukraine, la Russie et les puissances de l'Entente*, Berne, 1918 ; et pour des informations le concernant : *L'Ukraine et le Cauchemar Rouge. Les massacres en Ukraine*, Paris, Tallandier, 1927.
10. Arnold. D. Margolin, *From a Political Diary. Russia, the Ukraine, and America, 1905-1945*, New York, Columbia University Press, 1946.
11. Myron Kordouba, *Le territoire et la population de l'Ukraine. Contribution géographique et statistique*, Berne, Suter, 1919.
12. *Mémoire sur l'indépendance de l'Ukraine...*, op. cit., p.21.
13. Pour ces travaux initiaux : Emile Haumant, « Le problème oukraiinien [sic] », *Questions européennes. Travaux du Comité d'études*, t.2, Paris, Imprimerie nationale, 1919. p.359-360 ; pour une discussion des définitions modérées : Myron Kordouba, *Le territoire et la population de l'Ukraine*, op. cit., p.5-6.
14. *Mémoire sur l'indépendance de l'Ukraine...*, op. cit., p.16 ; Alexander Shoulguin, *The Problems of the Ukraine*, Londres, Bureau de presse ukrainien, 1919. p.3, 17.
15. *Ibid.*, p.3 ; *Mémoire sur l'indépendance de l'Ukraine...*, op. cit., p.22-23.
16. Notamment dans : Myron Kordouba, *Le territoire et la population de l'Ukraine*, op. cit.
17. *Mémoire sur l'indépendance de l'Ukraine...*, op. cit., pp.15-16 ; Alexander Shoulguin, *The Problems of the Ukraine*, op. cit., p. 12-13.
18. *Ibid.*, p.5.
19. *Mémoire sur l'indépendance de l'Ukraine...*, op. cit., passim ; BDIC, « Dossier Klotz », 223 rés/17-A/I et 17-B/5.
20. *Ibid.*, 17-A/I.
21. Myron Kordouba, *Le territoire et la population de l'Ukraine*, op. cit., p.15.
22. Cf. les introductions au *Livre des pogroms*, Paris, Calmann-Lévy, 2010.
23. Myron Kordouba, *Le territoire et la population de l'Ukraine*, op. cit., p.78.
24. Sur cette thématique importante des années révolutionnaires, cf. : Boris Kolonitskii, « Antibourgeois Propaganda and Anti-»Burzhui» Consciousness in 1917 », *Russian Review*, 53/2, avril 1994.
25. Pour les Polonais : [Stanislaus Dnistrianskyi], *Ukraina and the Peace Conference*, 1919. p. 52 ; et pour les Russes sous leur avatar soviétique : M. Kouchnir, *L'Ukraine, l'Europe orientale et la Conférence de la Paix*, Paris, Bureau de Presse Ukrainien, 1919. p. 53, 56, 97.
26. *Ibid.*, p.97.
27. Au sein de la Délégation, voir par exemple la note du 12/02/1919 : BDIC, « Dossiers Klotz », F 223 rés/17-A/g ; pour les responsables militaires allégués par la Délégation, voir par exemple l'entretien avec le commandant Kedrowskyj : [Service de la presse de la République du peuple d'Ukraine] *La guerre en Ukraine et le bolchevisme*, 1919.



Andrea Brait

### AUTRICHE - CULTURES DE LA MÉMOIRE DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE EN AUTRICHE. LE «JUBILÉ» 1914/2014

La mémoire de la Première Guerre est, en Autriche plus encore qu'en Allemagne, parasitée par celle de la Seconde Guerre. Si le centenaire donne lieu à un grand nombre de projets à la fois culturels et académiques (publications, expositions, séries...), le pouvoir fédéral ne s'est guère emparé de l'événement. En outre il n'existe pas dans le pays de «lieux de mémoire» spécifiques de cette guerre.

### AUSTRIA- CULTURES REMEMBERING THE FIRST WORLD WAR IN AUSTRIA. THE JUBILEE»1914/2014

In Austria, more so than in Germany, the memory of the First World War interferes with the collective memory of the Second World War. If the centennial gives rise to a great number of projects, both in the cultural and academic spheres, (publication, exhibitions, collections...) the federal government hardly dealt with the subject. Furthermore, in Austria there is no commemorative site of this war.

► Page 6

Michal Ksinan, Juraj Babjak

### LA MÉMOIRE DE PREMIÈRE GUERRE MONDIALE EN EX-TCHÉCOSLOVAQUIE

La mémoire de la Grande Guerre en ex-Tchécoslovaquie n'est pas univoque et dépend, selon les périodes, de considérations ethniques et idéologiques. Les auteurs montrent en analysant cinq thèmes (les mémoriaux de guerre, les cimetières militaires, le cinéma, le roman, les clubs d'histoire) que la Première Guerre ne s'est pas constituée en point d'ancrage de la mémoire tchécoslovaque de ces trente dernières années. La mémoire de la Grande Guerre est devenue de plus en plus l'affaire des amateurs et des membres de clubs d'histoire. C'est plutôt le centenaire de son déclenchement qui polarise l'attention d'un large public.

### MEMORY OF THE WORLD WAR I IN FORMER CZECHOSLOVAKIA

In former Czechoslovakia, the memory of the World War I is not unequivocal and depends on ethnical and ideological understanding. The authors are demonstrating in five examples (war memorials, military cemeteries, cinematography, fiction, and military history clubs) that the World War I was not in the spotlight in former Czechoslovakia during the last three decades. The memory of the World War has been becoming, more and more, a matter of amateurs, members of the military history clubs; it is rather the 100th anniversary of the outbreak of the World War I which attracts the attention of the large public.

► Page 15





*Juliane Haubold-Stolle*  
**LE RETOUR DE LA GRANDE GUERRE – LA MÉMOIRE DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE EN ALLEMAGNE DE 1980 À NOS JOURS**

La mémoire collective de la Première Guerre mondiale y est recouverte par l'expérience du National-socialisme de la Seconde Guerre. Toutefois on constate depuis la réunification une reviviscence du sujet « Première Guerre » aussi bien au niveau des études académiques que de la culture populaire.

**BACK TO WORLD WAR I. THE MEMORY OF THE FIRST WORLD WAR IN GERMANY FROM 1980 TO OUR DAYS**

First World War collective memory is overshadowed by the experience of the Second World War's National socialism. Yet, since the reunification we notice a revival of the subject of World War One in the academic world as well as in the popular culture.

► Page 25

*Alexandre Toumarkine*  
**LA TURQUIE AUJOURD'HUI ET LA GRANDE GUERRE**

L'auteur de l'article a répondu à quatre grandes questions :

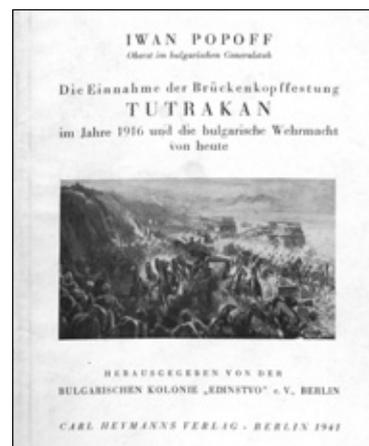
- Quels sont les usages politiques de la Grande Guerre depuis 2002 ?
  - Quelle est la mémoire populaire de la Grande Guerre aujourd'hui ?
  - Existe-t-il un tourisme de mémoire ?
- La question du génocide arménien et son traitement dans la société turque

**TURKEY: TURKEY TODAY AND THE GREAT WAR**

The author of the article has answered four main questions:

- What have been the political uses of the Big War since 2002?
- What is the popular memory of the Big War today?
- Is there a tourism of memory?
- How does Turkey deal with the Armenian genocide?

► Page 32



*Oliver Schulz*  
**LA COMMÉMORATION DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE EN BULGARIE**

Pour la Bulgarie, confrontée à la défaite et à un traité de paix très dur, la commémoration est soumise à des conjonctures politiques différentes et a donc beaucoup varié selon les époques. L'entre-deux-guerres est caractérisé par un contexte nationaliste, révisionniste et instable. La Première Guerre mondiale n'est qu'un sujet parmi d'autres de l'histoire nationale et cette mémoire reste liée à des revendications politiques et territoriales. Sous le régime communiste, la mémoire de la Première Guerre mondiale s'éclipse en quelque sorte, car elle est considérée comme une guerre impérialiste voulue par la bourgeoisie bulgare entraînant une nouvelle « catastrophe nationale ». Depuis 1989, il y a un retour de la Première Guerre mondiale et certaines formes de la commémoration rappellent même l'entre-deux-guerres.

**THE COMMEMORATION OF THE FIRST WORLD WAR IN BULGARIA**

The commemoration of World War I in Bulgaria, which was confronted with military defeat and a harsh peace treaty, was subject to different political conditions and changed over the time. The interwar years was characterized by a nationalist, revisionist and instable context. World War I was represented just one topic of Bulgaria's national history and this memory was linked with political and territorial claims. Under the Communist regime, the memory of World War I disappeared in a certain way, because it represented an imperialist war wanted by the Bulgarian bourgeoisie leading to another « national catastrophe ». Since 1989, World War I has been rediscovered and certain forms of commemoration are even reminiscent of the interwar years.

► Page 42



Julia Eichenberg

### LA MÉMOIRE DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE EN POLOGNE

Winston Churchill, célèbre pour ses remarques bien senties, nommait la Première Guerre mondiale dans l'Est une « guerre inconnue » (1931). Encore aujourd'hui, en 2014, en dépit de toute l'attention pour le centenaire, la commémoration de ce qui s'est passé en Pologne entre 1914 et 1918 ne peut pas être décrite mieux que par cette expression. Pourtant, la guerre fut loin d'être négligeable dans la région. La commémoration nationale et nationaliste de la guerre qui a dominé la période d'entre-deux-guerres a largement privilégié la mémoire des guerres d'Indépendance (1918-1921). Les mémoires concurrentes ont été réduites au silence et ont disparu des commémorations publiques. Cela a jeté les bases de l'oubli progressif de la Première Guerre mondiale durant les cent dernières années.

Toutefois, assez récemment, la densification des contacts avec des pays européens possédant une culture différente de la commémoration, et le développement de réseaux transnationaux de recherche ont conduit à un intérêt croissant pour la Première Guerre mondiale. Ainsi, c'est paradoxalement par le niveau local et transnational que la mémoire de la Première Guerre en Pologne refait son apparition.

### MEMORY OF THE FIRST WORLD WAR IN POLAND

Winston Churchill, known for his poignant remarks, called the First World War in the East « The Unknown War » (1931). Still today in 2014, despite all the attention for the Centenary, the commemoration of what took place in Poland between 1914 and 1918 can hardly be better described than by his words. The war was far from being insignificant to the area. National and nationalist war commemoration dominated the interwar period, focusing predominantly on the regaining of independence (1918-1921). Contradicting memories were silenced or else put in line and vanished from public commemoration. This laid the ground for a gradual forgetting of the First World War over the last hundred years.

However, closer contacts to other European countries with a different culture of commemoration and transnational research networks led to a rising interest in the First World War. Interestingly, while the national narrative in Poland for so long overshadowed individual memory of the First World War, now the war is being rediscovered via the local and transnational level.

► Page 52

Algimantas Kasparavicius

### LA GRANDE GUERRE DANS LA MÉMOIRE HISTORIQUE DES LITUANIENS

La relation entre la Lituanie et la Grande Guerre est problématique et ambiguë à plusieurs égards. Au début du XX<sup>e</sup> siècle l'Etat lituanien n'existe pas en tant que tel, ce qui conduit la mémoire historique lituanienne à considérer ce conflit de grandes puissances européennes comme « étranger » au pays et à ses habitants. C'est avant tout un conflit dans lequel des « frères lituaniens sont amenés à s'entretuer contre leur volonté ».

L'annexion et l'occupation de la Lituanie sous l'époque soviétique (1940-1990) concourt à effacer le conflit de la mémoire des « citoyens soviétiques ». Ainsi, la mémoire de la Grande Guerre (de manière épisodique) subsiste et fonctionne, la plupart du temps à l'échelle locale (à l'intérieur des villages et petites villes) sous forme d'histoires non officielles et de souvenirs personnels.

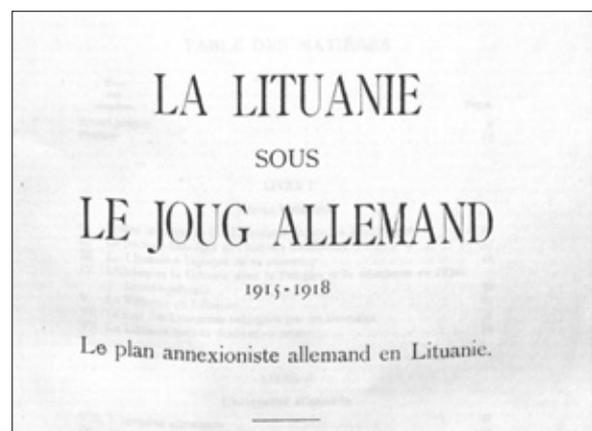
Depuis 1988/90, et la restauration de sa souveraineté, la Lituanie tente de se reconstituer une mémoire de guerre. Cependant, en raison de perturbations sur le plan éthique, politique et idéologique, la mémoire de la Grande Guerre demeure en grande partie controversée et partielle.

### THE GREAT WAR IN LITHUANIAN HISTORICAL MEMORY

The relationship between Lithuania and the Great War is problematic and ambiguous in several aspects. At the beginning of the XXth century, Lithuania did not exist as a state. Such circumstances led to that the Great War of 1914-1918 in the Lithuanian historical memory functioned as a conflict of the great European powers, « strange » to Lithuania and Lithuanians. First of all, it was the war where « brother was forced to go against his brother, Lithuanian to kill another Lithuanian against his will ».

The occupation and annexation of Lithuania by the Soviet Union (1940-1990) conducted to delete this war from the historical memory of « Soviet citizens ». Therefore the memory of the Great War (its separate fragments) still remained and functioned, most often in local (of villages and small towns) unofficial stories and in the forms of individual reminiscences. Since 1988/90 and the restoration of nationhood of Lithuania, the country is trying to recover a memory of the war; however due to complicated political, ideological and ethical perturbations, the memory about the Great War yet remains quite disordered, controversial and fragmented.

► Page 58





Maurice Carrez

### LA MÉMOIRE DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE EN FINLANDE ET SON ÉVOLUTION DEPUIS LES DERNIÈRES DÉCENNIES DU XX<sup>E</sup> SIÈCLE.

Pour une majorité de Finlandais, la mémoire de la Première Guerre mondiale s'est longtemps résumée au récit officiel de la lutte pour l'indépendance. La guerre civile de 1918, vue par les vainqueurs, y tenait une place centrale. En face, les organisations ouvrières entretenaient tant bien que mal le souvenir de leurs morts. Après 1945, elles finirent par obtenir une certaine reconnaissance des souffrances qu'ils avaient endurées. Depuis les années 1960, la recherche historique a elle aussi infléchi la mémoire collective dans un sens moins manichéen. Dans la période récente, des questions et des connaissances nouvelles sont venues enrichir le débat. Elles dénotent une approche plus humanitariste et moins politisée que par le passé. Mais elles ne pourront donner tous leurs fruits que dans un avenir plus lointain.

### THE MEMORY OF THE FIRST WORLD WAR IN FINLAND AND ITS TRANSFORMATION SINCE THE LAST DECADES OF THE TWENTIETH CENTURY

For a majority of Finns, the memory of World War I has long been limited to the official history of the struggle for independence. The civil war of 1918, as seen by the victors, has occupied a central position in that narrative. As for the losers, labour organizations have worked to perpetuate the memory of their victims as well as they could. After 1945, they finally obtained a certain level of recognition of their losses. Since the 1960s, historical research has also modified collective memory towards a less Manichean understanding. In recent times, new questions and evidence have enriched the debate. This new knowledge reveals a more humanitarian and less politicized approach than in the past. However, the full benefits of these newer approaches will only be seen in a more distant future.

► Page 66

Dominique Bouchery

### La Grande Guerre et la Finlande à la BDIC : petite exploration dans les marges des collections Great War and Finland at the BDIC : a short inquiry into the collections

► Page 73

Kristiane Jaeneke

### « IL NE DOIT PAS Y AVOIR DE TERRE INEXPLORÉE ». LA MÉMOIRE DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE EN RUSSIE DEPUIS 1989-1991

Pour la première fois, la Russie commémore le centenaire du déclenchement de la Première Guerre mondiale avec de nombreux événements. La mémoire du conflit, longtemps refoulée, a tendance à faire son retour. Il s'agit néanmoins d'une mémoire ordonnancée par le haut, qui honore les « héros oubliés ». De sorte que la politique de mémoire renvoie au modèle de la grande guerre patriotique. Dans les deux cas, il est question du pouvoir de l'empire et du renforcement de l'identité nationale.

### «THERE MUST NOT BE ANY UNEXPLORED TERRITORY» MEMORY OF THE FIRST WORLD WAR IN RUSSIA FROM 1989 -1991

For the first time Russia commemorates the 100th anniversary since the outbreak of WWI with numerous events. The for a long period repressed memory gradually returns. However, the remembrance is a matter of honouring the "forgotten heroes" prescribed from the government. Thus, the politic of history relies on the patterns of commemoration of the "Great Patriotic War". In both cases it is about the Empire's power and the strengthening of national identity.

► Page 75





*Stanislav Sretenovic*

### **RUPTURES ET CONTINUITÉS DE LA MÉMOIRE SERBE DE LA GRANDE GUERRE, 1945-2014**

Dans cet article, l'auteur analyse l'évolution et les enjeux de la mémoire de la Grande Guerre en Serbie jusqu'à nos jours. Il démontre comment la mémoire serbe de la Grande Guerre reflétait d'autres périodes historiques avec différents messages idéologiques et politiques qui devaient circuler dans la société. Avec l'approche du centenaire de la Grande Guerre, cette mémoire se détache de la référence à la Deuxième Guerre mondiale et se lia aux enjeux de l'héritage des guerres des années 1990 en ex-Yougoslavie.

### **GAPS AND CONTINUITIES IN THE SERBIAN MEMORY OF THE GREAT WAR 1945-2014**

In this paper the author deals with the evolution and the stakes of the Great War memory in Serbia till our days. He shows how the Serbian memory of the Great War reflected other historical periods using different ideological and political messages which should circulate in the society. With the approaching of the Centenary of the Great War, this memory progressively draw away from the Second World War and linked itself to the legacy of the 1990's wars in ex-Yugoslavia.

► Page 84

*Nicolas Offenstadt*

### **PRATIQUES CONTEMPORAINES DE LA GRANDE GUERRE EN FRANCE. DES ANNÉES 1990 AU CENTENAIRE**

Partant de la couverture du 11 novembre par un quotidien de la Presse régionale en 2010, l'auteur fournit une typologie succincte des pratiques contemporaines de mémoire liée à la Grande Guerre. Il retient trois axes structurants : le social, le culturel et le politique, et ne note pas, à l'occasion du centenaire, d'inflexion majeure des pratiques mémorielles. Il s'agit plutôt d'un approfondissement et d'un développement de ces dernières.

### **CONTEMPORARY PRACTICES SURROUNDING THE GREAT WAR IN FRANCE, FROM THE 1990S TO THE CENTENARY**

Beginning with the coverage of Armistice Day in a regional newspaper in 2010, the study proposes a brief typology of contemporary practices of memory linked to the Great War, and suggests three main structural principles: the social, the cultural, and the political. It notes that the Centenary does not seem to have brought about any significant alteration in commemorative practices. Instead, they have gone further and become more extensive.

► Page 91



Laurence Van Ypersele

## LES COMMÉMORATIONS BELGES

L'auteur aborde la question des commémorations belges de la Première Guerre mondiale à travers quatre questions : 1) Quel est le discours du gouvernement fédéral à propos de la Grande Guerre ? Comment envisage-t-il les commémorations ? 2) Quels discours et quelles attitudes adoptent les provinces wallonnes et flamandes ? Peut-on parler de mémoire de la Grande Guerre construite en opposition ? Sur quoi s'opposent-elles ou se rejoignent-elles ? 3) Pourquoi le tourisme mémoriel joue-t-il un aussi grand rôle ? Pourquoi est-il l'objet d'un tel développement ? 4) Quelle est la place de la Grande Guerre dans les programmes scolaires du secondaire (collège) ? Comment est-elle enseignée ? Existe-t-il des différences régionales ?

## THE BELGIUM COMMEMORATIONS

The author considers the issue of Belgium commemorations of the First World War through four groups of questions: 1) What is the position of the federal government on the Great War? How does it see the commemorations? 2) What speeches have been given and what are the attitude of the Flemish and Walloonian provinces? Can we speak of a memory of the Great War built on opposition? What are their points of agreement and disagreement? Why does the tourism of memory play such an important role? Why is it the subject of such a development? 4) What is the place of the Great War in the curriculum of secondary school (community college)? How is it taught? Does this role vary on region?

► Page 100

**Boerinnenlied**

Wijze : *De Vlaamsche Leeuw.*

I

Wij zijn de boerenvrouwen  
Van 't christen Vlaanderland ;  
Vereend door 't zelfde streven ;  
Zoo gaan wij hand in hand.  
Wij willen neerstig werken  
Met moed en blijgezind,  
En zoeken ons genoegen  
In 't heil van man en kind.

REFREIN

Wij zijn de boerenvrouwen  
Van 't christen Vlaanderland ;  
Vereend door 't zelfde streven,  
Zoo aan wij hand in hand. } *bis*

II

Wij doen ons huis beminnen  
Aan onzen echtgenoot  
Door onze trouwe liefde,  
Door onze zorgen groot.  
Wij willen hem bij 't werken  
En 't zwoegen voor 't bestaan  
Steeds helpen, steunen, troosten  
En trouw ter zijde staan.

REFREIN

Wij zijn, enz.

III

Wij leeren onze kinderen  
Den weg van eer en deugd ;  
Zoo vinden we in ons huisje  
Geluk en zoete vreugd.  
Wij bidden met betrouwen  
En werken welgemeed ;  
Zoo daalt op ons de zegen  
Van God oneindig goed.

REFREIN

Wij zijn, enz.

Daniele Ceschin

## LA MÉMOIRE DE LA GRANDE GUERRE EN ITALIE

La mémoire du conflit en Italie est pluri-voque et s'articule au croisement de plusieurs problématiques : aspects régionaux, question des réfugiés et des territoires occupés, etc. Elle est à replacer dans une perspective plus large qui irait du *risorgimento* à l'avènement du fascisme. Le centenaire est l'occasion d'organiser un certain nombre d'initiatives, surtout locales, qui ne sont pas exemptes, parfois, de récupérations politiques (Vénétie).

## MEMORIES OF THE GREAT WAR IN ITALY

The Memory of the conflict provokes many different points of view in Italy. Different regions have their own take on the events especially the issues raised by the refugees and the occupied territories. They need to be considered as part of a much bigger picture going all the way from the *risorgimento* to the rise of fascism. The centenary gives the opportunity to commemorate some major events, mainly locally, but not often without political fallout, particularly in Veneto.

► Page 104





*Emma Hannah*

### **LA MÉMOIRE DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE DANS LA GRANDE BRETAGNE D'AUJOURD'HUI**

Controversée, la mémoire de la Première Guerre mondiale change au début des années 2000, quand il devient question d'une victoire oubliée. L'époque récente (années 90 - 2000) est marquée par la «Shot at Dawn Campaign» autour du débat sur la réhabilitation des fusillés. Pour 2014, le gouvernement britannique a prévu un programme commémoratif doté de moyens importants, qui a cependant rencontré le feu des critiques. Par ailleurs l'IWM (Imperial War Museum), institution de référence en GB, a pu rouvrir à l'automne 2014 dans un ensemble et une scénographie totalement rénovés.

### **CONTEMPORARY BRITAIN AND THE MEMORY OF THE FIRST WORLD WAR**

After much debate, the public memory of World War I started to change at the beginning of the 21st century; the fact that the allies won has now been largely forgotten. Recently, (from 1990-2000), "The Shot at Dawn" campaign has brought about the rehabilitation of the executed. The British government is financing a serie of events in 2014 to commemorate key moments in the conflict, but not without a barrage of criticisms from all sides. Nevertheless, the Imperial War Museum(IWM), reference point of British military history, re-opened in Autumn 2014, with many displays completely overhauled and brought up to date.

► Page 110

*Laurent Colantonio*

### **MÉMOIRE PARTAGÉE? LA GRANDE GUERRE EN IRLANDE**

Tandis que les unionistes d'Ulster n'ont jamais cessé de célébrer leurs aînés de la 36<sup>e</sup> division, les 210 000 combattants irlandais de la Grande Guerre sont restés cantonnés aux marges de la mémoire nationale et républicaine, avant d'amorcer, au cours des années 1980, un progressif retour en grâce qui doit être apprécié à l'aune des avancées du processus de paix en Irlande du Nord.

### **SHARED MEMORY ? THE GREAT WAR IN IRELAND**

While Ulster Unionists had never stopped praising their elders of the 36th Division, the 210,000 Irish soldiers of the Great War had remained confined within the margins of the national and republican memory until the 1980s, when they started to come back gradually into favour, which is to be assessed in the light of the progress in the Northern Ireland peace process.

► Page 118





*Mourad Djebabla*

### **UN CENTENAIRE DE LA GRANDE GUERRE PAS SI PAISIBLE POUR LE CANADA AU REGARD DE SON RAPPORT AU PASSÉ DES ANNÉES 1914-1918**

La question de la mémoire de la Grande Guerre est ardue à définir. La période de commémoration du centenaire va mettre en lumière la mémoire différenciée du conflit, du côté francophone et du côté anglophone. La bataille de Vimy en donne un bon exemple : elle est un symbole national pour le Canada, mais pas pour tous les Canadiens.

### **THE CENTENARY OF THE GREAT WAR IS NOT AS EASY AS IT MIGHT LOOK FOR CANADA WITH REGARD TO ITS PAST DURING 1914-1918**

The question of the Canadian memory of the Great War is not easy to define. The commemorative time of 1914-1918 will put ahead the problem of how French and English Canadians are remembering the First World War. We can have an example with the mythic battle of Vimy which is a national symbol for Canada but not for all Canadians.

► Page 125

*Mark Levitch*

### **OUBLIÉ, MOINS QU'IL N'Y PARAÎT: LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE DANS LA MÉMOIRE AMÉRICAINE CONTEMPORAINE.**

Si l'on compare la Grande Guerre avec la Guerre Civile et la Deuxième Guerre mondiale, elle demeure bien tenue dans la conscience du peuple américain. Mais quelques événements bien médiatisés ont contribué à lui redonner de l'importance dans la psyché américaine: l'inauguration d'un musée de la Grande Guerre; la disparition du dernier soldat; des discussions au sujet de mémoriaux; la géopolitique suite à la fin de la guerre froide et aux attentats du 11 septembre 2001; et la profusion récente d'ouvrages traitant de l'implication américaine durant la guerre.

### **FORGOTTEN, BUT LESS SO: FIRST WORLD WAR IN RECENT AMERICAN MEMORY**

Since 1980 World War I has remained remote in American public consciousness compared to the Civil War and World War II. But several well-publicized developments have contributed to the war's gaining a toehold in the American psyche: the construction of a National World War I Museum; the death of the last "doughboy"; debates over World War I memorials; post-Cold War and post-9/11 geo-politics; and a recent explosion of books on US involvement in the war.

► Page 132



*Matthew C Naylor. Doran Cart. Lora Vogt.*

### **Le Liberty Memorial de Kansas City, incarnation de la Première Guerre mondiale Memory and World War I: Embodied in the Liberty Memorial, Kansas City, Missouri**

► Page 138



*Damien Williams, Bruno Scates,  
Laura James, Rebecca Wheatley*

**L'INQUIÉTUDE DU SOLDAT DE L'ANZAC (CORPS DE L'ARMÉE AUSTRALIENNE ET NÉO-ZÉLANDAISE): PROPOSITIONS POUR UNE ANALYSE DANS L'AUSTRALIE D'AUJOURD'HUI**

Lors de la préparation du centenaire de la Grande Guerre, le gouvernement australien a reçu plus de 600 propositions publiques. L'article analyse ces témoignages afin de mieux comprendre les aspects émotionnels générés par le souvenir de la guerre. Il identifie les angoisses et la part de subjectivité qui sous-tendent le souvenir, insiste sur le côté profondément traditionnel, en marge de l'histoire de la commémoration, étudie le rôle des témoignages et des reconstitutions et se penche sur ce qui est communément oublié lorsque les australiens évoquent la guerre.

**THE ANXIOUS ANZAC: SUGGESTIONS FOR A METRIC MOMENT IN LATE MODERN AUSTRALIA**

In preparing for the Centenary of the First World War, the Australian government received over 600 public submissions. This article analyses these submissions to better understand the emotional communities centred around war remembrance. It identifies the anxieties and subjectivities that drive remembrance, highlights the deeply ahistorical nature of commemoration, examines the role of testimony and re-enactment and considers what is often forgotten when Australians remember war.

► Page 142

*Romain Fathi*

**La Grande Guerre à l'Australian War Memorial ou l'élaboration d'un mythe national  
The Great War at the Australian War Memorial:  
the construction of a national mythology**

► Page 152

*Bill Nasson*

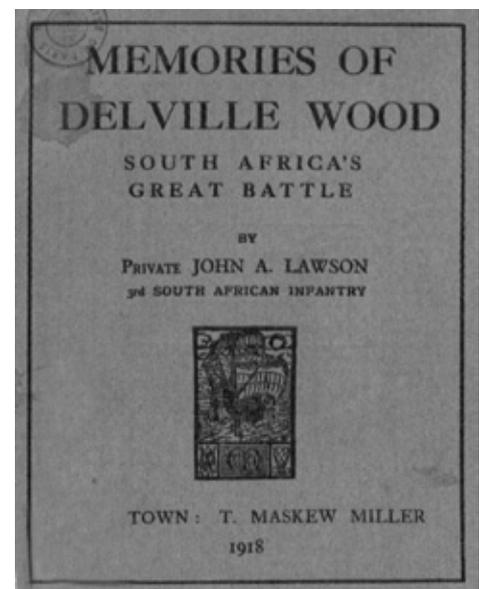
**LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE DANS LA MÉMOIRE DE L'AFRIQUE DU SUD**

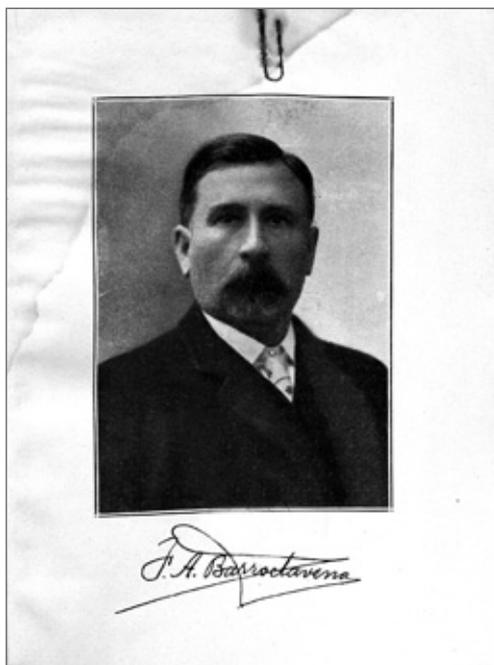
Pendant longtemps la mémoire de la Grande Guerre en Afrique du Sud a été marquée par des divisions et des protestations politiques, de même que par l'oubli progressif dans la conscience populaire et l'abandon des commémorations, en particulier depuis ces dernières décennies. Cet article explore la place complexe qu'occupe la Grande Guerre dans l'histoire contemporaine de l'Afrique du Sud, et interprète les changements de son approche. Il s'intéresse aussi à la façon dont l'agenda politique d'une société post apartheid peut se réengager dans des commémorations de la guerre mondiale sur une nouvelle base nationaliste noire.

**WORLD WAR I IN SOUTH AFRICA'S MEMORY**

Historical memory of the Great War in South Africa has long been characterised by political divisions and contestations, as well as by a steadily decreasing presence in public consciousness and in acts of war remembrance, especially in more recent decades. This article explores the complex place of Great War experience in South Africa's modern history, and evaluates the significance of its shifting meanings. It also considers how the political agenda of post-apartheid society may be re-engaging with world war commemoration on a new black nationalist basis.

► Page 156





*Ines Tato*

### **UNE MÉMOIRE ÉVANESCENTE. LA GRANDE GUERRE DANS L'ARGENTINE D'AUJOURD'HUI**

En raison de ses liens historiques, démographiques, économiques et culturels avec l'Europe, la première guerre mondiale a eu un large impact sur l'Argentine. Un siècle plus tard, à part quelques indices isolés, un aéroport qui porte le nom d'un soldat volontaire, un roman historique récemment paru, aucune trace de cet épisode ne subsiste dans la mémoire collective. Le but de cet article est d'imaginer les raisons possibles de cet oubli .

### **A VANISHED MEMORY. THE GREAT WAR IN PRESENT ARGENTINA**

The First World War had a deep impact on Argentina, due to its historical, demographic, economic and cultural ties with Europe. A century later, except a couple of isolated signs –an airport with the name of a volunteer soldier, a recent historical novel-, no traces of that experience remain in the collective memory. This article aims to speculate on the possible reasons of that oversight.

► Page 161

*Jay Winter*

### **COMMÉMORER LA CATASTROPHE : LE SOUVENIR DE LA GRANDE GUERRE CENT ANS APRÈS**

Cet article est le texte d'une conférence donnée le 20 mars 2014 à Vienne dans le cadre d'un Congrès international intitulé «The 1st WW in Central Europe. Memory. Trans/National Perspectives. European Contexts». L'auteur, associé aux processus commémoratifs officiels en France, Australie, Irlande et plus marginalement en Belgique, constate à l'aune de ces quatre exemples la prégnance d'une culture de mémoire individuelle et familiale du conflit située en marge des milieux académiques et officiels.

### **COMMEMORATING CATASTROPHE : REMEMBERING THE GREAT WAR A HUNDRED YEARS ON**

This article is the text of a lecture given in Vienna on March 20- 2014 as part of an international congress named "The 1st WW in Central Europe. Memory Trans/National Perspectives. European Contexts". The author, who is associated with the official commemorative processes in France, Australia, Ireland, and, to a lesser extent, Belgium, observes from these four examples the prevalence of an individual and familial culture of remembrance towards the conflict, on the fringe of the academic and official communities.

► Page 166

*Joseph Zimet*

### **MÉMOIRES NATIONALES ET PROJETS INTERNATIONAUX DANS LE CENTENAIRE DE LA GRANDE GUERRE. UN PREMIER BILAN**

Un entretien avec le responsable de la Mission du Centenaire de la Grande Guerre, structure française créée ad hoc et sans réel équivalent à l'étranger.

Quatre thèmes y sont abordés :

- Existence (ou pas) d'un dynamique internationale à l'occasion du centenaire
- Les spécificités du centenaire français
- La place des institutions européennes dans ce centenaire
- Les axes forts du centenaire en France, les manques

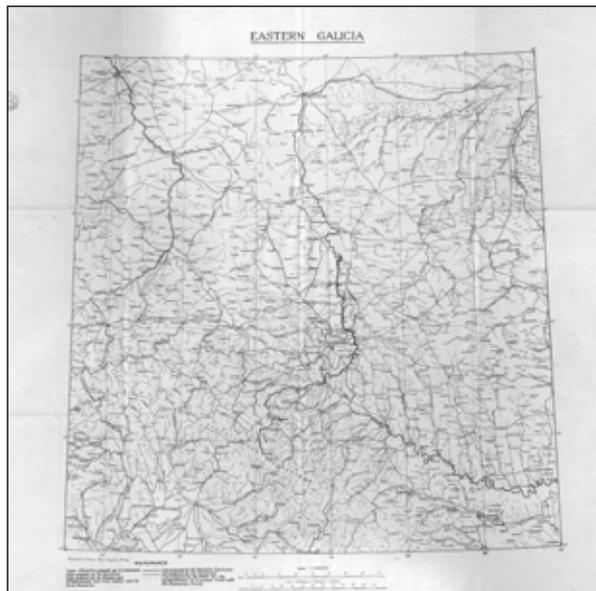
### **NATIONAL MEMORY AND INTERNATIONAL PROJECTS IN THE CENTENARY OF THE GREAT WAR: A PRELIMINARY ASSESSMENT**

An interview with the director of the First World War Centenary Commission, a specially-created French organisation that has no real equivalent in other countries.

Four main topics are discussed:

- The existence (or otherwise) of an international dynamic on the occasion of the centenary
- The specificities of the centenary in France
- The role of European institutions in the centenary
- The main orientations of the centenary in France, and what is missing from it.

► Page 175



## VARIA

*Thomas Chopard*

### **IDENTIFIER, LÉGITIMER, STIGMATISER – LES MATÉRIAUX DE LA DÉLÉGATION UKRAINIENNE À LA CONFÉRENCE DE LA PAIX DE PARIS (1918-1920)**

À la fin de 1918, les pouvoirs soviétiques, nationalistes pan-russes « Blancs » et indépendantistes ukrainiens s'affrontent sur le territoire ukrainien de l'ancien empire russe pour la reconstitution et le contrôle de l'État. Parallèlement, la République populaire ukrainienne décide d'envoyer une délégation à la Conférence de la Paix de Paris (1918-1920) où elle n'accède qu'au rang d'observateur. Les écrits produits pour cette occurrence (présents notamment dans le fonds Klotz de la BDIC) permettent d'appréhender l'horizon cognitif des élites ukrainiennes indépendantistes de l'époque.

### **IDENTIFICATION, LEGITIMATION, AND STIGMATIZATION: THE UKRAINIAN DELEGATION TO THE PARIS PEACE CONFERENCE (1918-20) THROUGH ITS WRITTEN MATERIALS**

In late 1918, a struggle was taking place on the Ukrainian territory of the former Russian empire, between the Soviet authorities, White Russian nationalists, and partisans of Ukrainian independence, over the reconfiguration and control of the state. At the same time, the Ukrainian People's Republic decided to send a delegation to the Paris Peace Conference (1918-1920), at which it had only observer status. The written documents produced on this occasion, of which the BDIC's Klotz archive has a particularly significant collection, give an insight into the cognitive horizon of the Ukrainian pro-independence elite of the time.

► Page 180

# Contribuer à **Matériaux**

*pour l'histoire de notre temps*

---

## CONTRIBUTION

Matériaux présente les contributions d'un réseau international d'historiens, mais aussi de chercheurs spécialistes des disciplines connexes de l'histoire - sciences politiques, géopolitique, sociologie et philosophie politiques, droit international-, travaillant sur ces sources premières de l'histoire de notre temps.

La revue se compose d'un dossier thématique, de varia et de textes de présentation des fonds.

Dans cette perspective, elle accueille dans sa rubrique « varia » les articles de doctorants et chercheurs confirmés afin de faire connaître les ressources et fonds de la Bibliothèque et du Musée.

La rubrique s'adresse en particulier aux « jeunes chercheurs » qui travaillent sur les fonds de la BDIC et qui souhaitent valoriser leurs travaux.

Le calibrage d'un article est de 15 000 à 20 000 signes, espaces compris.

## PROCÉDURE

Les textes soumis au Comité de lecture ne doivent pas avoir été publiés précédemment ni être en cours de soumission à une autre revue.

Tout texte soumis à la revue fait l'objet d'une lecture collective par son Comité de lecture (voir la composition du Comité en dernière page de chaque numéro) qui se réserve le droit :

- de le publier,
- de demander aux auteurs des révisions ou éléments complémentaires ne touchant pas à la logique du texte,
- d'introduire toutes les précisions, reformulations, corrections rédactionnelles, formelles et/ou ortho-typographiques jugées nécessaires.

## ENVOI DES ARTICLES

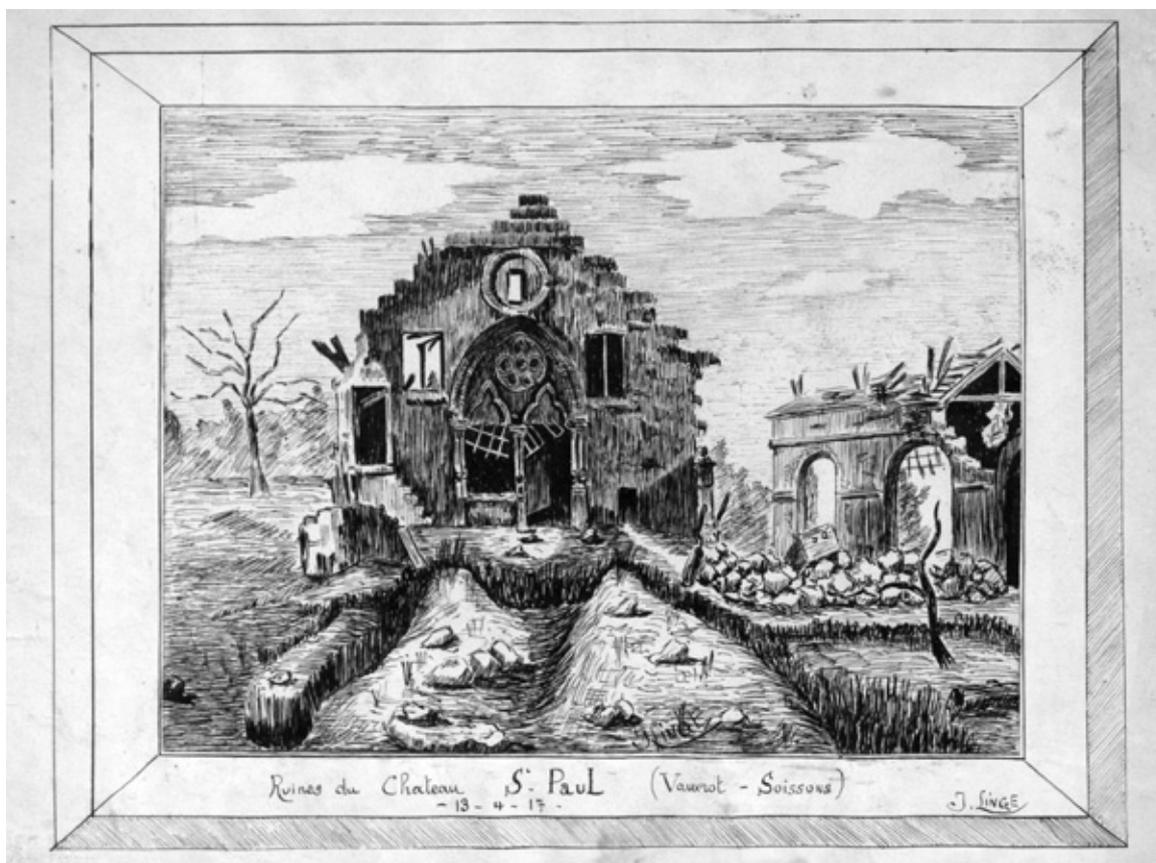
Les textes sont soumis au format informatique (.rtf) envoyé par courrier électronique, en fichier attaché, à l'adresse de la rédaction :

**redaction-materiaux@bdic.fr**

Les coordonnées complètes de l'auteur - nom, prénom, adresse, numéro de téléphone, courriel - doivent être indiquées dans le corps du message.

Un accusé de réception électronique (ou à défaut par courrier) est envoyé à l'auteur dès réception de son texte ainsi qu'une notification de publication, après acceptation par le Comité de lecture.

# La réussite du « centenaire d'en bas » : la Grande Collecte à la BDIC



Jules Linge, s.t., 1917, Fonds Jules Linge – Grande Collecte 2013

Si certains historiens considèrent que les cérémonies mises en œuvre par l'Etat dans le cadre du centenaire de la Grande Guerre constituent une occasion manquée<sup>1</sup>, les événements portés par la société semblent avoir, eux, remporté plus de succès. La Grande Collecte organisée en novembre 2013 est peut-être, à cet égard, la manifestation où la force de la mémoire familiale au sujet de 14-18 s'est exprimée avec le plus d'acuité. Organisée par la Mission du Centenaire, les Archives nationales et la Bibliothèque nationale de France dans le cadre du projet de bibliothèque numérique européenne Europeana 1914-1918, la collecte s'inspire d'un mouvement lancé en 2011 dans plusieurs pays européens, le « Collection Day » visant à numériser et à valoriser les fonds privés. L'opération menée en novembre 2013 a permis de rassembler plus de 100 000 documents et objets en France. Durant les journées d'accueil, près de 10 000 personnes se sont rendues dans les établissements participant à cette vaste entreprise de numérisation et de mise en ligne. Partenaire du projet, la BDIC a été un acteur clé de la manifestation, recevant en l'espace d'un week-end 57 personnes et effectuant près de 3000 vues d'objets, de dessins ou encore de lettres.

Le patrimoine relatif à la Grande Guerre conservé dans les familles est aujourd'hui, en quantité, très important.

La Grande Collecte traduit ainsi en quelque sorte l'omniprésence, chez les contemporains, de la guerre dans la sphère privée et sa mise en mémoire immédiate. Le caractère indélébile de cet événement, l'ampleur du traumatisme social et humain – pas un cercle familial n'a été épargné par la mort au front d'un proche – et le poids de l'expérience du conflit dans la construction sociale et identitaire des individus sont autant de facteurs qui expliquent la préservation et la conservation de ces traces de la Première Guerre mondiale. Les pièces apportées dans le cadre de la collecte sont donc autant des souvenirs d'une époque, d'une inscription de l'histoire familiale dans la grande histoire que des reliques personnelles transmises de génération en génération. Les entretiens réalisés lors de ces journées mettent en lumière cette complexité de la mémoire collective et ses différentes formes. Les objets, les dessins et les lettres numérisés ne sont pas uniquement des témoignages aujourd'hui sans médiation d'un moment de l'histoire d'une famille, ils sont surtout l'incarnation d'une mémoire de 14-18 jamais effacée. ■ BENJAMIN GILLES

1. Stéphane Audoin-Rouzeau, « 2014, Centenaire d'en haut : Centenaire manqué », L'Observatoire du Centenaire, Université Paris1-Sorbonne, janvier 2015, <[http://www.univ-paris1.fr/fileadmin/IGPS/Audoin\\_Rouzeau\\_Centenaire\\_manqu%C3%A9.pdf](http://www.univ-paris1.fr/fileadmin/IGPS/Audoin_Rouzeau_Centenaire_manqu%C3%A9.pdf)> (consulté le 06 février 2015)

# Association des Amis de la BDIC

## Abonnement à la revue *Matériaux*

Depuis 1985, l'Association des Amis de la BDIC soutient les activités de la bibliothèque (actions de valorisation, aide aux acquisitions de documents, animation du comité de lecture de la revue *Matériaux pour l'histoire de notre temps* ...).

En adhérant à cette association, vous aiderez la BDIC à remplir ses missions de bibliothèque-musée-centre d'archives dédiés à l'histoire contemporaine et aux relations internationales. Vous serez invités aux manifestations de la BDIC : expositions, projections-débats, table-ronde..., dont vous trouverez le détail dans *le Journal de la BDIC* et sur le site Internet.

**A COMPTER DE 2015, L'ADHÉSION À L'ASSOCIATION COMPREND L'ABONNEMENT À MATÉRIAUX (2 numéros par an, frais d'envoi inclus).**

Adhésion à l'Association des Amis de la BDIC et du Musée, avec abonnement à la revue *Matériaux pour l'histoire de notre temps* :

- PARTICULIERS ..... 25 euros  
 ÉTUDIANTS..... 15 euros

Merci d'envoyer le présent bulletin complété et le règlement par chèque à l'ordre de :  
L'Association des Amis de la BDIC.  
BDIC, 6 allée de l'Université – 92001 Nanterre Cedex

Abonnement à la revue *Matériaux pour l'histoire de notre temps* (2 numéros par an, frais d'envoi inclus), sans adhésion à l'Association des Amis de la BDIC et du Musée

- INSTITUTIONS ..... 50 euros  
 PARTICULIERS..... 30 euros  
 ÉTUDIANTS..... 20 euros

*Pour l'étranger, des frais d'envoi de 6€ s'ajoutent à ces tarifs*

VENTE AU NUMÉRO ..... Prix au n<sup>o</sup> + frais d'envoi

Merci d'envoyer le présent bulletin complété et le règlement par chèque à l'ordre de :  
L'Agent comptable de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense  
BDIC - 6, allée de l'Université - 92001 Nanterre Cedex

NOM, PRÉNOM : .....

INSTITUTION : .....

ADRESSE POSTALE : .....

TÉL. : .....

COURRIER ÉLECTRONIQUE : .....



# Matériaux

*pour l'histoire de notre temps*

Numéro 113-114 . Année 2014

## COORDINATION SCIENTIFIQUE DU NUMÉRO

Benjamin Gilles  
Nicolas Offenstadt

## COORDINATION ÉDITORIALE DU NUMÉRO

Dominique Bouchery

## DIRECTEUR DE PUBLICATION

Hugues Tertrais

## COMITÉ ÉDITORIAL

Dominique Bouchery, Sophie Coeuré,  
Céline Lèbre, Robi Morder,  
Emmanuel Naquet

## COMITÉ DE LECTURE

Alya Aglan, Claire Aslangul, Andrée Bachoud,  
Gilles Baud-Berthier, Jean- Jacques Becker,  
Nancy Berthier, Gérard Bossuat,  
Dominique Bouchery, Marie-Claude Chaput,  
Sophie Coeuré, Florence Descamps,  
Geneviève Dreyfus-Armand, Sabine Dullin,  
Gilles Ferragu, Robert Frank, Benjamin Gilles,  
Bruno Groppo, Jean-Michel Guieu,

## RÉDACTION

Association des Amis de la BDIC et du musée  
6, allée de l'Université, 92001 Nanterre

## INTERNET

<http://www.bdic.fr/materiaux/index.htm>

## COURRIER ÉLECTRONIQUE

[materiaux@bdic.fr](mailto:materiaux@bdic.fr)

## VENTE, ABONNEMENTS

Bibliothèque de documentation  
internationale contemporaine  
6, allée de l'Université  
92001 Nanterre  
Tél. +33 (1) 40 97 79 98  
Fax +33 (1) 40 97 79 40

## BUREAU DE L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA BDIC ET DU MUSÉE

### FONDATEUR

Daniel Mayer(†)

### SECRÉTAIRE

Mathieu Jestin

### PRÉSIDENT

Hugues Tertrais

### TRÉSORIER

Gilles Ferragu

### VICE-PRÉSIDENT(E)S

Robi Morder,  
Sophie Coeuré

### MEMBRE DE DROIT

Valérie Tesnière  
(directrice de la BDIC)

Dzovinar Kévonian, Sandrine Lefranc, Martine Lemaître,  
Antoine Marès, Alain Monchablon, Robi Morder,  
Emmanuel Naquet, Robert Paris, Janine Ponty,  
Denis Rolland, Caroline Rolland-Diamond,  
Pierre Singaravélou, Julien Sorez, Allison Taillot,  
Jérémy Tamiatto, Hugues Tertrais, Valérie Tesnière,  
Rita Thalmann(†), Sylvie Thénault, Rossana Vaccaro,  
Franck Veyron

## CONCEPTION ET RÉALISATION GRAPHIQUE

Virginie Lafon & Frédéric Savarit

## IMPRESSION

Geers Offset (Belgique)  
Dépôt légal à date de parution  
ISSN : 0769-3206

## CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

BDIC (sauf mention contraire)

PUBLIÉ AVEC LE CONCOURS DE :

université  
Paris | Ouest  
■ ■ ■  
Nanterre La Défense

 hauts-de-seine  
LE DÉPARTEMENT

PRIX DU NUMÉRO : 30 €

Suivez la BDIC sur

facebook.



La nouvelle bibliothèque numérique de la BDIC

# L'Argonnote

<http://argonnote.u-paris10.fr>

## L'ARGONNOTE

1<sup>ère</sup> ANNEE  
15 JANVIER 1916

LE SEUL QUOTIDIEN BI-MENSUEL

REPRODUCTION FORMELLEMENT INTERDITE  
SANS AUTORISATION

N° 2

*Le courrier peut être adressé, 110 Boulevard de Rochechouart, Paris*



PRIX DU NUMÉRO : GRATUIT  
POUR LES CEUSSES DU FRONT  
20 RONDÉS POUR LES AUTRES.

*Les dons en nature sont acceptés par la direction*